

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1887

JX  
3  
A6

ARCHIVES

DIPLOMATIQUE

1881

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

---

DEUXIÈME SÉRIE

---

TOME XXIII  
JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### CORÉE — FRANCE

##### Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

4 juin 1886 (1).

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi de Corée, animés du désir d'établir entre la France et la Corée des relations d'amitié et de commerce, ont résolu de conclure dans ce but un traité et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, le sieur François-George Cogordan, Ministre plénipotentiaire, sous-directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, Officier de la Légion d'honneur, etc., etc., Envoyé en mission extraordinaire en Corée,

Et Sa Majesté le Roi de Corée, Kim-Man-Sik, Gouverneur de la ville de Séoul, Dignitaire du deuxième rang, premier degré, etc.,

Et le sieur Owen Nickerson Denny, Vice-Président du Conseil privé de Sa Majesté, Directeur des Affaires étrangères, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — § 1<sup>er</sup>. Il y aura paix et amitié perpétuelles entre le Président de la République française, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Corée, d'autre part, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux. Les Français et les Coréens jouiront, dans les territoires relevant respectivement des Hautes Parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

(1) Les ratifications ont été échangées à Séoul, le 30 mai 1887. La promulgation a eu lieu dans le *Journal officiel de la République française* du 4 juin 1887.

§ 2. — S'il s'élevait des différends entre une des Hautes Parties contractantes et une puissance tierce, l'autre Haute Partie contractante pourrait être requise par la première de lui prêter ses bons offices, afin d'amener un arrangement amiable.

Art. 2. — § 1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer un représentant diplomatique qui aura la faculté de résider d'une façon permanente ou temporaire dans la capitale de l'autre, et aussi désigner un consul général, des consuls ou vice-consuls qui résideront dans les villes ou ports de l'autre Etat ouverts au commerce étranger.

Les agents diplomatiques et consulaires des deux Etats jouiront, dans le pays de leur résidence, de tous les avantages et immunités dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires des autres Etats.

§ 2. — Les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les personnes attachées à leurs missions, pourront librement voyager sur tout le territoire du pays de leur résidence. Les autorités coréennes fourniront aux agents français voyageant en Corée des passeports et une escorte suffisante pour les protéger en cas de nécessité.

§ 3. — Les agents consulaires des deux pays exerceront leurs fonctions après avoir été dûment autorisés par le souverain ou le Gouvernement du pays de leur résidence. Il leur sera interdit de se livrer au commerce.

Art. 3. — § 1. En ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, les Français en Corée relèveront exclusivement de la juridiction française. Les procès qu'un Français ou un étranger intenterait en Corée contre un Français seront jugés par l'autorité consulaire française, sans que l'autorité coréenne puisse aucunement intervenir.

§ 2. — Tout Français mis en cause par les autorités coréennes ou par un sujet coréen sera de même, en Corée, jugé par l'autorité consulaire française.

§ 3. — Tout Coréen mis en cause par les autorités françaises ou par un Français sera jugé par l'autorité coréenne.

§ 4. — Les Français qui commettraient en Corée des délits ou des crimes seront punis par l'autorité française compétente et conformément à la loi française.

§ 5. — Les crimes ou délits dont un Coréen se rendrait coupable en Corée, au préjudice d'un Français, seront jugés et punis par les autorités coréennes et conformément à la loi coréenne.

§ 6. — Toute plainte dirigée contre un Français et susceptible d'entraîner une peine pécuniaire ou la confiscation, pour violation soit du présent traité, soit des règlements y annexés ou des règlements futurs à intervenir, devra être portée devant l'autorité consulaire française : les amendes et confiscations prononcées demeureront au profit du Gouvernement coréen.

§ 7. — Les marchandises françaises saisies par les autorités coréennes dans un port ouvert seront mises sous scellés conjointement par les autorités des deux pays. Les autorités coréennes en auront la garde jusqu'à ce que l'autorité consulaire française ait rendu sa décision. Si cette décision est en faveur du propriétaire des marchandises, celles-ci seront immédiatement mises à la disposition du consul. En tout état de cause, le propriétaire pourra toujours rentrer en possession de ses marchandises, à la condition d'en déposer la valeur entre les mains des

autorités coréennes en attendant la décision de l'autorité consulaire française.

§ 8. — Dans toutes les causes, soit civiles, soit pénales, portées devant un tribunal coréen ou un tribunal consulaire français en Corée, un fonctionnaire appartenant à la nationalité du demandeur ou plaignant et dûment autorisé à cet effet, pourra toujours assister à l'audience et sera traité avec les égards convenables. Il pourra, quand il le jugera nécessaire, citer, interroger contradictoirement les témoins et protester contre la procédure et la sentence.

§ 9. — Si un Coréen, prévenu d'une infraction aux lois de son pays, se réfugie dans une maison occupée par un Français ou à bord d'un navire de commerce français, les autorités coréennes s'adresseront au Consul de France. Celui-ci prendra les mesures nécessaires pour le faire arrêter et pour le remettre entre les mains des autorités coréennes à qui il appartient de le juger. Aucun fonctionnaire ni agent coréen ne pourra, sans la permission du Consul de France, pénétrer dans les magasins ou la demeure d'un Français, ni à bord d'un bâtiment français, à moins que le Résident français ou le commandant du navire n'y donne son consentement.

§ 10. — Les autorités coréennes arrêteront et remettront à l'autorité consulaire française compétente, sur sa requête, tout Français prévenu de crime ou délit et tout déserteur d'un navire français de guerre ou de commerce.

Art. 4. — § 1. Les ports de Tchemoulpo (In-Tchyen), de Wonsan et de Pousan ou dans le cas où ce dernier port ne serait pas agréé, tel autre port voisin qui serait choisi, ainsi que les villes de Hanyang (Séoul) et de Yang-houa-tjin ou telle autre ville voisine qui serait jugée plus convenable seront, du jour de la mise en vigueur du présent traité, ouverts au commerce français.

§ 2. — Dans les localités sus-nommées, les Français auront le droit de louer ou d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions et d'établir des magasins et des manufactures. Ils auront la liberté de pratiquer leur religion. Tous les arrangements relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains dans les différents ports ou villes ouverts au commerce étranger, seront concertés entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes.

§ 3. — Les emplacements affectés aux concessions seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du Gouvernement coréen : le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé, par privilège, sur le produit de la vente des terrains. Une redevance annuelle, dont le montant sera fixé d'un commun accord, par l'administration coréenne et les autorités étrangères, sera payée à l'autorité locale qui en retiendra une part à titre de compensation pour la taxe foncière ; le reste de cette redevance, ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains constitueront un fonds municipal administré par un conseil dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères.

§ 4. — Les Français pourront louer ou acheter des terrains et des maisons au-delà des limites des concessions étrangères et dans une zone

de dix lis de Corée autour de ces limites. Mais les terrains ainsi occupés seront soumis aux règlements locaux et aux taxes foncières, dans les conditions que les autorités coréennes croiront devoir fixer.

§ 5. — Dans chacune des localités ouvertes au commerce, les autorités coréennes affecteront gratuitement à la sépulture des Français un terrain convenable sur lequel aucune redevance, taxe, ni impôt, ne sera établi, et dont l'administration sera confiée au Conseil municipal sus-mentionné.

§ 6. — Les Français pourront circuler librement dans une zone de cent lis autour des ports et des villes ouverts au commerce ou dans telles limites que les autorités compétentes des deux pays auront déterminées d'un commun accord.

Les Français pourront également, à la seule condition d'être munis de passeports, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen et y voyager, sans pouvoir, toutefois, ouvrir des magasins ou créer des établissements commerciaux permanents dans l'intérieur. Les commerçants français pourront y transporter et vendre des marchandises de toute espèce, sauf les livres et publications interdits par le Gouvernement coréen, et acheter les produits indigènes.

Les passeports seront délivrés par les consuls et revêtus de la signature ou du sceau de l'autorité locale. Ils devront être produits à toute réquisition. Si le passeport est en règle, le porteur pourra circuler librement et il lui sera loisible de se procurer les moyens de transport nécessaires. Le Français qui voyagerait sans passeport, au-delà des limites sus-mentionnées ou qui, dans l'intérieur, commettrait quelque délit ou crime, sera arrêté et remis au plus prochain consul de France pour être puni. Une amende de 100 piastres mexicaines au maximum, avec ou sans emprisonnement d'un mois au plus, pourra être prononcée contre toute personne voyageant sans passeport en dehors des limites fixées.

§ 7. — Les Français en Corée seront soumis aux règlements municipaux, de police ou autres qui seront établis, de concert, par les autorités compétentes des deux pays dans l'intérêt du bon ordre et de la paix publique.

Art. 5. — § 1. Dans toute localité ouverte au commerce étranger, les Français pourront, après acquittement des droits inscrits au tarif ci-annexé, importer d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, vendre ou acheter, quelle que soit la nationalité de l'acheteur ou du vendeur, exporter à destination d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert toutes espèces de marchandises non prohibées par le présent traité. Ils auront pleine liberté de faire, sans l'intervention de l'autorité coréenne ni d'autres intermédiaires, tous actes de commerce avec les sujets coréens ou autres ; ils pourront également, et en toute liberté, se livrer à l'industrie.

§ 2. — Les propriétaires ou consignataires de toute marchandise importée d'un port étranger et pour laquelle le droit du tarif visé, ci-dessus, aura été acquitté, pourront obtenir un certificat de drawback pour le montant du droit d'importation, si, toutefois, la marchandise est réexportée vers un port étranger dans un délai de treize mois coréens, à dater de l'importation et pourvu que les enveloppes en soient recon- nues intactes. Ces drawbacks seront remboursés sur demande par la

douane coréenne ou reçus à l'acquit des droits dans tout port coréen ouvert.

§ 3. — Les droits acquittés sur des marchandises coréennes expédiées de port ouvert à port ouvert en Corée seront restitués au port d'expédition, si l'intéressé produit un certificat des douanes attestant l'arrivée des marchandises au port de destination ou s'il peut être dûment prouvé qu'elles ont péri par fortune de mer.

§ 4. — Toutes les marchandises importées par des Français en Corée et pour lesquelles les droits inscrits au tarif ci-annexé, auront été acquittés, pourront être réexpédiées dans tout autre port coréen ouvert en franchise de droits et, si elles sont transportées dans l'intérieur, elles ne seront, sur quelque point du pays que ce soit, soumises à aucune taxe additionnelle ni à aucun droit d'accise ou de transit. De la même manière, le transport vers les ports ouverts de tous les produits coréens destinés à l'exportation se fera en pleine franchise, et ces produits ne seront, soit au lieu de production, soit durant le trajet d'un point quelconque du pays vers un port ouvert, soumis au paiement d'aucune taxe ni d'aucun droit d'accise ou de transit.

§ 5. — Le Gouvernement coréen pourra affréter des navires français pour le transport des marchandises ou des voyageurs vers les ports coréens non ouverts ; les sujets coréens jouiront de la même faculté, après autorisation des autorités locales.

§ 6. — Lorsque le Gouvernement coréen aura lieu de craindre une disette dans le royaume, Sa Majesté le roi de Corée pourra, par décret, interdire temporairement l'exportation des grains pour l'étranger par un ou par tous les ports coréens ouverts ; cette prohibition deviendra obligatoire pour les Français en Corée un mois après la date de la communication officielle faite par l'autorité coréenne au Consul de France du port intéressé, mais elle ne restera en vigueur que le temps strictement nécessaire.

§ 7. — Tout navire de commerce français paiera des droits de tonnage à raison de trente cents mexicains par tonneau de registre. Cette somme une fois payée, il sera permis au navire de se rendre dans tout port coréen ouvert durant une période de quatre mois sans acquitter d'autre taxe. Le produit des droits de tonnage sera affecté à la construction de phares, de balises et de bouées, à l'éclairage et au balisage des côtes de Corée, principalement aux approches des ports ouverts, à l'aménagement et à l'amélioration des mouillages.

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bateaux employés, dans les ports ouverts, au chargement ou au déchargement des cargaisons.

§ 8. — Pour assurer l'exécution pleine et entière du présent traité, il est convenu que le tarif et les règlements commerciaux, ci-après insérés, entreranno en vigueur en même temps que le traité lui-même. Les autorités compétentes des deux pays pourront, quand elles le jugeront opportun, reviser ces règlements en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications ou additions dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 6. — § 1. Tout Français qui introduirait ou tenterait d'introduire en fraude des marchandises dans un port ou dans une localité non ouverts au commerce étranger en Corée, encourra, outre la confiscation, une amende égale au double de la valeur des marchandises.

§ 2. — Les autorités coréennes pourront arrêter tout Français prévenu de contrebande ou de tentative de ce délit, à charge de le remettre, sans retard, entre les mains du Consul de France compétent pour le juger. Elles pourront également saisir les marchandises et les conserver jusqu'au jugement définitif de l'affaire.

Art. 7. — § 1. Si un navire français fait naufrage ou s'échoue sur les côtes de Corée, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour défendre contre le pillage le navire et la cargaison, pour protéger contre tout mauvais traitement l'équipage et les passagers et pour leur prêter aide et assistance. Elles donneront aussitôt avis du naufrage au Consul de France le plus voisin et fourniront, le cas échéant, aux naufragés le moyen de gagner le port ouvert le plus proche.

§ 2. — Toutes les dépenses faites par le Gouvernement coréen pour porter secours à des Français naufragés, pour leur fournir des vêtements, des vivres, des soins médicaux et des moyens de transport, pour recueillir les corps des décédés et procéder à leurs funérailles seront remboursées par le Gouvernement français.

§ 3. — Le Gouvernement français ne sera pas garant du remboursement des dépenses faites pour le sauvetage et la conservation des navires naufragés ou de leur cargaison. Ce remboursement reste garanti par la valeur des objets sauvés et devra être effectué par les parties intéressées, lors de la remise desdits objets.

§ 4. — Le Gouvernement coréen ne réclamera aucun remboursement ni pour les dépenses de ses agents, fonctionnaires locaux ou employés de police qui auront procédé au sauvetage, ni pour les frais de voyage des agents chargés d'escorter les naufragés, ni pour les frais de correspondance officielle. Ces dépenses resteront à la charge du Gouvernement coréen.

§ 5. — Tout navire marchand français, que le mauvais temps, le manque de vivres ou de combustible obligerait à relâcher dans un port de Corée non ouvert, pourra y faire des réparations et s'y procurer les provisions nécessaires. Les dépenses seront payées par le capitaine du navire.

Art. 8. — § 1. Les navires de guerre de chacune des Hautes-Parties contractantes auront libre accès dans les ports de l'autre. Toutes facilités leur seront données pour se procurer des approvisionnements de toute sorte ou faire des réparations. Les règlements de commerce ou de port ne leur seront pas applicables et ils seront exempts de droits ou taxes de port de toute espèce.

§ 2. — Quand des navires de guerre français entreront dans un port de Corée non ouvert, les officiers et l'équipage pourront descendre à terre, mais il leur sera interdit de se rendre dans l'intérieur, à moins qu'ils ne soient munis de passeports.

§ 3. — Des approvisionnements de toute nature à l'usage de la marine militaire française pourront, en franchise de tous droits, être débarqués dans les ports ouverts de Corée et consignés à la garde d'un agent français. Si ces approvisionnements sont vendus, l'acheteur payera aux autorités coréennes les droits ordinaires.

§ 4. — Le Gouvernement coréen assistera de tout son pouvoir les

navires appartenant au Gouvernement français qui procéderaient dans les eaux coréennes à des opérations de relèvements ou de sondages.

Art. 9. — § 1. Les autorités françaises et les Français en Corée pourront engager des sujets coréens à titre de lettré, d'interprète, de serviteur ou à tout autre titre licite, sans que les autorités coréennes puissent y mettre obstacle. Réciproquement, des Français pourront être engagés dans les mêmes conditions au service du Gouvernement ou des sujets coréens.

§ 2. — Les Français qui se rendraient en Corée pour y étudier ou y professer la langue écrite ou parlée, les sciences, les lois ou les arts, devront, en témoignage des sentiments de bonne amitié dont sont animées les Hautes Parties contractantes, recevoir toujours aide et assistance. Les Coréens qui se rendront en France y jouiront des mêmes avantages.

Art. 10. — A dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, le Gouvernement français, ses agents et ses ressortissants jouiront de tous les privilèges, immunités et avantages que Sa Majesté le roi de Corée a concédés ou concéderait ultérieurement au Gouvernement, aux agents ou aux ressortissants de toute autre puissance.

Art. 11. — Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre partie un an à l'avance, demander une révision du traité et des tarifs y annexés, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité.

Art. 12. — § 1. Le présent traité est rédigé en français et en chinois. Les deux textes ont été soigneusement confrontés et il a été reconnu qu'ils avaient le même sens. Il est convenu, toutefois, que le texte français ferait foi, si quelque divergence venait à se produire dans l'interprétation.

§ 2. — Toutes les communications officielles, adressées aux autorités coréennes par les autorités françaises, seront provisoirement accompagnées d'une traduction en langue chinoise.

Art. 13. — Le présent traité sera ratifié par le Président de la République française et par Sa Majesté le Roi de Corée et revêtu de leurs signatures et de leurs sceaux respectifs; les ratifications seront échangées à Séoul dans le délai d'un an au plus tôt, si faire se peut. Il sera promulgué par les soins des deux Gouvernements et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Séoul, en trois expéditions, le quatre juin mil huit cent quatre-vingt-six, correspondant au troisième jour de la cinquième lune de la quatre cent quatre-vingt-quinzième année de l'ère coréenne ou de la douzième année du règne chinois Kouaug-Sin.

*Signé :* G. COGORDAN.

KIM-MAN-SIK,  
O.-N. DENNY.

## Règlement applicable au commerce français en Corée.

## I. — ENTRÉE ET SORTIE DES NAVIRES.

1<sup>o</sup> Dans les quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) qui suivront l'arrivée d'un bâtiment français dans un port coréen, le capitaine devra remettre aux autorités douanières coréennes un récépissé du Consul de France attestant que les papiers de bord ont été déposés au Consulat. Il fera, en même temps, la déclaration d'entrée de son navire en indiquant, par écrit, son nom et celui de son bâtiment, le port d'où il vient, le nombre et, si la demande lui en est faite, les noms des passagers, le tonnage, le nombre des hommes d'équipage. Cette déclaration sera certifiée sincère et véritable par le capitaine et signée par lui. Il déposera, en même temps, une expédition de son manifeste indiquant les marques, numéros et contenu des colis, tels qu'ils sont portés aux connaissements, et le nom des consignataires. Le capitaine attestera l'exactitude du manifeste et le signera. Cette déclaration ainsi dressée, les autorités douanières délivreront un permis d'ouvrir les écoutilles, qui sera montré à bord au préposé de la douane. Le fait de rompre charge sans ce permis rendra le capitaine passible d'une amende de cent dollars mexicains au plus.

2<sup>o</sup> Si une erreur est constatée dans le manifeste, elle pourra être corrigée, sans frais, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés) de la déclaration; mais ce délai expiré, il sera perçu, pour tout chargement ou toute déclaration supplémentaire, un droit de cinq dollars mexicains.

3<sup>o</sup> Tout capitaine qui négligerait de faire la déclaration susdite dans les délais fixés sera passible d'une amende de cinquante dollars mexicains par chaque jour de retard.

4<sup>o</sup> Tout navire français qui séjournerait dans le port moins de quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) et n'ouvrirait pas ses écoutilles ou que, soit le mauvais temps, soit le manque de vivres forcerait à relâcher, ne sera soumis ni à la déclaration, ni au paiement des droits de tonnage, tant qu'il ne fera pas opération de commerce.

5<sup>o</sup> Tout capitaine qui voudra prendre la mer remettra aux autorités douanières un manifeste d'exportation analogue au manifeste d'importation. Les autorités douanières délivreront alors un certificat de congé et restitueront le récépissé consulaire des papiers de bord. Ces documents seront présentés au Consulat, afin de permettre au capitaine de retirer ses papiers de bord.

6<sup>o</sup> Tout capitaine qui prendrait la mer, sans faire la déclaration susdite, sera passible d'une amende de deux cents dollars mexicains au maximum.

7<sup>o</sup> Les navires à vapeur français pourront entrer et sortir le même jour, sans être astreints à produire de manifeste d'importation, si ce n'est pour les seules marchandises débarquées ou transbordées dans le port.

## II. — DÉBARQUEMENT ET ENBARQUEMENT DE CARGAISON.

## PAIEMENT DES DROITS.

1<sup>o</sup> Tout importateur de marchandises qui désire les débarquer adressera, à cet effet, à la douane une demande certifiée sincère, indiquant

son nom, le nom du navire employé au transport, les marques, les numéros, le contenu et la valeur des colis. L'autorité douanière pourra exiger la production de la facture pour toute consignation de marchandises. Faute de la produire et à défaut d'une explication suffisante, le propriétaire ne pourra débarquer ses marchandises qu'après paiement du double des droits inscrits au tarif : le supplément ainsi perçu sera restitué si la facture est produite.

2° Les marchandises déclarées seront examinées par les agents des douanes dans des endroits désignés à cet effet. Cette visite aura lieu sans délai et sans dommage pour les marchandises. Les emballages seront aussitôt rétablis, autant que faire se pourra, en leur état primitif par les soins de la douane.

3° Si les autorités douanières estiment insuffisante la valeur déclarée par l'importateur et l'exportateur de marchandises taxées *ad valorem*, le déclarant pourra être invité à payer les droits sur la valeur qui serait attribuée auxdites marchandises par l'expert de la douane. Si l'expertise ne satisfait pas le déclarant, il sera tenu de faire connaître, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés), au commissaire des douanes le motif de ses plaintes et de désigner un expert de son choix pour procéder à une contre-estimation. Il fera, ensuite, une déclaration de la valeur telle qu'elle résulte de cette seconde expertise. Le commissaire des douanes pourra alors, à son gré, soit taxer les marchandises d'après cette valeur, soit les soumettre au droit de préemption en payant cette valeur majorée de cinq pour cent. Dans ce dernier cas, le prix d'achat sera versé à l'importateur ou à l'exportateur dans les cinq jours qui suivront la déclaration du résultat de la contre-expertise.

4° Les marchandises d'importation, avariées en cours de voyage, auront droit à une remise équitable proportionnée à la moins-value qu'elles auront subie. En cas de divergence sur le quantum de cette remise, on suivra la procédure indiquée au paragraphe précédent.

5° Les marchandises destinées à l'exportation devront être déclarées à la douane coréenne avant d'être embarquées. La demande d'embarquement sera faite par écrit et indiquera le nom du navire employé au transport, les marques et numéros des colis, la quantité, la description et la valeur du contenu. L'exportateur certifiera, par écrit, cette déclaration sincère et véritable et y apposera sa signature.

6° Aucune marchandise ne sera débarquée ni embarquée, soit à d'autres endroits que ceux qui seront fixés par les autorités douanières coréennes, soit entre le coucher et le lever du soleil, soit le dimanche et les jours fériés, sans une permission spéciale de la douane. Celle-ci percevra alors une rémunération équitable pour ce service extraordinaire.

7° Toute réclamation formulée, soit par les importateurs ou exportateurs pour paiements en trop, soit par les autorités douanières pour paiements en moins, devra, pour être admissible, être déposée dans les trente jours du paiement.

8° Aucune déclaration ne sera nécessaire pour les bagages des passagers à bord des navires français. Ces bagages pourront être débarqués ou embarqués à toute heure, après que la douane se sera assurée qu'ils ne contiennent pas d'articles soumis aux droits. A la demande qui lui en

sera faite, la douane délivrera des permis pour les provisions de bord destinées aux bâtiments français, à leurs équipages et à leurs passagers.

9° Tout navire français pourra, pour cause de réparations, débarquer sa cargaison sans être soumis à aucun droit. Les marchandises ainsi débarquées resteront sous la surveillance des autorités coréennes, et tous frais raisonnables de magasinage, de manutention ou de surveillance devront être acquittés par le capitaine. Les droits du tarif seront perçus pour toute partie de cette cargaison qui serait vendue.

10° Aucun transbordement de cargaison ne pourra être effectué sans une autorisation préalable de la douane.

### III. — MESURES FISCALES.

1° Les autorités douanières pourront, dans les ports de la Corée, placer des préposés à bord des navires marchands français. Ces préposés auront libre accès dans toutes les parties du bâtiment où des marchandises sont arrimées. Ils seront traités avec courtoisie et installés aussi convenablement que le navire le permettra.

2° Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil et aussi les dimanches et jours fériés, les préposés pourront fermer les écoutilles et autres voies d'accès aux endroits où la cargaison est arrimée, au moyen de scellés, de cadenas ou d'autres attaches. Toute personne qui aurait, sans permission, volontairement ouvert un passage ainsi fermé ou brisé les scellés, cadenas ou autres attaches placés par la douane coréenne, sera, de même que le capitaine du navire, passible d'une amende de cent dollars mexicains au maximum.

3° Tout Français qui expédierait ou tenterait d'expédier, débarquerait ou tenterait de débarquer, soit des marchandises qui n'auraient pas été en douane l'objet de la déclaration régulière sus-mentionnée, soit des colis qui contiendraient des marchandises prohibées ou différentes de celles portées sur la déclaration, encourra une amende égale au double de la valeur de ces marchandises ; les marchandises seront confisquées.

4° Tout signataire d'une fausse déclaration ou d'un faux certificat ayant pour objet de frauder le Trésor coréen sera passible d'une amende de deux cents dollars mexicains au maximum.

5° Toute infraction aux clauses du présent règlement, pour laquelle une peine spéciale n'a pas été prévue, entraînera une amende de cent dollars mexicains au maximum.

6° Les autorités consulaires françaises feront application à leurs ressortissants dans les mêmes conditions que pour les clauses du traité, de tous les règlements de douane et de port que l'administration des douanes coréennes jugerait nécessaire d'établir en vue de garantir la perception des droits et d'assurer le fonctionnement de son service, pourvu, toutefois, que ces règlements aient été dûment publiés, ne dérogent pas aux stipulations ci-dessus énoncées et ne portent pas atteinte aux droits que le traité reconnaît aux Français en Corée.

*Signé* : G. COGORDAN,

KIM-MAN-SIK,  
O.-N. DENNY.

# I. — Tarif d'importation.

## CLASSE I. — Objets admis en franchise.

Bagages des voyageurs.  
 Caractères d'imprimerie neufs et vieux.  
 Echantillons en quantité modérée.  
 Instruments aratoires.  
 Instruments de physique, de mathématique, de météorologie, de chirurgie et leurs accessoires.  
 Lingots d'or et d'argent fins.  
 Livres et cartes.  
 Modèles d'inventions.  
 Monnaies d'or et d'argent.  
 Plantes, arbres et arbustes de toute espèce.  
 Pompes à incendie.  
 Sacs, nattes et cordes d'emballage, doublures de plomb.

## CLASSE II. — Objets frappés à l'importation d'une taxe de cinq pour cent « ad valorem. »

Allumettes.  
 Alun.  
 Ancres et chaînes.  
 Balances, poids et mesures.  
 Bambou, fendu ou non.  
 Blé et céréales de toute espèce.  
 Briques et tuiles.  
 Camphre brut.  
 Charbon et coke.  
 Chaux.  
 Colle.  
 Cornes et sabots non mentionnés d'autre part au tarif.  
 Coton non facturé.  
 Cuirs et peaux, crus ou non préparés.  
 Drogues et médicaments de toute espèce.  
 Farine et gruau de toute espèce.  
 Fils de toute espèce, de coton, laine, chanvre, etc., excepté de soie.  
 Fruits frais de toute espèce.  
 Graines de toute espèce.  
 Guano et engrais de toute espèce.  
 Haricots, pois et farineux de toute espèce.  
 Huile de bois (T'ong-Yeou).  
 Huile de saja.  
 Kérosène, pétroles et autres huiles minérales.  
 Laines non manufacturées.  
 Lanternes en papier.  
 Légumes frais, secs et conservés.  
 Lin, chanvre et jute.  
 Métaux de toute espèce, en saumons, masses, lingots, plaques, barres, tringles, lames, feuilles, anneaux, rubans, fils, fer en T et en coin, vieux fer, ferraille.  
 Nattes pour planchers, chinoises et japonaises, en bourre de coco, etc., de qualité ordinaire.  
 Os.  
 Papier, de qualité ordinaire.  
 Parapluies et ombrelles de papier.  
 Poisson frais.  
 Poivre en grains.

Poix et goudron.  
 Rotins fendus ou non.  
 Savons de qualité ordinaire.  
 Silex.  
 Tan et articles de tannerie.  
 Tourteaux de graines oléagineuses.  
 Viande fraîche.

Tous objets bruts ou non manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE III. — *Objets frappés à l'importation d'une taxe de sept et demi pour cent « ad valorem ».*

Aiguilles et épingles.  
 Alcools en jarres.  
 Articles de coutellerie de toute espèce.  
 Bois tendre, charpentes et planches.  
 Boissons telles que limonade, ginger-beer, eaux gazeuses et minérales.  
 Bougies.  
 Boutons, boucles, agrafes, portes-d'agrafes.  
 Brésillet des Indes.  
 Charbon de bois.  
 Ciments de Portland et de toute espèce.  
 Cire, animale ou végétale.  
 Cocons.  
 Colle de poisson, de toute espèce.  
 Comestibles de toute espèce, conserves.  
 Cordes et cordages de toute espèce et de toute dimension.  
 Couvertures, couvertures de lit.  
 Crins.  
 Cuirs de toute espèce, de qualité ordinaire.  
 Eventails.  
 Feutre.  
 Feuilles d'étain, de cuivre et de tous les autres métaux exceptés l'or et l'argent.  
 Fruits secs, salés ou en conserves.  
 Fruits confits.  
 Gomme gutte.  
 Huiles végétales de toute espèce.  
 Lampes de toute espèce.  
 Lunettes.  
 Mélange de coton et de laine, de toute espèce.  
 Mélange de coton et de soie, de toute espèce.  
 Métaux de toute espèce en tuyaux ou tubes oxydés ou galvanisés, fil métallique, acier, fer-blanc, nickel, platine, mercure, métal blanc, cuivre, laiton, or et argent non affinés.  
 Montres de toute espèce et pièces d'horlogerie.  
 Montures de parapluies.  
 Moustiquaires de qualité ordinaire.  
 Moustiquaire de soie.  
 Nattes de qualité supérieure.  
 Objets en métal de toute espèce, tels que clous, vis, outils, machines, matériel pour chemin de fer, quincaillerie.  
 Objets manufacturés en coton de toute espèce.  
 Objets en mosaïque.  
 Papeterie et fournitures de bureaux, de toute espèce.  
 Papier de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif.

Parapluies de soie.  
Parapluies et ombrelles de soie.  
Parapluies, ombrelles et accessoires.  
Pierres et pierres taillées et finies.  
Poissons.  
Poissons secs et salés.  
Produits de pêche séchés.  
Poissons.  
Produits chimiques de toute espèce.  
Produits minéraux, tels que argiles, pierres de tout et toutes.  
Ressins.  
Saï.  
Sacs blancs, lavés, secs, blancs de tout diamètre.  
Sables.  
Sables blancs et noirs, de toute qualité, mêmes sables.  
Saï.  
Tapis de toute espèce et toutes de dimension.  
c. Tapis « japonais », etc.  
Tapis, coussins, tapis et tapisseries de tout et toutes.  
à la préparation des tapis.  
Tas.  
Tissus de laine, de toute espèce.  
Tissus de soie de toutes les espèces, non spécialement mentionnés à autre part au tarif.  
Tissus de toute autre matière tout et toutes, toutes sans, toute et, sans, que.  
Tissus de toutes.  
Tissus mélangés soie et laine de toute espèce.  
Toile à tous.  
Toile à tous de Chine, et tous tissus de chambre, plus et toutes.  
Toile blanche, toile noire pour piqués, de toute espèce.  
Vêtements, manières et autres de l'Asie.  
Vêtements.  
Vêtements, de toute espèce.  
Vêtements à tous, blancs et de couleur, de toute qualité.  
Vêtements et objets de toilette, de toute espèce, tels que parapluies, boucles, boutons, etc., excepté les vêtements mentionnés au tarif.  
Vêtements séchés et sales.  
Vins de raisin, de toute espèce, en lots et en bouteilles.  
Tous objets manufacturés en papier qui ne sont pas spécialement mentionnés à autre part au tarif.

CLASSE 11. — *Objets d'importation à l'exportation d'une autre et de tous les*  
*à la préparation des tapis.*

Appareils photographiques.  
Boîtes, de toute espèce, bois, verre, etc.  
Bois des plantes et charbonnières.  
Boîtes à musique.  
Camphre raffiné.  
Casseroles, manufactures en bois.  
Cassons.  
Cheveux.  
Confiseries et sucres.  
Cours, de qualité supérieure, supérieurs et autres.  
Cours manufacturés, de toute espèce.  
Fil de soie, blancs de soie en écheveau.  
Instruments de musique, de toute espèce.

Laque ordinaire.  
 Liqueurs et cordiaux, en fûts et en bouteilles.  
 Longues-vues, télescopes et jumelles.  
 Malles et valises.  
 Matières explosives servant aux travaux de mine (importées avec un permis spécial).  
 Matières pour sceaux et cachets.  
 Miroirs et glaces, étamés ou non, avec ou sans cadres.  
 Objets d'ameublement, de toute espèce.  
 Objets en plaqué, de toute espèce.  
 Œuvres d'art.  
 Or et argent en feuilles.  
 Papier de tenture, peint et de fantaisie.  
 Parfumerie.  
 Peintures, estampes, photographies, gravures de toute espèce, encadrées ou non.  
 Porcelaine, de qualité supérieure.  
 Poudre à dents.  
 Savons, de qualité supérieure.  
 Sellerie et harnais.  
 Sucre candi.  
 Tissus de soie, tels que gaze, crêpe, moire japonaise, satin damassé, satin à fleurs, soie blanche japonaise (kabutal), etc.  
 Velours de soie.  
 Vermillon.  
 Vêtements confectionnés en soie.  
 Tous objets complètement manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

CLASSE V. — *Objets frappés à l'importation d'une taxe de vingt pour cent « ad valorem ».*

Ambre.  
 Armes à feu, armes de chasse, etc., munitions de chasse (importées avec un permis spécial).  
 Bâtonnets d'encens.  
 Bijouterie vraie ou fausse, pierres précieuses.  
 Bois de senteur, de toute espèce.  
 Broderies en or, argent ou soie.  
 Cochenille.  
 Corail, entièrement ou partiellement manufacturé.  
 Cornes de rhinocéros.  
 Ecaille, manufacturée ou non.  
 Épices de toute espèce.  
 Esprits en fûts et en bouteilles.  
 Fleurs artificielles.  
 Fourrures de qualité supérieure, telles que martre zibeline, loutre, castor-  
 phoque, etc.  
 Ginseng, rouge, blanc, cru ou clarifié.  
 Ivoire manufacturé ou non.  
 Laque de qualité supérieure.  
 Musc.  
 Nids d'hirondelle.  
 Objets en émail.  
 Objets en jade.  
 Parures de tête en or ou argent.  
 Perles.  
 Pièces d'artifice.  
 Tabac, sous toutes ses formes et de toute espèce.

Vaisselle d'or et d'argent.  
Voitures.

CLASSE VI. — *Objets prohibés à l'importation.*

Armes, munitions, objets servant à la guerre tels que artillerie, canons, balles et boulets, armes à feu de toute sorte, cartouches, armes portatives, lances, piques, salpêtre, poudre de guerre, coton-poudre, dynamite et autres matières explosives.

[Sur la demande qui leur en sera faite et sur la preuve qui leur sera fournie du bien fondé de cette demande, les autorités coréennes délivreront des permis spéciaux pour l'importation des armes, armes à feu et munitions destinées à la chasse ou à la défense personnelle.]

Drogues et médicaments falsifiés, Fausse monnaie, de toute espèce. Opium, excepté l'opium employé en médecine.

\* \*

Les navires étrangers vendus en Corée paieront un droit de vingt-cinq cents par tonne pour les navires à voile et de cinquante cents par tonne pour les navires étrangers.

II. Tarif d'exportation.

CLASSE I. — *Objets exportés en franchise.*

Arbres, arbustes, plantes de toute espèce.  
Bagages de voyageurs.  
Echantillons en quantité modérée.  
Monnaies d'or et d'argent, de toute espèce.  
Or et argent fins.

CLASSE II

Tous les objets et produits du pays non énumérés dans la classe I, paieront un droit de 5 pour 100 *ad valorem*.

L'exportation du ginseng rouge est interdite.

RÈGLEMENT

1. Pour les objets importés, les droits *ad valorem* de ce tarif seront calculés sur le prix actuel de ces objets au lieu d'origine ou de fabrication, augmenté du fret, de l'assurance, etc. Pour les objets exportés, les droits *ad valorem* seront calculés d'après le cours des marchés de Corée.

2. Les droits pourront être acquittés en dollars mexicains ou en « yen » japonais d'argent.

3. Le tarif ci-dessus d'importation et d'exportation sera converti aussitôt que faire se pourra et dans la mesure où cette conversion sera reconnue utile, en taxes spécifiques, après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

Signé : G. COGORDAN,

KIM-MAN-SIK,  
O.-N. DENNY.

DÉCLARATION

Les dispositions suivantes ont été annexées par les plénipotentiaires sus-mentionnés au traité signé le même jour :

§ 1. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes ne croirait pas devoir user de la faculté qui est donnée à chacune d'elles par l'article 2 du traité de nommer des consuls dans les ports de l'autre, elle pourra en confier les fonctions aux agents d'une puissance tierce.

§ 2. Le droit de juridiction reconnu par l'article 3 du traité aux consuls français sur leurs nationaux en Corée sera abandonné quand, dans l'opinion du Gouvernement français les lois et la procédure coréennes auront été modifiées et réformées de telle sorte qu'il n'y ait plus d'objections à placer les Français, sous la juridiction territoriale, et quand la magistrature coréenne présentera, au point de vue de l'indépendance et des connaissances juridiques, les mêmes garanties que les magistrats français.

§ 3. Dans le cas où toutes les puissances qui ont déjà conclu des traités avec la Corée, ou qui viendraient à en conclure ultérieurement consentiraient à renoncer au droit conféré par ces traités à leurs nationaux d'ouvrir des établissements de commerce dans la ville de Séoul, ce droit ne serait pas réclamé en faveur des commerçants français.

§ 4. Les clauses du présent traité s'appliquent à tous les pays placés sous l'autorité et sous le protectorat de la France.

La présente déclaration sera, en même temps que le traité, soumise aux deux Gouvernements et la ratification du traité emportera ratification de la déclaration, sans que celle-ci soit l'objet d'un acte de ratification séparé.

En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Séoul, le quatre juin mil huit cent quatre-vingt-six, correspondant au troisième jour de la cinquième lune de la quatre cent quatre-vingt-quinzième année de l'ère coréenne ou de la douzième année du règne chinois Kouang-Sin.

*Signé* : G. COGORDAN,

KIM-MAN-SIK,  
O.-N. DENNY.

---

Voici l'exposé des motifs présenté par le gouvernement français aux Chambres pour obtenir l'approbation du traité qui précède :

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation un traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé, le 4 juin dernier, entre la France et la Corée.

Ainsi que vous le savez, ce n'est que tout récemment que ce pays s'est ouvert au commerce étranger.

En 1876, il a conciu avec le Japon un traité par lequel il reconnaissait à la cour de Tokio le droit d'entretenir un représentant diplomatique à Séoul, ouvrait trois ports au commerce japonais et assurait aux sujets du Mikado, dans ces ports, le bénéfice de la juridiction consulaire. Mais c'est seulement en 1882 que la Corée a consenti, pour la première fois, à signer des traités de commerce avec les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne. Sans s'attacher au texte même de ces arrangements, dont certaines clauses paraissaient inadmissibles, le Gouvernement de la République obtint de la cour de Séoul, à la même époque, un engagement écrit nous promettant des avantages égaux à ceux qu'elle venait d'accorder à d'autres pays. Les cabinets de Londres et de Berlin refusèrent, d'ailleurs, de ratifier ces traités; ils ouvrirent de nouvelles négociations, et celles-ci se terminèrent par la conclusion de deux autres conventions,

le 26 novembre 1883 (1). Des traités à peu près semblables, furent signés, en 1884 et 1885, par l'Italie et la Russie.

Dès que les circonstances nous l'ont permis, nous nous sommes prévalus de l'engagement que nous avions demandé à la cour de Séoul en 1882. Le plénipotentiaire chargé de négocier avec la Chine l'arrangement commercial prévu par le traité de Tien-Tsin, se rendit en Corée, aussitôt après la conclusion de l'acte du 25 avril dernier, et engagea des pourparlers, qui aboutirent à la signature du traité que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Ce traité reproduit à peu près textuellement les dispositions des arrangements signés par l'Angleterre et l'Allemagne avec la Corée, le 26 novembre 1883, et qui avaient déjà servi de modèles aux traités conclus par l'Italie et la Russie; il ne s'en écarte qu'en améliorant certaines clauses de détail, relatives au droit de voyager dans l'intérieur du pays et à l'enseignement, ainsi qu'en stipulant, en matière de tarifs, des droits plus réduits pour un certain nombre d'articles qui nous intéressent spécialement.

Nous allons, au surplus, indiquer la teneur des principales dispositions de l'acte du 4 juin.

En dehors des clauses d'amitié entre les gouvernements et de protection pour les personnes et les biens de leurs nationaux, l'article premier ne stipule, au profit de chacune des puissances contractantes, que la faculté de réclamer les bons offices de l'autre, en cas de différend avec une tierce puissance.

L'article 2 nous concède le droit de nommer un représentant diplomatique à Séoul et des agents consulaires dans les villes ou ports ouverts au commerce étranger. Ces agents pourront librement voyager dans tout le pays et les autorités coréennes seront tenues de leur fournir une escorte.

Les Français en Corée relèvent exclusivement de la juridiction française, en ce qui concerne leurs personnes et leurs biens. Parmi eux sont naturellement compris les missionnaires qui bénéficieront également de toutes les autres dispositions du traité.

L'article 3 contient, en matière de juridiction, des règles analogues à celles qui figurent dans nos traités avec la Chine.

L'article 4 ouvre à notre commerce les ports de Tchémoulpo, de Vonsan et de Pousan, ainsi que les villes de Séoul et de Yang-houa-Tjin, et nous assure, dans ces localités, des avantages semblables à ceux dont nous jouissons dans les ports chinois ouverts au commerce.

Il est, en outre, expressément stipulé que les Français pourront, à la seule condition d'être munis de passeport, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen, pour y vendre ou y acheter des marchandises.

L'article 5 règle les conditions dans lesquelles se fera le commerce d'importation et d'exportation, et stipule que les Français auront pleine liberté de faire tous actes de commerce avec les Coréens, ainsi que de se livrer à l'industrie. Il est, de plus, entendu que toutes les marchandises, pour lesquelles les droits du tarif annexé auront été acquittés, pourront être transportées dans l'intérieur, sans avoir à supporter aucune taxe additionnelle, ni aucun droit d'accise ou de transit.

L'article 6 est relatif à la répression de la contrebande.

L'article 7 détermine les mesures qui devront être prises par les autorités coréennes dans l'intérêt des navires naufragés et autorise nos bâtiments à relâcher, en cas de nécessité, dans les ports non ouverts.

L'article 8 assure un traitement spécial à nos navires de guerre.

L'article 9 garantit aux deux gouvernements et aux nationaux des deux pays le droit d'engager des sujets de l'autre, à quelque titre que ce soit. De plus, aux termes du deuxième alinéa de la même disposition, les Français qui se

(1) Voir le Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, du 22 mai 1882, entre la Corée et les Etats-Unis, *Archives*, 1884, II, p. 19; et le traité d'amitié et de commerce entre la Corée et la Grande-Bretagne, du 26 novembre 1882, *Archives*, 1885, I, p. 9.

rendent en Corée pour y étudier ou y professer la langue écrite ou parlée, les sciences, les lois et les arts, devront recevoir toujours aide et assistance. Cette clause est empruntée au traité conclu par les États-Unis, qui contient à cet égard, une formule un peu plus favorable que celle des traités allemands et anglais; nous en avons encore étendu la portée en y insérant les mots « ou y professer. »

L'article 10 stipule, à notre profit, en toute matière et sans réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement coréen ne pourra, à aucune époque, dénoncer ce traité ni les tarifs annexés.

Aux termes de l'article 11, chacune des parties contractantes aura seulement la faculté d'en demander la révision, à l'expiration d'un délai de dix ans, à charge de prévenir l'autre un an à l'avance.

L'article 12 porte que le texte français du traité fera foi, en cas de divergence d'interprétation.

Enfin, d'après l'article 13, les ratifications devront être échangées, dans le délai d'un an, c'est-à-dire le 5 juin prochain, au plus tard.

Ce traité est suivi d'un règlement dont les dispositions reproduisent textuellement celles du règlement anglo-coréen et concernent l'entrée et la sortie des navires, le débarquement et l'embarquement des cargaisons, le paiement des droits et les mesures d'ordre fiscal.

Les tarifs annexes comprennent un tarif d'importation et d'exportation. Le premier est divisé en six classes, entre lesquelles tous les produits sont répartis. Un certain nombre d'articles, tels que les bagages des voyageurs, les échantillons, les instruments aratoires, les livres, les modèles d'invention sont admis en franchise. Toutes les autres marchandises sont soumises à des droits qui varient de 5 à 20 pour cent de leur valeur. Les tissus sont taxés de 7 1/2 à 10 pour 100. Parmi les articles qui ne supportent qu'un droit de 5 pour 100, nous citerons, notamment, les cuirs et peaux non préparés, les médicaments, les fils de toute espèce, les conserves de légumes, les papiers et savons de qualité ordinaire.

En ce qui concerne les produits inscrits dans les autres classes, nous avons obtenu de nombreuses réductions de taxes, pour ceux qui intéressent particulièrement le commerce français.

D'après le tarif annexé aux traités signés par l'Angleterre et l'Allemagne, les vins de toute espèce en fûts et en bouteilles, les montres en argent, les parapluies et ombrelles de soie, les moustiquaires en soie, la verrerie de toute espèce, les pendules et les tapis devaient supporter un droit de 10 pour 100. Les plénipotentiaires coréens ont consenti pour tous ces articles une réduction de 2 1/2 pour 100; ils ont accepté, en outre, d'abaisser de 20 à 10 pour 100 le droit afférent à la parfumerie, aux liqueurs et cordiaux en fûts et en bouteilles, aux velours de soie et aux œuvres d'art.

Enfin le droit sur les montres, en or ou en métal doré, a été abaissé de 20 à 7 1/2 pour 100.

La sixième classe énumère les marchandises prohibées, armes, munitions de guerre, etc. . . ; cette liste est identique à celle qui figure dans les traités signés par la Corée avec d'autres puissances.

Quant au tarif d'exportation, il établit un droit général de 5 pour 100 sur toutes les marchandises, à l'exception de quelques produits pour lesquels la franchise a été stipulée. Une disposition finale porte que les clauses du présent traité s'appliquent aux colonies françaises et aux pays placés sous le protectorat de la République.

Nous avons la confiance, Messieurs, que ce traité vous paraîtra de nature à favoriser la création de relations commerciales entre la France et la Corée et que vous voudrez bien autoriser le Président de la République à le ratifier.

---

BELGIQUE — SERBIE

Traité de commerce

5/17 janvier 1885 (1)

Sa Majesté le Roi des Belges, et Sa Majesté le Roi de Serbie, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays, ainsi que d'améliorer et d'étendre les rapports commerciaux existant entre les Belges et les Serbes, ont décidé de conclure un traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, Monsieur Emile de Borchgrave, Officier de Son Ordre de Léopold, Grand Cordon de l'Ordre de Takovo, etc., etc., Son Ministre Résident en Serbie,

Et Sa Majesté le Roi de Serbie, Monsieur Miloutine Garachanine, Commandeur de Son Ordre de l'Aigle Blanc, Grand Cordon de Takovo, etc., etc., Président du Conseil des Ministres, Son Ministre des Affaires étrangères, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article premier. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre le royaume de Belgique et le royaume de Serbie.

Les Belges en Serbie et les Serbes en Belgique auront droit aux privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient en matière de commerce, d'industrie et de navigation, les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront réciproquement, au même titre que les nationaux et sans aucune distinction de race ou de religion, la faculté de voyager, de résider, de s'établir partout où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts; d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier; de faire le commerce tant en gros qu'en détail; de louer les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; d'expédier et de recevoir des marchandises ou des valeurs, par voie de terre ou de mer, et de recevoir des consignations aussi bien de l'intérieur que de l'étranger; le tout sans payer d'autres droits que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront le droit, dans leurs ventes et achats, d'établir le prix des marchandises et des objets quels qu'ils soient, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation.

Ils auront la faculté de faire et administrer eux-mêmes leurs affaires ou de se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans leurs propres déclarations en douane, soit pour le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs navires.

En usant des droits stipulés dans le présent article, ils devront d'ailleurs se conformer aux lois et règlements du pays applicables aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

(1) *Moniteur Belge*, du 26 janvier 1886.

Art. 3. — Les ressortissants des deux Etats, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des pays respectifs, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis à des droits, taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les citoyens de la nation la plus favorisée.

D'autre part, les Belges en Serbie comme les Serbes en Belgique seront exempts de toute contribution de guerre, avances de contribution, prêts et emprunts et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature qu'elle soit, qui serait établie dans l'un des deux pays par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière.

Ils seront également exempts de toute charge ou emploi municipal et de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans la garde ou milice nationale, ainsi que de toute réquisition aux services de la milice.

Art. 4. — Les Belges en Serbie et les Serbes en Belgique jouiront réciproquement d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et auront les mêmes droits (excepté les droits politiques) et les mêmes privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, à la condition toutefois de se soumettre aux lois du pays.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois : ils pourront employer dans toutes les instances les avocats, avoués et agents de toute classe qu'ils jugeront à propos, et jouiront enfin, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages déjà accordés ou qui seront accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 5. — Il ne sera exigé des Belges qui auraient à poursuivre une action en Serbie ou des Serbes qui auraient à poursuivre une action en Belgique aucune caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis en Belgique les citoyens de la nation la plus favorisée, ni aucun droit auquel les nationaux ne seraient pas soumis d'après les lois du pays.

Art. 6. — Les Belges en Serbie et les Serbes en Belgique jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire en se conformant aux lois du pays dans lequel l'assistance sera réclamée. Néanmoins l'état d'indigence devra, en outre des formalités prescrites par ces lois, être établi par la production de pièces délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine de la partie et légalisées par l'agent diplomatique ou consulaire de l'autre pays, qui les transmettra à son gouvernement.

Art. 7. — Les Belges en Serbie et les Serbes en Belgique pourront, comme les nationaux et sans distinction de race ni de religion, acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de quelque autre manière que ce soit, les biens meubles et immeubles, situés dans quelque lieu que ce soit des territoires respectifs, sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

Art. 8. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de

toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives au partage des successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par des citoyens de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis ou y fussent simplement de passage, soit qu'ils fussent décédés ailleurs, seront jugés par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet Etat.

Art. 9. — Tout avantage que l'une des parties contractantes aurait concédé ou pourrait encore concéder à l'avenir, d'une manière quelconque, à une autre puissance, en ce qui concerne l'établissement des citoyens et l'exercice des professions industrielles, sera applicable de la même manière et à la même époque, à l'autre partie, sans qu'il soit nécessaire de faire une convention spéciale à cet effet.

Art. 10. — Les produits du sol ou de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Serbie et les produits du sol et de l'industrie de la Serbie qui seront importés en Belgique et qui seront destinés, soit à la consommation intérieure, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, ne seront pas soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour l'exportation.

Art. 11. — Les produits d'origine belge énumérés ci-après acquitteront, à leur entrée en Serbie, les droits suivants :

Verres à vitres et en feuilles. . . . .	2 dinars les 100 kilogrammes.
Armes. . . . .	6 — p. c. ad valorem.
Grès et porphyres (pierres de pav.). . . . .	15 — par mètre cube.

La graisse de porc, le suif, les peaux brutes, d'origine serbe, sont exempts de droits à leur entrée en Belgique.

Le droit d'accise sur les vins d'origine serbe, en cercles ou en bouteilles, est fixé en Belgique à 23 francs l'hectolitre. Le droit d'entrée sur les mêmes vins est supprimé,

Les vins contenant plus de 18 p. c. d'alcool acquitteront, outre le droit d'accise afférent aux vins, le droit d'entrée afférent à l'alcool, en raison de la quantité excédant 18 p. c.

Les pruneaux secs d'origine serbe seront soumis, en Belgique, à un droit de 25 francs par 100 kilogrammes.

Art. 12. — Les marchandises de toute nature originaires de Belgique, importées en Serbie, ne seront pas assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires d'origine serbe.

De même, les marchandises de toute nature originaires de Serbie, importées en Belgique, ne pourront être assujetties à des droits d'accise, de consommation intérieure ou d'octroi autres ou plus élevés que ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires d'origine belge.

Il est entendu que la stipulation qui fait l'objet du présent article ne déroge pas aux réserves formulées au profit de la Serbie en ce qui concerne le tabac et les cigares, le café et le sucre raffiné, dans le protocole final (*ad* article 10) du traité de commerce conclu entre cet Etat et

l'Autriche-Hongrie, le 24 avril-5 mai 1881 (1), pourvu que ces réserves soient appliquées aux provenances similaires de tous les pays, sans exception.

Art. 13. — Les marchandises de provenance belge importées en Serbie ne seront assujetties à aucune taxe additionnelle aux droits de douane locale ou d'autre nature, autre ou plus élevée que celles qui sont perçues aujourd'hui, savoir :

1° Pour le factage, 20 centimes par 100 kilogrammes et seulement lorsque ce service sera fait par des employés de la douane ;

2° Pour le pesage, 8 centimes par 100 kilogrammes ;

3° Pour le pavage, 10 centimes par 100 kilogrammes ;

4° Pour le magasinage, 5 centimes par 100 kilogrammes et par jour. — Cette taxe sera portée à 10 centimes par 100 kilogrammes et par jour pour les marchandises inflammables ou explosibles.

Ces taxes ne pourront, d'ailleurs, être perçues que si les services dont elles sont la rémunération ont été rendus effectivement et conformément aux lois et règlements de douane.

Il est en outre convenu que toute réduction de ces taxes additionnelles qui pourra être accordée aux produits du sol ou de l'industrie de toute autre puissance sera immédiatement étendue aux mêmes articles de provenance belge.

Art. 14. — Les marchandises de provenance belge transportées sur les chemins de fer serbes et les marchandises de provenance serbe transportées sur les chemins de fer belges jouiront des mêmes tarifs et seront traitées à tous les points de vue de la même manière que les marchandises de la nation la plus favorisée.

Art. 15. — Les fabricants et marchands, ainsi que les voyageurs de commerce belges voyageant en Serbie pour le compte d'une maison belge et, réciproquement, les fabricants et marchands ainsi que les voyageurs de commerce serbes voyageant en Belgique pour le compte d'une maison serbe, pourront faire, sans y être soumis à aucun droit, des achats pour les besoins de leur industrie et recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

Art. 16. — Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Belgique par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce serbes et en Serbie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce belges seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Les formalités seront réglées, d'un commun accord, entre les deux gouvernements.

Art. 17. — Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture nationale, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane de l'autre pays, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

(1) V. ce Traité, *Archives*, 1882-83, III, p. 303.

La délivrance et le visa des certificats d'origine se feront gratuitement.

Art. 18. — L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent traité est affranchi de l'obligation de produire à la douane de l'un ou l'autre pays, tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 19. — Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre Etat de tout droit de transit.

Le transit de la poudre à tirer, des armes et des munitions de guerre pourra être interdit ou soumis à des autorisations spéciales.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 20. — Il est entendu que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve le droit de prononcer, à l'égard des marchandises spécifiées ou non dans le présent traité, les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie ou de transit qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Art. 21. — Les navires belges et leurs cargaisons en Serbie et les navires serbes et leurs cargaisons en Belgique, à leur arrivée d'un port quelconque et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, à l'entrée, pendant leur séjour et à la sortie, sauf pour le cabotage, du même traitement que les navires et les cargaisons appartenant à des nationaux ou à des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que cette disposition s'applique au traitement local, au placement des navires, à leur chargement ou déchargement ainsi qu'aux taxes ou charges quelconques dans les ports, bassins, docks, rades, havres et rivières des deux pays et généralement à toutes les formalités auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons.

Toute faveur ou exemption que l'une des hautes parties contractantes accordera à un autre Etat en ce qui concerne la navigation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre partie.

Seront considérés comme belges en Serbie et comme serbes en Belgique les navires qui appartiendront aux ressortissants de l'autre pays, navigueront sous son pavillon et seront porteurs des papiers de bord ainsi que des documents exigés par les lois de ce pays pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 22. — Chacune des deux hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre, immédiatement et sans compensation, de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation et à l'exportation des articles, mentionnés ou non dans le présent traité, qu'une d'elles a accordés ou pourrait accorder à une tierce puissance.

Les hautes parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation, qui ne soit en même temps applicable aux autres nations, sauf dans le cas prévu par l'article 20.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des hautes parties contractantes pour ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement de marchandises, le commerce et la navigation en général.

Art. 23. — Les dispositions des articles précédents relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux facilités stipulées dans le traité de commerce conclu, le 6 mai 1881, entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, en vue du trafic local des districts limitrophes de ces deux Etats.

Art. 24. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants (1).

Il sera exécutoire pendant huit années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la période de huit ans, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Les hautes parties contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire d'un commun accord, dans ce traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, le 5-17 janvier 1885.

(L. S.) DE BORCHGRAVE.

(L. S.) GARACHANINE.

## BELGIQUE — SERBIE

### Convention consulaire

5/17 janvier 1885 (2)

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Serbie, également animés du désir de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Emile de Borchgrave, officier de son Ordre de Léopold, grand cordon de l'ordre de Takovo, etc., etc., son Ministre résident en Serbie,

Et Sa Majesté le Roi de Serbie, M. Miloutine Garachanine, commandeur de son ordre de l'Aigle blanc, grand cordon de l'ordre de Takovo, etc., etc., Président du Conseil des Ministres, son Ministre des affaires étrangères, etc., etc. ;

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 17/29 juillet 1885.

(2) *Moniteur belge*, du 26 janvier 1886.

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Chacune des hautes parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents.

Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 2. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement, dans les Etats de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée. Les dits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, devront produire une commission dans la forme établie par les lois de leurs pays respectifs. Le gouvernement territorial de chacune des deux hautes parties contractantes leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur nécessaire à l'exercice de leurs fonctions, et, sur l'exhibition de cette pièce, ils jouiront des droits, prérogatives et immunités accordés par la présente convention.

Art. 3. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être arrêtés préventivement que dans le cas de crime, qualifié et puni comme tel par la législation locale ; ils seront exempts du logement militaire, de tout service tant dans l'armée régulière de terre ou de mer que dans la garde nationale ou civique ou milice ; ils seront de même exempts de toutes les contributions directes au profit de l'Etat, des provinces ou des communes et dont la perception se fait sur des listes nominatives, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital employé dans l'Etat où les dits agents exercent leurs fonctions. Cette exemption ne pourra cependant pas s'appliquer aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires qui exerceraient une profession, une industrie ou un commerce quelconque, les dits agents devant, en ce cas, être soumis au paiement des taxes dues par tout autre étranger dans les mêmes conditions.

Art. 4. — Quand la justice de l'un des deux pays aura quelque déclaration juridique ou déposition à recevoir d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul ou d'un agent consulaire, citoyen de l'Etat qui l'a nommé et n'exerçant aucun commerce, elle l'invitera par écrit à se présenter devant elle et, en cas d'empêchement, elle devra lui demander son témoignage par écrit ou se transporter à sa demeure ou chancellerie pour l'obtenir de vive voix.

Ledit agent devra satisfaire à cette demande dans le plus bref délai possible.

Art. 5. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs chancelleries un écusson aux armes de leur nation avec une inscription portant ces mots : Consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire de Belgique ou de Serbie.

Ils pourront aussi y arborer le drapeau de leur nation, excepté dans la

capitale du pays s'il s'y trouve une légation. Ils pourront, de même, arborer le pavillon national sur le bateau qu'ils monteront dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. — Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront les envahir sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront enfermés. Les chancelleries consulaires ne sauraient, dans aucun cas, servir de lieux d'asile et, si un agent du service consulaire est engagé dans d'autres affaires, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Art. 7. — En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, leurs chanciers ou secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié au ministère des affaires étrangères en Belgique ou au ministère des affaires étrangères en Serbie, seront de plein droit admis à gérer, par intérim, les affaires des postes respectifs ; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés aux titulaires.

Art. 8. — Les consuls généraux et consuls pourront, pour autant que les lois de leurs pays le leur permettent, nommer, avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, des vice-consuls et agents consulaires dans les villes, ports et places compris dans leur arrondissement. Ces agents pourront être choisis indistinctement parmi les Belges, les Serbes ou les citoyens d'autres pays. Ils seront munis d'une commission régulière et jouiront des privilèges stipulés dans cette convention en faveur des agents du service consulaire, en se soumettant aux exceptions spécifiées dans les articles 3 et 4.

Art. 9. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de s'adresser aux autorités administratives ou judiciaires, soit de l'Etat, de la province ou de la commune, des pays respectifs dans toute l'étendue de leur arrondissement consulaire, pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre la Belgique et la Serbie et pour protéger les droits et les intérêts de leurs nationaux.

S'il n'était pas fait droit à leur réclamation, les dits agents, en l'absence d'un agent diplomatique de leur pays, pourront recourir directement au gouvernement du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 10. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des parties ou à bord des bâtiments, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord et de tout autre citoyen de leur nation.

Les dits agents auront, en outre, le droit de recevoir, conformément aux lois et règlements de leur pays, dans leurs chancelleries ou bureaux, tous actes conventionnels passés entre des citoyens de leur pays et des citoyens ou autres habitants du pays où ils résident et même tous actes de ces derniers, pourvu que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation

à laquelle appartiendra le consul ou l'agent devant lequel ils seront passés.

Les expéditions des dits actes et les documents officiels de toute espèce, soit en original ou copie, ou en traduction, dûment légalisés par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et munis de leur cachet officiel, feront foi en justice dans tous les tribunaux de Belgique et de Serbie, pourvu qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où ils doivent recevoir leur exécution.

Art. 11. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation et connaîtront seuls de tous différends qui seront élevés en mer ou s'élèveront dans les ports entre les capitaines, les officiers et les hommes de l'équipage, à quelque titre que ce soit, particulièrement pour le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux consuls et vice-consuls ou agents consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, les dits agents le jugeront convenable.

Art. 12. — En cas de décès d'un Belge en Serbie ou d'un Serbe en Belgique, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 13. — La présente convention restera en vigueur pendant huit ans à partir de l'échange des ratifications, qui sera fait à Belgrade dans le délai de six mois ou plus tôt si faire se peut, après que l'Assemblée nationale serbe l'aura approuvée (1). Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période, son intention de ne pas renouveler cette convention, celle-ci

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 17/29 juillet 1885.

continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et scellée en double original.

Fait à Belgrade, le cinq/dix-sept janvier mil huit cent quatre-vingt-cinq.

(L. S.) DE BORCHGRAVE.

(L. S.) GARACHANINE.

### ALLEMAGNE — FRANCE

#### Arrangement pour l'établissement d'un régime douanier dans les possessions des deux Etats situées sur la côte des Esclaves.

25 mai 1887 (1)

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, voulant assurer le développement des relations commerciales dans les possessions des deux Etats situées sur la côte des Esclaves, entre les possessions anglaises de la côte d'Or, à l'ouest, et le Dahomey, à l'est, ont décidé, conformément à l'arrangement intervenu entre eux, le 24 décembre 1885, de procéder, d'un commun accord, à la fixation d'un régime douanier et ont arrêté, à cet effet, les dispositions suivantes :

« Article premier. — Les possessions françaises et allemandes sur la côte des Esclaves formeront un territoire douanier unique, sans ligne de douane séparative, en sorte que les mêmes droits y seront perçus, et les marchandises qui les auront acquittés sur l'un des territoires pourront être introduites dans l'autre, sans avoir à supporter de nouvelles taxes.

« Art. 2. — Le taux des droits à l'entrée du territoire commun est ainsi fixé :

D É S I G N A T I O N			U N I T É S		
			Francs	Marks	Shellings
			fr. c.	m. pf.	sh. d.
Genièvre....	Par caisse de 8 bouteilles	Au-dessous de 40°	0.40	0.32	0.3 84/100
		De 40° à 60°....	0.60	0.48	0.5 76/100
		Au-dessus de 60°.	1. »	0.80	0.9 60/100
Rhum.....	Par litre	Au-dessous de 40°	0.02	0.01 6/10	0.0 49/100
		De 40 à 60°....	0.03	0.02 4/10	0.0 28/100
		Au-dessus de 60°.	0.05	0.04	0.0 48/100
Tabac.....	Par kilogramme.....		0.12 1/2	0.10	0.1 20/100
Poudre.....	Par 100 livres anglaises.....		3.12 1/2	2.50	2.6
Fusils.....	Par pièce.....		0.62 1/2	0.50	0.6

(1) Promulgué dans le *Journal officiel de la République Française*, du 31 mai 1887.

« Art. 3. — Tous articles autres que ceux mentionnés ci-dessus seront admis en franchise.

« Art. 4. — La perception des taxes pourra s'effectuer en monnaie française, allemande ou anglaise. Chacun des bureaux de douane placé à l'entrée du territoire commun devra posséder un tableau identique indiquant, en détail, le montant des droits prévus par l'article 2, selon qu'ils seront acquittés par les intéressés dans l'une ou l'autre de ces monnaies. Les différentes sortes de monnaies conserveront, d'ailleurs, la valeur libératoire qu'elles ont dans le pays d'origine, c'est-à-dire que, d'une part, toutes les monnaies d'or françaises, allemandes et anglaises, et les pièces d'argent françaises de 5 francs, ainsi que les thalers allemands (3 marks), aussi longtemps qu'ils conserveront force libératoire en Allemagne, pourront être employées sans limitation de quantité, et que, d'autre part, les monnaies divisionnaires françaises, allemandes et anglaises ne pourront être utilisées que comme appoint, savoir : les pièces françaises jusqu'à concurrence de 50 francs, les monnaies allemandes jusqu'à concurrence de 20 marks, et les pièces anglaises jusqu'à concurrence de 40 shillings.

« Les agents des deux pays procéderont, tous les mois, à des échanges réciproques des monnaies d'argent versées dans leurs caisses, en prenant pour base de ces échanges les valeurs respectives fixées par le tarif (1 mark, 1 shelling, 1 franc 25 centimes).

« Art. 5. — Le nouveau régime douanier entrera en vigueur en même temps sur les territoires français et allemand, à partir du 1<sup>er</sup> août 1887. Il est établi pour une durée de deux ans. Dans le cas où, à l'expiration de ce terme, les parties contractantes n'auraient pas manifesté, six mois à l'avance, l'intention d'en faire cesser les effets, il sera considéré comme tacitement renouvelé pour une nouvelle période de deux ans, et ainsi de suite, à l'expiration des termes subséquents. »

Fait en double, à Berlin, le 25 mai 1887.

Signé : (L. S.) Jules HERBETTE.

(L. S.) Comte BERCHEM.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### GRANDE-BRETAGNE

#### RAPPORTS PAR SIR H. DRUMMOND WOLFF SUR L'ADMINISTRATION DE L'ÉGYPTE<sup>(1)</sup>.

---

### I

**Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery.**

Le Caire, 2 février 1886.

Mylord,

Les instructions que j'ai reçues de lord Salisbury, spécialement en décembre dernier, ont attiré mon attention sur trois points : les difficultés sur la frontière ; les embarras financiers du pays ; et enfin « les obstacles apportés à toute administration effective par les obligations internationales effectives qu'a contractées l'Égypte. »

Sur les deux premiers points, j'ai, à plus d'une reprise, adressé au gouvernement de Sa Majesté des renseignements qui sont maintenant à l'étude.

Le troisième point s'étend sur un champ si vaste, et qui renferme tant de détails d'une importance capitale, qu'avant d'en approcher, j'ai jugé indispensable de faire jaillir la lumière en puisant à toutes les sources possibles.

Malgré la promptitude avec laquelle j'y suis arrivé, je crains de ne pouvoir même maintenant soumettre à Votre Excellence qu'un exposé froid et superficiel des problèmes et complications politiques qui dans ce pays détruisent les premiers principes d'ordre et de bon gouvernement.

#### *Histoire des capitulations.*

Au risque de parcourir un terrain déjà maintes fois exploré, je dois, en premier lieu, revenir à l'histoire des capitulations.

Sur cette question, je dois exprimer ce que je dois à l'excellent résumé contenu dans les deux rapports de M. Van Dyck, soumis aux États-Unis en 1881 et 1882.

(1) *Egypt*, n° 5 (1887).

La date à laquelle est fixé le premier de ces documents est 1050 de l'ère chrétienne et on peut trouver dans certaines collections le texte entier des capitulations concédées en 1173 par Saladin à la République de Pise.

En 1453, les Républiques de Gènes et de Venise conclurent avec le Sultan des arrangements qui furent suivis à différentes époques par la concession de privilèges semblables aux autres pays dans l'ordre suivant :

France.....	1528	Sardaigne.....	1825
Grande-Bretagne..	1579	Etats-Unis.....	1830
Hollande.....	1612	Belgique.....	1838
Autriche.....	1615	Villes hanséatiques..	1839
Russie.....	1711	Portugal.....	1843
Suède.....	1737	Grèce.....	1855
Danemarck.....	1756	Brésil.....	1858
Prusse.....	1761	Bavière.....	1870
Espagne.....	1782		

En prenant la date des traités italiens, 1173, nous voyons que le principe de ces capitulations fut établi il y a plus de 700 ans, et nous avons à concilier les institutions de cette haute antiquité avec les exigences de la civilisation existante.

« Comme signification et comme importance dit M. Van Dyck, les premières capitulations ne diffèrent que peu des récentes. Les premières sont plus détaillées et plus diffuses dans les termes ; les dernières sont plus concises et mieux arrangées. Mais elles accordent toutes les mêmes privilèges et immunités. »

En fait, ces privilèges sont uniformes pour toutes les nations, d'après la clause de la nation la plus favorisée, qui est maintenue dans tous les traités.

Les dispositions de ces capitulations sont rangées par M. Van Dyck sous neuf chefs, qu'on peut brièvement résumer :

1. Accès aux étrangers du territoire musulman, avec permission de faire le commerce, mais non d'exercer aucun métier ou profession, ni de posséder des terres.

2. Liberté religieuse.

3. Exemption de taxes, sauf des impositions sur les marchandises.

4. Droits des étrangers à être jugés entre eux par leurs Ambassadeurs et Consuls.

5. Présence du Drogman consulaire devant le Juge ottoman dans les affaires civiles entre nationaux et étrangers.

6. Dans les crimes et délits commis par les étrangers à l'égard des nationaux, la juridiction était réservée au juge du pays ; mais par les récents traités, qui, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, s'étendent à toutes les nationalités, le juge compétent est le Consul du défendeur, et non le Tribunal local.

7. Inviolabilité du domicile des étrangers. En cas d'urgence, les fonctionnaires du gouvernement ne peuvent entrer dans l'habitation d'un délinquant étranger, sans avoir préalablement prévenu l'Ambassadeur ou le Consul, ni être accompagnés par leur envoyé.

8. Liberté de tester.

9. Interdiction aux Ambassadeurs et Consuls de donner protection à des sujets et vassaux ottomans ou raïas.

Il faut remarquer que, à l'époque où ces privilèges furent accordés, la position relative des étrangers vis-à-vis des Ottomans était singulièrement différente de ce qu'elle est maintenant. Il est inutile de rappeler l'attitude adoptée par les Potentats orientaux même à l'égard des Ambassadeurs, et le mépris général éprouvé pour ceux qui ne professaient pas la foi musulmane. Les capitulations étaient, donc, accordées comme des faveurs, par pitié et probablement par mépris.

Le style de tous les documents rend ce point évident. Dans les capitulations anglaises, le souverain anglais est représenté comme implorant instamment ces privilèges.

Dans une autre, les Ambassadeurs de France et d'Angleterre étaient dits avoir « présenté leurs Mémoires à notre étrier Impérial. »

Dans une troisième, les privilèges sont concédés comme en retour de présents.

Mais des privilèges d'un caractère analogue avaient été accordés à des nations sujettes. Dans le mémoire annexé par M. Van Dyck, on peut voir la nature de ces privilèges. Les Grecs, les Arméniens et d'autres pouvaient régler leurs différends dans les affaires où n'étaient pas en question des Musulmans, d'après les usages de leurs propres pays. Mais des Chrétiens nationaux, quand ils paraissaient dans une affaire mixte devant les Tribunaux ottomans, n'avaient pas à souffrir de la difficulté causée par leur ignorance de la langue de la race conquérante.

Sans doute, la présence du Drogman consulaire, en faveur des étrangers qui paraissaient dans ces Cours de justice, avait pour but de les mettre sur le même pied que les raïas. Les Chrétiens, qu'ils fussent nationaux ou étrangers, n'étaient pas dignes d'occuper, pour leurs propres affaires, le temps du Tribunal musulman. Le petit nombre de ces derniers ne présentait aucun danger pour l'Etat. « Qu'ils arrangent à leur gré leurs mesquines affaires » était sans doute l'idée qui prédominait dans la concession de ces droits particuliers.

Pendant beaucoup d'années, — non, de siècles — le système fonctionna d'une façon satisfaisante. Le Consul était le juge, administrant la justice en conformant, selon ses capacités, la loi de son pays aux usages du Levant. Mais la guerre de Crimée produisit une révolution soudaine; non-seulement la grande affluence des étrangers en Orient augmentait le nombre des réclamations devant la Cour consulaire, mais encore la guerre elle-même amena des procès pour des contrats et des transactions impliquant de grosses sommes d'argent. Le vieux et rude système de justice ne suffisait plus. La signification des capitulations fut étendue aux exigences modernes. Des Codes furent établis; il fut rendu des ordres en conseil et passé des actes au Parlement, en vertu desquels les privilèges accordés des siècles auparavant à de petits groupes insignifiants de commerçants et de navigateurs étrangers étaient invoqués pour la création de Cours de justice, avec la solennité et le caractère raffiné et technique des Tribunaux européens; et on établit l'appel devant les Tribunaux supérieurs des divers pays représentés en Orient par leurs Consuls.

Le résultat fut la création sur les territoires du Sultan de vastes communautés, exemptées des obligations ordinaires des citoyens, et maintenant non seulement contre le souverain pouvoir, mais encore l'une contre l'autre, une continuelle et jalouse rivalité.

En Egypte, les inconvénients créés par cet ordre de choses étaient plus

évidents que n'importe où. Sa position géographique et son activité commerciale l'ont rendue longtemps le séjour d'importantes communautés étrangères, et le commerce du pays étant concentré et absorbé dans les deux villes du Caire et d'Alexandrie, les jalousies sont plus manifestes et plus aiguës par cela même qu'elles sont plus centralisées.

### *Origine des Tribunaux mixtes.*

Les points importants qui suivent m'ont été donnés comme ceux qui ont causé la création des tribunaux internationaux.

Avant la création de ceux-ci, il existait en Egypte dix-sept consulats, dont chacun avait la juridiction sur leurs nationaux ; cela, naturellement, donnait lieu à de fréquents conflits de compétence et à une confusion et un désordre permanents. La règle d'après laquelle on décidait de la compétence en matière civile et commerciale était que le défendeur était justiciable de son propre tribunal, c'est-à-dire l'indigène du tribunal indigène et l'étranger du consul. Chaque tribunal appliquait une législation différente et décidait d'après sa procédure spéciale.

Une première conséquence de ce système était qu'au moment de conclure un contrat, les parties contractantes ne savaient pas devant qui elles plaideraient, ni quel système de jurisprudence ou de procédure leur serait appliqué, si elles avaient à en appeler en justice relativement aux conséquences du contrat. Bref, il n'y avait nulle sécurité pour les droits des parties contractantes, et la justice était devenue pour eux une affaire de chance, puisque la juridiction qui devait décider variait selon que l'un ou l'autre était plaignant ou accusé. De plus, quand un plaignant avait à en appeler à la loi contre plusieurs adversaires de nationalités différentes, il était obligé d'entamer plusieurs procès. Ceux-ci se terminaient par des jugements contradictoires, même lorsque l'affaire entreprise avait été seule et unique. La même difficulté se présentait dans le cas de garanties, le défendeur ne pouvant pas exercer une garantie quand le garant n'était pas de la même nationalité. Le vice du système était clairement évident dans presque chaque affaire commerciale : dans les lettres de change, dans les associations, les banqueroutes, les distributions de capital, les gages sur propriété foncière, toutes transactions dans lesquelles les parties sont constamment de nationalités différentes. Mais l'inconvénient fut mis en évidence par ce fait que les appels qu'on faisait des tribunaux consulaires étaient portés hors d'Egypte, et que le plaignant, bien qu'ayant gagné en première instance, était forcé, sur l'appel de son adversaire, de plaider son cas au dehors, dans un pays où il était étranger. De là naissaient d'interminables difficultés et retards dans l'exécution des sentences, et la position du consul présentait une grande anomalie, en ce qu'il réunissait deux caractères différents : celui de juge et celui de protecteur officiel de l'une des deux parties en procès. Des étrangers qui avaient à faire valoir des réclamations contre le gouvernement, les départements publics ou les Dairas du khédivé et les princes, refusèrent de les porter devant les tribunaux locaux, en qui ils n'avaient pas confiance. Ces réclamations, en conséquence, furent réglées diplomatiquement et furent soutenues par le consul, qui défendit les droits de ses concitoyens contre le gouvernement qui contestait ces droits. De la sorte, le gouvernement était invariablement la victime, puisque les plus petites réclamations de ce genre étaient décidées par la voie diplomatique, au lieu d'être discutées simplement dans une cour de justice. La perception

des impôts, dont la justice était hors de doute, était souvent impossible, des contre-réclamations, souvent non fondées, étant mises en avant comme des compensations par l'intermédiaire du consul. Ainsi, bien que le droit d'exiger de l'étranger le paiement de l'impôt ne fût pas contesté en principe, le consul, dans la pratique, était investi du droit d'approuver ou de refuser le paiement de cet impôt.

On dit que des sommes énormes ont été ainsi payées par le gouvernement pour de prétendus dénis de justice, tandis que l'absence d'une autorité judiciaire, régulière, rendait impossible que justice fût faite et que de grosses sommes ont dû aussi être payées par le gouvernement pour l'ancien khédivé, personnellement pour des dettes contractées par lui dans ses entreprises commerciales et industrielles.

Quand les nouveaux tribunaux furent inaugurés, il y avait des réclamations faites contre le gouvernement pour une somme de 40,000,000 l. De grosses sommes avaient été préalablement payées sous la pression des agents diplomatiques.

Comme le dit un fonctionnaire indigène : « Un étranger était-il frappé en Egypte, ainsi qu'il aurait pu l'être partout ailleurs, c'était le gouvernement qui en était responsable, pour ne pas avoir, disait-on, à ses ordres une autorité de police bien ordonnée. Une barque chavirait-elle dans le Nil, le gouvernement en était tenu responsable, s'il n'avait pas assez promptement envoyé du secours. Un créancier se trouvait-il en présence de l'insolvabilité de ses débiteurs, le gouvernement se trouvait encore responsable pour ne pas avoir l'autorité nécessaire pour faire rentrer l'étranger dans sa créance. »

Ces affaires qui étaient conçues sous forme de réclamation des dommages et intérêts, étaient presque toujours soutenues par le consul. C'était la conséquence, évidemment imprévue, d'une interprétation des Capitulations. Ces traités pouvaient à l'origine n'avoir eu d'autre intention que de garantir les étrangers contre la violence et l'arbitraire des autorités locales, non de les soustraire à la loi du pays. Peu à peu l'autorité des tribunaux locaux avait été usurpée par les empiètements d'une juridiction extra-territoriale. Cet état de choses était devenu intolérable. Le jeu des Capitulations, ainsi interprétées, était devenu un fardeau et une injustice non seulement pour le gouvernement et le peuple d'Egypte, mais aussi pour les étrangers qu'elles avaient mission de protéger. D'où l'établissement de tribunaux mixtes.

Ceux-ci furent institués de façon à remédier à quelques-uns des défauts sur lesquels l'attention a été attirée ci-dessus.

En 1867, des demandes furent adressées à la Porte par le vice-roi d'Egypte pour certains privilèges, et la question de l'administration de la justice fut en même temps débattue par Nubar-Pacha. Un plan fut soumis à Ali-Pacha et à Fuad-Pacha sur une plus large échelle que celui qui fut plus tard adopté. On proposait de créer des tribunaux égyptiens, dont les juges seraient pris parmi les magistrats d'Europe, mais seraient au service de l'Egypte, comme cela avait été longtemps le cas pour les médecins, les ingénieurs, les professeurs et autres spécialistes.

Ces tribunaux devaient non seulement administrer la justice civile et criminelle, mais encore le faire pour les indigènes aussi bien que pour les étrangers, et, de plus, établir une juridiction entre le peuple d'Egypte et leur gouvernement, qui était, à cette époque, engagé dans de vastes entre-

prises de commerce, de finances, d'agriculture et d'industrie. Des difficultés, cependant, furent soulevées par le Sultan au sujet de la mise aux mains des Européens de la juridiction dans les affaires entre indigènes seulement, et la question de la justice criminelle fut aussi mise de côté.

On peut cependant remarquer ici que les indigènes ont en maintes occasions montré leur confiance dans les tribunaux mixtes en cédant leurs réclamations à des Européens, ce qui rendait leurs causes des cours internationales. Ces mensonges à la loi sont toujours regrettables et il est malheureux que les plaideurs indigènes soient forcés de recourir à ces expédients comme aux seuls moyens qu'ils avaient d'obtenir justice. Il est inutile de donner ici des détails sur les pouvoirs et la compétence de ces cours. C'est là un point qui a fréquemment attiré l'attention du gouvernement de Sa Majesté. Ces pouvoirs, Votre Excellence le sait, sont très étendus dans toutes les affaires civiles et commerciales où des étrangers sont parties, y compris les procès contre le gouvernement, les administrateurs, les Daïras de Son Altesse le Khédive et les membres de sa famille. J'ai l'honneur de joindre une liste des différents juges étrangers qui composent ces cours, dont voici l'analyse :

*Cour d'appel.*

2 Français	1 Américain
1 Autrichien	1 Allemand
1 Russe	1 Grec
1 Italien	4 Egyptiens
1 Anglais	

*Tribunal d'Alexandrie.*

2 Grecs	1 Russe
2 Américains	1 Italien
1 Allemand	1 Espagnol
1 Autrichien	1 Danois
1 Anglais	1 Suédois
1 Norvégien	8 Egyptiens

*Tribunal du Caire.*

1 Français	1 Belge
1 Hollandais	1 Anglais
2 Allemands	1 Russe
1 Autrichien	1 Américain
1 Italien	6 Egyptiens

*Délégation de Mansourah.*

1 Belge.

D'après les listes précédentes, on verra que la composition des cours est suffisamment cosmopolite pour justifier la confiance de ceux sur qui elles exercent l'autorité judiciaire.

*Constitution des cours mixtes.*

La constitution des tribunaux mixtes était le seul remède possible aux maux du système greffé sur les Capitulations.

Les tribunaux sont une anomalie, comme les Capitulations en étaient une. Mais puisqu'ils ont réussi à assurer leur renouvellement en 1884 pour

cinq ans, on ne peut douter qu'ils n'aient créé en Egypte un pouvoir à quelques égards supérieur à celui du Khédive et de son gouvernement.

L'autorité réelle des institutions est dans la Cour d'appel d'Alexandrie, La majorité des juges, à l'origine dans la proportion de sept à quatre, sont étrangers, nommés dans la pratique par les ministres de la justice des pays d'où ils viennent. Ils sont inamovibles, et tout le gouvernement et les propriétés du Khédive et de sa famille sont soumis à leurs décrets.

### *Juridiction criminelle.*

Que ce soit un bien ou un mal, on ne peut nier que l'administration de la justice en Egypte est, en grande partie, aux mains des étrangers. L'institution des cours mixtes a, cependant, été trop loin ou trop peu loin. Leur juridiction criminelle est limitée à ce qu'on appelle « contraventions de simple police » et aux actes rentrant dans la catégorie des « offenses de cour ». Dans toutes les autres matières criminelles, l'ancien et défectueux système de la juridiction consulaire est toujours en pleine vigueur.

La question fut étudiée par Lord Dufferin et par le gouvernement égyptien ; et Lord Granville, le 18 décembre 1883, écrivant au sujet d'une proposition faite par Chérif Pacha pour l'extension de la juridiction des tribunaux mixtes aux matières criminelles, constate que « la proposition du gouvernement égyptien est une de celles qui se recommandent particulièrement au gouvernement de Sa Majesté. »

Par la constitution des tribunaux mixtes, toutes les questions de nature criminelle, à l'exception de celles indiquées plus haut, sont retranchées de leur compétence. On verra dans les Protocoles d'adhésion de l'Allemagne et de la France que les accusations de banqueroute frauduleuse continuent à appartenir à la juridiction de l'accusé et que tous les incidents criminels mêlés au jugement d'une affaire civile, par exemple la supposition d'un document, doivent toujours être jugés par le Consul.

### *Juridiction sur les indigènes.*

Toutes les fois que les indigènes sont accusés de crimes, la procédure est assez facile. Ils sont poursuivis par l'Accusateur public, et justice est promptement rendue.

### *Juridiction sur les étrangers.*

Mais quand un étranger ou des étrangers doivent comparaître en justice, la procédure est du caractère le plus gênant et le plus dilatoire. La justice devient absolument impossible par suite de la contestation de nationalité des accusés, de l'insuffisance de l'enregistrement consulaire, et de l'absolue impossibilité dans certains cas, de savoir s'ils sont sujets ottomans, et spécialement dans le cas des Grecs, s'ils sont Raïas ou appartiennent au royaume de Grèce.

### *Procédure criminelle contre des étrangers.*

La méthode suivante est celle suivie dans les délits criminels commis par des étrangers :

Sauf dans les cas pressants, tels que ceux de meurtre ou de vol avec effraction en train de s'effectuer, la police ne peut entrer dans le domicile étranger sans la présence d'un délégué consulaire. Le criminel une fois arrêté, son Consul en use avec lui conformément aux lois de son pays.

Dans certaines limites très restreintes, plus larges ou plus étroites selon les législations respectives, le consul peut pourvoir lui-même au jugement et à la sentence; de cette sentence, cependant, appel est fait à une cour du pays de l'accusé.

Dans les cas d'un caractère plus sérieux, le Consul procède à la mise en jugement, mais l'enquête est envoyée avec le prisonnier à une cour de la métropole, Aix en Provence pour la France; Leipzig pour l'Allemagne; Ancône pour l'Italie; Syra pour la Grèce; la Cour du district d'origine de l'accusé pour l'Autriche, quand il est domicilié dans l'Empire; sinon, à Trieste.

Le tribunal consulaire anglais a pleine juridiction avec appel à la Cour supérieure de Constantinople, seulement sur les points de droit. Les Cours étrangères décident généralement sur les dépositions et les enquêtes telles qu'elles ont été envoyées à la métropole par le consul, mais elles ont le droit, quelquefois, bien que rarement, exercé, de faire venir les témoins. Les prisonniers sont, par conséquent, condamnés ou acquittés dans un pays étranger. Ils peuvent en appeler à une cour de ce pays, d'où la présence du plaignant, qu'il soit étranger ou sujet d'une troisième puissance, est en pratique exclue, et l'effet moral ou préventif en Egypte d'une peine infligée dans de telles circonstances est absolument nul, par suite de l'absence de publicité dans le pays où le crime a été commis.

### *Défauts du présent système.*

Il est difficile d'imaginer les différentes variations auxquelles les défauts de ce système peuvent donner naissance.

Les Consuls n'ont nul pouvoir pour forcer les sujets d'une troisième puissance à déposer dans leurs tribunaux, et il est, en conséquence, souvent difficile d'obtenir les preuves nécessaires pour une condamnation.

Un crime peut être commis par des indigènes en complicité avec des sujets de différents Etats. L'indigène est condamné par son propre tribunal, un complice anglais par le sien; mais qu'il y ait un Français, un Italien et un Grec mêlés dans la même affaire: chacun devrait être envoyé dans son pays, jugé par ses lois, avec privilège d'appel, et condamné à une peine d'une durée différente, ou peut-être acquitté, d'après exactement la même enquête qui a fait condamner l'Egyptien et l'Anglais sur les lieux à une peine plus sévère.

J'ai, peut-être, le droit d'apporter des exemples à l'appui de ces réflexions; je les ai tirés d'un Mémoire que m'a procuré le général Johnson, de la gendarmerie et police, et dans lequel il fait voir quelles difficultés on éprouve à réprimer les crimes.

Il dit:

1. Les officiers de police se plaignent d'un manque général d'action coopérative de la part des autorités consulaires à l'arrestation et à la capture des criminels.

Exemple:

a) A. B., accusé du meurtre de C. D., sujet étranger.

Les tribunaux indigènes ont chargé la police de visiter sans retard la demeure de l'accusé pour éviter qu'il ne s'enfuit avec des objets pouvant jeter de la lumière sur l'affaire. La police fait une démarche pressante au consulat. Réponse reçue: « C'est aujourd'hui dimanche, on ne pourrait

donner un janissaire. » Le lendemain, après un retard considérable causé par les formalités, la visite fut faite, mais sans résultat.

b) Cas de C. D., un mauvais sujet réputé, voleur et détrousseur fameux, fut arrêté au Caire en 1883, en flagrant délit, pour tentative de vol avec effraction. Le résultat véritable de l'enquête consulaire ne fut pas connu, mais peu après il fut mis en liberté. En mai 1884, il fut arrêté pour participation au meurtre de X. Y., agent de police secret, et fut emprisonné à la disposition de son consul. Des recherches furent faites par son consulat, et il fut envoyé à... Le résultat du jugement ne fut pas connu; mais au bout de six mois, on le trouva en liberté. Retrouvé au Caire, il fut de nouveau arrêté. Réclamé par le consul, constatation envoyée qu'il avait été acquitté du meurtre. D'après informations reçues, le gouverneur du Caire, fit au sujet de son pays natal, une enquête spéciale qui montra qu'il était sujet ottoman. Le consul, néanmoins, insistant, il lui fut de nouveau remis et fut exilé. Il revint encore au Caire en 1883, et, des policiers voulant l'arrêter, il fit feu sur eux, en blessa un. Il s'enfuit dans une maison étrangère. La coopération du consul fut réclamée et refusée. Le propriétaire de la maison consentant par hasard, la police força l'entrée et l'arrêta. Il fut remis au consul et exilé à nouveau. On apprit qu'il était à Mansourah en septembre 1885, comme mêlé à une affaire fameuse de vol avec effraction. Lui et sa bande furent poursuivis par la police à Alexandrie, et il fut arrêté en cette ville par la police, sur laquelle il fit feu plusieurs fois. Après quelques débats relatifs à sa nationalité, il fut finalement remis au consulat qui le réclamait, et il fut exilé. La preuve qu'il est sujet ottoman est de toute évidence.

c). Quelques compagnons dudit individu furent pris commettant un vol avec effraction. On trouva sur eux un attirail complet d'outils nécessaires pour effraction de maison. Ils furent remis au Consul et relâchés le lendemain.

2. Les plaintes sont fréquentes au sujet du manque de coopération dans les mesures prises à l'égard des maisons mal famées. Une femme avait établi une maison de ce genre dans un des meilleurs quartiers du Caire. Elle n'avait pas la protection d'un Consul, et la police cherche à l'écarter. On trouva alors que la maison était tenue au nom du sujet d'une autre nation, dont le Consulat se déclare incompétent pour agir. On menace d'en appeler de ces mesures comme d'une violation de domicile, et la police n'a pas réussi à écarter cette plaie publique.

3. Certains consulats dans les affaires où sont mêlés leurs nationaux, refusent de reconnaître les lois en vigueur pour les établissements publics, comme les cafés, tenus par des étrangers, et qui, une fois ouverts, ne peuvent plus être fermés sans l'aide des Consuls qui deviennent en fait les juges sur le point de savoir si l'autorisation était, dans le premier cas, à bon droit accordée ou refusée.

4. Protection est accordée aux criminels dans les établissements publics, hôtels, cafés, etc., quand ils sont tenus par des étrangers, car ils sont considérés comme des habitations privées où la police ne peut pénétrer.

5. Les Européens, sans moyens visibles d'existence, étant protégés par leurs Consuls, peuvent suivre telle ligne dangereuse de conduite qu'il leur plaît jusqu'à ce qu'ils commettent véritablement un crime.

6. Le Commandant du Caire se plaint que les gens de la police sont reconnus par quelques cours consulaires comme de simples individus pri-

vés, et une offense contre un officier de police dans l'exercice de ses fonctions n'est traitée que comme une contravention ordinaire.

7. Un indigène coupable peut échapper à la police en se réfugiant dans la maison ou la boutique d'un étranger.

Exemple : — En janvier 1886, quatre personnes assaillirent un policier européen dans l'exercice de ses fonctions, et l'un d'eux lui fendit la tête avec une bouteille. Elles s'enfuirent dans la boutique d'un étranger. Le policier gisait à terre, perdant son sang en abondance jusqu'à ce qu'arriva un agent du Consulat. Pendant ce temps les coupables se riaient du policier dans la boutique. Quand l'agent du Consulat arriva, il réclamât les quatre individus comme étant sujets de son gouvernement. On les emmena. On trouva ensuite que trois d'entre eux étaient des indigènes, et la nationalité du quatrième est toujours débattue.

Mais le mauvais effet des capitulations ne se fait pas voir seulement dans les villes. Par malheur, il s'étend aussi aux districts de campagne, et les privilèges accordés aux Européens les conduisent parfois à émettre des prétentions injustifiables. Dans la province de Behera, par exemple, il y a un certain nombre de « esbehs » ou fermes possédées ou louées par des Européens. Elles servent de refuges non-seulement aux gens employés dans les fermes, mais aussi à d'autres qui vivent dans le voisinage, quand le Mudir les réclame pour répondre d'un délit, ou pour quelque raison à laquelle ils ne veulent pas obéir, par exemple pour la conscription. Si on réclame un sheikh pour soutenir une accusation ou pour payer une taxe, il se réfugie dans la maison d'un propriétaire étranger jusqu'à ce que la personne chargée de l'emmener ou de lui délivrer l'assignation se soit retirée.

Pour montrer jusqu'où vont sur ce point les empêchements causés par les européens, un exemple suffira. Un Mudir se plaignait récemment qu'un Européen, qui possède une propriété près de laquelle se trouve un petit village, lui avait écrit qu'il ne communiquerait avec les sheikhs du village, fonctionnaires du gouvernement, que par son entremise, à lui propriétaire, et qu'il ne manderait aucun habitant ou ne ferait aucun procès que par son intermédiaire. Ces prétentions, naturellement, ne sont pas admises, mais le seul fait qu'elles aient pu se produire n'en est pas moins significatif.

L'effet sur la sécurité publique générale de l'exemption de taxe des Européens doit aussi être examiné particulièrement. Le gouvernement égyptien a été obligé de proroger pour plus d'un an la confection de nouveaux règlements pour le service des « gaffirs » ou veilleurs de nuit dans les villes, service que de récents événements ont sérieusement troublé, et dont la réorganisation est vivement réclamée par les autorités locales.

Les Européens forment la plus riche portion des populations urbaines, et leur richesse attire en grand nombre les malfaiteurs, qui forment un danger pour tous. Mais les européens veulent mettre sur le dos des indigènes toutes les charges de la protection, et s'ils refusent de contribuer à ces dépenses, on ne peut les y contraindre. Pour le moment les indigènes sont forcés de supporter tous les frais.

Les capitulations sont aussi un obstacle à la cause générale de la civilisation. Le gouvernement de Sa Majesté a, à diverses périodes, fait de grands efforts, dans l'intérêt de l'humanité, pour la suppression de l'emploi de la *courbach*. Ces efforts ont été heureux chez les indigènes, protégés les uns contre les autres par les tribunaux indigènes ; mais j'ai entendu des

témoins oculaires parler de patrons européens qui, ou se servaient de la *courbach* contre leurs domestiques indigènes, ou, à tout le moins, les frappaient pour des fautes commises dans leur ouvrage. En pareil cas, quel moyen de défense y a-t-il pour les gens ainsi attaqués ? Une plainte portée à un consul contre un de ses nationaux, et un procès ennuyeux et peut-être coûteux, qui, même s'il finit bien, n'aura probablement pas d'effet préventif sur la classe des entrepreneurs et des chefs d'ateliers européens.

On trouve de grandes difficultés à obliger les étrangers qui sont les propriétaires du sol à observer les règlements existant au sujet de l'irrigation. Les amendes et l'emprisonnement sont exigés pour toutes fautes par omission ou commission concernant les canaux creusés pour empêcher les inondations ou pour y mettre terme. Ces peines peuvent être infligées sur le champ aux indigènes, mais les étrangers ne peuvent en être rendus passibles que par leurs consuls. Ce privilège, non-seulement est mauvais en soi, mais encore il rebaisse les autorités dans l'esprit des indigènes.

J'ai à peine besoin d'indiquer qui, en fait il n'y a pas de loi pour punir les offenses de presse, quand elles sont commises par des étrangers.

### *Représentations du gouvernement égyptien.*

J'ai l'honneur d'attirer plus loin l'attention du gouvernement de Sa Majesté sur une note remise à Lord Dufferin en janvier 1883 par le gouvernement égyptien et sur une autre adressée par Chérif Pacha le 30 juin 1883 à Sir Edward Malet. On trouvera ce dernier document dans « Egypt n° 24 (1884) ». J'ose faire quelques emprunts à ces deux documents.

Son Excellence Chérif Pacha fait remarquer l'impuissance du Gouvernement, non seulement pour contenir les malfaiteurs qui transgressent les lois faites en faveur des particuliers, mais encore contre ceux qui sont mêlés à des entreprises criminelles contre l'Etat. Nombre d'étrangers, dit Son Excellence, ont contribué à exciter le mouvement révolutionnaire alors récent. Ces actes ne peuvent être réprimés que par l'appel fait par les autorités égyptiennes aux consuls étrangers, mesure dont on ne peut assez proclamer l'inconvénient en temps de soulèvement populaire.

Les fonctionnaires de police étrangers sont eux-mêmes exempts de haute juridiction criminelle de la part des autorités locales. C'est faire naître l'insubordination dans un corps dont la condition essentielle est la stricte discipline ; Chérif Pacha citait un exemple à l'appui.

D'après le même système, les fonctionnaires publics de nationalité étrangère employés dans les bureaux du gouvernement ont peu à craindre pour des actes de malversation ou de corruption. Bien plus, les services publics, tels que les chemins de fer, le port, et les télégraphes, peuvent devenir l'objet d'actes criminels de la part des étrangers, l'autorité convenable étant privée de tout pouvoir de répression. Chérif Pacha citait l'exemple d'un train de chemin de fer qui n'avait pu quitter Zagagig, à cause de la violence et des menaces d'une bande d'étrangers, qui échappaient à toute sorte de poursuites.

Le service de la quarantaine est à la merci de ceux qui en transgressent les règlements.

La contrebande se fait en plein jour en face de l'autorité incapable de l'empêcher, puisque le droit de punir appartient à différentes juridictions, dont quelques-unes n'ont pas prévu le crime de contrebande accompli sur le territoire étranger.

Le trafic de la fausse monnaie s'exerce impunément.

J'ai essayé de mettre ici sous les yeux de Votre Excellence un tableau, aussi complet que possible, des graves obstacles apportés à l'ordre public par l'interprétation actuelle des capitulations. En ce faisant, j'ai marché, comme je l'ai précédemment indiqué, sur un terrain battu, mon désir ayant été de soumettre au gouvernement de Sa Majesté les preuves les plus décisives en faveur d'un changement.

En 1869-70, époque où une Commission fut chargée de faire une enquête sur les propositions de Tribunaux mixtes, elle fit le rapport en faveur de ces institutions; mais les considérant, je suppose, comme une mesure d'essai, on refusa de mettre entre leurs mains la juridiction criminelle. En même temps, plusieurs des hommes de loi, et quelques-uns des Agents diplomatiques qui faisaient partie de la Commission, déclarèrent que, à leur avis, il était aussi nécessaire d'attribuer aux nouveaux Tribunaux la compétence en matière criminelle qu'en matière civile. M. Giaccone, le conseiller légal italien actuel, dit positivement qu'il attachait plus d'importance à la nouvelle juridiction au point de vue criminel qu'au point de vue civil. La Commission, qui était présidée par Sir Philip Francis, tout en approuvant les nouvelles institutions, limita leurs pouvoirs aux matières civiles. En même temps, elle leur donna pleine compétence criminelle pour les délits commis contre les juges et les officiers judiciaires à nommer dans l'exercice de leurs fonctions, car il était essentiel qu'ils fussent indépendants de toute considération de leur sécurité personnelle, et les Tribunaux consulaires étaient incapables de leur donner cette sécurité.

#### *Remèdes possibles.*

En 1883, lord Dufferin (« Egypt », n° 6, 1883, p. 73) insinuait qu'un Code criminel convenable devait être préparé par la Commission, qui allait réviser le Code civil et commercial en vigueur dans les Tribunaux mixtes, et que la juridiction criminelle serait remise à ces Tribunaux. La Commission a terminé ses travaux, et le Code est prêt; mais les puissances n'ont pas encore donné leur assentiment à cette extension de juridiction qui est si vivement réclamée. Le Code, cependant, demande encore une révision.

Partout où une puissance européenne a pris le gouvernement d'une partie des possessions ottomanes, les capitulations ont été suspendues ou abolies. Tel a été le cas de Chypre, de la Bosnie et de Tunis; et je n'ai pas appris que le changement ait été sérieusement au désavantage des personnes les plus vivement intéressées. Mais si les puissances étrangères ont consenti à abandonner leurs privilèges au Tribunal d'une puissance européenne, avec combien plus de force peut-on leur demander d'en user de même avec des Cours où toutes les nations sont représentées.

#### *Colonies étrangères.*

Voici le recensement de l'Egypte, dressé en 1882 :

Egyptiens.....	6.715.495 (1).	Russes .....	533
Grecs.....	37.301	Suisses .....	412
Italiens .....	18.665	Serbes, Roumains et Monté-	

(1) Pas tout-à-fait exact.

Français .....	15.716	négrins.....	323
Austro-Hongrois.	8.022	Hollandais .....	221
Sujets Anglais et Britanniques..	6.118	Américains.....	183
Allemands .....	948	Portugais.....	36
Belges.....	637	Suédois et Norvégiens....	15
Espagnols.....	589	Danois.....	14
		Persans et autres Asiatiques.	1.153

Cela fait 90,886 étrangers sur une population totale évaluée à 6,806,381. Et il est évidemment injuste que cette petite partie du tout, bien qu'importante dans les grandes villes, puisse jouir de privilèges spéciaux, qui sont un élément de trouble pour tout le pays.

On croit que les registres consulaires ne sont pas absolument exacts, par suite de la négligence des étrangers à s'inscrire. On rencontre deux grandes difficultés à deux consulats, ceux de Grèce et de France; au premier, à cause du nombre des raïas grecs qui obtiennent abusivement des passeports grecs, et dont la nationalité devient ainsi un sujet de discussion; au second, par suite des réclamations faites par des familles domiciliées en Egypte pendant des générations qui, maintenant, se déclarent Tunisiennes. Le consulat russe prétend protéger les Serbes et les Monténégrins et on attend sous peu la nomination d'un consul roumain.

#### *Nécessité d'une réforme.*

Votre Excellence verra, d'après le rapport qui vous est soumis, combien grande est la nécessité d'une réforme dans la juridiction criminelle. Le système présent est plein de difficultés, même pour ceux qu'il a fonction de protéger, et ne peut se recommander qu'aux criminels, à qui il ouvre des facilités pour échapper aux conséquences de leurs crimes.

#### *Législation future.*

Il y a un autre point sur lequel j'oserais appeler l'attention de Votre Excellence, pour le cas où le gouvernement de Sa Majesté croirait convenable de soumettre cette question aux autres puissances : c'est la nécessité de quelque Corps législatif permanent qui, tout en tenant les délibérations convenables, mais rapidement, pourrait promulguer, pour les Tribunaux, telles lois et règlements que l'expérience démontrerait nécessaires. Pour le moment, non-seulement les juridictions sont différentes, mais encore les Codes d'après quoi elles décident, varient. Cet état de choses trouverait, sans nul doute, son remède dans l'adoption d'un Code commun; mais il sera aussi nécessaire de trouver un moyen de faire à ce Code des additions et des amendements sans en appeler sans cesse à des Commissions et des Conférences, ou sans avoir besoin d'instructions spéciales des gouvernements respectifs.

Je crains, malgré la longueur de cette dépêche, que le rapport que je sou mets à Votre Excellence ne semble maigre et superficiel. J'espère, néanmoins, que les renseignements qu'elle contient suffiront pour permettre au gouvernement de Sa Majesté de se faire une opinion sur la question.

Je m'en suis tenu, dans ce rapport, à ce que les instructions de Lord Salisbury appellent « l'action défectueuse des capitulations. » Dans une dépêche ultérieure, que j'espère envoyer par le prochain courrier, je vous soumettrai des considérations sur d'autres points que Lord Salisbury m'a

chargé d'examiner. Je dois m'excuser de mon retard à faire ces rapports ; mais pour arriver à une claire appréciation des questions à y examiner, il faut parcourir bien des documents et consulter les diverses personnes qui peuvent donner des informations autorisées. Quand j'écris, maints points surgissent, qui veulent être élucidés, et l'avancement de mon travail en est retardé d'autant.

Ci-joint un Mémoire de M. Borg, relatif aux villes où sont envoyées, par les différents consuls, les affaires criminelles.

J'ai, etc.

(Signé) H. DRUMMOND-WOLFF.

PREMIER DOCUMENT JOINT AU N° 1.

**Mémoire de M. Van Dyck.**

L'idée fondamentale dans la loi musulmane, est que l'Eglise et l'Etat sont une seule et même chose ; tout est l'Eglise, et tout est l'Etat. Les organisations politique et religieuse sont inséparablement liées.

Quand les Musulmans Arabes, et après eux les Ottomans, conquéraient un pays, les habitants étaient invités ou à embrasser le mahométanisme, et alors à payer seulement le dixième du produit des terres, et un quarantième à titre d'aumônes, de leur revenu net ; ou autrement, s'ils préféraient rester dans leur « obscurité de religion », à payer le tribut (de 20 à 50 0/0) pour leurs terres et capitation pour leurs personnes, capitation qui était de 48, 24 ou 12 drachmes d'argent par homme fait ; le Patriarche devait payer 3.000 drachmes.

Ils devaient être, au point de vue social, inférieurs aux Musulmans, mais égaux devant la loi, sauf en ce point que le témoignage d'un non Musulman est absolument sans force contre celui d'un Musulman.

Pour tout le reste à peu près, chaque secte ou communauté pouvait s'arranger à son gré. C'est-à-dire que leurs affaires intérieures devaient être dirigées par les chefs, conformément à leurs coutumes. Et comme les communautés chrétiennes ne leur avaient laissé que leurs chefs religieux et leur organisation ecclésiastique, c'était le clergé qui représentait officiellement la secte devant les gouvernants Musulmans.

Ces gouvernants étaient disposés à reconnaître et à accepter ce système, parce qu'eux-mêmes n'avaient eu, primitivement, qu'une organisation, l'organisation religieuse ; leur chef temporel était aussi leur chef religieux, il était le successeur du Prophète, le commandeur des croyants ; le chef de la prière, le juge suprême sur terre, l'interprète du Koran.

Voilà comment il arriva que les habitants non Musulmans conquis et soumis, s'ils payèrent la taxe foncière et la capitation, pouvaient régler à leur gré toutes leurs autres affaires sociales, religieuses, civiles et même politiques et, naturellement, ils choisissaient pour forme de gouvernement celle qu'ils avaient, la forme ecclésiastique.

*Pouvoir temporel des Patriarches en Turquie.*

Juridiction absolue et illimitée, à l'intérieur de leur secte, dans les affaires de mariage, de volontés dernières et de testaments.

Une certaine juridiction « correctionnelle » dans les affaires de mariage sur le clergé et les laïques.

Si les deux parties consentent, le Patriarche a aussi la juridiction civile, pourvu que les deux parties soient de sa secte,

Toutes les personnes de sa secte lui doivent une certaine somme d'obéissance ; en conséquence, il a sur elles une certaine juridiction de police.

Toutes les propriétés de l'Eglise sont sous sa dépendance.

Le Patriarche et le clergé ont le droit de réunir tous les revenus de l'Eglise (et les droits religieux ordinaires).

Tout membre de la secte peut léguer, à l'Eglise, jusqu'à un tiers de ses biens.

Les Patriarches et les Evêques ont le privilège d'être jugés ou poursuivis seulement devant le Divan impérial du Sultan, à Constantinople.

Les Patriarches et le clergé sont exempts du paiement de toute taxe personnelle aussi bien que de tout service militaire personnel. Le Patriarche, cependant, paie une somme, à titre de droit, qui est mentionnée dans son exequatur.

Les Patriarches ont le droit d'employer et de protéger un certain nombre de *cavass*, qui les précèdent en portant une masse d'armes d'argent, et qui forment une sorte de police.

La Sublime Porte s'engage à prendre en considération leurs représentations en faveur des personnes ou des affaires de la secte.

La Sublime Porte accorde l'exequatur aux Evêques sur la présentation des Patriarches. Le Patriarche et son Synode peuvent déposer les Evêques.

Le clergé peut-être jugé et puni pour crimes, seulement par le Patriarche. (?)

#### *Droit d'excommunication avec ses conséquences.*

(N. B. — Ces droits furent d'abord accordés au Patriarche orthodoxe grec de Constantinople, par le Sultan vainqueur. Ils s'étendirent peu à peu à toutes les sectes chrétiennes, et aussi aux Juifs. Les Arméniens ont un Patriarche à Constantinople pour les questions politiques, mais leur chef spirituel suprême réside à Etchmiadzin, et est appelé Catholicos.)

#### DEUXIÈME DOCUMENT JOINT AU N° 1.

#### Liste des juges étrangers attachés aux Tribunaux mixtes.

##### 1. — COURS D'APPEL

###### *Etrangers.*

MM. G. Martin-Sarzeaud, Français.  
Alfred Bargehr (démissionnaire),  
Autrichien.  
Nicolas d'Abaza, Russe.  
G. Giaccone, Italien.  
Herbert-A. Hills, Anglais.  
Barringer, Victor, Américain.  
Cte Marogna, Allemand.  
E.-S. Antoniadis, Hellène.  
Maurice Bellet, Français.

###### *Indigènes.*

MM. Wacyf Azmy Pacha.  
Hammad Bey.  
Saïd Effnaoui.  
Ahmed Hamdy.

##### 2. — TRIBUNAL D'ALEXANDRIE (PREMIÈRE INSTANCE.)

MM. Nicolas Diomedes, Hellène.  
E. de Binckhorst, Allemand.  
Elbert-E. Farmay, Américain.  
Jules Günner, Autrichien.  
John Wallis, Anglais.

MM. Dimitri Bissara.  
Ahmed Mazloum Bey.  
Ahmed Khaïrallah.  
Ismail Sirri.  
Saad Magdi.

###### *Etrangers.*

MM. J.-B. Borckgreving, Norvégien.  
G. de Spiegelberg, Russe,  
G. Moriando, Italien.  
Emilio Olloqui, Espagnol.  
Carl Ussing, Danois.  
Carl Petersen, Suédois.

###### *Indigènes.*

MM. Garabed Reïzian Bey.  
Artin Reïzian.  
Hussein Oassif Bey.

André Pangalos, Hellène.  
J.-B. Kinsman, Américain,

### 3. — TRIBUNAL DU CAIRE (PREMIÈRE INSTANCE)

MM. Casimir Prunières, Français.  
G. de Stoppelaar, Hollandais.  
G. Herzbruch, Allemand.  
Ladislas Grubiczy, Autrichien  
Pierre Bernardi, Italien.  
Emile Vercamer, Belge.  
Michael Law, Anglais.  
Gustave Hohe, Allemand.  
Jean Balas, Russe.  
A nommer, Américain.

MM. Mohamed Bey El-Khoussi.  
Mohamed Bey Izzet.  
Said Bey Nasr.  
Abdel Kader Bey.  
Mohamed Bey Osman.  
Osman Pacha Sabri.

### 4. — DÉLÉGATION DE MANSOURAH

M. Ernest Eeman, Belge.

#### TROISIÈME DOCUMENT JOINT AU N° 1.

#### Mémoire de M. Borg.

Les puissances représentées au Caire sont, outre la nôtre : l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hollande, l'Italie, la Perse, le Portugal, la Russie, l'Espagne, la Suède et les Etats-Unis. Le nombre de Belges, de Brésiliens, de Danois, de Hollandais, de Portugais, d'Espagnols et de Suédois est presque nominal, et consiste principalement en protégés, très calmes pour la plupart, contre lesquels les plaintes ont été élevées très rarement, si même elles l'ont été.

Les Belges sont envoyés pour être jugés à Bruxelles, les Hollandais à Amsterdam, et les Espagnols à Palma (Iles Baléares).

Les Américains sont jugés par le chargé d'affaires accrédité auprès de la Porte. Il y a quelques années, un meurtre fut commis à Alexandrie par un citoyen Américain, qui fut jugé sur place par le chargé d'affaires et condamné à être pendu. La sentence fut transformée.

Les Autrichiens, s'ils sont domiciliés dans l'Empire, sont envoyés pour être jugés devant la Cour du district de leur domicile; dans les autres cas, à Trieste.

Les Français sont envoyés à la Cour d'assises d'Aix.

Les Allemands, comme les Autrichiens, sont jugés par la Cour du district de leur domicile, ou, sinon, par la Cour de Leipzig.

Les Grecs sont jugés à Syra.

Les Italiens à Ancône.

Les Perses étaient soumis à la juridiction locale, mais je comprends qu'ils voudraient être jugés maintenant par le chargé d'affaires à Constantinople.

Les Russes sont jugés par l'Ambassadeur à la Porte.

(Signé) R. Borg.

Le Caire, 19 février 1886.

## N° 2. — Sir H. Drummond Wolff au Comte de Rosebery

(Reçu le 15 mars.)

Le Caire, 3 mars 1886.

*(Extrait)*

Dans ma lettre du 22 dernier, j'ai exposé avec quelque détail à Votre Excellence les obstacles apportés par les Capitulations à l'administration de la justice criminelle en Égypte.

Avant de discuter les obligations internationales du pays, nées des derniers arrangements, je voudrais compléter ma première lettre en revenant de nouveau aux capitulations.

*Administration des Douanes.*

Dans un Mémoire adressé à Lord Dufferin, en 1883, M. Caillard, le directeur général des Douanes, montre la difficulté que rencontre, lors de l'application, toute tentative pour créer et mettre en vigueur en Égypte des règlements effectifs de douanes, à cause des « barrières presque insurmontables établies par les capitulations, ou des droits extra-territoriaux des étrangers, qui placent les marchands résidant en Égypte, et les vaisseaux étrangers qui entrent dans les eaux d'Égypte, hors de l'atteinte des autorités douanières. »

M. Caillard groupait ces difficultés sous plusieurs chefs. Une police du port était impossible par ce fait qu'il est interdit aux officiers des douanes par les capitulations d'aborder, de visiter ou de surveiller à bord les vaisseaux qui ne sont pas sous le pavillon Ottoman ; et les cutters de la douane ne peuvent pas aborder les navires suspects qui sont à l'ancre ou qui louvoyent au large.

On rencontre des difficultés au sujet du manifeste des cargaisons et des déclarations de l'importateur et de l'exportateur, et M. Caillard cite des exemples du degré où les revenus des douanes sont exposés à la fraude.

Dans un autre mémoire récemment terminé, il dit :

« Les réclamations d'indemnités après la révolte de 1882, quand elles furent soutenues par les livres des réclamants, révélèrent ce fait étonnant qu'à peine un importateur sur cent avait payé la totalité des droits dus pour les marchandises dont l'importation était prouvée, et un individu, dont les réclamations étaient considérables, son commerce étant très important, déclarait très sincèrement aux commissaires qu'il considérait comme un profit légitime la somme qu'il « sauvait » de l'acquittement des droits de douane. »

Dans les cas de cette sorte, les coupables ne peuvent être jugés au criminel que par leurs consuls, qui quelquefois les protègent, et à l'occasion sont incapables de les contenir.

Récemment on apprit qu'un steamer étranger dans le port d'Alexandrie avait à bord des marchandises prohibées. Sur la demande qui en fut faite au consul, un janissaire consulaire fut envoyé pour accompagner l'officier de la douane. Le capitaine, un contrebandier bien connu, refusa de laisser aborder son vaisseau. Un délégué d'un plus haut rang fut alors envoyé, avec même résultat. On laissa le bateau s'éloigner et nul doute débarquer sa cargaison ailleurs, sans être inquiété ; et il est évident que, avec l'existence des capitulations, le pouvoir d'un consul, surtout quand il représente

une petite puissance, doit être nul en présence d'hommes déterminés qui sont des coupables endurcis.

Afin d'aller à l'encontre des inconvénients auxquels est soumise l'administration des douanes, M. Caillard, en 1883, exposa à Lord Dufferin la nécessité de faire un nouveau règlement, traitant des points suivants :

- 1° Police douanière et surveillance dans les ports et les rades d'Egypte ;
- 2° Police maritime ;
- 3° Garde-côtes ;
- 4° Manifestes à l'importation et à l'exportation, etc. ;
- 5° Déclarations d'acquit, factures, etc. ;
- 6° Visite et examen des marchandises ;
- 7° Marchandises en entrepôt ou en magasin dans les locaux de la douane ;
- 8° Cabotage ;
- 9° Perception de droits sur toutes les marchandises importées de Turquie ou exportées pour la Turquie, les mêmes que ceux perçus maintenant sur les marchandises importées de ou exportées pour l'Europe, c'est-à-dire abolition complète du système « rafich » entre la Turquie et l'Egypte ;
- 10° Faculté de faire respecter ce règlement au moyen d'amendes ou autrement en toutes occasions, abstraction faite de toute considération de nationalité.

Une convention fut conclue avec la Grèce en adoption de ces règlements, qui ont depuis reçu l'adhésion de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Italie, de la Hollande et du Portugal ; mais ce système ne peut valoir contre les sujets des autres puissances qui n'ont pas adopté les nouveaux règlements.

L'Allemagne lui est particulièrement opposée, et une autre anomalie est maintenant offerte par la différence de position vis-à-vis de la loi des différents sujets des Etats qui ont ou n'ont pas adopté les nouveaux règlements.

Il apparaît aussi que même l'établissement des tribunaux mixtes n'a pas entièrement mis fin aux droits que les étrangers prétendent avoir de se protéger eux-mêmes par l'intervention diplomatique.

J'ai l'honneur d'appeler l'attention de Votre Excellence, sur la copie annexée d'une lettre adressée par les principales Compagnies et les principaux agents à Port-Saïd au directeur général des Douanes. Le premier paragraphe de cette lettre accuse réception d'une circulaire à eux adressée, dont la copie est incluse, et dans laquelle l'administration des douanes égyptiennes annonçait son intention d'appliquer aux marchandises en transit dans le canal de Suez certains articles des règlements des douanes ottomanes. A cela les personnes en question répondent :

« Nous ne nous reconnaissons pas qualité pour prendre connaissance de votre décision et pour y répondre. »

Après avoir récapitulé certains incidents passés, elles ajoutent :

« A plus forte raison devons-nous aujourd'hui nous refuser à traiter la question sans l'intervention de nos consuls-généraux. »

Il n'entre pas dans le plan du présent Rapport de discuter le bien fondé de la contestation entre les douanes égyptiennes et les compagnies commerciales de Port-Saïd, et je ne sais pas quelle décision sera prise par le gouvernement égyptien. Mais c'est une circonstance à noter que les mar-

chands étrangers invoquent l'intervention de leurs représentants avant de savoir assurément si les autorités locales émettent ou non des prétentions légalement insoutenables. Dans d'autres pays, les autorités douanières auraient mis en vigueur les droits qu'elles considéraient comme légaux, et la diplomatie n'aurait été appelée à agir que quand les tribunaux auraient rendu des décisions regardées par les Puissances étrangères comme une interprétation injuste de la loi du pays ou une infraction aux traités. En Egypte, une semblable conduite semblerait même plus clairement encore prescrite par l'existence de Cours créées dans l'intérêt spécial des étrangers. Mais les contestations sur ce point défendent cette manière de faire, et l'appel du marchand à son consul général est fait avant qu'il soit décidé si la demande mise en avant est autorisée par la loi, ou locale, ou internationale. Si la prétention des marchands est admise, une mesure qu'on prétend non-seulement absolument nécessaire dans l'intérêt du trésor national, mais encre strictement légale, devra être ajournée pendant les longues négociations qui devront précéder, même si elle se produit, une adhésion générale des différentes puissances intéressées.

*Etrangers au service du gouvernement égyptien.*

Il est nécessaire, avant de terminer cette partie de l'enquête, d'indiquer la façon dont les colonies établies sous l'influence des capitulations ont travaillé elles-mêmes au plan tout entier du gouvernement égyptien. Il est maintenant inutile de discuter l'opportunité d'employer des étrangers dans les divers bureaux de l'administration publique. Sans doute leurs services ont été précieux, mais le système actuellement poursuivi, tout en payant les étrangers aux frais des contribuables égyptiens, atteint souvent par la base la discipline officielle, et pour des raisons internationales, aggrave la liste des fonctionnaires publics. Des jalousies permanentes naissent de l'emploi d'étrangers, et les exigences du service public sont souvent calculées par considération plutôt de la balance des nationalités que de ses besoins réels.

J'ai l'honneur d'annexer quelques états obtenus du gouvernement égyptien du nombre des étrangers employés dans les différents départements de l'administration égyptienne. Ces états, j'ai essayé de les classer d'après les différentes nationalités.

Le résultat est le suivant :

Français.....	320	Suisses.....	25
Anglais.....	438	Russes.....	9
Italiens.....	510	Persans.....	5
Allemands.....	42	Américains.....	7
Grecs.....	115	Belges.....	18
Roumains, Serbes et Monténégrins...	7	Hollandais.....	5
Austro-Hongrois.....	153	Danois.....	2
Espagnols.....	9		
Suédois-Norwégiens.....	6	Total.....	1.671

Cette liste exclut les serviteurs, mais comprend 245 policiers.

J'ai, dans ma lettre du 22 dernier, énuméré la population de chaque colonie, et Votre Excellence verra dans quelle forte proportion ils sont représentés dans le service civil polyglotte de l'Etat, et combien il doit être difficile aux chefs de maintenir l'ordre et la discipline parmi leurs subor-

donnés. Même s'ils étaient armés de l'autorité habituelle d'une hiérarchie officielle, la tâche serait suffisamment redoutable. Mais quand il s'agit des sujets de plusieurs pays étrangers, la difficulté est grossie par l'intervention des Représentants étrangers, et j'apprends qu'il n'est pas extraordinaire de voir le renvoi, même pour mauvaise conduite, d'un employé étranger, amener une longue correspondance et souvent plusieurs entrevues avec son « autorité consulaire ». De la sorte, les délits officiels sont souvent pardonnés, et un employé étranger est maintenu dans un poste duquel il est manifestement indigne à cause de son incapacité ou de sa mauvaise conduite, ou son renvoi est adouci par une addition illégale à la liste des pensions.

Il est facile de comprendre que le renvoi d'un serviteur public excite généralement la sympathie parmi ses amis. C'est un sentiment qui n'est pas inconnu en Angleterre, où ces sortes d'affaires font souvent le sujet d'une explication publique parlementaire et autre. Mais en Egypte, où la jalousie internationale est générale et où s'ajoute l'intervention étrangère d'une façon tout à fait puissante, cette sympathie prend un caractère bien plus nuisible.

En 1883, un décret fut rendu établissant dans chaque département un Conseil d'administration et de discipline, avec pouvoir d'infliger certaines pénalités. Ce décret fut amendé par un autre ultérieur, rendu l'année dernière, par lequel le Conseil doit être nommé désormais « Conseil de discipline ». Les pénalités sont : l'avertissement, la privation de salaire pour des périodes ne dépassant pas 15 jours, la suspension avec privation de salaires pour une période ne dépassant pas trois mois, la dégradation d'emploi ou de classe, le renvoi sans perte du droit de pension. La privation de ce droit ne peut être infligée que par un Conseil spécial composé du « Procureur général » des Tribunaux indigènes comme Président et de deux autres hauts fonctionnaires. Par un autre article du décret, l'application de ces peines n'est pas soumise à la compétence des Tribunaux ordinaires.

Mais ici encore le Gouvernement Egyptien rencontre le même obstacle des capitulations, et le manque de moyens de faire des lois pour les étrangers, même ceux qui servent dans les départements publics, et qui reçoivent leurs traitements de l'Etat.

Les dispositions du décret ne peuvent pas être rendues obligatoires pour les Tribunaux mixtes dans le cas d'un employé étranger, et la privation du droit à une pension par suite d'un renvoi pour mauvaise conduite peut devenir non-seulement le sujet d'une correspondance diplomatique, mais encore la cause d'un procès devant les Tribunaux internationaux. Ces procès peuvent aussi être portés devant ces Tribunaux, même dans le cas de fonctionnaires indigènes par leurs créanciers étrangers, et les cas de cette sorte, selon mes informations, se sont plus d'une fois présentés.

Dans la pratique, probablement, les Cours prendraient en considération la décision du Conseil de discipline comme un obstacle à un procès de renvoi injuste ; mais il n'y a pas de doute, je crois, que les poursuivants étrangers peuvent, en tout cas, porter leurs affaires devant ces Cours.

Une nouvelle loi est maintenant en préparation pour la réglementation des pensions, la loi actuelle étant très insuffisante et incertaine. Dans cette nouvelle loi, une disposition sera introduite pour la reconnaissance des pouvoirs des Conseils de discipline. Mais, en tant que ces nouvelles dispositions, à part la question de discipline, affecteront les droits à une pension

des employés étrangers, elles devront recevoir l'adhésion des puissances qui ont donné leur assentiment à l'établissement des Tribunaux mixtes, et cette procédure prendra naturellement un temps considérable.

Par les renseignements précédents, Votre Excellence verra combien il est difficile pour le Gouvernement Egyptien de concilier la discipline et l'économie de son administration avec les réclamations des communautés étrangères. Dans les mesures restrictives, les droits des fonctionnaires indigènes ont trop souvent, dans les premiers temps, été sacrifiés aux étrangers qui ont, en retour, intrigué pour la réduction de ces droits, en se basant sur des griefs personnels ou sur une rivalité de nations. Mais même pour les indigènes, on a fréquemment recouru à l'intervention étrangère et l'influence des diplomates, vice des capitulations, a parfois été invoquée en faveur des Egyptiens, spécialement dans les cas où des étrangers étaient solidairement responsables pour leurs manquements.

L'Egypte a longtemps été une terre nourricière d'une incomparable richesse, et des particuliers ont dû une vaste fortune à une administration négligente et corrompue et à un Gouvernement personnel prodigue. Malgré les expériences des quelques dernières années, beaucoup croient toujours que les ressources du Gouvernement Egyptien sont inépuisables, comme le montrent les procès pour des sommes considérables intentées par le dernier Khédive et sa famille immédiate au Gouvernement, et par les demandes constantes de places, de pensions, de cadeaux d'argent et de réductions de taxe sur les terres personnelles. Il y a des bruits et des accusations de corruption et de malversation dans l'administration qui devront être examinés. Ce sont les restes de vieilles habitudes profondément enracinées et chez les indigènes et chez les étrangers, qu'il faudra des années de bon et soigneux gouvernement pour déraciner ou même pour modifier.

Il y a plusieurs points particuliers relatifs aux obligations internationales de l'Egypte que je soumettrai sous peu à Votre Excellence, savoir :

L'Administration de la Caisse;

Les Domaines;

Les Dairas;

Les Chemins de fer;

Le Bureau de la quarantaine.

---

#### 1<sup>er</sup> DOCUMENT JOINT AU N° 2

### Administration des Douanes Egyptiennes

L'Administration des Douanes a appelé à plusieurs reprises l'attention des agents des Compagnies Maritimes et autres possédant des entrepôts de transit dans les ports Egyptiens, sur la nécessité d'observer les Règlements en vigueur concernant le dépôt, dans les magasins privés, des marchandises déposées à terre pour un temps limité, afin d'être mises à bord du même bâtiment ou d'autres bâtiments pour continuer leur voyage.

Ces recommandations n'ayant pas été suivies d'effet, il y a lieu de notifier aux intéressés qu'à partir du 31 mars prochain, la Douane appliquera strictement les dispositions des Règlements, notamment à l'égard du paiement du droit de Douane sur les marchandises ayant séjourné plus de trente jours dans les magasins de transit.

Ces marchandises ne pourront sous aucun prétexte quitter les magasins de transit sans avoir acquitté les droits y relatifs, et la Douane se réserve toute

action contre quiconque aura refusé de se conformer aux Règlements en vigueur sur la matière, dont ici-bas un extrait.

L'Administration est très désireuse de faciliter les opérations de transit ; mais elle ne peut abandonner son droit au contrôle prévu par le Règlement spécial, ni laisser dénaturer le caractère exclusif des magasins de transit pour être transformés en entrepôts douaniers.

**Extrait de la Notification Officielle adressée par les Contributions Indirectes de Turquie aux Représentants des Puissances signataires des Traités de commerce en date du 17 avril 1863 :**

« Article 3. — Les stipulations du Traité de commerce avec les Puissances amies, portant que les marchandises déposées à terre pour un temps limité, afin d'être mises à bord du même bâtiment ou d'autres bâtiments pour continuer le voyage, ne paieront aucun droit quelconque, mais qu'elles devront à Constantinople être déposées dans les magasins de la Douane et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt sous la surveillance de l'Administration de la Douane, le Gouvernement a arrêté que cette surveillance sera déterminée de la manière suivante :

« Le négociant ou son agent, qui aura importé des marchandises dans un port de mer de la Turquie où il n'y aurait pas d'entrepôt, aura la faculté de placer ces marchandises dans un magasin à lui, fermé à double clef, dont l'une sera remise à la Douane, qui aura en outre la faculté de cacheter ce magasin si elle le juge nécessaire. La durée du séjour des marchandises dans les magasins privés ou ceux dits de transit ne devra pas dépasser le délai d'un mois, à moins de cas de force majeure constatée.

« Ce terme passé, la Douane percevra le droit de 8 pour cent, et le négociant devra retirer sa marchandise, faute de quoi elle sera passible, dans les magasins de transit de la Douane, du droit d'ardieh.

« La différence entre le droit d'importation et celui de transit sera restituée conformément aux stipulations du Traité de commerce, si ces marchandises étaient réexportées pour un pays étranger, dans le délai de six mois, à partir de leur arrivée ».

Alexandrie, le 9 février 1866.

2<sup>e</sup> DOCUMENT JOINT AU N<sup>o</sup> 2

**Les Compagnies et Agents principaux à Port-Saïd  
à M. Caillard.**

Port-Saïd, le 1<sup>er</sup> mars 1886.

Monsieur le Directeur-Général,

En réponse à votre lettre du 9 février dernier, par laquelle vous exprimez l'intention d'appliquer aux marchandises en transit par le Canal certains articles du Règlement douanier Ottoman qui n'ont pas été mis en vigueur jusqu'ici, nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous ne nous reconnaissons pas qualité pour prendre connaissance de votre décision et y répondre.

Toutefois, nous croyons pouvoir vous faire observer que si, lorsque en 1880, votre Administration réclamait seulement la production des manifestes pour les marchandises débarquées en transit, vous avez dû recourir à l'entremise du Ministère des Affaires Étrangères Egyptien et des Consuls-Généraux, alors qu'il n'était nullement question d'imposer un droit quelconque sur ces marchandises, et que la mesure réclamée du dépôt de manifestes n'était présentée que comme un moyen de surveillance ou de statistique, à plus forte raison devons-nous aujourd'hui nous refuser à traiter la question sans l'intervention de nos

Consuls-Généraux, puisqu'il s'agit de porter atteinte d'une façon matérielle et bien autrement grave à la liberté du transit.

Les objections que nous avons élevées alors subsistent tout entières et nous ne voyons nulle raison de modifier notre ligne de conduite dans la résistance qu'il est de notre devoir d'opposer à toute tentative portant atteinte à la liberté du transit, jusqu'à ce que M. Ferdinand de Lesseps, Président-Directeur de la Compagnie Universelle du Canal, nous ait déclaré qu'il a renoncé (ce qu'il n'aurait fait sans l'agrément des Puissances) aux privilèges qui, d'après les Firmans de Concession et les Conventions ultérieures, assurent ou réservent la liberté entière et la franchise absolue au transit des marchandises par le Canal de Suez.

Veuillez, etc.

*(Suivent les Signatures des principales Compagnies et des principaux Agents à Port-Saïd.)*

---

ANNEXE AU N° 2

**Sir Ed. Baring au Comte d'Iddesleigh.**

(Reçu le 20 décembre)

(EXTRAIT)

Le Caire, 12 décembre 1886.

J'ai l'honneur d'annexer une copie d'un Mémoire de M. Rocca Serra, montrant comment l'interprétation donnée à la loi par les Cours mixtes limite le pouvoir du Gouvernement Egyptien de faire des lois et règlements sur l'irrigation, les questions sanitaires, etc.

Le Mémoire s'explique de soi. Il n'est pas nécessaire d'y joindre aucun commentaire.

J'ai l'honneur d'annexer une copie du récent jugement de la Cour d'appel auquel M. Rocca Serra fait allusion.

Votre Excellence observera que les principes établis par la Cour dans ce jugement sont d'une grande importance.

---

PREMIER DOCUMENT JOINT A L'ANNEXE.

**Memorandum de M. Rocca Serra (1).**

Avant l'installation des Tribunaux mixtes en Egypte, le Gouvernement se trouvait dans l'impossibilité de faire exécuter contre les étrangers aucune loi de police ou de sécurité. Cette situation, qui créait au Gouvernement les plus grands embarras, éveilla l'attention, et, au cours des discussions qui précédèrent la signature de la Convention qui a institué la Réforme, les Puissances reconnurent au Gouvernement égyptien le droit de faire tous règlements concernant la sécurité publique, sous la seule garantie que les contraventions à ces règlements seraient de la compétence des nouveaux Tribunaux.

D'autre part, les Puissances, reconnaissant que les lois sont essentiellement susceptibles de modifications, durent envisager le cas où l'expérience démontrerait la nécessité de dicter de nouvelles lois ou de modifier les dispositions des nouveaux codes. Elles redoutèrent de laisser au Gouvernement égyptien seul le droit de faire aux codes des modifications ou des additions ; il fut, en conséquence, décidé que ces modifications ou additions ne pourraient avoir lieu que sur l'avis conforme du corps de la magistrature.

(1) Le texte est en français.

La Cour se trouvait donc, en certains cas, érigée en corps législatif. Cette confusion du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire était, il est vrai, anormale; les Puissances ne l'ignoraient pas, mais elle se justifiait par les circonstances, anormales également, dans lesquelles on se trouvait.

Au surplus, ces dispositions ne devaient avoir qu'un caractère transitoire et il fut entendu que la Cour n'aurait plus à intervenir le jour où le Gouvernement égyptien aurait un Corps législatif capable d'élaborer les lois, et pouvant, par sa composition, inspirer toute confiance aux Puissances contractantes.

Au moment donc de l'installation de la réforme judiciaire, les droits du Gouvernement égyptien se trouvaient définis et reconnus ainsi qu'il suit :

En matière réglementaire : — Droit de faire seul tous règlements de police ou de sécurité, à la condition que les contraventions seraient jugées par les Tribunaux mixtes.

En matière législative : — Droit de faire aux codes des additions ou modifications, mais seulement avec le concours de la magistrature.

Et cependant, quelques puissances n'hésitèrent pas à contester au Gouvernement égyptien, même sur l'avis conforme de la Magistrature, le droit de modifier ou de compléter les codes; des dispositions de lois, reconnues mauvaises, contre lesquelles les Magistrats eux-mêmes s'étaient élevés, n'ont pu être modifiées que dix ans après l'installation des Tribunaux mixtes, et seulement après avoir sollicité et obtenu l'assentiment de chacune des Puissances individuellement. La voie ouverte à l'Egypte pour se constituer un pouvoir régulier, et conquérir peu à peu son autonomie, se trouva fermée par le refus de certaines Puissances de reconnaître une des conditions de la réforme judiciaire, c'est-à-dire le droit de modifier ou compléter les codes d'accord avec la cour.

On a été plus loin et on en est venu même à contester au Gouvernement le droit de prendre de sa seule autorité des règlements destinés à assurer la sécurité générale; c'est ce qui résulte d'un arrêt de la cour d'appel mixte en date du 19 mai 1886.

Le Gouvernement égyptien avait édicté un règlement concernant la prostitution : Une dame, sujette italienne, ayant commis une infraction à ce règlement, fut traduite de ce chef devant le Tribunal mixte des contraventions et condamnée. Appel ayant été interjeté de la sentence, la cour, par un arrêt en date du 19 mai 1886, a annulé le jugement de première instance et absous l'inculpée.

Cet arrêt ne mériterait pas d'être signalé s'il était basé sur des raisons de fait; ce qui en fait la gravité, c'est que la cour d'appel s'appuie au contraire sur des raisons de doctrine; elle déclare que le Gouvernement égyptien ne peut, de sa seule autorité, prendre des règlements obligatoires pour les étrangers, à moins que ces règlements n'aient été édictés sur l'avis conforme de la magistrature.

Faute par le Gouvernement d'avoir obtenu préalablement cet avis conforme, les règlements publiés sont sans valeur vis-à-vis des étrangers, qui peuvent librement les violer sans que ce fait puisse constituer à leur encontre une contravention entraînant une condamnation quelconque. Que la Cour déclare qu'un règlement sur la prostitution constitue une addition aux Codes et ne peut être promulgué que sur l'avis conforme de la Magistrature, il importe peu. Mais ce qui touche essentiellement le Gouvernement égyptien, c'est cette tendance non dissimulée de la Cour à exiger que tous les règlements sans distinction aient été approuvés par elle pour avoir force exécutoire à l'encontre des étrangers.

Remarquons que jusqu'à ce jour les Tribunaux mixtes avaient toujours puni des peines prévues, les contraventions aux règlements édictés par le Gouvernement en matière de police ou de voirie.

Cette doctrine nouvelle est contradictoire non seulement, ainsi qu'il vient d'être dit, avec l'esprit des accords internationaux qui ont précédé l'installation de la réforme, mais encore avec les dispositions formelles des codes.

L'article 10 du code civil mixte est ainsi conçu :

« Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

Les poursuites pour contraventions de simple police sont soumises à la juridiction des nouveaux Tribunaux. »

Voilà la règle générale en matière de lois de police ou de sûreté; les étrangers sont assimilés aux indigènes; ils ne sauraient invoquer de privilèges pour quelque cause que ce soit. D'autre part, le même article stipule formellement que les Tribunaux mixtes sont compétents pour juger les *contraventions*. La matière des contraventions est réglée par les articles 331 à 341 du code pénal: après avoir prévu et défini un certain nombre de contraventions, le législateur dispose dans l'article 340: « Les règlements à intervenir sur les faits non prévus ci-dessus devront déterminer la peine encourue pour contravention dans la limite des peines de simple police; dans « le cas où une peine plus forte serait prononcée, elle sera de plein droit réduite dans cette limite ». En vertu de cette dernière disposition le Gouvernement a le droit d'édicter sur telles autres matières, non prévues par le Code Pénal, des Règlements sous la sanction des peines de simple police.

La Cour s'appuie sur l'article 12 du Code civil qui est ainsi conçu: « Les additions et modifications aux présentes lois seront édictées sur *l'avis conforme* du Corps de la Magistrature et au besoin, sur sa proposition. »

Cette disposition vise exclusivement les modifications au Code, mais ne détruit pas l'article 340 du Code pénal, qui réserve formellement à l'Administration seule le droit d'édicter de nouveaux règlements sans l'intervention de la magistrature. Cela résulte clairement du dernier paragraphe dudit article. Si la magistrature avait dû donner son avis préalable sur un règlement, c'est à ce moment-là qu'elle aurait réduit dans la limite des peines de simple police les pénalités prévues. Il était donc inutile de stipuler que la peine sera réduite de plein droit.

Le législateur au contraire a voulu laisser plein pouvoir à l'Administration dans l'exercice du pouvoir réglementaire; toutefois, pour garantir les étrangers contre l'arbitraire possible du Gouvernement, il a investi les Tribunaux du droit de réduire les peines prévues par ces Règlements, dans la limite des peines de simple police.

Les Règlements de police sont obligatoires pour tous ceux qui habitent le territoire. La Magistrature n'a pas à intervenir dans leur promulgation; elle n'a qu'à les appliquer, sous la seule réserve du droit de réduire, dans la limite des peines de simple police, les peines plus fortes qui pourraient être édictées.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt est formel; tout règlement édicté sans l'avis conforme de la Magistrature est déclaré par la Cour nul et sans valeur à l'égard des étrangers; en d'autres termes, la Cour conteste, ou pour mieux dire refuse, au Gouvernement Égyptien, le pouvoir réglementaire; toutes les fois que le besoin d'un nouveau règlement se fera sentir, le Gouvernement est tenu de s'adresser à la Cour et d'obtenir son assentiment.

Ainsi donc, en matière de police et de voirie, le Gouvernement se trouve mis sous tutelle; ce n'est plus comme dans tous les pays du monde le Pouvoir exécutif, c'est au contraire, le Pouvoir judiciaire qui édicte des règlements.

D'autre part, le Gouvernement Égyptien ne possède pas le Pouvoir législatif à l'égard des étrangers. Les Capitulations avaient assuré aux Chrétiens en pays Musulman la sécurité pour leurs personnes, leurs biens et leurs bâtiments; l'usage a singulièrement étendu les Capitulations, et peu à peu les étrangers ont fini par se considérer comme convertis par le principe d'exterritorialité. En d'autres termes, l'étranger qui habite l'Égypte est toujours censé habiter sa patrie; il ne reconnaît donc d'autre loi, d'autre autorité que celles de son pays d'origine; toute loi émanée de l'autorité territoriale seule, sans l'assentiment de son Gouvernement, est pour lui nulle et sans valeur. Et comme il y a en Égypte seize ou dix-sept puissances régulièrement représentées, qui ont adhéré aux Tribunaux de la Réforme, aucune mesure législative n'est reconnue obligatoire par les Tribunaux si elle n'a au préalable obtenu l'assentiment de toutes les Puissances contractantes. Ainsi, l'article 36 du règlement d'organisation judiciaire avait stipulé que le Gouvernement ferait publier les ordonnances sur

le régime des terres, des digues et canaux. Cette publication eut lieu en 1876 ; mais depuis cette époque des études plus rationnelles ont permis de constater les défauts de ce système ; une loi nouvelle devra donc déterminer le nouveau régime des digues, canaux et irrigations.

C'est une loi d'ordre intérieur au premier chef ; néanmoins, elle ne peut être promulguée qu'avec l'assentiment des Puissances. En effet, la loi territoriale et la loi des digues et canaux ayant été publiées en même temps que les Codes mixtes font, pour ainsi dire, corps avec eux, et aucune modification ne peut y être apportée, de même que pour les Codes, sans l'assentiment de toutes les Puissances contractantes.

Voilà ce que les Tribunaux ne manqueraient pas de déclarer si le Gouvernement voulait publier une pareille loi de son autorité et en poursuivre l'exécution contre les étrangers.

Voilà donc le Gouvernement Égyptien obligé de négocier avec dix-sept Puissances, et il suffira de la mauvaise volonté ou du refus d'une seule pour mettre dans l'impossibilité d'édicter une loi à laquelle la prospérité de l'Égypte peut être attachée. Et que de temps ne perd-t-on pas pour ces négociations ? Il y a bientôt trois ans une Commission internationale, chargée d'étudier les modifications à apporter aux Codes mixtes, avait adopté trois dispositions reconnues nécessaires par la Magistrature. Pour rendre ces dispositions obligatoires, il a fallu recourir aux Puissances, et c'est il y a quelques jours seulement, c'est-à-dire après deux ans, qu'on a pu avoir l'assentiment général.

#### DEUXIÈME DOCUMENT JOINT A L'ANNEXE

### Jugement

La Cour d'Appel jugeant en matière pénale, a prononcé la Sentence ci-après en la cause :

Ministère public, représenté par M. Vacher, Procureur-Général,

Contre....., sujette Italienne, demeurant à Alexandrie, prévenue, représentée par son avocat, M<sup>e</sup> Biglione.

Attendu que par un Jugement de défaut, en date du 20 janvier 1886, le Tribunal des Contraventions d'Alexandrie a condamné..... à une amende de P. T. 10 pour avoir contrevenu au règlement sur la prostitution en ne se présentant pas à la visite médicale ;

Que ce jugement a été confirmé par un second jugement rendu sur opposition, qui a été déferé par voie d'appel, à la Cour, par la dite..... ;

Attendu que le Tribunal, s'appuyant sur les dispositions combinées de l'article 10 du Code civil et l'article 331 du Code pénal en a déduit que les Puissances ont, d'une manière générale, reconnu au Gouvernement égyptien le droit d'édicter des règlements de police obligatoires pour les étrangers, et de convertir en contraventions des faits autres que ceux énumérés dans l'article 14 du code pénal et ce, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale des Puissances.

Le Tribunal, à l'appui de cette conclusion, faisait valoir qu'une telle concession de la part des Puissances se justifie facilement par ce fait que leurs nationaux trouvent des garanties, d'une part, dans le fait d'être jugés, en matière de contravention, par les tribunaux mixtes, d'autre part, dans le peu d'importance des peines prévues en cette matière par le code pénal.

Attendu cependant que si les Puissances, en acceptant les dispositions de l'article 331 du code pénal précité, ont pu reconnaître sans difficulté au Gouvernement égyptien le droit d'édicter des règlements de police applicables aux étrangers pour des faits non prévus par le code, c'est parce qu'elles n'ignoraient pas que sans l'avis conforme de la Magistrature, il ne serait fait aucune addition à cette loi pas plus qu'à toutes les autres lois approuvées par les Puissances et rendues obligatoires pour leurs nationaux.

L'article 12 du code civil le déclare formellement, et cette disposition constitue pour les étrangers une garantie aussi efficace que leur dépendance de la juridiction mixte, garantie qui deviendrait illusoire si les Tribunaux mixtes étaient tenus d'appliquer aux étrangers des dispositions de lois émanées de l'autorité seule ou du caprice du Gouvernement égyptien, comme le décret ministériel actuel qui n'est même pas revêtu de la sanction de Son Altesse le Khédive.

Or, il est manifeste que transformer en contraventions des faits autres que ceux prévus et spécifiés sous le titre IV du code pénal, c'est, en somme, ajouter des dispositions nouvelles à ce même titre, et ces additions à la loi pénale ne peuvent frapper les étrangers que tout autant qu'elles sont édictées dans la forme et sous les garanties établies en faveur des étrangers par l'article 12 précité du code civil.

Le règlement susvisé ne remplissant pas les conditions légales voulues pour avoir force obligatoire à l'égard des étrangers, les Tribunaux de la réforme ne pourraient leur en faire application ni leur infliger les peines y édictées sans commettre un excès de pouvoir ;

Attendu, ceci posé, que ledit règlement n'étant pas applicable à l'appelante le fait dont elle est prévenue ne constituerait de sa part ni une contravention, ni un fait punissable, et il y a donc lieu, aux termes de l'article 154 du code d'instruction criminelle, d'absoudre ladite dame.

Par ces motifs :

La Cour, jugeant publiquement ;

Le ministère public entendu ;

Après avoir entendu l'avocat de la prévenue, qui a eu la parole en dernier lieu ;

Après en avoir délibéré ;

Vu les articles 331 du code pénal, 12 du code civil, 153 et 154 du code d'instruction criminelle ;

Annule le jugement dont il s'agit, absout l'appelante de la contravention.

Fait et publié à l'audience du 18 mai 1886.

Étaient présents : MM. Giaccone, président ; Bellet, Antoniadis, Hills, Barringer, Wacif Pacha Ormy, Hammad Bey, Hamdy Bey, conseillers ; Maher substitut du procureur général, et Petermüller, greffier.

Signé : GIACCONI,  
PETERMULLER.

N° 3. — Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery.

(Reçu le 5 avril.)

Le Caire, 28 mars 1886.

Mylord,

Pour faire suite à ma lettre du 3 courant, je vais essayer maintenant de soumettre à Votre Excellence quelques nouvelles considérations sur les différentes institutions d'Égypte, qui sont plus ou moins sous le contrôle international. La plus importante de celles-là est la « Caisse de la Dette ». Afin d'entrer entièrement dans le détail de la position particulière et des pouvoirs de cette institution, il sera nécessaire d'examiner brièvement les circonstances qui la firent s'établir et grandir.

En 1876, époque où le gouvernement égyptien se trouvait dans l'impossibilité de remplir ses engagements, plusieurs établissements financiers d'Europe furent sondés pour trouver un moyen qui pût éviter la banqueroute. Plusieurs plans furent proposés. Le duc Decazes, ministre des affaires étrangères de France, proposa un conseil international, comme il en existait alors un à Tunis, qui serait placé sous le contrôle de la France, de

l'Angleterre et de l'Italie. Mais l'ex-khédive sanctionna en pratique les projets proposés par un établissement financier, à savoir, l'unification des différentes dettes, et la création d'une banque nationale qui recevrait tous les revenus de l'Égypte, en déduisant comme première charge les sommes nécessaires pour le service de la dette consolidée. Le bureau devait comprendre trois directeurs ou commissaires comme représentants des trois puissances sus-nommées. Ces deux propositions tombèrent à l'eau, mais l'idée de commissaires étrangers, qui avait surgi alors, reparut plus tard dans la constitution de la caisse.

Le 2 mai 1876, un décret fut publié, établissant la « Caisse de la dette publique ». Elle était chargée de recevoir et d'appliquer à l'intérêt et au rachat de la dette les revenus de provinces spécialement désignées, et les autres fonds mis à part dans cette intention, qui devraient être versés à la Caisse par les Intendants de la dépense publique. La Caisse devait demander des paiements supplémentaires au Trésor par l'intermédiaire du Ministre des finances, dans le cas où les revenus affectés à cet effet seraient insuffisants pour acquitter les charges semestrielles. Si ces fonds dépassaient les charges, le surplus à la fin de l'année devait être repayé à l'Échiquier général. Les poursuites faites par la Caisse contre le Ministère des finances, au sujet de leurs rapports, devaient être jugées par les Tribunaux mixtes. Les commissaires devaient être désignés pour cinq ans, et pouvaient être renommés. Les vacances devaient être remplies de la même manière que la nomination primitive. Les frais d'échange, d'assurance et de transport des espèces devaient être supportés par le gouvernement, après un arrangement préalable avec la Caisse, et des restrictions étaient faites sur le mode d'emploi des fonds en caisse. Le gouvernement ne pourrait, sauf entente avec la majorité des commissaires, faire subir aux droits affectés à la dette aucun changement qui pourrait diminuer le rapport de ces droits ; et le gouvernement s'engageait à ne contracter aucun emprunt de quelque nature que ce fût. En cas de raisons nationales pressantes, le gouvernement pourrait avoir recours au crédit dans les limites de la stricte nécessité, pourvu qu'ainsi il ne touchât pas aux revenus affectés. Mais même ce pouvoir limité ne pouvait s'exercer qu'après entente avec les commissaires.

Le 7 mai de la même année, un décret fut promulgué unifiant les dettes de l'Égypte et désignant les revenus y assignés. Le service de cette dette était mis à la charge de la Caisse.

Le 22 mai, un décret fut publié désignant comme commissaires un Autrichien, un Français et un Italien, l'Angleterre ayant refusé à cette époque d'être représentée à la Caisse. Cene fut qu'en mars 1877, après les arrangements faits par MM. Goschen et Joubert, au nom des détenteurs anglais et français de fonds égyptiens, qu'un commissaire anglais, sir Evelyn Baring, fut ajouté à l'administration, sur la recommandation de M. Goschen, mais non sur celle du gouvernement de Sa Majesté.

Sur ces entrefaites, par un décret en date du 14 mai 1876, un Conseil suprême du Trésor fut formé ; mais comme cette ordonnance n'eut pas de résultat pratique, il est inutile d'en parler davantage.

Le 18 novembre 1876, fut publié un décret généralement appelé le Décret Goschen-Joubert. Par l'art. 18 de cet acte, la commission de la Dette publique fut rendue permanente. Un commissaire anglais était adjoint à la Caisse, et les commissaires étaient autorisés, de concert avec le Ministre

des finances et les contrôleurs généraux institués par le même décret, à envoyer les fonds encaissés directement aux banques de France et d'Angleterre, et à vendre les marchandises ou les produits donnés en paiement des taxes spécialement affectées au service de la Dette. Les deux contrôleurs généraux devaient tenir lieu de Conseil suprême du Trésor, le décret qui l'organisait n'ayant jamais été mis en vigueur.

Malgré de nouveaux arrangements, en février 1878, les Commissaires de la caisse furent obligés d'avoir recours aux tribunaux mixtes pour forcer le ministre des finances de tenir compte des déficits qui auraient dû être payés dans leurs caisses. Plus récemment, sur leur demande, et après des négociations où les commissaires prirent une part considérable, une commission d'enquête fut désignée, dont les membres de la caisse étaient membres.

Par suite de la réunion de la commission, le Khédive, pour marquer son désir d'effectuer les réformes indiquées, consentit à la nomination de deux ministres européens dans la personne de sir Rivers Wilson et de M. de Blignières. La présence d'européens dans le cabinet rendit inutile le contrôle spécial, et l'emploi de contrôleur général fut, en conséquence, supprimé.

Un emprunt fut, en octobre 1878, contracté chez MM. de Rothschild, le khédive lui-même et sa famille donnèrent en garantie leurs biens-fonds et propriétés immobilières.

La commission d'enquête était, à cette époque, occupée à la rédaction d'un second rapport, qui contenait des propositions relatives à la liquidation des dettes, consolidées et flottantes, de l'Etat. Ces propositions ne furent pas plutôt émises que le khédive, fatigué de ses ministres européens et des commissaires de la caisse, qui essayaient de lui poser des restrictions en matière d'administration financière, renvoya ses ministres européens et chargea Chérif-Pacha de former un cabinet indigène. Les commissaires de la caisse, en conséquence, le 10 avril 1879, résignèrent leurs fonctions de membres de la commission d'enquête.

Le second rapport de la commission d'enquête fut donc arbitrairement mis de côté par l'ex-khédive.

Le 22 avril 1879, il rendit un décret qui négligeait absolument la caisse et qui prescrivait un nouvel arrangement à la situation financière, n'imposait aucune réduction d'intérêt et promettait le paiement total à tous les créanciers.

Les commissaires de la caisse, durant tous ces agissements, gardèrent tous une attitude très ferme, et ils refusèrent de mettre en vigueur les dispositions du décret en tant que leur consentement était nécessaire pour modifier les arrangements actuels relatifs à la dette. A cette époque, les Puissances intervinrent, le khédive Ismail fut détrôné, et le khédive actuel arriva au gouvernement.

Le 12 novembre 1879, un décret fut rendu pour la réglementation de l'emprunt contracté chez MM. de Rothschild. Il fut fait avec l'agrément des commissaires de la caisse, laquelle fut chargée de l'emploi des sommes ainsi trouvées. Leurs reçus durent être acceptés comme valides par MM. de Rothschild, en échange des versements payables en exécution de leur contrat. La caisse dut aussi garder les sommes payées par MM. de Rothschild « en qualité de séquestre », conformément aux instructions qui devaient lui être données par la commission de liquidation, qui devait être désignée de concert avec les autres Puissances, et à défaut de cette com-

mission, conformément aux ordres que lui donnerait le khédive, de concert aussi avec les Puissances.

Les négociations avec les gouvernements d'Angleterre et de France, qui avaient été commencées par l'ex-khédive, pour l'établissement du contrôle, furent reprises peu après l'arrivée au pouvoir du nouveau khédive, et aboutirent à l'acceptation par les deux Puissances du contrôle, tel que l'organisait le décret du 18 novembre 1876. Leurs pouvoirs furent légèrement modifiés, mais les fonctions des commissaires de la caisse ne furent pas changées.

Le 31 mars 1880, une commission de liquidation fut désignée, composée de deux commissaires nommés par chacun des gouvernements de France et de Grande-Bretagne et d'un commissaire nommé par les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie respectivement.

Les membres de la commission étaient : Sir Rivers Wilson (président), M. Baravilly, M. Bellaigue de Bughes, M. Colvin, M. de Kremer, M. Liron d'Airolles, M. de Treskow.

Les travaux de la commission furent suivis peu après du décret du 17 juillet 1880, connu sous le nom de Loi de liquidation, qui fut agréé par toutes les Puissances. Par cette loi, les fonctions des commissaires de la caisse furent affirmées à nouveau. Toutes les administrations dont les revenus étaient affectés au service de la dette, durent rendre leurs comptes à la caisse, et, en fait, la caisse prit alors, du consentement de toutes les puissances, une place distincte dans l'administration du pays.

Plus récemment, en 1883, à l'époque où l'Angleterre était intervenue dans les affaires d'Egypte, ce qui est appelé le *condominium* fut aboli ; les contrôleurs furent remplacés par un conseiller des finances à la nomination du gouvernement anglais, auquel conseiller furent attachées plusieurs des fonctions des contrôleurs. Aucun changement, cependant, ne fut fait dans les fonctions de la caisse.

Par la conférence tenue à Londres en 1884, il fut convenu qu'un commissaire russe et un allemand seraient adjoints à la caisse, et la situation de la commission est reconnue par la convention du 18 mars 1885.

La situation de la caisse est donc la suivante :

Par le décret du 18 novembre 1876, elle est déclarée permanente jusqu'à l'extinction de la dette.

Son existence est affirmée par des actes publics postérieurs, et elle se compose maintenant de représentants des six grandes puissances qui ont, sur certains points, un contrôle important sur l'administration financière d'Egypte. En pratique, l'importance du contrôle est accrue par la substitution aux deux contrôleurs généraux d'un conseiller des finances armé de pouvoirs amoindris, et leurs fonctions ont pris un développement encore plus grand et une assise plus solide, grâce à la convention signée à Londres, le 18 mars 1885, par laquelle les représentants des Puissances sont reconnus par un traité européen et sont chargés de certaines fonctions se rapportant à l'emprunt, lequel a reçu une garantie internationale.

Les membres de ce conseil sont des hommes d'une situation considérable, choisis par leurs gouvernements respectifs. On comprendra donc qu'ils ne peuvent être détruits, sauf avec l'agrément des grandes Puissances, et aussi, jusqu'à un certain point, avec celui des petites, qui ont reconnu la juridiction des tribunaux mixtes et la loi de liquidation.

Il reste à examiner jusqu'où l'action de cette administration peut s'exer-

cer avantageusement ou en sens contraire, sur les finances futures de l'Égypte.

Pendant tout le temps qu'existèrent les contrôleurs généraux, les rapports entre eux et la caisse furent très cordiaux. Une série de réformes financières, amenant dans quelques cas une diminution des revenus, ne rencontrèrent aucune opposition de la part des commissaires. Ainsi, le droit sur le sel, qui était fixé au taux de 9 piastres par tête d'habitant, fut aboli et remplacé par la libre vente au tarif de 1 piastre par oke.

Un grand nombre de taxes vexatoires, tels que les droits personnels, les droits d'octroi dans les villages, et vingt-huit taxes peu importantes, furent abolies.

Un grand nombre d'articles qui payaient un droit d'action furent affranchis.

Les arriérés dus par les contribuables jusqu'à 1876 furent remis.

La taxe sur la terre cultivée en tabac fut abaissée de 750 à 600 piastres, et éventuellement à 250.

Maintes autres réformes, telles que la redistribution de l'assiette de l'impôt foncier, furent accomplies sous les auspices des contrôleurs généraux et avec l'approbation des commissaires de la caisse.

Mais depuis l'abolition du poste de contrôleur général, la caisse a presque incessamment assumé une intervention plus active, son attitude vis-à-vis du gouvernement en devint moins cordiale, et la situation financière l'Égypte prit une apparence plus troublée.

Les indemnités accordées après le bombardement d'Alexandrie aussi bien que les déficits budgétaires qui s'étaient accrus depuis 1882, avaient mis le trésor égyptien dans une position très embarrassée. Afin de prévenir la suspension des paiements, le trésor dut emprunter de l'argent pour les dépenses courantes. Des emprunts contractés chez MM. de Rothschild et autres, bien que considérés par le trésor comme rentrant dans les pouvoirs que lui conférait la loi de liquidation, ne furent pas vus de la même façon par les commissaires.

Ces emprunts étaient indispensables pour empêcher la banqueroute, et on sait fort bien que lorsque, sous l'empire d'une nécessité pressante, le gouvernement suspendit le paiement de l'amortissement de différentes dettes, la caisse intenta des actions aux ministres, chefs de l'administration, et même aux fonctionnaires de provinces inférieures, et ainsi les pouvoirs conférés à une corporation internationale se trouvèrent en conflit direct avec l'administration indigène.

La réduction de l'impôt foncier que lord Northbrook avait considérée comme nécessaire, et que le gouvernement égyptien réclamait vivement à la conférence, trouva de l'opposition chez les commissaires d'Autriche, de France et d'Italie.

Quand le décret Khédivial du 27 juillet (connu sous le nom de Convention financière) fut promulgué, le conseiller des finances (M. Vincent) soumit une série de propositions financières, dans l'intention de permettre à l'Égypte de reprendre, dans une période de deux années, le plein paiement de ses engagements. Ces propositions avaient pour but de développer le commerce et l'agriculture. Certains impôts auraient été réduits, mais une augmentation directe du revenu aurait compensé cette réduction. Ces propositions, affectant les « revenus désignés », devaient nécessairement être

soumises aux commissaires de la Caisse. La proposition d'abolir les droits d'exportation sur les céréales, et la réduction des droits de navigation, deux mesures qui avaient été recommandées par Lord Northbrook, auraient diminué les « revenus affectés » d'environ 53,000 l. La compensation offerte était une augmentation de l'impôt sur le tabac étranger, dont la production était évaluée à 120.000 l. La Caisse, cependant, accueillit ces propositions en acceptant l'augmentation du droit sur le tabac, en s'opposant à l'abolition des droits d'exportation sur le blé, et en acceptant les modifications proposées aux droits de navigation, à condition que la perte que subiraient les « revenus affectés, » serait spécialement compensée. Aucune réponse n'a jusqu'ici été donnée à la Caisse, et le Gouvernement exécute pendant ce temps certaines parties du projet auxquelles on ne peut faire aucune objection. Ainsi le droit d'importation sur le tabac étranger a été élevé, et on a procédé à un recensement des bateaux, dans l'intention d'abolir les péages des ponts, dont les revenus ne sont pas affectés à la Caisse. Les péages des ponts dans les provinces désignées, et ceux qui appartiennent aux chemins de fer, continueront à être levés pour le moment, et jusqu'à ce que ce point auquel la Caisse n'a donné qu'un assentiment conditionnel, ait reçu une solution satisfaisante.

L'intervention de la Caisse a aussi ajourné l'abolition de la corvée, et elle s'est récemment décidée à placer à intérêts les sommes qui, jusqu'à présent, sont restées inutiles dans ses coffres.

On comprendra donc que la Caisse ait, jusqu'à un certain point, assumé les fonctions du contrôleur général, même en opposition directe à la politique financière du Gouvernement, soutenue par les avis du conseiller des finances.

Les membres de la Caisse sont naturellement soutenus dans leurs prétentions par les représentants diplomatiques de leurs gouvernements respectifs.

Je ne désire nullement donner une appréciation défavorable des différents actes des commissaires. Ce sont des hommes d'une grande distinction et d'une grande capacité, qui ont été désignés pour veiller aux intérêts des créanciers étrangers, et, à tort ou à raison, leur action donnera souvent naissance à la critique, pour ne pas dire à l'irritation, quand elle paralysera en apparence l'administration financière indigène dans ses efforts pour introduire des mesures pour l'amélioration des revenus égyptiens, et pour alléger par des remaniements les charges des contribuables égyptiens.

Il est vrai que les fonctions de la Caisse sont en grande partie limitées à ce qu'on appelle les « revenus affectés », mais il est vrai aussi que leur influence doit nécessairement s'étendre à tous les revenus de la contrée, puisqu'il est impossible de prendre une mesure générale de réforme financière si la politique du gouvernement ne peut s'appliquer qu'aux revenus des provinces non affectées à la dette.

Les intérêts des créanciers étrangers sont affectés en même temps que ceux des indigènes par les mesures pour l'amélioration de la situation financière générale du pays, mais la constitution de la caisse et la séparation des revenus en « revenus affectés » et « revenus non affectés » donnent lieu nécessairement à des frottements perpétuels, et souvent interviennent dans des questions d'administration publique autres que les questions financières.

C'est un principe naturel de gouvernement que ceux qui tiennent les cordons de la bourse sont les maîtres du pays.

Les actes administratifs ordinaires peuvent toujours être paralysés par le refus des moyens nécessaires pour les mettre à exécution. C'est, par conséquent, un point à examiner que l'opportunité qu'il y a à conférer ces pouvoirs à des étrangers qui, bien que capables et consciencieux, sont nécessairement guidés par des considérations nationales différentes.

Je voudrais suggérer quelques progrès à faire dans la conciliation des fonctions de la caisse avec les intérêts généraux du peuple égyptien.

Parmi les nombreux plans proposés pour ramener l'Egypte à la prospérité, on a toujours mis en avant des projets de contrôle international permanent. Je ne veux pas aborder cette question maintenant, mais rien ne peut nuire davantage à la prospérité du pays que l'administration bipartite actuelle, par laquelle la condition fiscale du pays se trouve partagée sous deux contrôles différents, empêchant tout ce qui ressemblerait à une politique homogène.

Je remettrai mes propositions générales jusqu'à ce que j'aie soumis à Votre Excellence mes remarques sur les autres branches de l'administration internationale.

J'ai, etc. . .

(Signé) : H. DRUMMOND WOLFF.

(A suivre.)

---



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral  
sur sa gestion en 1886 (1).

---

#### DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE

##### TRAITÉS DE COMMERCE.

Les traités de commerce existant au moment de l'impression du présent rapport sont les suivants (vient un Tableau identique à celui déjà publié, *Archives*, 1886, II, p. 262, sauf qu'il faut y ajouter la Roumanie avec laquelle un Traité a été conclu le 7 juin 1886, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet suivant et qui doit expirer le 10 juillet 1891) :

##### *Remarques sur les tarifs en usage dans les états contractants.*

En matière de douanes, la Suisse jouit dans tous les pays avec lesquels elle a conclu des traités de commerce, des droits de la nation la plus favorisée, sauf avec la Roumanie où ces droits sont limités.

*Allemagne.* — Traités avec tarifs restreints : 1<sup>o</sup> avec l'Italie (4 mai 1883, durée 1<sup>er</sup> février 1892, peut être dénoncé pour la première fois pour le 1<sup>er</sup> février 1888 ; les droits allemands sont fixés pour le soufre, le tartre, le jus de réglisse, les raisins frais, la voaïlle, les fruits du midi, le riz, la soie, les cocons, les déchets de soie teinte, le corail, le marbre et les œufs) ; 2<sup>o</sup> avec l'Espagne (12 juillet 1883, durée 30 juin 1887 ; les droits allemands sont fixés pour le plomb, le fer, les plumes d'oiseaux, les cuirs et peaux, le liège, les ouvrages communs en liège, les bouchons de liège, les semelles et ouvrages fins en liège, les fruits du midi, le raisin, le safran, le chocolat, les olives, le caroube, la réglisse, les huiles, les huiles de poissons, le zinc, le vin, le seigle ; le droit fixe pour le seigle a été supprimé par la convention supplémentaire du 10 mai 1885 ; en revanche, les droits d'entrée allemands pour divers fruits du midi, pour le safran et le caroube ont subi une réduction) ; 3<sup>o</sup> avec la Suisse (23 mai 1881, peut être dénoncé d'année en année, et est actuellement soumis à revision ; il stipule la franchise de

(1) V. *Archives*, 1887, II, p. 299 et suiv.

droits pour les plantes potagères et fourragères vertes, les pommes de terre, les racines fraîches, les fruits et les baies, les plantes vivantes, le foin, les feuilles, les roseaux, la paille, les terres et substances minérales brutes, les pierres brutes, les métaux précieux, la limaille de monnaie, les déchets du fer, de la verrerie, de la poterie, de la cire, du cuir, la lessive-mère des savonneries, le sang, les rognures de corne, les sabots, les griffes, les os et la poudre d'os, les tendons d'animaux, les déchets de corroierie pour la fabrication de la colle forte, la lavure d'eau-de-vie, les marcs de raisins, les lies de vin, les tourteaux d'huile, le son, la balle, les engrais, les objets d'art, les échantillons, les objets usagés). Est applicable pour les autres articles que ceux ci-dessus dénommés, le tarif autonome du 15 juillet 1879, majoré en partie le 15 mai 1885.

*Autriche-Hongrie.* — Traité avec tarif étendu avec l'Italie, mais ce traité est dénoncé pour le 1<sup>er</sup> janvier 1888. Dans le traité de commerce avec la France (18 fév. 1884), le droit autrichien sur le vin mousseux est lié. Pour les autres articles, c'est le tarif autonome du 25 mai 1882, actuellement soumis à revision, qui est applicable.

*Belgique.* — Traité avec tarif étendu avec la France (31 octobre 1881; durée 1<sup>er</sup> février 1892). Dans le traité avec le Portugal (23 février 1874), le droit belge sur les vins est fixé, et dans le traité de commerce avec la Grande-Bretagne, qui peut être dénoncé d'année en année (23 juillet 1862), les droits pour le fil de coton sont liés. Dans le tarif autonome en vigueur, du 23 mai 1862, les droits conventionnels sont généralisés.

*Danemark.* — Tarif autonome avec surtaxe de 50 0/0 pour les états non privilégiés. Par suite du traité de commerce, la Suisse appartient aux états « privilégiés » et n'est ainsi pas soumise à la surtaxe. Le Danemark n'a pas conclu de traités avec tarifs.

*L'Espagne* a un tarif modéré pour les états contractants et un tarif élevé pour les pays non contractants. Les droits du premier tarif sont en grande partie liés dans le traité avec la France (6 février 1882). Quelques-uns de ces droits sont aussi fixés dans les traités : 1<sup>o</sup> avec la Belgique (4 mai 1878; papiers, peaux, machines); 2<sup>o</sup> avec l'Allemagne (12 juillet 1883; rails de chemins de fer, fils de fer et d'acier, couleurs, fils de laine teints, poissons, machines, eau-de-vie); avec l'Italie 2 juin 1884; entre autres : marbre, faïence, porcelaine, manne, quinine, alun, soufre, allumettes, chanvre et fil de chanvre, cordages, tissus et dentelles de soie et de bourre de soie, papier, papier-tecture, douves, charbon végétal, ouvrages en paille, riz, conserves et confitures, pâtes alimentaires pour potages, ornements en corail, caoutchouc et articles en caoutchouc, articles de passementerie); 3<sup>o</sup> avec la Suisse (14 mars 1883; extraits colorants, vernis, couleurs, ouvrages en paille et en sparte, machines, pâtes alimentaires, farine lactée, etc.); 4<sup>o</sup> avec la Suède et la Norvège (15 mars 1883; goudron, résine, brais, asphalte, verre creux, fer, tuyaux en fer, tôles, barres de fer, fils de fer, clous, vis, couteaux, huiles de poissons, papiers, bois et ouvrages en bois, pâtes de bois, rogues et autres dépouilles animales non dénommées, machines, poissons, eau-de-vie, bière et cidre).

Les droits espagnols convenus dans le traité avec l'Autriche-Hongrie (3 juin 1880), pour le verre, la porcelaine, les faux, les faucilles, les fils et tissus de chanvre et de lin, le papier de soie, les douves, les plan-

ches, les poutres, les traverses pour chemins de fer, les vergues, les bois de construction, les articles en bois et les boutons, seront abrogés en avril 1887, attendu qu'ils n'avaient été fixés transitoirement que pour une durée de six ans.

*Etats-Unis d'Amérique.* — Comme la Russie. Le tarif autonome du 3 mars 1883 est exclusivement appliqué.

*France.* — Traités avec tarifs étendus : avec la Belgique (31 octobre 1881), l'Italie (3 novembre 1881), le Portugal (19 décembre 1881, 6 mai 1882), la Suède et la Norvège (30 décembre 1881), l'Espagne (6 février 1882), et avec la Suisse (23 février 1882), expirant tous le 1<sup>er</sup> février 1892, à l'exception du traité avec l'Italie, qui peut être dénoncé le 1<sup>er</sup> janvier 1888. Il existe en outre un traité avec tarif restreint avec les Pays-Bas (19 avril 1884, pouvant être dénoncé d'année en année), qui comprend les articles suivants : fromages, beurre, poissons, acides oléique et stéarique, vernis, amidon, bougies, boissons distillées, faïence, tissus de coton mélangé, à l'exclusion de la soie et de la bourre de soie, tissus de laine, papiers et cartons. Les autres articles sont traités d'après le tarif autonome du 7 mai 1881.

*Grande-Bretagne.* — Le traité de commerce avec l'Espagne modifie l'échelle anglaise de l'alcool pour la taxation du vin. Pour le reste est applicable le tarif autonome, qui ne frappe d'un droit que les articles suivants : éther, bière, hydrate de chloral, chloroforme, chicorée et autres surrogats du café, collodion, vinaigre, figues, vernis, vaisselle d'or et d'argent, iode, café, cacao, raisins de corinthe, malt, huile, huile de naphte, pruneaux, pickles, raisins secs, cartes à jouer, spiritueux, extrait de sapin pour la bière d'épinette, tabac, thé, savon transparent, vin. Tous les autres articles sont exempts de droits. Un tarif spécial existe pour les colonies. La clause de la nation la plus favorisée, stipulée dans le traité avec la Suisse, s'étend aussi aux colonies.

*Iles Hawaï (Sandwich).* — La franchise de droits est stipulée pour une série d'articles par le traité de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique du Nord. Pour le reste, le tarif autonome paraît seul appliqué.

*Italie.* — Traités avec tarifs étendus, avec la France (3 novembre 1881) et l'Autriche-Hongrie (27 décembre 1878), pouvant être tous deux dénoncés pour le 1<sup>er</sup> janvier 1888. — Traités avec tarifs restreints : 1<sup>o</sup> avec l'Allemagne (4 mai 1883, pouvant être dénoncé pour le 1<sup>er</sup> février 1888 ou 1892; les droits italiens sont liés pour les alcooloides, le zinc et les ouvrages en zinc, les instruments de physique et instruments analogues, le houblon); 2<sup>o</sup> avec la Suisse (22 mars 1883, pouvant être dénoncé pour le 1<sup>er</sup> janvier 1888; les droits italiens sont fixés pour les fils et les tissus de jute, le bois, les ouvrages en vannerie, l'or et l'argent, la bijouterie, les montres de poche, les orgues, les boîtes à musique, l'extrait de lait, le fromage, la passementerie, les articles en caoutchouc et en gutta-percha); 3<sup>o</sup> avec l'Espagne (2 juin 1884; les droits sont fixés pour le vin, l'alcool, l'huile, le safran, la laine, le liège et les articles en liège, le sparte, le fer, le cuivre, le mercure, les fruits, le poisson, les sardines, les plumes pour literie). Pour les autres articles est applicable le tarif autonome du 9 août 1883; ce tarif est actuellement soumis à revision.

*Japon.* — Toutes les importations sont traitées d'après le tarif conclu

le 25 juin 1866 avec l'Angleterre, la France, les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique; la Suisse est entrée le 26 avril 1867 dans l'arrangement y relatif. Ce tarif, ainsi que les traités avec le Japon, sont depuis longtemps en travail de revision; les droits prévus dans une conférence avec les représentants des états contractants s'élèveraient pour les principaux articles de l'importation suisse de 10 à 20 pour 100 de la valeur.

*Pays-Bas.* — Traité avec le tarif restreint avec la France (19 avril 1884); il peut être dénoncé d'année en année et lie les droits néerlandais pour les tissus manufacturés en matières textiles, pour les extraits de bois de teinture, les huiles, les pâtes alimentaires, la mercerie, les meubles, les articles de mode, les parfumeries, les ouvrages d'or, d'argent et de bronze, les ouvrages en caoutchouc et en gutta-percha, le papier, le verre, la verrerie et la poterie, les pruneaux, le vin. Les autres articles sont soumis au régime du tarif autonome du 15 août 1862, modifié dès lors sur divers points.

Pour les *Indes néerlandaises*, un nouveau tarif, applicable à toutes les importations, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1886. Conformément à son traité, la Suisse jouit dans les colonies néerlandaises du traitement de la nation la plus favorisée.

La *Perse* ne paraît avoir conclu aucun traité avec tarif. Les traités avec l'Allemagne, la France, la Hollande, l'Italie, l'Autriche et la Suisse reposent sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée.

*Roumanie.* — Traités avec tarifs restreints, avec l'Allemagne (14 novembre 1877), la Grande-Bretagne (5 avril 1880 et traité supplémentaire du 26 novembre 1886), la Russie (16 décembre 1886). Le traité avec la Suisse repose sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée, mais il renferme une liste des articles qui sont exceptés de ce principe pour autant que cela concerne les taxes qui étaient déjà convenues avec d'autres états au moment de la conclusion du traité suisse. Notre pays profite aussi des nouvelles conventions douanières comprenant ces articles. De telles réductions des droits conventionnels sont déjà survenues pour certaines espèces de couleurs, pour le fil de coton, pour les chapeaux, par exemple, par le fait que la Roumanie a conclu, le 27 novembre, une convention additionnelle avec la Grande-Bretagne. Est applicable, pour le reste, le tarif autonome du 29 mai 1886.

La *Russie* n'a, dans aucun de ses traités, modéré ou lié des droits. Le tarif autonome est seul appliqué.

*Salvador*, comme la Russie.

*Serbie.* D'après le traité de commerce avec la Grande-Bretagne (7 février 1880), les droits ne peuvent excéder 8 % de la valeur; font exception les fils de laine et de coton, pour lesquels un droit de 5 % seulement est stipulé. Il existe en outre des traités avec des tarifs étendus avec l'Allemagne (6 janvier 1883) et l'Autriche (6 mai 1881), renfermant des droits en partie spécifiques.

Le *Transvaal* ne possède aucun traité avec tarif. Suivant le tarif autonome entré en vigueur le 6 septembre 1886, le droit pour la plupart des articles s'élève à 5 % de la valeur.

*Turquie.* En vertu des traités avec les puissances européennes, le droit d'entrée ne peut excéder 8 % de la valeur. Les tarifs spécifiques

arrêtés autrefois sur cette base sont remplacés provisoirement depuis le milieu d'octobre 1884 par la taxation à raison de 8 % de la valeur, car les droits spécifiques qui ont été fixés il y a plus de 20 ans ne correspondent plus à la valeur actuelle de la plupart des marchandises. La Porte est maintenant en négociations avec les divers états pour la conclusion de nouveaux traités et de tarifs spécifiques établis en prenant pour base une valeur plus élevée des marchandises. Les négociations avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont déjà terminées ; celles avec la France — pays qui négocie aussi pour la Suisse — sont près d'aboutir.

Nous avons à faire remarquer ce qui suit sur le développement de nos relations conventionnelles en 1886 :

Un nouveau traité a été conclu avec la Roumanie. Des négociations ont en outre eu lieu avec l'Allemagne, l'Equateur, le Japon, la république du Transvaal et la Turquie au sujet de la conclusion de nouveaux traités, ou pour la revision des traités existants.

Nous avons fait mention, dans notre dernier rapport de gestion, de l'expiration de l'ancien traité de commerce avec la Roumanie, de la situation qui en est résultée, et des efforts déployés inutilement en vue de la conclusion d'un nouveau traité.

Ces efforts, continués au commencement de l'année pour arriver à régler de nouveau la situation par un traité, et à mettre fin à l'application aux produits suisses du haut tarif général roumain, ont été couronnés de succès. Un nouveau traité a été signé le 7 juin ; vous l'avez ratifié sur la base de notre message du 14 juin, et il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet (1). L'espoir exprimé dans ce message que la clause de la nation la plus favorisée, stipulée dans le traité, se montrerait bientôt très avantageuse, bien qu'elle soit limitée, s'est déjà en partie réalisé. En effet, la Roumanie a conclu avec l'Angleterre, le 27 novembre (2), une convention additionnelle au traité de commerce de 1880, encore en vigueur, convention par laquelle les droits roumains sont réduits pour les articles suivants, entre autres, qui intéressent la Suisse :

Couleur ordinaire préparée à l'huile (couleur fondamentale), 8 francs, au lieu du droit de 16 francs fixé par le tarif conventionnel ;

Fils de coton teints, 45 francs, au lieu du droit de 60 francs du tarif général ;

Chapeaux en feutre ou en laine, 200 francs, au lieu de 600 francs suivant le tarif général.

On peut attendre prochainement la réalisation d'un nouveau traité entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, avec d'autres réductions de droits intéressant la Suisse ; il en est de même du traité allemand-roumain.

Nous avons conclu avec la France, le 26 juillet, en vue de l'élévation des droits suisses sur l'alcool, une convention additionnelle au traité de commerce du 23 février 1882. Vous avez ratifié cette convention sur la base de notre message du 26 novembre (3).

(1) V. ce traité, *Archives*, 1886, III, p. 429.

(2) V. ce traité, *Archives*, 1887, I, p. 433.

(3) D'après une note insérée dans la *Feuille fédérale*, le Conseil fédéral a pris, à la date du 4<sup>er</sup> juillet 1887, la délibération suivante :

Abstraction faite de cette convention additionnelle, il n'est survenu dans nos rapports conventionnels avec la France, aucune modification ni directe, ni indirecte. Pendant l'année, la France n'a conclu avec d'autres états aucun traité modifiant son tarif général ou son tarif conventionnel. Suivant la statistique commerciale officielle de la France, notre trafic commercial, pris en bloc, avec ce pays, a depuis 1881 presque continuellement diminué au point de vue de la valeur. Mais la diminution de l'exportation française en Suisse est beaucoup plus forte que celle de l'exportation suisse en France; la première s'élève au 2 % environ, tandis que la seconde n'est que de 8 %, ainsi que cela ressort des chiffres que voici :

	1881	1882	1883	1884	1885
	(Millions de francs :)				
Exportation en France. . . . .	125,5	120,4	120,3	116,3	116,0
Importation de France. . . . .	243,0	249,0	229,2	218,4	188,2

Des personnes compétentes attribuent cette diminution dans le trafic, — abstraction faite des détails, — bien plus aux conditions générales de la production et aux conjonctures commerciales, qu'aux droits et aux traités de commerce.

En ce qui concerne l'Allemagne, les relations se sont présentées sous un aspect très défavorable pour la Suisse, depuis le 23 mai 1881, date de la conclusion de notre traité de commerce avec ce pays. Le tarif douanier allemand n'a été réduit par les traités conclus depuis lors avec d'autres états, tels que l'Italie, l'Espagne, etc., que pour un petit nombre d'articles ayant un intérêt pour la Suisse, de sorte que la clause de la nation la plus favorisée, stipulée avec l'Allemagne, s'est jusqu'à ce jour montrée presque sans valeur pratique. En outre, l'Allemagne a, le 23 mai 1885, majoré ses droits pour une série d'articles importants pour l'exportation suisse. Par contre, et en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, ce pays jouit des nombreuses réductions du tarif suisse des péages accordées à la France, à l'Italie et à l'Espagne. L'opinion publique en Suisse était, pour cette raison, divisée sur le point de savoir si, ensuite de la disparité que nous venons d'indiquer, le traité devait ou non être dénoncé; mais l'unanimité régnait sur ceci, c'est que la question de la continuation des rapports conventionnels qui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1886, ne dureraient plus que d'année en année, devait dans tous les cas être examinée. Le département du commerce avait, à cet égard, commencé, en 1885 déjà, des études préparatoires et des recherches avec le concours de l'Union suisse du commerce et de l'industrie et du Gewerbeverein suisse. Le résultat des enquêtes et des discussions qui ont eu lieu à ce sujet a déterminé le conseil fédéral à présenter au gouvernement allemand l'état de la question par une note dont nous avons donné connaissance dans votre session de l'été dernier, et à lui proposer en première ligne une entente sur les améliorations les plus nécessaires à apporter aux conditions actuelles, par la voie d'une révision du traité. Le gouvernement allemand s'est déclaré en principe d'accord sur ce point.

« La Convention conclue le 26 juillet de l'année dernière avec la France au sujet de l'importation en Suisse de vins, de spiritueux, d'acide acétique et de parfumerie étant devenue sans objet ensuite de l'adoption de la loi fédérale du 23 décembre 1886 sur les *spirituosa*, le Conseil fédéral a chargé la légation suisse à Paris d'en donner officiellement connaissance au gouvernement français. »

Les négociations ont commencé le 1<sup>er</sup> novembre à Berlin sous la direction, pour ce qui concerne la Suisse, de M. le ministre Roth assisté d'un certain nombre d'experts du pays, après que les délibérations préliminaires nécessaires eurent eu lieu à Berne dans le sein d'une assemblée de représentants de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des petits métiers. Comme ces négociations sont encore en cours, nous devons, sur cet objet, nous borner à ce qui précède.

L'Autriche-Hongrie s'occupe actuellement de la revision de son tarif dans le sens d'une majoration des droits. La mise en vigueur de ces augmentations de droits aura, pour notre régime conventionnel avec l'Autriche-Hongrie établi par notre traité qui peut être dénoncé d'année en année, les mêmes conséquences fâcheuses que celles qui se sont produites avec l'Allemagne à la suite des élévations de droits en 1885, et qui ont mis en question l'opportunité de prolonger sans changement notre traité avec ce pays. Abstraction faite de cette circonstance, le traité de commerce entre l'Autriche et l'Italie a été dénoncé pour la fin de 1887. L'existence future des droits favorables que nous avons tirés de ce traité pour certains tissus de soie, pour les fromages, etc., sera par là menacée. Le renouvellement et la modification du traité de commerce entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne doivent aussi être mentionnés comme imminents. Vu cet état de choses, le conseil fédéral a tout d'abord réclamé le concours de l'Union suisse du commerce et de l'industrie et du Gewerbeverein suisse pour obtenir des renseignements détaillés sur les relations actuelles entre la Suisse et l'Autriche, relations qui depuis l'ouverture de l'Arzlberg ont acquis une importance beaucoup plus considérable. Leurs rapports ont déjà été remis au département du commerce, et ils offriront au conseil fédéral de précieux points de repère pour fixer sa ligne de conduite dans l'affaire du traité avec l'Autriche. Une statistique comparative de notre trafic avec ce pays pendant l'année 1885, a été envoyée dans le courant du deuxième semestre de 1886 à tous les membres de l'assemblée fédérale, aux gouvernements cantonaux, ainsi qu'aux associations ou sociétés du commerce, de l'industrie, des arts et métiers, etc.

Les choses se présentent d'une manière analogue en ce qui concerne l'Italie. Le traité italo-suisse du 22 mars 1883 peut être dénoncé pour la fin de l'année 1887. Il peut être fait usage de cette faculté jusqu'à fin juin 1887. Comme l'Autriche, l'Italie est occupée à majorer de nouveau son tarif douanier. Eu égard à ce fait, ses traités avec la France et l'Autriche-Hongrie ont déjà été dénoncés vers la fin de 1886, et l'on peut en conséquence s'attendre à ce qu'une dénonciation du traité suisse sur-vienne aussi dans le premier semestre de 1887.

Pendant l'année 1886 s'est donc préparée la revision de nos traités de commerce avec trois états voisins, et ainsi que nous vous l'avons dit ailleurs, le projet d'une modification de notre tarif des péages, que nous vous avons soumis dans votre session de décembre, découle en partie de cette circonstance.

Les négociations depuis si longtemps pendantes avec la Turquie et

avec le Japon n'ont encore, en 1886, abouti à aucune solution. La marche des affaires avec la Turquie a été en partie entravée par des événements politiques, tandis que la revision du traité avec le Japon conclue ou consentie par les puissances réunies, rencontre maintenant de l'opposition de la part de quelques états et a, ces derniers temps, plutôt reculé qu'avancé.

Ce sont aussi des événements politiques qui ont refoulé à l'arrière-plan le projet de conclusion d'un traité de commerce avec la Grèce. — Les négociations mentionnées dans notre dernier rapport de gestion, sur la conclusion, avec l'Equateur, d'un traité d'amitié, de commerce et d'établissement, n'ont de même pas fait de progrès en 1886. — La ratification d'un semblable traité avec la République du Transvaal n'est pas non plus intervenue; en ce qui concerne ces deux traités, nous avons déjà fait les communications nécessaires dans le rapport de gestion du département de justice et police.

## II. CONTESTATIONS SURVENUES DANS LES RELATIONS COMMERCIALES ET DOUANIÈRES.

Ces contestations se sont de nouveau rapportées à des questions de natures très diverses, relatives surtout et comme d'habitude à des transactions avec la France et l'Italie; en revanche, notre intervention n'a été que très rarement demandée pour des contestations avec l'Allemagne, l'Autriche et d'autres états.

Les décisions prises n'ont une certaine importance et un intérêt général que pour un seul cas dont nous allons parler ci-après avec quelques détails. Les autres cas se rapportent à la tarification douanière, au Japon, de couvertures de laine pour chevaux; en Italie, de mousseline de coton avec apprêt bleuâtre, de boîtes à musique, de cigarettes et de parquets; en France, de transmissions pour machines à tisser, de sculptures sur bois, de jus de réglisse, de mélasse caramélisée; en Algérie, de mousseline brodée en couleur; en Allemagne, d'outils et de fournitures d'horlogerie, ainsi que de buckskin; en Russie, d'imitations en paille et de Magenbitter; en Bulgarie, de jasmas (Türkenkappen); à l'admission en franchise de droits d'outils d'une fabrique allant s'établir en Allemagne, etc. Une solution favorable aux réclamants a pu être obtenue pour une partie de ces derniers cas. Une partie des contestations proviennent généralement, chaque année, de l'omission par l'expéditeur d'accomplir des formalités prescrites, et bien des réclamations sont élevées par suite de l'ignorance des tarifs.

Dans les relations avec la France, une décision du ministère français du commerce relative à l'interdiction d'importer des produits étrangers munis de noms ou marques français, a principalement donné lieu à des réclamations. Cette décision, en date du 26 février, est conçue en ces termes :

« L'attention du gouvernement a été appelée sur le préjudice que cause à notre industrie la pratique qui consiste à introduire en France des objets fabriqués à l'étranger et qui portent soit la désignation d'une localité française, soit le nom véritable ou simulé d'un fabricant français. Quelquefois ces produits, après avoir été importés sous le régime de

l'entrepôt réel, sont réexpédiés, avec une apparence d'origine française, sur les marchés étrangers où ils font aux produits vraiment français une concurrence déloyale.

« Après une étude très approfondie de la question, mon département, d'accord avec ceux des finances et de la justice, a reconnu que la jurisprudence établie par un arrêt de la cour de cassation, en date du 28 février 1884, fournit les moyens de défendre notre industrie contre les abus signalés plus haut.

« Cet arrêt a décidé que le fait d'apposer sur des produits fabriqués à l'étranger des mentions telles que : « Nouveautés de Paris », « Modes parisiennes », tombe sous l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1824 et de l'article 19 de la loi du 28 juin 1857.

« Il résulte, en outre, de cet arrêt, que la prohibition de la loi est absolue et qu'il n'y a pas lieu de distinguer si l'apposition, sur un produit industriel, de noms supposés ou altérés, a eu lieu sur l'ordre du commerçant français : cette jurisprudence infirme ainsi celle qui avait été consacrée par l'arrêt de la même cour, en date d'avril 1864, et par lequel elle avait déclaré que l'article 19 de la loi du 28 juin 1857 n'était applicable qu'à l'usurpation frauduleuse, faite à l'étranger, et que, par suite, il n'y avait aucun délit quand c'était du consentement et par l'ordre de celui-ci que son nom et sa marque étaient apposés sur des produits fabriqués à l'étranger.

« Il m'a donc paru, ainsi qu'à MM. les ministres des finances et de la justice, qu'il y avait lieu de rapporter les dispositions contenues dans la circulaire ministérielle adressée, le 8 juin 1864, aux chambres de commerce à la suite de l'arrêt précité de la cour de cassation, en date du 9 avril précédent. Nous avons, en conséquence, décidé qu'à l'avenir tous les produits venant de l'étranger et portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant français, soit enfin une mention quelconque pouvant faire supposer que lesdits produits seraient de provenance française, seront saisis conformément à l'article 19 de la loi du 28 juin 1857. »

L'exécution de ces prescriptions, que nous avons rendues publiques par la voie de la Feuille officielle suisse du commerce, a causé de nombreuses perturbations dans les affaires et de nombreux dommages aux industriels suisses appartenant à la branche horlogère surtout. Un grand nombre de réclamations nous ont été adressées à ce sujet, entre autres et principalement par la société intercantonale des industries du Jura, par la chambre du commerce de Genève, et par l'association des fabricants et marchands d'horlogerie de la même localité.

Abstraction faite de la circonstance que l'apposition de noms et marques français sur des produits suisses et destinés à la France a ordinairement lieu sur la demande du commettant français, soit d'une manière tout à fait loyale et dans l'intérêt du commerce français, la décision dont il s'agit est contraire à l'article 10 de la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle. Suivant cet article, il ne suffit pas, pour saisir un produit, que celui-ci porte faussement le nom d'une localité déterminée, mais il faut encore que cette indication soit jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. Les réclamations formulées sur la base de ce qui précède, par l'organe de la légation suisse à Paris, aboutirent à une suspension momentanée

de la décision en question, mais non pas à un arrêt de principe, ni à un retrait plein et entier de la mesure. Nous avons cependant pu observer que l'administration française avait pris comme ligne de conduite de juger équitablement chaque cas particulier sans agir avec une trop grande rigueur, et nous n'avons en conséquence pas cru devoir insister pour arriver à un complet règlement de principe de la question, qui aurait peut-être laissé à l'administration douanière trop peu de latitude pour qu'il soit appliqué avec ménagement. Une réunion de délégués des associations et sociétés ci-dessus désignées, convoquée par le département du commerce, s'est également prononcée en ce sens qu'une attitude expectante répond le mieux aux circonstances susmentionnées. Le décret est de nouveau appliqué depuis le 1<sup>er</sup> novembre, mais il ne nous est dès lors parvenu aucune nouvelle réclamation y relative. L'autorité compétente a du reste déclaré tout à fait admissible de mettre des noms français sur des produits fabriqués à l'étranger, si en même temps le nom et le domicile du fabricant étranger y sont indiqués.

### PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

#### 1. *Propriété littéraire et artistique.*

a. *Exécution de la loi fédérale du 23 avril 1883 et des traités internationaux.* — Les travaux relatifs à cette exécution se sont limités, comme l'année dernière, à donner des renseignements et à procéder à l'inscription de quelques œuvres littéraires et artistiques.

Le nombre des inscriptions obligatoires d'œuvres suisses s'est élevé à.....	8 (en 1885 : 3);
Celui des inscriptions facultatives d'œuvres suisses, à.....	76 (en 1885 : 26);
Inscriptions d'œuvres allemandes.....	26 (en 1885 : 26);
Inscriptions d'œuvres d'autres Etats contractants.....	— (en 1885 : 1).
Total des inscriptions.....	110 (en 1885 : 56).

Nous devons encore mentionner que l'on tente parfois de faire inscrire dans le registre de la propriété des œuvres littéraires et artistiques, des dessins qui, par suite de leur destination, doivent être considérés comme marques de fabrique ou de commerce (voir article 2 de la loi du 19 décembre 1879); ces faits ont lieu soit en vue d'obtenir l'un ou l'autre avantage, soit par ignorance, etc. Il va sans dire que, dans de tels cas, les directions nécessaires ont chaque fois été données aux requérants.

b. *Convention concernant la création d'une Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.* — Ainsi que nous avons pu le faire entrevoir dans notre dernier rapport de gestion, cette convention a été terminée en 1886, c'est-à-dire qu'elle a été signée définitivement le 9 septembre 1886 par les représentants des Etats contractants. Nous nous référons, en ce qui concerne les délibérations qui ont eu lieu, aux actes de la troisième conférence internationale tenue à Berne du 6 au 9 septembre, actes qui sont à votre disposition, — et pour l'historique et l'importance de la convention elle-même, à notre message du 19 novembre 1886 (Feuille fédérale, 1886, III. 595), par lequel nous avons soumis celle-ci à votre ratification; la question est encore pendante.

Par circulaire du 12 octobre, nous avons communiqué les résultats de la conférence aux Gouvernements des Etats qui y étaient représentés et qui ont signé la convention, et nous les avons invités à nous faire parvenir leurs actes de ratification dans le délai d'un an à partir de la signature de la convention. Nous avons, à la même époque, attiré l'attention des Etats non représentés à la conférence, sur l'article 18 de la convention, suivant lequel l'entrée dans l'Union peut avoir lieu par une déclaration adressée au Conseil fédéral suisse.

## 2. *Propriété industrielle.*

*a. Marques de fabrique et de commerce.* — Le tableau statistique ci-annexé donne des indications détaillées sur les opérations faites jusqu'à fin 1886 dans le registre des marques suisses et dans celui des marques étrangères.

En se basant sur les prescriptions légales existantes, le bureau fédéral des marques de fabrique et de commerce a, pendant l'année 1886, refusé 58 marques en partie indigènes, en partie étrangères, dont l'enregistrement lui était demandé. Cinq de ces marques ont été refusées en vertu de l'article 5, chiffre 4, de la loi du 19 décembre 1879; cinq destinées à être apposées sur des objets en métal, l'ont été par suite de ressemblance avec le signe de contrôle suisse pour le titre argent 0.875 (ours, voir règlement du 17 mai 1881, article 1<sup>er</sup>), et une parce qu'elle était une imitation du poinçon allemand pour les objets d'or et d'argent (couronne impériale avec indication de titre). Trois recours contre ces décisions du bureau ont été interjetés devant le département qui, dans un cas, a autorisé l'enregistrement de la marque.

L'avis prévu par l'article 12 de la même loi, pour des marques semblables à celles qui sont déjà enregistrées, a été envoyé dans 29 cas.

Le grand nombre de marques refusées peut déjà faire conclure, et les expériences faites confirmer que notre législation sur la protection des marques est encore, dans le monde commercial, bien ignorée et bien incomprise. Cela est d'autant plus surprenant que cette législation est en vigueur depuis sept ans déjà, et si les intéressés se souciaient un peu plus du droit existant en cette matière, ils pourraient s'éviter divers désagréments et divers frais, et même des dommages graves. Il serait très désirable que cette indifférence inexcusable montrée à l'égard de la légalité des marques, légalité souvent vitale pour un commerce, disparût. Le bureau a même souvent la plus grande peine, malgré ses conseils réitérés, à empêcher, pour autant que cela dépend de lui, l'usage de marques tout-à-fait sans valeur ou même contrefaites.

Relativement à l'exécution en détail de la loi, nous ajoutons ce qui suit :

Il arrive souvent que des armoiries publiques figurant sur des étiquettes ou marques de particuliers sont munies de l'inscription « marque de fabrique ». Vu l'article 4, 3<sup>me</sup> alinéa, de la loi, ce procédé a été déclaré inadmissible, parce qu'il fait naître la fausse croyance que l'armoirie même est la propriété du seul déposant et est protégée en sa faveur.

Malgré toute la vigilance déployée par le bureau, il n'est pas possible d'éviter que l'on ne parvienne à faire enregistrer comme marques des armoiries inconnues d'Etats ou de villes. Mais il est regrettable que

lorsque fortuitement l'erreur est découverte, l'enregistrement ne puisse plus être annulé sans le consentement du déposant, notre loi étant muette quant à la radiation d'office des marques.

On essaie fréquemment de déposer des marques représentées par une raison de commerce incomplète. A cet égard, et conformément aux articles 2, 3, 4 et 13 de la loi, on s'en est tenu fermement au point de vue que des raisons ne peuvent être enregistrées comme marques que lorsqu'elles correspondent exactement à leur inscription dans le registre du commerce.

Relativement aux marques ne se composant que de mots (voir articles 4 et 13 de la loi), une autre question intéressante a encore surgi : c'est celle de savoir si des marques composées de signes chinois signifiant certains mots, telles que celles, par exemple, qui sont employées dans l'industrie horlogère, ont, d'après la loi suisse, droit à la protection, ou si elles ne jouissent pas de la protection comme n'étant formées que d'initiales ou de mots. L'autorité administrative a annoncé qu'elle ne pouvait donner une réponse positive sur ce point, mais que des marques ainsi composées peuvent être admises provisoirement dans le registre.

Un office cantonal nous a demandé de quelle manière pourrait être annulée une marque enregistrée et employée pour l'exercice non autorisé de la médecine ; il a été répondu à cette demande que la question rentrait dans la compétence de l'autorité judiciaire, en ajoutant que l'interdiction qui serait prononcée de fabriquer la marchandise dont il s'agit devait aussi entraîner après elle, *eo ipso*, la déchéance de la marque qui était destinée à distinguer cette marchandise.

Relations internationales. L'affaire de la convention avec les Etats-Unis d'Amérique n'est pas sortie de la situation que nous avons indiquée dans notre dernier rapport de gestion.

La convention avec l'Autriche-Hongrie pour la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce, dont nous avons aussi fait mention dans notre précédent rapport et qui a été conclue le 22 juin 1885, a été publiée le 4 juillet 1885 par la Suisse, et le 10 avril 1886 par l'Autriche-Hongrie ; elle est entrée en vigueur à cette dernière date.

Le jugement du Tribunal fédéral du 9 octobre 1885 (voir rapport de gestion de 1885) a engagé notre bureau des marques à adresser, le 15 mai, aux propriétaires des marques étrangères frappées par ce jugement, une circulaire leur donnant connaissance de l'état de choses et leur faisant remarquer que, pour conserver leurs droits, ils auraient à renouveler en Suisse le dépôt de leurs marques.

Chose suprenante, cette démarche n'a pas obtenu un grand succès. Des 631 marques étrangères enregistrées en Suisse, dont notre dernier rapport de gestion donne l'énumération et auxquelles s'applique le jugement sus-mentionné, 31 d'entre elles étaient, il est vrai et en tout état de cause, éteintes au 31 décembre 1886 par suite de l'expiration du terme de protection de 15 années ; mais des autres marques, il n'en a été renouvelé valablement que 52, de sorte qu'il en reste 548 sans protection.

Ensuite de ces circonstances, l'ambassade française à Berne, a, par note du 17 novembre 1886, proposé de régler la question par une adjonction à la convention franco-suisse, du 23 février 1882, con-

cernant la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce, etc., dans le sens que pour les dépôts de marques effectués en Suisse conformément à la convention du 30 juin 1864, le terme de protection de 15 années à dater du dépôt, acquis à l'origine, continuerait à être valable jusqu'à son expiration. Nous avons décidé, le 13 décembre, d'accueillir cette proposition et d'entrer à ce sujet en négociations sur la base de la réciprocité. Ces négociations ne sont pas arrivées à leur terme en 1886 (1).

Relativement à l'exécution du postulat voté par le Conseil national, le 23 juin 1886, nous nous référons à notre message du 9 novembre, accompagné du projet d'une loi fédérale complétant celle du 19 décembre 1879. Cette affaire est pendante devant les Chambres.

*b. Inventions, dessins et modèles.* — Par notre message du 1<sup>er</sup> juin (2), nous vous avons présenté un rapport détaillé sur cette matière et avons renouvelé notre proposition du 26 novembre 1881 relative à l'adoption d'une adjonction à la constitution donnant à la Confédération le droit de légiférer dans ce domaine.

Le Conseil national a décidé, le 18 juin, par 76 voix contre 45, d'entrer en matière sur cette proposition, et a, le 24 juin, par 88 voix contre 16, adopté celle-ci avec la rédaction suivante :

« Il est ajouté à l'article 64 de la constitution fédérale du 29 mai 1874, après les mots :

Sur la propriété littéraire et artistique,

Un nouvel alinéa portant :

Sur la protection de nouveaux dessins et modèles, ainsi que d'inventions représentées par des modèles et qui sont applicables à l'industrie. »

Quant aux Conseil des Etats, sa Commission seule s'est occupée de la question, et dans une séance qu'elle a tenue le 19 octobre, trois de ses membres se sont prononcés pour et trois contre l'entrée en matière. Ensuite de ce résultat, chaque section nommera son rapporteur, et lorsque le Conseil aura voté sur l'entrée en matière, le projet retournera à la Commission pour fixation définitive, si toutefois cette votation donne un résultat affirmatif.

Une série de manifestations sont venues appuyer le mouvement en faveur de la protection des inventions; outre celles énumérées dans notre message du 1<sup>er</sup> juin, il s'en est dès lors produit de la part :

1. Du Comité pour le relèvement de l'industrie horlogère, avec 9-10,000 signatures, juin 1886 ;

2. De l'assemblée générale de la Société des anciens élèves de l'Ecole polytechnique fédérale, 18 juin 1886 ;

3. De l'assemblée du Comité central et des présidents des sections du « Erfindungs-und Musterschutzverein » suisse, 8 octobre 1886 ;

4. Du « schweizerischen landwirthschaftlichen Verein », 18 novembre 1886 ;

5. De la Société d'émulation industrielle de la Chaux-de-Fonds, 20 novembre 1886 ;

(1) V. L'arrangement du 27 janvier 1887, *Archives*, 1887, II, p. 12.

(2) V. ce Message, *Archives*, 1886, IV, p. 211.

6. De nombreuses Sociétés et de représentants du commerce, de l'industrie, des arts et métiers, de l'agriculture, pétition collective du 25 novembre 1886;

7. Du Comité central du Gewerbeverein suisse, 21 novembre 1886;

8. Du Directoire commercial de Saint-Gall, 26 novembre 1886;

9. De la fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande, 27 novembre 1886;

10. De 22 Sociétés et associations de la Suisse romande, pétition collective;

11. De la Société suisse des ingénieurs et architectes, et de la Société des anciens élèves de l'Ecole polytechnique fédérale, 28 novembre 1886.

La « kaufmannische Gesellschaft » de Zurich a publié, dans une brochure où les opinions pour et contre la protection des inventions sont traitées à un point de vue objectif, le résultat de l'enquête à laquelle elle s'est livrée depuis 1883 sur la question.

Notre département du commerce et de l'agriculture, de son côté, a fait exécuter les travaux suivants pour servir à la solution de la question :

1. Tableau comparatif de la législation sur la protection des inventions dans les divers pays industriels ;

2. Rapport de MM. Frey et Haller concernant diverses questions relatives à l'introduction de la protection des inventions (F. féd. 1886, III. 1032) ;

3. Liste des manifestations pour et contre l'introduction des brevets d'invention en Suisse depuis 1877.

Tous les documents sus-mentionnés vous ont été remis imprimés.

45 dessins et modèles d'origine française (convention du 23 février 1882) ont été enregistrés sous nos 151 à 195.

*c. Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.* — Relativement à l'effectif de l'Union, nous avons à indiquer la sortie de deux états de l'Amérique du Sud, l'Equateur et le Salvador. Par circulaire du 19 février, nous avons annoncé aux Etats que le premier de ces pays se retirait pour le 26 décembre 1886, et par circulaire du 2 septembre, nous les avons informés de la sortie du Salvador pour le 17 août 1887.

La conférence des délégués des Etats de l'Union, dont nous avons parlé dans notre rapport de gestion de l'année dernière, a eu lieu à Rome, du 29 avril au 1<sup>er</sup> mai ; d'autres pays s'y étaient aussi fait représenter. Nous vous avons présenté, le 5 novembre, sur les travaux et résultats de la conférence, un rapport spécial et détaillé auquel nous nous référons afin d'éviter les répétitions superflues (F. féd. 1886, III. 494).

Il ne nous reste plus qu'à ajouter que la tractation de cette affaire par l'assemblée fédérale a dû être ajournée parce que bien que la conférence même eût été unanimement d'avis que les deux articles additionnels à la convention, adoptés par elle, pouvaient sans autres formalités être soumis à la ratification des autorités des Etats de l'Union, le Gouvernement italien s'est vu engagé, ensuite d'observations présentées par

d'autres Etats et ainsi que la légation italienne à Berne nous en a informé le 21 décembre, à se livrer à un nouvel examen sur la manière de mettre à exécution les décisions de la conférence. Il s'ensuit que les articles additionnels doivent être sanctionnés par un acte diplomatique qui serait signé à Rome où aurait aussi lieu plus tard l'échange des ratifications. Le règlement pourrait être signé en même temps; mais ce document n'aurait pas besoin d'être soumis à ratification.

Les Gouvernements ont donc encore à se prononcer sur la question de savoir s'ils sont d'accord en ce qui concerne les articles additionnels et, dans le cas affirmatif, à donner à leurs représentants diplomatiques à Rome les pouvoirs nécessaires pour les signer.

---

## DÉPARTEMENT DES POSTES ET DES CHEMINS DE FER.

---

### UNION POSTALE UNIVERSELLE.

*Convention du 1<sup>er</sup> juin 1878 et acte additionnel du 21 mars 1885 (1).*

a. La république de Bolivie a adhéré à cette convention et est, par conséquent, entrée dans l'Union postale universelle.

Par contre, nous avons le regret de constater que, contrairement aux prévisions du congrès postal universel de Lisbonne, où les dispositions y relatives avaient été arrêtées d'un commun accord, les colonies britanniques en Australie, du Cap et de Natal sont restées étrangères à l'Union. Les motifs de cette abstention inattendue ne nous sont pas connus (2).

L'Union postale universelle comprend donc depuis le 1<sup>er</sup> avril 1886 toute l'Europe et l'Amérique; l'Afrique, moins les îles de l'Ascension et de Ste-Hélène, les républiques d'Orange et du Transvaal, les colonies britanniques du Cap et de Natal, la Côte occidentale d'Afrique (Bonny, Cameroon, Vieux-Calabar, etc.); l'Asie (les localités les plus importantes de la Chine possèdent des bureaux anglais ou japonais), Hawaï et les colonies espagnoles, françaises et néerlandaises en Australie.

b. Les expéditeurs d'envois de la poste aux lettres pour les pays de l'union postale universelle, à l'exception de la Bolivie, du Canada, des Etats-Unis de Colombie et de Vénézuëla, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de l'Irlande, de Haïti, d'Hawaï, du Japon, des Indes britanniques, du Mexique et de Nicaragua, peuvent en demander le retrait ou le changement d'adresse aussi longtemps que ces envois n'ont pas encore été remis aux destinataires. Les demandes y relatives sont transmises aux frais de l'expéditeur, par voie postale ordinaire ou par télégraphe. L'expéditeur doit payer les droits suivants :

1. pour une demande faite par voie postale ordinaire, la taxe d'une lettre simple recommandée (50 centimes);
2. pour une demande faite par voie télégraphique, la taxe d'un télégramme suivant le tarif.

(1) *Archives*, 1886, II, p. 129.

(2) V. quelques renseignements à ce sujet dans l'*Economiste français* du 11 juin 1887, p. 725.

Les correspondances de toute nature pour les pays suivants peuvent, à la demande de l'expéditeur, être remises par exprès au destinataire, immédiatement après leur arrivée au bureau de destination :

Allemagne, République Argentine (pour les correspondances à destination des villes de Buenos-Aires, Rosario et La Plata), Autriche-Hongrie, Belgique, Chili, Danemark (seulement pour les localités desservies par des facteurs de ville), Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Paraguay (ville d'Assomption), Salvador (ville de San-Salvador), Siam.

Les envois par exprès doivent être affranchis et sont soumis à la taxe des lettres ordinaires, plus à un droit d'exprès de 30 centimes. Ce droit doit également être représenté par des timbres-poste collés du côté de l'adresse de l'envoi. Si l'envoi est destiné à une localité ne possédant pas de bureau de poste, l'administration du pays de destination a le droit de percevoir une taxe supplémentaire pouvant s'élever jusqu'au montant du droit fixé pour la remise par exprès dans le service interne, sous déduction cependant des 30 centimes payés par l'expéditeur.

*d.* En exécution des dispositions du paragraphe VIII de l'acte additionnel de Lisbonne à la convention postale universelle du 1<sup>er</sup> juin 1878, il est interdit au public d'expédier par la poste :

1. des lettres ou paquets contenant des pièces de monnaie;
2. des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane;

3. des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux ou autres objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.

Comme l'interdiction prévue au chiffre 3 existe en effet en Suisse, les envois qui renferment des matières d'or ou d'argent, etc., ne peuvent être expédiés, comme objets de la poste aux lettres, ni de la Suisse à l'étranger, ni de l'étranger en Suisse.

Plus tard il fut toutefois conclu, dans l'intérêt des industries suisses de l'horlogerie et de la bijouterie, un arrangement autorisant l'envoi par la poste aux lettres des pierres précieuses non montées dans l'échange entre la Suisse, d'une part, l'Allemagne, la Belgique, la France et la Grande-Bretagne et l'Irlande, d'autre part.

*e.* En vertu des dispositions du paragraphe V de l'acte additionnel de Lisbonne à la convention postale universelle, il n'est pas payé d'indemnité pour la perte d'envois recommandés dans l'échange avec :

La République Argentine, le Brésil, le Canada, la République Dominicaine, les Etats-Unis d'Amérique, l'Equateur, Guatemala, la République de Honduras, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay.

*f.* Les cartes postales doubles (avec réponse payée) peuvent être expédiées dans tous les pays de l'union postale universelle. Les pays qui n'émettent pas de cartes postales avec réponse payée sont cependant tenus de retourner sans taxe les cartes-réponses reçues d'autres pays,

*g.* Les cartes postales simples et celles avec réponse payée, émanant de l'industrie privée (cartes privées), sont admises à la circulation dans tous les pays de l'union, pourvu qu'elles soient conformes, au moins en

ce qui concerne le format et la consistance du papier, à celles émises par l'administration postale du pays d'origine.

*h.* Les manuscrits de journaux jouissent de la taxe des papiers d'affaires.

*i.* Les envois de papiers d'affaires ne doivent, en aucun sens, dépasser la dimension de 45 cm.

*k.* Ces limites de dimensions sont aussi applicables aux imprimés.

Par décision de la majorité des administrations de l'union postale universelle, prise par voie de correspondance, cette disposition a été, plus tard, interprétée dans ce sens plus large, que les imprimés enroulés susceptibles de tenir dans un cube de 45 cm. (ligne diagonale) peuvent être admis au transport par la poste aux lettres, alors même que ces imprimés mesureraient plus de 45 cm. de longueur. (Cette ligne diagonale mesure 77,94 cm.).

*l.* En ce qui concerne la taxe des imprimés, les facilités suivantes ont été introduites d'un commun accord :

1° Les papiers revêtus de points en relief à l'usage des aveugles rentrent dans la catégorie des imprimés;

2° Les images, ainsi que les reproductions obtenues au moyen de la gravure (sur acier, sur cuivre et sur bois), de la lithographie et de l'autographie, doivent aussi être traitées comme imprimés;

3° Ne sont pas considérés comme ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle :

*aa.* Les prix ajoutés ou changés à la main sur les cotes ou prix courants de bourses ou de marchés, sur les catalogues, prospectus et avis;

*bb.* Les indications faites à la main, dans le texte imprimé des bulletins d'offre et de commande de livres, soit en soulignant, soit en biffant les livres qui sont offerts ou demandés;

*cc.* Les factures et comptes joints aux imprimés et s'y rapportant;

*dd.* La correction d'erreurs typographiques sur les imprimés.

*m.* Les échantillons de marchandises peuvent porter des indications manuscrites se rapportant au poids, au métrage, aux dimensions, ainsi qu'à la quantité disponible.

*n.* Les innovations concernant les lettres avec valeur déclarée sont les suivantes :

1° L'échange de ces lettres est étendu à la République Dominicaine ;

2° Les pays qui n'admettent pas les déclarations de valeur illimitée, ne peuvent fixer le maximum à un montant inférieur à 10,000 fr. ;

3° Les lettres avec valeur déclarée sont admises pour toutes les destinations des pays contractants.

*o.* Les innovations suivantes ont été introduites dans le service des mandats-poste :

1° Il a été étendu depuis le 1<sup>er</sup> avril 1886 à l'échange entre la Suisse

et le Japon, et depuis le 1<sup>er</sup> juin 1886 à l'échange entre la Suisse et la République Argentine. La taxe des mandats-poste de la Suisse pour tous les pays qui participent à ce service est celle qui était déjà en vigueur avant le 1<sup>er</sup> avril, soit 25 centimes par 25 francs ou fraction de cette somme, mais en minimum 50 centimes par mandat.

2° On peut expédier des mandats télégraphiques non seulement pour les pays qui participaient à ce service avant le 1<sup>er</sup> avril 1886 (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas), mais aussi pour l'Autriche-Hongrie, le Danemark, le Japon (pour Tokio et Yokohama), l'Egypte, l'Italie, la Norvège et le Portugal (pour Lisbonne et Porto).

Les taxes et conditions concernant les mandats-télégrammes diffèrent peu de celles en vigueur précédemment. Cependant, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1886, le droit pour la remise du télégramme-mandat au bureau des télégraphes, lors même que celui-ci ne se trouve pas dans le même bâtiment que le bureau des postes, n'est plus perçu, ni dans l'échange interne, ni dans l'échange international. (En ce qui concerne l'échange interne, cette modification a été apportée par l'arrêté du conseil fédéral du 16 février 1886. — Rec. off., IX, page 23).

3° L'expéditeur d'un mandat-poste à destination de l'étranger peut obtenir un avis de paiement de ce mandat au destinataire, en acquittant le même droit que celui fixé pour les avis de réception d'objets recommandés (25 centimes).

4° Le coupon des mandats à destination de tous les pays participant à l'arrangement de Lisbonne peut être utilisé par l'expéditeur pour des communications manuscrites destinées au bénéficiaire. Par contre, il va de soi que l'usage du coupon n'est pas admis pour les pays pratiquant le système de listes, c'est-à-dire pour l'Angleterre et les pays empruntant son intermédiaire, pour l'Inde britannique, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que pour les mandats à destination de l'Inde néerlandaise, qui ne sont pas non plus transmis directement.

5° Les dispositions concernant la responsabilité des administrations des postes ont, surtout en ce qui concerne les mandats-télégrammes, été rédigées dans la teneur plus précise suivante :

1. Le paiement des mandats est régi par les dispositions en vigueur dans le service intérieur de l'office de destination, qui est responsable des paiements sur faux acquit.

2. Pour dégager sa responsabilité à l'égard des mandats payés, l'administration du pays de destination doit être en mesure d'établir : 1° que ses règlements comportent toutes les garanties nécessaires pour la constatation de l'identité du destinataire ; 2° que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ces règlements.

7. Les modifications principales suivantes ont été apportées au service des colis postaux :

1° Le poids maximum a été élevé de 3 à 5 kg. dans l'échange avec les Antilles danoises, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark (y compris les îles Féroë et l'Islande), l'Egypte, le Luxembourg, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas et les bureaux autrichiens en Turquie.

2° La déclaration de valeur a été admise : sans limite dans l'échange avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark (y com-

pris les îles Féroë et l'Islande), la Norvège et la Suède; jusqu'à 10,000 fr. dans l'échange avec le Luxembourg; jusqu'à 1,000 fr. dans l'échange avec le Monténégro et les Pays-Bas; et jusqu'à 500 fr. dans l'échange avec l'Égypte, l'Italie et les bureaux autrichiens en Turquie.

3<sup>o</sup> Les remboursements (jusqu'au montant de 500 fr.) sont admis dans l'échange avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark (y compris les îles Féroë et l'Islande), l'Égypte, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

(Par accord spécial avec les administrations et entreprises intéressées, le montant maximum des remboursements sur les articles de messagerie a aussi été porté à 500 francs dans l'échange avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Amérique [voie d'Allemagne], la Belgique, la France [voie d'Alsace], la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège).

q. Les avis de réception sont admis pour les colis postaux aux mêmes taxes et conditions que pour les lettres recommandées.

r. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur, et à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser : pour les colis ordinaires, 25 francs, et pour les colis avec valeur déclarée, le montant de cette valeur. Pour les administrations qui ont adopté la limite de 3 kg., l'indemnité pour les colis sans valeur déclarée ne peut toutefois pas dépasser 15 francs. L'expéditeur d'un colis perdu a en outre droit à la restitution des frais d'expédition.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Le droit de recours lui est réservé contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu.

s. Le service des recouvrements est organisé entre la Suisse, d'une part, et les pays suivants, de l'autre :

Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Égypte, France, Italie, Luxembourg, Portugal et Roumanie.

(Avant le 1<sup>er</sup> avril 1886, ce service était organisé sur d'autres bases et seulement dans l'échange avec l'Allemagne et la France.)

Les dispositions essentielles de ce nouveau service sont les suivantes :

1. Tant de la part de la Suisse que de la part des pays désignés ci-dessus, tous les bureaux chargés du service des mandats avec l'étranger participent à l'échange international des recouvrements.

2. Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites et généralement toutes les valeurs commerciales ou autres, payables sans frais, c'est-à-dire non soumises au protêt.

3. Dans l'échange avec l'Allemagne, la poste se charge aussi de l'encaissement de valeurs à faire protester ou donnant lieu à des poursuites légales.

4. Dans l'échange avec la Belgique et la France, les administrations postales pourvoient, s'il y a lieu, aux protêts.

5. Le même envoi peut contenir plusieurs valeurs recouvrables par

un même bureau sur des débiteurs différents au profit d'une même personne. Le poids des envois de recouvrement n'est pas limité.

6. Le montant des valeurs contenues dans un même envoi ne doit pas dépasser 1,000 francs.

7. C'est l'affaire de l'expéditeur de pourvoir à ce que les valeurs qu'il met en recouvrement soient, s'il y a lieu, soumises au droit de timbre dans le pays d'origine. Il est responsable des contraventions qui seraient commises à cet égard, l'administration des postes n'assumant aucune responsabilité de ce chef. (Les recouvrements doivent être remis à la poste sous enveloppe fermée.)

8. Les taxes sont les suivantes :

a. A l'expédition :

La taxe d'une lettre recommandée du poids de l'envoi de recouvrement (25 centimes par 15 g., plus un droit fixe de 25 centimes);

b. A destination :

Outre les droits fiscaux, s'il y a lieu, un droit d'encaissement de 10 centimes par valeur et la taxe d'un mandat ordinaire pour la transmission des fonds encaissés au déposant.

Exceptionnellement, la France perçoit au départ un droit fixe de 25 centimes et prélève pour l'encaissement un droit de 10 centimes par 20 francs, avec maximum de 50 centimes par valeur.

Un récépissé de chaque envoi est remis gratuitement à l'expéditeur.

z. L'arrangement conclu entre la Suisse d'une part, la République argentine, la Bulgarie, le Costa-Rica, l'Egypte, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, le Paraguay, le Portugal, la Roumanie, l'Uruguay et le Vénézuéla \*) d'autre part, concernant les livrets d'identité, a pour but d'aplanir, autant que possible, dans le ressort de l'union postale, les difficultés qu'éprouve le public à se faire remettre les envois postaux ou à se faire payer le montant de mandats-poste lorsque les personnes dont il s'agit ne sont pas personnellement connues des agents postaux.

Le livret d'identité établi dans les conditions convenues entre les pays contractants est une justification que tous les offices de poste de ces pays sont tenus de reconnaître.

Les dispositions concernant les livrets d'identité ne portent en aucune manière restriction au droit du public de justifier de son identité au moyen des autres modes de preuves admis par les lois et règlements en vigueur dans le service interne du pays de destination. En Suisse, font règle les dispositions de l'article 23, chiffre 3, et de l'article 62, chiffre 12, du règlement de transport.

Les livrets d'identité ont aussi été admis dans le service interne suisse, aux conditions de l'arrangement susmentionné (arrêté du conseil fédéral du 16 février 1886, Rec. off., IX. 23). Ils ont aussi été pris en considération lors de la revision devenue nécessaire, pour d'autres motifs, de l'article 23 précité, par l'arrêté du conseil fédéral du 22 octobre 1886 (Rec. off.; IX. 289).

Le public a été rendu attentif aux livrets d'identité à l'occasion de la publication des innovations et des changements introduits dans le service postal à dater du 1<sup>er</sup> avril 1886.

\*) Cet état s'était réservé le protocole ouvert, mais a déclaré plus tard ne pas adhérer.

Il n'a été fait usage de la nouvelle institution que dans une mesure très restreinte, malgré la publicité donnée et malgré le prix très modéré (1 franc), qui, pour une édition de 1,300 exemplaires, ne permet à l'administration que de couvrir ses propres frais. En effet, il n'a été vendu en 1886, dans toute la Suisse, que 22 livrets d'identité.

Nous regrettons de devoir constater ce résultat, car ces livrets sont certainement le moyen le plus sûr et le plus simple, tant pour le public que pour le personnel postal, de fournir la preuve d'identité lorsqu'il s'agit de prendre livraison d'envois inscrits auprès d'offices de poste où le destinataire n'est pas personnellement connu. Nous attribuons, en conséquence, le peu d'emploi qui a été fait de ces livrets principalement au fait que cette institution est nouvelle et partant trop peu connue du public, malgré la publicité que l'administration lui a donnée.

6. *La Grande-Bretagne et l'Irlande* n'a pas adopté les arrangements généraux concernant les colis postaux (convention de Paris du 3 novembre 1880 et acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885) mais a conclu avec l'Allemagne un arrangement spécial pour l'échange de paquets sans valeur déclarée jusqu'au poids de 3 kg.

Ensuite d'entente spéciale et sur les bases de cet arrangement, un échange de paquets sans valeur déclarée jusqu'au poids de 3 kg. s'opère depuis le 1<sup>er</sup> avril 1886 entre la Suisse, d'une part, et la Grande-Bretagne et l'Irlande, d'autre part. Les taxes de ces paquets sont les suivantes :

Via Brême ou Hambourg : jusqu'à 1 kg., 1 fr. 75 ; au-delà de 1—3 kg., 2 fr. 35.

Via Belgique (Ostende) : jusqu'à 1 kg., 2 fr. 10 ; au-delà de 1—3 kg., 2 fr. 60.

En outre, l'échange de colis entre la Suisse et la Grande-Bretagne et l'Irlande se fait aussi, à prix modiques, de la manière suivante :

a. Au moyen des dépêches directes de messagerie entre Bâle et Londres, via Ostende ;

b. par la même voie, remise à découvert à l'« Agence continentale et anglaise » ;

c. Via Calais, remise à découvert aux « Messageries anglo-suisse ».

7. Ensuite d'entente spéciale, un échange de paquets avec les *Straits Settlements* (Singapore, Penang, Malacca), a été créé par la voie de Trieste-Bombay.

8. Par l'intermédiaire des postes allemandes on peut dorénavant aussi échanger des paquets sans valeur déclarée avec Gibraltar, Malte, les *Straits Settlements*, Hong-Kong, Amoy, Canton et quelques autres ports de mer chinois, la Guyane britannique (Amérique du sud) et l'Inde occidentale britannique.

9. Ensuite de l'ouverture du chemin de fer entre Colico et Chiavenna, l'échange direct des postes suisses avec les bateaux à vapeur du lac de Côme a été supprimé, et la convention conclue le 23 novembre 1876 avec cette entreprise de navigation (feuille postale de 1877 n° 3), ainsi que la convention supplémentaire y relative du 6 décembre 1880 (feuille postale n° 11 de 1881) ont cessé de déployer leurs effets.

10. En remplacement de la convention renfermée dans la feuille postale de 1878, n° 20, il a été conclu avec l'entreprise des messageries de

la *Vallteline* une nouvelle convention pour l'échange d'articles de messagerie.

11. L'échange des mandats-poste avec la *Bulgarie*, qui dut être suspendu en février 1886, a déjà pu être repris dès le 15 avril de la même année.

12. Le 30 novembre 1886 a été conclu à Lausanne, entre les délégués du conseil fédéral et ceux des gouvernements des cantons de Vaud, Valais et Genève et de la France, un règlement international de *navigation sur le lac Léman*. Comme, à l'heure qu'il est, toutes les parties contractantes n'ont pas encore ratifié ce règlement, nous n'entrons pas dans des détails à son sujet.

13. Au nombre des affaires que le conseil fédéral a dû traiter dans la position spéciale qui lui est assignée par la convention postale universelle, nous relevons uniquement la résiliation de la part de la Roumanie et dès le 1<sup>er</sup> avril 1887, de l'arrangement du 1<sup>er</sup> juin 1878 concernant les lettres avec valeur déclarée et de la convention du 3 novembre 1880 concernant les colis postaux.

14. Le bureau international de l'Union postale universelle a, cette année aussi, publié un rapport détaillé sur sa gestion, de même qu'une statistique générale.

Les frais du bureau international ont été : en 1886, de 79,374 fr. 87; en 1885, de 116,554 fr. 57, dont 73,876 fr. 04 pour les besoins ordinaires et 42,678 fr. 53 pour les dépenses extraordinaires occasionnées par le congrès postal universel de Lisbonne.

La quote-part de la Suisse, qui, en 1885, dut, eu égard à ces dépenses extraordinaires, être portée à 2,000 fr., s'est réduite en 1886 à 1,360 fr.

#### DES CHEMINS DE FER.

*Relations internationales.* — Les deux conférences internationales, qui avaient été différées en 1885 à la demande de l'Italie, se sont réunies en 1886 et ont abouti matériellement à une entente.

La conférence pour l'unité technique en matière de chemins de fer a été réunie du 10 au 15 mai à Berne. En sus de la Suisse, les gouvernements suivants y étaient représentés : Allemagne, France, Italie et Autriche-Hongrie. Le résultat des délibérations a été consigné dans deux protocoles finals, l'un concernant l'unité technique, l'autre la fermeture douanière des wagons; ces protocoles ont ensuite été transmis par le conseil fédéral aux états intéressés, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas pris part à la conférence. Nous avons le plaisir de pouvoir vous annoncer que, à la fin de l'année 1886, tous les états représentés à la conférence ont adhéré à la convention et que celle-ci entrera en conséquence en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1887.

La convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer, quoique pas aussi avancée, approche de sa réalisation.

A la suite des délibérations qui ont eu lieu à Berne du 5 au 17 juillet, les délégués des dix états qui ont pris part à la conférence (Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Hongrie,

Russie et Suisse) ont adopté un procès-verbal final d'après lequel ils soumettaient aux gouvernements des états représentés par eux le projet d'une convention internationale sur le transport de marchandises par chemins de fer, le projet de règlement relatif à l'institution d'un office central, le projet de dispositions réglementaires pour l'exécution de la convention, les annexes 1, 2, 3 et 4, ainsi qu'enfin le projet d'un protocole de clôture contenant l'interprétation de quelques dispositions de la convention, recommandant l'approbation du tout pour une convention définitive. Ensuite de la demande adressée dans ce procès-verbal final au conseil fédéral suisse, nous avons donné connaissance des décisions de la conférence aux gouvernements des états intéressés, les invitant à nommer des plénipotentiaires, qui auraient à se réunir à Berne dans le plus bref délai, pour transformer les projets ci-dessus en une convention définitive.

Nous croyons pouvoir espérer que les gouvernements intéressés ne refuseront pas leur approbation définitive à une convention internationale si importante et qu'ils édifieront par là une œuvre qui contribuera puissamment à augmenter les rapports pacifiques des peuples.

Nous nous verrons plus tard dans le cas de soumettre à votre approbation cette convention, qui est d'une importance toute spéciale pour la Suisse, en raison de la position particulière qui lui est faite.

Vers la fin de l'année, nous avons reçu, par l'entremise de la légation suisse à Paris, une invitation à participer aux fêtes organisées à Paris par un comité pour célébrer le cinquantenaire des chemins de fer français; l'invitation visait plus spécialement l'exposition et le congrès des chemins de fer qui auront lieu à cette époque. Ensuite de la correspondance échangée avec la légation suisse à Paris, notre département des chemins de fer a cru toutefois devoir s'abstenir de propager cette invitation, et il a été fait d'emblée abstraction d'une participation officielle de la Suisse.

Le projet d'une voie ferrée par le *Col Ferret* (chemin de fer du grand St-Bernard), dont nous avons déjà fait mention dans notre rapport de 1885, a trouvé sa solution provisoire par le retrait de la demande en concession qui vous avait été soumise pendant la session d'été.

En ce qui concerne le *perçement du Simplon*, nous avons à vous informer que les intéressés, se basant sur le rapport des experts qu'ils ont désignés, ont rejeté les différents systèmes spéciaux proposés et adopté le projet d'un tunnel coudé de 16 km. 070 allant de Brigue à San Marco. Les travaux pour procurer les ressources financières nécessaires à l'entreprise sont en pleine activité.

Dans le courant de l'année 1886, la ligne *Bouveret-St-Gingolph*, se raccordant à la ligne française dans la direction d'Evian, a été ouverte à l'exploitation. La compagnie française du P. L. M. a l'entreprise de l'exploitation aussi sur le tronçon suisse. Nous parlerons encore plus loin du traité d'exploitation y relatif conclu entre cette compagnie et celle de la Suisse Occidentale-Simplon.

Quant à la ligne *Genève (Vollandes)-Annemasse*, dont la construction et l'exploitation ont été confiées au Paris-Lyon-Méditerranée par le canton de Genève, nous avons à mentionner que, par décret du 27 février 1886 du président de la République française, la section située sur territoire français a été déclarée d'utilité publique, et qu'ainsi le contrat pour la convention et l'exploitation de la ligne, dont il est fait mention dans notre rapport de l'année dernière, est entré en vigueur.

---

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

Dans sa séance du 10 juin, le Reichstag a discuté en première lecture le projet de loi sur la nomination et le traitement des maires et adjoints en Alsace-Lorraine. Ce projet autorise le gouvernement allemand à choisir les maires et les adjoints en dehors des conseils municipaux, et à leur attribuer un traitement spécial pris sur les fonds communaux. Le maire devient un véritable fonctionnaire de l'Etat, et le temps qu'il passe dans l'administration d'une commune lui est compté pour sa pension de retraite.

M. Windthorst, chef du centre, s'est prononcé contre le projet. M. Schrader, progressiste, a pris une position intermédiaire ; il accepterait le projet considérablement modifié.

M. l'abbé Guerber, député d'Alsace, combattant le projet, a développé cette pensée que le projet avait surtout pour but de punir les Alsaciens pour le vote émis par eux lors des dernières élections générales pour le Reichstag. Ce vote a été en réalité provoqué par les Allemands ; il a été le produit des bruits de guerre exagérés partis d'Allemagne et de l'usage qu'on a fait des lettres du cardinal Jacobini en faveur du septennat, abus qui ont été signalés et combattus même au-delà du Rhin, au cœur de l'Allemagne. Le système adopté par le gouvernement après les élections qui sont son œuvre, ruine l'Alsace-Lorraine. L'expulsion de nombreuses personnes de nationalité française ruine un grand nombre de familles. C'est une revanche exagérée prise contre les cris de : Vive la France ! qui ne sont d'ordinaire que le fait de tout jeunes gens s'amusant à taquiner les agents de police. En imitant le système employé par l'empire français et en nommant des maires officiels, l'Allemagne ne se conciliera pas les sympathies des Alsaciens-Lorrains. Le gouvernement veut mettre la main sur la liberté et sur la caisse des communes. Eh bien, ses agents resteront toujours des étrangers dans la commune. On verra toujours en eux des espions du gouvernement, et on les traitera comme tels. « Le projet de loi est une tache pour l'honneur de l'empire allemand. » C'est par ce mot que M. Guerber a terminé son discours.

M. Cuny, du parti national-libéral, lui a répondu que l'Alsace-Lorraine devait être administrée dans le sens allemand. Le projet n'a pas d'autre but que d'introduire dans la province nouvellement acquise l'état légal établi dans les autres parties de cet empire, et qui a été également établi fort longtemps en France. Ce que l'Allemagne demande aux Alsaciens-Lorrains, ce n'est pas de l'enthousiasme pour leur situation, c'est la reconnaissance de la situation qui leur est faite par le droit et la loi. Cette reconnaissance sera un acheminement vers d'autres sentiments, et ces sentiments nous les trouverons déjà chez la génération suivante : elle aura autant d'enthousiasme pour l'empire que les autres habitants des bords du Rhin.

M. de Dietrich, député alsacien, a répliqué en exprimant le regret que l'on renie les principes de modération qui avaient caractérisé le régime Manteuffel,

Le régime de répression n'a pas d'autre effet que d'exaspérer la population et de l'appauvrir. Le système employé pour faire voter cette population dans un sens favorable à l'empire a été un système détestable. L'orateur cite entre autres ce fait qu'après l'élection on a retiré à un fabricant de Mulhouse le droit, qui lui appartenait en vertu d'un traité, d'introduire en franchise de la soie brute. Ce fabricant a été élu député, et c'est pour le punir de son élection qu'on a violé son droit. De pareils faits n'apaisent pas les esprits. De nouvelles agitations et de très lourdes charges, voilà quelles seront les conséquences de la nouvelle loi. Cette loi est une mesure violente. Elle aliènera à l'empire les esprits les plus modérés ; il serait donc prudent de ne pas la proposer.

Le gouvernement, par l'organe de M. Back, sous-secrétaire d'Etat en Alsace-Lorraine, a dit qu'il ne fallait pas exagérer la portée du projet. Le principe de la nomination des maires et adjoints par les communes a été maintenu, mais le gouvernement a reconnu que ce principe ne pouvait être maintenu dans son intégrité, le suffrage universel ayant pris en Alsace-Lorraine une attitude violente.

M. de Puttkamer, secrétaire d'Etat en Alsace-Lorraine, a développé cette idée que le projet n'avait pas d'autre but que de revenir à l'état de choses antérieur à la guerre, tout en avouant que si les élections n'avaient pas eu le résultat que l'on sait, le gouvernement ne l'aurait pas présenté. Le gouvernement allemand se trouve en présence d'une propagande en faveur de la France ; on a constaté que des maires se sont prononcés ouvertement pour la France, ont déclaré qu'ils étaient Français, qu'ils voulaient le rester, et qu'on pourrait leur enlever tout, excepté leurs sympathies pour la France. Un de ces maires est allé jusqu'à exciter des soldats prussiens à la désertion, les avertissant que, s'ils restaient dans l'armée allemande, ils mourraient de faim. On ne saurait laisser en fonctions de pareils fauteurs de révolte. Le gouvernement n'a pas l'intention de choisir partout les maires en dehors des conseils municipaux, mais il veut choisir dans les communes les personnalités qui lui paraissent capables de devenir de bons serviteurs de l'administration allemande.

M. Windthorst a répliqué : Il faut que les Alsaciens s'habituent à regarder comme définitif l'état de choses actuel, et les fonctionnaires animés de l'esprit que vient de caractériser M. de Puttkamer ont fait leur temps. Mais il est tout aussi désirable qu'on en revienne au régime modéré du maréchal Manteuffel ; c'est le seul moyen de hâter la réconciliation des Alsaciens avec l'empire. La loi nouvelle qui introduirait dans le pays d'empire un élément bureaucratique n'aurait d'autre effet que d'irriter les populations que l'on veut conquérir.

M. de Kardoff, conservateur, n'est pas de cet avis. Il croit qu'il faut réprimer énergiquement l'agitation française en Alsace-Lorraine. Il n'y a pas de parlement en Europe qui consentit à entendre des discours tels que ceux que les Alsaciens-Lorrains prononcent au Reichstag. Il est vrai que les Alsaciens-Lorrains étaient dans une position difficile lors des dernières élections. Ces élections ont été le produit de la peur ; on a élu des candidats protestataires plutôt que des autonomistes, parce qu'on craignait la vengeance des Français dans le cas où ils rentreraient dans le pays. Quoi qu'il en soit, il faut mettre un terme à l'agitation française et, par conséquent, adopter le projet.

L'abbé Simonis, député alsacien, a combattu le projet dans l'intérêt de la paix sociale et du droit.

Après ces discours, le Reichstag a procédé au vote sur une proposition de M. Windthorst, qui demandait le renvoi du projet à une commission de vingt-huit membres. Le renvoi a été repoussé. La seconde lecture aura lieu en séance plénière.

La deuxième lecture a eu lieu le 16 janvier.

L'abbé Winterer et l'abbé Guerber, députés alsaciens, ont combattu le projet soutenu par MM. Friesen et Miquel. Ce dernier a cependant demandé que

l'Alsace-Lorraine ne soit pas traitée en pays conquis, mais en province allemande. La fermeté dans l'administration n'exclut pas la bienveillance et la sagesse. Selon l'orateur, les Alsaciens n'ont qu'un moyen d'obtenir justice, c'est de déclarer loyalement qu'ils reconnaissent l'état de choses actuellement existant. M. Miquel est toutefois d'avis que les maires ne doivent être choisis qu'exceptionnellement en dehors des populations.

Après quelques observations de MM. Grad, Richter et Windthorst, qui demande si l'on veut faire de l'Alsace-Lorraine une province prussienne, le projet de loi est adopté.

La loi a été adoptée en troisième lecture dans la séance du 18 juin.

— Dans la même séance, M. de Bötticher a lu un message impérial prononçant la clôture de la session, et a ajouté : « J'ai l'agréable devoir d'être chargé par l'Empereur d'exprimer sa reconnaissance au Reichstag pour les résolutions et les travaux par lesquels il a donné à l'armée et aux finances de l'Empire la force et la solidité qui sont les garanties du maintien de la paix et du développement des œuvres pacifiques.

« Vous avez justifié par vos travaux pénibles et votre dévouement la confiance de la nation, qui vous a envoyés ici pour augmenter et protéger son bien-être et sa tranquillité. Retournez donc dans vos foyers avec la satisfaction que donne le devoir accompli et avec l'expression de la gratitude de l'Empereur et des Etats confédérés. »

La séance a été ensuite levée au cri habituel et trois fois répété de : « Vive l'Empereur ! »

## BELGIQUE

### La question des fortifications de la Meuse.

Elle a été vivement et longuement discutée à la Chambre des représentants. Nous donnons, d'après l'*Indépendance Belge*, l'analyse des parties importantes du débat :

*Séance du 31 mai.* — M. Bernaert, ministre des finances. — Je tiens à répondre à certaines critiques dès le début de la discussion. Certes, je dirai tout d'abord que nous nous attendions à l'opposition des députés de Liège. Elle n'a rien de surprenant. Les villes n'aiment point les fortifications qui les entourent. Dans cette opposition, M. Frère-Orban a apporté son infatigable énergie.

Il y a un point sur lequel tout le monde doit être d'accord, c'est que les fortifications actuellement existantes sur la Meuse sont absolument insuffisantes et constituent un véritable danger pour les villes de Liège et de Namur. M. Frère-Orban ne peut le nier.

Faut-il démolir ces fortifications, ou les remplacer par des ouvrages sérieux ? Voilà la question. Elle doit être examinée à plusieurs points de vue. J'entends laisser au ministre de la guerre les points de vue techniques.

Je veux démontrer tout d'abord que fortifier la Meuse est pour nous un devoir international. La neutralité emporte des devoirs. Il faut que nous soyons en mesure de défendre notre territoire et d'empêcher de passer des belligérants.

La séparation de la Belgique et de la Hollande ne nous débarrasse pas de nos obligations vis-à-vis de l'Europe, les anciennes obligations des Pays-Bas.

Notre neutralité cesserait d'être, si elle était désarmée.

En 1840, lors des graves complications auxquelles donna lieu la question d'Orient, les puissances s'informèrent de l'état de nos forces et le discours du trône affirma que nous étions en état de nous défendre. En 1870, non seulement il y eut la même demande des puissances et la même affirmation du discours du trône, mais le gouvernement belge adressa une note à ses agents diplo-

matiques où il était constaté que nous étions tenus d'honneur d'arrêter toute troupe ennemie qui voudrait passer sur notre territoire.

Pour réaliser ce devoir, notre armée fut mise sur pied de guerre. Elle se porta vers la frontière, et c'était le général Chazal qui la commandait. Et quand des corps français se présentèrent aux frontières, ils furent désarmés et internés dans les places fortes.

Etant donnée cette question du passage des belligérants, nous devons accorder une grande importance aux lignes stratégiques. La plus importante de ces lignes est celle de la Meuse. C'est presque un lieu commun.

M. le colonel Crousse, dans un travail considérable et bourré d'arguments, disait, il y a quelques années, que les armées françaises auraient le plus grand intérêt à emprunter les routes belges pour se diriger vers l'Allemagne. Cet intérêt, les journaux français le nient, comme les journaux allemands affirment que l'Allemagne n'a aucun intérêt à passer par la Belgique. Un journal militaire viennois, mieux placé pour être impartial, disait que la Belgique fera bien de regarder de droite et de gauche.

Dans ces conditions, notre devoir est de garder la ligne de la Meuse.

Comment remplissons-nous ce devoir, si les fortifications actuelles ne sont pas remplacées par des ouvrages sérieux ? Dans l'impossibilité de défendre efficacement la Meuse, l'armée devrait se borner à couvrir Bruxelles en se tenant étroitement en relations avec Anvers. Il faudrait immédiatement abandonner la plus grande partie du pays.

J'estime qu'en laissant la Meuse, pour ne nous occuper que d'Anvers, dès le début des hostilités, nous manquerions à un devoir international.

Chacun des belligérants nous reprochera notre impéritie et se portera sur notre territoire, disant : il faut que nous allions occuper telle position importante, dont notre adversaire pourrait s'emparer.

Cela, messieurs, c'est la Belgique redevenue le champ de bataille de l'Europe. C'est après la guerre, notre nationalité compromise, perdue peut-être.

Notre intérêt national est donc d'accord avec notre intérêt international.

J'ai dit, lors d'un premier débat, que l'utilité des fortifications était double, préventive et défensive.

Quant au premier point, cela a à peine besoin d'être démontré.

Le général français ou le général allemand, au moment de prendre une décision, devra calculer les chances de l'opération. Et si, par le fait des fortifications de la Meuse, les chances de réussir en passant par la Belgique sont notablement diminuées, n'est-ce pas un grand résultat ?

Les fortifications étant achevées, au lieu d'une vallée ouverte, il se trouvera devant une ligne puissamment armée.

Il s'agira de perdre du temps au lieu d'en gagner, et dès lors l'armée ennemie ne violera pas notre territoire. C'est dans cet effet préventif de nos forteresses que git le service essentiel qu'elles doivent rendre à la nation.

C'est l'opinion exprimée dans un remarquable article signé M., dans le *Journal des Débats*.

Le général Brialmont a du reste parfaitement démontré que l'intérêt principal des forteresses est de ne pas servir.

Mais si l'intérêt stratégique est tellement grand qu'on se décide quand même à passer par la Belgique, les têtes de pont de la Meuse joueront un grand rôle dans la défense de la Meuse. Comme le disait le général Chazal, elles serviront de point d'appui à l'armée de campagne, lui donneront de la mobilité. Les forts d'arrêt deviendraient des éléments considérables d'action pour les alliés qui ne manqueraient pas de nous venir.

Je veux établir une fois de plus que les idées que nous défendons ne sont pas nouvelles, que toutes les autorités militaires en Belgique les ont défendues avant nous.

L'orateur invoque l'opinion du colonel Delannoy et du général Renard. Celui-ci était commissaire du Roi en 1855, et M. Frère-Orban, abondant dans son

sens, s'écriait : « Vous ne réduirez jamais l'armée à l'humiliation d'abandonner le territoire et d'aller s'enfermer dans une forteresse. »

Le général Chazal, dont on invoque aujourd'hui l'opinion contre nous, était de notre avis. Quant à son avis actuel, M. Frère-Orban a une lettre qui l'exprime, lettre qui a été tellement montrée que tout le monde la connaît. J'accepte donc qu'aujourd'hui M. le général Chazal est de l'avis de M. Frère. Mais en 1850, avec quelle ardeur il combattait l'idée d'abandonner le pays ! il insistait sur la nécessité des têtes de pont sur la Meuse, avec toute l'énergie de ses convictions.

En 1861, le gouvernement demande aux Chambres les crédits nécessaires pour la démolition de l'enceinte de Namur. Si la citadelle est aussi condamnée, c'est le moment de l'exécuter. Mais non, le gouvernement, en même temps que les premiers crédits, en demande d'autres pour renforcer la citadelle de Namur.

En 1863, on demande la démolition de la citadelle de Gand ; le général Chazal y résiste et dit qu'on ne sait ce que permettront les progrès de l'art de la guerre, mais qu'en ce moment on ne peut pas même songer à la démolition des citadelles de Gand, de Liège et de Namur. La réserve sur les progrès de l'art de la guerre n'est qu'une de ces politesses parlementaires dans lesquelles le général Chazal excellait. Mais je ne sais quels progrès rendraient inutiles aujourd'hui des forteresses nécessaires en 1863.

En 1865, le général Chazal songe à compléter la défense de Namur, à en assurer la défense éloignée. On étudie l'établissement d'ouvrages qui devaient donner lieu à une dépense considérable.

Le ministre écrit au général Weiler qu'il ne dispose pour le moment que de 700,000 francs et lui demande d'étudier le moyen de les employer le plus efficacement pour assurer une bonne défense. Il lui indique la nécessité de se délier des hauteurs dangereuses.

Quelque temps après, le ministre se rend à Namur et conclut qu'un camp retranché sera nécessaire à Namur, mais qu'il faut d'abord terminer Anvers.

Tout ceci est extrait de la correspondance entre les généraux Chazal et Weiler. et vous voyez que le général Chazal ne perd pas un instant de vue l'importance stratégique de la Meuse.

Pendant toute la durée de son ministère, il a été dépensé pour l'entretien des citadelles de Liège et de Namur des sommes considérables.

En 1866, le gouvernement demande 23 millions de crédits militaires, dont une partie destinée à Liège et à Namur. Ces crédits ne furent pas votés et le général Chazal quitta le ministère. Sa conviction ne s'était pas démentie un instant.

M. Frère a cité d'autres documents, mais ils manquent dans les archives du département de la guerre qui présentent d'explicables lacunes.

Si le général Chazal a tenu le langage que M. Frère lui attribue, il y a une contradiction étrange entre ce langage et tous les documents que j'ai cités.

Le général Renard, qui succède au général Chazal comme ministre de la guerre, tient exactement le même langage : « Les citadelles de Liège et de Namur ont une importance considérable. Jamais je ne consentirais à leur démolition ! » Voilà ce que dit le ministre de la guerre du cabinet Frère-Orban. Même attitude du général Guillaume.

M. Frère-Orban a fait état d'un rapport du général Brialmont en 1872, mais il a fait une citation tronquée. Le général Brialmont disait simplement qu'il fallait terminer Anvers, mais constatait parfaitement la nécessité d'ouvrages sur la Meuse.

En 1878, le général Renard revient au ministère. Le 18 juillet, à peine le ministère constitué, il écrit à l'inspecteur général du génie pour lui prescrire l'étude immédiate de la construction de forts à Namur et à Liège pour remédier à l'état déplorable de ces places. La note du général est éloquent : « Je considère la ligne de la Meuse comme d'une importance capitale. Je ne verrai

pas les améliorations nécessaires, mais je ne veux pas qu'il soit dit que je n'ai pas vu la nécessité de ces travaux. »

Le général Liagre fait part à la Chambre d'une conviction analogue.

Un fait d'ailleurs semble indiquer que le cabinet libéral songeait à réaliser les vœux des chefs de nos troupes. La citadelle de Huy, considérée comme inutile, avait été remise à la ville ; on la lui rachète. Et dans le rapport adressé au Roi pour justifier cette acquisition, le ministre développe la nécessité de cette citadelle pour défendre le passage du fleuve.

M. Frère-Orban prétend que les fortifications seraient inutiles, parce qu'elles pourraient être tournées. Si telle était sa pensée, comment se fait-il que, sous son ministère, on ne se préoccupe que d'améliorer ces fortifications ? Et quant au général Chazal, je refuse à croire qu'à aucune époque de sa carrière, il ait dit le contraire de ce qu'il pensait, pour ménager, comme on l'a prétendu, certaines susceptibilités des chefs du génie.

M. Bara. — Puisque vous attachez tant d'importance à son opinion, que ne l'avez-vous consulté ? Demandez-lui des explications.

M. Beernaert. — Je vous concède qu'il est aujourd'hui d'accord avec vous. Mais j'ai voulu vous montrer quelle était l'opinion du général Chazal quand il était ministre de la guerre. Et c'est à cette opinion que j'attache de l'importance.

M. Frère-Orban. — C'est une insinuation malveillante à l'adresse du général Chazal.

M. Beernaert. — Tenez-la pour malhabile, si vous voulez. Vous ne parviendrez pas à contester mon dire : c'est que le général Chazal doit être rangé parmi les généraux qui ont défendu l'importance de la défense de la Meuse.

Ce qu'il y a de plus important, d'ailleurs, c'est l'opinion actuelle des chefs de l'armée, des hommes les plus intelligents et les plus capables. Et parmi ceux-ci, le plus important est M. le général Brialmont, autorité considérable.

On lui oppose, il est vrai, le général Eenens et le colonel Crousse qui a changé d'avis, comme le général Chazal.

Ces trois autorités me paraissent insuffisantes.

Les projets du général Brialmont ont reçu dans le monde militaire une approbation unanime en Belgique et dans toute l'Europe. Dans le monde politique également, de Berlin à Athènes et de Paris jusqu'à Rome, l'approbation est générale, presque unanime.

M. Frère-Orban invoque aussi, il est vrai, l'opinion du général hollandais Knoop qui est pensionné depuis 1872. Cet officier ne croit pas à la fortification. Il a cherché à faire accepter ses opinions dans son pays et il a complètement échoué. A la suite de son opposition, les Pays-Bas ont dépensé 30 millions de florins pour les fortifications !

Ce qui s'est passé aux Pays-Bas, nous pouvons du reste l'invoquer. Comme nous, ce pays a le système de la défense concentrée, Amsterdam étant le réduit central de la défense. Cependant il existe 101 forts dans le pays et la place d'Utrecht, pivot de manœuvre.

Les journaux hollandais ont tous approuvé nos projets militaires et je pourrais citer plusieurs généraux hollandais qui expriment une opinion diamétralement contraire à celle du général Knoop.

Messieurs, pour nous comme pour nos prédécesseurs, Anvers est le pivot de notre défense nationale, mais j'ai justifié la nécessité de la défense de la ligne de la Meuse.

Le patriotisme des Chambres ne nous refusera pas les crédits nécessaires.

Messieurs, vous voterez le projet. Il s'agit de ce que nous avons de plus cher, notre indépendance. Qu'est-ce devant un pareil intérêt que les querelles qui nous divisent ?

Raser les fortifications de Liège et de Namur, c'est signifier à l'étranger que la Belgique renonce à se défendre, que le pays est ouvert à l'étranger. Et je suis convaincu que M. Frère, s'il était au ministère, ne tiendrait pas un autre

langage que le mien. S'il parlait autrement, il ne trouverait pas un ministre de la guerre pour l'appuyer. (Applaudissements à droite.)

M. Bara. — Vous et les vôtres, vous avez toujours voté contre toutes les dépenses militaires.

*Séance du 1<sup>er</sup> Juin.* — M. Magis proteste énergiquement et éloquemment du patriotisme de la députation de Liège qui, dans la discussion des fortifications de la Meuse, ne cède à aucune pensée d'opposition systématique. Aucune question de personnes ni d'intérêt politique ne saurait détourner de leur devoir ceux qui mettent au-dessus de tout la sécurité et l'indépendance de la patrie.

L'orateur sait bien que la question des fortifications de la Meuse s'abrite sous le nom respecté du général Brialmont. Mais on ne peut couper le général Brialmont en deux, approuver toutes ses conceptions d'ingénieur militaire et n'admettre aucunement son avis quand il réclame l'organisation sérieuse de la réserve et l'augmentation des effectifs.

Une chose frappe l'orateur dans les projets qui sont soumis à la Chambre : Nos forces seront-elles suffisantes pour occuper tous les nouveaux travaux dont il est question ? Est-ce avec une poignée d'hommes que l'on pourra défendre utilement des ouvrages aussi considérables. Mieux vaut, comme l'a dit un auteur compétent, pas de forteresse, que trop de forteresses avec trop peu d'armée. — car celles-ci deviennent des prisons pour celle-là.

C'est l'avis des généraux. M. Beernaert nous a cité hier l'opinion des ministres de la guerre et de nombreux généraux sur le nécessité de défendre la Meuse. Il eût fallu citer aussi leur opinion sur notre organisation militaire et l'insuffisance des effectifs, même sans fortifications nouvelles. Tous ont réclamé avec énergie l'organisation de la réserve nationale. Et aucun ne se serait contenté du simulacre de réserve du général Pontus.

Qu'on ne cherche pas à leurrer l'opinion publique en faisant valoir l'appoint de la garde civique. Tout en professant le plus grand respect pour la garde civique et la plus grande confiance en elle, nous devons reconnaître que ce n'est pas elle qui peut efficacement être appelée à une défense compliquée comme celle des fortifications proposées. Les généraux, dont le ministre, président du conseil, a tant parlé hier, n'ont été consultés que sur la question de savoir si, techniquement, les défenses de la Meuse étaient en elles-mêmes une chose bonne. Evidemment. Mais l'augmentation des effectifs était pour eux tous le corollaire naturel des nouvelles défenses. L'honorable député de Liège ajoute qu'avant de prendre d'aussi graves déterminations, il aurait peut-être mieux valu compléter les fortifications d'Anvers. Il ne comprend pas de toutes façons la pression exercée sur le Parlement auquel il semble qu'on ne veuille pas laisser le temps de se recueillir. Quelle est la véritable raison de ces fortifications de la Meuse ? C'est que nos voisins sont arrivés à garnir leurs points de contact de défenses tellement impénétrables qu'on en est arrivé à penser que le jour où une querelle possible précipiterait l'une vers l'autre l'Allemagne et la France, elles seraient l'une ou l'autre, entraînées à violer notre territoire. M. Magis donne lecture d'un passage du remarquable travail de M. le général de Miribel où il expose que pour celui des deux belligérants qui, même dans la situation actuelle de la vallée de la Meuse, prendrait cette voie d'invasion, ce serait, en même temps que violer le droit des gens, compromettre toutes les chances de victoire. Les *têtes de pont* dont vous parlez peuvent seules devenir un appât pour les envahisseurs. Et c'est contre vous-mêmes et contre votre nationalité que vous allez fourbir des armes.

En créant le système d'Anvers, base unique d'opération, la Belgique avait créé le système de la véritable neutralité.

Celui des fortifications proposées ne peut avoir d'autres résultats que d'attirer sur Liège et sur Namur toutes les horreurs de la guerre, — et hélas ! non pas seulement inutilement, mais au grand détriment de la sécurité nationale. En effet, de quelles forces disposerez-vous pour maintenir le contact entre la ligne

de la Meuse et le camp retranché d'Anvers? La Belgique ne doit avoir d'autre but que de sauvegarder ses libertés, sa neutralité, son indépendance.

M Frère-Orban. — Le discours de M. le ministre des finances révèle un mécontentement, une irritation qui l'a empêché de garder la juste mesure, d'apprécier sainement les réalités et sa propre situation. Il a même méconnu, qu'il me permette de le lui dire, sa propre dignité.

Il avait fait le plus beau rêve. Les fortifications n'étaient point combattues, le conseil communal de Liège les demandait, la presse libérale, la presse liégeoise l'encourageaient, et l'œuvre accomplie, il n'y avait plus qu'à lui tresser des couronnes.

Mais M. Beernaert s'était trompé. Il n'avait pas compris le vote du conseil municipal de Liège, qui demandait seulement la démolition des citadelles existantes. Puis, au milieu de ces rêves, je suis très malheureusement intervenu, j'ai été un trouble-fête et je suis venu rappeler à M. Beernaert qu'il est le chef d'un parti qui, depuis trente ans, a combattu toutes les mesures que nous avons proposées dans l'intérêt de l'armée, qui a dénoncé avec une véhémence rageuse, dans les comices électoraux, nos folies militaristes!

Et le même orateur qui a ce passé derrière lui ose nous dire que refuser les fortifications de la Meuse, c'est ouvrir le pays à l'étranger. Il affirme que nous ne trouverions pas un ministre de la guerre pour soutenir la thèse contraire. Il a oublié que, quand j'étais au pouvoir, j'ai résisté pendant quatre années aux instances qui ont été faites auprès de moi pour que je présente ces mêmes projets. Je les ai repoussés parce qu'ils sont en contradiction avec le système de 1839 et parce qu'ils ont pour conséquence, en disséminant nos forces, d'ouvrir le pays à l'étranger.

M. Beernaert a oublié que j'avais à mes côtés un ministre de la guerre et que lui et ses amis, ce qui est plus étonnant, partageaient notre opinion.

Y a-t-il dans la langue un mot qui permette de qualifier sans manquer aux convenances une pareille conversion?

Quand j'étais au pouvoir, je fus interrogé et je fis connaître à la Chambre que je considérais comme un devoir impérieux de combattre ces projets.

Alors M. Malou se leva et, chose bien rare, il me prêta son appui, déclarant que « les fortifications de la Meuse, qui sont très coûteuses, ne sont pas nécessaires à la défense nationale. » Et la *Belgique militaire* nous traita tous deux, M. Malou et moi, d'outrecuidants, et la presse catholique et la presse libérale tout entières applaudissaient à ma résolution.

Le chef du cabinet actuel commença par déclarer en décembre 1886 que le système de défense de la Belgique ne serait pas modifié, qu'il y avait lieu peut-être de transformer dans une certaine mesure les fortifications secondaires de Liège et Namur.

Et le lendemain, après réflexion, l'honorable ministre disait que les déclarations faites en 1883 étaient encore les siennes. Cela signifiait : pas les projets de M. Brialmont!

M. Beernaert. — Vos déclarations de 1883 ne signifiaient pas cela. Elles laissaient la porte ouverte.

M. Frère. — On ne fera pas d'équivoque. J'avais exclu les projets Brialmont.

Le 8 décembre 1886, il y a donc accord complet entre M. Beernaert et moi et le 8 février 1887 le gouvernement propose les projets, au mépris de ses engagements, au mépris de toutes ses déclarations antérieures.

M. Beernaert ne nous a pas donné les explications qui justifieraient un changement aussi étonnant. Mais ce qui est plus surprenant, c'est qu'on me reproche à moi de ne pas avoir changé d'avis. On ne voit plus dans mon opposition qu'une coalition de mécontentement contre le gouvernement, une opposition politique, — il l'a dit, — dans laquelle j'ai pour complice le lieutenant général baron Chazal.

L'établissement des camps retranchés sur la Meuse est périlleux. Il n'en fut

jamais question depuis 1859 jusqu'en 1880. Je n'ai pas même eu à en parler avec le général Chazal. C'était une des rares questions sur lesquelles on parut unanime à droite comme à gauche. C'est seulement après le dépôt des projets que l'idée m'est venue de consulter mon ancien collègue, celui que je puis appeler mon compagnon d'armes, celui avec lequel pendant deux longs ministères, nous avons eu à prendre ensemble les plus importantes mesures pour la défense nationale.

Avant que ma lettre pût parvenir au général Chazal, je reçus de lui un billet dans lequel il me remerciait de la façon dont j'avais exprimé sa pensée dans l'exécution de notre œuvre commune.

Deux jours après, le général Chazal m'écrit qu'il considère les projets du général Brialmont comme désastreux pour la Belgique. « Ce n'est pas un système, écrit-il, c'est une folie. Où sont nos forces pour défendre ces camps retranchés ou, si l'on veut, ces amorces de camps retranchés? L'ennemi profitera de la nuit pour s'emparer de vive force de la ville. Vingt-cinq à trente mille hommes seront nécessaires pour empêcher ces attaques de vive force. N'avez-vous pas besoin de nos troupes pour des objets plus essentiels? Que de travaux à faire à Anvers, et dans le camp retranché, à Termonde, Diest? Il faudra construire des cuirassements, placer des coupoles, blinder les canonniers, acheter des mortiers rayés. Si nous plaçons encore des hommes à Liège et à Namur, que nous restera-t-il pour défendre le reste du pays?

« Les Français, comme les Allemands, seront attirés sur notre territoire par ces fortifications extravagantes. Il faudrait au moins deux cent mille hommes pour surveiller Anvers, si l'on risquait le passage par la Belgique, la Meuse n'étant pas fortifiée, car l'ennemi craindrait d'être attaqué sur son flanc.

« Au contraire, si la Meuse est fortifiée, le sort de la guerre se décidera sur notre territoire, car ni Français, ni Allemands ne permettraient les uns aux autres de s'en approcher.

« En 1859, je faisais des concessions sur l'ancien système de défense, qui avait nécessairement encore des partisans. Mais mon intention formelle était de ne jamais aller au delà de ce qui était nécessaire.

« Ce n'est pas des fortifications sur la Meuse qu'il nous faut, c'est une vigoureuse armée de 130,000 hommes avec une réserve de 40,000 hommes. Et le service obligatoire peut seul nous les donner. » (Bravos à gauche).

Le général Chazal, qui a écrit cette lettre, est attaqué par le chef du cabinet qui lui reproche d'avoir fait une communication au chef de l'opposition.

Reproche très immérité; en même temps, qu'il m'écrivait, le général Chazal avait communiqué son opinion au ministre de la guerre et au chef du cabinet.

Et l'on va chercher derrière des motifs inavouables, les causes de l'opposition du général Chazal. C'est son honneur qu'il défendait, à lui qui a créé Anvers. Triste spectacle! Ces hommes varieront vingt fois dans leurs idées. Ils exigeront qu'on varie avec eux. Au lieu de dénigrer ceux qui contredisent en pareil cas, il faudrait plutôt les louer, car c'est le seul moyen de connaître la vérité.

Et ce n'est pas le général Chazal seul qu'on attaque, c'est moi. J'aurais rêvé le renversement du cabinet. Hé, messieurs, avec la majorité formidable dont vous disposez, puis-je y songer?

Mais toute dissidence est coupable. Ceux qui combattent l'opinion du cabinet, on les appelle dédaigneusement: colonel en retraite.

Il faut que la libre discussion soit en réalité proscrite. On est assuré de tomber en disgrâce dans l'armée si on est soupçonné de ne pas partager l'opinion du ministre. On voit des hommes de grand mérite relégués dans des postes obscurs. Combien d'entre vous, messieurs, connaissant des officiers de mérite ont pu se convaincre de ce que vaut le silence qu'on considère comme une approbation et de ce que vaudrait une discussion contradictoire. Qu'attendre d'un tel régime pour la formation du caractère? Et le ministre, sûr qu'on

ne lui opposera pas l'opinion d'officiers en activité de service, car il les briserait, vous oppose dédaigneusement votre incompetence.

Hé! nous sommes tous incompetents pour choisir des types de coupoles; mais nous sommes très capables d'apprécier les raisons du général Brialmont et de ses contradictions. Ou si nous ne le sommes pas, pourquoi délibérer?

On a été jusqu'à dire que je produisais des pièces qui ont été dans mes mains, que j'ai trahi des secrets d'Etat, et même qu'il y avait des lacunes dans les pièces du ministère de la guerre.

M. Beernaert. — Je n'ai pas accusé l'honorable membre d'être pour quelque chose dans ces lacunes.

M. Frère. — Comment! Mais j'en suis sûr que vous ne m'accusez pas de cela.

M. Scoumanne. — M. Beernaert a dit : lacunes incompréhensibles.

M. Beernaert. — Oui, il y a des pièces citées par M. Frère, et qui manquent au département.

M. Frère. — Eh bien, vous préciserez. Mais il est plaisant qu'on me reproche de citer comme chef de l'opposition des notes que j'ai recueillies en étudiant une question, étant ministre. Secret d'Etat! Eh, messieurs, ce que vise M. le ministre, c'est un fait qui s'est passé dans une séance à laquelle assistaient des députés, des sénateurs, des membres du conseil municipal d'Anvers, des généraux.

M. Beernaert me reproche aussi d'avoir cité l'opinion du général Leclercq qui déclarait que sans augmentation des effectifs, les forts de la Meuse étaient un danger. La vérité, elle doit être cachée.

Et voici qu'on trouve dans ce même dossier que M. le général Brialmont a lui-même déclaré que les fortifications de la Meuse entraîneraient une dissémination dangereuse.

On invoque l'opinion du général Chazal qui affirmait l'importance de la ligne de la Meuse. Je rectifie et je trouve que le général Chazal n'entendait pas le moins du monde accepter les fortifications du général Brialmont.

Tout est extraordinaire dans cette affaire. Jamais un projet aussi considérable n'a été soumis aux Chambres entouré aussi peu de lumière.

Il s'agit de fortifications qui occupent une grande place dans notre histoire. Plusieurs fois démolies et réédifiées, il s'agit de les faire de nouveau sortir de terre. Les enseignements de l'histoire sont cependant à méditer. Voyez la citadelle de Liège. En 1672, la guerre éclate entre Louis XIV et les Hollandais unis aux impériaux. Que fait Louis XIV? Sous prétexte que les Allemands voulaient s'emparer de la citadelle de Liège et qu'elle était insuffisamment défendue, il décide de s'en emparer lui-même. Et pendant un siècle, la citadelle tour à tour prise et reprise appelle sur le pays des maux affreux.

En 1839, nous établissons la défense du pays, après des discussions savantes entre des hommes spéciaux. après les travaux d'un comité consultatif, d'un grand comité composé de vingt-sept officiers généraux ou supérieurs, après un débat solennel devant les Chambres, deux débats, l'un en 1838, l'autre en 1839, où toutes les opinions furent creusées à fond, et tout cela doit tomber devant l'opinion d'un seul homme qui ne pense plus comme en 1839.

Il s'agit d'un homme très distingué, dans sa partie, mais il est bien rare qu'on unisse toutes les facultés. Et comme contrôle à son opinion, on appelle les généraux qu'on sait la partager. C'est le contraire qu'il fallait faire. Dans ma carrière ministérielle, j'ai toujours appelé la contradiction dans les commissions que j'ai composées.

La présence du général Chazal qui a fait prévaloir le plan de 1839, s'imposait dans la réunion des généraux consultés sur les projets. Mais l'on nous dit : il est si vieux; on n'a pas voulu lui imposer un long voyage au mois de janvier. Mais messieurs, le maréchal de Moltke est bien plus âgé que lui. Et tous ceux qui connaissent le général Chazal savent qu'il est très valide. Et si on l'avait appelé, il serait venu, je l'affirme. Le général Chazal n'a pas été mis à la

retraite. Il a été maintenu dans sa position de lieutenant général, à raison des services éminents qu'il a rendus à l'armée.

Et pourquoi ne pas consulter le général Leclercq, qui est à Bruxelles? Mais non, on ne consulte que ceux qui diront : Monsieur le ministre, vous avez raison.

L'orateur s'attache à démontrer que le général Brialmont a changé d'avis sur l'importance de la ligne de la Meuse.

M. de Bruyn, rapporteur. — Dans tous ses écrits, il dit qu'il faut la fortifier. Cela n'est pas contestable.

M. Frère. — Je le conteste formellement. M. le général Brialmont a changé d'avis. Il peut avoir d'excellentes raisons pour cela, mais nous n'avons à apprécier que les raisons qu'on nous donne.

*Séance du 2 juin.* — M. Frère reprend son discours. Bien des gens semblent croire que je ne vois dans ce débat qu'une question personnelle.

Cela est absolument inexact. Je n'ai jamais eu avec le général Brialmont de ces relations qui parfois donnent lieu à des froissements. J'ai toujours rendu hommage à son mérite. J'ai eu le malheur d'être en désaccord avec lui en 1881 et 1882 sur la question de la Meuse, et si je combats son opinion, ce n'est pas pour le plaisir de le mettre en contradiction avec lui-même. Je poursuis un but plus élevé. Il y a là une question grave. Il s'agit d'une transformation complète de notre système de défense, et elle exige une justification formelle.

J'aurais voulu avoir le procès-verbal de la réunion des généraux assemblés. Je n'obtiens rien. L'opinion de ces généraux est considérable, je le veux bien, mais comment la motivent-ils? Les généraux belges que j'invoque ont parlé spontanément. Les autorités étrangères que je consulte sont contre les fortifications projetées. M. le ministre des finances a cherché à affaiblir l'autorité du général Knoop, mais la Hollande a préféré un système d'éparpillement, en quoi cela peut-il affaiblir pour nous l'opinion contraire de cet officier, alors que nous avons préféré la concentration? Vous aurez à vous prononcer entre ceux qui, tout à coup, se prononcent pour les fortifications de la Meuse et ceux qui les combattent et les ont toujours combattues.

Le système de 1839 repose uniquement sur une concentration de l'armée appuyée au seul camp retranché d'Anvers. Mais, dit-on, ce système implique l'abandon du pays. C'est pour cela qu'on demande des défenses ailleurs. Le vulgaire en effet est porté à croire que la force d'un pays réside dans les fortifications placées sur divers points pour en garder l'accès. L'objection était dirigée en 1859 contre le système que nous avons fait prévaloir. On prétendait qu'on allait faire jouer à l'armée et au pays même un rôle humiliant. Mais le général Chazal s'élevait contre cette idée.

L'orateur donne lecture d'un écrit du général Chazal condamnant, dans l'intérêt du pays et de la dignité même de l'armée, le système de la dissémination des forteresses, et invoquant diverses autorités militaires : le Grand Frédéric, l'archiduc Charles, le duc de Wellington, l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>.

M. le prince de Chimay. — Pourquoi n'a-t-on pas appliqué ces principes en 1870?

M. Frère. — On les a appliqués en 1859 en créant Anvers et en rasant toutes les autres forteresses.

M. de Chimay. — En 1870, on a envoyé des troupes à la frontière.

M. Frère. — Vous auriez voulu les y envoyer appuyées sur des forteresses et vous auriez perdu le pays.

Je sais bien que dès 1859 le système de concentration était combattu, que des officiers de mérite attribuaient une valeur particulière aux lignes de la Meuse et de l'Escaut. Mais nous avons compris, avec quelqu'un qui valait bien les généraux d'aujourd'hui, avec Napoléon, qu'une armée de 100,000 hommes concentrée et appuyée sur une seule place forte, nous serait plus utile qu'une armée disséminée.

M. Nothomb. — Vous avez gardé Liège et Namur.

M. Frère. — Nous connaissons cette plaisanterie. Faisait-on une différence entre la Meuse et l'Escaut ? Les défenses de l'Escaut, Tournai, Gand, sont tombées. Comptez-vous les réédifier, et si vous ne les réédifiez pas, vous êtes inconséquent.

Mais on a fini par se rallier dans l'armée au système de la concentration, et cela grâce aux efforts du général Brialmont, qui, plus que tout autre, en était partisan.

Le général Renard était un partisan de la défense de la Meuse sans doute, mais il ne niait pas que le plan de concentration du général Brialmont entraînait la démolition de toutes les forteresses. Invoquer son opinion, c'est donc tout ce qu'il y a de plus plaisant.

Le général Brialmont n'a-t-il pas écrit en 1870 que les citadelles de Liège et de Gand n'avaient d'autre but que de protéger de grands centres de population ?

M. de Bruyn, rapporteur. — Mais, dans d'autres ouvrages, il a exprimé un avis différent.

M. Frère. — On a rasé les citadelles de Gand et de Tournai. On a conservé celles de Liège et de Namur, et on invoque des projets qui avaient pour but de les modifier et de les développer. Ce sont là des études de commandants du génie et de fortifications. Pure virtuosité. Le gouvernement dont j'ai fait partie n'a jamais ordonné aucune espèce de projet ou d'étude. Nous avons racheté la citadelle de Huy, mais pour la transformer en caserne.

On a entrepris des travaux à Namur en 1870 ; on les invoquera ; c'est la réserve du ministre de la guerre. Mais, messieurs, il s'agissait seulement d'utiliser la citadelle de Namur comme position de campagne. Ce sont les travaux dont le général Chazal avait indiqué l'utilité, quand il a écrit les lignes où M. Beer-naert voit une adhésion à ses projets.

En définitive, les ouvrages de Liège et de Namur n'ont été conservés que comme casernes, et tel est le rôle qu'on leur réserve dans les projets actuels.

Quant à nos déclarations devant les Chambres, elles ont été conçues dans ce sens et catégoriques. Nous avons dit en 1882 que nous voulions maintenir et conserver comme logements pour les troupes les ouvrages de Liège et de Namur, et tout le talent de M. le ministre des finances ne parviendra pas à faire croire que « maintenir et conserver, » cela signifie « raser et remplacer par des camps retranchés. »

On se fait une très singulière idée du système de 1859. D'après le chef du cabinet, quand nous l'avons conçu, nous n'avons eu que le dessein de nous défendre contre la conquête directe. Nous n'avons pas songé à défendre efficacement la neutralité de notre territoire. Mais relisez les discussions. Nous avons démolé les forteresses des frontières ; ce serait alors pour ouvrir cette partie du territoire à l'envahisseur ? Non, messieurs, ces forteresses ont été démolies parce qu'elles n'étaient pas défendables, parce qu'elles obligeaient à une dissémination fatale de nos forces, parce que la défense de notre territoire était jugée devoir être plus efficace confiée à l'armée de campagne ayant ses derrières appuyés sur Anvers que fondée sur une multitude de petites places fortes mal établies, dont les garnisons diminuaient les effectifs de campagne.

Il est vrai que quand on élève des fortifications, on ne les attaque pas, leur utilité est d'être inutiles. C'est là un point de vue particulier auquel il est difficile de répondre. Si on ne nous attaque pas, ce sera grâce aux fortifications de la Meuse. Voilà de la gloire acquise facilement.

L'orateur s'occupe des opinions stratégiques du général Eenens, qui vante l'efficacité des canons de la place d'Anvers. Le général Eenens ne croit pas probable l'occupation du pays par un des belligérants. Chacun d'eux hésitera à augmenter de 100,000 Belges les forces de ses ennemis.

Ces opinions ont été exprimées à l'occasion du voyage en Belgique du général français Lebrun qui était venu visiter la position d'Anvers, le camp de Beverloo et le camp de Braeschaet.

Aussi longtemps que les traités seront debout, le devoir des puissances sera de respecter notre neutralité. Nous devons nous armer cependant. Mais ne

disséminons pas nos forces; concentrons-les, afin d'avoir un état politique et militaire respectable. C'était l'opinion du général Eenens.

A trois heures vingt-cinq, la séance est suspendue. Elle est reprise à trois heures trente.

M. Frère-Orban. — Le système de 1859 a été établi pour défendre le pays contre la conquête et aussi pour empêcher la violation de notre territoire au mépris de notre neutralité.

Quelle étrange conception en revanche que la vôtre? Deux plans de défense, un pour la neutralité, avec les fortifications de la Meuse, un pour l'envahissement, avec Anvers. Que fera le général en chef?

Il enverra un parlementaire demander au général ennemi s'il vient pour envahir ou pour violer le territoire!

Et les raisons qu'on donne sont aussi étranges que la conception elle-même.

« On exige aujourd'hui, dit le général Brialmont, que nous défendions efficacement tout passage par notre territoire. » On exige! et on imprime cela en petites capitales. Qui donc exige! Qui a le droit d'exiger que nous fortifions la Meuse?

Le chef du cabinet, interrogé, avait déclaré n'avoir cédé à aucune pression du dehors. Cet « on exige » arrive comme un démenti. Mais quand nous cherchons à pénétrer ce que dissimule cet « on », nous trouvons des publicistes, des professeurs de fortifications.

On cite, il est vrai, des protocoles de la conférence de Londres ou plutôt on les invoque, mais je voudrais qu'on m'indiquât un seul protocole où il fût question de nos moyens de défense. C'est à peine s'il y est indiqué que notre neutralité doit être armée.

Toute la question au fond est de savoir comment nous défendrons le mieux notre armée. Le général Brialmont nous dit : avec les fortifications de la Meuse. Nous soutenons que sans fortifications sur la Meuse et avec une armée de 150,000 hommes, notre neutralité aurait plus de chances d'être efficacement défendue.

Remarquez que les forts qu'on vous demande coûteront très cher et ne seront pas les derniers. Il faudra encore un fort à Visé, c'est l'avis unanime des généraux. Puis il y a deux points où il faudra rendre le passage plus difficile, à Saint-Trond et à Libramont. Qu'est-ce que ce passage à rendre plus difficile? L'obstacle sera-t-il quatre hommes et un caporal, ou un fort?

A mesure que nos routes et nos chemins de fer se développeront, on découvrira la nécessité de nouveaux forts.

Ces fortifications, messieurs, sont inutiles parce qu'elles peuvent être facilement tournées, sont dangereuses parce qu'elles disséminent nos forces. Mais faisons table rase du système de 1859 et acceptons l'hypothèse de la nécessité de l'établissement des camps retranchés de Liège et de Namur.

L'armée doit être portée à 180,000 hommes.

Le gouvernement affirme qu'il y a une armée de 100,000 hommes, 30,000 hommes de réserve et qu'il ne lui en faut pas davantage. Pas d'augmentation des effectifs. Le gouvernement est très net. Il est partisan du service personnel, mais par la suppression pure et simple du remplacement. Jamais l'armée n'a été meilleure qu'aujourd'hui, ni plus forte, a dit M. Beernaert, et je ne proposerai aucun accroissement des effectifs.

Qu'a fait le gouvernement actuel pour avoir une armée plus forte et meilleure que jamais? Rien, absolument rien.

Nous, malgré l'effort de la lutte scolaire, nous n'avons pas perdu un instant de vue l'amélioration de l'armée. Nous avons porté le contingent de 12,000 à 13,000 hommes, et cette mesure a rencontré à droite une opposition acharnée. Aujourd'hui, cependant, la droite garde les hommes, comme elle a gardé les impôts, et elle se vante d'avoir pris les mesures que nous avons réalisées. Il est vrai que la droite a voté la réserve du général Pontus, réserve inique.

M. Woeste. — Vous avez fait voter la même réserve.

M. Frère. — Comme mesure temporaire, mais j'ai déposé un projet de loi qui faisait peser le poids de la réserve sur la bourgeoisie au lieu de le faire peser sur les classes laborieuses.

Quelles mesures avez-vous prises pour rendre l'armée meilleure et plus forte ? Vous avez nommé cinquante capitaines et vous avez rétabli les tambours ! (Hilarité générale.)

Il y a une question que vous auriez bien dû poser aux généraux dont vous demandiez l'avis sur les fortifications projetées. Il fallait leur demander s'ils croyaient à la réalité des 30,000 hommes de la réserve.

Vous comptez les mariés. Mais les mariés sont exemptés par la loi et ils vous résisteront.

M. Woeste. — Evidemment.

M. Frère. — Le ministre de la guerre croit le contraire, mais il se trompe, et comme le dit très bien le général Brialmont, les déchets des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> classes seront tellement considérables que l'on ne peut compter sur des chiffres positifs.

C'est dans ces conditions qu'on propose les fortifications de la Meuse, 130,000 hommes étaient nécessaires avant qu'on les édifiât ; on reconnaît qu'il faut, pour défendre Liège et Namur fortifiés, 8,000 hommes pour la garnison des taupinières et une force mobile dont le nombre d'hommes n'est pas indiqué. Où prendrez-vous ces hommes, puisque l'armée est déjà insuffisante ? En prenant les chiffres les plus bas, en acceptant les 130,000 hommes comme réels, il vous manquera 12,400 hommes pour défendre Liège et Namur. Et sur ce point si important on n'a pas consulté les généraux.

L'artillerie, elle devra être augmentée. Comment l'effectif ne le serait-il pas ? Il faudra 17 batteries au lieu de 8, répond le ministre, mais l'effectif des nouvelles batteries pourra être réduit probablement. Question à l'étude !

Ainsi on fera pour l'artillerie ce qu'on a fait pour la réserve, on créera des capitaines. (On rit.)

La vérité est cependant qu'il y avait des choses bien plus urgentes que les fortifications de la Meuse. Que ferez-vous de vos forts inachevés, si la guerre éclate, avec vos effectifs réduits, avec votre artillerie à laquelle vous n'avez pas pourvu.

Mais je sais le calcul. On dit : votons les fortifications, le reste viendra après. Mais vos successeurs auront tout contre eux pour obtenir ce reste : les déclarations formelles du gouvernement, l'avis des généraux, l'autorité du vote de la Chambre. Et c'est l'armée qui en subira les conséquences ; elle n'obtiendra pas le service personnel enterré dans les remparts de Liège.

L'orateur aborde ensuite la question des têtes de ponts et des camps retranchés et s'attache à démontrer que le mot « tête de pont » n'est introduit dans le débat que pour rattacher les fortifications projetées au système de 1839, mais qu'elles constituent en réalité de véritables camps retranchés. M. Beernaert lui a reproché d'avoir tronqué une citation du général Brialmont, mais l'honorable et imprudent ministre (on rit) a cité inexactement en voulant rectifier. Voulez-vous que je précise, en rappelant ce qui s'est passé en 1872 ?

M. Beernaert. — Je vous laisse juger.

M. Frère. — Vous auriez donc dû tenir compte de ma réserve. Je passe. (Mouvement.)

En 1878, le général Brialmont a déclaré que les effectifs étaient insuffisants pour défendre la Meuse.

Dites donc la vérité sur la question des effectifs. Dites au pays que ces fortifications que vous allez créer n'ont pas d'hommes pour les défendre. Ces fortifications sont un appât pour l'ennemi. Quant à moi, je ne m'associerai jamais à de pareils projets. (Très bien ! et applaudissements à gauche.)

M. le général Merjay lit quelques considérations stratégiques sur la vallée de la Meuse et l'utilité des fortifications qui assureront la liberté de nos mouvements.

M. Woeste répond au discours de M. Frère-Orban. L'orateur se couvre de la haute personnalité de M. Malou. Les membres qui suivaient la politique de l'illustre chef de la droite ont toujours voté les contingents de la guerre, quel que fût le ministère qui les réclamât. S'ils ont repoussé un certain système de réserve, c'est parce qu'ils le croyaient compromettant pour le pays. Quant aux fortifications de la Meuse, la droite les a combattues quand l'idée en a été introduite à l'improviste par le général Liagre, et M. le ministre des finances n'était pas en désaccord. Mais, dans une question de ce genre, les circonstances extérieures peuvent jouer un rôle considérable.

L'attitude de la droite est aujourd'hui ce qu'elle a toujours été. En 1880, quand le général Liagre a parlé pour la première fois des fortifications de la Meuse, l'orateur a affirmé que la Belgique ne pouvait pas être le théâtre des hostilités. Il maintient cette opinion.

Dans un écrit récent et d'ailleurs remarquable, un fonctionnaire des affaires étrangères a jeté des doutes sur la sécurité de la neutralité belge. M. Woeste cite des passages de l'article de M. Banning. Selon ce publiciste, la neutralité en 1831 et 1839 était beaucoup plus efficace qu'aujourd'hui. Il faut regretter de telles assertions. La Belgique doit témoigner hautement de sa confiance dans les engagements des grandes puissances. D'après les traités, la Belgique a des obligations corollaires de celles que les puissances ont vis-à-vis d'elle. C'est là l'esprit et le texte même des traités des 18 articles et des 24 articles. Aucun traité n'est venu entamer depuis cette consécration de notre neutralité libre et spontanée de la part de l'Europe. La Belgique, qui ne peut être nuisible à aucun Etat et qui peut être utile à beaucoup, a toujours conservé loyalement l'attitude qui lui était imposée. Elle a le droit de se retourner vers ces puissances, et de leur dire : « J'ai rempli mes devoirs. Je puis compter sur vous. » Les faits confirment cette manière de voir, justifiée par le langage de lord Clarendon, en 1855, par l'intervention de l'Angleterre en faveur de la neutralité belge en 1870, et par la sympathie que nous avons trouvée alors à Berlin et à Paris. On cite, il est vrai, les articles de sir Charles Dilke, mais sa situation ne lui permet pas grande influence sur les conseils de son pays. Pour moi, j'ai confiance dans la protection de notre ancienne alliée et dans sa fidélité. Nous ne voulons, nous ne devons pas croire qu'une violation de notre neutralité soit possible. Personne n'y a intérêt : ni la France, ni l'Allemagne.

D'après les chefs mêmes les plus compétents des deux armées, la neutralité belge couvre les deux frontières. Il est possible que dans ces derniers mois une opinion contraire ait pu se faire jour en Allemagne comme en France. En 1859, le général Chazal organisait notre défense nationale sur une seule base d'opérations, Anvers, avec l'utilisation des vieilles forteresses. Or, les ouvrages de Liège et de Namur, efficaces peut-être en 1859, se trouvent aujourd'hui, par les progrès de l'artillerie, devenus illusoires. De quoi s'agit-il donc ? De conserver le même système en tenant compte de la marche du temps ? Est-ce là seulement le but du projet proposé ? C'est ce qu'examine M. Woeste. La ligne de la Meuse est-elle devenue pour la Belgique une ligne d'opérations tellement importante qu'un système nouveau doive être substitué au camp retranché d'Anvers ? Alors, il faudrait s'occuper avec le même intérêt de la ligne de la Sambre, comme le préconisait M. le général Liagre. Le gouvernement devra s'en occuper.

Deux hypothèses se présentent : ou une nation étrangère veut conquérir la Belgique, ou elle veut traverser le pays pour aller à la rencontre de l'ennemi. Dans le premier cas, — selon le système de 1859, sans abandonner le pays comme on l'a dit, — Anvers était pour la royauté, pour le gouvernement, pour l'armée, un refuge presque inaccessible. S'agit-il encore une fois de changer ce système et de vouloir défendre le pays tout entier ? Il nous faudrait alors trois armées au moins. Et nous n'en avons qu'une que nous ne devons pas disséminer. Ce système nouveau entraînerait le pays dans des dépenses nouvelles et tellement exagérées que l'orateur et ses amis ne pourraient jamais s'y rallier. Il faut que les principes de 1859 restent intacts. S'il ne s'agit que de créer au

contraire sur la Meuse des défenses simplement mises à la hauteur des développements de l'art de la guerre, l'orateur votera les crédits.

Dans la seconde hypothèse, celle où l'un des belligérants veut, en passant sur le territoire belge, gagner de vitesse l'autre belligérant, les fortifications proposées, comme s'en est expliqué M. le général Pontus dans la section centrale, auront pour effet d'empêcher ou de retarder ces tentatives de passage. Les réflexions que suscitera l'érection de ces nouvelles barrières seront la sauvegarde de notre territoire. La considération du temps à perdre l'emportera sur celle du temps que l'on chercherait à gagner.

L'armée étrangère d'ailleurs, qui songerait à traverser la Meuse, et qui risquerait ainsi de mettre contre elle, selon la direction choisie, l'armée hollandaise et l'armée belge, pourrait-elle manœuvrer sans élever derrière elle des ouvrages, qui ne se forcent pas en un jour? L'orateur croit que, dans la pensée du gouvernement, on ne veut pas sortir du système de 1859, mais il s'est produit ce fait, c'est que beaucoup d'officiers y ont vu autre chose, c'est-à-dire la renonciation au camp retranché d'Anvers et l'inauguration d'une organisation nouvelle de la défense nationale.

Le général Brialmont lui-même n'a-t-il pas avoué que les projets nouveaux n'avaient d'autre motif que le doute survenu sur la certitude autrefois admise de l'intervention anglaise? C'est sur ce point que la Chambre eût dû être avant tout éclairée.

Le système proposé se réduit à la création de 21 forts et fortins à Liège et à Namur. Il suffirait, dit-on, de 12,000 hommes pour leur défense. Malgré son incompetence militaire, l'orateur n'admet pas que cette poignée d'hommes, quels que soient les travaux de défense, puissent constituer une barrière suffisante. On l'affirme pourtant. Mais quelle responsabilité ne prend-on pas par une pareille affirmation? On affirme aussi qu'aucune autre aggravation de nos charges que l'aggravation du budget spécial, ne sera le résultat du vote des fortifications. M. Woeste croit à la bonne foi du ministre, — mais là encore il est en contradiction avec tous les officiers partisans des défenses nouvelles.

L'orateur demande à être éclairé. Il ne l'est pas.

Il y a encore un autre point discutable. Est-il nécessaire de fortifier plusieurs points à la fois? C'était l'objection de la section centrale. Pourquoi ne pas commencer par Liège et laisser Namur de côté?

Le général Brialmont a souvent changé d'avis; en variant, il a prouvé sa sincérité, mais nous avons le droit d'être en défiance devant un général qui change aussi souvent. Sans doute, on a consulté treize généraux, mais la procédure a été telle que leur opinion n'est pas importante. On ne leur a donné connaissance des plans qu'à la séance même et l'on a emporté le vote en une seule délibération. Remarquez, du reste, que les généraux, le baron Vandermissen, Brassine et Wauvermans, font cette réserve que les fortifications en projet ne réalisent les conditions d'une bonne défense que si les effectifs de l'armée de campagne ne sont point amoindris. Ces réserves des généraux eussent dû amener un débat contradictoire. Mais non, on n'a demandé aux généraux qu'un acte de foi en le général Brialmont.

Dans ces conditions, j'entrevois dans l'avenir l'éventualité d'une demande d'augmentation des effectifs appuyée sur les fortifications de la Meuse et je tiens donc à préciser mon vote.

Je voterai les fortifications avec cette réserve formelle qu'on ne pourra pas arguer de mon vote pour demander une aggravation des charges personnelles.

M. Bara. — C'est une attitude de jésuite.

M. Woeste. — Je précise seulement mon vote et j'explique que j'eusse voulu être éclairé par les délibérations d'une commission mixte.

M. Neujean. — Proposez sa réunion.

M. Woeste. — C'est un acte administratif et je ne veux pas empiéter sur les attributions du gouvernement.

L'orateur termine en recommandant au gouvernement d'accorder des indemnités aux propriétaires à raison des servitudes militaires des nouveaux forts.

Qu'il n'écoute pas les subtilités des légistes, mais juge en équité. Il n'est pas juste qu'un citoyen subisse un dommage sans être indemnisé.

L'honorable membre formule un amendement dans ce sens. J'espère, dit-il, que le ministre se ralliera à l'amendement et me permettra ainsi de voter le projet.

*Séance du 6 juin.* — M. le général Pontus, ministre de la guerre. — L'opposition accuse les projets que nous avons présentés de changer notre système de défense de 1839. Il ne faut pas confondre le système de la concentration avec celui de la concentration absolue. Ce dernier système n'a jamais été dans la pensée des hommes de 1839; il est tout nouveau. Le 25 juillet 1838, le général Renard combattait déjà devant la Chambre la concentration absolue. Et, deux jours après, M. Frère-Orban protestait, dans une éloquente interruption, contre un système qui, poussé jusqu'au bout, ne laissait à l'armée belge d'autre attitude possible que la fuite obligatoire. Et plus tard encore, en 1869, le même général Renard protestait avec énergie contre l'abandon des fortifications de Namur et de Liège; en tout temps, tous les cabinets qui se sont succédés se sont préoccupés du maintien du système de défense de la Meuse, sans infirmer en rien le système de concentration sous Anvers.

L'honorable ministre de la guerre se défend d'avoir mal traduit la pensée du général Chazal.

Le général Chazal s'est prononcé contre le désarmement de Namur. Le ministre prévoit le cas où la neutralité belge serait violée; nous bornerions-nous à nous réfugier dans le camp retranché d'Anvers et à attendre sans agir dans la vallée, devenue un champ de bataille, qu'elles s'y soient rencontrées? Une telle attitude peut-elle être digne du peuple et de l'armée belges? Le général Chazal s'est indigné quand on l'a pu soupçonner d'avoir une pareille pensée. Il cite quelques exemples cités naguère par le général Chazal lui-même, sur la défense du Portugal et de la Dalmatie, pendant les campagnes du premier Empire.

Le système de Lara en Dalmatie, analogue à celui d'Anvers dans notre pays, servait à M. le général Chazal d'argument pour démontrer la nécessité de conserver des têtes de pont sur la route d'invasion, n'eussent-elles encore d'autre résultat que d'empêcher le « bon public » de s'abandonner au découragement.

S'il est, d'une part, bien établi que nul n'a voulu, dans le passé, anéantir ce qui reste des défenses de la Meuse, il est non moins exact que la guerre franco-allemande de 1870 a singulièrement changé les situations d'autrefois. La France et l'Allemagne ont hérissé de forteresses leurs frontières, et pour le général Pontus, malgré sa foi robuste dans la garantie des traités, l'idée que l'un des belligérants peut avoir celle de traverser le territoire belge, n'est pas une chimère. Il examine tour à tour les avantages que l'accès de la vallée de la Meuse aurait pour une armée allemande et pour une armée française.

Il ne faut pas laisser à nos voisins cette tentation. C'est sur la Meuse que nous devons défendre notre neutralité, et, ne l'oublions pas, notre neutralité violée, ce serait, comme on l'a dit, inévitablement notre indépendance perdue. L'honorable chef du cabinet a rappelé l'autre jour le prix que les puissances étrangères attachent au succès de la proposition. Pourquoi M. Frère est-il seul à les croire inutiles, dangereuses, inefficaces? L'orateur examine de près la situation des ponts de la Meuse. Avec les fortifications actuelles, huit restent à la disposition de l'ennemi. Le système nouveau n'en laisse que deux, qu'il est facile de faire sauter.

Prévoyant l'hypothèse où la violation viendrait de l'armée allemande, le ministre expose que les fortifications proposées lui donneraient fort à réfléchir et pourraient l'arrêter assez longtemps pour que la France ait le temps d'en tirer un sérieux avantage. Ce que l'on demande à faire de Namur et de Liège, ce sont des places d'arrêt — arrêt pour l'ennemi — et des têtes de pont, des points d'appui, des pivots de manœuvres pour l'armée nationale ou ses alliés. Les fortifications seront donc utiles, contrairement à l'affirmation de M. Frère. Le

ministre examine, pour suivre le chef de l'opposition dans sa trilogie, si elles seront inefficaces. On veut prévoir que nos forts seront mal gardés, que l'ennemi se glissera facilement, la nuit surtout, dans les intervalles qui sépareront les travaux. L'observation qui a été faite peut s'appliquer à tous les travaux de défense modernes. Et l'on oublie trop que les troupes assez importantes pour surprendre dans ces conditions de supériorité un de nos forts occupent elles-mêmes une superficie trop étendue pour que leur marche ne soit pas promptement signalée. L'erreur de M. Frère est de croire que ces fortifications vont nous forcer à changer tous nos plans et à constituer une armée de campagne beaucoup plus considérable. Nous voulons donner plus d'ampleur aux défenses de Liège et de Namur sans rien changer à l'organisation actuelle : nous ne pensons même pas avoir à augmenter dans de vastes proportions leurs garnisons. La question de la réserve de l'armée, du service militaire plus ou moins étendu, n'a pas à être mêlé avec nos projets de fortifications de la Meuse. Le ministre, rappelant la magnifique campagne du Nord du général Faidherbe en 1870, avec une armée si inférieure en nombre et composée d'éléments si disparates, attribue ses succès au soutien, au point d'appui qu'il a trouvé dans les places fortes du Nord, de la Somme et du Pas-de-Calais. C'est une erreur de croire que l'on peut faire la guerre sans places fortes. Les travaux projetés seront donc efficaces.

Une troisième accusation les atteint : ils seraient dangereux.

Ils seraient dangereux, d'abord parce qu'ils ne couvriraient pas suffisamment les villes qu'ils doivent entourer. Le ministre expose que les projets sont à la hauteur des derniers progrès du génie militaire. Leur éloignement dépasse de près de 2,000 mètres tout ce qui a été fait dans les dernières années en Allemagne et en France. Quels sont les autres dangers auxquels nous exposerait les fortifications de la Meuse? M. Frère dit qu'elles appelleront sur nous la foudre. Langage qui n'est pas nouveau et que M. Dumortier tenait en 1859 au sujet d'Anvers en répondant au général Chazal : « En faisant, dit-il, d'Anvers une forteresse de premier ordre, vous éveillerez les appétits, vous appellerez l'intervention de l'étranger. »

Ce qu'on craint surtout, a-t-il été dit, c'est l'éparpillement de nos forces. Le ministre expose que l'armée compte en plus qu'en 1870, 3 régiments d'infanterie, 3 régiments de cavalerie, 1 d'artillerie, etc., etc. Nous avons 50 bouches à feu de plus. Les services sont parfaitement organisés. La situation de l'armée est incomparable, et nous sommes en mesure de parer à toutes les éventualités, sans que les fortifications nouvelles distraient même de notre effectif l'augmentation que nous y avons réalisée depuis quinze ans. M. Frère a donc des craintes inutiles. S'il a cru que le général Brialmont avait voulu déplacer notre camp retranché d'Anvers ou le dédoubler pour le porter sur la ligne de la Meuse, il s'est étrangement trompé. Ce serait là, en effet, une dissémination dont nous ne voulons pas. Encore une fois, il ne s'agit que de créer deux fortes et solides places d'arrêt qui complètent, consolident, loin de l'ébranler, notre système de défense.

Le 16 août 1859, M. le général Chazal, dont on a cité le discours, était loin de viser les fortifications de Liège et de Namur, puisque le lendemain, comme le ministre l'a déjà dit, il insistait sur la nécessité de leur conservation.

On a supposé le cas où les belligérants qui franchiraient notre frontière et violeraient notre neutralité, prendraient une autre voie que Liège et Namur. Dans ce cas, quelle utilité aux dépenses que nous allons faire? Mais alors, avec cet argument, toutes les fortifications quelconques seraient condamnées à l'avance.

Singulière logique ! la preuve qu'elles existent, et qu'on les craint, c'est qu'on les tourne. En serviront-elles moins de point d'appui à notre armée de campagne ?

Le ministre, sans entrer, on le comprend, dans trop de détails, affirme que le type des forts qui seront construits sera digne du sacrifice que le pays se sera imposé. Encore une fois, il le déclare solennellement, il ne s'agit pas de changer

rien au système de concentration sous Anvers, mais de mettre à la hauteur de la science militaire moderne, des progrès de l'artillerie la défense de la ligne de la Meuse que toutes les compétences militaires, y compris le général Chazal, ont toujours et à juste titre, voulu conserver.

Arrivant aux questions posées par M. Houzeau à M. Beernaert à une dernière séance, le ministre dit avoir nettement répondu, dans la troisième section, à la question des effectifs nécessaires à la défense de ces fortifications. Ces effectifs sont de peu d'importance. C'est là un des bénéfices de la méthode nouvelle que de pouvoir mettre en état de défense réelle et efficace un grand espace avec des forces relativement faibles. N'est-ce donc rien aussi que de mettre à l'abri du bombardement des cités riches, industrielles, peuplées comme Liège et Namur ?

On a eu tort de parler des variations du général Brialmont. Mais dans l'art de l'ingénieur militaire, c'est une nécessité de varier. Chaque découverte nouvelle doit amener une variation même et surtout dans l'esprit d'un homme supérieur. Le ministre s'indigne des expressions dont on s'est servi vis-à-vis d'un homme comme le général Brialmont, reconnu par tous, en Belgique et ailleurs, comme une lumière et comme une des gloires de notre pays. (Vive approbation.)

Le ministre donne lecture d'une lettre du général Brialmont qui dit, dans les termes les plus nets, qu'il n'a jamais entendu renoncer au système d'Anvers et qui confirme, en ce qui concerne les garnisons des forts de la Meuse, qu'elles ne nécessiteront pas une sérieuse augmentation d'effectifs, — même en cas de guerre.

Notre mobilisation, en cas de guerre, nous donnerait avec le système actuel, 437,000 hommes. En 1870, l'armée était de beaucoup moindre et le déchet beaucoup plus considérable qu'il ne serait aujourd'hui, à cause d'une quantité de mesures prises depuis lors. La liste des indisponibles a diminué dans des proportions très rassurantes.

Le ministère cite comme exemple le rappel qu'il vient de faire de deux classes : il y a une proportion infime d'absences. Enfin, 90 p. cent des permissionnaires sont rentrés d'eux-mêmes à leurs régiments. (Murmures approbatifs.) Tout cela en dix jours.

Si la loi le lui permettait, dit le ministre, il rappellerait un jour, en une fois, toutes les classes.

Alors on ne discuterait plus nos contingents. Et l'on verrait que les effectifs nécessaires à la défense des travaux nouveaux nous laissent intacte une armée de campagne à la hauteur de sa mission.

M. Joseph Warnant ne veut pas reprendre point par point le discours de M. le ministre de la guerre. L'honorable député de Huy croit sérieusement que l'idéal pour la Belgique serait d'avoir en même temps le camp retranché d'Anvers, les fortifications de Liège et de Namur et une armée mobile de 100,000 hommes. Mais comme il ne croit pas, avec les effectifs et l'organisation actuelle du service militaire, que ces trois choses sont possibles en même temps, il pense comme M. Frère-Orban que ces fortifications ne peuvent, dans l'état actuel, qu'ajouter à la défense nationale un péril nouveau. Si e les sont attaquées, il faudra les défendre, et, pour les défendre, vous désorganiserez votre armée. Oui, c'est une illusion et la plus dangereuse de toutes, pour le pays, que de croire qu'avec le nombre d'hommes dont vous disposerez, vous pourrez suffire à la tâche dont vous assumez trop légèrement la responsabilité. Vous avez beau gonfler vos chiffres et diminuer vos déchets, votre chiffre de 430,000, nous n'y croyons pas. Ecoutez donc ce que vous disent tout bas vos généraux qui sont des hommes de talent et des patriotes. Ecoutez M. Brialmont, écoutez M. Vandermissen qui vous ont répété qu'il vous fallait plus d'hommes, de chevaux, d'autres canons, d'autres fusils. Faites tout cela. Nous le voulons bien. Mais pas de réticences, pour plaire à M. Woeste et à ses amis. Ne faites pas à votre majorité cette con-

cession de bâtir des forts dans lesquels ils ne vous permettront pas de mettre des hommes et des canons.

Quelle que fût l'énergie, l'héroïsme de nos officiers et de nos soldats, ce n'est pas avec 6,000 hommes que vous défendriez ces forts contre 300,000 Prussiens qui déjeuneraient à Liège pour aller dîner à Namur. C'est un appât que vous offrez à l'ennemi. On vous l'a dit, et je vous le répète, pendant qu'il en est temps encore.

L'orateur profite de l'occasion pour s'étendre avec gaieté sur les difficultés auxquelles a donné lieu entre la ville de Huy et le ministère de la guerre le fortin tombant en ruines qui orne cette localité. Il conjure le ministre de supprimer ces souricières. Si vous trouvez un fort nécessaire à Huy, faites-le au confluent de la Méhaigne et de la Meuse.

M. Nothomb a été vivement ému du discours de M. Warnant à la séance précédente. Quant à lui, après les explications si nettes de M. le général Pontus, il votera le projet sans aucune hésitation, sans réserves. Il examine ce qui se passe chez tous les peuples de l'Europe. Chacun n'a d'autre pensée que de se fortifier chez soi. Et quand les Chambres étrangères examinent les projets qu'on leur propose, elles y mettent plus de rapidité que nous. En Roumanie, en Italie, en Prusse, on a voté un nombre considérable de millions pour les fortifications en une seule séance. A ce propos, je dirai, sans attaquer personne, que les orateurs belges manquent de discrétion.

L'orateur appuie les propositions du gouvernement avec la conviction la plus absolue.

Il rapproche l'opposition qui est faite aujourd'hui au gouvernement belge de celle qui a été faite à M. Thiers pour les fortifications de Paris. M. Guizot pour tant, mettant de côté toute question de parti, s'y ralliait.

Le député de Turnhout revient sur tous les développements déjà longuement exposés sur les avantages des fortifications de la Meuse. Il insiste sur le danger de l'excessive confiance qu'a témoignée M. Woeste dans l'alliance anglaise. L'Angleterre peut à peine suffire à sa propre défense et elle n'interviendrait pas sur le continent.

M. Woeste. — Ne disons pas de mal de l'Angleterre. C'est un intérêt national.

M. Nothomb. — L'Angleterre est une grande nation ; mais ses propres ministres avouent qu'elle n'a pas à cette heure des forces suffisantes pour défendre ses nationaux sur tous les points du globe où elle est attaquée.

M. Woeste. — Vous tenez un langage extrêmement regrettable.

M. Pirmez. — Un ministre, lord Randolph Churchill, a en effet tenu un pareil langage, mais c'est pour cela qu'il a dû rendre son portefeuille.

M. Woeste. — Dans toutes les circonstances publiques, l'Angleterre a affirmé que nous pouvions compter sur son alliance armée.

M. Nothomb. — Je ne mets pas en doute les sympathies de l'Angleterre, mais il lui manque 500 mille soldats.

M. Frère-Orban. — L'Angleterre est assez grande pour savoir ce qu'elle doit faire.

M. le prince de Chimay, ministre des affaires étrangères. L'Angleterre a toujours fait ce qu'elle a dû, quand elle l'a voulu. (Mouvement.)

M. Nothomb. — Autant que vous, je respecte notre ancienne alliée. Mais je ne puis que constater ce que reconnaissent ses propres gouvernants. Nous savons que nous pouvons compter sur ses sympathies. Mais elles seraient nécessairement platoniques. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Voilà la vérité. M. Nothomb, de ces prémisses, conclut à la nécessité inéluctable des fortifications de la Meuse. Suivant l'ordre de discussion de M. le ministre de la guerre, le suivant même presque textuellement, M. Nothomb répète que nul n'a jamais songé à renoncer au système de concentration sous Anvers pour des opérations dispersées dont il ne nie pas le péril. La ligne de la Meuse est le complément même du camp retranché d'Anvers. L'orateur cite un des articles

de l'*Indépendance belge* sur la question. Il faut ou raser les vieilles fortifications ou en élever de nouvelles à la hauteur des conceptions nouvelles de l'art militaire. Les fortifications de la Meuse ont été reconnues indispensables, comme on l'a dit hier, par M. le général Chazal, qui semble aujourd'hui en contradiction avec lui-même.

Si des événements imprévus provoquaient des situations inattendues, on regretterait vivement d'avoir combattu des mesures qui seules peuvent sauvegarder notre territoire et notre nationalité. En admettant même qu'aucun des belligérants ne cède à la tentation d'aller au-devant de l'ennemi dans la vallée de la Meuse, ne peut-il pas arriver qu'une armée allemande, battue dans les Vosges, y vienne chercher refuge? L'orateur rapproche cette hypothèse possible de la situation du général Bourbaki obligé de franchir la frontière suisse.

« La guerre a ses fortunes ainsi que ses disgrâces. » Les fortifications projetées n'eussent-elles qu'une utilité problématique, il faudrait les voter quand même, parce qu'elles seront un gage de force de notre part. De même qu'un homme n'a jamais trop d'honneur, une nation ne saurait jamais trop donner de preuves de sa sécurité et de sa confiance en elle-même. On ne respecte que ceux qu'on juge capables de se faire respecter eux-mêmes. La condition des traités qui garantissent la neutralité belge, c'est que la Belgique fera toujours tous les sacrifices nécessaires pour imposer à chacun le respect de son territoire. L'orateur cite divers exemples pour démontrer que les pays neutres doivent asseoir leur neutralité sur des éléments de force matérielle. Il s'étend de la violation de la neutralité suisse en 1813 par les armées alliées, malgré l'opposition de l'empereur de Russie, jusqu'au récent bombardement d'Alexandrie. Il faut que la Belgique, par un grand effort, montre à l'Europe que ce n'est pas sur elle qu'on consentira à laisser faire une pareille expérience.

M. Jules Warnant s'occupe spécialement des défenses de la ville de Liège. Les fortifications projetées comprennent, pour ainsi dire, tout l'arrondissement, couvert d'usines et d'une agglomération telle qu'on n'ose songer à la situation qui lui serait faite par un investissement. Anvers a la mer. Mais quelle serait la situation de Liège et de la banlieue liégeoise en cas de guerre? Et a-t-on pu comprendre à ce point mal les réclamations du conseil communal que de l'avoir soupçonné de vouloir attirer sur la ville de pareils dangers? Nous avions définitivement adopté en 1839 le système de concentration sous Anvers. C'était la conséquence même du principe de la neutralité. Que s'est-il donc passé pour que ce même principe exige aujourd'hui que nous nous précipitions au-devant des envahisseurs? On prétend que c'est une obligation sous-entendue dans les traités. L'orateur demande à prendre connaissance de cette contre-lettre dont personne, il y a deux ans, n'avait jamais entendu parler. C'est une interprétation nouvelle et qui nous entraînerait bien loin. Nous n'aurions plus que des obligations et aucuns droits. Ce serait à nous, par la force, d'arrêter l'ennemi. Mais ceux qui ont garanti notre neutralité, que feraient-ils dans l'entre-temps? Ils jugeraient les coups!

L'orateur n'admet pas, ne veut pas admettre qu'obligatoirement la Belgique soit contrainte à envoyer 100,000 Belges contre 300,000 Allemands ou 300,000 Français avec la certitude de l'écrasement et de la défaite ou de l'annexion au moins de son armée et de ses forteresses. Le jour où la Belgique est envahie, il n'y a plus de neutralité, à moins que les puissances garantes n'interviennent. Sinon, nous n'avons plus qu'à consulter notre intérêt. On l'a dit, le patriotisme doit être égoïste. Notre seul devoir serait de sauver notre indépendance. Et comme l'a dit le général Brialmont lui-même, nous devons réserver nos forces pour les jeter dans la balance au moment décisif et du côté où notre intérêt national se trouvera garanti. D'ailleurs, Anvers même n'est pas complètement fortifié : des travaux y sont encore nécessaires. Terminez-les, au moins avant d'en entamer de nouveaux autre part.

M. de Bruyn, rapporteur, avoue une certaine incompétence pour traiter ces questions. Mais, en pareil cas, que faire ? Se laisser guider par son bon sens.

C'est sans grand enthousiasme que nous venons vous proposer de voter des fortifications qui coûteront fort cher. Mais nous les proposons parce que nous les croyons indispensables.

La nécessité en a été démontrée par les écrits militaires qui ont paru non seulement en Belgique, mais à l'étranger.

Le gouvernement a fait son devoir en proposant les crédits. Il n'a pas abandonné le système de concentration de 1859 établi sous les auspices de M. Frère. Et aujourd'hui c'est le système de concentration développé vers Liège et Namur qu'il défend contre M. Frère, ce système qui fut l'œuvre commune de M. Frère et du général Chazal, car, — l'honorable membre l'a dit, — sa part de collaboration fut aussi grande que celle du général Chazal. Ceci me fournit l'occasion de rendre hommage à ses connaissances en stratégie.

M. Frère. — Je vous remercie. Mais ma part de collaboration était de fournir les fonds, plus de 50 millions. Ce n'est pas rien.

M. de Bruyn. — Moi, je trouve étrange que M. Frère appelle les fortifications d'Anvers son œuvre commune à lui et au général Chazal et ne cite même pas M. Brialmont. Or, c'est l'auteur des fortifications d'Anvers qui réclame celles de Liège et de Namur.

Il ne faudrait jamais, messieurs, dans les questions nationales, faire intervenir la politique.

(Suit une discussion sans intérêt pour l'extérieur.)

*Séance du 9 juin.* — Ont pris part à la discussion : MM. Beernaert, Neujean et de Kerchove; elle a surtout porté sur l'attitude des partis à différentes époques.

*Séance du 10 juin.* — M. de Buriel, tout en se déclarant complètement incompétent en matière militaire, regrette que des considérations politiques aient obscurci à plaisir un débat qui met en question l'indépendance nationale. D'après les traités qui ont constitué notre neutralité, nous devons, les premiers, sans attendre personne, faire obstacle à l'invasion de notre pays. En vertu du traité des 18 articles, c'est là un devoir strict, absolu, pour la Belgique. Les puissances garantes de notre neutralité doivent n'avoir qu'à nous prêter appui et nous trouver déjà organisées. Laissons de côté, pour arriver à ce but, les moyens utopiques, comme l'appel de la garde civique, comme la levée en masse. Considérons froidement et sérieusement la question. Les nouvelles frontières franco-allemandes se sont respectivement tellement fortifiées que la pénétration par la force est devenue presque impossible de part et d'autre. L'orateur revient sur l'attitude déjà discutée du conseil communal de Liège et l'interprète, malgré les protestations de M. Frère et des députés de Liège, comme une approbation des projets, au temps où l'intérêt de parti ne dominait pas encore la question. Il emprunte de nombreuses citations à la récente brochure de M. Arendt, directeur général au ministère des affaires étrangères. Lorsqu'en 1859, on a adopté le système de la concentration sous Anvers, le maintien des défenses de la Meuse en faisait partie intégrante. Aujourd'hui que le gouvernement, sous l'impulsion de l'éminent général Brialmont, veut simplement mettre à la hauteur des circonstances et des progrès de l'art militaire le même système, on l'accuse de vouloir tout changer, on taxe même le général Brialmont d'inconsistance. On oublie que l'homme absurde est celui qui ne change jamais.

Le projet du gouvernement actuel a été une arme aux mains du parti libéral. L'orateur rappelle les métamorphoses de la presse d'opposition au sujet de cette question. Il fait le tableau des désastres qui menaceraient la vallée de la Meuse si, devant une invasion étrangère, elle se trouvait désemparée. Nous n'aurions plus d'autre ressource que de faire sauter les ouvrages qui existent actuellement et de perdre en quelques heures tout le prix des dépenses qu'ils nous

ont si longtemps coûtées. Un avertissement providentiel nous a été donné. N'y restons pas sourds.

M. Hanssens regrette que tout le côté diplomatique de la question ait passé par-dessus la tête de la Chambre. C'était pourtant à son sens le principal. Quant au côté militaire, il y a en Belgique un comité de défense spécialement nommé par le Roi. Quand l'a-t-on convoqué ? Où et comment a-t-il été appelé à donner son avis ? En tout cas, il n'en reste pas trace. Le chef d'état-major de l'armée était en même temps l'auteur du projet, et l'orateur ne pense pas que le général Beernaert (rires), quelle que soit l'universalité de ses connaissances, ait éclairé tous les points obscurs du projet. Des bancs de la droite même sont parties des questions auxquelles il n'a pas été, quoi qu'on en dise, répondu. Sous le régime parlementaire, il semble à l'orateur qu'il ne devrait pas y avoir de mystères entre le Parlement et le gouvernement. C'est ce secret trop bien gardé, c'est cette *inconnue* qui pèse sur la présente délibération. Nous avons été des premiers à soutenir les mesures que le gouvernement veut prendre aujourd'hui ; mais nous soutenions en même temps l'augmentation de l'armée, le service personnel.

M. Thonissen, ministre de l'intérieur, fait l'historique de la dissolution du royaume des Pays-Bas et de la constitution de la Belgique indépendante. Dans le Congrès de 1830, notre pays, né de la veille, a pris vis-à-vis de l'Europe des engagements solennels. La plus importante des missions qui nous a été confiée a été de constituer une barrière entre la France et l'Allemagne.

Le 14 décembre 1831, ces engagements ont été réitérés. C'est donc notre devoir étroit que nous remplissons lorsque nous mettons nos forces militaires au niveau de la science moderne et que nous élevons des travaux destinés à renforcer cette barrière dont la garde nous a été confiée.

La conférence de Londres eût-elle gardé le silence sur ce point, le droit international établit nettement le devoir des neutres. En cas de guerre, a-t-on prétendu, la Belgique armée et les corps constitués n'auraient qu'à se réfugier dans Anvers. Eh bien, ce n'est pas là la neutralité. Le peuple neutre n'a pas le droit de se retirer sans combattre.

M. Coomans interrompt avec persistance.

M. Thonissen. — Mais laissez-moi donc tranquille. C'est insupportable. (Approbation de tous les côtés).

Citer les auteurs n'est rien, messieurs, il faut voir quelle est leur autorité. Quand ils citent le passé et le présent et en concluent des règles uniformes, cela devient très sérieux. Je puis m'appuyer sur un auteur de ce genre, que j'ai vu citer dans tous les congrès, le professeur Bluntschli, de Heidelberg. Or que dit Bluntschli ? Qu'un Etat neutre, incapable de défendre sa neutralité, a perdu sa neutralité, qu'on peut la violer.

C'est un principe parfaitement admis. Et la question a été jugée en Belgique, elle a été jugée en 1870. Que fit M. d'Anethan ? Il fit connaître à la nation et à l'armée que le territoire serait énergiquement défendu, et notre armée partit pour la frontière.

On exagère la faiblesse de l'armée belge. On dit : Que voulez-vous faire contre une armée de cinq cent mille hommes ? On oublie que pour mettre en bataille une armée de cinq cent mille hommes, il faut six lieues. Une armée de cent mille hommes bien exercés pourrait donc faire bien du mal à une pareille armée.

La France, en 1870, est restée fidèle à ses engagements diplomatiques. Mais, au moment de la guerre, elle nous a demandé si nous étions en état d'empêcher toute violation de notre territoire. Nous avons répondu que oui. Et elle a cru à notre affirmation.

Mais dire que, dès que nous entendrons le tambour ennemi, nous nous réfugierons dans Anvers, c'est tenir un langage dégradant contre lequel je proteste. La forteresse d'Anvers est une garantie immense pour l'avenir du pays. Mais

l'armée belge doit prendre pour point d'appui une forteresse située à l'extrémité du pays. Dans ces conditions, pas un général intelligent ne s'aventurerait au delà de Tirlemont ou de Wavre. Il faut à nos généraux un point d'appui sur la Meuse pour pouvoir manœuvrer en liberté.

Aucune puissance étrangère n'a agi sur nous d'aucune façon. Qu'auriez-vous dit si nous avions demandé aux puissances étrangères la permission de fortifier le pays ?

M. Frère. — On vous mettrait en accusation.

M. Thonissen. — Mais pouvons-nous dire à l'Europe : Nous laissons la moitié du pays sans défense et cette position si importante de la Meuse ne sera pas défendue.

Nous avons confiance dans la loyauté du gouvernement français et dans la loyauté absolue du gouvernement allemand, mais nous devons prévoir l'avenir. La guerre a ses tentations auxquelles les peuples les plus loyaux ne savent pas toujours résister.

Une de ces tentations pourrait bien surgir dans le cas d'un conflit entre la France et l'Allemagne, celle de passer par notre pays.

L'orateur s'attache à démontrer que les conditions géographiques, la disposition de places fortes, etc., rendent cette hypothèse vraisemblable.

Le premier devoir du pays est de faire acte d'énergie. En votant 19 millions pour les forts de la Meuse, nous disons à l'Europe que nous sommes décidés à combattre jusqu'au dernier souffle pour défendre notre indépendance.

M. Thibaut. — Il serait insensé de nous reposer mollement sur la foi des traités.

L'honorable membre votera le projet de loi.

*Séance du 14 juin.* — Après un vif débat tout personnel entre le chef du ministère et le chef de l'opposition, quelques déclarations sont faites pour expliquer le vote.

M. Guillery votera les fortifications de la Meuse avec quelques-uns de ses amis. Il regrette que le débat n'ait pas eu toute la grandeur que comportait la question. Ce débat, il faudra le provoquer à bref délai. L'état de nos forteresses, l'organisation de notre armée, le service personnel, voilà ce qu'il fallait grouper en une solennelle discussion. Isolées du reste, les fortifications de la Meuse sont devenues presque une question de parti. La défense nationale est indivisible. Il faut que d'ici à quelques jours le service personnel soit, à son tour, l'objet de nos délibérations. Ça été le cri qui nous est revenu partout, dans cette grande enquête où nous avons senti les souffrances de près. Les ouvriers nous ont dit : Nous ne sommes pas de la chair à canon, nous voulons servir la patrie ; mais pas avec les laquais, ni comme des laquais.

Pour l'honorable député de Bruxelles, les fortifications de la Meuse sont indispensables même pour que nos milices puissent rejoindre leur corps. Il est évident que l'état actuel de l'armée est defectueux. Il y a beaucoup à faire, même, comme on l'a dit, à Anvers ; mais les forts de la Meuse seraient de toute façon un point d'appui : une forteresse est une force, et l'orateur cite le mot du maréchal de Moltke : « Metz vaut une armée de 100,000 hommes. »

L'Europe attend de la Belgique une affirmation de son existence. Qu'elle dise bien haut qu'elle veut être indépendante et libre, elle le sera. Quelles que soient les combinaisons de la politique européenne, il faut s'attendre à ce que l'on nous demande un jour comme dans le passé : « Etes-vous prêts à défendre votre neutralité ? » Il faut que ce jour-là nous puissions hautement répondre : Oui, ne dussions-nous compter sur l'appui de personne. (Marques d'approbation).

M. Begerem, au nom des dissidents de la droite, combat les crédits. Il blâme la tendance du budget à tout sacrifier aux dépenses militaires. L'armée est suffisante, et les défenses actuelles aussi. Il se défie de la pente où le vote du

projet entraînerait le pays. Et dans le doute, il ne s'abstient pas; il votera contre.

M. Frère-Orban présente et développe une motion d'ajournement impliquant, en cas d'adoption de cette motion, la division du crédit : quatre millions pour mettre Anvers à l'abri des explosibles nouveaux; quatre millions pour les besoins de l'artillerie.

La motion d'ajournement est rejetée par 94 voix contre 33 et une abstention.

Il est procédé à l'appel nominal sur les huit millions de crédits demandés pour les fortifications de la Meuse.

Ces crédits sont adoptés par 81 voix contre 41.

— Au Sénat, la discussion a été beaucoup plus courte. Elle n'a rien offert de nouveau et les crédits ont été votés dans la séance du 23 juin.

## ÉTATS-UNIS

La question de l'émigration aux Etats-Unis commence à soulever des difficultés assez sérieuses.

On sait qu'une partie considérable des montagnards écossais, qui sont désignés communément sous le nom de « crofters, » ne sont pas dans une misère moins affreuse que les Irlandais les plus déshérités, et que le projet du gouvernement anglais est de se défaire de ces malheureux en favorisant leur immigration en Amérique. Toutefois, en présence des formalités dont le gouvernement des Etats-Unis entoure depuis quelque temps l'admission des émigrants, M. Sackville West, le ministre d'Angleterre à Washington, a été chargé de demander au secrétaire d'Etat en Amérique, M. Bayard, si des « crofters » envoyés à New-York ou ailleurs, aux frais de leur gouvernement, et ayant aux Etats-Unis des amis qui, au besoin, pourraient les aider, seraient autorisés à débarquer.

M. Bayard a répondu qu'aux termes des lois existantes, la misère seule des immigrants n'est pas considérée comme un obstacle, les Etats-Unis ne pouvant d'ailleurs oublier que le développement du pays est particulièrement dû à des hommes de toutes les nations du monde qui ne leur ont apporté, dans le principe, que leur courage et leur travail, mais que, dans la situation actuelle de la République américaine, il ne leur serait pas possible de considérer comme des auxiliaires avantageux des immigrants qui ne pourraient compter que sur l'appui et la bienveillance toute facultative de leurs amis en Amérique pour ne pas devenir une charge pour la bienfaisance publique.

M. Bayard a ajouté qu'il ne pouvait prendre d'avance aucun engagement quant à l'admission des montagnards écossais, et que le cas de chaque émigrant est apprécié séparément, au point de vue de ses ressources et de ses espérances, avant toute autorisation de débarquer.

Cette réforme du gouvernement américain a déjà mis fort mal à l'aise certaines compagnies de bateaux à vapeur qui ont décidé de provoquer une décision légale sur la question de savoir ce qu'elles auraient à faire, le cas échéant, des immigrants qui ne seraient pas autorisés à débarquer.

(*Indépendance belge* du 16 juin 1887).

## GRANDE-BRETAGNE

CHAMBRE DES LORDS. Séance du 10 juin. — Lord Salisbury répond à une

interpellation de lord Carnarvon au sujet de la convention anglo-turque concernant l'Egypte.

Il déclare qu'il ne peut pas communiquer en ce moment au Parlement la correspondance diplomatique relative à cette convention, mais qu'elle sera publiée aussitôt après sa ratification.

Nous n'avions pas, dit lord Salisbury, toute notre liberté pour traiter la question ; nous avions, en effet, hérité de nos prédécesseurs des engagements qui avaient un caractère obligatoire à divers points de vue.

L'Angleterre ne pouvait se charger d'un protectorat analogue à celui exercé par la France en Tunisie, et quand même elle l'eût voulu, des considérations tirées du droit des gens et de ses intérêts s'y seraient opposées. Toutefois, je désire n'exprimer aucune opinion sur ce point.

Mais, s'il n'a pas été permis de constituer un protectorat en Egypte, comme le gouvernement l'avait déclaré à diverses reprises, l'Angleterre ne pouvait pas abandonner la tâche entreprise et laisser les Egyptiens sans protection contre les maux auxquels, par la force des choses, ils auraient été exposés, soit qu'ils eussent à redouter une invasion étrangère ou qu'ils fussent menacés de troubles intérieurs.

Le gouvernement avait le devoir de trouver une solution qui ne pouvait être ajournée indéfiniment.

D'une part, l'occupation de l'Egypte occasionne des dépenses dont le Parlement est en droit de demander quel est le profit pour l'Angleterre ; d'autre part, la présence des troupes anglaises, qui n'était sanctionnée par aucune convention, inspirait des inquiétudes et des soupçons immérités à la Porte et aux Turcs. Dans cette situation, le gouvernement désirait soutenir l'autorité du sultan et ne porter atteinte en aucune manière à ses droits légitimes.

C'est en s'inspirant de ces motifs que la convention a été signée.

Après avoir fait l'éloge de sir Henry D. Wolff, le chef du cabinet a continué en ces termes :

Les stipulations de la convention sont courtes. Un article concerne le canal de Suez. Les protocoles annexes traitent d'autres questions de détail, mais ce que lord Carnarvon désire connaître, ce sont les négociations relatives à la présence de nos troupes en Egypte.

Nous nous sommes engagés, par les conditions que je constaterai, à retirer nos troupes dans un délai de trois ans à partir de la ratification de la convention et à cesser, au bout de cinq années, d'user du droit que nous avons eu jusqu'à présent de nommer des officiers dans l'armée égyptienne.

Cet engagement est limité par cette condition que, s'il y a à craindre un danger, soit intérieur, soit extérieur, au moment de l'évacuation, celle-ci sera ajournée jusqu'à ce que ce danger ait disparu.

Lord Salisbury envisage ensuite ce qui pourrait arriver après le départ des troupes anglaises.

Dans trois éventualités, dit-il, nous conservons le droit d'envoyer de nouvelles troupes : c'est d'abord en cas d'invasion extérieure, en second lieu en cas de troubles intérieurs, ou bien encore si le gouvernement égyptien se trouvait dans l'impossibilité de remplir ses engagements internationaux.

Toutefois, nous devrions retirer nos troupes aussitôt que le danger aurait cessé. Le sultan a le même droit, droit qui ne dérive pas de la convention.

Aucune autre nation ne pourra envoyer de troupes en Egypte ; les conditions dans lesquelles un corps armé pourrait traverser l'Egypte sont strictement définies.

Telles sont les conditions adoptées par la Turquie et par l'Angleterre ; c'est donc une simple convention entre elles, et il n'est besoin pour lui donner sa force que de l'assentiment des puissances pour quelques-unes des stipulations qui s'y trouve énoncées.

Si cet assentiment fait défaut, les engagements conclus avec la Porte n'auront pas de valeur, et nous resterons alors dans la position où nous nous trouvions vis-à-vis d'elle avant la convention.

Le gouvernement communiquera dans le plus bref délai toutes les correspondances relatives à la convention, à l'exception de celles se rapportant à des négociations ultérieures avec d'autres puissances.

Cette correspondance sera d'ailleurs communiquée à la Chambre aussitôt que ces négociations seront terminées. (Applaudissements).

Lord Kimberley a demandé des explications au sujet du canal de Suez et sur quelques autres questions.

Le marquis de Salisbury a répondu qu'en ce qui concerne le canal de Suez tout ce que le gouvernement a fait a été d'exécuter les engagements contractés par lord Granville, c'est-à-dire de laisser le canal ouvert dans toutes ses parties et en tout temps.

Quant à la question de savoir si l'Angleterre ou la Porte sera juge de la nécessité de la rentrée de nos troupes, nous devons, ajoute l'orateur, agir en complète entente avec la Porte, mais nous avons refusé de faire du consentement de la Turquie une condition à laquelle serait soumise notre rentrée en Egypte, et cela parce que le danger contre lequel nous désirons nous prémunir peut surgir au moment le plus inattendu et que, s'il était nécessaire d'entamer, avant d'agir, des négociations à Constantinople, le danger pourrait devenir beaucoup plus menaçant. L'Angleterre et la Porte ont pris l'engagement formel de retirer les troupes aussitôt que le danger aura cessé d'exister.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 30 juin*). — Sir James Fergusson, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office, déclare que les négociations de l'Angleterre avec le gouvernement français au sujet des Nouvelles-Hébrides ne sont pas encore terminées, mais qu'il espère qu'elles aboutiront bientôt et que le retrait des troupes françaises sera décidé.

Répondant à des interpellations au sujet de la convention anglo-turque relative à l'Egypte, M. Smith, premier lord de la trésorerie, dit que ni la France ni la Russie n'a adressé à ce sujet de communication au gouvernement de la reine. Il ajoute que, à son avis, la ratification du sultan aura lieu bientôt.

Une discussion animée s'est engagée ensuite sur la motion de sir Wilfrid Lawson, qui a appelé l'attention de la Chambre sur la convention égyptienne.

Sir Wilfrid Lawson a déclaré que la question était de première importance. L'Angleterre occupe l'Egypte depuis cinq ans. C'est pour rétablir en Egypte le règne de la loi que l'Angleterre y est allée ; mais, une fois l'ordre rétabli, son devoir était de se retirer. Il serait donc nécessaire de savoir si l'ordre règne dans la vallée du Nil. Le gouvernement n'offre aucune explication à cet égard. Sir W. Lawson a protesté, en outre, contre les négociations secrètes sur les affaires égyptiennes.

M. Smith a déclaré, au nom du gouvernement, que celui-ci avait le devoir de refuser des explications détaillées jusqu'à ce que le moment opportun de le faire fût arrivé.

M. Reid a répliqué que la Chambre devrait avoir l'occasion de discuter la convention avant qu'elle soit ratifiée.

M. Gladstone ne partage pas cet avis ; il ne pense pas que les traités doivent être soumis au Parlement avant leur ratification lorsque des questions de haute diplomatie y sont engagées.

Après les discours de plusieurs autres membres, la motion de sir Wilfrid Lawson a été rejetée par 276 voix contre 115.

La *Gazette* de Londres, journal officiel, a publié la lettre suivante, adressée par la Reine à ses sujets, par l'entremise du ministre de l'intérieur :

Château de Windsor, 24 juin.

Je désire vivement exprimer à mon peuple mes remerciements chaleureux pour le bienveillant, plus que bienveillant accueil, que j'ai rencontré en me

rendant à l'abbaye de Westminster et en revenant de l'abbaye avec tous mes enfants et petits enfants.

L'accueil enthousiaste qui m'a été fait à Londres et à Windsor en cette occasion, comme en chacune des mémorables journées de mon jubilé, m'a touchée profondément.

Il a prouvé que le travail et les soucis de cinquante longues années, dont j'ai passé vingt-deux au milieu d'un bonheur sans nuage, partagé par mon bien-aimé époux, tandis que j'en ai passé autant dans le deuil et les épreuves, sans le secours de son bras protecteur et de ses sages conseils, ont été appréciés par mon peuple. Ce sentiment et celui de mon devoir envers ma chère patrie et mes sujets qui sont si intimement liés avec toutes les circonstances de ma vie, m'encourageront jusqu'à la fin de mes jours dans ma tâche, souvent très difficile et ardue.

L'ordre si parfaitement préservé à l'occasion des fêtes jubilaires et l'excel-lente tenue des énormes multitudes assemblées pour me fêter sont dignes de ma plus vive admiration.

Que Dieu protège mon pays et le comble de ses bienfaits, telle est ma fer-vente prière.

*Signé : VICTORIA, R. et I.*

## ITALIE

A la Chambre des députés, dans la séance du 10 juin, M. Bovio a développé son interpellation sur la politique du gouvernement à l'égard du Vatican.

Le Ministre de la justice et des cultes a répondu qu'aucun acte du gouverne-ment ne justifie l'interpellation de M. Bovio.

Il a ajouté que les idées qu'il exprima jadis au sujet des rapports de l'Eglise et de l'Etat sont restées les mêmes : il est l'ennemi de toute persécution, et il est animé du plus profond respect pour la liberté de conscience, pour les minis-tres du culte et leur chef dans l'exercice de leur ministère.

Le gouvernement a un égal souci de l'intégrité des prérogatives de l'Etat.

Le ministre a continué en disant que l'Italie est, de toutes les nations euro-péennes, celle qui a édicté les lois les plus libérales.

M. Crispi, ministre de l'intérieur, a déclaré que les idées exprimées par le garde des sceaux sont celles de tout le cabinet.

Le Ministre de l'intérieur a le devoir de respecter et de faire respecter la loi.

La Constitution et la loi des garanties déterminent les droits et les devoirs et fixent les attributions de l'Etat et de l'Eglise. Le gouvernement les maintiendra intégralement.

L'Etat moderne ne craint pas le contact du catholicisme, parce que la liberté ne peut pas ne point sortir triomphante du choc des opinions.

Le gouvernement ne recherche pas de conciliation, parce qu'il n'est en guerre avec personne. Il ne sait pas et ne veut pas savoir ce qu'on pense au Vatican.

Léon XIII n'est certes pas un homme ordinaire. Le temps apaise même les plus grandes aversions et peut rapprocher l'Etat et l'Eglise; mais le gouver-nement ne portera aucune atteinte au droit national sanctionné par le plé-biscite. L'Italie n'appartient qu'à elle-même et n'a qu'un chef : le roi.

M. Bovio s'est déclaré satisfait.

## TURQUIE

La circulaire suivante a été envoyée par la Porte à ses représentants à Paris, Londres, Vienne, Berlin, Rome et Saint-Petersbourg. Elle est datée du 21 mai :

Plus de huit mois se sont écoulés depuis l'abdication du prince Alexandre.

Aucun de ceux qui connaissent la situation exacte des affaires en Bulgarie ne pourra trouver qu'il existe un motif quelconque pour blâmer la conduite du gouvernement suzerain dans les circonstances qui ont accompagné la vacance de ce poste.

Tout le monde doit reconnaître le droit légitime qu'a la Porte de regretter la situation incertaine créée par le retard qu'éprouve la question de l'élection d'un prince.

En effet, c'est le gouvernement impérial qui est obligé de supporter l'immense perte qui résulte de la nécessité d'élever une barrière suffisamment forte contre des faits qui peuvent provoquer des éventualités graves et imprévues.

On conçoit donc facilement que la Porte se soit vue obligée de se mettre à la tête des grandes puissances qui, craignant de voir éclater en Bulgarie de nouveaux troubles pouvant avoir un contre-coup au dehors et compromettre ainsi la paix générale, partagent avec elle le désir de résoudre la question par la nomination d'un prince. On comprend que la Porte n'ait négligé aucun effort pour atteindre ce but.

Les circonstances qui ont amené le départ du prince avaient revêtu une forme contraire aux conditions établies par le traité de Berlin. Après son départ, l'institution d'un pouvoir chargé de le remplacer s'est imposée soudain; mais ce pouvoir, ne représentant pas exactement tous les partis, ainsi que le demande le Statut organique de la principauté, ne pouvait pas recevoir l'approbation pleine et entière de toutes les puissances au point de vue légal, et est devenu par suite la cause principale des difficultés qu'a rencontrées l'élection d'un prince.

Dans le but de faire disparaître ces difficultés, la Porte s'est chargée de créer une lieutenance et un ministère dont les membres devront représenter tous les partis. Le parti d'opposition réclamait la prépondérance pour lui-même; ses prétentions n'ayant pas été admises par les autres, des dissensions ont surgi entre eux.

La Porte a recommandé ensuite aux deux partis de faire connaître leur programme et d'adopter une nouvelle ligne de conduite. Au moment où ils ont adhéré à cette suggestion et manifesté le désir de négocier sur cette base avec l'aide de Riza-Bey, qui avait été envoyé à Sofia à cette fin, des désordres ont éclaté à Silistrie et à Roustchouk, qui ont détruit la confiance réciproque des partis, et malheureusement un accord n'a pu se faire, surtout après le refus de négocier qui a été depuis formulé par les partisans de M. Zankof.

Les diverses phases de la question vous ont déjà été exposées dans plusieurs dépêches détaillées. C'est pourquoi, en soumettant à la juste considération du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité les conditions exceptionnelles de la question bulgare, si intimement liée à tout ce qui concerne la paix générale, je vous prie d'appeler son attention sérieuse et amicale sur la nécessité d'un échange de vues entre les grandes puissances, afin de trouver une solution capable d'écarter les difficultés de la situation actuelle dans la principauté, en présentant au choix de la population bulgare un ou deux candidats au trône de Bulgarie, et de satisfaire aux réclamations que le gouvernement provisoire nous adresse sans cesse à ce sujet.

— Le 22 mai, une convention a été signée entre la Turquie et l'Angleterre, concernant les affaires de l'Egypte.

Cette convention comprend sept articles qui peuvent se résumer ainsi :

Article 1<sup>er</sup>. Les firmans impériaux concernant l'Egypte sont maintenus, sauf les modifications apportées par la présente convention.

Art. 2. Les territoires composant l'Egypte sont ceux indiqués dans les firmans en vigueur.

Art. 3. La neutralisation et le libre passage du canal de Suez, en temps de paix comme en temps de guerre, seront reconnus par toutes les puissances.

Art. 4. Les puissances seront invitées à signer un acte reconnaissant et garantissant l'inviolabilité du territoire égyptien.

Art. 5. Les troupes anglaises quitteront l'Égypte dans trois ans. Si à l'expiration du délai d'occupation il existe un danger intérieur ou extérieur, le séjour des Anglais se prolongera jusqu'à la disparition de ce danger. Si, après l'évacuation, il était nécessaire d'envoyer des troupes, les deux gouvernements s'entendront à ce sujet. Ils se notifieront mutuellement les raisons nécessitant l'intervention.

Si la Turquie ne pouvait envoyer des troupes, elle enverrait un haut commissaire, qui restera auprès du gouvernement anglais jusqu'au départ des troupes anglaises.

Art. 6. Après la ratification de la convention, les grandes puissances seront invitées à y donner leur adhésion ; ensuite on en donnera connaissance aux autres gouvernements qui ont des arrangements avec l'Égypte.

Art. 7. Les ratifications seront échangées à Constantinople dans le délai d'un mois.  
(*Suivent les signatures*).

A la convention sont annexés deux protocoles, dont voici l'analyse :

Le premier protocole stipule qu'il sera fait des propositions aux puissances adhérant à la convention, pour régler les questions relatives aux douanes, à la Daira Sanieh, à la presse, aux tribunaux, aux quarantaines.

Aux termes du second protocole, il sera fait des propositions aux puissances adhérant à la convention pour le règlement des finances et des chemins de fer.

Les puissances seront invitées à déclarer que le tribut payable annuellement par l'Égypte au Sultan, dont le montant est de 750,000 liv., constituera la première charge sur le trésor égyptien.

Suit un règlement prescrivant que si la navigation du canal est obstruée, les puissances qui ont adhéré à la convention auront droit de faire passer à travers le territoire égyptien des troupes pour aller d'une mer à l'autre ; mais la puissance qui serait dans ce cas ne saurait maintenir plus de 1,000 hommes à la fois sur le sol égyptien, et elle devra, vingt-quatre heures auparavant, informer du fait le gouverneur du port d'embarquement par l'entremise de son consul.

Ce règlement, présenté le 22 mai par sir Henry Drummond Wolff, a été seulement signé *ad referendum* ; mais il devait être signé définitivement quelques jours après.

Enfin, une contre-lettre porte que, si, à l'expiration du délai d'occupation, une puissance méditerranéenne a refusé d'adhérer à la convention, ce refus sera considéré comme un danger extérieur prévu à l'article 5 de la convention.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

---

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> juin. — *La seconde lutte de Frédéric II et de Marie-Thérèse ; la capitulation de la Bavière*, par le duc de Broglie. — *L'armée royale en 1789 : les cadres, le soldat, le milicien, l'artillerie, le génie*, par Albert Duruy. — *Le service de santé et la nouvelle loi militaire*, par Léon Le Fort.

15. — *Fontenoy*, par le duc de Broglie. — *Affaires de Rome*, par E. M. de Vogüé. (Article du plus haut intérêt sur un sujet qui préoccupe les meilleurs esprits en Italie et pas assez en France.) — *L'Océanie moderne*, par C. de Varigny.

---

### La Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> juin. — *Un condottiere de la mer : Hobart Pacha*, par A. Barine. — *Pie IX et la France*, par P. Calvet-Rogniat. — *Combats et retraite des six mille par le prince Bibesco*, par Fr. Sarcey.

15. — *Les mémoires du comte de Beust*, par Fréd. Gallot (Analyse avec des extraits). — *Revue des publications italiennes*, par Ed. Rod (Articles de revues et ouvrages divers).

### Le Correspondant.

10 juin. — *La politique française en Italie. L'expédition d'Ancône*, par P. Thureau-Dangin (D'après des documents inédits). — *Une excursion en Finlande*, par Renaud de Moustier.

25. — *L'expédition d'Ancône (suite)*, par P. Thureau-Dangin. — *Joseph de Maistre intime*, par M. de Lescure (D'après sa correspondance qui vient d'être publiée). — *Les commencements d'une conquête*, par de Pontmartin (à propos de l'ouvrage de M. Camille Rousset). — *Nos frontières de l'Est et la fortification néo-moderne*, par le colonel Hennebert.

### Revue internationale.

10 juin. — *Pax hominibus bonæ voluntatis*, par Ruggero Bonghi. (L'auteur est un des hommes politiques les plus considérables d'Italie qui voudraient une réconciliation de la Papauté avec le jeune royaume. Voici sa conclusion : « Je ne crois ni utile à la Papauté de demander la constitution d'un pouvoir temporel quelconque, ni possible au royaume de lui en rendre le tout ou la moindre partie. Je ne crois pas non plus désirable pour la Papauté et le Royaume de sacrifier à la conciliation aucune des libertés qui sont essentielles à la vie des Sociétés modernes. Mais je suis persuadé qu'avec la bonne volonté on trouverait bien des concessions à se faire des deux côtés qui, en rendant plus puissante et plus vraie la vie publique du pays, pourrait établir entre les chefs de l'Etat et de l'Eglise, demeurant ensemble dans la même ville, et entre deux Gouvernements se touchant de si près, des rapports de paix qui auraient une influence bienfaisante sur les conditions intérieures et sur les relations extérieures du Royaume ».) — *Le ministère Boulanger*, par Abel Veuglaire (Etude des causes qui ont rendu populaire l'ex-ministre de la guerre). — *Un chapitre d'histoire* (Récit d'une conversation qui aurait eu lieu en 1828 entre l'Empereur Nicolas et l'ambassadeur d'Autriche; il s'agit de la question d'Orient).

25 juin. — *Les finances italiennes*, par de Cambray-Digny. — *Les évolutions politiques de M. de Bismarck*, par G. Boglietti. — *Léon XIII dans l'intimité*, par le comte N. (détails curieux).

### Revue britannique.

1<sup>er</sup> juin. — *Les allemands à Londres par un allemand* (Trad. d'un article de *the Nineteenth Century* plein de détails curieux). — *Un voyageur russe dans l'Inde anglaise*. — *Souvenirs militaires de l'Inde anglaise*, par R. de Pomorio.

### Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

1<sup>er</sup> juin. — *La cour de France et la Société au XVI<sup>e</sup> siècle*, par Fr. Decrue. — *Le mouvement littéraire en Espagne*, par E. Rios. — *La façade du dôme et les fêtes de Florence*, par C. Bodenheimer.

### Revue historique.

Mai-juin. — *Etude sur la Révolution française à Lyon*: Joseph Chalié, par Maurice Wahl. — *Un magistrat de province sous Louis XIV*, par A. Babeau. — *Etude sur la correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, par le baron du Casse (Fin de ce travail qui relève un certain nombre de lacunes de quelque importance dans la publication officielle de la correspondance).

### Revue politique et littéraire.

4 juin. — *Le régime actuel, ses périls*, par T. Colani. (Conclusion : modifier notre régime politique de telle sorte que le pouvoir exécutif, tout en restant entièrement et journellement sous le contrôle des deux Chambres, soit rendu indépendant de la pression individuelle des députés et des sénateurs.) — *Le reportage*, par D. Ordinaire. — *Causerie historique*, par Alfred Rambaud. (Compte-rendu d'ouvrages importants, spécialement des travaux de M. Chuquet sur les guerres de la Révolution.)

11. — *La tutelle administrative*. — Discours de M. Ernest Lavisse à la jeunesse française.

18. — *La crise agricole en France*, par Albert Carette. — *L'influence française aux Antilles : la République noire d'Haïti*, par Bérard-Varagnac.

23. — *La constitution anglaise*, par Franc. de Pressensé (D'après l'ouvrage de M. Boutmy).

### Revue maritime et coloniale.

Juin. — *Inventaire des archives de Marseille*. (Il s'agit de documents antérieurs à la Révolution qui ont été récemment classés et inventoriés; on en donne une analyse qui pourra rendre de grands services aux travailleurs. Marseille ayant joué de tout temps un grand rôle dans les relations de la France avec le Levant.)

### Revue de géographie.

Juin. — *Les nouvelles Hébrides*, par le comte Meynars d'Estrey (Description et exposé historique). — *La découverte du Canada par les Français* (suite). — *Le diagnostic topographique de Napoléon*, par L. Drapeyron (Beaucoup de faits intéressants). — *Le mouvement géographique*, par L. Delavaud. (Situation actuelle de l'Océanie centrale, établissement du protectorat français aux îles Wallis).

### Revue française de l'étranger et des colonies.

Juin. — *Exploration au Zambèze*, par E. Durand. — *Les collisions en mer*, par Le Nocher (Lacunes dans les règlements). — *Les officiers étrangers au service de la Turquie*.

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Juin. — *Etude sur la situation des étrangers en Pologne, avant et après son partage*, par M. Lucien Lipinski, notaire dans la Galicie autrichienne. (Travail important au point de vue historique et juridique; étude comparative des règles suivies par les puissances spoliatrices.)

### Revue algérienne.

Juin. — *Le statut réel français en Algérie* (suite), par M. Eyssautier, conseiller à la Cour d'Alger. (Analyse d'un décret récent sur l'organisation de la justice musulmane; établissement de la propriété immobilière; successions et partages; questions délicates de compétence qu'il est curieux de rapprocher des questions analogues, mais non identiques, qui s'élèvent dans la matière du droit

international privé proprement dit.) — Loi du 28 avril 1887, modifiant et complétant la loi du 26 juillet 1873 sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie. (Texte et travaux préparatoires)

### La Propriété industrielle.

Juin. — Statistique de la propriété industrielle pour 1886 en Belgique, en Espagne, dans la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. — Projet de loi Suisse modifiant la législation sur les marques de fabrique.

### Le Mémorial diplomatique.

4 juin. — *Le nouveau ministère en France.* — Documents : décret organisant les archives nationales en France (14 mai 1887); discours du gouverneur général du Canada à l'ouverture du Parlement fédéral (15 avril 1887); loi canadienne reconnaissant l'existence civile de la corporation des Jésuites; discours du Trône pour la clôture du Parlement hongrois (26 mai).

11. — *La convention anglo-turque sur l'Égypte.*

18. — *La reine Victoria* (Aperçu des principaux événements de son règne).

25. — *La convention égyptienne et l'opinion en France.* — Bref du Pape sur la hiérarchie ecclésiastique aux Indes Orientales (20 mai 1887).

### L'Économiste français.

4 juin. — *Le nouveau ministère.* — *Le courant humain entre le vieux monde et le nouveau : l'émigration européenne par pays de provenance et de destination*, par P. Leroy-Beaulieu. (Second article dont voici la conclusion : tant dans la champ énorme de l'Amérique du Sud et du Centre que dans le territoire beaucoup plus limité de l'Afrique du Nord, les races latines peuvent s'étendre, se propager, et il dépend d'elles de faire que le monde cesse d'être accaparé par les anglo-saxons, les Russes, les Chinois, les Germains. — *Les débuts d'une colonie : le Tonkin*, par G. Michel (Analyse du remarquable ouvrage de M. Joseph Chailley, *Paul Bert au Tonkin*). — *L'Institut international de statistique à Rome* (Résumé de ses travaux). — *La propriété territoriale en Angleterre et ses transformations*, par de Fontpertuis.

11. — *Les recettes et les dépenses des principaux États de l'Europe*, par P. Leroy-Beaulieu. — Lettre d'Angleterre (Renseignements sur l'attitude des colonies britanniques à l'égard de l'Union postale, sur la population de l'Empire britannique qui dépasserait 314 millions). — *Le Japon, son commerce et ses finances*, par Arthur Raffalovich. — Le mouvement du port de Tamatave.

18. — *La situation présente et les perspectives de l'entreprise du Canal de Suez*, par P. Leroy-Beaulieu (Conclusion favorable à l'entreprise). — *L'Institut international de statistique à Rome.* — *La situation des ouvriers en Belgique*, par G. Michel. — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par Joseph Chailley (Réduction de la dette, question de l'immigration).

25. — *La nouvelle loi militaire et la prétendue égalisation du service*, par P. Leroy-Beaulieu. — Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les cinq premiers mois de l'année 1887. — *Les ressources et la colonisation de la Guyane française*, par Joseph Chailley. — *Les loteries françaises*, par H. de Beaumont.

**Le développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre**, par E. Boutmy, membre de l'Institut, directeur de l'École des sciences politiques. Paris, 1887, librairie Plon et Nourrit.

M. Boutmy s'est proposé de décrire l'évolution des classes sociales et l'évolution correspondante des institutions en Angleterre depuis le XI<sup>e</sup> siècle. Les

deux choses sont étroitement liées et ont des mouvements qui se suivent. L'ouvrage comprend trois parties. Dans la première, l'auteur montre l'Angleterre revêtant avant les autres pays, du fait même de la conquête, les formes encore grossières d'une monarchie administrative. Un roi fort, un baronnage faible, un territoire homogène, cette courte sentence résume l'état de la Société politique; de là, des grands vassaux contre le roi, une résistance qui, pour réussir, devra être mieux concertée, plus centralisée, plus nationale qu'ailleurs, et qui finira par prendre corps dans le Parlement. La formation d'une aristocratie politique prévient le développement d'une noblesse de sang; les classes, qui s'isolent entre elles sur le continent, se rapprochent ici et se confondent en quelque sorte sur leurs bords; de ce mélange procède la division en deux chambres, système inconnu du reste de l'Europe. L'extinction de la noblesse féodale, la ruine du régime dont elle est l'organe, la chute de l'Eglise romaine achèvent de constituer l'Angleterre à l'image de nos Sociétés politiques modernes, pénétrées d'un esprit bourgeois et laïque.

La seconde partie nous montre l'Angleterre au xvi<sup>e</sup> siècle, presque sans industrie et sans commerce, et dominée par une Société tout agricole dont la tête est formée par la gentry, c'est-à-dire par les grands propriétaires nobles ou non nobles. Au-dessous d'eux, les petits propriétaires et les fermiers forment une classe ascendante prête à remplir les vides de la classe supérieure. Cet état persiste sans changement notable jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle, à travers les deux grandes révolutions politiques de 1648 et de 1688. Alors commence une troisième révolution, féconde, elle aussi, en conséquences politiques, mais avant tout sociale, et servie par une transformation industrielle et agraire. Tandis que la grande industrie qui naît attire les gens de la campagne à la ville, les grands propriétaires achètent les domaines de ces émigrants, et les *latifundia*, de jour en jour arrondis, couvrent le territoire de leur lâche réseau. Assise fortement sur le sol, investie de privilèges civils, fiscaux, économiques, politiques et sociaux, qu'elle concentre graduellement entre ses mains, la gentry finit par se contracter en une sorte d'oligarchie qui est dans toute sa force au commencement de ce siècle. Alors commence une réaction, provoquée par l'excès même, et facilitée par les progrès ultérieurs de la grande industrie. A partir de 1832, la brèche est pratiquée dans le régime oligarchique et la pente est faite pour la démocratie. L'un des passages importants du livre est celui où M. Boutmy montre comment le système parlementaire ne pouvait naître qu'à la faveur de ce régime oligarchique, quoiqu'il ait pu s'adapter plus tard à des constitutions différentes.

---

**Les civilisations de l'Inde**, par le Dr Gustave Le Bon, ouvrage illustré de 7 chromolithographies, 2 cartes et 350 gravures et héliogravures. In-4<sup>e</sup>, Paris, 1887, librairie Firmin-Didot.

C'est un magnifique ouvrage que celui dont nous venons de donner le titre; il a paru au mois de décembre dernier, mais il ne faut pas le confondre avec un *livre d'étrennes* ordinaire. Sa riche parure ne l'empêche pas d'être sérieux et scientifique, c'est à ce titre que nous en parlons ici et que nous le recommandons à ceux qui voudraient connaître l'Inde sous ses divers aspects. L'auteur explique lui-même très bien pourquoi ce pays a constamment eu un grand empire sur les imaginations. « L'Inde est une des contrées qui ont toujours le plus vivement excité la curiosité des savants, des voyageurs, des artistes et des poètes. Par son climat et par son sol, aussi bien que par les êtres qui l'habitent, elle forme un monde profondément différent du nôtre. Ses conceptions religieuses et philosophiques, ses arts et sa littérature, ses institutions et ses croyances ne ressemblent à rien de ce que nous connaissons en Occident. Ce monde étrange est une synthèse de tous les mondes, un résumé vivant de toutes les phases de l'histoire, un tableau fidèle des laborieuses étapes qui ont conduit les premières tribus humaines de la barbarie primitive à la civilisation

moderne. Ces étapes diverses que notre vieille humanité a dû successivement franchir restèrent cachées pendant longtemps sous la poussière des siècles. Nous commençons à peine à soulever l'épais linceul sous lequel dorment nos aïeux, et à ressusciter les âges évanouis durant lesquels se sont établis tous les fondements des croyances, des sentiments et des idées qui nous ont faits ce que nous sommes. Ce n'est qu'en allant étudier dans des régions séparées les unes des autres par de vastes mers des peuples arrivés à diverses phases d'évolution que la science est parvenue à montrer par quelle série de transformations successives les peuples de l'Occident sont parvenus à acquérir leur constitution mentale et sociale actuelle. Une seule région du globe réunit aujourd'hui encore sur le même sol des races diverses présentant presque toutes les phases d'évolution du passé. Cette région est la vaste et merveilleuse contrée à l'étude de laquelle est consacré cet ouvrage. Son histoire résume celle de l'humanité, car on y retrouve tous les âges. Toutes les civilisations y apparaissent, soit vivantes encore, soit dans des vestiges grandioses. On y trouve toutes les formes passées de nos institutions, de nos coutumes, depuis leurs origines jusqu'à nos jours. »

Nous avons rapporté ce passage malgré sa longueur, parce qu'il nous paraît faire ressortir au mieux l'intérêt puissant de l'étude à laquelle s'est livré le Dr Le Bon, étude qui n'avait pas encore été faite avec ce caractère et dans ces proportions. C'est dans le pays même, dans ses monuments de tout genre, qu'il a voulu rechercher les traits de son histoire et de son développement. Il a exploré des régions peu connues. Il a rapporté des observations sans nombre et aussi des vues, des dessins à l'aide desquels on a pu nous donner ces merveilleuses illustrations qui n'ont pas seulement un intérêt de curiosité, mais qui pourront avoir un intérêt vraiment historique. Les monuments de l'Inde sont en train de disparaître, à ce qu'assurent plusieurs témoins et un général anglais disait, il y a quelques années : « Beaucoup disparaîtront pour toujours, à moins qu'ils ne soient conservés par de claires descriptions et par des dessins ». Le Dr G. Le Bon aura rendu ce service au pays qu'il a visité avec tant de soin.

L'ouvrage est divisé en six livres, dont nous allons indiquer succinctement l'objet : Livre I<sup>er</sup>. *Les milieux* : le sol et les climats, physionomie générale des diverses contrées de l'Inde, faune, flore et productions minérales. — Livre II. *Les Races* : Origine et classification des races de l'Inde, caractères moraux et intellectuels communs aux diverses races de l'Inde. — Livre III. *Histoire de l'Inde* : époque antérieure aux invasions européennes, histoire de celles-ci, conquête de l'Inde ; cette dernière partie est fort importante et fort instructive. L'auteur expose la lutte des Français et des Anglais, explique comment ceux-ci appliquèrent les idées de Dupleix et par quelles qualités ils réussirent. — Livre IV. *Évolution des civilisations de l'Inde*. — Livre V. *Les œuvres des civilisations de l'Inde* : la littérature, les langues, les monuments, les sciences et les arts. — Livre 6. *L'Inde moderne, croyances, institutions, mœurs et coutumes*. Constitution mentale des Hindous, les religions actuelles de l'Inde, l'administration anglaise, l'avenir de l'Inde.

Dans un recueil comme le nôtre, il convient d'insister spécialement sur cette dernière partie qui renferme des considérations politiques précieuses. L'auteur dit avec raison : « Bien des peuples ont fondé des colonies, très peu ont su les conserver. L'Angleterre a su généralement garder les siennes, et elles sont la source d'immenses profits pour elle. Il y a donc un intérêt considérable à savoir comment elle les gouverne ». Le Dr Le Bon constate que le système colonial anglais présente de grandes variétés et il restreint ses observations au système suivi dans l'Inde dont il dégage les principes essentiels. Nous renvoyons aux pages fort instructives consacrées à ce sujet (p. 690 et suiv.) ; il y aurait, croyons-nous, d'utiles enseignements à leur emprunter dans la situation analogue que nous avons en Indo-Chine. L'auteur fait justice de bien des idées fausses, de bien des préjugés sur la manière de traiter les peuples d'une autre civilisation, sur l'instruction à leur donner, sur le danger de transporter ses institutions dans un milieu pour lequel elles ne sont pas faites. Nous recom-

mandons les curieux renseignements fournis sur les *Babous* ou lettrés, qui sont les Hindous ayant reçu l'instruction britannique. Enfin, l'ouvrage se termine par un paragraphe consacré à l'*Avenir de l'Inde*. Le peuple hindou n'a que de faibles chances de s'appartenir jamais, et sa destinée est d'être toujours dominé par des conquérants étrangers. Ces conquérants seront-ils toujours les Anglais? Ne seront-ce pas un jour les Russes? N'y aura-t-il pas une lutte plus générale entre l'Occident et l'Orient? Tels sont les graves problèmes qui se posent naturellement à la fin de cette étude magistrale.

Après avoir rendu un juste hommage à l'auteur qui a fait preuve de connaissances si étendues, d'une si grande sagacité dans l'étude de questions si diverses et en même temps d'un si grand talent d'exposition, il y aurait ingratitude à ne pas remercier les éditeurs des soins intelligents donnés par eux à la publication de ce beau livre en même temps que des sacrifices qu'ils n'ont pas craint de faire pour que l'ouvrage eût une valeur artistique égale à sa valeur scientifique.

L. R.

**Condition de l'individu né en France de parents étrangers**, d'après le Code civil et d'après la proposition de loi sur la nationalité, par E. Rouard de Card, professeur agrégé à la Faculté de droit de Toulouse. Br. in-8°, Paris, 1887, Berger-Levrault et Cie.

La question étudiée dans cette brochure est certainement une des plus importantes questions que soulève la proposition de loi sur la nationalité qui a été votée par le Sénat au commencement de cette année et qui est actuellement soumise à la Chambre des députés. L'auteur examine avec le soin et la précision qu'on devait attendre de lui la situation faite par le Code civil et la proposition de loi à l'enfant né en France de parents étrangers. Au point de vue purement juridique, nous n'avons aucune critique à formuler. Au point de vue législatif, nous ferions des réserves; pourquoi d'abord l'auteur s'est-il borné à examiner la situation soulevée par l'art. 9 du Code civil et n'a-t-il pas fait rentrer dans son étude le cas prévu par les lois de 1851 et de 1874? De plus, nous trouvons qu'il tourne un peu court quand il s'agit d'apprécier la doctrine d'après laquelle on attribuerait la nationalité française à tous ceux qui naissent en France, sauf à leur donner un droit d'option à leur majorité. Il y a des raisons politiques et économiques des plus sérieuses à opposer à l'ancienne doctrine qui s'attache seulement à la filiation pour déterminer la nationalité et le dernier recensement nous paraît plein d'enseignements. Dans tous les cas, si nous conservons des doutes pour la France, nous n'en avons pas pour l'Algérie où la situation est plus grave qu'en France et nous n'hésiterions pas à déclarer Français tous les individus nés en Algérie. Nous regrettons que notre cher collègue qui connaît très bien les choses d'Algérie, n'ait pas porté son attention de ce côté. Malgré ces réserves, nous tenons à dire que son travail a le grand mérite de faire connaître de la manière la plus claire et la plus exacte ce qu'est la législation actuelle et ce que la proposition votée par le Sénat veut lui substituer.

L. R.

---

Le Gérant : FÉCHOZ.

---

Arceis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FÉMONT.

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### BELGIQUE — FRANCE

##### Déclaration pour le paiement des salaires et les successions des marins.

31 mai 1887 (1).

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges, désirant régler dans certains cas le paiement des salaires dus aux marins français et belges, ainsi que le traitement des successions des marins décédés des deux nations, les sous-signés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Si un marin français engagé à bord d'un navire belge ou si un marin belge engagé à bord d'un navire français, se trouve être absent au moment du désarmement du navire, les salaires qui lui sont dus seront remis directement par l'autorité maritime française ou belge du port où le désarmement a lieu, entre les mains du consul de la nation à laquelle appartient le marin absent.

Art. 2. — Si un marin belge engagé sur un navire français meurt, soit à bord, soit sur le territoire français, le gouvernement français veillera à la conservation de la succession dudit marin.

Si ce marin vient à mourir pendant qu'il est engagé à bord d'un navire français — que le décès survienne dans un port français ou sur le territoire de la même nation — le gouvernement français aura soin, dans le plus bref délai possible, de remettre la succession au consul belge qui réside dans ce port ou dans le lieu le plus voisin de l'endroit où le décès est survenu. S'il meurt en mer, à bord d'un navire français, la succession sera remise au consul de Belgique dans le premier port où le navire fait escale, après le décès.

(1) Promulguée dans le *Journal Officiel de la République française*, du 19 juin 1887.

Le gouvernement belge suivra des règles analogues pour le traitement de la succession d'un marin français qui, pendant qu'il est engagé à bord d'un navire belge, meurt, soit sur le territoire belge, soit en mer.

Si un marin français, engagé à bord d'un navire belge, meurt sur le territoire français, ou, inversement, si un marin belge, engagé à bord d'un navire français, meurt sur le territoire belge, la succession du défunt sera remise, défaction faite des frais, au consul de Belgique ou de France le plus proche, afin que celui-ci puisse la faire parvenir à l'autorité compétente dans le pays du défunt. Si un marin appartenant à l'une des deux nations et engagé à bord d'un navire de l'autre nation, meurt sur le territoire d'un Etat tiers, la succession de ce marin, déposée, dans le port où a lieu le décès, entre les mains du consul de la nationalité du navire, sera remise, défaction faite des frais, au consul de l'autre nation dans le même port.

Dans le cas où la nationalité du marin inscrit au rôle d'équipage, soit comme sujet français, soit comme sujet belge, soulèverait des doutes pour le gouvernement qui se trouve en possession de la succession, celui-ci prendra néanmoins soin de ladite succession et en remettra, aussitôt que possible, à l'autre gouvernement un inventaire avec l'indication de sa valeur en l'accompagnant de tous les renseignements qu'il possède relativement au défunt. Il aura également à délivrer la succession à l'autre gouvernement immédiatement après en avoir reçu l'assurance que le défunt était réellement son sujet.

Il est entendu qu'au moment de la remise des salaires d'un marin absent ou de celle des valeurs ou effets laissés par un marin décédé, lesdites remises seront toujours appuyées, dans le premier cas, d'un état de décompte des salaires; dans le second cas, d'un procès-verbal d'inventaire.

Art. 3. — Le terme de « marin » employé dans la présente déclaration comprend tout individu engagé à un titre quelconque ou passager à bord d'un navire.

Le terme de « succession » comprend les salaires dus, l'argent, les effets ou les objets qu'un marin décédé aurait laissés à bord d'un navire.

Le terme de « consul », comprend les consuls généraux, consuls, vice-consuls, ainsi que toute personne chargée de la gestion intérimaire des affaires d'un consulat général, d'un consulat ou d'un vice-consulat.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1887, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Bruxelles, le 31 mai 1887.

(L. S.) Signé : Le prince de CHIMAY.

(L. S.) Signé : A. BOURÉE.

---

GRANDE-BRETAGNE — GUATÉMALA

Traité pour la livraison mutuelle des criminels fugitifs.

4 juillet 1835 (1).

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et Son Excellence le Président de la République du Guatémala, ayant jugé convenable, pour arriver à la meilleure administration possible de la justice et à la prévention des crimes dans les deux pays et dans leurs juridictions, que les personnes accusées ou convaincues des crimes ou des délits ci-après énumérés et ayant échappé à la justice, fussent, dans certains cas, réciproquement livrées, ont nommé comme leurs plénipotentiaires pour conclure un traité, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, James Plaister Harris-Gaskell, esq. ministre résident de Sa Majesté Britannique et consul général dans la République du Guatémala;

Et Son Excellence le Président de la République du Guatémala, Son Excellence Senor Day Manuel J. Dardon, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la République du Guatémala;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonnes et dues formes, sont tombés d'accord sur la conclusion des articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer l'une à l'autre, dans les cas et circonstances déterminés au présent traité, les personnes qui, accusées ou convaincues d'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2, commis sur le territoire de l'une des Parties, seront trouvées sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 2. — L'extradition sera réciproquement accordée pour les crimes ou délits suivants :

1. Meurtre avec préméditation (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement) ou tentative de meurtre prémédité.

2. Meurtre.

3. Administration de substances ou emploi d'instruments destinés à amener l'avortement.

4. Rapt.

5. Attentat violent à la pudeur; relations charnelles avec une fille au-dessous de 10 ans; relations charnelles avec une fille au-dessus de 10 ans et au-dessous de 12 ans; attentat à la pudeur d'une femme, ou tentative quelconque de relations charnelles avec une fille au-dessous de 12 ans.

6. Enlèvement d'enfants, emprisonnement illégal, vol d'enfants, abandon, exposition ou détention illégale d'enfants.

7. Détournement de mineurs.

8. Bigamie.

9. Coups, blessures corporelles graves.

(1) Les ratifications ont été échangées à Guatémala, le 6 septembre 1836. — Texte anglais et espagnol.

10. Violences contre un magistrat, un juge de paix ou un fonctionnaire public.

11. Menaces, par lettre ou autrement, dans l'intention d'extorquer de l'argent ou d'autres objets de valeur.

12. Parjure, ou subornation de témoins.

13. Incendie volontaire.

14. Vol avec effraction, vol avec violence, larcin, détournements.

15. Fraude (abus de confiance) commis par un dépositaire, un banquier, « trustee », agent, commissionnaire, directeur, membre ou fonctionnaire public d'une Compagnie quelconque, pour autant que le fait est puni par les lois en vigueur.

16. Escroquerie de valeurs ou de marchandises ; réception d'argent, de valeurs ou d'autres biens, en sachant qu'ils ont été volés ou illégalement obtenus.

17. a) Contrefaçon ou altération de monnaies, ou mise en circulation de monnaies contrefaites ou altérées.

b) Faux et falsification ou altération, ou mise en circulation de choses falsifiées, contrefaites ou altérées.

c) Fabrication sciemment faite, sans autorisation légale, d'instruments, outils ou engins propres et destinés à la contrefaçon de la monnaie du Royaume ou de la monnaie Nationale.

18. Infractions à la loi sur la banqueroute.

19. Tout acte délictueux fait dans l'intention de mettre en péril les voyageurs dans un train de chemin de fer.

20. Toute offense contre la propriété, si cette offense est prévue par les lois.

21. Crimes commis en mer :

a) Piraterie, d'après la loi des nations.

b) Le fait de couler ou de détruire un vaisseau en mer, la tentative ou conspiration dans cette intention.

c) Révolte, ou conspiration dans cette intention, de deux ou plusieurs personnes à bord d'un vaisseau en pleine mer, contre l'autorité du capitaine.

d) Agression à bord d'un vaisseau en pleine mer dans l'intention d'ôter la vie ou de faire des blessures graves.

22. Trafic des esclaves pouvant constituer une violation des lois des deux pays.

L'extradition peut aussi avoir lieu pour participation à l'un des crimes ci-dessus énumérés, accessoirement avant ou après le fait, pourvu que cette participation soit punissable par les lois des deux pays.

Art. 3. — Aucun sujet du Guatemala ne sera livré par le gouvernement du Guatemala au gouvernement du Royaume-Uni, et aucun sujet du Royaume-Uni ne sera livré par le gouvernement de ce pays au gouvernement du Guatemala.

Art. 4. — L'extradition ne pourra avoir lieu si la personne réclamée par le gouvernement du Royaume-Uni, ou la personne réclamée par le gouvernement du Guatemala a déjà été mise en accusation et acquittée ou condamnée, ou est encore en jugement dans le Guatemala ou dans le Royaume-Uni pour le crime pour lequel son extradition est demandée.

Si la personne réclamée par le gouvernement du Royaume-Uni, ou par le gouvernement du Guatemala, est en jugement pour tout autre

crime dans la Guatémala ou le Royaume-Uni respectivement, son extradition sera retardée jusqu'à la fin du jugement et la pleine exécution d'une peine prononcée contre lui.

Art. 5. — L'extradition ne devra pas se faire, si, postérieurement à l'exécution du crime ou à l'institution de la poursuite criminelle ou à la condamnation, l'exemption des poursuites ou de la peine a été acquise par prescription, conformément aux lois de l'Etat auquel est faite la demande.

Art. 6. — Un criminel fugitif ne devra pas être livré si l'infraction qui fait demander son extradition est d'un caractère politique, ou s'il prouve que la demande de son extradition a, réellement, été faite dans l'intention de le juger ou de le condamner pour un délit d'un caractère politique.

Art. 7. — Une personne extradée ne peut, dans aucun cas, être gardée en prison ou mise en jugement dans l'Etat auquel a été faite l'extradition pour un crime ou un délit autres que ceux pour lesquels aura été faite l'extradition. Cette stipulation ne s'applique pas aux crimes commis après l'extradition.

Art. 8. — La demande d'extradition sera faite par l'intermédiaire des agents diplomatiques des Hautes Parties contractantes respectivement.

La demande d'extradition d'un accusé doit être accompagnée d'un mandat d'arrêt délivré par l'autorité compétente de l'Etat qui demande l'extradition, et des preuves qui, selon les lois du pays où se trouve l'accusé, justifieraient son arrestation si le crime y avait été commis.

Si la demande se réfère à une personne déjà condamnée, elle doit être accompagnée de la sentence de condamnation rendue contre elle par la Cour compétente de l'Etat qui fait la demande.

Une demande d'extradition ne peut se fonder seulement sur des condamnations par contumace, mais les personnes condamnées par contumace devront être considérées comme des personnes accusées.

Art. 9. — Si la réquisition d'extradition est d'accord avec les stipulations précédentes, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont à l'arrestation du fugitif. Le prisonnier est alors amené devant le magistrat compétent, qui doit l'examiner et conduire l'enquête préliminaire, exactement comme si l'arrestation avait eu lieu pour un crime commis dans le pays même.

Art. 10. — Un criminel fugitif peut être appréhendé en vertu d'un mandat délivré par tout magistrat de police ou juge de paix, ou autre autorité compétente de l'un ou de l'autre pays, sur tels renseignements ou plaintes, sur telles preuves ou après telle procédure qui, dans l'opinion de l'autorité qui décerne le mandat, justifieraient la délivrance de ce mandat si le crime avait été commis ou la personne convaincue de crime dans la portion du territoire des deux pays contractants où le magistrat, le juge de paix ou autre autorité compétente exerce sa juridiction : pourvu toutefois que, dans le Royaume-Uni, l'accusé soit, en ce cas, envoyé aussi rapidement que possible devant un magistrat de police à Londres. Il devra, aux termes du présent article, être mis en liberté, aussi bien au Guatémala que dans le Royaume-Uni, si, dans le délai de trente jours, une réquisition d'extradition n'a pas été faite par l'agent diplomatique de son pays dans les conditions que prévoient les stipulations du présent traité.

La même règle s'appliquera au cas de personnes accusées ou convaincues d'un des crimes ou délits que spécifie le présent traité et commis en pleine mer, à bord d'un navire de l'un des deux pays pénétrant dans un port de l'autre.

Art. 11. — L'extradition n'aura lieu que si les preuves sont jugées suffisantes, conformément aux lois de l'Etat requis, soit pour justifier la mise en jugement du prisonnier, au cas où le crime aurait été commis sur le territoire de cedit Etat, soit pour établir que le prisonnier est bien la même personne reconnue coupable par les Tribunaux de l'Etat requérant; et nul criminel ne sera livré avant l'expiration d'un délai de quinze jours à partir de la date de son entrée en prison pour attendre le mandat d'extradition.

Art. 11. — Dans les enquêtes qu'elles auront à faire conformément aux stipulations précédentes, les autorités de l'Etat requis devront admettre comme absolument valables les dépositions et dires recueillis dans l'autre Etat de la bouche de témoins qui auront prêté serment, ou les copies qui en seront fournies, et de même les mandats et jugements rendus dans cet Etat, pourvu que ces documents soient signés ou certifiés par un juge, magistrat, fonctionnaire de cet Etat, et soient légalisés par le serment de quelques témoins ou par la signature scellée du sceau officiel du ministre de la justice ou de quelque autre ministre d'Etat.

Art. 12. — Si la personne réclamée par l'une des deux Hautes Parties contractantes, conformément au présent traité, était aussi réclamée par une ou plusieurs autres puissances, du chef d'autres crimes ou délits commis sur leurs territoires respectifs, l'extradition en sera accordée à l'Etat dont la demande sera la première en date; à moins qu'il n'intervienne un arrangement différent entre les gouvernements intéressés pour déterminer la préférence, sur la base de la gravité du crime ou délit ou pour toute autre cause.

Art. 14. — Si des preuves suffisantes pour autoriser l'extradition ne sont pas produites dans les trois mois à dater de l'arrestation du fugitif, il sera remis en liberté.

Art. 15. — Tous les objets saisis en possession de la personne à extraditer, lors de son arrestation, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, délivrés au moment de l'extradition; et cette remise comprendra non-seulement les objets volés, mais tout ce qui peut servir de preuve du crime.

Art. 16. — Les Hautes Parties contractantes renoncent à toute réclamation pour le remboursement des frais nécessités par l'arrestation et l'entretien de la personne à délivrer et son transport jusqu'à bord du bateau; elles conviennent réciproquement de supporter ces frais elles-mêmes.

Art. 17. — Les stipulations du présent traité seront applicables aux colonies ou possessions étrangères de Sa Majesté Britannique. La réquisition d'extradition d'un criminel fugitif qui s'est réfugié dans une de ces colonies ou possessions sera adressée au gouverneur ou à la principale autorité de cette colonie ou possession par la plus haute autorité consulaire du Guatemala dans cette colonie ou possession.

Sur cette réquisition, conforme, toujours autant que possible, aux stipulations du présent traité, le gouverneur ou la principale autorité

prendra les mesures nécessaires, et aura entière liberté ou d'y faire droit ou d'en référer à son gouvernement.

Sa Majesté Britannique aura toutefois entière liberté de prendre des dispositions spéciales, dans ses colonies et possessions étrangères, pour l'extradition des criminels guatémaliens réfugiés dans ces colonies et possessions, sur les bases, autant que possible, des dispositions du présent traité.

La demande d'extradition d'un fugitif criminel émanant d'une colonie ou d'une possession étrangère de Sa Majesté Britannique sera réglée par les dispositions des précédents articles du présent traité.

Art. 18. — Le présent traité sera exécutoire dix jours après sa publication, conformément aux lois des Hautes Parties contractantes. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, mais devra rester en vigueur six mois après avis donné de la dénonciation.

Le traité, après avoir reçu l'approbation du Congrès du Guatemala, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres (1) aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le dit traité et y ont apposé le sceau de leurs armes

Fait à Guatemala le 4<sup>e</sup> jour de juillet en l'an 1885 de Notre-Seigneur.

J.-P. HARRIS-GASTREL.

M.-J. DARDON.

## BELGIQUE — VENEZUELA

### Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

1<sup>er</sup> mars 1884 (2).

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Excellence le président des Etats-Unis de Venezuela, animés du désir de conserver et de resserrer les rapports d'amitié qui existent entre le royaume de Belgique et le Venezuela, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un nouveau traité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. Ernest van Bruyssel, chevalier de Son ordre de Léopold, décoré de la seconde classe de l'ordre de Bolivar, commandeur de nombre de l'ordre de Charles III, Son chargé d'affaires actuel à Caracas ;

Et Son Excellence le président des Etats-Unis de Venezuela, illustre Américain,

M. Antonio Leocadio Guzman, Procer titulaire de l'indépendance pour les gouvernements du Pérou, de l'ancienne Colombie et du Venezuela, décoré du buste du libérateur par la république du Pérou et l'ancienne Colombie, conseiller du ministère des relations extérieures de Venezuela,

(1) Postérieurement, il fut convenu que les ratifications seraient échangées au Guatemala.

(2) *Moniteur Belge*, du 11 juin 1885. — Les ratifications ont été échangées à Caracas, le 8 février 1886.

grand'croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique, membre correspondant de l'académie royale espagnole et membre effectif de l'académie vénézuélienne, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura paix parfaite et amitié constante entre le royaume de Belgique et les Etats-Unis de Venezuela, et entre les citoyens des deux pays.

Art. 2. — S'il surgissait entre la Belgique et le Venezuela un différend quelconque, qui ne pût être réglé à l'amiable, les deux hautes parties contractantes conviennent de soumettre la solution du litige à l'arbitrage d'une puissance amie, proposée et acceptée de commun accord.

Art. 3. — Il y aura, entre la Belgique et le Venezuela, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les Belges au Venezuela et les Vénézuéliens en Belgique pourront en toute sécurité et liberté entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux, dans tous les lieux, ports ou rivières qui sont ou qui seront ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées.

Art. 4. — Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront, de même que les nationaux, entrer sur l'un ou l'autre territoire et en sortir, le traverser ou y résider selon leurs convenances, y contracter mariage, demeurer au sein de leur famille ou s'en éloigner, changer de domicile si cela leur convient, passer par tous les endroits et toutes les villes, et voyager sur toutes les routes, prolonger leur séjour loin du pays natal sans perdre leur nationalité première, le tout conformément aux lois sous la juridiction desquelles ils se trouvent, et sur le même pied que les nationaux.

Art. 5. — Ils ne seront soumis à aucunes charges, restrictions ou impôts autres que ceux supportés par les nationaux.

Ils jouiront de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois.

Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, les avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos de faire agir en leur nom. Enfin, ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui seront accordés aux nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Art. 6. — Les Belges au Venezuela et les Vénézuéliens en Belgique seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes ou milices nationales ; du logement militaire ; de toute contribution de guerre, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel, de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à un titre quelconque, d'un bien-fonds, et les réquisitions militaires auxquelles tous les natio-

naux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou fermiers.

Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Il est entendu que toute faveur ou exemption qui serait ultérieurement accordée en cette matière aux sujets d'un pays étranger par l'une des deux parties contractantes, serait immédiatement et de plein droit étendue aux sujets de l'autre partie.

Art. 7. — La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges au Venezuela et aux Venezueliens en Belgique. Les uns et les autres se conformeront pour l'exercice extérieur de leur culte aux lois respectives de chaque pays.

Art. 8. — Si un Belge au Venezuela, ou un Venezuelien en Belgique, venait à prendre part à des luttes civiles, il sera traité, jugé et, s'il y a lieu, condamné, comme le serait légalement tout indigène dans un cas pareil, sans qu'il puisse recourir à l'intervention diplomatique à l'effet de convertir le fait personnel en une affaire internationale, si ce n'est en cas de déni de justice ou d'infraction à la loi, constatée dans la procédure, ou en cas d'injustice notoire, c'est-à-dire, s'il y a eu violation des lois du pays où le crime, le délit ou la faute a été commis.

Art. 9. — Les lois du pays d'origine concernant l'état et la capacité des personnes, régiront les Belges résidant au Venezuela, ainsi que les Venezueliens résidant en Belgique.

Art. 10. — Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront comme les nationaux, sur les territoires respectifs, exercer le commerce en gros et en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations. Ils pourront être admis comme cautions en douane, s'ils présentent, au jugement de l'autorité compétente de chaque pays, de bonnes et valables garanties.

Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation.

Ils auront la faculté de contracter des obligations, d'acquérir, de posséder, d'aliéner, de s'engager par contrat, de tester, d'hériter, de disposer de leurs biens meubles et immeubles, par vente, échange, donation, testament, ou de toute autre manière légale, et d'exercer toute profession, métier et industrie non prohibés par les lois auxquelles ils se conformeront pour tous les actes ci-dessus mentionnés.

Art. 11. — Ils pourront gérer leurs affaires eux-mêmes ou les faire gérer par des personnes de leur confiance, présenter en douane leurs propres causes et réclamations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera — fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes de leur choix — qu'ils pourront employer également pour l'achat ou la vente de leurs biens, de leurs effets et marchandises, et pour veiller au chargement et à l'expédition de leurs navires ou d'une partie de leurs cargaisons. Ils pourront retirer aux personnes ci-dessus mentionnées les charges qu'ils leur avaient confiées.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur

seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Ils se conformeront, pour tous ces actes, aux lois et règlements du pays, et ils ne seront assujettis à d'autres charges, restrictions ou impôts que ceux qui sont établis également pour les nationaux, sauf les précautions de police employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Il est en outre spécialement convenu que tous les avantages, de quelque nature que ce soit, actuellement accordés par les lois et les décrets en vigueur au Venezuela, ou qui le seront à l'avenir, aux immigrants étrangers, sont garantis aux Belges établis ou qui s'établiront sur un point quelconque du territoire de la république, en la même qualité d'immigrants.

Art. 12. — Les propriétés des Belges au Venezuela et des Venezueliens en Belgique, soit meubles, soit immeubles, ne pourront être soumises à des charges, impôts ou restrictions autres que ceux dont sont frappées les propriétés des nationaux.

Art. 13. — Les Belges au Venezuela et les Venezueliens en Belgique jouiront du droit de recueillir et de transmettre les successions testamentaires ou *ab intestat*, selon les lois du pays, et sans être assujettis à raison de leur qualité d'étrangers à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

La même réciprocité existera entre les citoyens des deux pays pour les donations entre-vifs.

Art. 14. — Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis à quelque titre que ce soit par des Belges au Venezuela, ou par des Venezueliens en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de déduction ou d'immigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas assujettis.

Art. 15. — Les objets de toute nature provenant de Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire vénézuélien, en transit direct ou par réexportation, du traitement applicable dans les mêmes circonstances aux objets venant, ou en destination du pays le plus favorisé. Et réciproquement, les dispositions de cet article s'appliqueront aux objets venant du Venezuela ou en destination de ce pays, lors de leur passage par le territoire belge.

Art. 16. — Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol, de l'industrie ou des entrepôts de l'autre partie, d'autres, ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre Etat étranger. Il ne sera imposé sur les marchandises exportées d'un pays vers l'autre, d'autres, ni de plus forts droits que si elles étaient exportées vers tout autre pays étranger. Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. 17. — Il est entendu que chacune des deux hautes parties contractantes se réserve le droit de prononcer, à l'égard des produits de l'autre, les prohibitions ou les restrictions temporaires d'entrée, de sortie ou de transit qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour des

motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'épidémies ou d'événements de guerre.

Art. 18. — Ni les Belges au Venezuela, ni les Venezueliens en Belgique, n'auront le droit d'être indemnisés par l'Etat en cas de pertes, dommages ou préjudices occasionnés par des guerres extérieures ou civiles, et qui n'auraient été causés ni par le gouvernement, ni par les autorités qui en dépendent, si ce n'est dans les cas où les nationaux y auraient droit.

Art. 19. — Les biens immeubles possédés par des Belges au Venezuela, et par des Venezueliens en Belgique, seront régis par les lois du pays où ces immeubles se trouvent situés.

Art. 20. — La forme extérieure des actes entre-vifs et des actes de dernière volonté sera déterminée par les lois du pays où ces actes sont passés.

Art. 21. — Seront considérés comme navires belges au Venezuela, et comme navires venezueliens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs, et qui seront porteurs de papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux Etats, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 22. — Les navires belges, à leur entrée dans les ports de Venezuela ou à leur sortie des dits ports, soit sur lest, soit chargés, et réciproquement, les navires venezueliens, à leur entrée dans les ports de Belgique ou à leur sortie des dits ports, soit sur lest, soit chargés, par mer ou par canaux et rivières, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de courtage, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature que ce soit, pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux.

Art. 23. — En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 24. — Les navires de l'une des parties contractantes, entrant en relâche forcée dans les ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le navire, soit pour la cargaison, que les droits auxquels les bâtiments nationaux sont assujettis en semblable cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que les navires ou leurs équipages ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas plus longtemps dans le port que ne l'exige le motif qui a déterminé la relâche.

Art. 25. — Les objets de toute nature importés dans les ports de l'un des deux Etats, sous pavillon de l'autre, quelle que soit leur origine et de quelque pays qu'ait lieu l'importation, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'importation, et ne seront assujettis à d'autres charges que s'ils étaient importés sous pavillon national.

Art. 26. — Les objets de toute nature exportés de l'un des deux Etats sous pavillon de l'autre, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas soumis à d'autres droits ou d'autres formalités que s'ils étaient exportés sous pavillon national.

Art. 27. — Les bâtiments belges au Venezuela, et les bâtiments vénézuéliens en Belgique, pourront, tant que les lois de l'un et de l'autre pays ne le défendront pas aux bâtiments étrangers, décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de leur cargaison dans d'autres ports du même Etat qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux pays seront traités sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 28. — En cas de naufrage ou d'avaries éprouvées par un navire appartenant au gouvernement ou aux citoyens de l'une des hautes parties contractantes sur les côtes ou sur le territoire de l'autre, non seulement il sera donné aux naufragés toute aide et assistance, mais encore les navires, leurs parties et débris, les ustensiles et objets qui en font partie, les papiers trouvés à bord ainsi que les effets et marchandises jetés à la mer et sauvés ensuite, ou bien le montant du prix produit par la vente, seront fidèlement remis aux propriétaires lorsqu'ils en feront la demande, soit par eux-mêmes, soit par leurs fondés de pouvoirs, et ceci sans qu'ils aient à payer des droits, des frais de sauvetage et d'emmagasinage autres que ceux exigés des navires nationaux, en pareille circonstance. A défaut du propriétaire, ou d'un agent spécial de celui-ci, la remise se fera aux consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs sous réserve que si le navire, ses biens et marchandises, venaient à être l'objet d'une réclamation légale, la décision à intervenir sera soumise aux tribunaux compétents du pays.

Les marchandises sauvées ne seront jamais assujetties à payer des droits d'importation, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 29. — Les navires, marchandises ou effets appartenant aux citoyens respectifs qui auraient été pris par des pirates, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports de l'une ou de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux, et sur une réclamation qui devra être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 30. — Si l'une des parties contractantes entre en guerre avec un

Etat quelconque, les citoyens de l'autre partie pourront continuer leur commerce et leur navigation avec ce même Etat, à l'exception toutefois des villes ou ports qui seraient assiégés ou bloqués, par terre ou par mer.

Pour être obligatoire, le blocus doit être effectif, c'est-à-dire maintenu par une force suffisante pour interdire réellement l'accès de l'endroit bloqué.

Prenant en considération l'éloignement des Etats des parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu sur les deux côtes, il est convenu qu'un bâtiment qui tentera d'entrer dans un port assiégé ou bloqué sans avoir connaissance du siège ou du blocus, pourra se diriger avec sa cargaison vers tout autre lieu qui lui paraîtra convenable, à moins que le dit bâtiment ne persiste à vouloir entrer malgré la sommation légale, connue en temps opportun, du commandant des forces militaires du blocus ou du siège.

Si un bâtiment, appartenant à l'une des parties contractantes, se trouve, avant l'ouverture du blocus ou du siège, dans un port assiégé ou bloqué par les forces de l'autre partie, ce bâtiment pourra librement sortir avec sa cargaison. Il ne sera sujet à aucune confiscation et ne sera pas inquiété, s'il était trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place.

Il est bien entendu que la liberté de commercer et de naviguer, stipulée à l'article III du présent traité, ne s'étendra pas aux objets de contrebande de guerre.

Art. 31. — Si l'une des parties reste neutre quand l'autre est en guerre avec une tierce puissance, les marchandises couvertes du pavillon de la partie neutre seront réputées neutres, alors même qu'elles appartiendraient aux ennemis de la partie qui est en guerre, et les marchandises appartenant à la partie neutre ne seront pas saisissables, alors même qu'elles seraient trouvées à bord des navires ennemis de l'autre partie. Les articles considérés comme contrebande de guerre sont exceptés du bénéfice de cette double disposition.

Art. 32. — S'il arrivait que l'une des parties fût en guerre avec un autre Etat quelconque, l'autre partie ne pourra, en aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ou à accepter des lettres de marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses citoyens.

Art. 33. — Chacune des hautes parties contractantes consent à admettre des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, de l'autre, dans tous ses ports, villes et places, excepté dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels agents. Cette réserve, toutefois, ne sera pas appliquée à l'une des hautes parties contractantes sans l'être également à toute autre puissance.

Art. 34. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement, dans les Etats de l'autre, du même traitement dont jouissent les agents du même rang et de la même qualité de la nation la plus favorisée.

Les dits agents, avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions, doivent demander et obtenir l'exequatur du gouvernement du pays où ils auront à exercer ces fonctions, présentant à cet effet une

commission dans la forme établie par les lois de leurs contrées respectives.

L'expédition de l'exequatur n'occasionnera aucuns frais aux agents respectifs.

Art. 35. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter et remettre à bord ou renvoyer dans leur pays, les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages des bâtiments de guerre ou de commerce de leurs nations, à quelque titre que ce soit, qui seraient prévenus ou accusés d'en avoir déserté. A cet effet, ils s'adresseront par écrit, aux autorités locales compétentes du pays où se fait la réclamation et en justifiant par l'exhibition des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie de cet équipage.

Sur cette seule demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée, à moins qu'il ne soit dûment prouvé qu'ils étaient citoyens du pays où l'extradition est réclamée, au moment de leur inscription sur le rôle. Il leur sera donné toute aide et protection pour la recherche, la saisie et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront même détenus dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que les agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque délit et que le tribunal, qui a droit d'en connaître, réclamât le délinquant pour le juger, la remise sera différée jusqu'à ce que le jugement du tribunal ait été prononcé et exécuté.

Art. 36. — Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens, les navires et les marchandises de l'un des deux Etats jouiront dans l'autre de tout ce que les lois accordent ou accorderont à la nation la plus favorisée.

Art. 37. — Le présent traité restera en vigueur pendant cinq ans, qui commenceront à courir deux mois après l'échange des ratifications.

Si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite d'année en année.

Art. 38. — Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Belges et par Son Excellence le Président des Etats-Unis de Venezuela, après approbation du Congrès, et les ratifications seront échangées à Caracas dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original, à Caracas, le premier mars de l'année mil huit cent quatre-vingt-quatre.

(L. S.) ERNEST VAN BRUYSSSEL.

(L. S.) ANTONIO L. GUZMAN.

---

## BELGIQUE — VENEZUELA

## Convention d'extradition.

13 mars 1884 (1).

S. M. le Roi des Belges et S. E. le Président des Etats-Unis de Venezuela, désirant resserrer les relations des deux Pays, et réprimer les crimes qui pourraient être commis tant en Belgique qu'au Venezuela, ont résolu de conclure une convention afin de régler l'extradition des inculpés, accusés ou condamnés, et ont nommé pour leurs Pénipotentiaires, à savoir :

S. M. le Roi des Belges. M. Ernest Van Bruyssel, chevalier de Son Ordre de Léopold, décoré de la seconde classe de l'Ordre de Bolivar, commandeur de nombre de l'Ordre de Charles III, Chargé d'Affaires de Belgique, actuellement à Caracas ;

Et S. E. le Président des Etats-Unis de Venezuela, M. A.-L. Guzman, illustre *procer* de l'Indépendance pour les Gouvernements du Pérou, de l'Ancienne Colombie et du Venezuela, décoré du Buste du Libérateur par la République du Pérou et l'Ancienne Colombie, conseiller du Ministère des Relations extérieures du Venezuela, Grand' Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, membre correspondant de l'Académie espagnole de la langue et membre effectif de l'Académie Venezuelienne, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le gouvernement de la République de Venezuela, s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande respective de leurs agents diplomatiques, et sans autre exception que leurs nationaux ou naturalisés, les individus trouvés sur le territoire de l'un des deux pays, qui seraient poursuivis, mis en contravention ou en accusation, ou condamnés, comme auteurs ou complices, par les autorités compétentes de l'autre pays, à raison de l'un des crimes ou délits énumérés dans l'article 2.

Art. 2. — Les crimes et délits donnant lieu à extradition sont les suivants :

1<sup>o</sup> Assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement, homicide volontaire ;

2<sup>o</sup> Viol ;

3<sup>o</sup> Rapt de mineurs ;

4<sup>o</sup> Coups portés, ou blessures faites volontairement avec préméditation ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave, ou la mort sans l'intention de la donner ;

5<sup>o</sup> Associations de malfaiteurs ;

6<sup>o</sup> Extorsion ;

7<sup>o</sup> Incendie volontaire ;

8<sup>o</sup> Vol ;

(1) *Moniteur Belge*, du 3 mars 1885. — Les ratifications ont été échangées à Caracas, le 5 février 1885.

9° Abus de confiance;

10° Fraudes constituant l'escroquerie et la tromperie;

11° Falsification de monnaies;

Introduction et émission frauduleuse de monnaies falsifiées;

12° Altération ou falsification de papiers ou effets publics, de billets de banque nationaux ou étrangers, ou de titres publics ou privés.

Emission, mise en circulation, ou usage frauduleux de titres publics ou privés, papiers ou effets publics ou billets de banque, faux ou falsifiés;

13° Faux en écriture publique ou authentique, ou dans les actes officiels du gouvernement;

Faux en écriture privée ou de commerce, et dans les dépêches télégraphiques;

Usage de ces faux;

14° Altération ou contrefaçon des sceaux, timbres, timbres-poste ou marques des gouvernements respectifs, des autorités et des administrations publiques;

Usage frauduleux des dits sceaux, timbres, timbres-poste ou marques falsifiés ou altérés;

15° Faux témoignages et fausses déclarations d'experts et d'interprètes;

16° Subornation de témoins, experts ou interprètes;

17° Banqueroute frauduleuse;

18° Destruction, dégradation ou dommages causés à la voie ferrée ou appareils télégraphiques;

19° Recèlement frauduleux d'objets obtenus à l'aide de l'un des crimes ou délits prévus par la présente convention;

20° Piraterie et autres délits maritimes, pouvant donner lieu à extradition suivant la législation des deux pays.

Est comprise dans les qualifications ci-dessus la « tentative », lorsqu'elle est punissable en vertu de la loi pénale.

Dans aucun cas l'extradition ne pourra avoir lieu, si le fait similaire n'est punissable d'après la législation du pays auquel la demande est adressée.

Art. 3. — Lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du gouvernement requérant, cette demande pourra être accueillie si la législation du pays requis autorise, dans le même cas, la poursuite des infractions commises hors de son territoire.

Art. 4. — Les crimes ou délits commis antérieurement à la mise en vigueur du présent traité ne donneront pas lieu à l'extradition.

Art. 5. — L'extradition n'aura pas lieu si le fait pour lequel elle est demandée est considéré par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef de l'Etat, lorsque cet attentat constituera le fait de meurtre ou d'assassinat commis au moyen de matières explosives ou autrement, ou le fait d'empoisonnement.

Art. 6. — Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun fait non compris dans le

présent traité, ni pour aucun fait compris dans le présent traité mais non compris dans la demande d'extradition, et qu'il ne pourra être livré à un gouvernement tiers.

Néanmoins, l'effet de la présente disposition viendra à cesser si, après avoir été acquitté ou absous, ou après avoir subi sa peine, ou en avoir été gracié, l'individu livré reste, de son plein gré, pendant plus d'un mois, sur le territoire de l'Etat qui avait obtenu son extradition.

Art. 7. — Si l'action ou la peine est prescrite d'après les lois du pays où le délinquant s'est réfugié, il n'y aura pas lieu à extradition.

Art. 8. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Art. 9. — L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu aurait des engagements à remplir envers des particuliers. Néanmoins ces derniers pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 10. — S'il s'agit d'un prévenu ou d'un accusé, l'extradition sera accordée sur la présentation, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, soit de l'acte d'accusation, soit de tout autre acte ayant la même force, soit de l'acte d'accusation décrétant formellement le renvoi du délinquant devant la justice, à condition toutefois que ces actes, mandats, ordonnances ou arrêts émanent d'autorités compétentes, soient produits en originaux ou en copies authentiques, et accompagnés de documents probants, jugés suffisants dans le pays où ils sont envoyés, pour y justifier l'arrestation et l'emprisonnement des inculpés, si le crime ou délit qu'on leur impute avait été commis dans ce pays.

S'il s'agit d'une personne condamnée contradictoirement par une sentence passée en force de chose jugée, l'extradition sera accordée sur la production, en original ou en expédition authentique, du jugement ou arrêt de condamnation, rendu par l'autorité compétente.

L'extradition ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'actes des Tribunaux de droit commun, siégeant en matière répressive.

Art. 11. — L'inculpé fugitif peut être arrêté provisoirement sur un mandat délivré en Belgique par le juge d'instruction du lieu où il sera trouvé; aux Etats-Unis de Vénézuéla par tout magistrat de police, juge de paix ou autre autorité compétente, à la suite d'un avis, d'une plainte, ou d'un acte du Tribunal compétent.

Néanmoins, il sera mis en liberté si, dans le délai de deux mois après son arrestation provisoire, il ne reçoit communication de l'un des documents mentionnés dans l'article 10 ci-dessus.

Art. 12. — Tous les objets constituant le corps du délit, ceux qui en proviennent ou qui ont servi à le commettre, de même que toutes autres pièces à conviction qui auraient été saisies en possession de l'inculpé ou de tiers seront, après décision de l'autorité compétente, livrés à l'Etat réclamant même dans le cas où l'extradition ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la disparition du fugitif.

Ils seront renvoyés sans frais après l'issue du procès si des tiers intéressés en font la demande, en justifiant de leur droit.

Art. 13. — Tous frais quelconques auxquels l'extradition donnera lieu seront supportés par l'Etat requérant.

Art. 14. — Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, ou en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'article 10 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 5 et 7.

Art. 15. Si l'extradition d'un même individu est réclamée à la fois par plusieurs Etats, la préférence sera accordée à la demande présentée la première.

Art. 16. — Si, dans les trois mois à compter du jour où le prisonnier aura été mis à sa disposition, l'agent diplomatique qui l'a réclamé ne l'a pas fait partir pour le pays réclamant, ce prisonnier sera mis en liberté et ne pourra de nouveau être arrêté pour le même motif.

Art. 17. — Si l'on se présentait quelque cas tel que l'extradition de l'individu réclamé parût contraire, quant à ses conséquences, aux principes d'humanité, admis dans la législation des deux Etats, chacun des deux gouvernements se réserverait le droit de ne pas consentir à cette extradition. Il sera donné connaissance au gouvernement qui le réclame des motifs du refus.

Art. 18 et dernier. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Caracas, dans le plus bref délai possible. Il sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications. Le présent traité est conclu pour cinq ans; il demeurera néanmoins en vigueur après ce terme jusqu'à l'expiration d'une année à compter du moment où il aura été dénoncé par l'un des deux gouvernements.

En foi de quoi, les dits plénipotentiaires l'ont signé et scellé en double expédition, à Caracas, le 13 mars 1884.

(L. S.) Ernest Van BRUYSEL.

(L. S.) Antonio L. Guzman.

### Déclaration

Les soussignés, Charles Ferrier, chargé d'affaires de Belgique à Caracas, et Vicente Amengual, ministre des affaires étrangères du Venezuela, s'étant mis d'accord pour rectifier deux erreurs qui se sont glissées dans le texte français de la convention d'extradition conclue à Caracas, le 13 mars 1884, entre la Belgique et les Etats-Unis de Venezuela, sont convenus de ce qui suit :

1<sup>o</sup> A l'article 1<sup>er</sup>, le mot *contravention* sera remplacé par le mot *prévention*;

2<sup>o</sup> A l'article 10, aux mots : *soit de l'acte d'accusation*, seront substitués les mots : *soit de l'acte de mise en accusation*.

Fait en double original, à Caracas, le vingt octobre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

(L. S.) FERRIER.

(L. S.) VICENTE AMENGUAL.

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### GRANDE-BRETAGNE

#### RAPPORTS PAR SIR H. DRUMMOND WOLFF SUR L'ADMINISTRATION DE L'EGYPTE

(Suite et Fin) (1).

---

#### N° 4. — Sir H. Drummond Wolff au Comte de Rosebery.

(Reçu le 26 avril.)

Le Caire, 18 avril 1886.

Mylord,

Lord Dufferin, dans sa dépêche du 6 février 1883, informait le gouvernement de Sa Majesté des institutions populaires qu'il proposait pour l'Egypte. En voici un court résumé, fait par lui, qu'on trouvera dans les « Parliamentary papers » « Egypt », n° 6 (1883) :

1. Le collège électoral de village, composé de représentants de chaque circonscription, choisis par le suffrage des hommes qui sont les dépositaires du vote du village.

2. Le Conseil provincial, variant en nombre de quatre à huit, choisi par les porte-paroles des villages.

3. Le Conseil législatif, composé de vingt-huit membres, dont douze nommés par le Khédive, sur la présentation de ses ministres, et seize par les Conseils provinciaux.

4. L'Assemblée générale de quatre-vingt membres, huit ministres, vingt-huit membres du Conseil législatif et quarante-six délégués élus par les porte-paroles des villages.

5. Huit ministres responsables devant le Khédive.

6. Son Altesse le Khédive.

Le 1<sup>er</sup> mai, un Décret fut promulgué, mettant en vigueur la Loi organique d'Egypte. Elle instituait un Conseil provincial dans les Mudiriehs, un Conseil législatif, une Assemblée générale et un Conseil d'Etat.

On peut trouver une analyse de ces Corps représentatifs dans l'annexe à

(1) V. plus haut, p. 35-67.

la dépêche de Sir Edward Malet, du 7 septembre 1883 (« Egypt », n° 1, 1884, p. 28), rédigé par M. Cartwright.

Les Conseils provinciaux n'ont pas trouvé beaucoup à faire. Ils ont eu surtout à s'occuper des travaux publics.

L'Assemblée générale s'est réunie une fois seulement. Son rôle consiste surtout à créer de nouvelles taxes, à contracter un nouvel emprunt, à construire ou à supprimer des canaux ou chemins de fer traversant les diverses Mudiriehs, et à dresser la classification générale des terres du pays, par rapport à la taxe sur la propriété foncière. Elle s'est occupée seulement de discuter les plans d'irrigation proposés par le colonel Scott-Moncrieff.

Le Conseil d'Etat n'a jamais eu d'action effective. Ses membres furent désignés, mais ne s'assemblèrent qu'une fois, et l'institution fut, peu après, suspendue par un décret.

Il me suffira donc de m'occuper de la constitution et des opérations du Conseil législatif, la seule des assemblées proposées par Lord Dufferin qui ait été continuellement à l'œuvre. Lord Dufferin dit en parlant de ce Conseil : « Ce qui est réellement nécessaire, c'est le contrôle d'une assemblée moins nombreuse, plus choisie et d'une organisation plus relevée, qui sera toujours à portée pour aider les Ministres dans l'élaboration de leurs mesures, pour les éclairer sur les besoins généraux et les vœux du pays, et pour agir comme un frein sur leurs inclinations arbitraires. Ce corps, s'il est appelé à exister, pourrait s'appeler « Assemblée législative ». Elle devrait se composer d'environ trente membres, un peu moins de moitié étant nommés par le Khédive, et l'autre moitié élue. Afin que les membres nommés pussent être absolument indépendants, ils devraient tenir leurs fonctions à vie, ou du moins pour une série d'années. Les représentants doivent être élus par les Conseils provinciaux. »

Les vues, ainsi exprimées par Lord Dufferin, furent consignées dans le quatrième chapitre de la Loi organique.

Ce document décrète qu'aucune loi, aucun décret réglant l'administration publique ne devra être promulgué sans avoir été préalablement soumis à l'avis du Conseil législatif. Si le gouvernement ne suit pas cet avis, il notifiera au Conseil les motifs de sa décision, lesquels motifs ne pourront être discutés. Le Conseil pourra demander la présentation par le Gouvernement des projets de lois ou décrets réglant l'administration publique. Il a, dans de certaines limites, droit de recevoir des pétitions. Le budget général des recettes et des dépenses doit être communiqué au Conseil législatif, le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année.

Le Conseil peut exprimer son opinion et ses vœux sur chaque chapitre du budget. Ils seront transmis au Ministre des finances, qui, en tout état de cause, devra donner ses raisons pour le rejet des propositions du Conseil. Ces raisons ne pourront être discutées. Il devra recevoir un compte-rendu de l'Administration générale des finances. Le service du tribut et de la dette publique, et généralement toutes les charges ou obligations résultant de la loi de liquidation ou des conventions internationales sont expressément exclus de la connaissance du Conseil.

Le Conseil législatif se réunit les 1<sup>er</sup> février, avril, juin, août, octobre et décembre de chaque année, et peut être convoqué par le Khédive toutes les fois que cela est nécessaire. Les sessions sont closes aussitôt que le Conseil a épuisé les questions à lui soumises. Les Conseils provinciaux

élisent de nouveaux membres, quand une dissolution s'est produite, dans les trois mois qui suivent cet événement.

Les membres permanents gardent leurs places dans le nouveau Conseil. Les ministres peuvent prendre part aux séances avec voix consultative, ou être représentés par de hauts fonctionnaires de leurs départements. Ils donneront toutes les explications réclamées par le Conseil législatif. Les membres permanents du Conseil sont au nombre de quatorze, à savoir : un président, un vice-président et douze conseillers. Les membres élus sont au nombre de seize, dont un vice-président. Les membres sont élus pour six ans et peuvent être réélus. Les seize places pour lesquelles les membres sont élus sont les suivantes :

Pour le Caire, une :

Pour Alexandrie, Damiette, Rosette, Suez, Port-Saïd, Ismaïlia et El-Arish, une ; et une pour chacune des quatorze provinces, à élire par les Conseils provinciaux.

Les membres permanents actuels du Conseil sont les suivants :

Ali Pacha Chérif, président, est d'une famille ancienne et bien connue, et était d'abord fonctionnaire de l'Etat.

Hassan Pacha Hilmy, vice-président, est un ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

El Saïd Abdul Rahman Mufiz, grand Cadi du Caire.

El Saïd Mohammed El Abassi El Mahdi, Sheikh de la Mosquée d'El Azhar, et grand Mufti du Caire.

Saïd Abdul Baki El Bakri. Il est Makib-el-Achrag, c'est-à-dire chef de toutes les confréries et ordres religieux.

Le patriarche copte.

Saïd Abdul Khak-k-el Sadaat, un des chefs du corps des Ulémas.

Raouf Pacha, dernier gouverneur général du Soudan.

Ibrahim Pacha Adham et Hassan Serri Pacha, deux anciens Mudirs.

Ibrahim Pacha Habin, un ancien fonctionnaire.

Soliman Pacha Abazu, Notable de Charkieh, et ancien ministre.

Mohammed Bey, El Shawarbi, notable de Galioubieh, et ancien Mudir.

Awad Bey Saddalla, Notable du Caire.

Je joins aussi à cette lettre une liste des membres élus, notables des diverses provinces, tous, je crois, hommes d'une certaine situation.

Le premier procès-verbal que j'ai pu obtenir fut celui du jeudi 12 janvier 1884. En voici la teneur :

Le vice-président communiqua au Conseil une lettre du Conseil des ministres, avec le détail des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année 1884. Le Conseil semble avoir regardé de très près les comptes et avoir demandé certaines explications qui furent données. Une commission fut aussi formée pour examiner les dépenses plus en détail. Il y eut aussi un long débat sur une loi pour la suppression de la culture du « hashish », à laquelle furent apportées certaines modifications.

La séance suivante fut tenue en juin 1884, et fut occupée par une très longue discussion sur le recrutement, et plusieurs modifications furent faites à la loi proposée par le gouvernement.

En août 1884, une égale attention semble avoir été apportée aux dépenses publiques, et une loi fut promulguée concernant la saisie des biens pour dettes.

Le 7 septembre 1884, on discuta un nouveau projet de loi très soigneusement sur l'administration de la propriété *wakf*, et des changements considérables furent introduits dans les projets du Gouvernement. Le débat semble avoir occupé plus d'une séance.

Le 9 octobre le Conseil discuta les rapports de la commission sur la suppression du brigandage, et sur l'institution d'autres commissions.

En novembre 1884, survint une longue discussion sur la nomination de *gaffirs*, ou gardiens, dans les villages. C'était une importante question liée à l'ordre public dans les provinces, et qui donna lieu à une discussion animée.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence une collection de documents officiels dans lesquels sont renfermés ces procès-verbaux (1), et qui permettent de voir combien large est le champ des discussions du Conseil législatif, et avec quel soin minutieux les lois sont examinées. On me dit que dans une ou deux occasions seulement le gouvernement a laissé de côté les avis du Conseil, et qu'au contraire, il fait tous ses efforts pour adopter en toute occasion, autant que possible, les amendements et changements proposés, pendant que, d'autre part, le Conseil ne semble nullement animé du désir de faire obstacle à la législation, mais souhaite seulement de perfectionner les projets de lois du gouvernement, et de les adapter aux exigences du public.

Il sera, naturellement, impossible d'analyser tous les procès-verbaux du Conseil, mais il ne sera peut-être pas déplacé de montrer la variété des sujets portés à sa connaissance. Les travaux du Conseil furent en pleine action pendant la dernière partie de 1883, époque à partir de laquelle toutes les lois qui lui furent soumises portent dans le préambule ces mots « Notre Conseil Législatif entendu ».

En 1884, les Décrets suivants portent cette entête :

Réorganisation du service sanitaire et de l'hygiène publique.

Plaintes contre des serviteurs publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Taxes sur les habitations.

Commissions spéciales pour la suppression du brigandage.

Taxes sur les habitations au Caire et à Alexandrie.

Saisie pour redevances en retard.

Terrains incultes.

Création de commissions pour la répression des crimes.

Sur la culture du tabac et du tombac.

Suspension de l'application de la loi relative aux habitations.

Élection de la police rurale.

Enrôlement des criminels dans une compagnie de discipline.

En 1885 :

Nouvelle loi sur la police rurale.

Droits d'importation sur le tabac.

Sur le service militaire.

Commissions pour le brigandage.

Sommes dues par les Sarrafs du gouvernement.

Tabac et tombac.

Recrutement.

(1) Non imprimés.

Police rurale.

Brigandage.

Rives du Nil pendant la crue.

Police provinciale.

Pouvoirs de police aux officiers de douane.

Saisie pour non paiement de taxes sur la propriété foncière.

Détermination de la monnaie égyptienne.

Bateaux sur le Nil et les canaux et lacs d'Égypte.

Cours martiales pour les personnes en communication avec les rebelles.

Police rurale.

On ne peut douter que dans une institution telle que ce Conseil, il n'y ait des garanties considérables offertes au public. Comme l'observait Lord Dufferin, il y aurait beaucoup de difficultés à introduire ce qu'il appelle une Chambre des Communes, « toute battant neuve ». J'ai indiqué dans mes dépêches que l'impossibilité d'un gouvernement populaire vient autant de l'indifférence que de l'incapacité. Les fellahs, après bien des siècles d'oppression et de domination étrangère, semblent avoir perdu tout ce qui ressemble à des aspirations politiques, et pourvu qu'ils soient bien gouvernés, tranquilles dans leurs propriétés, que la justice soit bien administrée, et qu'ils puissent se procurer la très petite quantité de choses qui leur sont nécessaires, ils ne semblent pas se soucier des gens qui leur procurent ces bienfaits ou de quelle façon ils le font. Mais une institution comme le Conseil législatif est certainement, dans mon esprit, un moyen convenable pour former le peuple égyptien à la confiance en soi, nécessaire pour des institutions populaires.

Les débats sont publiés dans un journal officiel, et sont soumis à un examen très sévère, de la part d'une presse libre et, je puis le dire, un peu hardie. Plusieurs journaux Arabes ont une circulation considérable, dans lesquels la conduite du Gouvernement, aussi bien que la conduite du Conseil législatif, sont grandement critiquées.

A mesure que l'instruction publique se développe, que les Fellahs prennent un peu plus de culture, et que ces journaux ou d'autres obtiennent une plus large circulation, l'attention du public des provinces s'attachera à leurs critiques, comme c'est le cas pour le Caire, où je vois les journaux vendus dans les rues, et en apparence fort demandés.

L'élément électif est certainement un peu restreint, bien que s'appuyant sur une large base. Par une loi électorale, publiée le 1<sup>er</sup> mai 1883, tous les Égyptiens ont droit de vote, à l'exception des soldats inscrits sur la liste active. Il y a un mécanisme très complet pour dresser la liste électorale. Par l'article 13, les électeurs délégués, dépositaires du vote général, sont choisis, par ce collège électoral, sous la direction d'une commission de cinq membres, sachant lire et écrire, qui sont choisis par les électeurs présents. Le ministre de l'Intérieur peut être représenté dans ces Commissions.

Les Conseils provinciaux sont choisis par ces électeurs délégués, et ces élections sont réglées avec un détail considérable dans la loi électorale. Les électeurs des « *toumans* » (quartiers) du Caire et ceux des *kismes* (districts) d'Alexandrie, choisissent leurs membres pour le Conseil législatif; les quatorze provinces nomment le reste des membres. Les membres délégués des *toumans* et des *kismes* d'Alexandrie, et les six autres villes élisent, à la majorité des votes, les onze notables pour l'Assemblée générale. Les électeurs

délégués des quatorze provinces élisent de la même façon les trente-cinq notables qu'ils ont à choisir pour la même Assemblée. Aussi, bien que les pouvoirs des corps populaires soient limités, cependant, tels qu'ils sont, la base des collèges électoraux est large, et dans la suite, peut-être, quelque changement sera introduit pour rendre les pouvoirs des électeurs plus directs sur l'élection des membres. Nécessairement, il doit s'écouler beaucoup de temps avant qu'une telle idée puisse être émise.

Comme je l'ai déjà indiqué, les pouvoirs suprêmes actuels de l'Assemblée générale sont restreints à la discussion et au vote de tous les nouveaux impôts directs, réels ou personnels.

Voici les termes de l'article 54 de la Loi Organique sur ce chef : « Aucuns impôts nouveaux, directs, réels ou personnels, ne pourront être établis en Egypte sans avoir été discutés et votés par l'Assemblée générale ».

Quant à ses autres droits, ils sont purement consultatifs, et l'opinion exprimée par l'Assemblée générale peut être mise de côté par le Gouvernement, après un exposé de raisons donné à temps.

Elle peut aussi spontanément donner ses avis et exprimer des vœux sur toutes les questions économiques, administratives ou financières, et le Gouvernement doit exprimer à l'Assemblée les raisons qui peuvent le pousser à écarter les opinions émises par la majorité. L'Assemblée générale, en conséquence, ne sera pas complètement déchargée de ses fonctions tant qu'une taxe nouvelle pourra devenir nécessaire. Peut-être, une telle conjoncture se présentera avant qu'il soit longtemps, et on verra alors à quel degré cette institution mérite la confiance du peuple égyptien, et de ceux qui, au dehors, attendent le développement des progrès de l'Egypte.

Il peut être bon de remarquer qu'ici tous les actes publics, législatifs ou administratifs, sont incorporés dans un décret. Ainsi, dans le même volume, appelé le *Bulletin des Lois et Décrets*, nous trouvons des décisions administratives, des nominations à des places, des promotions dans les ordres, et les lois qui sont promulguées. Le moment est venu pour indiquer les différentes formes employées respectivement dans ces documents. Les décrets de nomination aux fonctions publiques sont ainsi conçus :

« Nous, Khédive d'Egypte. »

La loi d'après laquelle est faite la nomination est alors citée.

Puis viennent les mots :

« Sur la proposition de notre ministre de la justice (ou tel autre ministre) et l'opinion (l'avis conforme) de notre conseil des ministres, décrétions. .... »

L'article suivant indique la personne nommée, et un autre charge le ministre du département compétent de l'exécution du décret. Il est alors signé par le Khédive et contresigné par le président du conseil des ministres, et dans le cas où la nomination n'est pas du ressort de son département, elle est en outre contresignée par le ministre (ou les ministres) des départements intéressés. La même forme est adoptée dans les décrets d'un caractère administratif.

Quand il s'agit de décorations, l'annonce en est faite sans qu'on ait recours à un ministre.

La formule par laquelle est citée l'opinion du conseil des ministres fut établie après le rescrit khédivial de 1878, par lequel le Khédive entreprenait de ne gouverner qu'avec l'assentiment de ses ministres. Ci-inclus une copie de ce rescrit.

Depuis l'établissement des institutions prévues dans les réformes de lord Dufferin, la formule « notre conseil législatif entendu » fut ajoutée. Je dois faire remarquer que dans certaines questions la Caisse de la Dette est aussi mise en avant dans les préambules des décrets.

Je trouve, le 26 mai 1884, un décret relatif aux droits à lever sur le tabac turc ; il commence ainsi :

« Nous, Khédive d'Egypte ;

« Sur la proposition de notre ministre des finances ;

« Vu l'avis conforme de MM. les commissaires directeurs de la Dette ;

« Vu l'avis conforme de notre conseil des ministres (1). »

Et il termine en chargeant le ministre des finances de l'exécution du décret, qui est contresigné par le président du conseil et le ministre des finances

On verra par là que, dans les questions qui touchent aux relations internationales, la Caisse a déjà pris une certaine part de la législation du pays.

D'après les remarques qui précèdent, Votre Excellence verra que, bien qu'on ne puisse dire que des institutions populaires ont été établies sur une large échelle en Egypte, cependant la loi organique proposée par lord Dufferin, ainsi que le rescrit khédivial, qui fut un des actes de Nubar Pacha, apporte des obstacles considérables au pouvoir arbitraire du Khédive et à l'action de ses ministres.

Les propositions de lord Dufferin avaient un caractère d'essai et d'expérience. On les regardait, je pense, comme un compromis introduit dans un sens d'éducation, et j'entends proclamer par tous qu'elles ont admirablement répondu à leur destination. L'esprit du peuple est attiré peu à peu non-seulement vers les résultats, mais encore vers les détails du gouvernement, et il examine et discute les moyens d'augmenter le bien-être national.

Je ne voudrais pas proposer de changements immédiats dans les institutions actuelles, qui n'ont en tout que trois ans. Il faut les abandonner au progrès de l'expansion naturelle dont elles renferment les éléments. Rien ne saurait être plus nuisible à la cause du bon gouvernement, de l'ordre, et, je puis ajouter, de la liberté publique, que de constantes altérations du plan général.

Elles ne tendraient qu'à troubler les esprits des classes plus humbles, et à jeter le gouvernement aux mains de gens qui pourraient profiter de ces mésintelligences pour adapter les institutions à leurs propres intérêts. Ce qu'il faut pour le moment, c'est la sécurité pour le développement des institutions maintenant en jeu, et, bien que rien de ce que je dirais ne puisse ajouter à la réputation de lord Dufferin, j'ose respectueusement exprimer l'avis que ses plans étaient sages et dignes d'un homme d'Etat, et, bien combinés, permettent de franchir l'abîme qui existe nécessairement entre deux époques d'écrasant despotisme et une reconnaissance plus complète des droits populaires.

J'ai, etc.

(Signé) H. DRUMMOND WOLFF.

---

(1) En français.

## PREMIER DOCUMENT JOINT AU N° 4

## Conseil législatif.

*Membres délégués.*

Mohamed Bey-el-Sioufi .....	Notable pour le Caire.
Moustapha Bey-el-Tahan .....	— Alexandrie et ses dépendances.
Hamed Bey-el-Loufain .....	— Béhéra.
Ibrahim Bey Saïd .....	— Gharbieh.
Ahmed Bey Abd-el-Gaffar .....	— Menouffieh.
Abdalla Effendi Helal .....	— Dakahlieh.
Amer Bey Nousseir .....	— Charkieh.
Soliman Effendi Mansour .....	— Galioubieh.
Abasse Bey-el-Zama .....	— Ghizeh.
Saïd Ahmed Bey Zazon .....	— Beni-Souef.
Hassan Bey Abdel Razzak .....	— Minieh.
Moustapha Bey Khalifa .....	— Assiout.
Abdel Rahim Bey Hamadî .....	— Giurgheh.
Tair Effendi Salameh .....	— Kena.
Abdel Galil Effendi Ali .....	— Esneh.
Mohamed Bey Khalil .....	— Fayoum.

(Le dernier nommé est supprimé pour cause de folie).

## DEUXIÈME DOCUMENT JOINT AU N° 14

## Rescrit adressé à Nubar Pacha par Sa Hautesse Ismail Pacha.

Palais de Giseh, le 28 août 1873.

Mon cher Ministre,

J'ai mûrement réfléchi sur les changements apportés dans notre situation intérieure et extérieure par les derniers événements, et, au moment où vous vous occupez de la mission que je vous ai confiée de former un nouveau ministère, je veux vous confirmer ma ferme détermination de mettre les règles de notre administration en harmonie avec les principes qui régissent les administrations en Europe.

Au lieu d'un pouvoir personnel, principe actuel du gouvernement de l'Égypte, je veux un pouvoir qui imprime, il est vrai, une direction générale aux affaires, mais qui trouve son équilibre dans un conseil des ministres. En un mot, je veux dorénavant gouverner avec et par mon conseil des ministres.

Dans cet ordre d'idées, je pense que, pour appliquer les réformes que j'ai déjà annoncées, les membres du conseil des ministres devront être tous solidaires les uns des autres; ce point est essentiel.

Le conseil des ministres discutera toutes les questions importantes du pays; l'opinion de la majorité entraînera celle de la minorité. Les décisions seront donc prises à la majorité, et, en les approuvant, je sanctionnerai conséquemment l'opinion qui aura prévalu.

Chaque ministre appliquera les décisions du conseil, sanctionnées par moi, et concernant l'administration qui lui est confiée.

Les nominations des moudirs, gouverneurs, préfets de police, seront discutées entre le ministre dont ils relèvent et le président du conseil, et seront soumises à mon approbation par le président du conseil.

Le ministre qui aura sous ses ordres immédiats les fonctionnaires susmentionnés aura le droit de les suspendre de leurs fonctions, mais après entente avec le président du conseil. Leur changement ou leur destitution ne pourra

avoir lieu qu'après entente entre lui et le ministre président du conseil, sous ma sanction.

Les ministres choisiront le haut personnel de leurs administrations et soumettront leur choix à mon approbation. Pour les emplois secondaires, il suffira d'une simple lettre ou décision ministérielle.

L'action de chaque ministre s'exercera dans les limites de ses attributions, et les fonctionnaires ou employés de chaque branche d'administration n'auront d'ordres à recevoir que du chef du département dont ils font partie et ne devront obéir qu'à lui.

Le conseil des ministres siégera sous votre présidence, puisque je vous ai donné la charge et la responsabilité de cette nouvelle organisation.

Je pense que l'institution d'un ministère possédant ces attributions n'est pas en dehors de nos mœurs et de nos idées, et est, au contraire, conforme à un des préceptes de la loi sacrée. Avec une organisation judiciaire généralisée, cette institution suffit pour répondre aux nécessités de notre état social et permet de réaliser mes fermes intentions.

Je mets toute ma confiance en vous pour appliquer les réformes que j'ai décidées et qui, je l'espère, donneront au pays toutes les garanties qu'il est en droit d'attendre de mon gouvernement.

Croyez, etc.

(Signé) ISMAÏL.

N° 5. — Sir H. Drummond Wolff au Comte de Rosebery.

(Reçu le 12 juillet.)

Le Caire, 5 juillet 1886.

Mylord,

J'ai jugé à propos, à la suite des autres sujets, sur lesquels j'ai, à diverses époques, envoyé des rapports à Votre Excellence, de faire des recherches sur les droits et les devoirs de Son Altesse le Khédive, et sur la position de l'Egypte, vis-à-vis du Sultan et de son Gouvernement.

J'ai désiré m'assurer jusqu'à quel point l'Egypte peut être regardée comme une partie intégrante de l'Empire Ottoman, et de plus si elle n'est qu'une province gouvernée par une famille privilégiée, ou si elle peut être considérée comme autonome, étant, pour ainsi dire, un Etat semi-indépendant. Pour réaliser cette intention, je n'ai pas trouvé grand secours dans les documents.

Ils sont relativement peu nombreux et se composent surtout de la petite collection de Firmans, imprimée par les affaires étrangères (n° 4747), laquelle collection, cependant, n'est pas tout à fait complète. J'ai découvert que certains firmans n'y sont pas contenus, et ceux-là, j'essaierai de me les procurer.

Le Firman, par lequel la famille de Méhémet Ali fut établie comme une famille privilégiée, est la base du système politique actuel de l'Egypte. Il est daté du 1<sup>er</sup> juin 1841, et peut être trouvé dans la collection des Affaires étrangères. De ce Firman, il ressort que l'Egypte devait rester une partie de l'Empire Ottoman, au même titre que les autres provinces, mais que le fonctionnaire mis alors à sa tête devait jouir de certains privilèges, restreints à lui et à sa famille. Le Firman commence par un exposé des connaissances et de l'expérience que Méhémet Ali avait acquises par son long gouvernement de l'Egypte. Le gouvernement de ce pays lui était accordé avec les prérogatives héréditaires, mais sa position de gouverneur n'était pas modifiée à d'autres égards. Sa situation était définie en ces termes : « Bien que les Pachas d'Egypte aient la jouissance héréditaire du Gouver-

nement, ils doivent, néanmoins, pour toutes les questions de grades et de préséance, être placés sur la même ligne que les autres Vizirs. Ils seront traités comme tels par la Sublime Porte, de qui ils recevront les mêmes titres que ceux donnés aux autres gouverneurs de provinces. » Ils ne pouvaient exercer qu'une action administrative, sans aucun pouvoir législatif, en matière de politique ou de commerce, soit dans l'Egypte même, soit dans ses rapports avec les autres pays.

Le troisième paragraphe prescrivait que le Hatti-Sheriff promulgué à Gulhané, et que tous les traités existant ou qui seraient faits postérieurement entre la Sublime Porte et les Puissances amies, devaient être exécutés dans toutes leurs dispositions dans la province d'Egypte, et que les lois de l'Empire, faites ou à faire, devaient être introduites en Egypte, mais adaptées dans leurs détails aux exigences locales et aux coutumes du pays. Toutes les taxes et les revenus devaient être levés en Egypte, au nom de l'Empire. Les Egyptiens, sujets de la Sublime Porte, devaient avoir leurs dîmes, impôts et autres taxes, levés conformément au système équitable suivi par le Gouvernement du Sultan.

La monnaie devait être frappée en Egypte, mais avoir la même forme et la même valeur que les pièces frappées à la Monnaie impériale de Constantinople, et porter le nom et l'effigie du Sultan.

L'armée était fixée à un nombre suffisant pour l'administration locale de la « province d'Egypte », et ne devait jamais être augmentée sous aucun prétexte, « mais les forces militaires et navales de l'Egypte étant essentiellement destinées au service de la Sublime Porte, leur nombre pouvait, en temps de guerre, être augmenté, dans la proportion que jugerait convenable le gouvernement du Sultan ». L'Egypte devait avoir les mêmes drapeaux, et les officiers devaient porter le même uniforme et les mêmes marques de distinction que ceux de Turquie. Les officiers de marine, Egyptiens, devaient être vêtus comme les Turcs, et les vaisseaux, porter le même pavillon. Le pacha d'Egypte nommerait les officiers de l'armée et de la flotte, jusqu'au grade de colonel, mais pour les grades plus élevés, le consentement du Sultan serait nécessaire. Les pachas d'Egypte ne pourraient plus construire de vaisseaux de guerre sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Sublime Porte. Il y avait une condition posée, qui n'a jamais été mise à exécution, stipulant que 400 soldats égyptiens seraient envoyés, chaque année, à Constantinople. D'autre part, une certaine latitude était accordée, quant à la durée du service, en sorte que l'on pût tenir compte des coutumes des Egyptiens.

Toutes ces conditions étaient attachées, de la manière la plus stricte, au privilège d'hérédité, et il était établi que si l'une d'elles n'était pas exécutée, la prérogative d'hérédité serait dès lors abrogée et cesserait d'exister.

A la fin de ce Firman, il y a une instruction très importante. Le nouveau Pacha doit s'appliquer à éviter tout ce qui pourrait ressembler à de l'opposition, travailler sans cesse à assurer le bien-être et la tranquillité des habitants d'Egypte, les protégeant contre toute injustice, toute vexation, et il avait ordre de demander des instructions sur toutes les questions importantes qui intéressaient le pays. Un exemple m'a été donné, elucidant les mots « questions importantes ». Méhémet Ali, sur le point d'élever le barrage du Nil, trouva qu'on s'attendait qu'il consultât le Sultan sur ce travail, considéré comme important pour le pays. Il évita habilement cette obligation en dédiant le travail au Sultan, dont le nom lui fut donné, et en lui

écrivait une lettre l'informant de la dédicace. Pendant tout le temps de son gouvernement, Méhémet Ali eut certainement une grande latitude, à cause de sa carrière et de son expérience.

Par une lettre adressée par le grand Vizir à Méhémet Ali, le Firman est très développé ; les principes du Hatti-Sheriff de Gulhané étaient fortement rappelés au fondateur de la famille, et il était informé « qu'en sa qualité d'un des principaux ministres de la Sublime Porte », Son Altesse devait employer tous ses efforts à rendre, de concert avec les autres ministres, tous les services possibles à « notre Padichah légitime et notre bien-faiteur. »

Le tribut fut fixé à 80,000 bourses.

Par ce qui précède, on verra que la Porte et les puissances qui concoururent au traité n'avaient dessein d'apporter aucun changement à la condition politique de l'Egypte, si ce n'est de donner à la famille régnante des droits héréditaires d'administration avec le pouvoir d'appliquer les lois de l'Empire, avec les variations nécessitées par les besoins locaux.

Méhémet Ali gouvernait d'une manière impérieuse, mais juste ; il établit la tolérance religieuse (1), encourageant et employant les Chrétiens sur le même pied que les Musulmans, et sa conduite fut toujours correcte.

En fait, une grande sympathie naquit entre lui et le Sultan. En 1845 et 1846, pendant qu'Ibrahim Pacha était en France, son père s'arrangea pour être invité à Constantinople. Les Français firent des représentations à Ibrahim Pacha sur ce voyage, disant qu'il était dangereux pour sa personne, et que c'était une marque exagérée de soumission, alors que le véritable but du Pacha devrait être d'obtenir une complète indépendance. Au retour d'Ibrahim Pacha en Egypte, cet incident fut raconté à Méhémet Ali, qui répondit d'un ton rêveur : « Si l'Egypte était indépendante, je pourrais conserver son indépendance, et Ibrahim Pacha le pourrait aussi, mais il est vieux, et après lui, qui y a-t-il ? Elle deviendrait la possession de l'Angleterre. Non, je veux m'en tenir à la situation présente avec la Turquie. »

Méhémet Ali, en 1849, perdit la raison, et Ibrahim Pacha, son fils, fut nommé à sa place par le Sultan après une visite à Constantinople. Ibrahim Pacha mourut au bout de deux mois, et Abbas Pacha lui succéda. A cette époque, les grands fonctionnaires qui s'étaient enrichis des dons de terres de Méhémet Ali, eurent quelques velléités d'établir une sorte de Conseil qui pourrait limiter le pouvoir absolu du Vice-roi, et dans ce désir ils s'apuyèrent sur l'aide de la Porte. Abbas Pacha se rendit à Constantinople pour y recevoir l'investiture, se mit en bons termes avec le Sultan et avec Reschid Pacha, et s'arrangea pour obtenir de la Porte pour ces fonctionnaires, des promotions, des places et des gouvernements, exilant ceux dont il ne pouvait se débarrasser autrement. En même temps, il travaillait à se placer en grande faveur auprès du Sultan et de ses Ministres. Il était prévenu, cependant, contre tout acte qui pourrait amener en Egypte

(1) En voici un exemple :

En 1843, Bogos Bey, Arménien et premier Ministre, mourut à Alexandrie, mais les troupes n'assistèrent pas à ses funérailles. Méhémet Ali, quand il l'apprit, écrivit ce qui suit à Osman, le gouverneur d'Alexandrie :

« Au très fortuné, très vénéré Osman Pacha, mon fils : Tu es un âne, un barbare, un Turc ! L'homme qui vous a élevé et qui a fait votre éducation est mort. Bogos Bey est mort, et vous ne lui avez rendu aucun honneur. Comme les Arméniens, trois jours après la mort, disent une messe, vous irez avec vos troupes à l'église Arménienne, et vous rendrez tous les honneurs militaires habituels à mon fidèle serviteur. »

les Anglais, et en particulier il ne voulut pas faire le chemin de fer d'Alexandrie à Suez, par crainte que l'Égypte ne tombât sous la domination de l'Angleterre. A son retour, il montra un certain désir de diminuer l'élément européen, et ce sentiment créa contre lui une hostilité considérable en Europe même. En même temps il considéra, à la mort de Méhémet Ali, qu'il pouvait agir arbitrairement envers sa famille au sujet de l'héritage de leur père, puisqu'il n'avait pas été décidé ce qu'on pouvait considérer comme la propriété privée du Pacha mort. Quelques membres de la famille de Méhémet Ali se rendirent à Constantinople pour s'y plaindre de l'injustice à eux faite, et la Porte, pensant à reprendre sur l'Égypte le pouvoir qu'elle considérait avoir été indûment diminué, essayait d'insister sur l'application à l'Égypte du Tanzimat ou Code réformé, basé sur le Hatti-Shériff de Gulbané. En cela, la Porte fut fort soutenue par Sir Stratford Canning, et comme Abbas Pacha, pour différentes raisons, s'indignait de l'application du Tanzimat, la Turquie représentait l'élément libéral, pendant que l'Égypte apparaissait sous un jour despotique.

L'opinion de Sir Stratford Canning était, dit-on, celle de Raschid Pacha, à savoir que l'Égypte désirait être complètement séparée de la Turquie. Le Grand Vizir d'Abbas Pacha, qui était à cette époque à Constantinople, accepta le Tanzimat, sur quoi Nubar Pacha fut dépêché en mission à la Porte. Il essaya d'expliquer que le désir d'un Conseil, manifesté par les ennemis d'Abbas Pacha, substituerait, s'il était exaucé, un gouvernement Mameluk à celui du représentant du Sultan, tandis que l'application exacte du Code du Tanzimat à l'Égypte enchaînerait la main du Vice-Roi pour la protection des voyageurs anglais, en même temps qu'elle lui enlèverait le pouvoir de confirmer ou de désavouer les sentences de mort.

Vers cette époque, la route de terre avait été ouverte, et le service de la Malle et des passagers d'Alexandrie à Suez avait fait des progrès considérables.

Abbas Pacha se détermina alors à faire un chemin de fer d'Alexandrie à Suez. Il espérait par là se concilier l'Angleterre et obtenir son appui dans ses contestations avec la Porte. La question s'éleva alors de savoir si la création de cette œuvre était une de ces importantes questions pour lesquelles on devait en référer à la Porte ; et, en fait, comme il a été dit plus haut, la Porte vit avec grand effroi une entreprise qui, croyait-on, mettrait l'Égypte tout à fait aux mains des Anglais, et relâcherait encore les liens qui l'unissaient au Pouvoir suprême. On prétendait que ce n'était pas une entreprise intérieure qui pût rentrer dans les limites de l'administration accordée au Pacha. Ce chemin de fer devait aller d'une mer à l'autre, et par conséquent impliquait des questions de commerce extérieur qui appartenaient au Pouvoir suprême.

Lord Palmerston, alors ministre, ne considéra pas que la question du chemin de fer dût être soumise à la Porte, et son opinion fut transmise à Sir Stratford Canning.

Après une mission de Nubar Pacha auprès de Lord Palmerston, Fuad Pacha fut envoyé en Égypte pour résoudre les questions controversées entre Abbas Pacha et la Porte, c'est-à-dire celles du chemin de fer, de l'application du Tanzimat, et de la succession de Méhémet Ali.

La dernière question se termina par un compromis, et le chemin de fer put se construire d'Alexandrie au Caire ; mais il devait être fait avec de l'ar-

gent égyptien, sans emprunt à l'extérieur ou à l'intérieur, et ne pouvait à aucune époque être vendu ou engagé à des étrangers.

Finalement, par un Firman, le Tanzimat fut introduit, avec certaines modifications, pour huit ans, pendant lesquels l'infirmité ou la confirmation des sentences capitales rendues par les Tribunaux fut remise au Vice-Roi.

On verra par là que, jusqu'à l'époque du Firman ainsi donné à Abbas-Pacha, l'administration de l'Égypte fut tenue strictement dans les limites d'un gouvernement ordinaire. Sans nul doute, pendant le gouvernement de Méhémet Ali, sa façon sommaire de se comporter avec les hommes et les choses avait pu, à l'occasion, dépasser les bornes de son pouvoir; mais, en somme, lui et ses successeurs s'en tinrent honnêtement aux conditions auxquelles les droits d'hérédité avaient été conférés à leur famille.

Au commencement de la guerre de Crimée, l'Égypte envoya un contingent considérable pour soutenir l'armée du Sultan, et remplit ainsi en tous points le rôle d'une province sujette.

Pendant le gouvernement de Saïd-Pacha, un Firman fut rendu lui donnant certains droits nouveaux. Il lui fut permis de porter l'armée à 30,000 hommes, d'établir quelques différences entre la monnaie égyptienne et celle du gouvernement impérial, et de conférer les grades civils jusqu'à celui de Sanieh, le second rang de la première classe.

Le chemin de fer fut prolongé jusqu'à Suez.

Ces privilèges, cependant, n'altérèrent pas l'esprit du premier Firman et les liens qui attachaient l'Égypte à l'Empire; ce qui le prouve, c'est que Saïd-Pacha se crut obligé de demander l'autorisation du Gouvernement suprême pour la formation d'une compagnie de navigation, en se basant sur ce qu'elle pouvait renfermer des actionnaires européens, ce qui entraînait des considérations internationales. Mais le grand fait de la Vice-royauté de Saïd-Pacha qui tendit, plus que toute autre chose, à confirmer les droits du Sultan, furent les négociations relatives à la concession et à la construction du Canal de Suez. Il fut alors établi que le Firman de la Porte était indispensable pour la continuation de cette œuvre. M. de Lesseps essaya de commencer sans cette autorisation, et après bien des négociations, conduites principalement par Nubar-Pacha à Paris, la discussion prit fin dans l'arbitrage de l'Empereur Napoléon III, grâce auquel du terrain des deux côtés du Canal fut rendu au Gouvernement égyptien; le Canal d'eau douce fut aussi rendu, et le droit de corvée qui avait été donné à M. de Lesseps fut aboli. Les terres à rendre au Gouvernement une fois fixées, elles le furent sous la surveillance d'un Commissaire impérial, le Sultan affirmant ainsi son autorité comme souverain territorial.

En 1866 fut promulgué un nouveau firman, dans lequel les droits accordés à Saïd-Pacha étaient confirmés et l'ordre de succession changé. En retour, le tribut fut augmenté.

A cette époque, deux influences existaient à Constantinople : l'une était le Sultan, l'autre la Porte. Ismaïl-Pacha, dit on, pensait qu'en se mettant en bons termes avec le premier, il obtiendrait des privilèges considérables, et qu'il se rendrait indépendant de l'autorité gouvernementale de la Porte. Il envoyait des troupes pour réprimer l'insurrection de Candie, et en même temps il entraînait en négociations avec les chefs des Grecs, de façon à embarrasser la Porte, et à l'obliger à lui donner, à lui ou à ses fils, le gouvernement ou la possession de cette île. On croit même qu'il nourrissait

l'idée de joindre la Syrie à la Vice-royauté d'Egypte, et même le Hedjaz, ainsi qu'une vague idée qu'à une époque ultérieure il pourrait obtenir le Califat. En conséquence, il écrivit au Sultan une lettre, qui fut remise par son représentant à Constantinople, où il demandait les privilèges suivants :

- Une armée non limitée ;
- Une flotte ;
- Permission de fonder un ordre ;
- Droit de faire des lois ;
- De conclure des traités ;
- D'accréditer des Ministres près des Cours étrangères ;
- Enfin, d'être investi du titre d'Aziz.

Le titre d'Aziz est celui donné dans le Koran à Joseph, et les pouvoirs qu'il confère sont définis comme il suit dans le 41<sup>e</sup> chapitre de la Genèse, à partir du 40<sup>e</sup> verset :

« Tu seras au-dessus de ma maison, et selon ta parole, tout mon peuple sera gouverné ; seul sur le Trône je serai plus grand que toi. Et Pharaon dit à Joseph : Vois que je t'ai mis au dessus de toute la terre d'Egypte. Et Pharaon ôta son anneau de sa main et le mit à la main de Joseph, et il le vêtit de vêtements de lin fin, et il lui mit une chaîne d'or au cou. Et il le fit monter dans le second char qu'il avait, et on criait devant lui : Age-nouillez-vous. Et il le fit chef de toute la terre d'Egypte. Et Pharaon dit à Joseph : Je suis Pharaon, et sans ton ordre personne ne lèvera la main ou le pied dans toute la terre d'Egypte. »

Les agissements du Vice-Roi à Candie, et les demandes ainsi émises par son agent excitèrent une grande animosité à la Porte, et aussi chez les ambassadeurs étrangers, qui étaient opposés à l'idée d'une séparation de l'Egypte. La lettre fut renvoyée à l'agent d'Ismail, avec intimation que, s'il présentait jamais une autre lettre d'une nature analogue, il serait chassé de Constantinople. Ismail-Pacha émit alors d'autres prétentions, mais d'une nature modifiée, basant sa demande sur l'importance de la province d'Egypte, qui l'assimilait à la Moldo-Valachie.

Il était cependant bien évident pour le Vice-Roi qu'il ne pouvait émettre de pareilles prétentions. En ce qui concernait Constantinople, il était en fait indépendant ; mais l'indépendance de l'Egypte était réellement limitée par les Consuls et les Européens, et le but du Vice-Roi devait être de s'appuyer sur Constantinople, de façon à se délivrer, lui et son pays, des abus causés par la mauvaise interprétation des Capitulations, laquelle interprétation faisait les Européens maîtres du pays. S'il cherchait une indépendance réelle, c'était en suivant cette direction qu'il la trouverait. Nubar-Pacha citait un exemple analogue de Méhémet Ali. Si ce gouverneur avait pu discipliner les Mameluks, il ne les aurait pas détruits, mais les aurait utilisés. Il était impossible de détruire les Européens, à la tête du commerce du pays. En les soumettant à une loi, il régulariserait leur position ; mais avant d'en agir ainsi, il devait se soumettre lui-même à une loi.

Afin d'amener les Européens à renoncer aux abus nés des Capitulations et à se soumettre à un système légal, le Vice-Roi devait offrir au commerce certains avantages qui pourraient pousser les Européens à abandonner des droits profitables seulement à quelques individus.

Dans ma dépêche du 22 février, j'ai exposé avec quelque longueur la formation des Tribunaux mixtes. L'idée de cette institution prit forme à

cette époque. Nubar-Pacha persuada alors à l'ex-Khédive qu'il vaudrait mieux, au lieu d'émettre des prétentions exagérées, demander la permission de conclure des Conventions douanières avec les Puissances, et traiter avec elles pour la régularisation des relations de l'Egypte avec les étrangers y résidant, et l'établissement, en Egypte, d'institutions convenablement adaptées aux besoins du pays.

Nubar-Pacha fut alors dépêché à Constantinople, où il trouva tout le monde fortement prévenu, non-seulement contre le Vice-Roi, mais contre lui-même, par l'idée que le Vice-Roi avait agi sous l'empire des conseils de la France donnés par son entremise. Il eut beaucoup de difficultés à combattre cette impression ; mais après des négociations avec Fuad-Pacha et Ali-Pacha, alors au Pouvoir, l'émissaire du Vice-Roi parvint à obtenir le Firman du 18 juin 1867. Il est très court, mais renferme les éléments et les germes d'un grand changement dans la situation de l'Egypte. En premier lieu, Ismaïl-Pacha était gratifié du titre de Khédive. Il avait, comme il a été dit précédemment, désiré le titre d'Aziz, parce que c'était le titre donné à Joseph dans le Koran, et parce qu'il pensait que ce titre le mettrait dans une situation différente de celle des gouverneurs des autres provinces, même jusqu'à lui procurer le titre de « Majesté ». Il y avait des objections, cependant, à ce qu'on lui conférât cette dignité. C'est l'une des quatre-vingt-dix-neuf appellations et attributs spéciaux à Dieu, qui signifie le « Puissant » ou le « Seul Puissant », et c'était aussi le titre et le nom du Sultan Abdul Aziz. La désignation de Khédive ou « Khédev » fut celle choisie, et le titre « Khédivat » donné à la Vice-royauté, avec succession héréditaire.

La signification de Khédive est celle de Souverain inférieur, et le mot vient du Persan. La promesse fut donnée, à l'époque où ce titre fut conféré à Ismaïl Pacha, qu'il ne serait accordé à aucun autre gouverneur de province. Deux concessions importantes, outre ce titre, furent obtenues de la Porte, à savoir que, tandis que les lois fondamentales devaient être basées sur les principes émis dans le Rescrit impérial de Gulhané, en tant que, « l'administration intérieure de la province, et, par conséquent, ses intérêts financiers, matériels et autres sont confiés au gouvernement d'Egypte, afin de préserver et de développer ces intérêts, il est permis au gouvernement d'Egypte de créer tels règlements qui pourront paraître nécessaires sous forme de « Tanzimat spécial pour l'intérieur. »

De même, tandis que tous les traités de la sublime Porte doivent être respectés en Egypte, une exception est faite seulement en ce qui concerne les droits de douane et en ce qui concerne les étrangers dans les questions relatives aux services de la police, de la poste et du transit, pour lesquelles pleins pouvoirs sont donnés pour conclure des arrangements avec les agents étrangers, mais ces arrangements ne devront pas prendre la forme de traités ou de conventions ayant une signification ou un but politique.

On verra par là que le Khédive obtint deux grands privilèges : l'un était celui de faire des règlements spéciaux pour l'administration du pays, à l'intérieur, l'autre, celui de conclure avec des agents étrangers des arrangements par lesquels pourrait être obtenue une modification des droits que, justement ou non, ils exerçaient sur l'administration de l'Egypte. Ainsi, de toute évidence, le nouveau firman modifiait considérablement la

situation de l'Egypte. Elle n'était plus aussi complètement assimilée qu'auparavant à l'administration générale de l'Empire ottoman. Non-seulement la famille avait le privilège d'une forme spéciale de succession, mais encore le gouverneur de l'Egypte pouvait, dans les limites de sa juridiction, faire certaines lois qui n'étaient pas celles généralement en vigueur dans l'Empire, et il pouvait aussi conclure avec les agents des puissances étrangères des arrangements qui, bien que d'un caractère limité, dépassaient de beaucoup les fonctions des gouverneurs des autres provinces.

En fait, le Khédive était investi d'une dignité autre, sinon plus haute, que celle dont il jouissait auparavant, et ses fonctions devenaient celles de Grand Vizir d'Egypte, le conseiller direct du Sultan sur les affaires égyptiennes, armé de pouvoirs uniques et, jusqu'à un certain point, indépendants, plutôt que ceux d'un gouverneur délégué par le Sultan et ses ministres pour diriger l'administration d'une province éloignée d'après les plans partis d'un centre métropolitain.

Mais tandis que Nubar Pacha obtenait ainsi pour le Vice-roi et la province certains grands privilèges, il basait ses négociations sur la nécessité de créer des institutions qui délivreraient l'Egypte des pouvoirs exorbitants des Consuls, et qui limiteraient les pouvoirs du Vice-roi sur ses sujets. Au moyen de conventions commerciales, il devenait possible d'obtenir des puissances qu'elles se départissent de leurs droits en faveur de tribunaux d'un caractère important qui rendraient impossible l'opposition d'une diplomatie arbitraire.

Cela conduirait naturellement à la soumission du Vice-roi lui-même à ces tribunaux, et l'empêcherait d'exercer des pouvoirs despotiques plus grands que ceux qui existaient n'importe en quel autre endroit, et qui le rendaient maître absolu de la vie et de la fortune de ses sujets.

Je me propose d'envoyer sous peu à Votre Excellence quelques remarques sur les derniers firmans et sur leur influence sur la vice-royauté d'Egypte, sous son nouveau nom.

J'ai, etc...

(Signé) : H. DRUMMOND WOLFF.

N° 6. — Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery.

(Reçu le 26 juillet)

(Extrait)

Le Caire, 26 juillet 1886.

Dans ma dépêche du 5 courant, j'ai essayé de faire à Votre Excellence un bref exposé de l'origine du Khédivat d'Egypte. Je l'ai mené jusqu'à la date de 1867, où le titre de Khédive fut conféré au gouverneur de l'Egypte et à ses successeurs, et même temps que certains droits.

Au commencement de 1869, le Khédive Ismaïl causa une grande alarme et à la Porte et aux alliés du Sultan. Il partit pour un voyage en Europe, sous prétexte d'inviter les Souverains et d'autres personnes à l'ouverture du canal de Suez; mais sa conduite à cette époque donna naissance à ces appréhensions, comme étant en apparence inspirée par une dangereuse ambition.

Par des agents secrets, il avait commandé des armes en Angleterre et en Amérique, et il entrait en marché pour avoir des cuirassés. Le Sultan lui demanda donc des explications à ce sujet.

Dans la note, on lui dit que ses commandes d'armes et de cuirassés, et

ses négociations, par l'entremise de Nubar Pacha, avec les Puissances étrangères pour l'établissement de tribunaux mixtes, ainsi qu'un emprunt contracté en 1868 sans autorisation, étaient des infractions à son Firman.

Le Vice-roi répondit en niant l'achat d'armes, en disant que les négociations de Nubar Pacha étaient à la connaissance de la Porte, et en prétendant que, s'il avait fait un emprunt, c'était d'accord avec les firmans, et que, de plus, il en avait informé le Sultan *viva voce* avant de le contracter.

Les Puissances intervinrent officieusement, et un arrangement fut fait par lequel le Khédivé fit don de ses cuirassés au Sultan. En conséquence, un firman, daté du 29 novembre 1869, fut publié, dans lequel les explications qu'il avait données au sujet des armes et des vaisseaux de guerre étaient acceptées. Son attention était spécialement appelée sur l'administration financière de l'Egypte, et il lui était défendu de contracter des emprunts en pays étranger sans la sanction préliminaire de la Porte. Ali Pacha faisait observer que la facilité de contracter des emprunts serait la perte de l'Egypte.

Le firman de 1869 semble avoir été sagement porté, et s'il avait été maintenu et exécuté soigneusement, il aurait pu prévenir bien des maux qui sont depuis tombés sur le pays. Mais le Khédivé n'entendait pas recevoir les décisions de ce firman comme définitives, et il obtint un autre firman, promulgué le 10 septembre 1872, dans lequel étaient supprimées toutes les restrictions à son pouvoir de faire des emprunts étrangers.

Par un Hatt ultérieur du 25 septembre de la même année, le droit de contracter des emprunts à l'étranger fut conféré au Khédivé dans la plus large acception, et sans restriction aucune.

On peut embrasser d'un coup d'œil l'effet de cette décision. Entre 1862 et 1868, le montant total des emprunts contractés, en y comprenant l'emprunt des chemins de fer, fut de 23,887,000 livres. Ils avaient servi aussi à acquitter des engagements intérieurs précédemment contractés. Mais, à partir de 1870 jusqu'à 1876, date de la visite de M. Cave en Egypte, d'autres emprunts furent faits jusqu'à 44,222,000 livres, un emprunt de 32,000,000 livres ayant été fait en 1873.

L'ex-khédivé, dans la même suite d'idées, obtint de la Porte un firman qui fortifiait tous les firmans et Hatts Houmayoum précédents rendus depuis l'établissement de l'hérédité donnée à Méhémet Ali. Ce nouveau firman semble destiné à être la charte des privilèges dont jouira désormais la famille du khédivé et, remplaçant le firman de 1841, donne au khédivé des droits, qui, s'ils ne sont tout à fait en opposition avec ceux d'un gouverneur sujet, lui ont certainement donné de grandes facilités pour développer des projets très ambitieux.

L'ordre de succession, bien que modifié, fut garanti au gouvernement de l'Egypte, en même temps que celui des Kaïmakamats de Suakim et de Massaoua. Le khédivé obtint le droit de nommer le régent en cas de minorité de son héritier, mais on prévint le cas où il omettrait cette formalité, mettant ainsi la régence hors de l'atteinte de la Porte. Le khédivé mineur devait recevoir son firman immédiatement, et devenir majeur à 18 ans.

L'administration civile et financière du pays fut confiée au khédivé, et il fut autorisé à faire des réglemens et lois intérieurs toutes les fois qu'ils seraient nécessaires. Le mot « lois » était une addition au firman

de 1867, qui ne contient que la phrase « règlements » ou « Tanzimat spécial de l'intérieur ».

Le khédivé était en outre autorisé à renouveler et à contracter, aussi longtemps qu'il n'enfreindrait pas les traités politiques de la Porte, des conventions avec les agents des puissances étrangères pour les douanes, le commerce et tout ce qui concerne les étrangers, et toutes les affaires intérieures et autres du pays, et cela dans l'intention de développer le commerce et l'industrie, et à réglementer la police des étrangers, aussi bien que leur situation et leurs relations avec le gouvernement et la population.

Le firman de 1867 ne faisait pas allusion aux conventions de commerce, mais seulement à celles de douanes.

Le khédivé avait, comme auparavant, la disposition complète et entière des affaires financières du pays. Il devait avoir pleins pouvoirs pour contracter des emprunts au dehors sans autorisation, au nom du gouvernement égyptien, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire.

Il avait, en outre, pleine et entière autorité pour pourvoir à la défense et à la protection du pays, et pouvait augmenter ou diminuer, sans qu'aucune limite lui fût imposée, le nombre des troupes impériales d'Égypte. Pour la construction des vaisseaux de guerre, on ne le restreignait qu'en ce qui regarde les cuirassés. On lui permettait aussi de conférer les grades jusqu'au rang de colonel, et les rangs civils correspondants; mais on a trouvé le moyen de donner au khédivé le pouvoir de conférer des titres plus élevés encore, en lui confiant un certain nombre de firmans des rangs supérieurs, à la délivrance desquels sont attachés certains droits.

La monnaie devait être frappée en Égypte au nom de l'empire, et les drapeaux, sur terre et sur mer, devaient être les mêmes que ceux des autres troupes du Sultan.

Le khédivé, cependant, ne pouvait pas construire de cuirassés sans le consentement de son souverain.

Les différences établies par ce firman étaient les suivantes :

Le khédivé obtenait le droit de faire des conventions, non seulement relatives aux droits de douanes qui concernaient l'Égypte seule, mais encore relatives au commerce, qui en fait étaient des traités.

Il n'y avait nulle restriction faite pour le chiffre de son armée, et la construction des vaisseaux à l'exception des cuirassés.

Il pouvait faire, non seulement des règlements, mais encore des lois.

Le renvoi à la Porte des questions importantes était entièrement laissé de côté, et le khédivé devenait maître absolu de l'Égypte.

Le tribut était fixé, comme auparavant, à 150,000 bourses, mais il n'y a nul doute que, sous main, ce firman n'ait coûté au khédivé des sommes énormes. Dans les trois années qui suivirent ce dernier firman, les mauvais effets en devinrent évidents.

Un krack se produisit bientôt. Essais sur essais furent faits pour modifier la position financière. Le gouvernement anglais acheta les actions du Canal de Suez du khédivé; M. Cave fut envoyé pour étudier l'insolvabilité du pays, il fut suivi de M. Goschen, sir Rivers Wilson et d'autres. La Caisse de la Dette et les postes des contrôleurs généraux furent établis. En 1879, le Sultan, avec l'appui de l'Angleterre et de la France, usa de ses droits souverains et déposa le khédivé Ismail. Son fils, Tewfik Pacha, fut désigné à sa place, le Sultan reconnaissant, par cette nomination, le changement de succession qu'il avait lui-même établi, mais le firman par lequel

fut nommé le nouveau khédive, bien que confirmant un grand nombre des privilèges accordés dans celui de juin 1873, rétablit plusieurs des clauses restrictives qui auparavant avaient réglé les fonctions du khédive.

Il fut reconnu dans le nouveau firman que certaines dispositions du firman de 1873 avaient donné naissance aux difficultés existantes, et le nouveau firman fut rendu en vue de confirmer ceux des privilèges qui devaient être maintenus intacts, et de corriger et d'améliorer les dispositions qui semblaient demander des modifications. C'est ainsi que le paragraphe suivant fut inséré :

« Les habitants d'Egypte sont mes sujets et, comme tels, ne doivent être exposés à subir la moindre oppression ou le moindre acte arbitraire. Sous cette condition, le khédivat d'Egypte, auquel est confié l'administration civile, financière et judiciaire du pays, aura le pouvoir d'élaborer et d'établir, d'une manière conforme à la justice, tous les règlements et toutes les lois intérieures nécessaires sur ce point. »

On verra, en comparant ce passage avec le passage analogue du firman de 1873, que le mot « intérieures » est joint au mot « lois » dans le nouveau firman, tandis que le mot « lois » se trouvait, sans ce correctif, dans le firman de 1873. Le khédive était aussi autorisé à contracter les mêmes conventions de commerce que son prédécesseur, mais toute la teneur de ce firman tend à en revenir aux privilèges de 1867 avec les restrictions qui y étaient apportées.

Le khédive devait avoir la disposition pleine et entière des affaires financières du pays, mais il ne devait pas avoir le droit de contracter d'autres emprunts que ceux exclusivement nécessaires pour l'arrangement de la crise financière alors existante, et parfaitement d'accord avec ses créanciers présents ou les personnes officiellement déléguées pour représenter leurs intérêts. Une clause fut introduite défendant au khédive, sous aucun prétexte ou motif, de céder à d'autres, en tout ou partie, les privilèges accordés à l'Egypte, qui lui étaient confiés, et « qui sont l'émanation des prérogatives héréditaires du Pouvoir souverain » ; il ne pouvait abandonner non plus aucune partie du territoire.

L'administration égyptienne devait continuer à payer le tribut de 750,000 l. t. ; la monnaie devait être frappée au nom du Sultan ; le droit illimité d'augmenter les troupes était réduit à celui d'entretenir une armée de 18,000 hommes, suffisante pour la garde intérieure de l'Egypte, et ce chiffre ne paraît pas être dépassé. « Néanmoins comme les forces de terre et de mer de l'Egypte sont aussi destinées au service de mon gouvernement dans le cas où la Sublime-Porte se trouverait engagée dans une guerre, ce nombre peut être augmenté dans la proportion jugée nécessaire. » Comme auparavant, les drapeaux sur terre et sur mer et les marques distinctives des divers rangs des officiers devaient être les mêmes que ceux de l'armée turque. Le droit de nomination jusqu'au rang de colonel était maintenu. Le Khédive ne pouvait construire de cuirassés sans l'autorisation expresse de la Porte, et le paragraphe final contient ces expressions :

« Je veillerai à la stricte observation des conditions qui précèdent et qui, ayant été sanctionnées par mon Iradé impérial, ont été consignées dans le présent, orné de mon autographe impérial. »

On ne peut dire que l'Egypte ne soit qu'une province vassale sous la suzeraineté de la Porte. La Porte a certains droits souverains directs sur l'Egypte et ces droits tiennent non seulement aux relations politiques

entre les deux pays, mais encore à la très grande influence exercée en Egypte par les prérogatives du Califat. Par exemple, le Cadi, ou interprète suprême de la loi religieuse en Egypte, est nommé par le Sultan. Le « Fetvâh » du Sheikh-ul-Islam à Constantinople est toujours valable en Egypte, et le fait même qu'Ismaïl-Pacha s'est soumis sans résistance au firman de déposition prouve qu'il connaissait le réel pouvoir qu'a le Sultan sur les esprits mahométans des Egyptiens.

Je crois que la présence ici du Ghazi Moukhtar-Pacha, comme représentant du Calife, a fait beaucoup pour calmer l'esprit du peuple et pour amener l'état de tranquillité relative qui existe maintenant dans le pays.

La presse arabe ne se joint plus aux diatribes des journaux étrangers publiés en Egypte contre l'Angleterre et le gouvernement et les agents de Sa Majesté, et les rapports que j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Excellence de Youssouf-Pacha-Shudhi à Wadi-Halfa, prouvent, je crois, jusqu'à un certain point, que sa mission émanant à la fois du Khédive et du représentant du Sultan, a pour effet de tranquilliser les esprits des Soudanais, surtout de ceux qui n'ont pas été entraînés par les prétentions du Mahdi.

Quel que puisse être l'avenir de l'Egypte, je crois que l'influence du Sultan, à moins qu'elle ne prenne fin par la force, sera toujours considérable, et il me semble désirable qu'elle se maintienne comme facteur légitime reconnu, plutôt que de voir, cette influence une fois écartée, l'Egypte devenir, plus encore que maintenant, une proie pour des intérêts rivaux, soutenus et aidés par les colonies étrangères et leurs sujets. Toute tentative pour renverser les droits du Sultan rencontrerait la vigoureuse opposition d'une ou de plusieurs des Puissances qui ont pris part aux différents traités qui concernent l'empire ottoman.

Aucun gouvernement ne peut discuter avec quelque fondement les droits du Sultan, et la reconnaissance par Sa Majesté Impériale de la position actuelle prise en Egypte par le gouvernement de Sa Majesté a écarté tout sujet légitime de discussion de la part des gouvernements étrangers.

L'autorité du Sultan est forte parmi ses sujets musulmans, et les sentiments de ferveur, pour ne pas dire de fanatisme, des mahométans à l'égard du Chef de leur foi lui donnera toujours une force effective qu'on ne saurait dédaigner. A ce point de vue, le séjour de Moukhtar-Pacha en Egypte a été d'un avantage réel, sinon évident ; au-dessus de tout soupçon de corruption, tout en conservant, en ce qui touche à la religion, des sentiments très vifs, il exerce une grande influence sur la classe des Ulémas et par eux sur la communauté musulmane. Cette influence, comme je l'ai fait déjà observer, a eu des effets pacifiques, et je suis heureux de pouvoir rendre hommage à la supériorité avec laquelle Moukhtar-Pacha a exercé ses fonctions.

Il y a un point dans les relations entre l'Egypte et la Turquie qui semble d'une importance considérable, à savoir la conduite par celle-ci des affaires extérieures d'Egypte.

Ces affaires ne pouvaient être laissées à un gouvernement égyptien, quelque circonscrites qu'elles pussent être par les conditions de neutralité ou les sauvegardes artificielles des traités. Une Egypte indépendante tomberait inévitablement sous la domination des colonies ou agents étrangers, domination qui varierait selon l'habileté ou la persévérance de ces agents. Le résultat d'un tel état de choses serait la nécessité constante de faire appel à

une puissance contre les prétentions de l'autre. Cela ajouterait encore aux nombreuses jalousies qui enveniment les relations entre étrangers dans ce pays, et probablement impliquerait des discussions constantes et peut-être amères entre les différents gouvernements eux-mêmes.

Pour les affaires extérieures de l'Egypte, la Turquie est forte, sinon matériellement, du moins par ses relations politiques avec les autres puissances et par son empire sur les sentiments religieux du peuple égyptien. On peut citer comme exemple celui du Canal de Suez dont je parlais dans ma dépêche du 5 courant. Par la concession originale faite à M. de Lesseps, la Compagnie acquérait trois droits :

Le long des bords du Canal, un territoire d'une étendue considérable et qui aurait, en fait, constitué un état français indépendant entre l'Asie et l'Afrique ;

Le droit de corvée, c'est-à-dire en fait, l'esclavage d'un certain nombre de sujets égyptiens ;

La propriété du Canal d'eau douce qui aurait absolument mis à la disposition du propriétaire l'approvisionnement d'eau nécessaire à la navigation de toutes les nations allant de l'ouest à l'est.

Mais ici les droits supérieurs et indéniables de la Turquie furent invoqués et mis en avant pour amener le règlement d'une complication dangereuse, sans jeter les puissances occidentales en collision directe.

J'ai l'honneur de joindre une copie du firman arabe accordé à Abbas-Pacha, auquel je faisais allusion dans ma dépêche du 5 courant ; elle m'a été envoyée par les ordres de Son Altesse le Khédive. J'espère pouvoir expédier dans peu celui accordé à Saïd Pacha.

Les documents que j'ai consultés et les conversations que j'ai tenues m'ont amené aux conclusions suivantes :

1. Dans le firman original accordé à Méhémet Ali, on voulait donner à ce gouverneur et à sa famille un droit héréditaire spécial au gouvernement de l'Egypte, mais au gouvernement exercé à la manière des autres gouverneurs turcs, et ne pas donner à la province elle-même un état différent de celui des autres provinces de l'Empire.

2. Par suite de cette nécessité originaire et par d'autres causes, des privilèges spéciaux furent donnés aux vice-rois qui succédèrent et surtout à Ismaïl-Pacha, privilèges qui non seulement altérèrent les fonctions de la famille gouvernante, mais encore introduisirent de nouveaux principes dans les relations entre l'Egypte et le Sultan.

3. A la nomination du présent Khédive, on conserve une partie des privilèges augmentés qu'on avait accordés au successeur de Méhémet Ali, considérés comme nécessaires à la bonne administration de l'Egypte, mais sur d'autres points, le Sultan en revient à l'état de choses établi par le firman de 1841.

J'ai, etc.

(Signé) H. DRUMMOND WOLFF.

DOCUMENT JOINT AU N° 6.

**Traduction d'une version arabe d'un firman turc impérial adressé au gouverneur général d'Egypte, Abbas Hilmy Pacha, et daté de la dernière décade du mois de Ramadan de l'année (A. H.) 1268 (environ 10-20 juin A. D. 1852).**

(Après les titres d'usage).

Quand mon très-haut Chiffre impérial arrivera, qu'il soit connu que, depuis le jour fortuné où je me suis assis heureusement sur mon puissant trône souverain, l'essence de nos équitables pensées souveraines a continuellement été employée à résoudre le problème d'arriver à améliorer les moyens de donner le bonheur et la tranquillité d'esprit aux diverses classes d'habitants et de sujets qui sont le dépôt de Dieu dans les mains de mon Califat.

Et que, parmi les effets de ces pensées, conduisant au bien, et les principes qui en découlent, sont les Tanzimati-Khayriyya (Règlements salutaires) dont la mise en vigueur heureuse s'est montrée sur le théâtre de la manifestation, contenant les règles fondamentales de l'équité, et fondées sur la ferme base de la forte loi (« Sheri ») divine [Canon], conformément à ce que notre rescrit (« Hatt ») souverain impérial a promulgué à Gulkané (« le jardin de roses ou de fleurs »).

Et aussi que parmi les besoins indiqués par ce rescrit sacré est la garantie d'une sécurité parfaite relative à la vie, à la propriété et à l'honneur, donnée à toutes les classes des sujets de notre Empire suprême, vivant dans nos possessions bien protégées ou rattachées à elles. Et semblablement, de même que les détails utiles de ce projet ont été publiés et établis successivement par des lois nécessaires et des règlements équitables, ainsi, puisque c'était une de nos premières pensées souveraines que ceux des habitants et sujets de nos puissantes possessions qui sont dans la province d'Egypte pussent recevoir leur part de ces bienfaits et en jouir sans exception, de telle sorte que les éléments de leur bien-être et de leur prospérité se trouvassent dans l'expansion de notre équité et fussent complets; pour cette raison, donc, le Conseil suprême des affaires judiciaires (« Wejlisi Ah-Kyani Adliyya »), qui est le centre des délibérations sur les lois, prend connaissance des lois fondamentales de notre puissant Empire, et de leur collection; et, conformément à ce qui a été communiqué de votre part au sujet de certaines lois de détail, ces lois seront [ont été] adaptées aux besoins locaux de la province d'Egypte, comme aussi aux mœurs et coutumes de ses habitants. Une loi spéciale fut ainsi créée pour elle [la province], et il est obligatoire, dès maintenant, de mettre exactement en vigueur toutes ses dispositions, lettre par lettre.

Et [puisque] (1) un des besoins des lois générales de notre puissant Empire est que la punition des criminels exemptés (?) (2) de la peine de mort par la loi du talion, ou par le système administratif, doit, en tout cas, dépendre de tout ordre (« emr ») que Nous pouvons donner à ce sujet, et de notre rescrit souverain (« firman »), basé sur tout ce dont on peut recommander la mise à exécution par les exigences nécessaires relatives aux lois divines (canon) et humaines qui s'y rapportent, et que le patrimoine du mort qui ne laisse pas d'héritier doit revenir à notre puissant Empire, comme il est écrit dans le 12<sup>e</sup> article dudit Code impérial (« Qaun-Nama »).

Conséquemment, dans ces sortes d'affaires, le procès du meurtrier d'une personne assassinée doit avoir lieu dans le lieu du crime, de par les lois divines (Canon) et humaines, et la notification de cette loi divine (« Islam ») (3) avec

(\*) Devrait être effacé. J. W. R.

(2) Cette expression semble être le contraire de celle qu'il faut. J. W. R.

(3) Une cour ou un juge qui s'appuie sur la loi divine (Islam) ne rend jamais ni arrêt, ni sentence, mais se contente de « notifier » au pouvoir civil ce que demande en pareil cas le Canon ou loi divine. J. W. R.

tout ce qui y est rattaché par la décision de juges compétents, ainsi que le rapport (« Mezballa ») du conseil des affaires égyptiennes, devront être soumis d'abord à notre Porte Impériale de votre part, et ensuite le nécessaire sera fait conformément à la teneur de notre rescrit sacré, surmonté de notre sceau, lequel sera délivré et envoyé à vous.

Et, comme il est manifesté et exprimé dans les articles 2, 3, 4 du Code impérial, lorsque la personne assassinée aura laissé des héritiers qui demandent l'exécution de la loi du talion à l'égard du meurtrier, et quand une décision de la loi religieuse conclut contre lui, alors comme preuve de la confiance et de la foi que nous avons en vous, nous avons jugé à propos de vous donner une permission temporaire à partir de la présente date jusqu'à l'année 75 (1275 A. H., 1858 A. D.), c'est-à-dire pendant sept ans, de mettre à exécution les sentences d'application de la loi du talion portées par la loi (Canon), lesquelles sentences peuvent être rendues dans les jugements pour homicide qui sont de cette catégorie ; et cette permission et autorisation vous est ainsi accordée de notre part souveraine. Par conséquent, donc, après l'exécution des conclusions de la loi Canon ci-avant mentionnée, la notification rendue par la loi Canon, ainsi qu'une note de votre part, sera présentée à notre Cour suprême.

Quant aux criminels qui méritent administrativement un châtiment capital, depuis que notre miséricorde impériale a déclaré qu'il semblait convenable que l'exécution de leur châtiment fût effectuée en les mettant dans le port (1), au lieu de les mettre à mort, afin d'étendre ou de diminuer la période de leur châtiment selon les circonstances, par une déclaration de notre souverain désir et pouvoir à une époque quelconque, notre souverain plaisir et ordre impérial a résolu que, pendant les sept ans ci-dessus mentionnés, l'exécution du châtiment de quiconque pourra être de cette catégorie consistera dans leur affectation au port de dix à quinze ans, et notre gracieuse ordonnance impériale a été rendue dans cette intention ; et conformément à son texte puissant, comme avertissement et comme notification, nous avons fait rendre par notre chancellerie impériale le présent édit, que nous avons embelli par l'apposition de notre souveraine signature sacrée. Nous vous l'avons envoyé avec le Code impérial précédemment mentionné, également armé de notre souveraine signature sacrée, par les soins d'un des fonctionnaires de notre Empire suprême, Ismaïl Afif Bey, etc., le trésorier actuel de l'office beylical.

Après que votre intelligence aura été ainsi informée des circonstances de notre ordre impérial ci-dessus énoncé et de notre souverain édit, alors, puisque vous avez charge et qualité pour apprécier les questions importantes, une sagacité personnelle, une grande connaissance des plus sérieuses mesures, ainsi qu'une évidente perspicacité, qu'il soit fait proclamation et publication du texte de notre ordre souverain aux habitants de ladite province ; et que désormais il ne se présente plus aucune disposition ou action quelconque opposée aux « Règles salutaires » de la part d'un quelconque des fonctionnaires ou serviteurs (du gouvernement), et qu'il y ait la plus parfaite exécution de toutes les décisions et règles rappelées dans ledit code.

Ainsi. Et puisque tu as reçu de notre part autorisation et permission de mettre à exécution les décisions de la loi Canon prononcées contre le meurtrier d'une personne assassinée qui laisse des héritiers, à partir de cette date jusqu'à la fin de sept années, ainsi, conformément aux besoins de ce qui est ici écrit, après l'exécution des conclusions de la loi Canon, que soit envoyée par vous notification de la loi Canon émise par la juridiction canonique en même temps qu'un exemplaire de cette loi. Mais quant au meurtrier d'une personne assassinée qui ne laisse pas d'héritier, qu'il soit jugé par la loi Canon et par la loi des Statuts, et que permission puisse être demandée à l'occasion à notre Suprême Porte, et que suive l'exécution de tout ce que notre ordre sacré peut décider à cet égard.

. Quant aux coupables, encore une fois, qui peuvent mériter une punition capitale, quant à la marche de l'administration, qu'on les punisse en les affectant au port au lieu de les mettre à mort. Et qu'on apporte beaucoup de soin et toute la capacité possible à cette question.

Et appréciez les effets de notre équité et de notre bienveillance répandus d'une manière souveraine en faveur desdits habitants, comme ils doivent être appréciés; et acquittez-vous de la dette de gratitude qui en prend naissance. Et, de même, comme c'est votre devoir de toujours vous conformer à l'exécution de tous les ordres qui peuvent vous venir de notre part sacrée, comme aussi d'observer les souveraines lois civiles qui vous sont remises, ainsi aussi, conformément à votre connaissance de nos équitables méditations souveraines, étendez sur tous les ailes d'une bienveillante (« shfegat ») commisération et cherchez à attirer sur notre personne suprême tous les bons souhaits.

Faites continuellement tous les efforts possibles pour perfectionner les moyens de procurer le bonheur et la prospérité à notre province impériale. Ainsi seront confirmées et augmentées à votre égard nos bonnes grâces, dont vous connaissez la perfection et la constance. Sachez cela et ayez confiance en notre symbole sacré.

Ecrit dans la dernière décade du mois du béni Ramadan, dans l'année 1268 (10-20 juin A. D., 1852).

#### N° 7. — Sir H. Drummond-Wolff au Marquis de Salisbury.

(Reçu le 16 février)

Pera, 5 février 1887.

(Extrait)

J'ai plus d'une fois exprimé mon intention de soumettre au Gouvernement de Sa Majesté un rapport sur les chemins de fer égyptiens. Dans cette intention, je me suis procuré la connaissance des faits et des opinions de diverses autorités d'Egypte, entre autres de MM. Le Mesurier et Timmerman, de Boghos Pacha Nubar, du Colonel Scott Moncrieff, de M. Gibson, etc. J'ai aussi eu des conversations avec Sir John Fowler, l'éminent ingénieur, et plusieurs marchands et agriculteurs à l'avis desquels leurs occupations donnent un intérêt spécial en matière de chemins de fer.

Le mémoire ci-joint est un précis des informations ainsi obtenues, et comme telles je m'aventure à les soumettre à la considération sérieuse de Votre Excellence.

Votre Excellence verra par ce document, qui est surtout d'un caractère technique, que l'absence de tout capital pour les réparations et l'extension convenable apporte un obstacle sérieux à l'utilité du système des chemins de fer égyptiens, tandis que l'Administration, entravée comme elle l'est par les nécessités et les jalousies d'une gestion internationale, ne laisse nulle place aux perfectionnements et aux redressements qui peuvent seuls satisfaire aux exigences du pays.

A moins d'une réforme complète de l'Administration des chemins de fer, on peut prévoir qu'avant longtemps tout ce service pourra être détruit, et que ses revenus pourront être grandement diminués, soit par l'impossibilité de conserver les lignes en exploitation, soit par la nécessité de prendre sur les revenus ce qu'on appelle en Angleterre les dépenses du capital. Mais même alors le capital manquerait pour le développement nécessaire, puisque la composition du corps de gestion et les conditions auxquelles il fonctionne rendent impossible une révision convenable des tarifs.

Quelque décision qui puisse être prise au sujet des arrangements finan-

ciers, j'ose recommander ce sujet à l'attention soigneuse du Gouvernement de Sa Majesté.

Il y aurait lieu aussi d'étudier la possibilité d'aider les capitalistes à lancer leur argent dans les chemins de fer et autres travaux publics par des concessions de terres de l'Etat, système, je crois, par lequel beaucoup de chemins de fer ont été construits en Amérique.

---

DOCUMENT JOINT AU N° 7.

**Memorandum**

On peut affirmer avec confiance que, par suite de diverses circonstances d'un caractère très favorable, le système des chemins de fer d'Egypte doit produire des résultats égaux, sinon supérieurs, à n'importe quel autre système. La situation physique et géographique du pays se prête admirablement au fonctionnement pratique et économique des chemins de fer. Sa physionomie topographique est très favorable. Le pays est presque une plaine unie, et les lignes sont presque de niveau partout, avec des courbes faciles. Elles peuvent se raccorder à des ports convenables. Les chemins de fer ont été construits pour former un système continu et homogène, et enfin, le système occupe le pays tout entier, à le monopole de son transport, et se trouve sous une seule propriété et sous une seule direction.

En ces circonstances, intelligemment administrés pour servir d'instrument au développement du commerce et de l'agriculture, les chemins de fer d'Egypte non-seulement contribueraient d'une façon permanente et croissante au Trésor national, mais encore devraient largement augmenter l'industrie du pays, et beaucoup ajouter à la richesse et à la prospérité du peuple.

Sous l'administration présente, il est à craindre qu'on ne puisse espérer un résultat qui, selon moi, semble sortir des faits et observations suivants :

L'administration internationale mixte des chemins de fer d'Egypte fut le résultat d'un arrangement international qui a existé pendant plus de dix ans, et se compose d'un Conseil (jadis composé de cinq, maintenant de trois membres), dont un membre est anglais, un français, un égyptien.

La conduite de ce Conseil n'a jamais été, et n'est pas maintenant non plus, guidée par l'avis de chacun de ses membres, dictée par la connaissance d'une administration particulière, mais est dirigée par un concert ou par une résolution unanime de tous les membres.

L'administration n'a jamais été, même pour la convenance du Conseil même, partagée en trois parties, méthode qui s'offrirait naturellement à des gens guidés par des connaissances pratiques, par l'expérience et par l'habitude des affaires.

La conséquence a été invariablement (et cela aussi bien pour les affaires peu importantes que pour la direction générale de l'entreprise) qu'une politique recommandée par un ou deux membres du Conseil n'a pu obtenir l'adhésion du troisième. Le résultat a été des frottements continuels et des avis divisés dans l'administration, ce qui a presque invariablement paralysé la conduite de l'entreprise, et empêché d'apporter n'importe quel progrès ou perfectionnement. La divergence de politique dont je parle a été un obstacle réel à l'entretien convenable des chemins de fer et de leur matériel, a stéréotypé un système décrié d'administration, et arrêté toute modification utile de leurs tarifs. La conséquence est qu'il n'y a pas eu développement convenable du trafic des chemins de fer.

Les intérêts agricoles, industriels et commerciaux du pays ont ainsi été privés du bénéfice du transport à bon marché et de l'augmentation de prospérité qui en serait résultée.

Le rapport que j'ai obtenu de M. Le Mesurier, l'ancien membre anglais du

Conseil, établit le manque complet de sagesse avec lequel on a conduit la gestion des chemins de fer, et combien a été diminuée leur utilité pour le pays, d'une manière très frappante. M. Le Mesurier donne plusieurs exemples à l'appui de ses assertions.

L'opinion de M. Le Mesurier est pleinement confirmée par d'autres informations.

Elle est encore confirmée par une note, datée du 30 mars, de Blum Pacha, qui donne en outre quelques explications utiles sur la situation de la propriété, et les fâcheuses conséquences qui ont résulté de la gestion mixte et insuffisante des chemins de fer par le Conseil.

Blum Pacha dit que les dépenses d'exploitation des chemins de fer ont, pendant plusieurs années, été moindres que les dépenses moyennes d'exploitation des chemins de fer européens, mais ce bon marché de l'exploitation est dû exclusivement à ce fait qu'on a laissé les chemins de fer tomber dans un état déplorable de délabrement, et qu'aucune des dépenses qui pouvaient être remises n'a été faite, soit pour l'entretien de la voie ou des travaux, soit pour la réparation du matériel.

La conséquence, au moment présent, est que la propriété est dans un tel état de ruine que les administrateurs ont été forcés de réclamer du Gouvernement un crédit immédiat de 500,000 livres, en addition à un autre crédit de 19,375 livres précédemment demandé pour l'entretien du chemin de fer d'Hélouan.

Il ajoute de plus que, en dépit d'un décret du 27 juillet basé sur la Convention de Londres, qui justifie une dépense de 45 0/0 des chemins de fer pour l'exploitation et l'entretien, l'administration n'a pas été autorisée à dépenser plus de 36 et demi 0/0 des recettes brutes.

Beaucoup de froissements et une longue correspondance ont eu lieu entre l'administration des chemins de fer, le Ministre des travaux publics et le Conseil des Ministres quant à la somme d'autorité que devait avoir l'administration, et le Pacha donne un exemple du malheureux effet de ces froissements.

Les différends constants qui naissent de cette autorité indéterminée a été funeste à toute politique destinée à accroître le trafic du chemin de fer ou à conserver la propriété dans une situation satisfaisante. En fait, voici l'expression employée vis-à-vis de moi à ce sujet :

« Les administrateurs des chemins de fer s'arrogent des prérogatives plus grandes que celles des Ministres, et je dois ajouter que le Gouvernement n'exerce actuellement aucun contrôle sur l'administration des chemins de fer. »

Les conséquences désastreuses de l'administration actuelle des chemins de fer, des télégraphes et du port d'Alexandrie sont mises en lumière dans une note instructive de M. Timmerman, en date du 21 juin 1886. M. Timmerman dit que, déjà même en novembre 1876, les chemins de fer qui avaient été construits 15 ou 20 ans auparavant, et auxquels on n'avait pensé à faire aucune réparation, soit des chemins de fer mêmes, soit du matériel, étaient grandement détériorés ; que depuis cette époque les administrateurs n'ont pu faire autre chose que maintenir ouverts les chemins de fer. Aucune addition au matériel, aux stations, aux terrains, aux commodités ou aux moyens de toute sorte, ne put être ou n'avait été faite pendant les dix dernières années, bien que pendant cette période on eût changé quatre fois l'ingénieur en chef, et deux fois l'ingénieur de la traction. « Aujourd'hui, dit M. Timmerman, la situation est devenue plus grave, parce que le matériel roulant est tombé dans un état de ruine tel qu'il n'est presque plus susceptible de réparation, tandis que les rails ont été employés dix ans de trop. A moins qu'on ne trouve la somme nécessaire pour faire les réparations convenables à la voie, aux travaux d'art et au matériel, il est impossible d'arriver à une amélioration quelconque ou à une réduction des tarifs. Une somme d'un demi million doit être dépensée immédiatement si on veut garder les chemins de fer, même dans le mauvais état dans lequel ils sont déjà tombés, et il n'y a pas de capital disponible à cet effet. »

M. Timmerman ajoute encore :

« L'extension des chemins de fer, spécialement des lignes de Chibine à Meenouf, de Tantah à Menseslah, et de Simtallavine à Port-Saïd, est très essentielle ; mais le capital, naturellement, n'est pas disponible pour un projet quelconque de ce genre. »

En terminant son rapport, M. Timmerman appelle l'attention sur les observations suivantes :

« Dans des conditions aussi déplorables qu'on peut les imaginer, avec des difficultés financières, administratives et politiques créées par les insurrections, la guerre et le choléra, les recettes brutes des chemins de fer et télégraphes égyptiens, qui étaient en 1876 de 1,390,483 l., s'étaient élevées en 1885 à 1,584,519 l. N'est-ce pas une indication utile au cas où l'administration pourrait être placée sur un pied normal et effectif ? »

Dans une note datée du 5 avril 1885, M. Timmerman fait observer :

« Il n'est pas nécessaire de faire un calcul compliqué pour prouver que, puisque les lignes permanentes des chemins de fer ont atteint le maximum des services qu'ils peuvent rendre, et puisque tout effort qui pourrait être fait dans les limites du budget compris dans la convention financière ne suffira pas à mettre l'entreprise dans un état satisfaisant, les chemins de fer seront incapables de rendre service (sauf la ligne principale du Caire à Alexandrie) dans une période de 10 à 15 ans. »

Après avoir dit qu'il est désirable d'éviter ce résultat, M. Timmerman ajoute :

« L'étendue de la ligne permanente étant de 1,300 milles (desquels on peut réduire 140 milles dont les rails sont déjà renouvelés), 370 milles doivent être dotés d'un matériel nouveau, c'est-à-dire, la ligne du Caire à Alexandrie, 285 milles ; de Tantah à Falkha, 41 milles ; et de Benha à Zagazig, 44 milles ; en tout 370 milles. Ces 370 milles seront complètement mis hors d'usage dans les dix premières années. Une autre partie, c'est-à-dire de Zagazig à Suez, 105 milles, et de Ninich à Boulac Dacour, 148 milles, en tout 253 milles, devra être entièrement renouvelée dans les 15 ans. »

La situation devrait être au 1<sup>er</sup> janvier 1891 représentée par les chiffres suivants :

« Ligne permanente entièrement neuve, (comprenant les 140 milles qui auront été posés à la fin de 1885), 460 milles ; ligne permanente avec vieux matériel, 106 milles ; ligne permanente pouvant durer 5 ou 10 ans encore, 253 milles ; ligne permanente pouvant durer 15 ans, 381 milles ; total 1,300 milles. »

Pour garantir la sécurité du service, il faudra faire les travaux suivants :

Pont à Embatch pour joindre la ligne de la Haute-Egypte à la ligne principale.....	135.000
Transformation de la station à Tantah.....	6.000
Nouvelle station à Minet-el-Fame, Ayat et Kaffa-à-Mor.....	3.500
Pompes à incendie au Caire à Boulac, Futtari, Tintah et Zagazig.....	5.000
Reconstruction de la station au Caire.....	10.000
Reconstruction du bureau de trafic.....	2.000
	<hr/>
	161.500 l. st.

M. Timmerman estime le renouvellement de la ligne permanente à 2,000 l. par mille. Sous le chef « matériel roulant »,

M. Timmerman dit :

« Ce matériel est très vieux, et il est dans un état dans lequel il serait plus économique de le détruire et d'employer ses parties métalliques que de continuer à le réparer.

« Les locomotives sont très vieilles, d'un type très ancien. Elles n'ont plus la puissance nécessaire pour faire leur service. Il faut prévoir le temps où elles

deviendront totalement hors d'usage et devront être remplacées par des machines plus puissantes. La même observation s'applique aux wagons de voyageurs et de marchandises, qui menacent de s'en aller absolument en ruines. Dans les quelques dernières années, il a fait défaut 2,020 wagons, qui sont devenus entièrement impropres au service, et il faudra pourvoir pratiquement au renouvellement de tout le matériel dans une courte période. »

M. Timmerman termine son rapport par une demande pressante d'un crédit immédiat de 500,000 livres.

Dans une note combinée présentée au gouvernement par le Conseil des chemins de fer, signée de MM. Le Mesurier, Timmerman et Ali Riza (les trois membres du Conseil), datée du 19 novembre 1885, on lit ce qui suit : « Les chemins de fer étaient presque en ruines quand ils nous furent remis en avril 1877. » Après avoir établi qu'en dépit de tous leurs efforts, ils n'ont jamais réussi à obtenir des moyens qui leur permettent d'améliorer cet état de choses, ils disent qu'ils n'ont pu renouveler durant tout le temps de leur administration (dix ans), que 140 milles de la voie permanente.

Que sur 240 locomotives, il n'y en a que 166 qu'on puisse garder dans un état plus ou moins satisfaisant, mais assez pour la circulation.

Qu'il est notoire qu'elles continuent à servir dans un état humiliant de délabrement.

La même remarque s'applique aux 4,115 wagons; et ils ajoutent qu'il faudrait appliquer au moins 45 0/0 des recettes brutes pour garder le matériel dans un état modéré de réparations.

Ils réclament avec une insistance particulière un crédit immédiat de 500,000 livres en faveur de l'administration, et ils concluent par cette observation : « Le gouvernement peut maintenant aisément calculer la période au bout de laquelle le service des chemins de fer devra cesser si les dépenses nécessaires ne sont pas faites. »

J'ai recueilli des notes dignes de foi d'autre part au sujet des tarifs sur les faits suivants qui semblent importants. Les tarifs des chemins de fer égyptiens sont quatre fois plus élevés que ceux du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée en France, et six fois plus que ceux du North-western-railway en Angleterre. 55 fr. 50 c., non compris les frais de chargement et de déchargement, sont demandés pour le transport d'une tonne de coton de Zagazig au Caire, environ 100 kilom. Pour le même prix, on pourrait envoyer trois tonnes de coton d'Alexandrie à Liverpool, et deux tonnes d'Alexandrie à Marseille. Enfin, une tonne de coton coûte seulement 50 fr. de Marseille à Paris, pour une distance de 844 kilom.

Le prix moyen du coton en 1884 était de 1,407 fr. par tonne. Les chemins de fer égyptiens, en conséquence, ont taxé le coton de Zagazig au port au taux de 4-09 0/0; de Sakha, à 3-82 0/0; de la Province de Korochia, 3-02 0/0; et tout le coton quittant l'entrepôt de Litiag, 1-93 0/0.

En 1885, la taxe a monté à 4-74 0/0, 4-43 0/0, 3-50 0/0 et 2-24 0/0, sur le produit de ces diverses places respectivement.

M. Gibson, dans un rapport daté du Caire, le 15 avril 1886, dit que les tarifs et frais des chemins de fer sont excessifs, et que le service de terre perd beaucoup par la concurrence du service par eau.

Le coton des manufactures de Korochia et Sakha est en grande partie transporté par bateaux par le canal Mahmoudieh, jusqu'à Alexandrie, au taux de 37 0/0 de moins que par chemin de fer.

Les conclusions à tirer d'une étude sérieuse des informations et des opinions sont les suivantes :

1° Que les chemins de fer sont susceptibles d'un grand développement au moyen d'une large réduction des tarifs, ce qui augmenterait les revenus de l'état, les profits de l'industrie, la valeur du sol, et la prospérité générale du pays;

2° Que ce développement n'a pas été effectué pendant les dix dernières

années, qui ne présentent qu'une augmentation insignifiante dans les recettes brutes des chemins de fer ;

3° Que sous la présente administration, et à moins d'un capital largement augmenté, qui ne peut être disponible avec le système actuel de gouvernement et de finances, ce développement est impossible ;

4° Qu'il est désirable qu'on mette les chemins de fer dans une situation où ils puissent être complètement renouvelés et pourvus du matériel et des moyens modernes, de façon à avoir une exploitation économique, une large réduction des tarifs et un développement complet, et en même temps à assurer au trésor égyptien, un revenu permanent et croissant.

---

## ETATS-UNIS

---

### MESSAGE DU PRÉSIDENT

Transmettant, en réponse à la résolution du Sénat, du 26 Juillet 1886, le rapport du Secrétaire d'Etat, relatif à l'affaire A. K. Cutting.

(2 août 1886) (1)

Au Sénat des Etats-Unis :

En réponse à la résolution, du 26 juillet, de votre honorable Assemblée, je transmets, avec les pièces annexées, un rapport du Secrétaire d'Etat qui me fait part des renseignements recueillis par le *Department of State*, au sujet de la détention, prétendue illégale, de A. K. Cutting, citoyen Américain, par les autorités Mexicaines de El Paso del Norte. Quant à l'autre demande exprimée dans la résolution précitée, sur le point de savoir si quelque supplément de troupes des Etats-Unis a récemment été envoyé au Fort-Bliss (2), je réponds négativement.

GROVER CLEVELAND.

---

#### Executive Mansion

Washington, 2 août 1886.

Au Président,

En réponse à la résolution du Sénat, du 26 juillet 1886, demandant quels renseignements vous avez reçus de ce Département, au sujet de la détention, prétendue illégale, de A. K. Cutting, citoyen Américain, par les autorités Mexicaines de El Paso del Norte, et si quelque supplément de troupes des Etats-Unis a été récemment envoyé au Fort-Bliss, Texas, le soussigné, Secrétaire d'Etat, a l'honneur de soumettre au Président toutes les informations et toute la correspondance du *Department of State*, sur ce sujet.

Un exposé chronologique sera, sans doute, le meilleur moyen de faire comprendre l'histoire de cette affaire.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1886, M. Brigham, Consul des Etats-Unis à Paso del Norte (Mexique), envoya à M. Henry K. Jackson, Ministre des Etats-Unis à Mexico, un récit complet de l'arrestation et de l'emprisonnement de A. K. Cutting, citoyen des Etats-Unis, par les autorités Mexicaines. Ce récit était accompagné de plusieurs documents et affidavits éclaircissant les faits et établissant l'insuccès des efforts de M. Brigham pour obtenir une réponse aux requêtes où il demandait un interrogatoire ou un procès régulier, ou la mise en liberté, sous caution, de M. Cutting, dont l'emprisonnement a commencé le 18 juin 1886, et continue encore aujourd'hui. Ci-joint une copie de ce rapport du Consul Brigham, et des documents qui l'accompagnent.

(1) Par la publication de ce message et de ses annexes, nous complétons la *Correspondance diplomatique*, communiquée par le gouvernement Mexicain et reproduite dans les *Archives*, 1887. I, p. 141 et suiv.

(2) Le Fort-Bliss est situé vis-à-vis El Paso del Norte, de l'autre côté du Rio-Grande.

Immédiatement après avoir reçu le récit de M. Brigham, M. Jackson, par une note du 6 juillet 1886, informa de l'affaire M. Mariscal, le Ministre des Affaires étrangères du Mexique, et lui demanda de prendre, en faveur de M. Cutting, des mesures convenables, dans le plus bref délai et par le moyen pratique le plus prompt.

Le 7 juillet 1886, M. Mariscal répondit à M. Jackson que, sur l'avis du Président, il s'était adressé au Gouverneur de l'Etat de Chihuahua, en lui recommandant de pourvoir à ce que bonne et prompte justice fût rendue.

Le 8 juillet 1886, M. Jackson communiqua, au *Department of State*, des copies de cette correspondance, qui sont toutes ci-jointes.

Le 16 juillet, ce département reçut la dépêche de transmission de M. Jackson ; le 17, il reçut aussi du Consul Brigham une copie du récit du Consul et des pièces annexes (citées plus haut).

Le 17 juillet, nous reçûmes du Consul Brigham un télégramme, daté de El Paso, Texas, disant que Cutting était toujours en prison, et que rien n'avait été fait en sa faveur, comme il ressort de la copie ci-jointe.

L'emprisonnement de ce citoyen Américain, au Mexique, dans ces conditions, ayant ainsi duré tout un mois, sans explication ou sans espérance de le voir fuir, le 19 juillet, le soussigné adressa à M. Jackson, à Mexico, un télégramme lui ordonnant de demander, au Gouvernement Mexicain, la mise en liberté, immédiate, de A. K. Cutting. Ci-joint, le texte de ce télégramme.

Le 20 juillet, la dépêche du Consul Brigham, datée du 3 juillet, parvint à ce département, accompagnée de la réponse, sans date, faite à la demande de M. Brigham, par K. Castaneda, le juge Mexicain, par l'ordre de qui Cutting fut arrêté et emprisonné. Ci-joint, copie de ces pièces.

Le 20 juillet, l'instruction du soussigné, à M. Jackson, lui fut envoyée. Elle rappelait toutes les dépêches échangées, tous les faits, et prenait pour base de la demande de la mise en liberté de Cutting, la position juridique adoptée par ce Gouvernement. Ci-joint, copie.

Le 22 juillet, arriva ici, daté du 21 juillet, le télégramme de M. Jackson, Ministre à Mexico, constatant le refus du Gouvernement Mexicain d'accorder, conformément à la demande télégraphique du soussigné, la mise en liberté de Cutting. Le texte de ce télégramme est dans les annexes. Le même jour, nous demandâmes, par le télégraphe, un résumé des raisons de ce refus, et dans la nuit, nous reçûmes une réponse de M. Jackson, donnant un résumé des raisons du Mexique. La substance de ce résumé télégraphique est ci-jointe, et l'on trouvera le texte complet du refus de M. Mariscal parmi les annexes d'une dépêche postérieure de M. Jackson, du 22 juillet.

Le 26 juillet, le Consul Brigham télégraphia à ce Département que le Gouverneur de Chihuahua pressait le procès de Cutting dont l'instruction n'était pas encore complète.

Le 27 juillet, l'instruction du soussigné fut expédiée par la poste à M. Jackson. Ci-joint, copie.

La dernière communication du Ministre Jackson, à ce sujet, du 22 juillet, précitée, arriva ici, le 31 du mois dernier. Elle contenait le texte de la correspondance échangée entre lui et le Ministre des Affaires étrangères du Mexique, d'après laquelle la mise en liberté de Cutting avait été demandée et refusée.

Dans l'intervalle, depuis le 27 juillet, le soussigné a eu plusieurs entretiens personnels avec M. Mathias Romero, le Ministre du Mexique, dans cette capitale, qui lui a exprimé le désir d'un arrangement satisfaisant de cette affaire, mais qui n'a pas donné au soussigné d'autres renseignements que ceux qui sont contenus dans la correspondance dont je viens de parler.

.....  
*Department of State, Washington, 2 août 1886.*

T. F. BAYARD.

(Le reste de la lettre de M. Bayard est traduit dans les documents mexicains, publiés par les *Archives*, 1887, I, p. 147;.)

#### ANNEXES

##### N° 1. — M. Brigham à M. Porter.

Consulat des Etats-Unis.

Paso del Norte, Mexique, 1<sup>er</sup> juillet 1886.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous communiquer les faits suivants au sujet de l'arrestation et de l'emprisonnement de M. A. K. Cutting, citoyen américain, par une des cours de cette ville.

M. Cutting réside à Paso del Norte; il est engagé en qualité de rédacteur d'un journal appelé *El Centinela*, dans un récent numéro duquel il a publié quelques critiques sur un certain Emigdio Medina qui se proposait de faire aussi du journalisme.

Pour ce délit, M. Cutting fut arrêté et traduit devant la cour. D'après la loi locale, quand les parties s'entendent et signent une « réconciliation », l'affaire est écartée. C'est ce qui arriva dans ce cas, et M. Cutting reçut de la cour l'ordre de publier la « réconciliation » dans son journal, et la publia.

Le 18 juin, M. Cutting traversa le Rio Grande, passa aux Etats-Unis, à El Paso, Texas, et publia dans le *El Paso Herald* un avertissement (a card) dans lequel il renouvelait ses accusations primitives, et en formulait quelques autres, flétrissant la conduite de Medina des épithètes de méprisable et lâche. Je joins une copie de cet avertissement.

Quand M. Cutting retourna à Paso del Norte, il fut de nouveau arrêté, probablement sur la demande de Medina, et conduit devant le juge de la seconde cour. Devant cette cour, M. Cutting se vit refuser l'assistance d'un avocat et un interprète qu'il demanda, et les portes fermées, sans autres témoins que le juge, l'interprète de la cour et l'accusé, eut lieu le soi-disant examen de l'affaire, dont le résultat fut l'envoi de M. Cutting en prison.

A cette phase de la procédure, et avant d'être mis en prison, M. Cutting notifia à la cour qu'il réclamait la protection de son gouvernement et remettrait l'affaire au consul américain; c'est ce qu'il fit par la communication datée du 23 juin.

Au reçu de cette communication, j'allai au bureau de l'interprète public de la cour m'informer des charges exactes relevées contre M. Cutting. J'appris qu'il avait été arrêté pour l'article publié dans le *El Paso (Texas) Herald*; qu'il était poursuivi seulement de ce chef, et envoyé en prison pour la même raison. Je fis remarquer que la cour agissait hors de sa compétence et portait préjudice à M. Cutting. L'interprète répondit que si le juge s'était trompé dans l'affaire, l'Attorney poursuivant avait le pouvoir de faire cesser les poursuites quand l'affaire viendrait à être jugée, ce qui devait arriver, pensait-il, le lendemain matin.

J'écrivis alors une note à M. Daguerre, l'associé de M. Cutting dans le journal, pour le prier de voir l'Attorney poursuivant et de faire rayer l'affaire. L'impres-

sion que laissa l'Attorney à M. Daguerre fut que l'affaire serait rayée le lendemain, c'est-à-dire le 24 juin. Le matin de ce jour, comme j'étais retenu au lit par la maladie, j'envoyai mon secrétaire au tribunal pour savoir ce qui s'était passé. Il s'y rendit avec M. Daguerre et y trouva le juge, l'Attorney poursuivant, et l'interprète public. L'Attorney poursuivant leur déclara qu'il ne pouvait rien faire ce jour-là, attendu que c'était un jour férié légal. Ces messieurs revinrent me raconter cela.

Croyant que les autorités ne feraient rien pour relâcher M. Cutting, le 25 juin au matin, je dictai de mon lit de malade une note exigeant formellement sa mise en liberté, pour la raison que la cour était absolument incompétente en la matière; je dis à mon secrétaire de ne pas remettre la lettre si M. Cutting était relâché. Mon secrétaire trouva la cour qui siégeait; l'Attorney poursuivant fit une courte apparition et quitta la cour sans s'occuper le moins du monde de l'affaire. Mon secrétaire remit alors au juge ma note dont je joins ici une copie.

A cette note, Son Honneur ne daigna même pas répondre, et M. Cutting languit toujours en prison après une détention de plus d'une semaine. On n'a pas accepté une caution de sa part, quoiqu'il fût disposé à en donner une raisonnable.

On peut voir que je me suis servi de tous les moyens en mon pouvoir pour obtenir la mise en liberté de ce prisonnier, mais sans aucun succès. Qu'il soit détenu sans l'ombre d'une garantie légale, cela ne fera pas de question, je crois. Si ce point est accordé, il me semble qu'il est convenable et juste, pour le Département, de prendre l'affaire en main et de demander la mise immédiate en liberté du prisonnier ainsi que pleine indemnité pour l'outrage.

Je tiens à dire ici que les personnes responsables dans cette affaire sont un certain Regino Castaneda, le juge qui a donné l'ordre pour l'arrestation et la détention illégale de l'accusé, et un certain Jose Maria Pierra, l'Attorney poursuivant qui pouvait et peut encore terminer l'affaire, mais qui refuse d'user de son droit. Ces deux fonctionnaires devraient être destitués comme indignes des fonctions qu'ils remplissent.

Je ferai aussi remarquer que je me suis conduit, durant tout cet incident, avec toute la courtoisie et le respect convenables vis-à-vis des autorités, et que j'ai engagé M. Cutting à faire de même, ainsi qu'à obéir à tous les ordres et arrêts de la cour, ce qu'il a fait. On ne voit pas aussi clairement que la cour m'ait traité de la même manière, personnellement ou officiellement. Le fait de n'avoir pas répondu à une communication officielle, et de n'en avoir tenu aucun compte, est un point que le Département est parfaitement capable d'apprécier, et au sujet duquel il sera préparé à agir en connaissance de cause.

Dès le début de l'affaire, je suis convaincu qu'on n'a eu ni désir, ni intention de rendre justice à M. Cutting et on s'est vanté de pouvoir le garder en prison six mois ou un an si on le jugeait convenable.

Le prétexte que le 24 juin était un jour férié légal était un pur subterfuge, faux en fait, puisque la cour du maire siégeait, et que le bureau de poste ainsi que celui de la douane restèrent ouverts, ce jour-là, aux heures habituelles.

Je joins à ce pli l'affidavit de M. A. K. Cutting; l'affidavit de M. Daguerre; l'affidavit de M. Henry C. Turner, confirmant les faits exposés dans cette dépêche. J'ajoute des extraits du *El Paso Daily Times* et de la *Daily Tribune*, à titre de renseignements sur l'opinion publique à ce sujet.

J'ai écrit ceci sans arrière-pensées ni réserves, parce que je suis absolument convaincu que les nécessités de l'affaire l'exigent.

Je suis, etc...

S. HARVEY BRIGHAM,  
Consul.

### Note

Matamoros, 7 juillet 1886.

Le consul Brigham est un juriconsulte; il a été juge, et c'est un homme de beaucoup d'intelligence et d'expérience. J'approuve entièrement ce qu'il dit, à

propos de cette affaire, des tribunaux mexicains en général. La lecture de mes rapports sur des cas précédents montrera que j'ai dit en substance maintes et maintes fois la même chose. Je soumetts, avec cette observation, l'affaire au Département.

WARNER P. SUTTON,  
Consul général.

**Pièces jointes à la lettre du consul Brigham du « El Paso Herald ».**

AVERTISSEMENT. — (A CARD)

El Paso, Texas, 18 juin 1886.

A Emigdio Medina de Paso del Norte :

Dans un récent article de la *Centinela*, publiée à Paso del Norte, Mexico, j'ai affirmé que Emigdio Medina était un escroc, et que le journal espagnol qu'il se proposait de publier à Paso del Norte était un attrape-nigaud.

Ce matin, ledit Medina porta l'affaire devant une cour mexicaine qui me força à signer une « réconciliation ».

Eh bien, je répète ici mon affirmation première que ledit Medina est un « escroc ». J'ajoute que c'est un « vaurien » et qu'il est méprisable, lâche, et bien digne de la triste réputation dudit Emigdio Medina de s'être prévalu de la loi mexicaine pour me forcer à une réconciliation. Et si ledit Emigdio Medina désire une satisfaction « américaine » pour cette nouvelle déclaration, je serai charmé de lui accorder tout ce qu'il désirera, à n'importe quel moment, de n'importe quelle manière.

A. K. CUTTING.

**M. Cutting à M. Brigham.**

Paso del Norte, Mexique, mercredi, 23 juin 1886.

Monsieur,

Pour un prétendu délit commis au Texas (Etats-Unis d'Amérique), j'ai été arrêté et emprisonné à Paso del Norte (Mexique), par un juge mexicain. Aussi, comme citoyen américain, je me place sous votre protection en votre qualité de consul des Etats-Unis.

Je suis, etc...

A. K. CUTTING.

**M. Brigham au juge de la seconde cour, Paso del Norte.**

- Consulat des Etats-Unis d'Amérique.

Paso del Norte, Mexique, 25 juin 1886.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire une communication officielle au sujet de l'arrestation et de l'emprisonnement de A. K. Cutting, citoyen américain, effectués par votre ordre.

L'interprète officiel de votre cour m'a informé que M. A. K. Cutting a été arrêté, interrogé et incarcéré pour un délit (si délit il y a) commis dans l'Etat de Texas, Etats-Unis d'Amérique, et consistant dans la publication d'un avertissement dans le *El Paso, Texas, Herald*.

Il est à peine nécessaire que j'attire l'attention de Votre Honneur sur le fait que votre cour ne peut avoir une compétence quelconque au sujet d'un délit commis aux Etats-Unis. Aussi l'arrestation et la détention de M. Cutting en prison sont-elles complètement injustifiables et tyranniques, et violent-elles un des principes sacrés de la liberté américaine. Cette communication a pour but de demander formellement à Votre Honneur la mise immédiate en liberté de M. Cutting, au nom du gouvernement des Etats-Unis que j'ai l'honneur de représenter ici.

Dans l'espérance que vous satisferez à ma demande, en faveur de Cutting, et que vous ordonnerez sa mise immédiate en liberté,

Je suis, etc...

S. HARVEY BRIGHAM.  
Consul.

### Affidavit de A. K. Cutting.

Devant moi, S. Harvey Brigham, consul des Etats-Unis à Paso del Norte, Mexique, le 1<sup>er</sup> juillet 1886, est venu et a comparu Auguste K. Cutting qui, après avoir dûment prêté serment, a déposé et dit ce qui suit, à savoir :

Je m'appelle Augustin K. Cutting, je suis citoyen américain, né dans l'Etat de New-York, le 30 août 1844, et âgé de 45 ans.

Je réside et j'ai résidé dans la ville de Paso del Norte, Mexique, depuis dix-huit mois, par intervalles ; je suis engagé comme rédacteur et propriétaire du journal hebdomadaire appelé *El Centinela*.

J'ai eu un différend avec un certain Emigdio Medina, et, le 18 juin 1886, j'ai publié, dans le *El Paso, Texas, Herald*, un avertissement dans lequel je faisais quelques critiques sur ledit Medina. La copie annexée dudit avertissement est correcte. C'est pour cette publication dans le journal du Texas que j'ai été arrêté le 24 juin 1886, et conduit devant un certain Regina Castaneda, juge de la seconde cour de cette ville. Quand je demandai devant la cour la faveur d'être assisté d'un avocat et d'un interprète, l'on me refusa l'un et l'autre ; sans autres témoins que l'interprète public, un officier de police, un mexicain et moi, ledit juge se mit à examiner l'affaire à huis-clos, en se contentant de me faire des questions auxquelles je refusai de répondre, prétendant que l'avertissement ayant été publié aux Etats-Unis, il n'était pas compétent. A la fin de l'interrogatoire, le juge me notifia que j'aurais à répondre de la publication de l'avertissement dans le journal du Texas, et que je devais aller en prison. A ce moment, je réclamai la protection du gouvernement des Etats-Unis, en informai la cour et écrivis une lettre à l'honorable S. Harvey Brigham, consul des Etats-Unis, en l'avertissant du fait. La cour me refusa caution, quoique j'eusse pu en fournir une à n'importe quel moment, et j'allai en prison où je suis incarcéré depuis le 23 juin 1886. Ma prison est sale et dégoûtante.

Pendant la journée, on me laisse libre dans le préau, ou dans l'enceinte de la prison ; mais, la nuit, je suis enfermé avec tous les autres prisonniers, de toute trempe et de toute espèce, dans la même chambre, d'environ 18 pieds sur 40. Cette chambre n'a qu'une porte, que l'on ferme la nuit ; elle se trouve alors complètement close, attendu qu'il n'y a aucun autre moyen de ventilation. Elle est sale et dégoûtante, avec un rez-de-chaussée seulement. Aucun couchage de quelque sorte que ce soit ne m'a été fourni, et sans l'obligeance d'amis du dehors, j'aurais dû coucher par terre, en pleine boue, comme doivent le faire les autres prisonniers.

On m'accorde six telacos mexicains par jour (cela équivaut à 8 cents et demi de monnaie américaine) pour ma subsistance, et j'aurais souffert de la faim sans les secours et la nourriture du dehors.

Augustin K. CUTTING.

Juré et signé devant moi ce jour.

S. HARVEY BRIGHAM,  
Consul des Etats-Unis.

### Affidavit de A. N. Daguerre.

Devant moi, S. Harvey Brigham, consul des Etats-Unis à Paso del Norte, Mexique, est venu et a comparu le 1<sup>er</sup> juillet 1886, M. A. N. Daguerre qui, après avoir dûment prêté serment, a déposé et dit ce qui suit, à savoir :

Je connais bien personnellement A. K. Cutting, et je sais qu'il est citoyen américain. Je suis engagé avec lui comme associé pour la publication d'un jour-

nal appelé *El Centinela*. Je sais qu'il a été arrêté et emprisonné pour avoir publié, dans le *El Paso (Texas) Herald*, le 18 juin 1886, un avertissement injurieux pour M. E. Medina. J'étais présent à l'audience de la cour et j'ai entendu le juge raconter ces faits en réponse aux questions posées par M. D. S. Sarback, clerk du consul des États-Unis. Je suis moi-même mexicain, je parle espagnol, et ai parfaitement entendu ce qu'il racontait. Le juge dit que M. Cutting n'était pas en prison pour désobéissance à la cour, mais pour la publication d'un avertissement dans le *El Paso (Texas) Herald*. J'étais présent à l'audience de la cour, le 24 juin 1886, alors que nous espérions que M. Cutting serait élargi, puisque j'avais été informé que l'Attorney poursuivant terminerait probablement l'affaire.

L'Attorney poursuivant informa toutes les personnes présentes qu'il ne pouvait rien faire ce jour-là, prétendant que c'était un jour férié légal. Je ne crois pas que c'était un jour férié légal, car les autres Cours siègèrent et les bureaux de la douane et de la poste restèrent ouverts ce jour-là. J'étais présent à l'audience quand le juge refusa caution à M. Cutting. Je sais que celui-ci peut fournir caution jusqu'à un montant raisonnable, et par quelques-unes des personnes les plus riches de la ville. J'ai toujours connu M. Cutting comme un citoyen paisible, respectueux de la loi, appliqué et attentif à ses affaires. Personne ne sait qu'il ait eu d'autres difficultés. Je suis allé le voir tous les jours en prison depuis son emprisonnement, et je sais que ce local est sale et dégoûtant. Je sais que la nuit M. Cutting est enfermé dans une chambre avec six ou huit autres prisonniers et que quand la porte est fermée, il n'y a pas d'autres moyens de ventilation. C'est une maison en briques, presque sans air, avec un plancher sale. On accorde à M. Cutting six tolacas mexicaines par jour pour sa subsistance (ce qui équivaut à 8 cents et demi de monnaie américaine), et il est nécessaire de lui procurer du dehors une nourriture convenable.

Aucun couchage, pas même une couverture ne lui a été fournie, et il aurait dû coucher par terre ou sur un banc, si ses amis ne lui avaient pas fourni un couchage.

J'ai trente ans, suis né dans cette ville et suis marié.

A.-A. DAGUERRE.

Juré et signé devant moi au jour et à la date ci-dessus.

Signé : HARVEY BRIGHAM.  
Consul des États-Unis.

### Affidavit de H.-G. Turner.

Devant moi, S. Harvey Brigham, Consul des États-Unis à Paso del Norte (Mexique), ce 1<sup>er</sup> juillet 1886, est venu personnellement et a comparu M. H.-G. Turner, qui, après avoir dûment prêté serment, a déposé et dit ce qui suit, à savoir :

Je connais bien personnellement A.-K. Cutting; je sais qu'il est citoyen américain et qu'il fait du journalisme dans cette ville. J'étais présent à l'audience quand le juge déclara, par l'intermédiaire de l'interprète public, que M. A.-K. Cutting avait été arrêté pour avoir publié le 18 juin 1886, dans le *El Paso (Texas) Herald*, un avertissement injurieux pour M. E. Medina, qu'il avait été interrogé et était détenu pour ce motif. Je l'ai fréquemment visité dans sa prison; je sais que ce local est sale et dégoûtant, avec un peu de chaussée malpropre, qu'il sent très mauvais, et que Cutting est enfermé avec huit ou dix autres prisonniers, tous dans une seule chambre pendant la nuit. Ces prisonniers sont détenus pour divers délits, et quelques-uns sont de sales et malpropres créatures. Je sais que Cutting n'aurait pas eu de couchage (pas même une couverture), si ses amis du dehors ne l'en avaient pourvu, et que personnellement je lui ai procuré ces objets. Il m'a informé qu'on lui accordait six tolacas mexicaines par jour (équivalant à environ 8 cents et demi de monnaie américaine)

pour sa subsistance. J'ai personnellement veillé à ce que des aliments lui fussent envoyés tous les jours, car je savais que c'était absolument nécessaire. Quand les prisonniers sont enfermés dans ladite chambre la nuit, tout est hermétiquement clos, et il n'y a pas d'autres moyens de ventilation. C'est une maison fermée, en briques, presque sans air.

C'est un local extrêmement malsain et malpropre. Je sais que M. Cutting peut donner caution, pour presque n'importe quelle somme, par l'intermédiaire des plus riches personnes de la ville. D'après ce que je sais de l'affaire, je suis convaincu que l'arrestation et l'emprisonnement de M. Cutting ont simplement pour but de le tourmenter et de l'humilier; je dois aussi constater que c'est l'impression générale.

Je réside dans cette ville depuis trois ans, et suis employé au *Mexican central Railway*.

H.-G. TURNER.

Juré et signé devant moi au jour et à la date ci-dessus.

S. HARVEY BRIGHAM,  
Consul des Etats-Unis.

#### EXTRAIT DE JOURNAL.

#### Un autre outrage mexicain.

Un autre exemple de la mauvaise foi des fonctionnaires mexicains à l'égard des citoyens américains, est offert par le traitement infligé à A.-K. Cutting par les autorités de Paso del Norte.

Les circonstances dans lesquelles Cutting eut maille à partir avec la loi mexicaine ont été racontées dans le *Times* de mercredi, mais le délit pour lequel il a été arrêté mardi, ne semble pas avoir été compris par lui, quand il disait à un représentant du *Times* que c'était la façon ridicule dont il avait publié la « Réconciliation » qu'il avait été forcé de signer à la requête d'Emigdio Medina. Depuis, en effet, il a transpiré au dehors que l'arrestation avait eu pour cause la publication relative à Medina dans le *Herald* de dimanche dernier. Quand ce fait fut exposé au moment de son interrogatoire, Cutting déclara à la Cour qui lui avait refusé l'assistance d'un avocat, qu'il invoquait ses droits de citoyen américain et se plaçait sous la protection du Consul des Etats-Unis Brigham. En conséquence, il écrivit au juge Brigham, alors indisposé, et le juge, avec le zèle qui le caractérise, en dépit de son mauvais état de santé, alla voir le magistrat qui avait fait envoyer Cutting en prison, et demanda avec insistance l'élargissement de celui-ci.

Le magistrat informa le Consul que, si une méprise avait été commise en envoyant Cutting en prison préventive, l'Attorney de district pouvait ordonner sa mise en liberté. Brigham alla donc chez l'Attorney de district; ce fonctionnaire lui dit que Cutting aurait la permission de coucher cette nuit chez M. Daguerre, au lieu de coucher en prison, et que son procès viendrait le lendemain matin. Ce n'était, semble-t-il maintenant, qu'une ruse pour se débarrasser du Consul, car mercredi, à une heure avancée de la soirée, Cutting fut conduit en prison malgré la promesse du contraire, et il y est encore.

A la nouvelle de ce manque de parole, le Consul Brigham réclama hier matin l'élargissement du prisonnier; mais on lui répondit que c'était jour férié légal, et qu'on ne pouvait rien faire. Cependant ce jour férié ne fut pas observé par les autres Cours qui, toutes, expédièrent des affaires; le Consul croit que ce n'est qu'un subterfuge.

Il adressera ce matin, en qualité de Consul des Etats-Unis, au magistrat qui remplit la fonction correspondant à celle de *Justice Of peace* dans ce pays, une demande formelle de mise en liberté de Cutting, et il enverra un rapport de l'affaire au département *Of state* à Washington. Le délit pour lequel Cutting a été envoyé en prison a été commis aux Etats-Unis, et il n'est justiciable que de

l'Etat de Texas, l'idée de punir un homme pour un délit commis à l'étranger étant purement mexicaine.

C'est sur cette base que se placera le Consul Brigham, et il faut espérer qu'il amènera les autorités avec lesquelles il est en désaccord à faire justice à son compatriote.

---

EXTRAIT DE JOURNAL.

**Encore des atrocités mexicaines.**

L'antipathie du Gouvernement et des juges mexicains en général contre les Américains vient encore de se faire jour dans l'affaire de M. Charley Merkley. Cet honorable agent du *Mexican central* à la station de Chihuahua, a été emprisonné la semaine dernière dans cette ville et s'est vu refuser caution pour s'être défendu contre l'attaque d'un « pelado » devenu furieux parce qu'il n'avait pas jugé convenable de faire livraison entre ses mains sans un ordre écrit, conformément aux instructions formelles de la Compagnie. M. Merkley fut frappé le premier et son délit consista à parer le coup. M. Scott, Consul des Etats-Unis en cette ville, n'a pas jusqu'ici jugé à propos d'intervenir en faveur de M. Merkley en sa qualité de citoyen des Etats-Unis. Il a parmi les américains de Chihuahua la réputation d'un véritable « chump ». Il est marié à une mexicaine, et il est par conséquent complètement d'accord avec les mexicains.

A Paso Del Norte, il se trouve que nous avons un Consul très actif, le juge Brigham, qui a toujours été attentif à ses devoirs de représentant de son gouvernement, et si son rapport à Washington au sujet de l'audacieuse violation de la liberté des citoyens américains par les autorités de Paso del Norte n'attirent pas l'attention des autorités générales, nous pourrions tout aussi bien nous affranchir des liens officiels avec notre *Department of State*, et nous mettre à la discrétion de nos persécuteurs, ou encore venger en commun nos injures du mieux que nous pourrions.

Pour avoir publié un article de ce côté du fleuve, M. Cutting, le rédacteur de la *Centinela*, languit dans une bastille mexicaine, sale et malpropre, où des voleurs et des assassins expient et au-delà leurs crimes en y passant une seule nuit. Voilà la mesure de la justice mexicaine vis-à-vis d'un loyal citoyen d'un pays sur l'écusson duquel il n'y a pas de souillure, et dont le passé historique, plein d'héroïques exploits, le fait briller entre toutes les nations, mais dont la seule faute est son indulgence pour son triste voisin qui a pris pour de la peur la pitié pour sa faiblesse, et qui témoigne sa gratitude en jetant insultes sur insultes à la face même de notre gouvernement. Quelques mots d'excuses venus de Mexico ne peuvent réparer de si flagrants outrages. Il n'y a pas de circonstances atténuantes en pareil cas. Si nos citoyens ne sont pas protégés, à quoi servent nos traités ?

---

EXTRAITS DE JOURNAUX.

**L'affaire Cutting.**

Regino Castaneda, juge de la seconde Cour de Paso del Norte, piètre échantillon de l'humanité, qui est chargé des hautes fonctions de « el juicio » et porte le poids de la dignité de son petit emploi avec plus de pompe et d'apparat que le Tzar de Russie, le même devant qui le « mala suerte » de M. Cutting devait être arrangé, est devenu furieux contre le Consul américain, le juge Brigham, qui, en demandant officiellement l'élargissement de M. Cutting, a jugé à propos de dire qu'il avait été averti par l'interprète public, au lieu de dire qu'il l'avait été par Son Honneur, le haut « muck a muck », l'omnipotent « juez », par l'intermédiaire dudit interprète ; c'est pour une telle chicane qu'il a tiré en longueur et cherché l'occasion de manifester son pouvoir. Voyant qu'il ne s'agissait que du changement de quelques mots, l'interprète prit sur lui la

responsabilité de modifier le document; mais alors Son Honneur fut de nouveau piqué parce qu'il ne voulait pas que l'on sût qu'il avait fait une communication d'un caractère officiel à un Consul des Etats-Unis, et qu'il désirait que le document fût modifié.

A ce moment, M. Daguerre intervint et reporta le document au juge Brigham qui a été très malade, et qui doit encore garder la chambre. Celui-ci blâma sévèrement l'interprète d'avoir changé un « iota » au document, et refusa de conférer désormais avec Sa Majesté Castaneda; mais il demandera à Washington des instructions immédiates sur le sujet, et l'on verra si l'Oncle Sam supportera de telles insultes, venant cette fois d'un petit « juez segunda » d'une ville frontière, dans une république qui se jetterait à plat ventre au premier commandement de : Aux armes ! poussé par notre Gouvernement.

Ce n'est pas la première affaire de ce genre, et il est bien temps d'apprendre au Mexique à respecter notre Gouvernement. La faute de ce Gouvernement est de ne pas exiger de réparation pour toutes ces atteintes flagrantes à la courtoisie qui devrait exister entre nations voisines et amies. La négligence du Gouvernement dans l'affaire du meurtre du capitaine Crawford suffit pour détruire totalement, au Mexique, le respect de notre nation. Quand un sujet anglais est outragé de quelque manière au Mexique, son Gouvernement exige immédiatement une réparation. Une fois, le cheval d'un Anglais fut pris; l'Anglais dut aller à pied à la ville, à une distance de quelques milles. On n'exigea pas moins de 4,000 liv. ster. qui furent payés.

Quand notre Gouvernement se respectera suffisamment pour protéger ses citoyens à l'étranger, on mettra fin à ces outrages, mais auparavant, non.

Cependant, M. Cutting reste en prison à la merci de la Cour. Il aura droit à de forts dommages-intérêts pour emprisonnement illégal, si le Gouvernement daigne s'occuper de son affaire. L'injure à la Cour, délit pour lequel il est détenu, a été commise sur le territoire des Etats-Unis, et son emprisonnement est absolument sans cause ni précédent.

A.-K. Cutting, de la *Centinela*, de Paso Del Norte, est toujours détenu en prison, au Mexique, pour une raison que tous les hommes de bon sens doivent regarder comme frivole et sans fondement. Les Mexicains se vengent sur lui d'un délit qu'il a commis de ce côté du fleuve, sur le sol américain. C'est un outrage injustifiable. Quoique, dans sa carrière de journaliste en deçà et au-delà du fleuve, M. Cutting n'ait jamais montré des dispositions bien amicales à l'égard de ce journal, le *Times* se sent toujours obligé de dire que son emprisonnement est un grossier outrage. Il est citoyen américain et a droit à la protection, s'il est victime d'un emprisonnement fait à la légère et immérité. Nous espérons que le juge Brigham, notre Consul, réussira à intéresser à cette affaire le *Department of State* à Washington, et exigera une ample réparation.

#### N° 2. — M. Brigham à M. Parker.

Consulat des Etats-Unis.

Paso del Norte, Mexique, 3 juillet 1886.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'après avoir fini ma dépêche relative à l'affaire Cutting, j'ai reçu, ce jour là (le 1<sup>er</sup> juillet), du juge de la Cour à qui j'ai adressé ma note, une communication qui a la prétention d'être une réponse, mais qui cependant est sans date.

Je joins ici une traduction de ladite communication à titre de renseignement pour le gouvernement.

Je suis, etc.

S. HARVEY BRIGHAM,  
Consul.

**Le juge Castaneda à M. Brigham.**

En réponse à votre honorée de ce mois, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'une loi spéciale défend à tous les fonctionnaires publics de donner en matière criminelle des renseignements sur les affaires qui sont en instance, aux personnes qui ne sont pas autorisées par la loi à intervenir dans ces affaires, à plus forte raison quand, suivant le droit international de Calvo, les consuls n'ont pas de juridiction civile ou criminelle dans les affaires concernant leurs nationaux. (Livre X, paragraphe 490, volume I.) Tout ce qui est dit ci-dessus concerne M. Cutting ; aussi je ne puis ordonner son élargissement que dans les formes prescrites par les lois de ce pays.

Je reste, etc.

R. CASTANEDA.

**N° 3. — M. Jackson à M. Bayard.**

Légation des Etats-Unis.

Mexico, 8 juillet 1886.

Monsieur,

Les copies ci-jointes de la note que j'ai adressée à M. Mariscal et de la réponse qu'il m'a faite, ainsi que de la traduction de celle-ci, vous apprendront la démarche que j'ai cru devoir faire au sujet de l'emprisonnement à Paso del Norte de M. A.-K. Cutting, citoyen américain. Ayant appris par le consul des Etats-Unis, M. Brigham, que le Département avait été pleinement informé de l'affaire par lui, je ne ferai plus rien avant d'avoir reçu de vous des instructions.

Je suis, etc.

HENRY R. JAKSON.

(V. les deux dépêches citées dans cette lettre, *Archives*, 1887, I, p. 141 et 142.)

**N° 4. — M. Brigham à M. Parker.**

(Télégramme)

Consulat des Etats-Unis.

Paso del Norte, 17 juillet 1886.

Cutting toujours en prison ; rien de fait par les autorités locales. Ne peut-on demander la mise en liberté immédiate et sans condition ?

BRIGHAM,  
Consul.

**N° 5. — M. Bayard à M. Jackson.**

(Télégramme)

Department of State.

Washington, 19 juillet 1886.

Vous êtes chargé de demander au gouvernement mexicain la mise en liberté immédiate de A.-K. Cutting, citoyen des Etats-Unis, illégalement emprisonné maintenant à Paso del Norte.

BAYARD.

**N° 6. — M. Bayard à M. Jackson.**

Department of State.

Washington, 20 juillet 1886.

Monsieur,

Après avoir lu les télégrammes et les dépêches (dont les copies sont ci-jointes pour vous servir de renseignements) de M. S. Harvey Brigham,

consul des Etats-Unis à Paso del Norte, et votre dépêche datée du 8 courant, relative à l'affaire de M. A.-K. Cutting, je vous ai télégraphié le 19 courant ce qui suit ;

Vous êtes chargé de demander au gouvernement mexicain la mise en liberté immédiate de A.-K. Cutting, citoyen des Etats-Unis, illégalement détenu maintenant à Paso del Norte.

Des documents que j'ai devant les yeux, il résulte les faits suivants : Le 18 juin dernier, A.-K. Cutting, citoyen des Etats-Unis, qui, dans les 18 derniers mois, a résidé d'une façon intermittente à Paso del Norte, Mexique, et dont l'honorabilité de caractère a été établie par de fortes preuves, publiée dans un journal de El Paso, Texas, un avertissement interprétant certains actes d'Emigdio Medina, sujet du Mexique, avec qui M. Cutting avait eu des démêlés. En raison de cette publication, le 22 juin dernier, M. Cutting fut emprisonné à Paso del Norte, Mexique. Une telle publication, même si elle avait été faite au Mexique, ne devrait pas être dans ce pays, suivant le droit romain qui y est en vigueur, l'objet d'une poursuite criminelle ou d'une action gouvernementale quelconque, si ce n'est peut-être pour assurer, dans une certaine mesure, la sécurité publique dans l'intérêt de la paix. Mais la note n'a pas été publiée au Mexique, et le système d'après lequel le Mexique peut juger son auteur en raison de sa publication au Texas, est absolument inadmissible et est péremptoirement repoussé par ce gouvernement. Autant prétendre, en effet, que le Mexique peut juger les auteurs des différentes critiques des affaires mexicaines qui paraissent dans les journaux des Etats-Unis. Si M. Cutting peut être jugé et emprisonné au Mexique pour avoir publié une critique sur une affaire mexicaine à laquelle il était intéressé, il n'y a pas de rédacteur ou d'éditeur de journal aux Etats-Unis qui ne puisse, s'il est trouvé sur le territoire mexicain, être soumis aux mêmes indignités et aux mêmes injures pour la même raison. Ni le gouvernement des Etats-Unis, ni le gouvernement de nos différents Etats ne reconnaîtront une pareille juridiction ; chacun d'eux agira judiciairement dans les limites de sa juridiction respective. Ils ne permettront ni que cette prérogative soit usurpée à quelque degré que ce soit par le Mexique, ni, abstraction faite du caractère de leur juridiction sur des actes passés à l'intérieur de leur frontière, qu'un citoyen des Etats-Unis soit appelé à répondre au Mexique des actes commis par lui à l'intérieur des frontières des Etats-Unis. C'est pour ce motif, par conséquent, que vous exigerez l'élargissement de M. Cutting.

Mais il y a une autre base sur laquelle la demande peut être solidement appuyée. D'après la loi des nations, un souverain ne peut infliger de châtiment à des citoyens d'autres pays qu'en se conformant aux garanties juridiques reconnues par toutes les nations civilisées.

Parmi ces garanties se trouvent le droit de faire examiner par un tribunal impartial les faits qui constituent les charges de culpabilité, l'explication de ces faits à l'accusé, la faculté d'avoir un avocat, un délai pour préparer sa défense, la permission de la mise en liberté sous caution dans toutes les causes qui ne sont pas capitales, le droit d'interroger contradictoirement les témoins à charge entendus sous serment et de faire entendre ses propres témoins à décharge, la cessation même d'un emprisonnement temporaire dans tous les cas où il ne s'agit que de trouble de l'ordre public et où l'on s'engage sous caution suffisante à ne plus le troubler. Toutes ces garanties ont été violées dans l'affaire actuelle. M. Cutting a été jeté som-

mairement en prison par un tribunal dont la partialité et l'incompétence ressortent également de ses manières d'agir. On lui a refusé un avocat, on lui a refusé un interprète pour lui expliquer la nature des charges portées contre lui ; s'il y a eu des témoignages entendus contre lui, ce n'a pas été sous serment et avec faculté de produire des contre-témoignages ; on lui a refusé caution, et après des débats, si on peut les appeler ainsi, qui violent les principes fondamentaux de la justice civilisée, on l'a jeté dans une cellule, dégoûtante et sale, où, suivant un des affidavits annexés au rapport de M. Brigham, il y a de six à huit autres prisonniers, et où il n'y a aucun moyen de ventilation quand la porte est fermée ; une maison en briques, presque sans air, avec un « plancher sale » ; on lui a accordé environ 8 cents et demi de monnaie américaine pour sa subsistance ; on ne lui a « fourni aucun couchage, pas même une couverture ». C'est dans cette misérable prison, en proie à des souffrances et à des privations qu'aucun gouvernement civilisé ne permettrait d'infliger aux individus détenus dans une prison, qu'il continue à languir, et cela pour un acte commis aux États-Unis, peu digne de poursuites d'après tous les systèmes humains de législation, et après un procès où les principales règles de la procédure ont été violées.

Vous exposerez ces circonstances comme un argument supplémentaire, et si cet argument est reconnu fondé, le gouvernement ne permettra pas qu'on mette en question la demande de l'élargissement immédiat de M. Cutting.

Je suis, etc.

T.-F. BAYARD.

N° 7. — M. Jackson à M. Bayard.

(Télégramme)

Légation des États-Unis,

Mexico, 21 juillet 1886.

La mise en liberté immédiate de Cutting est refusée ; on donne des raisons. Dois-je vous les télégraphier ?

JACKSON, Ministre.

N° 8. — M. Adee à M. Jackson.

(Télégramme)

Department of State,

Washington, 22 juillet 1886

Résumez brièvement les raisons par le télégraphe.

ADEE,

Secrétaire de service.

N° 9. — M. Jackson à M. Adee.

Légation des États-Unis,

Mexico, 22 juillet 1886.

Le résumé télégraphique de la réponse du Gouvernement Mexicain, au sujet de l'affaire Cutting, montre que cette affaire est à présent devant les tribunaux de l'Etat, mais que le Gouvernement fédéral ne peut pas donner aux fonctionnaires d'Etat, ou au pouvoir exécutif de l'Etat de Chihuahua, ou au pouvoir judiciaire, l'ordre de relâcher l'accusé, spécialement si cet ordre intervient dans un procès légal, intenté par une personne plaignante. Sous ce rapport, on soutient que le Mexique ressemble aux États-Unis. On prétend que c'est une pression d'intérêts privés, ou des renseignements

totalelement inexact, de la presse des Etats-Unis, qui ont poussé à demander, aussi catégoriquement, l'élargissement du prisonnier, et qu'il est moralement impossible d'y accéder. On affirme que, comme le Président du Mexique a interposé son influence morale, afin de faire conduire l'affaire conformément aux principes de justice, on espère que l'affaire sera bientôt terminée d'une façon satisfaisante.

**N° 10. — M. Brigham à M. Bayard.**

(Télégramme)

Consulat des Etats-Unis,

Paso del Norte, 22 juillet 1886.

Le Mexique masse des troupes sur ce point, 150 hommes ce matin, et l'on dit que 2,000 sont en route. Cutting, toujours en prison. Grande excitation.

BRIGHAM, Consul.

**N° 11. — M. Adee à M. Brigham.**

Department of State,

Washington, 22 juillet 1886.

Monsieur, au sujet de votre dépêche n° 45, relative à l'emprisonnement de M. A. K. Cutting, je dois vous informer que le Département reconnaît, avec beaucoup de satisfaction, la justice de votre réclamation, et l'habileté que vous avez montrée dans le rapport que vous nous avez envoyé sur cette affaire.

Je suis, etc.

ALLEY A. ADEE.

Secrétaire de Service.

**N° 12. — M. Brigham à M. Bayard.**

(Télégramme)

Consulat des Etats-Unis,

Paso del Norte, 26 juillet 1886.

Le Gouverneur de Paso del Norte pousse le procès de Cutting, qui ignore la procédure. Le résultat doit être atteint aujourd'hui. En cas d'acquiescement, que faire ?

BRIGHAM, Consul.

**N° 13. — M. Bayard à M. Jackson.**

Department of State,

Washington, 27 juillet 1886.

Monsieur, depuis mon n° 221, du 20 courant, je n'ai plus reçu de communication de M. Brigham. Consul à El Paso, ni de vous, au sujet de l'emprisonnement de M. A. K. Cutting, par les autorités Mexicaines.

Lundi dernier, le 24 courant, je reçus la visite de M. Romero, Ministre du Mexique, dans cette capitale, au sujet de ladite affaire.

M. Romero me fit voir les lois mexicaines, article 186, qui établissent la compétence du Mexique, quant aux crimes commis contre des Mexicains, aux Etats-Unis ou dans tout autre pays étranger ; se fondant là-dessus, il maintint que la publication d'une calomnie au Texas était du ressort du Mexique, et punissable au Mexique ; il prétendait donc que M. Cutting était légalement détenu.

Je repoussai positivement et péremptoirement ce droit de juridiction et de contrôle légal du Mexique ; je déclarai que les Etats-Unis ne reconnai-

traient ni ne permettraient l'attribution d'une telle force extraterritoriale à la loi mexicaine, ni une telle usurpation de leur propre juridiction, ni l'exécution de leur propre justice locale, par un gouvernement étranger, à l'aide d'une telle substitution.

En l'absence de traité d'amitié, entre les Etats-Unis et le Mexique, déterminant respectivement les conditions du jugement des citoyens des deux pays, les règles du droit international doivent défendre au Mexique de s'arroger un pouvoir, tel que celui de l'art. 186 du Code pénal précité. L'existence d'un tel pouvoir a été et est niée par les Etats-Unis.

M. Romero m'informa que la juridiction locale ou d'Etat, dans l'affaire Cutting, ne permettait pas au Gouvernement national du Mexique d'intervenir dans la matière, et que c'était ce conflit qui avait fait retarder la réponse à la demande de notre gouvernement, au sujet de la mise en liberté de M. Cutting.

M. Romero m'assura finalement que je pouvais compter, avec assurance, sur la mise en liberté de M. Cutting, dans un court délai, et que son Gouvernement acquiescerait, sans aucun doute, à la demande que vous lui feriez.

Je vous ai communiqué ces faits pour bien vous faire comprendre la situation, telle qu'on la voit ici, et les dispositions du Gouvernement Mexicain, telle qu'elles sont exprimées ici.

J'eus de mon côté avec M. Romero un entretien plus long au sujet du traitement des citoyens américains par les autorités mexicaines, et des affaires concernant les propriétés et les intérêts de nos nationaux. Je lui fis part, avec quelque insistance, de l'opinion de M. Foster, de M. Morgan et de vous-même, d'après laquelle il était impossible d'obtenir justice pour nos citoyens quand ils étaient lésés par les fonctionnaires mexicains.

J'appelai aussi son attention sur la politique et le système avoués de M. Mariscal, qui consistent à renvoyer toutes les plaintes qui tendent à faire rendre le gouvernement du Mexique responsable de procédés dommageables devant des tribunaux de sa propre création, placés sous son seul contrôle, et dont les jugements, à ce qu'il prétend, devraient être tenus pour décisifs et concluants contre les citoyens des Etats-Unis.

Comme cette prétention de contrôle exclusif est en ce moment en délibération et fait l'objet d'une correspondance, principalement à propos de l'affaire de la « Rebecca, » je dis simplement que les Etats-Unis ne reconnaissent pas la force obligatoire à leur égard des jugements mexicains dans les cas où le Mexique était partie au procès.

J'arrivai toutefois, à un point de vue plus large, à la nécessité d'exécuter les lois internationales dans un esprit d'amitié, de courtoisie et de justice ; c'étaient là les principes sages et vrais d'un gouvernement paisible ; les représailles et les coups de force étaient les dernières et les plus insuffisantes des ressources.

M. Romero sait trop bien, pour ne pas rendre nécessaire une nouvelle déclaration de ma part, que les Etats-Unis ne désirent ou ne demandent rien d'incompatible avec la dignité, l'honneur et la prospérité du Mexique, et qu'il est de l'intérêt du Mexique, plus même que de celui des Etats-Unis, de ne permettre ni froissement, ni provocation dans les relations entre les deux gouvernements et leurs habitants ; il sait que pour éviter une semblable irritation, ou la tension de nos rapports amicaux, il est essentiel de montrer d'une façon constante et pratique de la bonne volonté à réparer

promptement les torts et à faire exécuter équitablement les règlements des différends.

Je suis persuadé des bonnes intentions de M. Romero à l'égard de ce gouvernement, et je le crois aussi patriotiquement dévoué au sien. J'ai de lui l'assurance que l'Administration mexicaine actuelle est animée du désir de répondre dans un esprit amical et conciliant.

Si telle est la situation véritable, on le saura promptement, et tous les conflits d'intérêts et d'opinions faisant actuellement l'objet de négociations entre les deux gouvernements peuvent être sans difficulté tranchés équitablement, honorablement, et d'une façon satisfaisante.

Je suis, etc.

T. F. BAYARD.

N° 14. — Art. 186 du Code pénal mexicain.

Voir les *Archives*, 1887, t. I, p. 155.

N° 15. — M. Jackson à M. Bayard.

Légation des Etats-Unis.

Mexico, 22 juillet 1886.

Monsieur,

Le 19 courant au soir, immédiatement après avoir reçu votre télégramme de cette date, j'adressai à M. Mariscal une note dont je vous envoie copie. Je pensai qu'il était sage, pour éviter de sa part un retard possible, d'attirer l'attention de M. Mariscal sur le fait que sa note du 17 courant, relative à l'affaire Cutting, se trouvait probablement sous vos yeux au moment où des instructions m'étaient envoyées par le télégraphe, et par conséquent n'était pas jugée satisfaisante.

Après avoir envoyé la demande, je télégraphiai à M. Brigham de m'avertir promptement de l'élargissement de M. Cutting. N'ayant pas reçu de nouvelles de lui, ni de M. Mariscal le 20, j'adressai le 21 à M. Mariscal une autre note dont je joins ici la copie. Assez tard dans la soirée, je reçus la réponse dont je vous envoie une copie et une traduction. Elles sont parties par la voie la plus rapide sitôt après que je les eus reçues, mais elles ont été précédées par un télégramme contenant les mots suivants :

« La mise immédiate en liberté de Cutting est refusée ; on donne enfin des raisons. Dois-je vous les télégraphier ? »

Je joins aussi une traduction de la copie de l'art. 240 du Code de procédure pénale, auquel se réfère la communication du gouverneur de Chihuahua à M. Mariscal qui accompagnait la note à moi adressée par celui-ci.

Je suis, etc.

Henri-H. JACKSON.

Pour les documents annexés à cette dépêche, V. *Archives*, 1887, t. I, p. 142 et s.

# DÉLIMITATION AFGHANE <sup>(1)</sup>

---

## NÉGOCIATIONS ENTRE LA RUSSIE ET LA GRANDE-BRETAGNE (1872-1883)

---

### PREMIÈRE PARTIE

#### Exposé des Négociations entre la Russie et l'Angleterre concernant les Affaires de l'Asie centrale.

---

### I

*Négociations de 1869-1873. Occupation du Schougnan et du Roschan par  
les Afghans en 1883.*

En 1863, le gouvernement Impérial résolut de procéder à l'exécution d'une mesure dont la nécessité se faisait sentir depuis longtemps, celle de créer un lien immédiat entre nos confins d'Orenbourg et de Sibérie, en vue d'abrégier l'étendue de notre frontière de l'Asie Centrale et d'en consolider la sécurité. La réalisation de ce programme entraîna toute une série d'opérations militaires qui eurent pour effet d'étendre les limites de notre territoire en même temps que d'affermir notre influence sur les khanats voisins de Boukhara et de Kokand.

Bien que les motifs déterminants de cette action progressive dussent paraître d'une évidence et d'un poids incontestables, l'extension territoriale qui en résultait ne laissa pas de provoquer en Angleterre de la méfiance et de l'inquiétude. Aussi devint-il nécessaire, pour prévenir des malentendus

(1) Publication du ministère des Affaires étrangères de Russie. Elle est précédée de l'avertissement suivant :

Cet ouvrage a été entrepris dans le but de faire connaître au public la marche successive des négociations poursuivies entre la Russie et la Grande-Bretagne concernant les affaires de l'Asie Centrale depuis le moment où les deux Puissances ont ressenti le besoin d'élucider leurs relations mutuelles dans ces contrées, afin de prévenir des malentendus et des complications dans l'avenir.

La première partie de ce livre est consacrée à l'exposé historique des négociations. Cet exposé a été jugé essentiellement utile pour combler les lacunes que doit inévitablement offrir toute correspondance politique. Bien des côtés et des détails de la question qui a formé l'objet des négociations entre la Russie et la Grande-Bretagne ne s'expliquent que sur la base de la correspondance entre le Ministère des Affaires Etrangères et les autorités russes sous la direction desquelles se trouvent placées nos affaires de frontière en Asie Centrale. Comme la reproduction de cette dernière correspondance n'aurait pas manqué de donner au présent ouvrage une extension trop considérable, c'est pour remédier à cet inconvénient qu'il a été jugé préférable d'insérer dans la première partie tous les renseignements indispensables pour élucider la question sous toutes ses faces.

entre les deux puissances, d'essayer d'élucider leur position réciproque en Asie Centrale.

Les négociations ouvertes à cet effet au commencement de l'année 1869, et qui furent empreintes d'un caractère parfaitement amical, amenèrent les deux gouvernements à la conviction qu'en vue du maintien de leurs bons rapports il était désirable d'éviter un contact immédiat de leurs possessions respectives en Asie Centrale, et que ce but ne pouvait être mieux atteint qu'en établissant entre celles-ci un territoire neutre dont l'inviolabilité fût également obligatoire pour les deux puissances. L'initiative de cette proposition appartenait au cabinet anglais. En y donnant son adhésion, le gouvernement Impérial se déclara disposé à reconnaître l'Afghanistan comme pouvant former le territoire neutre en question, et il prit l'engagement de respecter l'indépendance de ce pays en s'abstenant de toute ingérence dans ses affaires intérieures.

Cette déclaration ne satisfit pourtant pas le cabinet de Londres. Ayant pris l'avis du vice-roi des Indes, il arriva à la conclusion que l'Afghanistan, dont l'étendue territoriale se trouvait, selon nous, renfermée dans les limites des khanats de Hérat, de Caboul et de Candahar, ne pouvait répondre aux conditions d'un territoire neutre, et que, pour atteindre le but proposé, il était indispensable de reculer de beaucoup vers le nord les limites de cette zone de neutralité.

De notre côté nous jugeâmes impossible d'acquiescer aux nouvelles propositions anglaises, et la question du territoire neutre resta ainsi sans solution.

Les négociations interrompues furent toutefois renouées au mois d'octobre de la même année par l'arrivée à Saint-Petersbourg d'un membre de l'administration des Indes, M. Douglas Forsyth, que le vice-roi, lord Mayo, avait autorisé à entrer avec le cabinet Impérial dans un échange d'idées sur les questions intéressant les deux puissances en Asie Centrale.

Les pourparlers avec M. Forsyth firent ressortir que les extensions territoriales de la Russie, comme celles de l'Angleterre, avaient généralement été amenées par la force des choses ; que les frontières respectives des deux Etats ne pouvaient dès lors être considérées comme immuables ; qu'aucune convention stipulant l'interdiction absolue de toute extension de territoire ne pouvait, par là même, avoir de valeur pratique, et que, pour arriver en Asie Centrale à un régime de quelque stabilité, il fallait se borner à rechercher les principes généraux de la situation.

Conformément à ces conclusions, il fut convenu entre notre ministère des affaires étrangères et M. Forsyth :

1° Que les territoires se trouvant en la possession effective de l'Emir Shir-Ali-Khan devaient être considérés comme formant les limites de l'Afghanistan ;

2° Que l'Emir afghan ne chercherait pas à étendre au-delà de ces limites son ingérence et son ascendant, et que le gouvernement anglais emploierait ses efforts pour le détourner de toute entreprise agressive ;

3° Et que de son côté, le gouvernement russe userait de toute son influence pour prévenir la violation du territoire afghan par l'Emir de Boukhara.

Ces conditions obtinrent l'assentiment du cabinet de Londres, ainsi que du vice-roi des Indes. Pour écarter tout malentendu dans l'application des

principes qui précèdent, il restait à définir l'étendue des possessions de l'Emir Shir-Ali-Khan.

Le cabinet Impérial défera au gouverneur-général du Turkestan, l'aide de camp général Kaufmann, la mission de recueillir à cet effet les informations nécessaires. La complexité de cette tâche ayant entraîné des recherches prolongées, le gouvernement anglais prit le parti de ne pas en attendre le résultat pour communiquer au cabinet Impérial, par l'organe de son ambassadeur à Saint-Petersbourg, sa manière de voir au sujet des limites des possessions de l'Emir afghan. Ces vues furent exposées dans une dépêche de lord Granville à lord Loftus, du 17 octobre 1872, aux termes de laquelle le pouvoir de l'Emir s'étendrait sur les territoires suivants :

1° Le Badakschan avec le district de Wakhan, qui en relève, à partir du Sarikoul à l'est jusqu'au confluent du Koktcha et de l'Oxus (1) (Pendjah), celui-ci formant la limite septentrionale de la dite province afghane sur toute son étendue.

2° Le Turkestan afghan, renfermant les districts de Koundouz, Khoulm et Balkh et borné au nord par le cours de l'Oxus à partir de sa jonction avec la rivière Koktché jusqu'au poste de Khodja-Saleh, inclusivement, sur la route qui conduit de Boukhara à Balkh. En aval de ce point, l'Emir afghan n'avait plus de droits à élever sur la rive gauche de l'Oxus.

3° Les districts intérieurs d'Aktcha, Seripoul, Meïméneh, Schibergan et Andkhoï, dont le dernier forme la limite extrême des possessions afghanes au nord-ouest, le désert qui se trouve au-delà appartenant aux tribus turcomanes indépendantes.

Quant à la frontière occidentale de l'Afghanistan entre les dépendances de Hérat et la province persane de Khorassan, le cabinet britannique la considérait comme trop connue pour avoir besoin d'être déterminée.

Ces données différaient sur plusieurs points de celles fournies presque simultanément par l'aide de camp général Kaufmann, ainsi que de ses conclusions, d'après lesquelles, entre autres, l'Emir afghan n'avait aucun droit de comprendre le Balakschan et le Wakhan parmi ses possessions. Notre ambassadeur à Londres fut chargé de signaler ces divergences à l'attention du gouvernement anglais; mais, bientôt après, à la suite de nouvelles représentations de la part de ce dernier et pour accélérer l'établissement durable de l'ordre et de la tranquillité en Asie Centrale, nous primes la résolution d'accepter le tracé des frontières de l'Afghanistan, proposé par lord Granville. Ainsi qu'il résulte d'une dépêche du chancelier de l'Empire au comte de Brunow du 19 (31) janvier 1873, cette décision était dictée par les considérations suivantes : les facilités relatives dont le gouvernement anglais disposait pour recueillir des données exactes sur les contrées lointaines en question ; notre désir de ne pas exagérer l'importance de cette question de détail, et de donner en même temps au cabinet britannique un témoignage de notre bon vouloir ; enfin l'engagement pris par ce cabinet de contenir toute velléité d'agression ou de conquête de la part de l'Emir afghan.

L'arrangement ainsi intervenu entre les deux puissances ne laissa pas, au demeurant, d'exercer sur la situation en Asie Centrale un effet salutaire. Grâce à cet accord, il se passa dix ans sans qu'aucun prétexte de malentendus surgit entre le Boukhara et l'Afghanistan.

(1) Ancien nom de l'Amou-Daria.

Ce n'est qu'en 1883 qu'on vit naître les premières complications sur la frontière boukharo-afghane. S'étant pris de querelle avec le gouverneur héréditaire du Schougnan et du Roschan, Schah-Youssouf-Ali-Khan, le khan du Badakschan, envahit les possessions de ce dernier, et l'expédia lui-même comme prisonnier à Caboul.

Schougnan et Roschan ne se trouvaient pas au nombre des territoires soumis à l'autorité de l'Emir de l'Afghanistan en vertu de l'entente anglo-russe de 1872-1873 ; aussi le cabinet Impérial se vit-il forcé de recourir au gouvernement britannique pour le prier d'exercer son influence sur l'Emir en vue du rappel du gouverneur désigné par le khan de Badakschan pour les deux provinces en question, ainsi que de la garnison afghane qui y avait été laissée à la disposition de ce fonctionnaire (1).

L'ambassadeur d'Angleterre fut chargé par lord Granville de répondre à ces représentations que l'Emir afghan considérait Schougnan et Roschan comme faisant partie du Badakschan qui se trouve sous sa dépendance ; que le gouvernement des Indes n'avait pas en sa possession de données suffisantes pour émettre une opinion décisive en cette matière ; mais que le gouvernement britannique était, pour sa part, tout disposé à aborder conjointement avec le cabinet Impérial l'étude de la question soulevée par celui-ci, et à confier les investigations locales à une commission composée des délégués de l'Angleterre, de la Russie et de l'Afghanistan (2).

A la suite de cette proposition, notre cabinet crut devoir demander des informations préalables au gouverneur général du Turkestan ; mais, entre-temps, dans sa réponse à l'ambassadeur d'Angleterre, il prit soin d'établir que, dans sa pensée, la tâche assignée à la commission devait être, non pas l'examen des prétentions de l'Emir sur Schougnan et Roschan, prétentions qui s'écartaient notoirement des termes de l'entente de 1872-1873, mais la fixation sur les lieux de la ligne de démarcation convenue entre les deux puissances et l'étude des modifications partielles qui pourraient y être introduites en vue de leurs intérêts respectifs. Le cabinet Impérial était également d'avis que le rétablissement du *status quo ante*, c'est-à-dire le rappel des fonctionnaires et de la garnison afghane établis à Schougnan et à Roschan, devait précéder l'envoi de la commission sur les lieux.

Tout en se rangeant à la manière de voir du gouvernement russe par rapport au principe qui devait guider la commission dans son œuvre de délimitation, le cabinet de Londres objecta, en réponse au dernier point de nos observations, qu'à défaut d'investigations locales il se voyait dans l'impossibilité de se prononcer sur la question de savoir s'il y avait eu violation du *status quo ante* quant à la juridiction afghane sur les territoires précités (3).

Les négociations entamées entre les deux puissances par suite de l'annexion de Merv à la Russie eurent pour effet d'arrêter l'échange ultérieur d'explications relatives au rétablissement de l'ordre légal sur la frontière boukharo-afghane.

(1) V. les documents relatifs aux négociations de 1883-1885, document n° 1.

(2) V. document n° 10.

(3) V. document n° 20.

*Conquête du pays d'Akhal-Téké et négociations entre la Russie et l'Angleterre en 1882.*

La nécessité de garantir l'ordre et la sécurité dans les possessions russes de l'Asie Centrale et d'ouvrir dans celles-ci de nouvelles voies à notre commerce, amena le gouvernement Impérial à étendre sa sollicitude sur la consolidation de son influence à l'est de la Caspienne. Le premier pas décisif fut accompli dans cette direction par l'occupation de Krasnovodsk à la fin de l'année 1869. Elle ne tarda pas à nous mettre en contact immédiat avec l'une des plus nombreuses tribus turcomanes, celle des Tékés, depuis longtemps connue par ses audacieuses incursions dans les contrées voisines et surtout dans les districts du nord-est de la Perse. L'action morale par laquelle nous avons cherché à mettre un terme à ces rapines était demeurée stérile, de même que les reconnaissances militaires partielles dirigées contre l'oasis d'Akhal-Téké. En confirmant les Tékés dans la conviction de leur invincibilité, ces demi-mesures ne firent qu'accroître leur audace, et nous nous vîmes finalement contraints, pour établir l'ordre et la sécurité dans la steppe, d'adopter le seul parti réellement efficace à l'égard des populations pillardes de l'Asie Centrale, c'est à-dire l'occupation définitive de leur pays. Ce but fut atteint en 1881 par la prise de Gueuk-Tépé.

En procédant à l'organisation du territoire nouvellement conquis, le gouvernement Impérial dut s'attacher, entre autres, à réduire dans la mesure du possible les sacrifices qu'il avait à s'imposer de ce chef, et comme il fallait avant tout pour cela éviter une trop grande extension des limites de la nouvelle province, le point extrême en fut fixé, du côté de l'est, à Baba-Dourmaz. Quant aux terres turcomanes situées plus à l'est, on se proposa d'y assurer la tranquillité au moyen d'un contrôle vigilant, appuyé, en cas de besoin, par des démonstrations militaires. Ces mesures devaient paraître d'autant plus suffisantes que les conditions du sol dans l'Atek et sur les bords du Tédjène étaient particulièrement faites pour y favoriser le développement de l'agriculture. Avec l'avènement d'un régime d'ordre et de tranquillité, l'exploitation agricole serait en mesure de satisfaire et même de dépasser les besoins de la population turcomane établie dans ces localités, population relativement clair-semée et de race diverse. Quant aux tribus peuplant l'oasis de Merv et séparées de nos possessions par de vastes steppes en partie privées d'eau, on jugea que la leçon qu'elles avaient dû tirer du châtiement sévère infligé aux Akhal-Tékés suffirait pour réprimer leurs instincts pillards.

Ces prévisions ne tardèrent pas à se trouver justifiées par les événements, et dès le mois de septembre 1881, des adresses émanées des notables des diverses tribus merviennes commençaient à nous parvenir, où ils se déclaraient disposés à se soumettre à l'autorité de l'Empereur de Russie et exprimaient le désir de s'assurer sa protection. Il leur fut répondu que la protection sollicitée pourrait leur être accordée à la charge pour eux de renoncer au brigandage ; mais que leurs vœux à l'effet de régulariser leurs rapports avec la Russie devaient être directement soumis aux autorités russes voisines. Deux députations ayant été, à la suite de cette décision, envoyées simultanément de Merv, l'une à Askabad, l'autre par Khiva à Petro-Alexandrovsk, on muait les commandants de la province Transcaspienne et de la section de l'Amou-Daria d'un projet des conditions sur la base des-

quelles ils étaient autorisés à entrer en arrangement avec les notables merviens. L'arrangement en question fut accepté et signé par ces derniers à Askhabad presque en même temps qu'à Petro-Alexandrovsk. Les notables s'engageaient au nom des tribus dont ils étaient les mandataires :

1° A ne jamais et sous aucun prétexte prendre les armes contre les Russes et à suivre en toute occasion les ordres et les conseils de nos autorités.

2° A s'interdire à l'avenir tout acte de brigandage et d'agression contre les caravanes passant par le territoire de Merv ou ailleurs, de même que contre les habitants des pays voisins turcomans et autres, ou sur le territoire persan. Dans le cas où des actes de cette nature auraient été commis par quelque membre de la tribu, ils seraient tenus de punir le coupable et de restituer, si possible, à la victime tout ce qui lui aurait été pris ; sinon, de l'indemniser de ses pertes, en se soumettant sans réserve en pareil cas aux décisions des autorités russes.

3° A abolir pour toujours le trafic des esclaves.

4° A accueillir avec les égards voulus les personnes qui parfois seraient envoyées à Merv par les autorités russes et à expédier de leur côté, de temps à autre, des délégués spéciaux auprès de nos autorités les plus proches.

5° A fournir, moyennant payement convenu, des escortes pour la protection des caravanes de commerce russes, ainsi que de celles des pays voisins qui traverseraient le territoire de Merv pour se rendre à Khiwa, à Boukhara et en Perse. Le droit actuellement établi sur les caravanes pourrait être prélevé indépendamment du payement précité pour l'usage de l'escorte ; le montant de l'un et de l'autre serait fixé d'accord avec le chef de la province Transcaspienne.

6° A ne pas admettre dans le pays d'autres agents étrangers que ceux du gouvernement russe.

Et 7° à fournir, moyennant un prix convenu, des chevaux et des guides aux courriers qui seraient expédiés par nos autorités.

De leur côté, les chefs de la province Transcaspienne et de la section de l'Amou-Daria, agissant en vertu de leurs instructions et au nom du gouvernement russe, promirent aux notables merviens, en tant qu'ils resteraient strictement fidèles aux engagements ci-dessus, de n'enfreindre ni la religion, ni les coutumes, ni le mode d'administration établis à Merv ; de n'y nommer aucun chef russe spécial, de n'imposer aux Merviens aucune redevance et de leur accorder sur le territoire russe la même protection que celle assurée aux sujets de l'Emir de Boukhara et du Khan de Khiva.

A la suite de cette première députation, il s'en présenta à Askhabad plusieurs autres, avec lesquelles des arrangements furent conclus sur un pied absolument identique.

La question de l'organisation de la province Transcaspienne était intimement liée à celle de sa délimitation du côté des provinces d'Asterabad et du Khorassan appartenant à la Perse.

Dès la fin de l'année 1869, peu après l'occupation de Krasnovodsk, le cabinet Impérial avait conclu avec le gouvernement persan un accord d'après lequel le cours de l'Atrek était reconnu comme formant la frontière septentrionale des possessions du Shah. Une étude plus minutieuse de cette région ayant établi que les deux rives de l'Atrek se trouvaient, dans son cours supérieur, peuplées de Persans, on jugea nécessaire d'éclaircir le

malentendu qui en résultait, et d'étendre en même temps le tracé de la frontière jusqu'à l'extrémité orientale de la province Transcaspienne. Les négociations conduites à cet effet aboutirent à la signature, en date du 9 décembre 1881, d'une convention, dont l'art. 1<sup>er</sup> déterminait la direction de la frontière entre la Russie et la Perse depuis l'embouchure de l'Atrek jusqu'à Baba-Dourmaz. Vu l'intérêt que présentait pour la Perse la situation des contrées s'étendant à l'est de ce point, nous crûmes devoir communiquer franchement au gouvernement persan le programme d'action que nous nous étions tracé, tout en lui exprimant notre ferme intention d'aviser, dans la mesure du possible, à préserver les frontières du Khorassan des incursions des Turcomans indépendants.

La convention conclue le 9 décembre 1881 entre la Russie et la Perse ne tarda pas à donner lieu à des interpellations de la part du gouvernement anglais.

A l'occasion d'une entrevue avec notre ambassadeur, le 20 janvier 1882, lord Granville émit l'idée que les relations amicales existant entre l'Angleterre et la Russie semblaient on ne peut plus favorables à un échange d'explications sur les questions qui pouvaient par la suite devenir une source de dissentiments et de malentendus entre les deux gouvernements; qu'entre autres, pour dissiper les appréhensions créées dans l'opinion publique en Angleterre par les récents succès des armes russes, il était désirable d'arriver à un accord sur la politique et la position respective des deux puissances en Asie Centrale, accord qui servirait de complément à l'arrangement antérieur de 1872-1873, et qui en comblerait les lacunes.

Parmi les questions appelant l'examen, lord Granville rangeait celle de la frontière nord-est de la Perse depuis Baba-Dourmaz jusqu'à son point de jonction, près du Hériroud, avec la frontière afghane. Le secrétaire d'Etat britannique pour les affaires étrangères jugeait qu'il y avait lieu pour l'Angleterre, la Russie et la Perse d'entrer dans un échange d'idées à cet effet.

Dans des entrevues subséquentes du prince Lobanow-Rostovsky, tant avec lord Granville qu'avec le secrétaire d'Etat pour les affaires des Indes, lord Hartington, les ministres anglais exposèrent sous une forme plus précise leur manière d'envisager l'état des choses en Asie Centrale.

Les dernières acquisitions de la Russie avaient été, d'après eux, un sujet d'alarmes pour l'Emir afghan, en même temps qu'une source de préoccupations pour le gouvernement des Indes; elles pouvaient porter l'Emir à réclamer une augmentation des subsides que l'Angleterre lui fournissait, afin de le mettre à même de parer à toute éventualité. Si la Russie s'était trouvée amenée à occuper tout le territoire jusqu'à Baba-Dourmaz, dans le but d'assurer contre les déprédations des Turcomans la sécurité de ses possessions et de ses communications, les mêmes motifs pouvaient la conduire, par la suite, à pousser plus loin sa ligne de frontière en l'étendant jusqu'à Sérakhs, ou dans son voisinage. En pareil cas, l'incursion sur le territoire russe d'une bande de Turcomans, qui se seraient ensuite réfugiés sur le sol afghan, pouvait provoquer de notre part l'envoi d'un détachement de troupes à la poursuite des pillards, ce qui ne manquerait pas de créer des difficultés entre la Russie et l'Afghanistan, ou plutôt entre la Russie et l'Angleterre, l'Afghanistan se trouvant compris dans la sphère d'influence de celle-ci. Dans l'opinion des ministres anglais, ces difficultés ne pouvaient être pré-

venues qu'en écartant tout contact immédiat entre la Russie et l'Afghanistan.

Il n'existait de menace d'incursions pour les possessions russes que du côté des Turcomans de Merv, lesquels, en vue d'éviter les régions privées d'eau, devaient toujours et forcément prendre un seul et même chemin pour gagner notre frontière, savoir celui qui conduit de Merv dans la direction du sud-ouest, jusqu'à Sérakhs, tourne de là vers le nord-ouest et continue ensuite à une certaine distance du Tédjène à travers la contrée située au pied des montagnes et connue sous le nom d'Ateck. La Russie trouverait une garantie contre ces incursions dans un accord avec l'Angleterre à l'effet de fixer les limites séparant la Perse de la steppe turcomane. En vertu de cet accord on reconnaîtrait les droits incontestables du Shah sur la totalité du territoire cultivé entre Baba-Dourmaz et Sérakhs, ainsi que sur les rives du Tédjène, à la charge, pour le gouvernement persan, d'y construire des forts et d'y entretenir des troupes en nombre voulu pour repousser toute tentative hostile de la part des Turcomans.

En un mot, dans la pensée des ministres anglais, la Perse devait assumer le rôle d'un boulevard de la sécurité des possessions russes. Mais une pareille combinaison fut jugée aussi incompatible avec la dignité de la Russie qu'elle était dénuée de valeur pratique.

Nonobstant les relations amicales qui nous rattachent à la Perse, nous ne pouvions pas nous en remettre à celle-ci du soin de la défense de nos possessions, attendu qu'une longue expérience avait démontré que la Perse n'était pas en mesure de protéger son propre territoire contre les incursions des bandes turcomanes. Les villages en ruines dont les frontières du Khorassan étaient semées en fournissaient la preuve éloquente. Quant aux droits de la Perse sur l'Atek et sur les rives du Tédjène, nous étions d'autant plus fondés à les révoquer en doute qu'à l'époque de nos expéditions dans l'oasis d'Akhal-Téké, de nombreuses bandes de Turcomans merviens, arrivant au secours des Akhals, se dirigeaient constamment par la voie indiquée ci-dessus, sans que le gouvernement persan prit ou pût prendre aucune mesure pour leur en interdire le passage. Dans ces conditions, la combinaison proposée par le cabinet de Londres nous aurait mis dans l'impossibilité d'achever l'œuvre de pacification que nous avions entreprise ; elle aurait donc abouti à perpétuer l'anarchie dans ces contrées. La Russie ne pouvait accepter une pareille perspective après les sacrifices considérables qu'elle s'était déjà imposés pour établir l'ordre et la tranquillité en Asie Centrale.

Ces considérations ne nous permettaient pas d'aborder un échange d'idées sur les bases suggérées par le gouvernement britannique ; mais, pour montrer aux ministres anglais combien nous étions désireux de prévenir les difficultés éventuelles qu'ils considéraient comme pouvant compromettre les bonnes relations entre les deux puissances, le cabinet Impérial jugea opportun de leur proposer à son tour de compléter d'un commun accord l'arrangement de 1872-1873 en développant les principes qui s'y trouvaient déjà établis.

Comme l'arrangement antérieur avait déterminé avec une certaine précision la frontière nord-est de l'Afghanistan depuis le lac de Sarikoul jusqu'à Khodja-Saleh, sur l'Amou-Daria, et qu'à l'ouest de ce point les frontières afghanes n'avaient été indiquées qu'en traits généraux, le cabinet Impérial était d'avis que l'objet de cette nouvelle entente entre les deux gouvernements devait être de fixer plus exactement la ligne de démarcation depuis

Khodja-Saleh jusqu'à Sérakhs ou un point voisin de cette localité sur le Hériroud.

Vu l'extrême insuffisance des données qu'il possédait alors quant aux territoires sur lesquels devait porter la délimitation, le cabinet Impérial dut s'interdire toute indication même approximative de la direction de la ligne frontière, et il proposa de prendre pour base du tracé les conditions ethnographiques qui, à son avis, avaient une importance de premier ordre en Asie Centrale. Ces conditions imposaient l'unification, dans la mesure du possible, de toutes les tribus turcomanes. Conformément à ce qui précède, notre ambassadeur à Londres reçut pour instructions de s'attacher aux principes suivants dans ses pourparlers avec les ministres de la Reine :

1° De prendre comme point de départ des négociations l'arrangement de 1872-1873.

2° De déclarer au gouvernement britannique que la fixation de la ligne frontière entre nos possessions et celles de la Perse jusqu'à Baba-Dourmaz, et de là entre le Khorassan et l'Atek jusqu'à Sérakhs, ne pouvait regarder que la Russie et la Perse, et constituait une question dans laquelle toute ingérence étrangère nous paraissait inadmissible.

3° De bien établir que les pourparlers au sujet des frontières entre la Russie, la Perse et l'Afghanistan devaient, pour les motifs ci-dessus, se borner à la fixation de la ligne entre Khodja-Saleh et Sérakhs ;

4° De proposer au gouvernement anglais, dans le cas où ces réserves rencontreraient son adhésion, un tracé de la frontière de Khodja-Saleh à Sérakhs, qui suivrait une ligne séparant, dans sa partie orientale, la province afghane de Tcharvilayet du territoire des Turcomans indépendants de l'Afghanistan, et, dans sa partie occidentale, les tribus Djemchidis et Hézarés des peuplades turcomanes des Salors et des Saryks ;

5° De faire comprendre au cabinet anglais, en lui communiquant les propositions qui précèdent, que la Russie poursuit vis-à-vis des tribus turcomanes le même but que l'Angleterre à l'égard des peuplades de l'Afghanistan et du Béloudjistan, limitrophes de l'Inde, c'est-à-dire l'affermissement de la sécurité de ses possessions asiatiques et l'introduction sur leurs confins d'un régime de paix.

Notre manière d'envisager l'état des choses en Asie Centrale différait trop sensiblement du point de vue adopté par le gouvernement anglais ; aussi, les négociations à peine entamées entre les deux cabinets, furent-elles bientôt interrompues.

### III. — *Occupation de Merv et négociations en 1884-1885.*

Grâce à la mobilité propre au caractère asiatique, l'impression que le châtimement infligé aux Akhal-Tékés avait produite sur la population de Merv ne pouvait pas être durable. Ne se voyant sous le coup d'aucune menace immédiate, ces tribus pillardes, qui, en suspendant leurs rapines, n'avaient obéi qu'à la crainte, commençaient à s'enhardir peu à peu et à reprendre confiance dans la barrière, inaccessible pour nous, des déserts qui les entouraient ; aussi ne tardèrent-elles pas à reprendre leurs incursions. Ce revirement dans les dispositions de la population mervienne s'accomplit avec d'autant plus de rapidité qu'il trouvait un stimulant dans la propagande active d'un personnage mystérieux, qui s'était fait connaître sous le nom de Siah-Pousch (soutane noire), et qui cachait soigneusement sa nationalité. Arrivé dans le pays peu de temps après la prise de Gueuk-

Tépé, Siah-Pousch montra à ses premiers débuts une certaine hésitation. Entouré de quelques adhérents parmi lesquels se trouvaient un Afghan et deux Hindous, il résidait de préférence à Pendjé et à Iolotan, et ne faisait à Merv que de rares apparitions. Mais, dès qu'il eut acquis un allié dans la personne d'un notable influent de la tribu des Bakschi, Topaz-Kadjar-Khan, son activité parmi les Merviens prit un caractère plus accentué. Se présentant comme investi d'une mission religieuse, Siah-Pousch insinuaux Merviens qu'ils ne devaient pas craindre les Russes, ni se soumettre à leur autorité, et il accompagnait ces suggestions de promesses d'armes et d'argent, voire même d'un secours du dehors.

Le côté religieux de son apostolat rencontrait peu de croyants, mais ses incitations ne restèrent pas sans influence sur les Turcomans, qui trouvaient bien lourds les engagements contractés vis-à-vis de la Russie. Aussi, dès l'été de 1883, la nouvelle arrivait à Askhabad, par le canal des khans merviens qui nous étaient restés fidèles, que des bandes de pillards étaient expédiées dans toutes les directions, que l'anarchie la plus complète régnait dans l'oasis, et que tous les efforts du parti pacifique et bien pensant pour détourner la population de la voie des violences, demeuraient stériles. Afin de mettre les Turcomans à la raison, un petit détachement fut envoyé au mois de septembre dans l'Atek, mais cette démonstration ne produisit guère d'effet; à peine le détachement était-il rentré à Askhabad, que les bandes merviennes se jetèrent sur les villages limitrophes du Khorassan. Invoquant la promesse par laquelle nous nous étions précédemment engagés à veiller sur la sécurité des frontières persanes, le gouvernement du Shah requit notre concours pour la restitution des prisonniers et de la propriété pillée, et un nouveau détachement dut être envoyé en décembre à Kary-Bend, sur le Tédjène, sous le commandement du colonel Mouratow. Il était prescrit à celui-ci de réclamer énergiquement des Merviens la remise des prisonniers persans et le châtimement des coupables, mais avec l'ordre de ne franchir le Tédjène sous aucun prétexte, sans une autorisation spéciale.

L'arrivée de notre détachement à Kary-Bend produisit à Merv une impression profonde, surtout lorsque le lieutenant-colonel Alkhanow s'y présenta avec les réclamations dont il était chargé. Les khans les plus influents du pays se rassemblèrent en conseil et décidèrent que, considérant l'incapacité des tribus merviennes à se gouverner elles-mêmes, il ne leur restait qu'à déposer leur soumission aux pieds de Sa Majesté l'Empereur, à reconnaître Sa Souveraineté définitivement et sans réserve, et à solliciter l'envoi d'un commandant russe. Une députation composée des quatre khans les plus marquants et de seize notables se rendit aussitôt à Askhabad pour y porter une requête rédigée dans ce sens.

L'affaire fut déferée par une Auguste décision à l'examen d'un comité spécial qui arriva à la conclusion qu'en déclinant la pétition des Merviens on risquait de provoquer une fausse interprétation de ce refus et d'allumer dans le pays des troubles encore plus graves, qui mettraient le gouvernement russe dans la nécessité de recourir sous peu à une nouvelle expédition militaire. Pour ces raisons le comité fut d'avis qu'il fallait obtempérer sans délai à la requête précitée, et, comme on ne pouvait se fier aux promesses turcomanes, le chef de la province Transcaspienne devait être autorisé à envoyer, s'il le jugeait nécessaire, à Merv un détachement chargé d'y fonder un régime stable.

Le 25 février le chef de la province Transcaspienne, lieutenant-général Komarow, se portait en avant de Kary-Bend, et le 28 du même mois une députation de quatre cents notables merviens venait à sa rencontre pour annoncer que la population de Merv attendait l'arrivée des Russes avec calme. Aux approches de l'oasis, quelques centaines de mécontents, excités par Siah-Pousch et ses acolytes, essayèrent bien de faire face à nos troupes, mais ils furent facilement dispersés. L'agitateur, abandonné de tous, se vit arrêté dans sa fuite par les Merviens eux-mêmes, qui le livrèrent à nos autorités, ainsi que ses adhérents.

Une quiétude absolue ne tarda pas à régner dans l'oasis, ce qui permit d'y introduire sans délai l'administration russe.

L'exemple des Merviens gagnait bientôt les Turcomans Saryks de Iolotan, qui envoyèrent à leur tour une députation à Askhabad pour y présenter leur soumission. Cette députation reçut du commandant de la circonscription militaire du Caucase, prince Dondoukow-Korsakow, l'assurance que le peuple Saryk serait, conformément à son vœu, accueilli sous le sceptre russe. A la suite de cette décision, des tribus plus éloignées de race turcomane nous firent également parvenir des déclarations analogues.

En présence de la valeur politique et stratégique attribuée à Merv par les publicistes anglais, l'annexion à la Russie de cette localité ne pouvait manquer de devenir en Angleterre l'objet d'une sérieuse préoccupation. L'ambassadeur britannique auprès de la Cour Impériale reçut l'ordre de déclarer au ministère des affaires étrangères qu'en présence des explications antérieurement échangées entre les deux cabinets par rapport à la question de Merv, l'absorption de ce pays dans les possessions russes devait être considérée comme incompatible avec les prétendus engagements que le gouvernement Impérial aurait acceptés vis-à-vis de l'Angleterre; dans tous les cas, et quels que fussent les motifs qui avaient modifié la manière de voir du cabinet Impérial, l'entente précitée lui imposait le devoir d'en prévenir le gouvernement britannique. Sir E. Thornton fut en même temps invité à s'enquérir sur les propositions que le cabinet Impérial était en mesure de faire à l'Angleterre dans ces circonstances, afin d'éviter les complications qui pouvaient résulter de la nouvelle extension des frontières russes dans la direction de l'Afghanistan (1).

S'il avait parfois consenti à s'expliquer sur ses intentions pour répondre à des démarches amicales du cabinet britannique, le gouvernement Impérial n'avait jamais entendu admettre que ces franches déclarations fussent interprétées comme ayant la valeur d'engagements, ou qu'elles pussent plus tard servir de prétexte pour contester la liberté d'action de la Russie dans les limites de la sphère d'influence qui lui était réservée aux termes de l'arrangement anglo-russe. Toute atteinte à cette liberté d'action devait paraître d'autant plus dénuée de fondement que la frontière des possessions asiatiques de l'Angleterre, ainsi que ses relations avec les pays qui en Asie Centrale sont contigus aux Indes, avaient également subi plus d'une modification dictée par les circonstances, sans que le cabinet Impérial eût jamais cherché à s'immiscer dans cet ordre de faits. L'occupation de Merv ne pouvait, par conséquent, fournir à l'Angleterre un motif légitime de représentations, sauf le cas où cette occupation menacerait de compromettre l'arrangement précédemment conclu entre les deux puissances;

(1) V. Documents relatifs aux négociations de 1883-1885, document n° 2.

mais, loin de songer pour sa part à enfreindre cet arrangement, le gouvernement russe ne pouvait avoir aucun intérêt à en souhaiter l'abrogation aussi longtemps que celui-ci répondait aux nécessités en vue desquelles il avait été conclu et qu'il servait notamment en Asie Centrale à prévenir le retour de désordres et de complications dont le contre-coup ne manquerait pas de se faire sentir sur le repos et la prospérité des confins asiatiques de la Russie.

S'inspirant des considérations qui précèdent dans sa réponse à la note de l'ambassadeur britannique, le ministre des affaires étrangères crut devoir lui faire observer que les conditions dans lesquelles s'était accomplie l'occupation de Merv, n'étaient pas de nature à montrer dans ce fait au cabinet de Londres un manque d'égards ou de bons procédés de la part de la Russie, car non-seulement nous n'avions jamais pris d'engagements limitant notre droit d'envoyer des troupes à Merv, mais nous avions expressément et plus d'une fois réservé à cet égard notre entière liberté d'action; que l'occupation de cette localité, qui mettait un terme aux déprédations des Turcomans, ne pouvait à ce titre qu'exercer une influence bienfaisante sur l'état des choses en Asie Centrale; que, décidé à l'observation scrupuleuse de l'accord antérieurement établi entre les deux puissances, le cabinet Impérial ne voyait pas qu'il y eût des motifs plausibles d'appréhension pour l'avenir; et qu'en outre la portée attribuée en Angleterre à ses explications précédentes lui imposait désormais une extrême circonspection dans l'exposition de ses vues éventuelles.

Considérant néanmoins que le dernier accord anglo-russe n'avait pas déterminé la frontière qui sépare les possessions afghanes des territoires appartenant aux tribus turcomanes indépendantes, et que cette circonstance pouvait à l'occasion devenir une source de malentendus, le secrétaire d'Etat de Giers jugea opportun de déclarer à sir E. Thornton que si l'Angleterre était disposée à régler la situation de ces pays, le cabinet Impérial ne verrait pas d'obstacle à renouer les négociations entamées en 1882 et que le gouvernement britannique avait alors laissé tomber, négociations qui avaient eu pour but de déterminer la direction de la frontière afghane à l'ouest de Khodja-Saleh (1).

Le cabinet de Londres s'empessa de répondre à cette communication par l'organe de son ambassadeur qu'il était heureux d'apprendre que ses représentations avaient rencontré à Saint-Petersbourg un accueil amical; que, de son côté, il reconnaissait la force obligatoire des conventions antérieures; qu'en vue des progrès de la Russie dans la direction de l'Afghanistan, il attachait une importance particulière à la question de la délimitation, et qu'il était prêt en conséquence à reprendre les pourparlers engagés en 1882 à l'effet de déterminer la ligne frontière de Khodja-Saleh vers l'ouest.

Sir E. Thornton fut en même temps chargé d'informer le cabinet Impérial que, dans l'opinion du gouvernement anglais, la fixation de la frontière dans ses diverses parties devait être confiée à une commission mixte où siègerait entre autres un délégué afghan, et dont les travaux pourraient s'ouvrir dès l'automne suivant (2).

Comme le gouvernement britannique avait lui-même assumé la défense des intérêts de l'Afghanistan, la participation d'un représentant spécial de

(1) V. le document n° 3.

(2) V. le document n° 6.

ce pays devait paraître pour le moins superflue. Aussi, dans notre réponse à la suggestion du cabinet de Londres, nous ne consentîmes à admettre le délégué afghan qu'à titre d'expert et pour fournir des éclaircissements, lorsqu'il en serait requis (1).

Par une communication ultérieure, le cabinet de Londres nous proposait de réunir les commissaires des deux gouvernements pour le 1<sup>er</sup> octobre 1884 (2) à Sérakhs, sur la rive droite du Hériroud, c'est-à-dire sur le territoire persan.

Nous n'avions rien à objecter contre le choix de cette localité pour le rendez-vous des commissaires, et nous attachions beaucoup plus d'importance à la question du point initial de la délimitation. Comme celle-ci devait compléter l'accord déjà intervenu entre la Russie et l'Angleterre et qu'en vertu de l'arrangement de 1872-1873, Khodja-Saleh était accepté pour le point extrême des possessions de l'Emir afghan sur l'Amou-Daria et vers le nord-ouest, c'est de ce point qu'il nous paraissait le plus naturel de faire partir les travaux de délimitation. Mais cette manière de voir ne concordait pas avec celle du cabinet de Londres, qui considérait la partie occidentale de la frontière comme la plus essentielle par les intérêts qui s'y rattachaient, ainsi que par les malentendus dont elle pouvait devenir la source. Il en inférait que les commissaires devaient plutôt commencer par déterminer le point de départ de la frontière sur le Hériroud et continuer ensuite les travaux dans la direction de Khodja-Saleh.

Il était facile de prévoir que la question de ce point initial à fixer ferait inmanquablement naître des divergences d'opinion tant au sein de la commission qu'entre les cabinets eux-mêmes, si cette question venait à être déferée au jugement de ces derniers, faute d'un accord entre les commissaires. Et comme l'œuvre d'une délimitation en Asie centrale nous semblait par elle-même entraîner des difficultés particulières en raison de la nouveauté du fait, nous jugions plus pratique, en vue d'éviter un surcroît de complications, de prendre pour base des travaux de la commission Khodja-Saleh, comme étant un point au sujet duquel il ne pouvait naître aucun malentendu. Les commissaires n'arriveraient ainsi aux questions plus épineuses que lorsqu'ils se seraient déjà familiarisés avec leur tâche et que des relations plus solides auraient pu s'établir entre eux.

Ces considérations, dont le ministère des affaires étrangères fit part à l'ambassadeur d'Angleterre avec une entière franchise, restèrent impuissantes à modifier la manière de voir du cabinet de Londres. Celui-ci continua à affirmer que la détermination de la frontière du côté de Khodja-Saleh pouvait être remise, et avec d'autant moins d'inconvénient que l'accord de 1872-1873 contenait déjà des indications à cet égard, tandis que le prompt établissement d'une frontière précise sur l'espace compris entre le Hériroud et le Mourgab était seul propre à calmer les alarmes que l'annexion de Merv à la Russie avait provoquées en Afghanistan. D'après le cabinet de Londres l'ajournement de cette question essentielle ne pouvait pas manquer d'aggraver les difficultés existantes (3).

Dans un mémorandum subséquent du 25 juillet (6 août), l'ambassadeur d'Angleterre annonça au ministère des affaires étrangères que bien que son gouvernement eût été jusqu'alors d'avis que le territoire afghan s'étendait

(1) V. le document n° 7.

(2) La réunion des commissaires fut ensuite ajournée au 26 octobre (8 novembre).

(3) V. le document n° 17.

jusqu'à proximité de Sérakhs, aujourd'hui il croyait préférable de ne pas préjuger une question dont la solution devait appartenir à la commission mixte. Quant à cette dernière, le cabinet de Londres pensait qu'en déterminant les frontières de l'Afghanistan, elle devait se régler « sur les relations politiques des tribus occupant le pays » et que, tout en reconnaissant les droits légitimes de l'Emir afghan, elle ne devait pas perdre de vue la nécessité de réduire au minimum les chances de complications futures. Le gouvernement anglais jugeait qu'il était essentiel dans ce but « de ne pas imposer à l'Emir des obligations qu'il ne voudrait pas assumer, ou qu'il ne serait pas en état de remplir ».

On ne pouvait ne pas reconnaître avec le cabinet de Londres que le moyen le plus sûr de prévenir des difficultés et des complications éventuelles serait effectivement le prompt établissement d'une frontière précise dans l'espace compris entre le Hériroud et le Mourghab, où les circonstances semblaient nous faire entrevoir le plus tôt un contact immédiat avec le territoire de l'Afghanistan. Mais il ne fallait pas perdre de vue, d'autre part, que le programme tracé à la commission mixte par le mémorandum anglais du 25 juillet péchait par le manque de clarté ; qu'en présence de la confusion des rapports existant en Asie centrale, il pouvait donner lieu à des divergences sensibles d'interprétation, et aggraver ainsi les difficultés existantes au lieu de concourir à les écarter. C'est pourquoi, tout en acceptant le Hériroud, de préférence à l'Amou-Daria, pour le point de départ des travaux, le cabinet Impérial crut devoir faire connaître à l'ambassadeur d'Angleterre sa propre manière de voir au sujet de la future délimitation. Nous restions en cette matière fidèles aux principes qui nous avaient servi de base dans les négociations de 1882, et dont la validité venait d'être récemment confirmée par le résultat des explorations que des agents russes avaient entreprises en dernier lieu dans la contrée qui s'étend entre les points extrêmes de nos possessions et les frontières de l'Afghanistan.

D'après ces données tout le territoire au sud de Merv jusqu'aux limites de l'Afghanistan était occupé par la tribu des Turcomans Saryks, qui tout dernièrement encore se montrait hostile aux Merviens, mais qui, depuis la soumission de ces derniers à l'autorité russe, avait témoigné de dispositions plus pacifiques et émis le désir de reconnaître la souveraineté de la Russie. Le cabinet Impérial, qui s'est imposé la tâche difficile de consolider l'ordre dans la steppe, aurait vu son œuvre entravée si la future frontière venait scinder les tribus saryks en en laissant une partie à l'Afghanistan. Il crut devoir proposer en conséquence que l'Emir afghan renoncât à toute velléité d'extension aux dépens des territoires habités par les tribus en question, et que celles-ci fussent dans leur ensemble soumises à la Russie seule. En outre, il était convenable de leur garantir le libre usage de tous les terrains dont elles avaient besoin pour assurer leur subsistance par le moyen d'un travail pacifique. Cette dernière clause prenait même un caractère d'urgence depuis que le gouvernement russe avait fermé aux Turcomans leur principale industrie — le brigandage. Ce n'était qu'à ces conditions que l'on pouvait prévenir les risques de malentendus et de complications, redoutés par le cabinet de Londres.

Notre programme rencontra à son tour, de la part du cabinet britannique, des objections consignées dans une note de sir E. Thornton, en date du 9 (21) août (1). Le gouvernement de la Reine ne se croyait en droit ni de

(1) Voir le document n° 21.

préjuger la question des frontières, qui devait être résolue par la commission mixte, ni de donner à son commissaire des instructions tendant à aliéner, sans le consentement de l'Emir, des territoires sur lesquels celui-ci pouvait élever des prétentions.

Ayant en conséquence muni son commissaire, le général Lumsden, d'instructions conçues dans l'esprit du memorandum de sir E. Thornton du 25 juillet (6 août), le gouvernement anglais exprima l'espoir que le cabinet Impérial ne refuserait pas de donner à son commissaire des instructions analogues (1).

La divergence de vues, qui s'était produite entre les deux gouvernements, ne permettait guère de compter avec certitude sur le succès des travaux de la commission en ce qui concernait la recherche d'un tracé répondant aux intérêts des deux pays ; mais, comme la question des frontières ne pouvait être placée sur un terrain pratique aussi longtemps qu'on manquerait de données exactes sur les territoires à délimiter, et comme le séjour des commissaires sur les lieux pouvait servir à combler cette lacune, le cabinet Impérial jugea préférable de ne pas différer plus longtemps sa décision définitive quant à l'envoi de son commissaire.

Le ministère des affaires étrangères notifia en conséquence à l'ambassadeur britannique que le commissaire russe aurait pour instruction, de même que le commissaire anglais, de rechercher des bases de délimitation de nature à écarter, autant que possible, pour l'avenir toute source de malentendus et de complications ; mais, par rapport au fond même de la tâche dévolue à la commission mixte, le cabinet Impérial s'en tenait à la conviction découlant d'une scrupuleuse étude des données fournies par ses agents — que la délimitation devait avoir pour but d'établir entre les sphères d'influence des deux puissances une ligne de démarcation fondée sur les conditions locales, tant géographiques qu'ethnographiques. Le projet de tracé, développé dans la note du ministère des affaires étrangères du 30 juillet, répondait à ces conditions ; c'est pourquoi le cabinet Impérial espérait qu'une ample connaissance du territoire à délimiter amènerait le commissaire anglais lui-même à reconnaître les avantages de la ligne proposée (2).

Des circonstances imprévues surgirent sur ces entrefaites, qui mirent le cabinet Impérial, bien contre son gré, dans la nécessité de modifier quelque peu ses vues au sujet de la tâche déferée à la commission mixte de délimitation.

Au nord, l'Afghanistan confine avec l'oasis de Pendjé, comprise entre les rivières Mourghab et Kouschk et habitée par des Turcomans de la tribu des Saryks. La population de cette oasis avait toujours joui d'une complète indépendance, et c'était le manque seul de pâturages dans le Pendjé, joint à l'hostilité des Turcomans de Merv, qui poussait les Saryks à faire paître leurs troupeaux sur les terrains avoisinants de l'Afghanistan, moyennant une redevance qu'ils payaient aux autorités afghanes pour ce droit de pâturage.

(1) Voir le document n° 22.

(2) V. le document n° 23.

M. Lessar, ingénieur russe, qui avait visité le Pendjdé en mars 1884, s'était trouvé à même de constater l'état d'indépendance du pays. Il n'y avait découvert aucune trace de l'autorité afghane.

Nos relations avec la population du Pendjdé dataient de l'occupation de Merv. C'est par nous que le gouvernement anglais en avait eu connaissance à l'occasion des rumeurs erronées qui lui étaient parvenues sur le prétendu projet de notre commandant de la province Transcaspienne d'envoyer des agents dans des localités afghanes limitrophes. Le gouvernement anglais n'avait rien trouvé à redire à ces relations, bien qu'il se fût toujours montré très ombrageux pour tout ce qui, à ses yeux, portait le caractère d'une ingérence russe à l'égard des territoires appartenant à l'Afghanistan (1).

Néanmoins et bientôt après l'ouverture des négociations sur la question de frontières, la nouvelle se répandit à Askhabad que des préparatifs se faisaient à Hérat en vue de l'occupation du Pendjdé. La presse anglaise elle-même ne tarda pas à confirmer ce bruit, et crut devoir encourager de son côté les intentions prêtées à l'Emir Abdourrahman de réunir l'oasis à ses possessions et d'y assurer son autorité par la construction d'une forteresse importante.

Le ministère des affaires étrangères jugea qu'il y avait lieu d'appeler sans retard la sérieuse attention de l'ambassadeur britannique sur la circonstance en question, tout en lui rappelant qu'aux termes de l'arrangement 1872-1873, que la délimitation actuelle devait se borner à compléter, les limites de l'Afghanistan étaient déterminées par l'état de possession effective sous Shir-Ali-Khan. En portant atteinte à ce principe, l'Emir actuel serait d'autant moins excusable que le meilleur gage de la sécurité de ses possessions ne résidait pas dans leur extension, mais dans une entente amicale entre la Russie et l'Angleterre, sur la base d'une appréciation équitable de leurs intérêts respectifs (2). En notifiant par une communication subséquente, datée du 25 août, son consentement à l'envoi du commissaire russe à Sérakhs, le cabinet impérial crut devoir revenir auprès de sir Thornton sur la nécessité de mettre les autorités afghanes en garde contre des empiètements territoriaux qui ne manqueraient pas d'apporter de sérieux obstacles à l'œuvre de la délimitation (3).

Ces démarches restèrent sans réponse, et, en attendant, les bruits qui y avaient donné lieu se trouvaient confirmés. Visitant le Pendjdé au mois de juin 1884, un voyageur russe, le docteur Regel, dut se soumettre à une détention temporaire par ordre du commandant d'un détachement afghan cantonné dans le voisinage, et on sut bientôt après qu'une petite garnison afghane avait occupé l'oasis.

Par le fait de cette prise de possession arbitraire, la question de la future délimitation se trouvait préjugée dans un sens incompatible avec les principes de l'arrangement de 1872-1873, et comme la population du Pendjdé appartenait à la tribu des Turcomans Saryks, les conditions ethnographiques, qui, dans notre pensée, pouvaient seules fournir à la détermination de la frontière une base solide et rationnelle, étaient également violées. Ces circonstances imposaient au gouvernement impérial le devoir d'aviser à des

(1) V. les documents nos 4 et 5.

(2) V. le document n° 8.

(3) V. le document n° 23.

mesures destinées à en atténuer le fâcheux effet, et, dans cet ordre d'idées, il semblait indispensable avant tout de déterminer une zone normale de délimitation, c'est-à-dire la région territoriale dans les limites de laquelle la ligne de démarcation future devait être tracée, et de s'entendre ensuite avec le gouvernement britannique pour circonscrire à cette zone les travaux des commissaires, tout en leur laissant sur toute son étendue une entière liberté d'investigation. La zone en question pouvait être fixée sur la base du principe adopté pour la délimitation de 1872-1873, et devait comprendre dès lors l'oasis de Pendjé, récemment occupée par les Afghans, aussi bien que tout l'ensemble des territoires réclamés par l'Emir à des titres contestables. Nous étions d'autant plus fondés à nous montrer circonspects à l'égard de ces prétentions, que, d'après des documents officiels qui avaient été récemment publiés par le gouvernement britannique, l'Emir Abdourrahman-Khan ne possédait pas lui-même une notion très claire des limites de ses possessions.

Ce fait capital de l'occupation du Pendjé coïncidait avec quelques autres circonstances qui nécessitaient à leur tour un échange supplémentaire d'explications avec le cabinet de Londres.

Les habitudes de rapine des Turcomans de Merv avaient transformé en désert toute la rive droite du Hérisoud et c'est dans cet état qu'elle se trouvait à l'époque de l'ouverture des négociations entre les deux cabinets. Aussi n'avions-nous pas vu d'inconvénient au libre passage le long de cette rive de l'escorte qui devait accompagner le commissaire anglais. Mais, dès le mois de juin, il s'était produit dans cet état de choses un notable changement. Encouragés par le succès des mesures que nous avions prises pour assurer la pacification de la steppe, des Turcomans établis à Merv et faisant partie de la tribu des Salors, la plus faible des tribus de cette race et par conséquent exposée, dans le passé, aux violences de ses voisins, avaient sollicité de notre administration locale l'autorisation de s'établir au Vieux Sérakhs, sur la rive droite du Hérisoud, où le sol est particulièrement fertile. Les mœurs pacifiques des Salors les rendant on ne peut pas plus aptes à la formation de colonies agricoles, il fut fait droit à leur requête, en même temps que deux sotnias de cosaques étaient envoyées au Vieux Sérakhs pour prévenir toute collision entre les nouveaux colons et la population de la rive gauche du Hérisoud.

Ces mesures donnèrent le résultat le plus satisfaisant. Le nombre des colons Salors s'accrut rapidement, car le gros de la tribu, qui avait d'abord cherché un refuge provisoire à Zourabad, en Perse, vint rejoindre les premiers arrivés, si bien que dès la fin d'août une population dépassant 2,000 familles ou 10.000 âmes se trouvait réunie au Vieux Sérakhs. L'apparition d'un détachement militaire étranger au milieu de cette peuplade primitive pouvait facilement devenir une source d'agitation et de désordre qu'il était urgent d'écarter. Le moyen qui semblait le mieux approprié à cet effet, c'était de désigner au lieu du Nouveau Sérakhs, un autre point méridional pour le rendez-vous de la commission. La nécessité en paraissait d'autant plus évidente que, selon des bruits parvenus jusqu'au gouvernement impérial, l'escorte militaire, mise à la disposition du commissaire anglais, dépassait de beaucoup le chiffre qui nous était primitivement annoncé, et comptait en tout plus de 1,000 hommes, avec les serviteurs armés attachés au camp (*camp-followers*). Une escorte aussi considérable ne nous semblait pas répondre au but pacifique de la mission

dévolue aux commissaires ; son apparition devait, nous n'en doutions pas, revêtir aux yeux des autorités locales tout le caractère d'une démonstration, ce qui obligeait le gouvernement impérial à aviser à son tour aux moyens de maintenir son prestige dans l'esprit de ces peuplades.

En outre, le général-major Zélenoï, désigné comme commissaire russe, n'avait pu, pour cause de maladie, se trouver à Saint-Petersbourg qu'à la mi-septembre, et ce n'est qu'après avoir consacré quelque temps à l'étude de la question qu'il devait être à même de se rendre à Tiflis et à Askhabad pour y procéder à l'organisation de la section russe de la commission. Il était donc impossible à cet officier d'arriver à Sérakhs pour le 26 octobre, date convenue pour la réunion des commissaires ; d'après notre calcul, il ne pouvait être là avant l'époque de l'année où, par le fait des conditions climatiques, les travaux de délimitation cessaient d'être praticables.

Les considérations qui précèdent déterminèrent le cabinet impérial à adresser, le 19 septembre, à l'ambassadeur britannique, un memorandum pour l'informer : 1° que le commissaire russe ne serait pas en mesure de rejoindre son collègue anglais avant le 15 janvier 1885 ; 2° qu'en vue de la récente formation de colonies de Salors sur la rive droite du Hériroud, il était désirable que la réunion des commissaires eût lieu, non plus au Nouveau Sérakhs, mais sur quelque autre point, comme, par exemple à Pouli-Khatoun ; 3° qu'il importait de prendre des mesures pour réduire à un strict minimum les escortes accompagnant les commissaires, et 4° que le gouvernement impérial était d'avis de prescrire à ces derniers, dans le cas d'une divergence d'opinions entre eux, de soumettre aussitôt le point contesté à l'examen de leurs gouvernements respectifs, sans toutefois interrompre leurs travaux, dont le principal objet devait être de dresser une carte, ainsi qu'une description détaillée de la zone de délimitation, afin de mettre à la disposition des deux gouvernements tous les renseignements nécessaires pour traiter les questions qui leur seraient déférées, faute d'un accord entre les commissaires (1).

Le ministère des affaires étrangères recevait en réponse un memorandum de sir E. Thornton, daté du 30 septembre et portant que le gouvernement anglais ne se croyait en mesure ni de modifier les dispositions qu'il avait déjà prises à l'égard de l'escorte militaire, dont la force serait de 200 hommes d'infanterie et de 200 cavaliers, ni de s'écarter de l'accord intervenu au sujet du lieu de réunion des commissaires, et qu'il espérait, par conséquent, que le gouvernement russe prescrirait à son commissaire de se rendre à Sérakhs en temps opportun pour que les travaux pussent commencer avant l'hiver (2).

Bien que sincèrement désireux d'aplanir les difficultés autant qu'il dépendait de lui, le cabinet impérial ne pouvait cependant ni expédier son commissaire sans lui donner le temps de faire ses préparatifs, ni laisser indécis un point d'une importance aussi considérable que lui paraissait être la question d'une entente sur la zone de délimitation.

Une visite que notre commissaire fit le 1<sup>er</sup> octobre à sir E. Thornton et à laquelle le conseiller privé Zinoview, chef du gouvernement asiatique, s'était trouvé présent, fournit au général-major Zélenoï l'occasion d'exposer

(1) Voir le document n° 26.

(2) V. le document n° 28.

en détail à l'ambassadeur d'Angleterre les motifs qui nous avaient portés à insister sur l'éclaircissement préalable de cette question (1). Les considérations qu'il développa à l'ambassadeur peuvent être ainsi résumées :

Pour assurer le succès de la délimitation, il importait du moins que les principes essentiels qui serviraient de guide aux commissaires dans l'accomplissement de leur tâche, eussent été élucidés à l'avance. Les précédents pourparlers entre les deux gouvernements avaient fait reconnaître l'impossibilité d'un accord préalable quant à la direction générale de la ligne-frontière. Les commissaires pourraient facilement se trouver aux prises avec les mêmes difficultés ; il fallait donc, pour que leur mission ne restât pas absolument stérile, commencer par s'entendre au moins sur les limites de la région sur laquelle devaient porter leurs recherches, et dont la carte et la description serviraient de base aux négociations ultérieures entre les deux cabinets au sujet du tracé de la frontière. Nous étions disposés à admettre pour la limite septentrionale de cette zone une ligne prise quelque peu au sud des points extrêmes que nous occupions sur le Mourghab et le Hériroud, notamment Yolotan et le Vieux Sérakhs. Nous pensions dès lors être en droit d'espérer que le gouvernement anglais apporterait, de son côté, un esprit également impartial dans la détermination de la limite méridionale de la zone, et qu'il ne refuserait pas en outre de nous donner la garantie que notre commissaire n'aurait à rencontrer, de la part de son collègue britannique ou des autorités afghanes, aucun obstacle à l'exploration des localités qui, comme Pendjé par exemple, rentraient incontestablement, selon nous, dans la zone soumise aux investigations de la commission.

A tous ces arguments, sir E. Thornton se contenta de répliquer qu'il ne voyait pas la nécessité d'un accord préalable entre les cabinets au sujet des limites de la zone ; que le commissaire russe pouvait s'entendre là-dessus avec son collègue anglais ; qu'en vue des pouvoirs très étendus dont le général Lumsden avait été muni, on avait tout lieu de compter sur une solution en commun des diverses questions pendantes. Quant à l'appréhension d'empêchements suscités par l'Emir, rien ne semblait la justifier.

Les assurances données par l'ambassadeur d'Angleterre, qui ne paraissaient être d'ailleurs que l'expression de son opinion personnelle, pouvaient difficilement remplacer les garanties nécessaires au cabinet impérial pour lui fournir la certitude qu'en expédiant son commissaire sur les lieux, il ne le placerait pas dans une fausse position. Aussi le ministre des affaires étrangères jugea-t-il indispensable de s'informer une fois de plus auprès de sir E. Thornton au sujet des décisions du cabinet de Londres quant à la question des limites de la zone d'investigation (2).

Pour ne pas aggraver en même temps les difficultés existantes, le ministère prit le parti de ne pas insister sur les observations qu'il avait précédemment présentées, concernant le chiffre de l'escorte anglaise et l'inconvénient de la réunion des commissaires à Sérakhs ; il se borna à faire ressortir que le gouvernement impérial se réservait de donner à son commissaire une escorte d'une force égale à celle de l'escorte anglaise, et qu'en outre il persistait à se refuser au passage de cette dernière par la rive droite du Hériroud, où se trouvaient établies les colonies de Salors.

(1) V. le document n° 29.

(2) V. le document n° 30.

La réponse de sir E. Thornton, qui ne nous parvint que le 5 novembre, portait en substance que le gouvernement anglais, tout en reconnaissant l'utilité de la détermination d'une zone, persistait à croire que cette tâche devait être réservée aux commissaires, d'autant plus que les convenances ne permettaient pas de prendre une décision à ce sujet avant que le général Lumsden n'eût consulté le délégué afghan désigné par l'Emir Abdourrahman Khan pour assister le commissaire britannique ; que le gouvernement anglais ne voyait pas de motifs suffisants de craindre que l'Emir ne suscitât des obstacles à l'exploration par la commission des localités dont celle-ci aurait, d'un commun accord, reconnu l'étude nécessaire en vue de l'accomplissement de sa tâche (1).

Le ministère des affaires étrangères fit valoir, en réponse, les considérations suivantes : comme le commissaire russe ne pouvait avoir aucune part aux relations du commissaire anglais avec les autorités afghanes, la nécessité invoquée d'une consultation préalable entre le général Lumsden et le délégué de l'Emir, ne saurait, d'après le cabinet impérial, créer un empêchement à l'entente dont il avait suggéré l'opportunité entre les deux gouvernements pour la fixation des limites d'une zone de recherches. Cette entente ne préjugerait nullement la question de la direction du tracé de la frontière, qui devait être résolue par les commissaires ou, en cas de divergence entre eux, par une décision ultérieure des cabinets. Puisque l'accord au sujet de la zone avait pour but de préciser la sphère d'activité de la commission et qu'il était, par conséquent, destiné à préciser l'ouverture des travaux de celle-ci, il ne pouvait évidemment s'établir que sur la base des données topographiques dont on disposait déjà et qui se trouvaient consignées sur les cartes existantes. C'est donc sur cette base qu'il serait possible aux deux gouvernements d'ouvrir, dès à présent, un échange d'idées en vue d'accélérer la solution. L'inexactitude et les lacunes des cartes en question ne sauraient être produites comme un obstacle à la réalisation de l'entente proposée, attendu qu'il n'était pas nécessaire de préciser la zone avec une exactitude mathématique et qu'il suffisait parfaitement de l'indiquer en traits généraux. L'adoption de tout autre mode de procéder pour les travaux de délimitation ne manquerait pas d'exercer une influence défavorable sur les négociations ultérieures. En effet, dans le cas très probable où les commissaires se trouveraient en désaccord au sujet des limites de la zone, et qu'ils se voyaient obligés de déférer la question à la décision des deux gouvernements, ils devraient suspendre, en attendant, leurs travaux, ce qui entraînerait dans l'œuvre de la délimitation, des interruptions peut-être trop prolongées.

Sans se borner à ces considérations de principe, le ministère des affaires étrangères crut bon de transporter la question sur un terrain pratique, et, dans ce but, il fit part à sir E. Thornton d'un projet de zone dressé par le général-major Zélenoï. Tout en se déclarant disposé à examiner les observations que le cabinet de Londres jugerait nécessaire de présenter par rapport à ce projet, le gouvernement impérial ne manqua pas de rappeler de-rechef que, n'ayant aucun moyen d'action directe sur les autorités afghanes, il se croyait en droit de nourrir l'espoir d'obtenir du cabinet anglais une garantie que le commissaire russe pourrait procéder à ses travaux, et notamment à l'exploration de toute l'étendue de la zone dans les limites

(1) V. le document n° 38.

indiquées en termes généraux par le projet précité, avec l'entière certitude qu'il n'y rencontrerait pas d'empêchements (1).

La réponse du gouvernement anglais à ces propositions, consignée dans une note du 23 décembre 1884, fut remise par lord Granville à notre ambassadeur à Londres (2). Cette réponse n'était pas plus de nature à nous satisfaire que la précédente, exposée dans le memorandum de sir E. Thornton du 5 novembre. Sans entrer dans l'examen de nos arguments, le principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères nous faisait savoir que son gouvernement consentait bien à ce que les commissaires eussent l'ordre de ne pas étendre leurs explorations au delà de la ligne que nous avions proposée comme limite septentrionale de la zone, mais qu'il considérerait en même temps comme peu désirable tout essai de déterminer à l'avance la limite méridionale de celle-ci.

En un mot, tout en se montrant disposé à profiter des garanties qu'il pouvait tirer de notre projet de zone, le cabinet de Londres trouvait inutile, comme par le passé, de nous assurer les garanties équivalentes, que nous avions le droit et l'espoir d'obtenir de sa part.

Quant à nos représentations sur ce qu'il y avait d'incorrect dans l'occupation du Pendjé par les Afghans, lord Granville y répondait en alléguant que, suivant l'opinion du gouvernement anglais, cette localité appartenait à l'Afghanistan, aussi bien que Pouli-Khatoun, qui avait été récemment occupé par un détachement de cavalerie russe.

Ce résultat, qui nous démontrait l'inutilité de toute instance ultérieure, nous conduisit à rechercher une autre voie.

La question fut déferée à l'examen d'un comité *ad hoc* qui, dans sa séance du 24 décembre 1884, arriva à la conclusion que, nos précédentes tentatives d'arrangement ayant échoué, il ne nous restait qu'à proposer au gouvernement anglais une ligne de démarcation qui constituerait la limite des sphères d'action respectives des deux puissances, si cette ligne était acceptée par le cabinet de Londres, la tâche des commissaires devrait se borner à déterminer la frontière sur les lieux.

Le témoignage du colonel anglais Mac Gregor, qui avait visité ces pays en 1875, nous donnait le droit de considérer la chaîne des montagnes fermant au nord la vallée de Hérat comme la frontière normale de l'Afghanistan, mais, tenant compte de la répugnance probable du gouvernement anglais à nous voir trop près de Hérat, le comité spécial avait cru pouvoir reculer quelque peu la frontière vers le nord. Dans la pensée du comité, la ligne de démarcation devait partir du Hérinoud à 10 verstes environ au sud de Zoulfagar, se diriger par Kehrissi-Elias et Kehrissi-Soumé vers le ruisseau de Yegri-Gueuk, suivre la crête des hauteurs de la rive droite de ce cours d'eau jusqu'à Tchemeni-Bid et ensuite la chaîne des collines bordant la rive droite du Kouschk jusqu'à Haousi-Khan, et gagner un point au nord de Méroutchak, en laissant cette dernière localité à l'Afghanistan. De Méroutchak, le tracé devait suivre la crête des hauteurs bordant au nord la vallée du Kaïssor et à l'ouest celle du Sangalak, et, en laissant Andkhoï à l'est, aboutir à Khodja-Saleh sur l'Amou-Daria.

L'adoption de ce tracé laissait Pendjé à la Russie, mais, d'autre part, la distance de Hérat aux points les plus voisins de la frontière était encore de près de 200 verstes.

(1) V. le document n° 41 et l'annexe.

(2) V. le document n° 45. annexe.

Les conclusions du comité spécial furent communiquées par le secrétaire d'Etat de Giers à notre ambassadeur à Londres, dans une dépêche du 16 janvier 1885 (1), dont le conseiller privé de Staal fut autorisé à laisser copie à lord Granville.

Ayant pris connaissance de nos nouvelles propositions, le cabinet de Londres crut devoir consulter au préalable son commissaire, le général Lumsden, qui se trouvait sur la frontière de l'Afghanistan, et la réponse du secrétaire d'Etat britannique pour les affaires étrangères ne fut transmise à notre ambassadeur que le 1/13 mars.

Cette réponse (2) se composait d'une note et d'un memorandum y annexé, qui commençait par un résumé des négociations pendantes. Puis, suivait l'examen de nos propositions, ainsi que des considérations par lesquelles elles se trouvaient motivées, examen qui amenait le cabinet de Londres aux conclusions suivantes : le principe, conformément auquel l'état des possessions afghanes sous l'Emir Schir-Ali-Khan devait servir de base à la future délimitation, ne saurait être appliqué à la partie nord-ouest de la frontière de l'Afghanistan, vu que, d'après la prétendue teneur de la dépêche du prince Gortschakow au comte Brunnow en date du 7 décembre 1872, le gouvernement russe aurait renoncé lui-même à ce que l'application en fût étendue à cette partie de la frontière. Le gouvernement britannique ne pouvait admettre que le tracé de la frontière afghane fût fixé sur la base des conditions géographiques et ethnographiques, en écartant toute autre considération, et notamment celle du droit territorial. — Le témoignage du colonel Mac Gregor, cité par le cabinet impérial, ne pouvait avoir de valeur pour la détermination de ladite frontière, car il ne représentait que l'opinion d'un particulier, et il était d'ailleurs fondé sur un mode erroné d'envisager la question. — L'oasis de Pendjé fait partie de la province afghane de Badghis. Les tribus qui l'habitent se sont, durant le dernier quart de siècle, considérées comme résidant sur le territoire afghan ; elles ont payé l'impôt aux autorités de Hérat et se sont soumises à des naïbs désignés par celles-ci. C'est pourquoi les mesures prises par l'Emir Abdourrahman-Khan en vue de consolider son autorité à Pendjé ne s'écartent nullement de la sphère de ses droits légitimes. L'Asie Centrale présente bien des exemples de tribus scindées par des frontières territoriales, aussi n'y a-t-il pas lieu d'admettre qu'une division de cette nature soit inapplicable à la délimitation de l'Afghanistan et qu'elle y puisse entraîner des embarras de quelque gravité.

Ne croyant pas pouvoir, en présence de ces considérations, accepter notre projet de traité délimitatif, le cabinet de Londres exprimait l'idée qu'il fallait reconnaître comme la frontière réelle de l'Afghanistan une ligne s'étendant de Schir-Tépé, sur le Heriroud, quelque peu au nord de Pouli-Khatoun, jusqu'à Sari-Yazi sur le Mourghab, et de là en longeant les terres cultivées de Maïmené et d'Andkhoï jusqu'à Khodja-Saleh. S'en tenant d'ailleurs à l'opinion que la ligne frontière devait être déterminée sur les lieux par les commissaires des deux gouvernements et qu'il fallait leur laisser la plus large liberté d'action, le gouvernement britannique ne voulait pas insister sur notre adhésion à son projet de ligne et préférait nous proposer une base d'entente à l'effet de déterminer la zone de délimitation.

(1) V. le document n° 46.

(2) V. le document n° 58, annexes A et B.

Dans la pensée du gouvernement de la Reine, le tracé que nous avons suggéré devait constituer la limite septentrionale de cette zone, qui serait bornée au midi par la ligne dont le projet avait été mis en avant dans la dépêche du secrétaire d'Etat de Giers à M. de Staal en date du 16 janvier 1885.

La zone de délimitation indiquée par le cabinet de Londres était loin de répondre aux conditions d'une parfaite impartialité. Tout en excluant du domaine d'investigation des commissaires tous les territoires compris entre la ligne proposée par le gouvernement impérial et la frontière effective de l'Afghanistan, telle qu'elle était décrite par le colonel Mac Gregor, ce projet étendait la compétence de la commission sur les localités déjà occupées par les autorités russes et où il n'existait pas la moindre trace d'une domination afghane.

En outre, les changements survenus dans les pays situés entre le Hériroud et le Mourghab depuis l'époque où notre première proposition de zone avait été faite au cabinet de Londres, étaient loin de favoriser, par eux-mêmes, un mode pareil de délimitation et donnaient lieu de craindre que son adoption n'entraînât une perte considérable de temps, sans offrir, d'autre part, aucune garantie d'une entente définitive entre les commissaires. Ne se refusant pas pourtant à revenir à l'idée qu'il avait été le premier à mettre en avant, mais à condition que l'application en fût fondée sur une zone de délimitation conforme au projet du général-major Zélenoï, le cabinet impérial se décida, guidé par les considérations qui précèdent, à proposer derechef au gouvernement britannique le tracé mentionné dans la dépêche du secrétaire d'Etat de Giers en date du 16 janvier 1885, avec cette réserve, toutefois, que les commissaires seraient autorisés à opérer leurs investigations dans les limites des territoires traversés par la dite ligne. Cette proposition différait du projet antérieur, émis dans la dépêche précitée, en ce qu'elle comportait des modifications partielles dans la direction de la frontière conformément aux conclusions des commissaires.

En portant la proposition en question à la connaissance de notre ambassadeur à Londres par une dépêche du 15 mars 1885 (1), dont M. de Staal fut chargé de remettre copie à lord Granville, le cabinet Impérial ne pouvait évidemment laisser sans réfutation le memorandum anglais, annexé à la note du principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères en date du 3/15 mars. Les observations du cabinet Impérial au sujet de ce memorandum avaient principalement pour but :

1. De mettre en lumière la véritable portée de la dépêche du prince Gortchacow au comte Brunnow en date du 7 décembre 1872, car cette dépêche se bornait à notifier notre adhésion à un tracé délimitatif proposé par le cabinet de Londres pour une partie seulement de la frontière afghane, sans impliquer pour cela, comme le supposait lord Granville, l'abrogation du principe même en vertu duquel les limites des possessions afghanes sous Schir-Ali-Khan devaient servir de base à la détermination de la frontière;

2. De déclarer que le gouvernement russe persistait dans ses objections contre une répartition des tribus saryks entre la Russie et l'Afghanistan et ne saurait consentir à une délimitation qui entraînerait un semblable partage.

(1) V. le document n° 63.

Ayant reçu par M. de Staal communication de la dépêche du secrétaire d'Etat de Giers, en date du 15 mars, lord Granville fut d'avis que notre nouvelle proposition n'était en somme qu'une reproduction de la précédente et qu'elle portait atteinte à l'égalité des deux puissances, l'une de celles-ci élevant la prétention de trancher le différend sans tenir compte des objections de l'autre. Tout en exprimant à notre ambassadeur son espoir que le cabinet Impérial ne refuserait pas de communiquer au gouvernement britannique de nouvelles bases de délimitation, qui permettraient à ce dernier de renouer les pourparlers, le principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères ne se crut pas en mesure d'avancer pour sa part quelque proposition que ce fût (1).

Afin de ne laisser inexplorée aucune des voies qui pouvaient servir à écarter la divergence d'opinions, le cabinet Impérial résolut de faire une tentative de plus pour arriver à un accord. M. de Staal fut chargé à cet effet de proposer au cabinet de Londres une nouvelle zone de délimitation, mais dans un cadre plus étroit comparativement à celle que nous avions indiquée précédemment, ce qui contribuerait à simplifier la tâche des commissaires quant à l'investigation des localités, en même temps qu'à restreindre les motifs de dissidence. La limite de cette zone devait être au nord : une ligne partant d'un point sur le Hériroud situé en amont de notre poste de Pouli-Khatoun et se dirigeant vers Aimak-Djary sur le Mourghab, — et au sud : une ligne tracée du point où le Hériroud coupe la chaîne de Kargala-Barkhout et qui, passant par Gulran à Tchildoukhter, descendait de là le cours du Kouschk jusqu'à Tchemen-i-Bid et rejoignait Méroutchak, qui restait en dehors de la zone (2).

Cette proposition semblait rencontrer à Londres moins de préventions que les précédentes, lorsque les pourparlers se virent interrompus par des complications ayant surgi inopinément dans le territoire même qui était l'objet du litige.

Sans perdre, en dépit des obstacles survenus, l'espoir d'arriver à une solution de la question de frontière par la voie de négociations amicales avec le gouvernement britannique, le gouvernement Impérial ne pouvait, d'autre part, en présence du mouvement progressif des Afghans, ces bruits de préparatifs militaires de l'Afghanistan, ainsi que de l'approche d'une nombreuse escorte anglaise, différer plus longtemps de prendre des mesures directes à l'effet d'assurer le maintien de la tranquillité dans les steppes turcomanes et des droits qu'il avait acquis au prix de longs efforts et de sacrifices considérables. En gardant une position expectante, il risquait d'ébranler son propre prestige aux yeux des populations qui n'avaient que tout récemment reconnu l'autorité de la Russie. Aussi le gouverneur de la province Transcaspienne reçut-il dans les premiers jours d'octobre 1884 l'ordre d'occuper, par un petit détachement de cavalerie, Poul-i-Khatoun, situé sur la rive droite du Hériroud à 60 verstes au sud de Sérakhs — mesure commandée, entre autres, par la nécessité de protéger les pâturages d'hiver des Salors. Cette mesure n'avait, d'ailleurs, qu'un caractère provisoire. Nous ne nous sommes pas refusés, même plus tard, à inclure Poul-i-Khatoun dans la zone d'études des commissaires pour la délimitation. Dans

(1) V. les documents n° 70 et 79.

(2) V. le document n° 71.

le cas pourtant où le mouvement progressif des Afghans s'accentuerait encore, le lieutenant-général Komarow fut autorisé à pousser ses avant-postes jusqu'à Zoulfagar et Dasch-Keupri, mais il était recommandé aux chefs de nos détachements d'éviter avec soin toute collision armée avec les forces afghanes et de ne pas déloger celles-ci des positions qu'elles auraient déjà antérieurement occupées. Nos appréhensions ne tardèrent pas à se trouver justifiées, et dès les derniers jours d'octobre, les Afghans poussaient leurs reconnaissances au-delà de Sary-Yazi ; le bruit se répandait simultanément qu'ils se préparaient à occuper Zoulfagar et d'autres points situés au nord des montagnes qui séparent la Turcomanie méridionale de la province de Hérat, et que leurs troupes n'avaient jamais franchies jusque-là.

Dans ses explications avec le secrétaire d'Etat de Giers, l'ambassadeur britannique n'avait pas manqué de représenter les nouveaux progrès des Afghans comme une conséquence naturelle de l'occupation de Poul-i-Khatoun par nous ; il avait en même temps insisté avec énergie sur l'évacuation de cette dernière localité, promettant qu'en retour le gouvernement de la Reine emploierait tous ses efforts pour décider les Afghans à ne pas s'avancer au-delà du Pendjé.

Il nous était absolument impossible d'acquiescer à cette proposition.

L'occupation de Poul-i-Khatoun, situé si loin de la frontière effective de l'Afghanistan, ne pouvait d'aucune façon porter atteinte aux intérêts de ce pays. Elle était la conséquence naturelle de l'occupation du Pendjé par les Afghans, et entraînait à ce titre dans le système général des mesures que nous avions dû prendre en vue du maintien de l'ordre et de la tranquillité dans toute l'étendue des steppes — mesures dont les résultats avaient déjà exercé une bienfaisante action sur la situation des confins de tous les pays limitrophes de l'Asie Centrale et entre autres de la province afghane de Hérat. L'attitude progressive des Afghans se présentait sous un tout autre jour. Constamment préoccupé de dissensions et de troubles intérieurs, le gouvernement de Kaboul n'avait jamais été en état de protéger son propre territoire contre les incursions des Turcomans, et il laissait sa frontière du nord sans aucune défense, ce qui ressort des observations du colonel anglais Mac Gregor. Ainsi, tout en constituant une menace pour le régime que nous venions d'établir dans les steppes, le mouvement des troupes afghanes par delà la frontière en question ne pouvait servir lui-même qu'à satisfaire les visées ambitieuses et injustifiables de cette nation.

L'insuccès de nos représentations au sujet des reconnaissances afghanes au delà de Sary-Yazi nous imposait sans retard des mesures plus efficaces en vue de prévenir le contre-coup défavorable qui en serait résulté pour nous. La question fut soumise à l'examen d'un comité *ad hoc*, en même temps que le projet d'un tracé délimitatif qui devait être proposé au cabinet de Londres. Tout en se prononçant en faveur de ce projet, le comité arriva en même temps à la conclusion qu'il était nécessaire d'occuper soigneusement par des postes russes une ligne qui, partant du point de jonction du tracé précité avec le cours du Hériroud, s'étendrait jusqu'à Dasch-Keupri (Poul-i-Khishti), sur le Mourghab, et de renforcer en conséquence l'effectif numérique des troupes de la province Transcaspienne. Dans l'opinion du comité spécial, nos troupes devaient continuer à éviter tout conflit armé avec les Afghans.

Conformément aux vues exposées ci-dessus, un détachement de la milice

indigène sous le commandement du lieutenant Lopatinsky fut chargé d'occuper Zoulfagar. En arrivant le 26 janvier au point désigné, cet officier y trouva un poste afghan qui l'avait devancé, et il s'établit à soixante pas de là. Des relations foncièrement amicales ne tardèrent pas à s'établir entre les deux parties. Toutefois, lorsque, suivant les ordres qu'il avait reçus, le lieutenant Lopatinsky eut quitté sa position pour marcher sur Kehriz-Ilias en vue d'établir des postes dans la direction d'Ak-Rabat, le commandant afghan, Houssein-Kouli-Khan, le pria avec instance de ne pas poursuivre son mouvement, alléguant à l'appui que ce territoire devait être considéré comme litigieux jusqu'à la délimitation définitive. Après s'être convaincu de l'inutilité de ses représentations, Houssein-Kouli-Khan se borna à envoyer à la suite du détachement russe deux cavaliers à titre de guides. Le lieutenant Lopatinsky ne fit que traverser Kehriz-Ilias, Kehriz-Soumé et Islim-Tchesché où il trouva un poste afghan d'une force de cinq hommes. Arrivé le 2 février à Ak-Rabat, il s'arrêta avec douze miliciens attendant des ordres ultérieurs. Il avait à peine quitté Zoulfagar que cent cinquante cavaliers afghans passèrent devant la position qu'il venait d'abandonner et s'établirent sur le Hériroud à sept verstes en aval.

Une sotnia de milice provisoire ayant été formée de Turcomans de Merv et de Saryks sous le commandement de l'enseigne de la milice Baba-Khan, le lieutenant colonel Alikhanow, chef de la circonscription de Merv, s'avança sur Imam-Baba, où une sotnia de cosaques avait précédemment été envoyée, et occupa le 6 février Aïmak-Djary. Un poste afghan qui s'y trouvait déjà évacua cette localité, le chef du poste ayant toutefois laissé pour celui de notre détachement une lettre où il lui annonçait que pour obéir aux ordres qu'il avait reçus du commandant des troupes afghanes, il se voyait forcé de se replier devant la pression des Russes, mais que si ceux-ci avançaient sur Ak-tépé, ils seraient arrêtés par la force du sabre, du canon et du fusil. Néanmoins, le lieutenant-colonel Alikhanow, informé le 8 février que les Afghans venaient d'occuper Ouroush-Doushan, prit une sotnia de milice, les délogea de cette position et, les suivant dans leur retraite, atteignit Dasch-Keupri où il établit un poste de 30 miliciens.

D'après les informations parvenues au chef de notre détachement, le chiffre des troupes afghanes à Pendjdé, Mércoutchak et Bala Mourghab s'élevait à un millier d'hommes sous le commandement du djernail (général) Gous-ed-din-Khan, et des renforts de Hérat étaient attendus sous peu. L'ancien gouverneur du Pendjdé, Emin-oullah-Khan, venait tout récemment d'être destitué et envoyé à Hérat ; son frère, Yalantoush-Khan, chef des tribus djemchidis, avait été désigné pour le remplacer. Depuis la visite des officiers anglais à l'oasis, les Afghans avaient adopté l'attitude la plus prévenante à l'égard des Saryks et s'appliquaient de toute façon à les attacher à leur cause ; les Saryks leur témoignaient toutefois une méfiance manifeste, et, en dépit d'une stricte surveillance, ils passaient secrètement de notre côté.

Le mouvement de nos troupes provoqua de la part du colonel anglais Ridgeway, qui se trouvait à Pendjdé, une démarche auprès de nos autorités. Il résultait de sa lettre en date du 2 février (1), expédiée d'Aïmak-Djary à l'adresse du « Commandant des forces russes à Merv ou à Yolo-tan », que d'ordre du général Lumsden, qui avait été informé de la collision

(1) V. le document n° 61, annexe A.

survenue le 28 janvier entre les piquets russes et afghans, il était arrivé sur les lieux pour offrir ses bons offices aux deux parties à l'effet d'établir une ligne provisoire de démarcation qu'aucune d'elles ne pourrait franchir jusqu'à la solution par la commission mixte de la question de frontière. Le colonel Ridgeway exprimait en conséquence le désir qu'un officier russe fût envoyé pour s'aboucher avec lui.

Le lieutenant-colonel Alikhanow répondit, dans une lettre écrite en dialecte turc local, qu'il avait reçu l'ordre d'occuper militairement Aïmak-Djary et de ne pas laisser les Afghans s'emparer de cette position (1).

Cette communication provoqua une réponse directe de la part du général Lumsden, qui, par une lettre datée de Kaleï-Mour 7/19 février (2), fit savoir au lieutenant-colonel Alikhanow qu'à la suite de longs et instants efforts, il avait réussi à décider les chefs afghans à reculer leurs avant-postes jusqu'à Ouroush-Douschan; qu'il se voyait dans l'impossibilité d'exiger des Afghans des concessions nouvelles, et que par conséquent un mouvement ultérieur des Russes au-delà d'Aïmak-Djary amènerait infailliblement une collision. Tout en annonçant au lieutenant-colonel Alikhanow qu'il avait rendu compte à Londres de ce qui s'était passé, le commissaire britannique exprimait l'espoir que le chef du détachement russe s'abstiendrait de tout acte qui pourrait entraîner à sa suite non-seulement un conflit entre la Russie et l'Afghanistan, mais même une rupture entre l'Angleterre et la Russie.

Le lieutenant-colonel Alikhanow répondit au général Lumsden en peu de mots, l'informant qu'il ne cherchait pas de conflit, mais qu'ayant reçu l'ordre d'occuper Dasch-Keupri, il se croyait tenu de s'acquitter ponctuellement de sa mission (3).

De son côté, le cabinet de Londres ne tarda pas à se préoccuper de la situation sur le Mourghab et le Héiroud, et chargea son ambassadeur d'adresser des représentations à ce sujet au cabinet Impérial.

Dans un mémoire, transmis le 8 février au ministère des affaires étrangères (4), sir E. Thornton faisait observer que le mouvement progressif des détachements russes, s'il n'était pas immédiatement arrêté, ne pouvait manquer d'amener des collisions et d'avoir de très graves conséquences; qu'il était impossible au gouvernement britannique de proposer aux Afghans d'évacuer un territoire que ceux-ci considéraient comme leur appartenant; mais que si l'on prescrivait aux chefs des forces russes de se replier derrière Sari-Yazi et de ne plus avancer au-delà, le gouvernement précité ne manquerait pas, de son côté, d'inviter les autorités afghanes à ne pas laisser leurs troupes franchir les limites du territoire occupé par celles-ci.

Quant à nos réclamations au sujet du mouvement des Afghans sur Sari-Yazi et Zoulfagar, l'ambassadeur britannique se bornait à communiquer que le général Lumsden avait été interpellé par rapport à l'authenticité de ces renseignements, et que sa réponse n'était pas encore arrivée.

Dans un mémoire responsif, daté du 12 février (5), le ministère des

(1) V. le document n° 61, annexe B.

(2) V. le document n° 62, annexe A.

(3) V. le même document, annexe B.

(4) Voir le document n° 49.

(5) Voir le document n° 52.

affaires étrangères ne put cacher à sir E. Thornton l'étonnement que lui inspirait l'insistance avec laquelle l'ambassadeur soutenait les prétentions afghanes, tandis que toutes les représentations du gouvernement russe à l'effet de prévenir et puis d'arrêter des actes arbitraires de prise de possession de la part des Afghans, ainsi que tous ses efforts pour arriver à une entente avec le gouvernement britannique sur la question de délimitation, étaient demeurés stériles. Le ministère ajoutait que les intentions hostiles manifestées par les autorités afghanes mettaient le cabinet Impérial dans l'impossibilité de satisfaire à la demande de l'ambassadeur britannique, mais que **comme** les chefs des postes russes avaient été invités à s'abstenir de toute collision avec les Afghans, des complications ne pouvaient naître que dans le cas où ceux-ci se livreraient à des actes hostiles à l'égard des postes russes.

De nouvelles représentations furent produites le 20 et le 21 février par sir E. Thornton (1).

À la première de ces dates, il notifiait que son gouvernement avait déjà invité les Afghans à ne pas attaquer nos troupes dans le but de les déloger des positions qu'elles occupaient, à se borner à repousser toute nouvelle tentative des Russes de poursuivre leur marche en avant, et à observer le statu quo, tant que dureraient les négociations. Il ajoutait que ne pouvant conseiller aux Afghans de continuer à céder devant les Russes sur un territoire que ceux-ci n'avaient jamais possédé, le gouvernement britannique conservait l'espoir qu'il serait sévèrement prescrit aux officiers russes d'arrêter leurs opérations progressives. Cette proposition différait déjà sensiblement des exigences émises dans le mémoire du 8 février, où l'ambassadeur d'Angleterre avait insisté sur la nécessité de reculer les postes russes au nord de Sary-Yasi.

La seconde des communications susmentionnées de l'ambassadeur britannique avait rapport à des bruits recueillis par le général Lumsden sur un mouvement projeté d'un nouveau détachement russe qui serait dirigé de Yolotan à Poul-i-Khishti (Dasch-Keupri) où se trouvait un avant-poste russe, et dont le but serait de tourner la position afghane d'Ak-Tépé. D'après le commissaire britannique, cette circonstance aurait obligé les Afghans à faire également avancer des troupes pour renforcer leurs avant-postes établis à Pendjé.

Dans un entretien subséquent au sujet de ces communications, le secrétaire d'Etat de Giers répondit à sir E. Thornton dans le sens même du mémoire susmentionné du 12 février, et lui rappela une fois de plus que les Afghans avaient violé les termes de l'entente de 1872-1873 en occupant un pays qui ne leur avait jamais appartenu, tandis que les troupes russes n'étaient pas sorties de la steppe turcomane (2).

D'autre part, on avait reçu à Saint-Petersbourg la nouvelle que toute la ligne de Zoulfagar à Dasch-Keupri était déjà occupée par nos postes. Le programme élaboré en comité le 24 décembre 1884 pouvant être ainsi considéré comme réalisé, notre cabinet, tenant compte des représentations de l'ambassadeur d'Angleterre quant à la nécessité du maintien du statu quo dans les localités contestées, jugea le moment venu pour accéder dans cette question à l'entente proposée par le gouvernement britannique. Tout en informant sir E. Thornton que les chefs de détachements russes seraient

(1) V. les documents nos 54 et 55.

(2) V. le document n° 56.

invités à ne pas franchir la ligne occupée par nos postes, notre ministre des affaires étrangères crut néanmoins de son devoir de prévenir l'ambassadeur que l'observation de cette règle nous deviendrait impossible si les Afghans ne s'abstenaient pas, de leur côté, de toute opération progressive ou s'il surgissait à Pendjdé des troubles de nature à nécessiter notre intervention en vue de prévenir une effusion du sang. Cette dernière réserve nous était dictée par les bruits incessants de relations très tendues entre la population turcomane de Pendjdé et les autorités afghanes occupant l'oasis.

Conformément à l'entente intervenue, le ministre de la guerre expédia le 3 mars au lieutenant-général Komarow la dépêche télégraphique suivante : « Je vous propose de vous maintenir dans les limites de la ligne Kehriz-Illas, Kehriz-Soumé, Haouzi-Khan et Dasch-Kenpri. Toutefois, pour répondre à l'interpellation du prince Dondoukow, je vous informe que dans le cas où les Saryks de Pendjdé en expulseraient eux-mêmes les Afghans et nous y appelleraient, vous aurez à occuper cette localité en vue de prévenir l'effusion du sang. L'Empereur désire néanmoins qu'aucun des nôtres ne prenne part à l'expulsion des Afghans, et que cette éventualité ne soit en aucune façon provoquée de notre côté.

En dépit de ces témoignages de notre désir de concourir, en tant qu'il dépendait de nous, au maintien du statu quo dans la zone d'occupation de nos troupes, le gouvernement britannique, se guidant sur les renseignements qui lui parvenaient par son commissaire pour la délimitation, n'en continuait pas moins à manifester ses appréhensions au sujet des mesures prises par nos autorités militaires. En réalité et contrairement à l'appréciation dudit commissaire, ces mesures n'avaient pour but que d'assurer l'ordre et de prévenir des complications ; elles étaient d'ailleurs parfaitement justifiées par le peu de confiance que pouvait inspirer la discipline des troupes afghanes.

D'autre part, nous ne pouvions non plus rester entièrement indifférents aux informations qui nous arrivaient sur les démonstrations bruyantes et empreintes dans une certaine mesure d'un caractère belliqueux, qui accompagnaient l'entrevue de l'Emir afghan avec le vice-roi des Indes à Rawul-Pindi. Ces démonstrations ne semblaient avoir d'autre but que de rehausser l'importance de l'alliance de l'Angleterre avec l'Afghanistan. Mais comme notre attitude antérieure dans la question de la délimitation témoignait clairement de notre ferme volonté de ne pas violer les conventions précédemment intervenues au sujet de l'Afghanistan entre le gouvernement Impérial et le cabinet britannique, il nous était difficile de nous rendre compte de l'opportunité des démonstrations susmentionnées. On pouvait d'ailleurs craindre avec raison que les visées d'une ambition immodérée, déjà manifestée par les Afghans, ne reçussent un nouvel encouragement de la mise en scène qui avait entouré cette entrevue. Le cabinet Impérial préféra néanmoins s'abstenir de toute observation à ce sujet vis-à-vis du gouvernement britannique.

Le 16 mars, notre ministère des affaires étrangères recevait de l'ambassadeur d'Angleterre un mémoire, où sir E. Thornton développait les vues de son gouvernement quant à l'état de la question qui constituait l'objet des négociations entre les deux cabinets. Ce mémoire exprimait l'idée qu'il serait désirable de mettre un terme à l'agitation provoquée dans l'un et

l'autre pays par les bruits de préparatifs poursuivis des deux côtés ; que tout ce qui portait l'apparence d'une menace ne répondait ni à la dignité, ni à la sagesse des deux grandes puissances, et qu'il n'y avait heureusement pas lieu d'en venir à des déclarations au sujet des conséquences que pourrait avoir l'échec des négociations. Continuant à s'inspirer de la politique traditionnelle de l'Angleterre et de la portée des engagements intervenus entre cette puissance et l'Emir de l'Afghanistan, le cabinet de Londres doit considérer comme hostile tout acte attentant à l'intégrité du territoire de l'Emir, territoire dont Hérat est un « point saillant ». Mais comme le gouvernement russe avait spontanément répudié toute visée sur ce point, les deux cabinets se trouvaient en mesure, tout en faisant abstraction des circonstances indépendantes de leur volonté, d'entrevoir la possibilité d'une entente également satisfaisante et honorable pour la Russie, pour l'Emir et pour l'Angleterre (1).

Désireux, de son côté, de calmer une agitation qui n'était aucunement de son fait, le cabinet Impérial crut devoir déclarer à l'ambassadeur britannique, par un mémoire du 18 mars, que ses efforts avaient exclusivement pour but d'assurer la paix et la sécurité dans l'Asie centrale ; qu'étant résolu à respecter scrupuleusement les droits de l'Angleterre et de l'Emir, il espérait que l'Angleterre se montrerait animée des mêmes égards pour les droits de la Russie, et que, dans ces conditions, les deux gouvernements ne pouvaient manquer de réussir à écarter tout ce qui était de nature à entraver une solution satisfaisante de la question qui était l'objet de leurs pourparlers (2).

Comme il a été expliqué plus haut, les progrès des Afghans et la concentration de leurs forces à Hérat avaient obligé le gouvernement Impérial à prendre de son côté des mesures pour renforcer nos troupes sur la frontière méridionale de la province Transcaspienne. Les ressources dont le chef de la province disposait à cet effet se trouvaient insuffisantes ; aussi les mesures en question n'ont-elles pu être réalisées qu'après l'arrivée des corps désignés pour la province, notamment du 3<sup>e</sup> bataillon du Turkestan et de deux sotnias du régiment des cosaques du Caucase.

Ayant concentré ses forces à Imam-Baba, le lieutenant-général Komarov en prit le commandement le 6 mars, et, s'étant avancé le 13 jusqu'à Dasch-Keupri, il établit son campement à une distance de deux verstes de notre avant-poste installé à Kizil-Tépé et à 4 ou 5 verstes des postes afghans. Le choix de sa position avait été dicté au commandant des troupes par le désir de ne pas exciter de fausses alarmes chez les Afghans. Sur ces entrefaites et à l'arrivée de notre détachement, les Afghans se hâtèrent d'envoyer sur la rive gauche du Kouschk, où ils n'avaient gardé jusque là que des piquets de quelques cavaliers, un fort détachement de cavalerie, auquel ils joignirent plus tard quelque infanterie et 2 pièces de canon. Ces circonstances mettant le général Komarov dans la nécessité d'aviser à la sécurité de son campement, les actes en question furent sans retard signalés à l'attention du capitaine anglais Yate qui se trouvait à Pendjé avec une mission du général Lumsden ; cet officier fut averti en même temps que, pour éviter une collision, il était indispensable de faire immédiatement reculer les postes trop avancés des Afghans. Mais, en dépit

(1) Voir le document n<sup>o</sup> 65.

(2) V. le document n<sup>o</sup> 66.

de cet avertissement, les Afghans continuaient à se fortifier sur la rive gauche du Kouschk et, profitant de leur nombreuse cavalerie, ils étendirent leur ligne de plus en plus loin, si bien qu'au 16 mars ils avaient tourné sur les deux flancs non-seulement la ligne de nos avant-postes, mais notre campement même. Leur insolence tous les jours croissante poussa le général Komarow à adresser le 17 mars au commandant des troupes afghanes, Naïbi-Salar-Teimur-Shah, la sommation catégorique de retirer dans les vingt-quatre heures tous ses postes de la rive gauche du Kouschk et de la rive droite du Mourgab en aval de son confluent avec le Kouschk. La réponse de Naïbi-Sabar à cette sommation, réponse conçue en termes très vagues, ne fut reçue que vers la tombée de la nuit ; il s'y référait entre autres à l'ordre qu'il avait reçu de l'adjoint du gouverneur de Hérat de se conformer dans toutes les affaires aux conseils du capitaine Yate. Quant à une lettre amicale que le commandant de nos troupes crut encore devoir adresser plus tard au Naïbi-Sabar, elle resta sans réponse, ce qui mit le général Komarow dans la nécessité d'appuyer sa réclamation en faisant avancer ses troupes le lendemain même contre les postions afghanes. Reçues à coup de fusil, ainsi que par un feu d'artillerie, nos troupes durent accepter le combat, qui finit par la déroute complète et une débâcle générale des troupes afghanes. Quelques heures après, le général Komarow ramena ses troupes sur la rive gauche du Kouschk et les y faisait bivouaquer.

D'après le rapport du général Komarow, les officiers anglais qui avaient dirigé les opérations des Afghans, sans prendre toutefois part au combat, demandèrent notre protection à la suite de la défaite de ces derniers, mais une escorte envoyée pour se mettre à leur disposition n'avait pas réussi à les rejoindre.

Le lendemain une députation de tous les notables des Sariks de Pendjdé se présentait dans notre camp. Le commandant des troupes leur donna l'ordre d'être des chefs et chargea de l'administration provisoire de l'oasis Ovaz-Beg, un Saryk de Yolotan, qui avait su inspirer de la confiance aux autorités russes et qui jouissait dans sa tribu d'une grande considération.

Le premier télégramme, très concis, du général Komarow sur l'affaire du 18 mars (1) ne fut reçu à Saint-Petersbourg que le 26 même mois ; le contenu en fut immédiatement communiqué par le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur britannique, auquel le secrétaire d'Etat de Giers exprima en même temps l'espoir que le conflit de Pendjdé, que l'insolence des Afghans avait seule provoqué, n'empêcherait pas les négociations relatives à la délimitation de suivre leur cours. Le 28, le ministère des affaires étrangères recevait de sir E. Thornton un memorandum où, tout en notifiant les renseignements transmis par le capitaine Yate sur la même affaire, l'ambassadeur ajoutait que, dans la pensée de son gouvernement, la sommation d'évacuer la rive gauche du Kouschk, que le commandant de nos troupes avait adressée au chef des troupes afghanes, se trouvait en contradiction avec les ordres dont le général Komarow avait été muni ; il demandait à ce sujet des éclaircissements (2). Le lendemain, sir E. Thornton portait à la connaissance du ministère la teneur de la com-

(1) V. le document n° 72.

(2) V. le document n° 78.

munication faite la veille par M. Gladstone à la Chambre des communes, et dont il résultait que le chef du cabinet anglais avait fait part au Parlement du sens exact des informations transmises sur l'affaire du 18 mars dans le télégramme du général Komarow, en les faisant suivre des données reçues par le canal du général Lumsden (1).

Le ministère des affaires étrangères répondit au memorandum de sir E. Thornton en se guidant sur le contenu du télégramme émané du commandant de nos troupes ; il exprimait en même temps l'opinion que le fait de la concentration à Pendjé d'un fort détachement de troupes afghanes, absolument étrangères à l'esprit de discipline et ignorantes des usages militaires, avait seul, par une conséquence inévitable, ouvert la porte aux malentendus et aux complications ; que cette concentration avait été d'autant plus inopportune que le général Komarow ne pensait nullement à occuper Pendjé, comme il l'a du reste bien prouvé en ramenant ses troupes sur la rive gauche du Kouschk aussitôt après la bataille (2).

Le cabinet de Londres, ne croyant pas pouvoir se contenter de ces explications, insista pour qu'une enquête fût ouverte sur des faits qu'il considérait comme violant la convention intervenue entre les deux gouvernements à l'effet d'arrêter les opérations progressives tant de notre côté que de celui des Afghans. Dans une notice transmise à notre ambassadeur à Londres le 3 (15) avril (3), lord Granville exprimait l'idée que ladite convention avait dû revêtir une force obligatoire pour les deux gouvernements dès le jour de sa conclusion, et pour les chefs des troupes russes et afghanes se trouvant sur le théâtre des événements — à partir du jour où ils en avaient reçu notification ; que c'était sur cette base dès lors qu'il fallait aborder l'examen de la conduite des chefs de part et d'autre. Après la réception à Londres d'un télégramme du général Lumsden en date du 5 (17) avril (4), où le commissaire anglais, soumettant à une appréciation critique les informations transmises par le général Komarow sur l'affaire du 18 mars, s'efforçait de démontrer que cette affaire n'était qu'une conséquence de toute une série d'actes provocateurs commis par nos troupes, tandis que les Afghans n'auraient fait qu'employer tous leurs efforts pour prévenir le conflit, — la question prit une nouvelle importance aux yeux des ministres anglais, qui furent amenés à déposer sans retard au Parlement la demande qu'un crédit extraordinaire de onze et demi millions de livres fût ouvert au gouvernement. Bien que dans les explications provoquées par cette demande les malentendus survenus avec la Russie n'eussent pas été mentionnés, on ne pouvait nullement douter que la plus grosse part du crédit réclamé ne fût destinée à des armements en vue de l'éventualité d'une issue défavorable des négociations pendantes entre les deux gouvernements.

Malgré tout son désir d'éviter de nouveaux embarras, le cabinet Impérial ne pouvait modifier son point de vue sur l'affaire, et il ne croyait pas avoir des motifs suffisants pour se rallier à l'opinion du ministère anglais au sujet de la prétendue violation par le fait du général Komarow de la convention précitée.

S'étant trouvé dans la nécessité, à la suite des progrès des Afghans, de

(1) V. le document n° 80.

(2) V. le document n° 83.

(3) V. le document n° 90, annexe B.

(4) V. le document n° 98.

faire occuper par des postes russes la ligne depuis Zoulfagar jusqu'à Dasch-Keupri, le cabinet Impérial n'avait nullement caché ses intentions au gouvernement britannique, et il lui avait déclaré maintes fois, tant par l'organe de son ambassadeur à Londres que par celui de l'ambassadeur d'Angleterre à St-Pétersbourg, que nos troupes s'arrêteraient après avoir occupé cette ligne. De son côté, le lieutenant-colonel Alikhanow, à la suite des observations que le général Lumsden lui avait faites dans sa lettre du 7/19 février, avait répondu au commissaire anglais qu'ayant été chargé d'occuper Dasch-Keupri, il n'arrêterait son détachement qu'après avoir exécuté les ordres reçus (1). D'autre part, les communications émanées de l'ambassadeur britannique nous donnaient le droit de conclure que, de l'avis du gouvernement anglais lui-même, la rive gauche du Kouschk devait, après la suspension de la marche progressive, tant de notre côté que de celui des Afghans, rester comprise dans notre zone d'occupation. C'est ainsi qu'en informant le ministère des affaires étrangères, par le memorandum du 20 février (2), que les autorités afghanes avaient déjà été invitées au nom du gouvernement britannique à s'abstenir d'avancer encore et à se borner au maintien du *statu quo*, sir E. Thornton, dans son memorandum suivant du 21 février (3), annonçait au ministère, en se basant sur des renseignements reçus du général Lumsden, que l'avant-poste russe se trouvait à Dasch-Keupri, tandis que le poste afghan était établi à Pendjdé, c'est-à-dire sur la rive droite du Kouschk. C'est sur ces renseignements que le cabinet Impérial s'était guidé en donnant son acquiescement à la proposition émise par l'ambassadeur britannique d'arrêter les opérations militaires dans le territoire contesté. Aussi, sans offrir précisément une reproduction textuelle de la convention intervenue entre les deux gouvernements, l'ordre expédié le 3 mars par le ministre de la guerre au général Komarow de s'en tenir à la ligne de Zoulfagar — Dasch-Keupri en évitant seulement d'occuper Pendjdé, ne s'écarterait pas dans tous les cas du sens de cette convention. Nous n'avions pas le moindre lieu de mettre en doute l'exactitude des informations qui nous avaient été transmises le 21 février par l'ambassadeur d'Angleterre par rapport à la position respective des avant-postes russes et afghans, et si ces informations avaient amené un malentendu, la responsabilité de cette issue ne pouvait d'aucune façon nous être imputée. Pour tout ce qui regardait la réception de renseignements sur l'état des affaires dans le territoire contesté, nous nous trouvions dans des conditions bien moins avantageuses que les Anglais, puisque des nouvelles de ce territoire arrivaient souvent à Londres le quatrième jour, tandis que notre ligne télégraphique s'arrêtait à cette époque à Askhabad et qu'un cavalier expédié de cette ville aux quartiers de notre détachement d'avant-garde ne pouvait, dans le cas le plus favorable, arriver à sa destination que le huitième jour.

En outre, la restriction même à laquelle le cabinet Impérial avait cru devoir subordonner son entente avec le gouvernement britannique, aurait dû lever toute espèce de doutes au sujet du sens que nous attachions à celle-ci. Au cours de ses explications avec sir E. Thornton, le secrétaire d'Etat de Giers n'avait pas manqué de lui faire observer que nos troupes pouvaient, dans certaines éventualités, se voir obligées d'occuper Pendjdé,

(1) V. le document n° 62, annexes A et B.

(2) V. le document n° 54.

(3) V. le document n° 55.

et cette déclaration même indiquait clairement notre intention de nous réserver en dehors des limites de ladite oasis une entière liberté d'action, tout en observant la promesse spontanément donnée au cabinet de Londres de ne pas franchir la ligne de nos postes de Zoullagar a Dasch-Keupri (1).

Les considérations qui précèdent nous amenaient à conclure que la présence des avant-postes afghans sur la rive gauche du Kouschk, que nous n'avions pas eu lieu de supçonner lors de notre entente avec l'Angleterre, ne répondait pas aux termes auxquels cette entente avait été conclue; que, de son côté, le général Komarow, après s'être convaincu de l'incompatibilité de la disposition des postes afghans avec les instructions qui lui avaient été transmises par le ministre de la guerre, était parfaitement fondé à exiger la retraite de ces postes au-delà du Kouschk, et qu'il ne pouvait dès lors, dans aucun cas, être rendu responsable des conséquences qu'avait entraînées le refus du commandant des troupes afghanes de satisfaire à sa sommation. Comme toute enquête sur les circonstances de l'affaire du 18 mars nous semblait sans objet pour les motifs exposés ci-dessus, la reprise des pourparlers sur la question de la délimitation restait par là même à nos yeux la solution la plus naturelle de la difficulté (2).

En dépit de ces arguments, le cabinet de Londres ne jugeait pas qu'il fût possible de renoncer à sa propre manière de considérer l'affaire.

Partant de ce point de vue que les ordres donnés au général Komarow n'avaient pas été conformes au sens littéral de la convention, il trouvait qu'il y avait là une raison suffisante pour motiver l'investigation des faits, et qu'une appréciation impartiale des données déjà recueillies et de celles que de nouvelles demandes de renseignements pouvaient encore permettre d'obtenir, devait conduire les deux gouvernements à se faire une idée exacte des circonstances de l'affaire. « Si pourtant, » ajoutait lord Granville dans sa lettre à M. de Staal en date du 24/12 avril, « le gouvernement russe croit qu'une tendance naturelle de chacun des deux gouvernements à ajouter foi aux rapports de ses propres officiers constitue un obstacle insurmontable à une juste décision, le gouvernement anglais, vivement désireux de maintenir les relations amicales entre les deux pays, ne demandait pas mieux, dans ce cas, que d'écarter la difficulté susmentionnée en déférant à l'examen du chef de quelque Etat ami la question de savoir s'il y a eu, du fait des Russes ou des Afghans, une infraction à l'entente du 16/4 mars et en abandonnant au même chef d'Etat le droit d'indiquer une solution compatible avec l'honneur de la Grande-Bretagne et de la Russie. »

Au cas où le gouvernement Impérial donnerait son assentiment à cette proposition, lord Granville se déclarait prêt à aborder immédiatement avec notre ambassadeur l'examen de la question de frontière en bornant la tâche des commissaires à la fixation sur les lieux des détails seuls du tracé délimitatif (3).

La communication du secrétaire d'Etat britannique pour les affaires étrangères, qui témoignait d'un sincère désir du cabinet de Londres d'ar-

(1) V. le document n° 59.

(2) V. les documents n° 82, 89, 96 et 102.

(3) V. le document n° 103, annexes A et B.

river le plus promptement à la solution de la question principale, semblait en même temps indiquer qu'il était empêché par un sentiment d'amour-propre de passer outre à l'incident du 18 mars. Aussi le cabinet Impérial se décida-t-il, en vue de maintenir les bonnes relations avec l'Angleterre, à satisfaire le désir exprimé par lord Granville, en tant que la dignité de la Russie pouvait le permettre. Notre ambassadeur à Londres fut chargé en conséquence de déclarer au gouvernement anglais que l'Empereur, se considérant le seul juge de la conformité des actes du général Komarow aux ordres qu'il avait reçus, ne pouvait admettre que ces actes fussent soumis même à un semblant d'enquête; que dès lors la question devait être ramenée au malentendu survenu entre les deux gouvernements par rapport à l'interprétation de la convention conclue; que s'il subsistait des doutes ou des divergences d'appréciation à cet égard, Sa Majesté ne se refuserait pas à déferer cette question à l'examen d'un souverain étranger jouissant de la confiance des deux gouvernements, et que si le cabinet britannique acceptait ces conditions, les négociations au sujet de la frontière pourraient être reprises à Londres (1).

A la communication que M. de Staal lui fit dans ce sens, lord Granville répondit en exprimant son empressement à accepter les conditions proposées (2).

Presqu'en même temps et à la suite de considérations soumises par le commandant des troupes de la circonscription militaire du Caucase, une entente fut conclue entre le gouvernement Impérial et le cabinet de Londres, aux termes de laquelle l'oasis de Pendjdé était, jusqu'à la solution de la question des frontières, reconnue territoire neutre que les officiers et soldats, tant russes qu'afghans, devaient également s'abstenir de franchir. Il fut convenu de considérer comme limite méridionale de cette zone neutre le point au nord de Méroutchak où, conformément à notre projet du 16 janvier 1885, le tracé de la frontière devait couper la vallée du Mourghab (3).

Avant même que les malentendus ayant surgi à la suite de l'affaire du Kouschk ne fussent dissipés, notre ambassadeur à Londres, considérant comme très défavorable l'interruption des pourparlers sur la question de délimitation, avait fait de son propre mouvement une tentative en vue de faciliter la reprise des négociations. L'échange d'idées intervenu à cette occasion entre M. de Staal et les ministres anglais avait mis en lumière une circonstance qui devait faciliter la solution de la question de frontière. Il résultait des paroles de lord Granville et de lord Kimberley que, préoccupé d'assurer à l'Afghanistan la possession de localités présentant une valeur stratégique, le gouvernement britannique voyait dans l'attribution du Zoulfagar à l'Emir afghan une condition essentielle de l'entente, et que, dans le cas où cette condition rencontrerait notre acquiescement, l'Emir était prêt à se désister de ses prétentions sur l'oasis de Pendjdé (4). Nous étions loin, de notre côté, d'attacher à Zoulfagar l'importance qu'il avait aux yeux des Afghans; aussi, en vue de faciliter une entente sur la ques-

(1) V. les documents n<sup>os</sup> 101 et 106.

(2) V. les documents n<sup>os</sup> 109 et 113.

(3) V. les documents n<sup>os</sup> 104, 105 et 114.

(4) V. les documents n<sup>os</sup> 84 et 90.

tion de délimitation, fut-il reconnu possible de renouer les négociations sur cette base (1).

Lord Granville avait avant tout proposé à notre ambassadeur qu'aussitôt que l'accord viendrait à être établi à Londres sur les principaux points de la ligne-frontière entre le Hériroud et l'Amou-Daria, cet accord serait revêtu de la forme d'une convention (2). Dans une entrevue subséquente, le ministre Anglais communiqua à notre ambassadeur le projet d'un tracé de la frontière (3).

Il nous était impossible d'accepter la première de ces propositions, vu l'extrême insuffisance de nos informations sur la région dans les limites de laquelle la ligne-frontière devait être fixée, insuffisance qui ne permettait de déterminer les détails du tracé que par la suite, lorsque les commissaires se seraient rendus sur les lieux. La conclusion d'une convention paraissait d'autant plus prématurée qu'en dehors de la fixation de la frontière entre le Hériroud et l'Amou-Daria, les deux gouvernements avaient encore à résoudre des questions pendantes que l'occupation du Schougnan et du Roschan par l'Emir afghan avait soulevées, et qui pouvaient exiger l'envoi sur les lieux d'une nouvelle commission de délimitation.

Tout en communiquant ces observations à notre ambassadeur à Londres (4), le cabinet Impérial ne voyait pas non plus la possibilité d'accepter, dans tous ses détails, le projet anglais du tracé de la frontière entre le Hériroud et l'Amou-Daria, à cause des considérations suivantes : 1 nous ne pouvions nous rendre un compte exact de ce que les Anglais entendaient proprement sous le nom de « défilé » ou de « passe » de Zoulfagar, localité qui n'était pas indiquée sur nos cartes, mais qui, de l'avis du cabinet de Londres, devait rester à l'Afghanistan, et 2 en vertu du projet anglais, la frontière devait aboutir au Mourghab près de la digue de Bendi-Nadiri, située à 12 verstes en aval de Méroutchak, en laissant à la Russie le premier de ces deux points. Nous avions à veiller à ce que, si cela était possible, la frontière ne coupât pas les terres appartenant aux Turcomans-Saryks, et nous préférions par là même nous en tenir au tracé que nous avions proposé au cabinet de Londres le 16 janvier 1885 (5) et d'après lequel la ligne-frontière devait gagner le Mourghab quelque peu au nord de Méroutchak.

De plus, le mode exposé dans le nouveau projet anglais de la fixation de la frontière entre le Mourghab et l'Amou-Daria ne concordait pas avec celui qui avait été antérieurement suggéré par lord Granville à M. de Staal dans la note du 1/13 mars 1885 (6). Tout en admettant l'utilité d'une entente préliminaire entre les deux cabinets au sujet de la zone de délimitation, lord Granville exprimait l'avis, dans la note précitée, qu'il fallait reconnaître comme limite septentrionale de la zone « les confins des terres cultivées des districts de Maïmené et d'Andkhoï » (the skirts of cultivation of Maïmaue and Andkhoï); tandis que le nouveau projet anglais de délimitation portait que la zone devait être bornée au nord par une ligne tracée à 30 verstes de celle que nous avions proposée le 16 janvier 1885. Il stipulait en outre que les terres cultivées resteraient aux Afghans, et que les limites des pâturages appartenant aux tribus soumises tant à la Russie qu'à l'Afghanistan

(1) V. le document n° 85.

(2) V. le document n° 110.

(3) V. les documents nos 142 et 118.

(4) V. le document n° 111.

(5) V. le document n° 46.

(6) V. le document n° 88 annexe A.

seraient fixées d'une manière équitable. En présence d'une pareille modification des propositions anglaises et de l'extension des limites de la zone vers le nord, nous nous jugeons en droit de proposer au cabinet de Londres une extension simultanée de la zone dans le sens méridional en y comprenant aussi Mèroutchak. Nous y étions poussés par le fait que, d'après des investigations récentes, les terres des Turcomans-Saryks s'étendaient au midi au-delà de la ligne proposée par nous le 16 janvier 1885.

Le désaccord entre les deux cabinets portait ainsi sur trois points principaux :

1. Le défilé de Zoulfagar.
2. Le point où la frontière devait couper le Mourghab.
- Et 3. La direction du tracé entre le Mourghab et l'Amou-Daria.

Pour ce qui est du dissentiment sur les deux derniers points, il devait être promptement écarté sur la base des propositions transmises par lord Granville à M. de Staal dans le memorandum du 10/22 mai (1). Il ressortait de cette pièce que le gouvernement britannique ne réclamait pas l'extension des territoires appartenant aux populations de Maïmené et d'Andkhoï, mais avait seulement en vue que lesdites populations ne fussent pas privées des pâturages dont elles avaient la jouissance avant l'époque où, par le fait de l'occupation russe de Merv, la tranquillité s'était établie dans ces pays. Le memorandum ajoutait que l'Angleterre ne saurait consentir à la cession de Mèroutchak à la Russie, car la conservation de cette localité à l'Afghanistan était considérée par le gouvernement britannique comme une condition essentielle de l'entente, et cette condition s'accordait avec les propositions antérieurement émises par le cabinet Impérial. Lord Granville proposait en conséquence : a, que la frontière eût à rejoindre le Mourghab sur un point au nord de Mèroutchak, déterminé de façon à ce que les terres cultivées des Saryks et leurs pâturages restent à la Russie ; b, que, sous la réserve de l'application du même principe aux populations des deux côtés de la frontière, c'est-à-dire du maintien en leur possession des terres dont elles avaient la jouissance antérieure, la frontière à l'est du Mourghab suivit une ligne tracée au nord de la vallée du Kaïssor et à l'ouest de celle du Sangalak (Abi-Andkhoï) et, laissant Andkhoï à l'est, aboutit à Khodja-Saleh sur l'Amou-Daria ; c, que la délimitation des pâturages appartenant aux populations des deux pays fût déferée aux commissaires, et que dans le cas où l'accord ne s'établirait pas entre eux, cette question soit réglée par les deux gouvernements sur la base des cartes dressées et signées par les commissaires.

Comme cette proposition traçait des principes uniformes pour la détermination des droits des populations respectives sur les territoires soumis à la délimitation, et qu'en outre la direction de la frontière dans la vallée du Mourghab et à l'est de cette rivière répondait entièrement à nos propres vues, il n'y avait aucun obstacle à ce que nous acceptions les propositions anglaises, ce dont le cabinet de Londres fut informé par l'entremise de notre ambassadeur (2).

La question du défilé de Zoulfagar rencontra plus de difficultés, lesquelles furent surtout amenées par le malentendu créé dès le début entre les deux cabinets au sujet de cette localité.

(1) V. le document n° 123, annexe B.

(2) V. le document n° 124.

En acquiesçant à la cession de Zoulfagar aux Afghans, nous supposons, sur la base de nos cartes, que cette détermination ne se rapportait qu'à la partie de la vallée du Hériroud où notre poste avait été établi en janvier 1885. D'autre part, le cabinet de Londres, qui avait à sa disposition les levés détaillés des officiers anglais, entendait sous ce nom un défilé coupant les deux rangées de hauteurs qui s'étendent presque parallèlement sur la rive droite du Hériroud. Ce défilé ouvre du côté de la Turcomanie méridionale l'accès de la vallée du Hériroud, et c'était justement cette circonstance qui poussait les Afghans à attribuer à Zoulfagar une valeur stratégique et à réclamer la possession du défilé.

En vue de faciliter l'entente, le cabinet Impérial ne voyait pas d'objection à reconnaître les droits des Afghans sur la partie occidentale du défilé, qui coupe les hauteurs de Gueuk-Guedouk (1) ; mais, ne possédant pas de cartes de cette localité, il jugeait impossible d'aller au-delà, de crainte de compromettre les communications entre des points situés sur notre territoire. De son côté, le cabinet de Londres proposait qu'il fût enjoint aux commissaires pour la délimitation « de préserver autant que possible ces communications sans préjudice du commandement de la passe par les Afghans » (2). mais cette manière de poser la question subordonnait nos intérêts aux convenances des Afghans ; aussi notre ambassadeur fut-il chargé de répondre à lord Granville que nous pouvions admettre tout au plus que les commissaires eussent à rechercher les moyens de concilier nos intérêts avec les propositions anglaises (3).

La déclaration faite par nous dans ce sens coïncidait avec la crise ministérielle en Angleterre, c'est pourquoi lord Granville, en insistant dans sa lettre du 11 juin (30 mai) sur le fond de la prétention anglaise, ajoutait qu'il ne manquerait pas de communiquer notre proposition à son successeur aussitôt que celui-ci serait désigné (4).

Aussitôt le nouveau cabinet formé, le marquis de Salisbury crut devoir prévenir notre ambassadeur que, se fondant sur notre promesse, qui serait contenue dans le télégramme du ministère des affaires étrangères à M. de Staal en date du 4 avril, le cabinet anglais précédent avait déjà fait espérer à l'Emir afghan la cession de tout le défilé de Zoulfagar, et que ne pouvant revenir sur sa parole, le gouvernement de la Reine se voyait forcé d'insister sur son ancienne réclamation. Le premier ministre de Sa Majesté Britannique proposait en même temps à M. de Staal d'aborder un échange d'idées sur les trois questions suivantes : sur l'irrigation, sur nos futures relations avec l'Afghanistan, qui de l'avis du cabinet de Londres devraient impliquer l'intermédiaire des agents anglais, et enfin sur la conclusion d'une convention d'extradition (5). Tout en reconnaissant entièrement l'opportunité de déférer aux commissaires pour la délimitation la solution de la question de l'irrigation, le cabinet Impérial ne jugea pas qu'il y eût lieu de toucher aux deux autres questions, comme non comprises dans le programme primitif sur la base duquel les deux cabinets avaient abordé les négociations sur la délimitation (6). Quant au défilé de Zoulfagar, nous ne pouvions que réité-

(1) V. le document n° 124.

(2) V. le document n° 125.

(3) V. le document n° 128.

(4) V. le document n° 130, annexe B.

(5) V. le document n° 131.

(6) V. le document n° 133.

rer notre réponse précédente, savoir que, faute de levés, il nous était impossible de consentir à l'extension des limites de la localité abandonnée aux Afghans.

En dépit des explications qui lui avaient été transmises dans ce sens par notre ambassadeur, le marquis de Salisbury ne tarda pas à s'adresser à M. de Staal par une note officielle (1) dans laquelle il lui rappelait l'engagement contracté par le gouvernement anglais vis-à-vis de l'Émir afghan de lui assurer la possession de tout le défilé de Zoulfagar, ainsi que la valeur que ce gouvernement attribuait à notre télégramme du 4 avril 1885. La promesse consignée dans ce télégramme, disait le marquis de Salisbury, ne contenait aucune réserve ; aussi le gouvernement anglais ne saurait-il admettre que des considérations ultérieurement émises, et notamment la nécessité d'assurer l'intégrité de nos communications, puissent limiter le droit des Afghans à la possession du défilé de Zoulfagar.

Nous n'avons pas eu de peine à démontrer qu'en vertu des cartes existantes, la dénomination de Zoulfagar n'était pas attribuée au défilé en question, mais à un point sur la rive gauche de Héiroud ; que notre télégramme du 4 avril se bornait à mentionner Zoulfagar, et que nous nous étions empressés de demander des explications au cabinet de Londres sitôt que celui-ci eut mis en avant les prétentions afghanes sur ledit défilé. En même temps qu'il produisait ces observations, le ministère des affaires étrangères invitait notre ambassadeur à répéter au marquis de Salisbury que nous ne saurions consentir à aucune déviation de la frontière à l'est jusqu'à ce qu'il ne fût prouvé, sur la base de levés précis, que cette déviation n'entraînerait aucun préjudice pour nos communications (2).

Les levés exécutés par nos officiers et qui nous furent transmis bientôt après par le commandant des troupes de la circonscription militaire du Caucase, mirent le ministère Impérial en mesure de se convaincre que le défilé de Zoulfagar pouvait sans inconvénient être cédé à l'Afghanistan sous la réserve que nous garderions les issues orientales de cette passe, dont la possession nous assurait le moyen de fermer à des bandes de pillards de l'Afghanistan l'accès de notre territoire par cette voie. Cette condition servit de base à l'instruction dont fut muni notre ambassadeur (3) ; le cabinet de Londres y ayant exprimé son adhésion, le dernier obstacle entravant l'entente entre les deux gouvernements au sujet du tracé de la frontière entre le Héiroud et l'Amou-Daria se trouvait écarté.

Les négociations ultérieures eurent pour objet l'établissement d'un mode des travaux de délimitation. Il fut convenu que ces travaux partiraient de Zoulfagar, et que, simultanément avec leur ouverture, nous occuperions une partie de l'oasis de Pendjé jusqu'à Bendi-Nadiri (4).

Le cabinet anglais ne crut pas pouvoir acquiescer à la condition que nous avions proposée déjà, dans le télégramme du 4 avril (5), c'est qu'après la fixation de la frontière, chacune des parties prit l'engagement d'assurer l'ordre sur son propre territoire (6). D'autre part, le cabinet Impérial jugeait impossible, pour les motifs exposés ci-dessus, de revenir sur son opinion

(1) V. le document n° 141, annexe.

(2) V. le document n° 143.

(3) V. les documents n°s 146 et 147.

(4) V. le document 154.

(5) V. le document n° 83.

(6) V. les documents n°s 151 et 154.

antérieurement émise que la convention au sujet de la frontière afghane ne pouvait être conclue entre les deux puissances que lorsque tous les malentendus et litiges relatifs à cette frontière seraient définitivement écartés (1).

Le 29 août (10 septembre) un protocole fut signé par M. de Staal et le marquis de Salisbury, dans lequel était exposé le résultat final des négociations (2).

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

(1) V. les documents n<sup>os</sup> 152 et 153.

(2) V. le document n<sup>o</sup> 155, annexe.

---

## QUESTION ÉGYPTIENNE

### Convention Anglo-Turque.

(*Non ratifiée.*)

22 Mai 1887 (1).

Sa Majesté la reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, ayant, en exécution de la convention conclue à Constantinople le 24 octobre 1885, envoyé respectivement un haut commissaire en Egypte, et lesdits commissaires ayant fait leurs rapports à leurs gouvernements respectifs, LL. MM. ont résolu de conclure une convention ultérieure en conformité avec les objets mentionnés dans ladite convention.

(Suivent les noms des plénipotentiaires, sir Henry Drummond Wolff, pour l'Angleterre, et, pour la Turquie, Kiamil Pacha, grand-vizir, et Saïd Pacha, ministre des affaires étrangères.)

Article 1<sup>er</sup>. — Les firmans impériaux actuellement en vigueur en Égypte sont confirmés, autant qu'ils ne seront pas modifiés par la présente convention.

Art. 2. — Le Khédiviat d'Égypte comprend les territoires mentionnés dans les firmans impériaux concernant l'Égypte.

Art. 3. — Le gouvernement impérial ottoman invitera les puissances signataires du traité de Berlin à approuver une convention tendant à mieux assurer la liberté de la navigation du canal de Suez.

Dans cette convention, le gouvernement impérial ottoman déclarera que le canal maritime sera toujours libre et ouvert, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre, aux vaisseaux de guerre et aux navires marchands passant d'une mer à l'autre, sans distinction de pavillon, moyennant paiement des taxes convenues et conformément aux règlements actuellement en vigueur ou à ceux qui pourraient être promulgués à l'avenir par l'administration compétente.

La convention pourvoira à ce que les grandes puissances s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à ne jamais entraver le libre passage à travers le canal en temps de guerre, et à respecter les propriétés et les établissements qui dépendent du canal.

Elle pourvoira également à ce que le canal ne soit jamais soumis à un blocus, et à ce qu'aucun droit de guerre ou acte hostile ne soit exercé tant à l'intérieur du canal que dans un rayon de 3 milles marins au large des ports de Suez et de Port-Saïd.

Il sera convenu également que les agents diplomatiques en Egypte des puissances signataires veilleront à l'exécution de la convention toutes les fois que des circonstances pourraient se produire, de nature à menacer la sécurité ou la liberté du passage du canal ; que ces agents s'assembleront quand ils y seront conviés par l'un d'eux, sous la présidence du commissaire spécial nommé à cet effet par la Sublime Porte ou par le Khédive, dans le but d'examiner ou de vérifier les cas de danger, et qu'ils en préviendront le gouvernement égyptien, afin qu'il puisse adopter des mesures propres à

(1) Nous croyons devoir publier dès à présent

assurer la protection et le libre passage du canal ; qu'en tout cas ils s'assembleront une fois par an, dans le but de constater si la convention a été dûment observée.

Il sera pourvu de plus à ce qu'aucun obstacle n'entrave les mesures qui pourraient être nécessaires à la défense de l'Egypte et à la sécurité du canal, et, enfin, à ce que les deux Hautes Parties contractantes invitent les autres puissances à adhérer dans les mêmes formes qu'elles le feront elles-mêmes à la convention sus-mentionnée.

Art. 4. — Aussi longtemps que l'état anormal du Soudan et les troubles causés par les événements politiques de l'Egypte pourront rendre nécessaire l'adoption des précautions ordinaires pour la sécurité des frontières et la tranquillité intérieure de l'Egypte, le gouvernement de S. M. Britannique aura la haute main sur la défense et l'organisation militaire du pays.

A cet effet, il maintiendra en Egypte le nombre de soldats qu'il pourra considérer comme nécessaire, et continuera à exercer une surveillance générale sur l'armée égyptienne.

Les conditions concernant le retrait des troupes britanniques et la cessation de tout contrôle exercé par le gouvernement de S. M. Britannique sur l'armée égyptienne, seront réglées en conformité des stipulations de l'article 5 de la présente convention.

Art. 5. — A l'expiration de la troisième année à partir de la date de la présente convention, le gouvernement de S. M. Britannique retirera ses troupes d'Egypte. Si, à cette époque, l'apparition d'un danger soit intérieur, soit venant du dehors, rend nécessaire l'ajournement de l'évacuation, les troupes britanniques se retireront d'Egypte immédiatement après que ce danger aura disparu, et, deux années après l'évacuation dont il est question ci-dessus, les dispositions de l'article 4 cesseront complètement d'avoir leur effet.

Après le retrait des troupes britanniques, l'Egypte jouira des avantages du principe de « sûreté territoriale » (*sic*), et après la ratification de la présente convention, les grandes puissances seront invitées à signer un acte reconnaissant et garantissant l'inviolabilité du territoire égyptien.

D'après cet acte, aucune puissance n'aura le droit, en aucune circonstance, d'envoyer des troupes sur le territoire égyptien, excepté dans les cas prévus par les annexes de la présente convention.

Néanmoins, le gouvernement impérial ottoman fera usage de ses droits d'occuper militairement l'Egypte, s'il y a des raisons de craindre une invasion du dehors, ou si l'ordre et la sécurité intérieurs sont troublés, ou si le gouvernement khédivial d'Egypte refuse d'exécuter ses devoirs envers la cour souveraine ou ses obligations internationales.

De son côté, le gouvernement de S. M. Britannique est autorisé par cette convention à envoyer, dans les cas susmentionnés, des troupes en Egypte, qui prendront les mesures nécessaires pour éloigner le danger. En prenant ces mesures, les commandants de ces troupes agiront avec tous les égards dus aux droits des puissances souveraines.

Les troupes ottomanes, aussi bien que les troupes britanniques, seront retirées d'Egypte aussitôt que les causes qui auront nécessité leur intervention n'existeront plus.

Si, en raison d'empêchements, le gouvernement ottoman n'envoie pas de troupes en Egypte, il enverra un commissaire pour y demeurer tant qu'y séjourneront les troupes britanniques et leur général.

Toutes les fois que les deux Etats pourront considérer comme nécessaire d'envoyer des troupes en Egypte, ils s'en notifieront les circonstances l'un à l'autre, et agiront en conformité de la présente convention.

Art. 6. — Lorsque la présente convention aura été ratifiée, les deux Hautes Parties contractantes notifieront le fait d'abord aux puissances signataires du traité de Berlin, et, subséquemment, aux autres gouvernements qui ont fait ou accepté des arrangements avec le Khédivat d'Egypte, en les invitant à y donner leur adhésion.

Art. 7. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Constantinople dans l'espace d'un mois à partir de la signature de cet acte, ou plutôt s'il est possible.

(Suivent les signatures.)

---

#### ANNEXE I

Si, par suite de quelque circonstance, la navigation du canal de Suez se trouve obstruée, les puissances qui auront adhéré à la convention conclue entre la Grande-Bretagne et l'empire ottoman auront le droit d'envoyer, à travers le territoire égyptien, les troupes qu'elles auraient besoin de faire passer d'une mer à l'autre.

Néanmoins, aucune de ces puissances ne pourra, en ce cas, avoir plus de 1,000 hommes à la fois sur le sol égyptien, et le passage de ses troupes s'effectuera par les voies et moyens les plus rapides.

Toutes les fois qu'une de ces puissances se prévaut de ce droit, elle notifiera le fait par l'organe de son consul, vingt-quatre heures auparavant, au gouverneur du port où le débarquement aura lieu, et ce dernier surveillera et contrôlera le passage des troupes.

---

#### ANNEXE II

Il est entendu que, si, à l'expiration des trois ans stipulés dans la convention de ce jour pour le retrait d'Egypte des troupes britanniques, une des grandes puissances méditerranéennes ne l'a pas acceptée, le gouvernement de S. M. Britannique considérera ce refus comme l'apparition d'un danger extérieur prévu par l'article 5 de la convention, et les moyens d'exécution de ladite convention seront de nouveau discutés et déterminés entre le gouvernement impérial ottoman et le gouvernement de S. M. Britannique.

---

#### ANNEXE III

Considérant que les capitulations et les us et coutumes en vigueur en Egypte, en exemptant les criminels étrangers de la juridiction territoriale, affaiblissent l'autorité du gouvernement égyptien, et rendent difficile le maintien de l'ordre non-seulement au détriment des indigènes, mais aussi des étrangers résidant en Egypte, il est entendu que dans un mois, à partir de la date de la ratification de la Convention signée cejourd'hui, le gouvernement de S. M. B. et le gouvernement de S. M. I. le sultan inviteront ensemble les puissances européennes qui ont adhéré à la juridiction des tribunaux mixtes en Egypte, à examiner par quels moyens les sujets de leurs pays respectifs seraient soumis à une juridiction et à une législation locales et uniformes, tout en tenant dûment compte de leurs privilèges.

Dans le même but, les deux gouvernements soumettront aux puissances

la nécessité d'établir un système par lequel les sujets étrangers résidant en Egypte soient appelés à contribuer équitablement aux impôts de pays.

---

#### ANNEXE IV

Il est entendu entre les soussignés plénipotentiaires de S. M. B. et de S. M. I. le Sultan que les deux gouvernements soumettront ensemble aux puissances des propositions pour l'amélioration des administrations des domaines, de la Daira-Sanieh et des chemins de fer. Ils leur soumettront aussi des propositions pour régulariser les pouvoirs de la Caisse de la Dette publique et pour régler les finances égyptiennes. Des propositions concernant également la presse et la quarantaine, ainsi que les moyens les plus propres à faciliter la législation applicable aux étrangers, seront formulées.

Les puissances seront de même invitées à déclarer que le tribut payable annuellement pour l'Egypte à S. M. I. le Sultan et s'élevant à liv. 1.750.000 constituera la première charge sur le Trésor égyptien.

---

#### ANNEXE V

Constantinople, le 22 mai 1887.

#### Lettre de sir H. Drummond Wolff aux plénipotentiaires ottomans.

En me référant au protocole signé aujourd'hui en ce qui touche les arrangements financiers à effectuer en Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de S. M. B. ne saurait admettre aucun changement dans les pouvoirs du Conseiller financier du gouvernement égyptien qui, par sa position et les fonctions qu'il exerce, offre une garantie indispensable pour la bonne administration des finances égyptiennes et les intérêts des créanciers de ce pays.

---

#### ANNEXE VI

Sublime-Porte, Ministère des affaires étrangères, 22 mai 1887.

#### Réponse des Plénipotentiaires ottomans.

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu nous adresser en date d'aujourd'hui relativement aux pouvoirs du Conseiller financier du gouvernement égyptien.

---

## SAINT-SIÈGE

Lettre du Pape Léon XIII à S. E. le cardinal Rampolla,  
secrétaire d'Etat.

15 juin 1887.

Monsieur le cardinal,

Bien que les desseins qui Nous guident dans le gouvernement de l'Eglise universelle vous soient suffisamment connus, Nous croyons pourtant opportun de les résumer brièvement et de mieux les indiquer à vous qui, à raison de la nouvelle charge à laquelle Notre confiance vous a appelé, devez Nous prêter de plus près votre concours et développer votre action conformément à Notre pensée.

Au milieu des préoccupations très graves que Nous a données et que Nous donne toujours le poids formidable du gouvernement de l'Eglise, la persuasion, profondément enracinée dans Notre esprit, de la grande vertu dont sont enrichis l'Eglise et le Pontificat non-seulement pour le salut éternel des âmes qui en est le but vrai et propre, mais aussi pour le salut de toute la société humaine, n'a pas peu servi à Nous reconforter. Dès le début, Nous nous sommes proposé de travailler constamment à réparer les dommages faits à l'Eglise, par la révolution et l'impiété, et, en même temps, à faire sentir à toute la famille humaine, qui en a extrêmement besoin, l'appui supérieur de cette vertu divine. Et comme les ennemis s'ingénient depuis longtemps à enlever par tous les moyens toute influence sociale à l'Eglise et à éloigner peuples et gouvernements auxquels ils se sont efforcés, par tous les artifices, de la rendre suspecte et de la faire passer pour ennemie, Nous, de Notre part, Nous l'avons toujours fait voir, telle qu'elle est en réalité, comme la meilleure amie et bienfaitrice des princes et des peuples; et Nous nous sommes ingénié à les réconcilier avec elle, en renouant et en resserrant plus étroitement les rapports amicaux entre le Saint-Siège et les diverses nations, et en rétablissant partout la paix religieuse.

Tout Nous conseille, Monsieur le Cardinal, de demeurer constamment dans cette voie; et il n'est pas nécessaire ici d'en signaler particulièrement les motifs. Nous indiquerons seulement le besoin extrême qu'a la société de revenir aux vrais principes d'ordre, si imprudemment abandonnés et négligés. Par cet abandon, cette harmonie pacifique, dans laquelle résident la tranquillité et le bien-être public, a été rompue entre les diverses classes sociales; le sentiment religieux et le frein du devoir se sont affaiblis: de là l'esprit de licence et de révolte, qui va jusqu'à l'anarchie et à la destruction de la vie sociale elle-même, est sorti vigoureux et s'est largement répandu. — Le mal grandit démesurément et préoccupe sérieusement beaucoup d'hommes de gouvernement, qui cherchent de toute manière à arrêter la société sur la pente fatale et à la faire revenir au salut. Et c'est bien; car il faut, avec toutes les forces, opposer des digues à un torrent qui a accumulé tant de ruines. Mais le salut ne viendra pas sans l'Eglise; sans son influence salutaire, qui sait diriger avec sécurité les esprits vers la vérité et former les âmes à la vertu et au sacrifice, ni la sévérité des lois, ni les rigueurs de la justice humaine, ni la force armée ne suffiront à conjurer le péril

actuel, et beaucoup moins à replacer la société sur ses fondements naturels et inébranlables.

Persuadé de cette vérité, Nous croyons que Notre tâche consiste à continuer cette œuvre de salut, soit en propageant les saintes doctrines de l'Evangile, soit en réconciliant tous les esprits avec l'Eglise et la Papauté, soit en procurant à celle-ci et à celle-là une plus grande liberté, afin de les mettre en état de remplir avec des fruits abondants leur mission bienfaisante dans le monde.

Il Nous a plu, Monsieur le Cardinal, de vous associer à cette œuvre, Nous promettant beaucoup de votre expérience des affaires, de votre activité et de votre dévouement éprouvé au Saint-Siège, et de votre attachement à Notre personne. Pour l'accomplissement de ce très noble but, vous voudrez, de concert avec Nous, disposer partout l'action de Saint-Siège, en l'appliquant néanmoins aux différentes nations selon les besoins et les conditions spéciales de chacune.

En Autriche-Hongrie, la piété insigne de l'auguste Empereur et Roi Apostolique et son dévouement au Saint-Siège, dévouement où les autres membres de l'Illustre et Royale Famille se retrouvent avec lui, font que les meilleures relations existent entre le Saint-Siège et cet Empire. Grâce à elle et à l'intelligence des hommes qui possèdent la confiance de leur auguste Souverain, il sera possible de favoriser en Autriche-Hongrie les intérêts religieux, d'en écarter les obstacles et de régler d'un plein accord les difficultés qui pourraient se présenter.

De là, Notre pensée se tourne avec un intérêt spécial vers la France, nation noble et généreuse, féconde en œuvres et en institutions catholiques, toujours chère aux Pontifes, qui l'ont regardée comme la Fille aînée de l'Eglise. Comme preuve, Nous savons le dévouement que professent pour le Siège Apostolique ses fils, dont Nous avons eu plus d'une fois des motifs de la consolation la plus intime. Ce même sentiment d'affection spéciale que Nous avons pour elle, Nous fait éprouver une amertume plus vive à la vue de tout ce qui arrive au détriment de la religion et de l'Eglise. Nous faisons les vœux les plus ardents afin que le mal s'arrête, et, les défiances ayant cessé, que l'harmonie désirée puisse toujours régner entre le Saint-Siège et la France, dans l'observation selon la lettre et selon l'esprit de pactes solennellement stipulés.

Nous n'avons pas moins à cœur l'Espagne, qui, par sa foi inébranlable, a mérité le titre glorieux de nation catholique et qui retire de sa foi une si large part de sa grandeur. Vous, Monsieur le Cardinal, vous en avez connu de près le prix et vous en avez connu aussi les besoins particuliers, parmi lesquels le premier est celui de l'union entre catholiques dans la défense généreuse et désintéressée de la religion, dans le dévouement sincère au Saint-Siège, dans la charité réciproque, afin qu'ils ne se laissent entraîner ni par des visées personnelles, ni par l'esprit de parti. Les rapports intimes que cette nation fidèle et généreuse a avec Nous, la piété de la veuve Reine-Régente et son obéissance filiale au Vicaire de Jésus-Christ Nous donnent la certitude que Notre sollicitude paternelle pour les intérêts catholiques et la prospérité de ce royaume sera efficacement favorisée et secondée.

Les liens étroits d'origine, de langue et de religion, de même que la fermeté égale dans la foi des aïeux, qui unissent les populations de l'Amérique du Sud à la population espagnole, Nous engagent à ne pas

les séparer dans les soins particuliers que nous aurons à vouer d'une manière égale à leur avantage commun.

Nous ne pouvons passer sous silence la nation portugaise, qui a tant contribué à la propagation de la foi catolique dans les pays lointains et qui est si étroitement unie au Saint-Siège par des liens réciproques d'obéissance dévouée d'une part, et de réciprocité paternelle de l'autre. Nous avons pu récemment régler avec elle, d'un commun accord et à la satisfaction réciproque, le très grave démêlé relatif au patronage des Indes Orientales. Nous nous promettons de trouver aussi à l'avenir chez ceux qui en régissent les destinées les mêmes dispositions favorables, qui nous mettent en mesure de donner un accroissement de plus en plus grand à la religion catholique et dans ce royaume et dans ses colonies.

A ces nations catholiques, Nous associons aussi la Belgique, où le sentiment religieux est toujours si vif et si actif, et où, grâce à la sympathie très spéciale que Nous nourrissons pour elle, Nous voudrions que l'action bienfaisante de l'Eglise se répandit toujours plus largement dans la vie publique et privée.

Il est nécessaire, en outre, de continuer en Prusse l'œuvre de pacification religieuse, pour qu'elle soit conduite à sa fin. — Le bien considérable qui a été obtenu jusqu'ici, l'esprit bien disposé de S. M. l'Empereur et la bonne volonté dont Nous voyons toujours animés ceux qui y détiennent le gouvernement suprême des choses nous font espérer dans l'utilité de nos soins pour améliorer encore plus les conditions de l'Eglise catholique dans ce royaume, et satisfaire ainsi les justes desirs de ces populations catholiques, si méritantes de la religion par leur fermeté et leur constance. Et Nous voulons étendre également les mêmes soins aux différents Etats de l'Allemagne, afin que les lois qui ne laissent pas à l'Eglise la liberté nécessaire à l'exercice de son pouvoir spirituel soient écartées ou modifiées. Veuille le Ciel que tous se décident à se mettre sur cette voie ! Mais Nous faisons un vœu particulier pour le royaume catholique de Bavière, avec lequel le Saint-Siège a des liens spéciaux et où Nous désirons ardemment que la religion jouisse d'une vie toujours plus prospère et plus féconde.

Nous serions heureux si Nous pouvions de même faire pénétrer dans les autres Etats non catholiques les bonnes et salutaires influences de l'Eglise, et y apporter Notre concours à la cause de l'ordre, de la paix et du bien-être public, spécialement là où il y a, comme dans les vastes possessions de l'Angleterre, des sujets catholiques en grand nombre, auxquels Nous devons d'office toute la sollicitude de l'Apostolat suprême ; là où, comme dans les contrées de la Russie, les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent l'Eglise et les sujets catholiques rendraient Nos soins plus nécessaires et plus opportuns. — Et comme le pouvoir dont nous sommes investi embrasse de sa nature tous les temps et tous les lieux, c'est Notre devoir de prendre soin de l'accroissement de la religion là où elle est déjà largement établie, comme dans les Etats de l'Amérique, de favoriser les missions dans les pays encore barbares et infidèles. Il appartient également à Notre sollicitude de ramener à l'unité les peuples qui malheureusement s'en sont séparés. Parmi ceux-ci, Nous aimons à rappeler d'une manière spéciale ceux de l'Orient, si féconds pendant quelque temps en œuvres de foi et si glo-

rieux; et, avant tous, les peuples de la Grèce que, à l'exemple de beaucoup de Nos prédécesseurs, Nous désirons ardemment voir rattachés au centre de l'unité catholique et ressusciter à l'antique splendeur.

Mais il est un autre point qui réclame constamment Notre attention et qui est pour Nous et Notre autorité Apostolique du plus haut intérêt : Nous voulons parler de Notre condition actuelle dans Rome, à cause du funeste dissentiment entre l'Italie, telle qu'elle est à présent officiellement constituée, et le Pontificat romain. — Dans une matière si grave, Nous voulons vous ouvrir plus pleinement Notre pensée.

Plus d'une fois Nous avons exprimé le désir de voir la fin de ce dissentiment; et récemment encore, dans l'allocution consistoriale du 23 mai passé, Nous avons témoigné de Notre intention disposée à étendre ainsi d'une manière spéciale, comme aux autres nations, l'œuvre de la pacification à l'Italie chère et étroitement unie à Nous par tant de titres. Ici cependant, pour arriver à cette concorde, il ne suffit pas, comme ailleurs, de pourvoir à quelque intérêt religieux en particulier, de modifier ou d'abroger les lois hostiles, d'empêcher des dispositions contraires dont Nous sommes menacé; mais il faut en outre, et principalement, régler comme il convient la condition du Chef suprême de l'Eglise, devenue indigne de Lui, depuis beaucoup d'années, par les violences et les injures, et incompatible avec la liberté du ministère apostolique. A cette fin, Nous avons eu soin, dans l'allocution précitée, de mettre à la base de cette pacification la justice et la dignité du Siège Apostolique, et de réclamer pour Nous un état de choses dans lequel le Pontife romain ne doive être soumis à personne et puisse jouir d'une liberté pleine et non illusoire. Il n'y avait pas lieu de mal comprendre Nos paroles, et beaucoup moins de les dénaturer, en les pliant à un sens absolument contraire à Notre pensée. Il en ressortait clairement le sens voulu par Nous, à savoir que la condition indispensable de la pacification en Italie était la restitution d'une vraie souveraineté au Pontife romain. Car, dans l'état actuel des choses, il est manifeste que Nous sommes plus qu'en Notre pouvoir dans le pouvoir d'autres, de la volonté desquels il dépend de modifier, quand et comme il leur plaît, selon les changements des hommes et des circonstances, les conditions mêmes de Notre existence. *Verius in aliena potestate sumus, quam Nostra*, comme Nous l'avons répété plus d'une fois. C'est pourquoi Nous avons toujours, dans le cours de Notre Pontificat, conformément à Notre devoir, revendiqué une souveraineté effective pour le Pontife romain, non par ambition, ni dans le but d'une grandeur terrestre, mais comme une garantie vraie et efficace de son indépendance et de sa liberté.

En effet, l'autorité du Pontificat suprême instituée par Jésus-Christ et conférée à saint Pierre et par lui à ses successeurs légitimes, les Pontifes romains, destinés à continuer dans le monde jusqu'à la consommation des siècles la mission réparatrice du Fils de Dieu, enrichie des plus nobles prérogatives dotée, des pouvoirs les plus sublimes, propres et juridiques, tels que les exige le gouvernement d'une vraie et très parfaite société, ne peut, de sa nature même et par la volonté expresse de son divin Fondateur, être soumise à aucune puissance terrestre, mais elle doit jouir de la liberté la plus entière dans l'exercice de ses hautes fonctions. Et comme c'est de ce pouvoir suprême et de son libre exercice que dépend le bien de l'Eglise tout entière, il était de la plus

grande importance que son indépendance et sa liberté natives fussent assurées, garanties, défendues à travers les siècles, dans la personne de celui qui en était investi, avec les moyens que la Providence divine aurait reconnus aptes et efficaces au but. Ainsi, lorsque l'Eglise fut sortie victorieuse des longues et dures persécutions des premiers siècles, qui ont été comme le sceau manifeste de sa divinité; lorsque ce que l'on peut appeler l'ère d'enfance fut passée et qu'arriva pour elle le temps de se montrer dans le plein épanouissement de sa vie, une situation particulière, qui peu à peu, par le concours de circonstances providentielles, finit avec l'établissement de leur Principat civil, commença pour les Pontifes de Rome. Celui-ci s'est conservé, sous une forme et avec une extension diverses, à travers les vicissitudes infinies d'un long cours de siècles jusqu'à nos jours, rendant à l'Italie et à toute l'Europe, même dans l'ordre politique et civil, les avantages les plus signalés.

Les barbares repoussés ou civilisés; le despotisme combattu et dompté; les lettres, les arts, les sciences favorisés; les libertés des communes, les entreprises contre les musulmans, quand ils étaient, eux, les ennemis les plus redoutés non-seulement de la religion, mais de la civilisation chrétienne et de la tranquillité de l'Europe: ce sont là des gloires des Papes et de leur Principat. Une institution née par des voies si légitimes et spontanées, qui a pour elle une possession pacifique et incontestée de douze siècles, qui a contribué puissamment à la propagation de la foi et de la civilisation, qui s'est acquis tant de titres à la reconnaissance des peuples, a plus que tout autre le droit d'être respectée et maintenue: ce n'est pas parce qu'une série de violences et d'injustices est parvenue à l'opprimer que les desseins de la Providence sur elle peuvent être regardés comme changés. — Même, si l'on considère que la guerre faite au Principat civil des Papes fut toujours l'œuvre des ennemis de l'Eglise et de la religion, et, dans cette dernière période, l'œuvre principale des sectes, qui, en abattant le pouvoir temporel, ont voulu s'aplanir la voie pour prendre d'assaut et combattre le pouvoir spirituel des Pontifes lui-même, cela même confirme clairement qu'aujourd'hui encore, dans les desseins de la Providence, la souveraineté civile des Papes est ordonnée comme moyen vers l'exercice régulier de leur pouvoir apostolique, comme étant celle qui en sauvegarde efficacement la liberté et l'indépendance.

Ce qu'on dit en général du Principat civil des Papes vaut à plus forte raison et d'une manière spéciale pour Rome. Ses destinées se lisent clairement dans toute son histoire, à savoir: que, comme dans les conseils de la Providence, tous les événements humains ont été ordonnés vers le Christ et son Eglise, ainsi la Rome antique et son empire ont été établis pour la Rome chrétienne, et que ce n'est pas sans une disposition spéciale que le Prince des Apôtres, saint Pierre, a dirigé ses pas vers cette métropole du monde païen pour en devenir le Pasteur et lui transmettre à perpétuité l'autorité de l'Apostolat suprême. C'est ainsi que le sort de Rome a été lié, d'une manière sacrée et indissoluble, à celui du Vicaire de Jésus-Christ; et quand, à l'aurore de temps meilleurs, Constantin le-Grand résolut de transférer en Orient le siège de l'Empire romain, on peut admettre avec un fondement de vérité que la Providence l'a guidé afin que les nouvelles destinées sur la Rome des Papes s'accomplissent mieux. Il est certain qu'après cette époque, grâce

aux temps et aux circonstances, spontanément, sans offense et sans opposition de personne, par les voies les plus légitimes, les Pontifes en sont devenus les maîtres même politiquement; et, comme tels, ils l'ont gardée jusqu'à nos jours. — Il n'est pas nécessaire de rappeler ici les immenses bienfaits et les gloires que les Pontifes ont procurés à leur ville de prédilection, gloires et bienfaits qui sont écrits, du reste, en lettres ineffaçables sur les monuments et dans l'histoire de tous les siècles. Il est superflu aussi d'indiquer que cette Rome porte la marque pontificale profondément gravée dans toutes ses parties, et qu'elle appartient aux Pontifes par des titres tels et si nombreux qu'aucun Prince n'en a jamais eu de pareils sur n'importe quelle ville de son royaume. Néanmoins il importe grandement d'observer que la raison de l'indépendance et de la liberté pontificale, dans l'exercice du ministère apostolique, revêt une force plus grande et toute spéciale quand elle s'applique à Rome, siège naturel des Souverains Pontifes, centre de la vie de l'Eglise, capitale du monde catholique. Ici, où le Pontife demeure habituellement, où il dirige, administre, commande, afin que les fidèles de tout l'univers puissent, en toute confiance et sécurité, lui prêter l'hommage, la fidélité, l'obéissance qu'ils Lui doivent en conscience; ici, de préférence, il est nécessaire qu'il soit placé dans une telle condition d'indépendance, dans laquelle non-seulement sa liberté ne soit en rien entravée par qui que ce soit, mais qu'il soit évident à tous qu'elle ne l'est pas; et cela non par une condition transitoire et changeante à tout événement, mais stable et durable de sa nature. Ici, plus qu'ailleurs, le déploiement de la vie catholique, la solennité du culte, le respect et l'observation publique des lois de l'Eglise, l'existence tranquille et légale de toutes les institutions catholiques doivent être possibles et sans crainte d'entraves.

De tout cela, il est facile de comprendre comme s'impose aux Pontifes romains et combien est sacré pour eux le devoir de défendre et de maintenir la souveraineté civile et sa légitimité; devoir rendu encore plus sacré par la religion du serment. Ce serait folie de prétendre qu'ils consentiraient eux-mêmes à sacrifier, avec la souveraineté civile ce qu'ils ont de plus cher et de plus précieux: Nous voulons parler de leur liberté elle-même dans le gouvernement de l'Eglise, pour laquelle leurs Prédecesseurs ont, en toute occasion, si glorieusement combattu.

Nous, certes, avec l'aide de Dieu, nous ne faillirons pas à notre devoir, et sans le retour à une souveraineté véritable et effective, telle que la requièrent Notre indépendance et la dignité du Siège Apostolique, Nous ne voyons pas d'autre accès ouvert à des accords et à la paix. Toute la catholicité elle-même, très jalouse de la liberté de son Chef, ne se tranquilliserait jamais tant qu'il ne sera pas fait droit à ses plus justes revendications.

Nous savons que des hommes politiques, contraints par l'évidence des choses de reconnaître que la condition présente n'est pas telle qu'elle convient au Pontificat romain, méditent d'autres projets et expédients pour l'améliorer. Mais ce sont là de vaines et inutiles tentatives, et telles seront toutes celles de semblable nature qui, sous de spécieuses apparences, laissent de fait le Pontife dans un état de vraie et réelle dépendance. Le vice git dans la nature même des choses, telles qu'elles sont

présentement établies, et aucun tempérament ou égard extérieur dont on se servirait ne peut jamais suffire à l'écarter. Il est naturel, au contraire, de prévoir des cas où la condition du Pontife devienne même pire, soit par la prépondérance d'éléments subversifs et d'hommes qui ne dissimulent pas leurs desseins contre la personne et l'autorité du Vicaire du Christ, soit par des guerres et des complications multiples qui pourraient en naître à son détriment.

Jusqu'ici, l'unique moyen dont la providence s'est servie pour défendre, comme il convenait, la liberté des Papes a été leur souveraineté temporelle ; et quand ce moyen a manqué, les Pontifs ont toujours été ou persécutés, ou prisonniers, ou exilés, ou certes soumis au pouvoir d'un autre ; et, par conséquent, dans la condition de se voir rejetés à chaque événement sur l'une ou l'autre de ces voies. C'est l'histoire de toute l'Eglise qui l'atteste.

On espère néanmoins dans le temps et on s'en remet à lui, comme si, en se prolongeant, la condition présente pouvait devenir acceptable. Mais la cause de leur liberté est pour les Pontifes et pour la catholicité tout entière d'un intérêt primordial et vital ; et, par conséquent, on peut être certain qu'ils la voudront toujours garantie ; et dans le mode le plus sûr. Ceux qui la comprennent différemment ne connaissent pas ou feignent de ne pas connaître la nature de l'Eglise, la nature et la force de sa puissance religieuse, morale et sociale, que ni les injures du temps, ni la prépotence des hommes ne parviendront jamais à abattre. S'ils s'en rendaient compte et s'ils avaient vraiment du sens politique, ils ne songeraient pas seulement au présent, ni se confieraient dans des espérances trompeuses pour l'avenir ; mais, en donnant eux-mêmes au Pontife romain ce qu'il réclame à bon droit, ils mettraient fin à une situation pleine d'incertitudes et de périls, en assurant de cette manière les grands intérêts et les destinées mêmes de l'Italie.

Il n'y a pas à espérer que notre parole soit comprise par ces hommes qui ont grandi dans la haine de l'Eglise et du Pontificat ; à dire vrai, de même que ceux-ci détestent la religion, de même ils ne veulent pas le véritable bien de leur terre natale. Mais ceux-là qui, non imbus de vieux préjugés, ni animés d'un esprit irréligieux, apprécient justement les enseignements de l'histoire et les traditions italiennes et ne séparent pas l'amour de la patrie, voient avec Nous que dans l'union avec la Papauté réside précisément pour l'Italie le principe le plus fécond de sa prospérité et de sa grandeur.

L'état actuel des choses en est la confirmation. Déjà il est hors de doute, et les hommes politiques italiens eux-mêmes l'avouent, que le dissentiment avec le Saint-Siège n'est pas utile, mais nuit à l'Italie, en lui créant ni peu, ni de légères difficultés intérieures et extérieures. A l'intérieur, le dégoût des catholiques, en voyant que les revendications du Vicaire de Jésus-Christ ne sont prises en aucune considération et sont méprisées, le trouble des consciences, l'accroissement de l'irréligion et de l'immoralité, éléments grandement nuisibles au bien public. A l'extérieur, le mécontentement des catholiques, en voyant les intérêts les plus vitaux de la chrétienté compromis avec la liberté du Pontife ; — difficultés et périls qui, même dans l'ordre politique, peuvent en découler pour l'Italie et dont Nous désirons de toute Notre âme que Notre patrie soit préservée. Qu'on fasse cesser le conflit par celui qui le

peut et le doit, en reconstituant au Pape la position qui lui convient, et toutes ces difficultés cesseront du coup.

Bien plus, l'Italie en bénéficierait grandement en tout ce qui constitue la vraie gloire et le bonheur d'un peuple, ou qui mérite le nom de civilisation ; car, de même qu'elle a reçu en partage de la Providence d'être la nation la plus voisine de la Papauté, ainsi elle est destinée à en recevoir plus abondamment, si elle ne la combat ou ne s'y oppose, les influences bienfaisantes.

On objecte que, pour rétablir la souveraineté pontificale, il faudrait renoncer à de grands avantages déjà obtenus, ne tenir aucun compte des progrès modernes, revenir en arrière jusqu'au moyen âge. Mais ce ne sont pas là des motifs valables.

A quel bien vrai et réel s'opposerait, en effet, la souveraineté pontificale ? Il est indubitable que les villes et les régions déjà soumises au Principat civil des Pontifes ont été, par cela même, préservées plus d'une fois de l'asservissement à la domination étrangère et ont toujours gardé le caractère et les habitudes purement italiennes. Aujourd'hui encore, il ne pourrait en être autrement, car si, par sa haute mission, universelle et perpétuelle, le Pontificat appartient à toutes les nations, il est une gloire spécialement italienne, à cause du Siège que la providence lui a assigné.

Que si l'unité de l'Etat venait ainsi à faire défaut, sans entrer dans des considérations qui touchent au mérite intrinsèque de la chose, et Nous plaçant uniquement un instant sur le terrain même des adversaires, Nous demandons si cette condition d'unité constitue pour les nations un bien si absolu que, sans lui, il n'y a pour elles ni prospérité ni grandeur ; ou si supérieur qu'il doit prévaloir sur tout autre. Le fait de nations très florissantes, puissantes et glorieuses, qui n'ont pas eu, et qui n'ont pas cette forme de l'unité que l'on désire, répond pour Nous, et cette réponse se trouve dans la raison naturelle qui, dans un conflit, reconnaît que le bien de la justice, premier fondement du bonheur et de la stabilité des Etats, doit prévaloir ; et cela spécialement quand il est lié, comme c'est le cas ici, à l'intérêt supérieur de la religion et de l'Eglise tout entière. Devant celui-ci il n'y a pas à hésiter ; que si, de la part de la Providence, c'a été un effet de prédilection spéciale envers l'Italie d'avoir placé dans son sein la grande institution du Pontificat, dont chaque nation se sentirait hautement honorée, il est juste et nécessaire que les Italiens ne regardent pas à des difficultés pour la mettre dans une condition qui lui convienne. D'autant plus que, sans exclusion de fait d'autres tempéraments utiles et opportuns, sans parler d'autres biens précieux, l'Italie, en vivant en paix avec le Pontificat, verrait l'unité religieuse, fondement de toute autre, et source d'immenses avantages même sociaux, puissamment cimentée.

Les ennemis de la souveraineté pontificale font appel aussi à la civilisation et au progrès. Mais, pour bien s'entendre dès le principe, ceci seul qui conduit au perfectionnement intellectuel et moral, ou au moins qui ne s'y oppose pas, peut constituer pour l'homme le véritable progrès ; et il n'y a pas de source plus féconde de ce genre de civilisation que l'Eglise, qui a la mission de conduire toujours l'homme à la vérité et à la rectitude de la vie. En dehors de cette sphère, tout genre de progrès n'est en vérité que recul et ne saurait que dégrader l'homme et le refou-

ler vers la barbarie : et ni l'Eglise, ni les Pontifes, soit comme Papes, soit comme Princes civils, ne pourraient, pour le bonheur de l'humanité, s'en faire jamais les fauteurs.

Mais tout ce que les sciences, les arts et l'industrie humaine ont trouvé de nouveau pour l'utilité et les besoins de la vie ; tout ce qui favorise le commerce honnête et la prospérité des fortunes publiques et privées ; tout ce qui n'est pas licence, mais liberté vraie et digne de l'homme, tout cela est béni par l'Eglise et peut avoir une part très large dans le Principat civil des Papes. Et les Papes, quand ils en seraient de nouveau en possession, ne manqueraient pas de l'enrichir de tous les perfectionnements dont il est capable, en faisant droit aux exigences des temps et aux nouveaux besoins de la société.

La même sollicitude paternelle dont ils ont été toujours animés envers leurs sujets leur conseillerait encore dans le présent de rendre douces les charges publiques ; de favoriser avec la plus large générosité les œuvres de charité et les instituts de bienfaisance ; de prendre un soin spécial des classes nécessiteuses et ouvrières en en améliorant le sort ; de faire, en un mot, de leur principat civil, aussi dans le présent, une des institutions les mieux aptes à former la prospérité des sujets.

Il serait inutile de produire contre lui l'accusation d'être né au moyen âge. — Car il aurait les formes et les améliorations utiles exigées par les temps modernes, et si, dans la substance, il était ce qu'il a été dans les temps du moyen âge, à savoir une souveraineté disposée pour sauvegarder la liberté et l'indépendance des Pontifes Romains dans l'exercice de leur autorité suprême, qu'est-ce à dire ? Le but très important auquel il sert ; les avantages multiples qui en découlent pour la tranquillité du monde catholique et la tranquillité des Etats, la manière douce avec laquelle il s'exerce ; l'impulsion puissante qu'il a toujours donnée à tous les genres de sciences et de culture civile, sont des éléments qui conviennent admirablement à tous les temps, qu'ils soient civilisés et tranquilles, ou qu'ils soient barbares et troublés. Ce serait démence de vouloir le supprimer pour cela seul qu'il florissait aux siècles du moyen âge. — Du reste, si ceux-ci, comme toutes les époques, ont eu des vices et des habitudes blâmables, ils ont eu pourtant des avantages si particuliers que ce serait une véritable injustice que de les méconnaître. Et l'Italie, qui, précisément dans le cours de ces siècles, dans les sciences, les lettres, les arts, dans les entreprises militaires et navales, dans le commerce, dans les organisations municipales a atteint tant de grandeur et de célébrité qu'elles ne pourront jamais ni être détruites, ni obscurcies, devrait, plus que tout autre, savoir les apprécier.

Nous voudrions, Monsieur le Cardinal, que ces idées, découlant de considérations si hautes et qui tiennent compte de tous les intérêts légitimes, pénétrant toujours plus dans tous les esprits ; et que non-seulement tous les vrais catholiques, mais aussi ceux qui aiment l'Italie d'un amour sincère, entrent ouvertement dans Nos vues et les secondent. — De toute manière, en favorisant la réconciliation avec le Pontificat, en en indiquant les conditions fondamentales, Nous sentons que nous avons satisfait à un de Nos devoirs devant Dieu et les hommes, quels que soient les événements qui suivront.

Quant à vous, nous sommes certain que vous voudrez toujours employer toute votre activité intelligente à l'exécution des desseins que Nous vous

avons manifestés dans cette lettre. Et afin que votre œuvre tourne au grand avantage de l'Eglise et à l'honneur du Saint-Siège, Nous implorons sur vous en abondance les lumières et les secours du Ciel. Comme gage de ceux-ci et en témoignage d'affection très spéciale, Nous vous donnons de cœur la Bénédiction apostolique.

LÉON XIII, Pape.

Du Vatican, le 15 juin 1887.

---

**Circulaire du Cardinal, Secrétaire d'Etat, aux Nonces Pontificaux.**

22 juin 1887.

Illustrissime et révérendissime seigneur,

Il vous a été remis en son temps le texte de la dernière allocution pontificale, prononcée dans le consistoire du 23 mai dernier. Dans cette allocution, le Saint-Père, après avoir manifesté au Sacré Collège sa haute satisfaction pour les négociations suivies depuis longtemps en vue de la pacification religieuse de l'Allemagne, dans la paternelle charité de son cœur, qui embrasse toutes les nations, adressait de préférence à l'Italie de très nobles paroles dictées par sa sollicitude apostolique et par le sincère désir de paix, dans la confiance qu'elles réussiraient d'une façon quelconque à ébranler les esprits de ceux qui, refusant d'entrer dans les voies des justes et légitimes réparations, maintiennent encore l'Italie dans une lutte insensée avec la Papauté de la salutaire influence de laquelle ils la privent.

La voix auguste du chef de l'Eglise, en produisant, comme il fallait s'y attendre, sur les esprits des Italiens une impression profonde, et en éveillant partout des sentiments de reconnaissance et le désir très vif de mettre un terme à un état de choses intolérable, funeste à tous et propre uniquement à satisfaire les vœux d'une faction d'hommes élevés dans la haine contre l'Eglise, était en même temps de nature à mettre de plus en plus en relief le caractère calomnieux de l'assertion répétée à dessein par ceux-ci que le Souverain Pontife était l'ennemi perpétuel de l'Italie, de cette Italie qui, dans la Papauté, a trouvé toujours le facteur principal de sa grandeur séculaire et le garant le plus puissant et le plus sûr de sa sauvegarde.

Les ennemis de la paix sont ceux qui, en reniant l'histoire et toute tradition paternelle, ont pensé, sur les ruines de la Papauté, élever l'édifice national. Ils n'ont pas songé que cet édifice, placé hors de son centre naturel de gravitation, viendrait à crouler tôt ou tard. Pour rendre stérile l'effet de l'allocution pontificale, ils se sont appliqués à en travestir la portée, comme si l'amicale intervention du Saint-Père, sollicitant l'Italie de réparer d'elle-même la violation de la justice et les offenses dirigées contre l'indépendance et la dignité du Saint-Siège apostolique, ne signifiait pas autre chose que l'abdication de la part du Souverain Pontife des biens suprêmes que ni lui ni aucun de ses successeurs ne pourrait jamais s'abstenir de revendiquer.

Au Parlement italien aussi, comme Votre Seigneurie l'aura appris par les journaux, a été posée dernièrement une question par le député Bovio, à l'effet d'exclure toute idée de rapprochement vers le Saint-Siège et les ministres de la Couronne, Zanardelli et Crispi, ont été, bien que dans un

langage modéré et poli, d'accord pour affirmer que l'Italie n'éprouve pas le besoin de se réconcilier avec la Papauté, attendu qu'il lui suffit d'observer ses propres lois, et qu'elle ne serait pas disposée à admettre un rapprochement au préjudice des prétendus droits de la nation et avec l'intervention des puissances étrangères.

Pour mettre en pleine lumière et opposer à des commentaires si absurdes et des affirmations si futiles l'auguste parole pontificale, afin que l'opinion publique ne puisse être induite en erreur, notamment dans les pays étrangers, où il est difficile de connaître tous les artifices qu'ont coutume de mettre en œuvre les adversaires du Saint-Siège pour en travestir les intentions, j'ai cru opportun de rappeler à l'attention de Votre Seigneurie les observations suivantes, qu'elle soumettra à cet effet à M. le ministre des affaires étrangères :

En premier lieu, il est à peine possible de concevoir qu'il puisse se trouver des gens pour supposer sérieusement que le Saint-Père, en exprimant ses vœux pour que disparaisse le funeste différend avec le Pontificat romain, les intérêts de la justice ainsi que la dignité et l'indépendance du Siège apostolique étant sauvegardés, ait pu laisser entrevoir je ne sais quelle intention occulte d'abandonner la revendication du principat civil dont il a été dépouillé par l'œuvre de la violence et des sectes, uniquement parce que, dans le passage très court de son allocution où il faisait allusion à l'Italie, il n'a pas mentionné explicitement cette revendication. Pour pouvoir attribuer aux paroles pontificales une interprétation aussi absurde, il faudrait non-seulement cesser de tenir compte des actes antérieurs et même récents du même Pontife qui revendiquaient, de la façon la plus nette et la plus absolue, les droits, foulés aux pieds, du Saint-Siège sur Rome et sur les Etats de l'Eglise, mais encore oublier la déclaration solennelle de tout l'épiscopat, qui représente la voix unanime de toute l'Eglise catholique, à savoir que, dans l'ordre de choses actuel, le pouvoir temporel du Pontife romain est une condition indispensable pour le libre exercice du ministère apostolique.

En outre, il convient de faire attention que les conditions mises par le Saint-Père à la réconciliation désirée réclament expressément qu'on fasse réparation à la justice violée et qu'on pourvoie comme il est nécessaire à l'indépendance et à la dignité du Siège apostolique ; par cette réserve, il revendiquait de la manière la plus efficace ses droits sur le domaine temporel.

Comment, en effet, la justice pourrait-elle jamais régner, si le Pape n'est pas réintégré dans ses droits incontestables de souverain temporel, droits fondés sur les titres les plus légitimes et sacro-saints ? Car aucun prince ne pourra, comme le Pape, confirmer sa souveraineté territoriale par une possession de douze siècles, fondée sur la cession spontanée de peuples abandonnés, sur les donations de princes pieux, sur de constantes revendications, toujours sanctionnées par les traités, comme étant un patrimoine sacré et insaisissable de l'Eglise, avec le consentement de tous les Etats et de toutes les nations, qui ont toujours considéré la puissance temporelle des Pontifes romains comme un boulevard nécessaire à l'indépendance de la chaire apostolique pour la libre propagation de ses doctrines et l'exercice complet de son ministère, contre la domination et l'oppression de n'importe quelle nature ; fondée, enfin,

sur les services rendus non seulement à l'Italie, mais encore aux autres nations, qui doivent principalement à la Papauté le degré de civilisation où elles sont parvenues et leur affranchissement des nombreuses invasions de barbares.

Ces titres et bien d'autres encore qu'on pourrait invoquer pour établir la base de la justice à laquelle le Saint-Père a fait appel dans son allocution sont tellement évidents qu'ils ne sauraient être entamés et encore moins détruits par l'argument habituel du prétendu droit national. Car ce soi-disant droit des nationalités non seulement est absolument inconnu dans le code positif qui règle les relations réciproques des nations, mais, si l'on essayait de l'appliquer aux Etats constitués, ce serait une cause de troubles universels, et cela rouvrirait l'ère des conquêtes des barbares, accomplies sous l'empire exclusif de la force matérielle, à l'aide de laquelle le Saint-Siège a été dépouillé au moment où l'Europe était en proie aux bouleversements.

Il n'est pas vrai que l'indépendance pour le libre gouvernement de l'Eglise et la dignité du Souverain Pontife seraient assurées, comme il est nécessaire, sans la garantie, la seule efficace, de la souveraineté territoriale.

Il n'est pas besoin d'une grande perspicacité pour comprendre que le Souverain Pontife, sur son Siège, privé de sa vraie et propre souveraineté territoriale, sera toujours le sujet et l'hôte d'un autre pouvoir, uniquement et principalement souverain; par conséquent, quelle que soit l'ombre de liberté et d'indépendance qui lui serait accordée par ce pouvoir sous n'importe quelle forme, outre qu'elle serait révoquée en droit par le pouvoir qui l'aurait accordée, elle serait toujours en fait violable et illusoire.

On n'atteindrait pourtant pas le but (en vue duquel l'indépendance du Pontife romain est reconnue nécessaire) qui est certainement de rendre libre et dégagée de tout lien, non-seulement en soi, mais encore au regard du monde, sa puissance spirituelle, de manière à la mettre à l'abri de toute ingérence et pression matérielle et morale de la part de tout autre pouvoir.

Enfin, le Pontife romain, étant donné la très haute dignité dont il est revêtu, ne pourrait exercer avantageusement et avec le prestige qui lui est nécessaire sa puissance spirituelle sur plus de 200 millions de sujets de toute race et de toute classe, et dont quelques-uns jouissent de prérogatives souveraines, sans être entouré de cette splendeur extérieure que la Providence lui a accordée alors que les différentes nations et les royaumes surgirent du sein de la chrétienté sur les ruines de l'empire romain.

Le Pape, non souverain dans son Siège, se trouverait continuellement exposé à des contacts humiliants et indignes à beaucoup d'égards de la sublimité de son rang.

Il serait, en outre, obligé d'avoir pour familiers, pour conseillers, pour auxiliaires et coopérateurs de toute sorte, indispensables à l'exercice du ministère apostolique, des personnes soumises à l'autorité étrangère d'un autre prince.

De tout ce qui précède il est facile de conclure que ni la justice, ni l'indépendance, ni la dignité même du Souverain Pontife ne pourraient

être sauvées si l'Italie persistait à garder les dépouilles du domaine temporel, au grand dommage du Saint-Siège apostolique.

Après cela, il est inutile de relever l'incohérence et la futilité dont lesdits ministres ont fait preuve dans leurs déclarations au Parlement italien. En prétendant que l'Italie ne sent nullement le besoin de se réconcilier avec le Pape, on se met en contradiction avec le fait manifeste du sentiment universel des Italiens, dont la presse de toutes les nuances et de tous les partis s'est faite l'écho, demandant avec raison qu'il soit mis fin à un état de choses qui se traduit par une lutte anormale et préjudiciable. Nul n'ignore en effet que, par l'oppression de l'Eglise et du Pape, l'Italie s'est privée de la force morale la plus élevée, toujours indispensable à n'importe quel gouvernement, mais principalement à celui-ci, dans la situation funeste où il s'est placé, pour maintenir le peuple dans le devoir, pour garder intacts les principes d'autorité et d'ordre aujourd'hui si affaiblis, pour sauver les institutions fondamentales de l'État d'une ruine irréparable, enfin, pour ne pas tenir perpétuellement suspendue au-dessus de la tête de la nation une des plus graves éventualités, qui, touchant aux intérêts religieux et moraux du monde entier, donne à tous le droit d'y intervenir et d'en demander une solution convenable, les lois qu'on fait soi-même ne pouvant suffire au maintien des droits et tranquilliser les consciences des autres. Si toutefois, et malgré toutes ces raisons, le gouvernement italien estimait qu'il n'est pas opportun d'accepter l'invitation paternelle du Saint-Père, la responsabilité du refus retomberait tout entière sur ce gouvernement, et il devrait cesser dorénavant de reprocher au Souverain Pontife, par une sorte d'animosité, une attitude partielle, hostile à l'Italie et bienveillante à l'égard des autres puissances ; il conviendrait, en outre, que, pour agir franchement et loyalement, le gouvernement italien s'abstînt de signaler le Saint-Siège aux gouvernements étrangers comme la cause principale d'un différend fécond en maux extrêmement graves et qui est généralement déploré. Votre Seigneurie donnera lecture de cette mienne dépêche à M. le ministre des affaires étrangères, à qui elle en laissera aussi copie si la demande lui en est faite.

Avec les sentiments de l'estime la plus distinguée, je suis de Votre Illustrissime et Révérendissime Seigneurie le serviteur.

M., cardinal [RAMPOLLA.]

Rome, le 22 juin 1887.

---

## CORRESPONDANCE

Relative à des questions de Limites, de Traité de Commerce et de Réclamations pécuniaires (1)

---

### PREMIÈRE PARTIE

**M. Mansfield, Ministre résident de S. M. B. à Caracas,**  
**à M. Rafaël Seijas, Ministre des Affaires étrangères du Vénézuëla.**

Caracas, le 15 octobre 1883.

Monsieur le Ministre,

Par le dernier paquebot de la Compagnie de la *Malle Royale*, j'ai reçu de Lord Granville une communication d'une grande importance, vu les différentes affaires qui y sont traitées, et je ne saurais trop exagérer à V. E. mon opinion sur ce qu'elles doivent être traitées avec la plus complète considération de la part du Gouvernement du Vénézuëla; considération que Son Excellence Monsieur le Président de la République est résolu d'apporter aux communications des Gouvernements amis et plus spécialement à celles du Gouvernement de la Grande Bretagne. Cependant, dans l'occasion présente où il est manifeste que, si pour l'avantage mutuel des deux Gouvernements, il est urgent que plusieurs points contestés et en litige, quelques-uns à la vérité de longue date, reçoivent une solution prochaine et satisfaisante, il devient encore plus urgent de considérer soigneusement les vues du Gouvernement de Sa Majesté.

Lord Granville m'autorise à appeler la sérieuse attention du Gouvernement du Vénézuëla sur les questions, aujourd'hui pendantes entre ce Gouvernement et la Grande Bretagne, et je dois dire que, de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, il est à désirer d'arriver à la prompt solution de ces différends.

Lord Granville avait attendu quelque temps l'arrivée de M. Rojas à Londres afin d'entrer avec lui dans la discussion des points débattus; mais son rappel en a empêché Lord Granville, et Sa Seigneurie désire savoir dans quels brefs délais on peut attendre le successeur de Son Excellence et si le Ministre lui-même ira muni d'instructions telles qui l'autorisent à terminer personnellement ces affaires aussitôt son arrivée en Europe.

Les questions auxquelles Lord Granville se réfère sont :

- 1<sup>o</sup> Celle des limites entre le Vénézuëla et la Guyane Anglaise ;
- 2<sup>o</sup> Celle des droits différentiels sur les importations des colonies Anglaises.
- 3<sup>o</sup> Celle des réclamations des créanciers Anglais contre la République.

(1) Cette correspondance a été publiée, en français, par le Gouvernement Vénézuélien en 1887.

Comme préliminaires pour l'entrée en négociations, Lord Granville considère indispensable l'envoi d'une réponse aux propositions du Gouvernement de Sa Majesté sur la question des limites ; si la réponse était affirmative, et si les autres questions se réglaient d'une manière satisfaisante, les désirs du Gouvernement du Vénézuéla quant à la cession de l'île de Patos, obtiendraient une considération favorable.

Quant aux droits différentiels, le Gouvernement de Sa Majesté sera disposé à discuter avec l'esprit le plus conciliant, mais sans s'obliger d'avance à les accepter, les propositions du Gouvernement du Vénézuéla pour l'addition d'articles supplémentaires au traité existant actuellement entre les deux pays.

La question des réclamations étrangères contre le Vénézuéla a été l'objet d'une récente communication du Gouvernement des Etats-Unis du Vénézuéla au Gouvernement de Sa Majesté, et avant d'y répondre Lord Granville serait heureux d'être informé de ce que pense le Gouvernement du Vénézuéla sur la recommandation de payer à la France, à part les dividendes proportionnels stipulés, la somme de sept cent vingt mille francs, 720,000.

Le Gouvernement de Sa Majesté considère que les questions auxquelles se réfère Lord Granville doivent être traitées toutes ensemble et j'ai ordre d'annoncer qu'il met une grande importance à leur règlement simultané.

Telles sont, Monsieur le Ministre, avec précision, les idées du Gouvernement de Sa Majesté sur les affaires débattues, et je ne puis faire moins que d'espérer que le Gouvernement du Vénézuéla corresponde à l'esprit cordial et amiable avec lequel Lord Granville envisage les choses.

Le Président de la République ne manquera pas d'observer le ton de Lord Granville touchant les *articles* (non pas l'article) additionnels au traité, et quoique Sa Seigneurie ne fasse pas une promesse formelle à ce sujet, j'ose penser que, lorsqu'arrivera la discussion en forme de l'affaire, les propositions du Vénézuéla auront toutes les probabilités d'être acceptées par le Gouvernement de Sa Majesté.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

#### M. Rafaël Seijas à M. Mansfield.

Caracas, le 15 novembre 1883.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche du 15 octobre dernier par laquelle Votre Excellence veut bien exposer le contenu des instructions envoyées récemment par Lord Granville, Ministre des Relations Extérieures de Sa Majesté Britannique, afin de démontrer au Gouvernement du Vénézuéla l'importance de terminer promptement et toutes à la fois les questions pendantes entre les deux pays, à savoir, d'après ce que dit Lord Granville :

- 1° Limites entre le Vénézuéla et la Guyane Britannique.
- 2° Droits différentiels sur les importations au Vénézuéla des Colonies Anglaises.

3° Réclamations actuelles de créanciers Anglais contre la République.

Et Votre Excellence veut bien ajouter, avec l'autorisation de Lord Granville, la disposition favorable du Gouvernement de Sa Majesté touchant la

réclamation du Vénézuéla de l'île de Patos, si le règlement des dites questions arrivait à une solution satisfaisante, comme on doit l'espérer.

Les termes dans lesquels sont conçues les instructions de Lord Granville, ainsi que l'intérêt qu'ils manifestent pour que les points débattus aient une solution prompte et simultanée, sont grandement appréciés par Son Excellence le Président de la République, parce qu'ils démontrent la tendance véritablement conciliante et les vues élevées du Gouvernement de Sa Majesté et en même temps justifient et confirment la persuasion qui n'a jamais pu se séparer de l'esprit du Président, de considérer comme impossible, en vue de tous les antécédents, que les dispositions de la Grande Bretagne à l'égard de la République du Vénézuéla cessassent d'être aussi nobles.

Sans droits ni intérêts légitimes qui, d'une manière quelconque pussent être considérés antagonistes entre les deux peuples, vu la sagesse séculaire du Cabinet de Saint-James, la constante cordialité de la jeune République pour correspondre dignement à de si bonnes dispositions et les preuves réciproques d'une condescendance spéciale, prouvée en tout temps, il ne pourrait exister actuellement un autre programme que celui de faire disparaître tout motif de discussion entre les deux Gouvernements.

Une seule difficulté s'interpose, mais de second ordre, quant au *modus operandi* ; et je suis chargé par Son Excellence le Président de l'exposer à la considération du Gouvernement de Sa Majesté dans l'espoir qu'elle sera écartée.

Cette difficulté consiste surtout, dans le désir de Son Excellence le Président de la République d'avoir la gloire de laisser, réglée convenablement et d'une manière réciproque et féconde, toute difficulté dans les importantes relations de la République avec la Grande Bretagne avant le 20 février prochain, jour où il devra se séparer de l'exercice du Pouvoir Exécutif, avec la parfaite sécurité que le Congrès de la République approuvera ce dont Son Excellence aura convenu.

Ce désir, qui correspond parfaitement à celui qu'exprime le noble Lord Granville avec instance, serait encore compatible avec le but d'établir la négociation à Londres, si Son Excellence le Président avait actuellement le pouvoir d'envoyer un Ministre de la République à Sa Majesté, d'une manière conforme à nos lois ; mais malheureusement ce ne l'est pas avec celle du budget de l'année fiscale courante, et ne pourra l'être qu'au printemps prochain conformément au nouveau budget.

En attendant, la question des limites étant le point principal de ceux recommandés par Lord Granville, c'est le point qui est venu précisément retarder le cours de la négociation pendant une année, à cause du désir du Gouvernement de pouvoir vaincre d'une manière quelconque le grave inconvénient que présente, pour la célébration de Traités sur les limites, la Constitution ou Loi fondamentale de la République. Elle refuse d'une manière formelle à ses Hauts Pouvoirs la faculté d'aliéner ou de céder en aucun cas, ni même sous forme d'indemnité ou d'échange, la plus minime partie de son territoire déclaré domaine de la République.

Pendant un an l'Illustre Américain a consulté l'opinion des jurisconsultes et des hommes publics les plus notables, cherchant la lumière qui pût le conduire à la solution de la question des limites de la Guyane sous la forme d'un Traité ; mais, comme tous les documents et tous les talents consultés sont venus confirmer chaque fois davantage, que la limite de

droit héritée par la République avec l'ancienne Colonie Hollandaise, actuellement Colonie Anglaise, est la rivière Essequibo, il est devenu patent qu'il est impossible d'en appeler à un autre moyen de terminer cette discussion que celui d'un arbitre de droit, qui, par élection volontaire et unanime des deux Gouvernements, juge et prononce définitivement.

Voilà l'écueil que rencontre Son Excellence le Président, pour satisfaire comme il le voudrait avec la meilleure volonté le désir de Lord Granville, de terminer tout motif de discussion entre les deux Gouvernements sous forme de Traité.

Une sentence *juris* imposerait une solution obligatoire et heureuse à la question des limites ; en conséquence, Son Excellence le Président m'ordonne de porter avec instance, par le digne organe de Votre Excellence, l'attention de Lord Granville sur l'urgence de la désignation unanime d'un arbitre, afin que d'ici à février les désirs conciliables des deux Gouvernements puissent être satisfaits ; et ce procédé ne dépendra que de ce que le Gouvernement de Sa Majesté juge convenable d'autoriser sa légation à Caracas, pour s'accorder avec le Gouvernement Vénézuélien sur l'élection sans aucun retard.

Les négociations ayant rapport aux additions au Traité actuel proposées par le Vénézuéla et nécessaires pour la parfaite intelligence à l'avenir, ainsi que la difficulté provenant des droits différentiels, et les créances de créanciers anglais, et celle qui a rapport à l'Île de Patos, pourraient obtenir la solution désirée en attendant que soit prononcée la sentence de l'arbitre sur les limites, si le Gouvernement de Sa Majesté, vu la force des circonstances qu'impose le court délai du 20 février, conviendrait d'établir à Caracas ces négociations. C'est ainsi que Son Excellence aura la satisfaction d'atteindre, avant le 20 février, le but qu'il ambitionne de laisser réglée toute difficulté de la République avec son ancienne amie la Grande Bretagne.

A cet effet, il contribuerait efficacement qu'entre les instructions que recevrait la Légation Britannique à Caracas, le noble Lord Granville crût convenable d'y joindre ce qui est relatif aux créances de sujets Anglais contre le Vénézuéla, en terminant la Convention déjà proposée au Gouvernement de Sa Majesté pour convertir en Dette Diplomatique, représentée en bons du 3 0/0, le solde de ces créances ; le dessus pour lequel il peut être à-propos de rappeler ici, que l'Italie, sous forme de Traité, a accepté cette forme de paiement, la plus commune en ce moment, et aussi la plus avantageuse pour le créancier légitime et pour le débiteur honnête. L'Espagne l'a acceptée à la liquidation de l'avoir de ses sujets, lesquels en sont très satisfaits. L'Allemagne a déclaré en Convention qu'elle l'accepte si les autres créanciers en conviennent comme elle.

Quant à l'indication que Lord Granville veut bien faire émanant d'une autre indication du Gouvernement des Etats-Unis du Nord, relative à la créance française, le Gouvernement, par voies officieuses, a porté à la connaissance du Gouvernement Français, lequel n'a pas voulu la quote-part qui lui correspondait du 13 0/0 destinée par la loi aux créances diplomatiques, qu'il sera versé au comptant une somme de quatre cent mille francs pour que le reste de sa créance, qui, liquidée, ne s'élèvera peut-être pas à une égale somme, fût soldé en bons de la dette diplomatique du 3 0/0, ou avec treize mille deux cent quarante-deux francs mensuels, au lieu des

ouze mille six cent trente-sept auxquels s'élève aujourd'hui sa quote-part.

Je remplis ainsi les ordres de Son Excellence le Président avec toute la clarté et la précision que réclame le court espace de temps qui reste jusqu'au 20 février et qu'exige avec instance le noble Lord Granville, désir que Votre Excellence a recommandé en termes bienveillants ; et Son Excellence le Président espère atteindre la gloire à laquelle il aspire, de laisser le Gouvernement de la République dans la meilleure harmonie, et sans aucun point à discuter, avec le noble Gouvernement de la Grande Bretagne.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : Rafaël SEIJAS.

---

M. Mansfield à M. Rafaël Seijas.

Caracas, le 19 novembre 1883.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse de remercier Votre Excellence pour son aimable dépêche du 15 du courant, dont je ne manquerai pas d'envoyer sans retard une copie et une traduction au Comte Granville.

Vers la fin de la note de Votre Excellence il est dit que, semi-officiellement, on pourrait faire au Gouvernement de la France la proposition d'être payé par celui du Vénézuéla, immédiatement et en numéraire de la somme de 16,000 livres sterling suivie d'un paiement graduel et alternatif d'une somme égale en dehors de la quote-part mensuelle.

Déjà dès la fin du mois de mars 1881, j'ai reçu des instructions de Lord Granville pour protester contre toute préférence accordée en faveur des Français et à laquelle ne participeraient pas les réclamations Britanniques.

Jusqu'à présent, il n'y a pas d'indices qu'une telle préférence pût être discutée ; mais s'il apparaissait qu'on projette quelque préférence ou avantage exclusif en faveur des réclamants Français, ou quelque arrangement qui pût être interprété dans ce sens, il est de mon devoir de protester contre une semblable mesure, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, pour remplir les instructions dont j'ai fait mention.

A présent je prends la liberté d'appeler l'attention du Gouvernement du Vénézuéla sur le paragraphe suivant de la note dirigée par V. E. au Marquis de Tallenay le 5 avril 1881 :

« Il ne resterait au Vénézuéla pour satisfaire le Gouvernement de la République Française d'autre parti que celui d'augmenter toutes les quotes-parts correspondantes à l'Angleterre, aux Etats-Unis du Nord, à l'Empire d'Allemagne, à l'Espagne, à la Hollande et au Danemark dans les mêmes proportions que celles de la France ; mais appliquer à cet effet d'autres fonds ne dépassant pas le produit de 13 p. 100, affecté religieusement, cela n'est ni compatible avec l'existence tranquille et progressive dont jouit la République depuis plus de dix ans, due aux efforts assidus, persévérants et prévoyants du Président actuel qui a sauvé son pays en reléguant à l'histoire 34 ans de guerres civiles et leurs lamentables désastres ; ni ne lui permettrait de remplir honorablement et avec décor l'obligation sacrée de maintenir l'ordre, de conserver le crédit et d'assurer de cette manière tous les intérêts nationaux et étrangers qui demandent à

grands cris la paix de la République. Au surplus cela ne pourrait se faire sans manquer à la loi sur le Crédit Public de 1872, qui réserve ces fonds pour les créanciers diplomatiques et sans manquer à la loi sur le Budget qui est conforme à la première. »

Ce sont des expressions que, selon qu'il est à présumer, le Gouvernement de Sa Majesté aura compris devoir contenir une déclaration de la part du Gouvernement du Vénézuéla qu'il ne devrait être accordé aux réclamations Françaises aucun avantage auquel ne participeraient pas les sujets Anglais.

Je dois aussi faire mention de ce que dans une entrevue avec le Président de la République, chez Monsieur O'Leary, en avril 1881, j'exposai à Son Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté avait l'espoir qu'il ne serait accordé aux réclamations Françaises aucune préférence ou avantage qui ne serait pas également accordé aux réclamations Britanniques, et je compris que le Président me donna l'assurance qu'on n'accorderait ni ne pourrait accorder un tel avantage.

L'esprit très-conciliant avec lequel les deux Gouvernements entrent dans toutes ces questions m'anime à croire que le Gouvernement du Vénézuéla ne projette aucune mesure injuste contre les réclamations Anglaises déjà reconnues justes et équitables par le Gouvernement de la République ; et ce serait pour moi un motif de satisfaction de recevoir de Votre Excellence une explication satisfaisante sur ce point de la discussion pendante.

En vous renouvelant l'assurance de ma considération la plus distinguée, j'ai l'honneur de me soucrire, de Votre Excellence, le très dévoué serviteur.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

---

**M. Rafael Seijas à M. Mansfield.**

Caracas, le 28 novembre 1883.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de répondre à V. E. pour satisfaire le contenu de votre communication du 19 de ce mois, que dans ce qui a été dit dans la mienne en date du 15 par rapport au paiement d'une certaine somme à la France, il n'y a aucun motif pour protester contre la préférence ou l'avantage qui lui est concédé et duquel sont exclus les créanciers Anglais.

En effet j'exposai dans ma susdite communication que le Gouvernement de la République Française a refusé de recevoir la quote-part qui lui correspondait du 13 p. 100 destiné par la loi aux créances diplomatiques. Quand au mois d'avril 1881, Monsieur de Tallenay se retira en laissant la protection des Français aux soins de Monsieur Stella, Chargé d'affaires d'Italie, le Gouvernement mit à la disposition de ce Monsieur le versement mensuel applicable aux créances Françaises ; mais il déclara ne pas être autorisé à l'accepter.

Les choses sont restées en cet état depuis lors jusqu'à présent, les autres créanciers recevant leurs quotes-parts et celles de la France restant en dépôt. Jusqu'à ce jour trente deux mois se sont écoulés durant lesquels on ne leur a fait aucune remise, et comme la somme assignée chaque mois est de B 11,637,55, il résulte que les arriérés accumulés jusqu'à présent s'élèvent plus ou moins à la quantité offerte de B 400.000 ; et lorsque

l'arrangement viendra à s'effectuer avec l'augmentation de chaque versement mensuel, on aura atteint ce chiffre.

Quant à ce qui concerne la promesse de quotes-parts plus considérables, ou soit celle de B 12.242 au lieu 11.637,53, le Gouvernement n'a promis d'accorder à la France aucun avantage exclusif. En mettant cela en pratique, les parts des autres créanciers auront une augmentation proportionnelle à celle qui sera fixée aux Français.

Le Gouvernement espère que ces explications effaceront de l'esprit de Votre Excellence toute impression défavorable à l'impartialité du Gouvernement du Vénézuéla dans cette affaire.

Je dois aussi dire à Votre Excellence que les bons offices, si affables et si spontanés du Gouvernement de S. M. B., et ceux qui ont été sollicités des Etats-Unis, ne sont pas parvenus à induire le Gouvernement Français à abandonner l'attitude où il s'est placé à l'égard du Vénézuéla. Ainsi, une concession quelconque de ce pays-ci à celui-là, comme moyen de terminer un désaccord déjà très prolongé, ne pourrait être considérée comme ayant pour but d'établir une différence dans le traitement des formations de puissances amies avec celle de la Grande-Bretagne, mais comme une nécessité des circonstances que le Vénézuéla a cherché à éloigner par les moyens qui sont en son pouvoir.

Enfin le Président insiste à prier le Gouvernement de S. M. B. de vouloir bien interposer sa haute influence afin que la France accepte la proposition indiquée.

Recevez, etc., etc.

(Signé) : RAFAEL SEIJAS.

---

**M. Mansfield à M. Rafaël Seijas.**

Caracas, le 29 novembre 1883.

Monsieur le Ministre,

C'est avec un bien grand plaisir que j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa dépêche en date d'hier.

L'explication qu'elle contient me paraît très satisfaisante et je suis très heureux de pouvoir informer le Gouvernement de Sa Majesté que les créanciers Anglais participeront des avantages qui seront concédés à ceux de nationalité Française, comme il est dit dans les communications de Votre Excellence et dont il est envoyé à Lord Granville copies et traductions.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

---

**M. Mansfield à M. Rafaël Seijas.**

Caracas, le 11 mars 1884.

Monsieur le Ministre,

Me référant à diverses communications de Votre Excellence à cette Légation du mois de novembre de l'année dernière, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'ai reçu du comte Granville une note datée du 15 janvier qui a été bien retardée à cause des récentes tempêtes de l'Atlantique. Dans la susdite note on m'autorise à dire à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté craint qu'il ne me soit impossible, eu égard à

l'importance et à la nature compliquée des questions pendantes entre les deux Gouvernements, d'en arriver à un arrangement avant le terme de la période présidentielle; je dois dire aussi que si le Gouvernement du Vénézuéla ne se décidait pas à envoyer au Représentant Diplomatique à Londres, on préparerait des instructions qui mettraient le Représentant de Sa Majesté à Caracas en aptitude de poursuivre les négociations.

Recevez, etc.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

**M. Rafaël Seijas à M. Mansfield.**

Caracas, le 15 mars 1884.

Monsieur le Ministre,

J'ai lu au Président de la République la dépêche de V. E. dans laquelle Elle me fait part que le Gouvernement de S. M. B. craignait qu'on ne pût arriver au terme des questions pendantes entre les deux pays en raison de leur importance et de leur nature compliquée, avant la fin de la présente période du Général Guzman Blanco; et que, dans le cas où le Vénézuéla ne se déciderait pas à envoyer à Londres un Ministre Diplomatique, il serait donné des instructions à V. E. pour poursuivre les négociations à Caracas.

On comprend tout naturellement que l'Illustre Américain, intéressé au bien de sa patrie, désirerait pouvoir présenter à ses concitoyens en témoignage de son amour à la nation, le règlement des susdites créances pour assurer de cette manière la continue et bonne intelligence entre le Vénézuéla et la Grande-Bretagne qui a été une des principales vues que s'est proposées son Gouvernement.

Puisque cela n'a pas été possible pendant son administration, il nourrit l'espoir que l'un des premiers soins de la prochaine administration sera de pourvoir à l'ambassade du Vénézuéla à Londres; et ainsi il se promet que cela aura lieu sous peu, ce qui permettrait de poursuivre jusqu'à leur fin les négociations dont il est question.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : RAFAEL SEIJAS.

**M. Mansfield à M. Rafaël Seijas.**

Caracas, le 23 mars 1884.

Monsieur le Ministre,

Me référant à la note de V. E. du 15 novembre de l'année passée, j'ai l'honneur de porter à la connaissance du Président de la République que j'ai reçu de Lord Granville une dépêche, en date du 29 février, par laquelle il m'autorise à dire que le Gouvernement de S. M. n'est pas de l'opinion de soumettre à un arbitrage la limite entre cette République et la Guyane anglaise; mais en même temps, il a l'espoir que l'on choisira un autre moyen pour conduire cette ancienne affaire à un dénouement satisfaisant pour les deux puissances.

Agréez, etc.

(Signé) : C. E. MANSFIELD.

**M Rafaël Seijas à M. Mansfield.**

Caracas, le 2 avril 1834.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la communication de V. E. en date du 29 mars ayant pour but de m'informer que Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires Etrangères de S. M. B. a autorisé votre Légation à communiquer au Président de la République que le Gouvernement de S. M. n'est pas de l'opinion de soumettre à un arbitrage la question des limites de la Guyane Vénézuélienne et de l'Anglaise, mais il exprime l'espoir que l'on cherchera un autre moyen de terminer cette ancienne question à l'avantage des deux nations.

Dans la dépêche que j'ai adressée à V. E. le 15 novembre dernier, j'ai exposé les raisons sur lesquelles s'est appuyé le Président pour proposer l'arbitrage dans ce cas. La première et la principale a été que la Constitution de la République défend dans son article 12 toute aliénation de territoire ; et comme il y a désaccord entre les deux parties sur l'étendue du sien, seule la sentence d'un arbitre de droit pourra décider si la prétention de ce pays-ci est fondée ou ne l'est pas.

On a eu aussi présent que, en traitant précisément de la même affaire, Lord Aberdeen, Ministre des Relations Etrangères de S. M. B., dans la conférence du 29 juillet 1843, proposa plusieurs fois à Monsieur le Docteur Fortique, Plénipotentiaire du Vénézuéla, pour le règlement du différend, le recours à l'arbitrage.

J'ai rappelé aussi que, par suite de ce qui a été convenu dans la conférence de Paris en 1856, sur la proposition du Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, la Légation à Caracas proposa au Gouvernement du Vénézuéla d'avoir recours aux bons offices d'une puissance amie pour prévenir des conflits internationaux ; ce qui seulement lui fut accepté aussitôt avec plaisir dans l'idée que cela comprendrait non médiation, mais l'arbitrage.

On a pensé également que cette manière de régler les controverses internationales convient le plus à celles qui ont rapport aux limites, et va gagnant chaque jour davantage dans les pays les plus civilisés et les plus libéraux.

Ce n'est pas la Grande-Bretagne qui se soit le moins distinguée dans cette lutte du progrès.

Le premier Ministre actuel de la Grande Bretagne a dit une fois à la Chambre des Communes : « Quant à la proposition de soumettre à l'arbitrage les démêlés internationaux, je crois que cela est en soi-même un très grand triomphe. C'est peut-être la première fois que les Représentants des principales nations de l'Europe ont rendu une expression emphatique à des sentiments qui contiennent pour le moins une désapprobation limitée du recours à la guerre et indiquent la suprématie de la raison, de la justice, de l'humanité et de la religion. » Cela s'est référé à l'esprit prédominant dans la susdite conférence de Paris.

Par 98 votes contre 88, on a approuvé en 1873 à la Chambre des Communes la proposition de M. Richard de recommander à S. M. d'ordonner au Ministre des Affaires Etrangères de se mettre en rapport avec d'autres puissances pour améliorer davantage le droit international et établir un système général et permanent d'arbitrage entre les nations.

On assure que Sir John Bowring a introduit le principe de l'arbitrage par

traités négociés par lui avec la Belgique, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Suède, la Norvège et le Hanovre.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici les exemples pratiques où la Grande-Bretagne a adopté l'arbitrage pour la décision de différends internationaux, entre autres pour ceux ayant rapport aux limites, par exemple, ceux qui ont été soumis en 1830 au Roi de Hollande et en 1871 à l'Empire d'Allemagne.

En dernier lieu et parce que c'est le plus récent, je ferai mention de la clause d'arbitrage admise dans le protocole annexé au traité conclu entre la Grande-Bretagne et l'Italie, le 5 juin 1883, à la grande satisfaction de l'Association d'arbitrage international qui existe en Angleterre, dans une allocution signée par huit membres de la Chambre des Lords, quarante-cinq de la Chambre des Communes et par des professeurs d'Oxford, de Cambridge et de Londres ; par des magistrats, des négociants et d'autres personnes notables du Royaume-Uni.

Mais, puisque le Cabinet de S. M. B. est d'une opinion contraire dans la présente discussion, le Président me charge de le prier, sans perdre de vue la situation constitutionnelle du Vénézuéla, de vouloir bien réfléchir et indiquer un autre moyen acceptable afin d'obtenir le règlement de ce différend si désiré par la République.

Agréez, etc., etc,

(Signé) : RAFAEL SEIJAS.

**M. Mansfield à M. Rafaël Seijas.**

Caracas, le 7 avril 1884.

Monsieur le Ministre,

Je m'empresse de présenter à Votre Excellence mes remerciements les plus sincères pour son intéressante note sur l'arbitrage dans l'affaire des Limites entre la Guyane Anglaise et le territoire de cette République.

Je ne manquerai pas de transmettre à Lord Granville copie et traduction de la note de Votre Excellence. Le Gouvernement de S. M. désire autant que celui du Vénézuéla en arriver au règlement de cette vieille question, et l'affaire sera sans doute discutée entre Lord Granville et le nouveau Ministre du Vénézuéla peu après l'arrivée de ce dernier à Londres.

Quant à présent, le Gouvernement de S. M. ne paraît pas vouloir admettre que l'arbitrage soit applicable à la question ; et j'avoue que Lord Granville me donne, dans sa note, peu d'espérance que le Gouvernement de S. M. soit disposé à modifier sa manière d'envisager la question ; mais l'on peut espérer beaucoup dans la voie d'un règlement de nos diverses questions pendantes, quand le nouveau Ministre du Vénézuéla sera arrivé en Angleterre et se trouvera en communication directe avec le Gouvernement de S. M.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

**M. Mansfield à M. Rafaël Seijas.**

Caracas, le 8 Avril 1884.

Monsieur le Ministre,

En égard au dernier paragraphe de la Note de Votre Excellence, du 2 de ce mois, où Elle m'invite à indiquer un moyen de résoudre la question concernant la frontière entre cette République et la Guyane Anglaise,

solution qui nécessairement doit être d'accord avec les dispositions de la Constitution du Vénézuéla. je me permets de dire que j'ai prêté à cette question la plus grande considération et en même temps examiné l'article de la Constitution auquel Votre Excellence se réfère.

Il m'a paru qu'il peut être digne de la considération du Président de peser si un district sur la *souveraineté* duquel dès les *premiers* jours de la République du Vénézuéla il a existé une *discussion* avec une puissance étrangère, doit être considéré comme une portion *tellement intégrante* du territoire de la République, qu'il exclut la possibilité, dans les limites de la Constitution, d'une *rectification* de frontière par traité. J'emploie le dernier terme intentionnellement ; la question me paraît être essentiellement de rectification de frontière, parce que ni dans les propositions de Lord Aberdeen ni dans celles faites par Lord Granville à Monsieur Rojas, le Gouvernement de S. M. ne suggère que tout le territoire que *dans un temps* on a supposé être compris dans nos possessions, telles que nous les avons héritées des Hollandais, soit à présent déclaré territoire anglais.

Tel que je comprends le cas, la frontière primitive par les deux propositions a retrecé dans un sens *favorable au Vénézuéla* ; et sous le terme rectification de frontière par traité, l'affaire peut par ce moyen être probablement considérée par le Président comme comprise dans les dispositions de la Constitution.

Quand Lord Granville, il y a deux ans, me remit copies et cartes de ses propositions à Monsieur Rojas, Sa Seigneurie m'insinua dans les termes les plus clairs que l'on m'envoyait purement et simplement pour mon information, en me disant que toutes les négociations se poursuivraient à Londres ; mais je conçois qu'en faisant à Votre Excellence les indications antérieures, je ne me sépare pas de mes instructions, parce que je ne prends pas en considération la question des limites, mais seulement la manière et la forme comment pourraient s'effectuer les négociations en harmonie avec la Constitution du Vénézuéla.

J'estimerai comme une faveur de Votre Excellence, soumettre au Général Guzman Blanco, *dans l'occasion la plus prochaine possible*, ce qui précède, et je demande à Votre Excellence de prêter à mes idées la plus grande attention.

Une réponse immédiate n'est pas nécessaire ; et je transmettrai à Lord Granville copie de cette note, et le nouveau Plénipotentiaire du Vénézuéla à Londres pourra discuter la question avec Sa Seigneurie ; mais en même temps je ne puis faire moins que d'exprimer l'espoir que ma manière de voir l'affaire comme une simple rectification de frontière qui doit se régler par traité, paraisse au Général Guzman Blanco présenter une *solution convenable* de la question.

J'ai l'honneur, etc., etc.

(Signé) : C. E. MANSFIELD.

---

M. Rafaël Seijas à M. Mansfield.

Caracas. le 9 Avril 1834.

Monsieur le Ministre Résident,

Je me suis empressé de communiquer à l'illustre Américain la réponse de Votre Excellence à la note dans laquelle j'exposai les causes qui ont

amené le Gouvernement du Vénézuéla à proposer à la Grande Bretagne l'arbitrage pour le règlement du différend sur la question des limites entre les deux pays et je priai en outre le Gouvernement de S. M. d'indiquer un autre moyen d'arriver à cette fin, compatible avec la constitution de la République.

Après avoir examiné la question, Votre Excellence prie le Président de s'arrêter sur le point suivant : si un *district*, sur la souveraineté duquel dès les premiers temps de la République du Vénézuéla il y a eu une discussion avec une puissance étrangère, doit se considérer comme partie tellement intégrante du territoire de la République qu'elle exclue en deçà des limites de la constitution, la possibilité d'une rectification de frontière par traité.

Votre Excellence fait également observer que, ni dans les propositions de Lord Aberdeen, ni dans celles de Lord Granville, le Gouvernement de S. M. ne suggère que la totalité du territoire, que dans un temps on a supposé être compris dans ses possessions et hérité des Hollandais, soit déclarée à présent territoire Britannique ; et que d'après ce que comprend Votre Excellence dans ce cas, dans les deux propositions il y a eu par rapport à la frontière primitive une déviation ou rétrocession en faveur du Vénézuéla, et sous le terme de rectification de sa part par traité, peut-être sera-t-il possible au Président de considérer l'affaire comme étant comprise dans les dispositions constitutionnelles.

Je vais avoir l'honneur de dire à Votre Excellence ce que le Premier Magistrat pense à cet égard.

Toutes les constitutions du Vénézuéla ont établi que ses limites sont les mêmes qui se rattachaient en 1810 à la Capitainerie Générale du Vénézuéla.

D'après celles de 1830 et de 1837, le Congrès avait la faculté de « décréter l'aliénation, l'échange ou l'acquisition du territoire ».

Dans celle de 1838, il est dit « qu'aucune partie du territoire ne pourra passer par aliénation au domaine d'une autre puissance ; mais que cette disposition ne servirait pas d'obstacle aux transactions qui seraient indispensables pour fixer les limites de la République avec les nations voisines, pourvu que par elles aucun des habitants n'y perdît sa nationalité ».

Comme pour former un contraste avec cette dernière clause, on a inscrit dans les constitutions de 1864, 1874 et 1881 celle qui suit : article 13. « Les Etats de la Confédération Vénézuélienne s'obligent... 4<sup>o</sup> à n'aliéner à une puissance étrangère que'conque, aucune partie de son territoire ni en implorer la protection, à n'établir ni à cultiver des relations politiques ou diplomatiques avec les autres nations, parce que ce dernier point est réservé au pouvoir Fédéral ».

Ici il y a des prohibitions qui ont rapport tant aux Etats en particulier qu'à leur ensemble, et telles sont celles qui concernent le territoire et la demande de protection d'une autre puissance. L'autre prohibition n'affecte que les Etats dans leur caractère individuel, car l'un des buts de l'Union est de déléguer la souveraineté en l'entité que le tout constitue.

Le Vénézuéla et la Grande Bretagne ont les mêmes droits dans la question agitée. Si la République cédait une partie de sa prétention, elle reconnaîtrait la supériorité de la prétention anglaise ; elle violerait le susdit article constitutionnel et s'attirerait la censure des citoyens.

Mais quand les deux nations, mettant de côté leur indépendance en faveur de la paix et de la bonne amitié, nommeront d'un commun accord un tribunal qui décide sur la controverse, il peut prononcer qu'une des

deux parties ou les deux se sont trompées dans leurs jugements sur l'étendue de leur territoire. Ainsi la sentence ne s'opposerait pas à la constitution de la République, car alors il n'y aurait pas d'aliénation de ce qui lui appartient.

Seul l'arbitrage possède cet avantage parmi les moyens de terminer les différends internationaux, surtout quand il a été mis en évidence que ni arrangement ni transaction ne conduiraient au but proposé, comme étant impossibles.

Ce qu'exprime Votre Excellence en disant que le Gouvernement de S. M. B. ne soutient pas celles que primitivement on croyait être les limites de la Guyane, prouve qu'il peut y avoir des motifs pour modifier son opinion sur le sujet qui est traité. Mais je demande la permission de faire observer que la proposition de Lord Granville, sans motif connu, est moins favorable au Vénézuéla que celle de Lord Aberdeen, car si le dernier a présenté spontanément comme limite le cours de la rivière Moroco, le premier a tracé une ligne plus vers le nord, en commençant à un point de la côte à vingt-neuf milles de longitude à l'Est de la rive droite du fleuve Barima.

Agréé, etc.

(Signé) : RAFAEL SEIJAS.

---

M. Mansfield, à M. Rafaël Seijas.

Caracas, le 16 avril 1834.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de remercier Votre Excellence pour sa note du 9 du courant, par laquelle Elle veut bien m'exposer minutieusement les difficultés que les dispositions de la Constitution présentent dans l'opinion du Président pour le règlement, au moyen d'un traité, des limites entre cette République et les domaines de S. M. à la Guyane.

À mon grand regret, je vois qu'il ne reste que peu d'espoir de résoudre la question. Cependant, toute l'affaire viendra à être discutée entre le nouveau Plénipotentiaire du Vénézuéla à Londres et le Gouvernement de S. M., et alors peut-être on trouvera quelque *modus operandi* en harmonie avec les vues des deux Gouvernements.

Je n'ai pas cru nécessaire de continuer d'entrer personnellement plus avant dans la question, parce que je pourrais être poussé à me laisser entraîner dans la discussion et dans la considération de points ayant rapport à ceux dont il m'a été communiqué que l'on suivrait des négociations à Londres, dans le cas où le Vénézuéla serait représenté dans cette ville, et à Caracas, seulement dans une supposition contraire; mais lorsque je transmettrai copie et traduction de la dernière note de Votre Excellence, je ne manquerai pas de l'accompagner des observations qui me paraîtront pertinentes au cas; et je ne puis, en finissant, que vous exprimer l'espoir que l'esprit conciliant avec lequel les deux Gouvernements entrent dans la question ne soit pas, à la fin, stérile en résultats.

Agréé, etc., etc.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

**M. Mansfield au Général Amengual, Ministre des Affaires étrangères du Vénézuéla.**

Caracas, le 6 août 1884.

Monsieur le Ministre,

En égard à la correspondance échangée au printemps de cette année entre le prédécesseur de Votre Excellence et cette Légation, ayant rapport à la question de la frontière entre la Guyane Anglaise et la République du Vénézuéla, qui a été pendant très longtemps, j'ai l'honneur de dire que j'ai transmis à Londres des copies et traductions des dernières communications de Monsieur Seijas, et qu'après les avoir considérées avec attention, Lord Granville m'a autorisé à exposer que le Gouvernement de S. M. soutient son opinion, que l'arbitrage n'est pas une manière désirable ou certainement convenable pour traiter l'affaire, et le Gouvernement de S. M. conserve le vif espoir qu'on trouvera après mûres délibérations une autre solution, comme négociation d'un commun accord, pour régler cette question qui a déjà un demi siècle.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

**M. Mansfield au Général Amengual.**

Caracas, le 23 mai 1884.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence, sans doute, sait qu'il a été échangé une importante correspondance entre cette Légation et le prédécesseur de Votre Excellence versant sur la question des droits différentiels imposés, dans les ports du Vénézuéla, aux marchandises provenant des Colonies de Sa Majesté dans les Antilles.

On se souviendra que l'imposition de ces droits a été considérée par le Gouvernement de S. M. comme une infraction au Traité de 1825; d'autre part, le Gouvernement du Vénézuéla ne jugea pas que le Traité fût enfreint, ajoutant des arguments que n'a pas acceptés le Gouvernement de S. M., ne les trouvant pas d'accord avec sa manière de voir dans l'affaire.

Le Gouvernement du Vénézuéla insinua aussi qu'il fût ajouté à notre Traité des articles supplémentaires et je viens de recevoir de Monsieur le comte Granville une note qui, j'espère, se trouvera en harmonie avec les vues du Gouvernement de la République.

Monsieur le comte Granville m'a autorisé à proposer au Gouvernement du Vénézuéla, sans préjudice des réclamations du Gouvernement de S. M., un article qui limite la durée du Traité à dix années, pourvu que le Gouvernement du Vénézuéla consente à un nouvel article par lequel les deux pays se concéderaient mutuellement, d'une manière absolue, le traitement de la nation la plus favorisée, ceci dans toutes les matières, sans conditions ni réserves aucunes, et sans distinction entre le Royaume-Uni et les Colonies Britanniques, et aussi que cet article reste en vigueur après l'extinction du Traité existant jusqu'à la célébration d'un nouveau.

En vue du temps très long pendant lequel la question est restée en suspens, le Gouvernement de S. M. considère que si les termes qui précèdent ne sont pas acceptés, il reviendra complètement à l'interprétation qu'il donne au Traité actuel et renouvellera sa demande d'indemnisation,

et il offre en même temps de soumettre la solution du point à un arbitrage international.

Je suis certain que Votre Excellence sera d'accord avec moi sur l'extrême impossibilité de discuter la dernière contingence et je ne doute point que la Convention dont j'inclus la minute ne soit trouvée acceptable, avec ou sans de légères modifications, par le Gouvernement de la République, car les points qui y sont incorporés sont complètement d'accord avec les vues du Gouvernement du Vénézuéla, telles que me les a communiquées Monsieur Seijas.

J'ai l'honneur de vous réitérer, etc., etc.,

(Signé) : C.-E. MANSFIELD.

### Convention avec le Vénézuéla pour l'arrangement de la question des droits différentiels.

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement des Etats-Unis du Vénézuéla, désireux de mettre un terme aux différends survenus à l'égard du sens donné à certaines stipulations du Traité passé entre la Grande-Bretagne et la République de la Colombie le 18 avril 1825, Traité que la Grande-Bretagne et le Vénézuéla ont adopté et confirmé par le Traité signé le 29 octobre 1834.

Le colonel Charles-E. Mansfield, Ministre Résident de S. M. Britannique à Caracas, et Monsieur..... dûment autorisés par leurs Gouvernements, sont convenus des articles suivants, savoir :

Article 1<sup>er</sup>. — Le Traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de la Colombie en date du 11 avril 1825, tel qu'il a été adopté et confirmé par le Traité conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis du Vénézuéla le 29 octobre 1834, continuera en force et vigueur pendant dix années à compter de la date de la présente Convention; et après ce terme jusque à une année à partir du jour où le Gouvernement de la Grande-Bretagne ou celui du Vénézuéla aura notifié au Gouvernement de l'autre partie son désir de donner fin au dit Traité.

Art. 2. — Chacune des parties s'engage à concéder aux sujets ou citoyens de l'autre, relativement à leurs personnes, propriétés, et sous tous les autres rapports, le traitement concédé aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée; et de même, à concéder aux productions et manufactures de l'autre pays, sous tous les rapports, quels que soient les lieux de leur provenance et la nationalité des navires sur lesquels elles arrivent, le traitement concédé aux productions et manufactures de la nation la plus favorisée, quels que soient les lieux de leur provenance et la nationalité des navires sur lesquels elles arrivent, et ceci absolument sans nulle condition ni réserve.

Par le présent Traité il est donné à toutes les colonies et possessions étrangères de S. M. complète participation aux bénéfices qu'il établit.

Art. 3. — Dans le cas où les Traités précités du 18 avril 1825 et 29 octobre 1834 seraient dénoncés, continueront en force et vigueur selon l'article 1<sup>er</sup> du présent Traité, toutes les dispositions de l'article 2 de ce même Traité, depuis la date du terme des dits Traités, jusqu'à ce qu'un nouveau Traité entre les deux pays soit entré en force et vigueur.

La présente Convention produira ses effets dès la date de sa signature.

Fait à Caracas, etc., etc.

## Le Général Amengual à M. Mansfield.

Caracas, le 31 mai 1884.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir et d'élever à la considération du Gouvernement la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 28 courant sur la manière d'arranger la question survenue du décret établissant un droit additionnel sur les marchandises provenant des Antilles.

Votre Excellence y joint un projet de convention qu'elle considère acceptable pour la République, du moment que ce projet renferme les idées par Elle exprimées sur la question.

Par l'arrangement proposé on convient de fixer à dix années le délai du Traité conclu entre la Colombie et S. M. Britannique en 1825 et que le Vénézuéla adopta et confirma en 1834, pourvu qu'il soit ajouté un autre article par lequel on concéderait à la Grande-Bretagne, y inclus ses colonies et possessions en pays étrangers, le traitement de la nation la plus favorisée, à l'égard des personnes, propriétés, productions et manufactures des citoyens et sujets de l'une ou de l'autre partie, et ceci sans aucune condition ni réserve. Il est aussi exprimé que ces concessions resteraient en vigueur, même après la dénonciation du Traité à la fin des dix années, jusqu'à ce qu'un nouveau Traité soit mis en vigueur. Et enfin le Traité présenté devrait produire ses effets du jour de sa signature.

Le Président de la République voit avec satisfaction que le Gouvernement de S. M. continue dans la voie de bonne intelligence et de cordialité qui promet une heureuse solution à tous les points en désaccord entre les deux pays.

A cette date, Votre Excellence sait déjà que l'Illustre Américain, le Général Guzman Blanco, qui, étant Président, initia et conduisit ces affaires, se rendra sous peu de jours à Londres pour représenter le Vénézuéla, avec le caractère d'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. Une des missions à lui confiées est relative aux affaires en question, et pour ce motif Votre Excellence trouvera très naturel et logique que le Président transfère la négociation à la dite capitale. Cette nomination avait été annoncée à Votre Excellence avant d'être faite.

En assurant à Votre Excellence que l'Illustre Américain ne tardera pas à transmettre la réponse du Gouvernement, et renouvelant ici l'expression de ma satisfaction pour la bonne tournure que prennent les choses, je réitère à Votre Excellence l'assurance, etc., etc.

(Signé) : VICENTE AMENGUAL.

## DEUXIEME PARTIE

Mémorandum présenté par le Général Guzman Blanco  
à Sir Julian Pauncefote.

Le Gouvernement Britannique a proposé à celui de Vénézuéla, l'arrangement simultané des questions des limites, des droits différentiels et des réclamations pécuniaires.

Quant à la première, le Gouvernement de la République trouve une difficulté

insurmontable dans sa Constitution, pour la terminer autrement que par l'arbitrage.

En effet, les États qui composent la Confédération Vénézuélienne s'y engagent à n'aliéner aucune partie de leur territoire à une Puissance étrangère quelconque. Il ne leur est donc par permis de conclure des traités dans lesquels les mêmes limites ne soient pas reconnues, qui, en 1810, étaient celles de l'ancienne Capitainerie Générale de Vénézuéla ; lesquelles limites sont celles des Etats-Unis de la Confédération de Vénézuéla, selon ce qui est établi dans un autre article de la susdite Constitution. C'est pour cela que l'arbitrage a été proposé, tenant en compte que la décision d'un tiers ne supposerait nullement l'aliénation du territoire, mais simplement la déclaration des droits actuels des parties. Le cabinet de Sa Majesté Britannique n'a pas considéré la proposition comme admissible. Vénézuéla propose aujourd'hui, au lieu de l'arbitrage d'une Puissance amie, la sentence d'un Tribunal de jurisconsultes, formé par des personnes nommées par les deux parties respectivement.

---

**Le Comte Granville au Général Guzman Blanco, envoyé  
extraordinaire du Vénézuéla à Londres.**

Le 24 décembre 1884.

Monsieur le Ministre,

Dans le courant de la conversation que nous eûmes à ce Ministère le 25 Octobre dernier au sujet de l'arrangement de la question des limites avec le Vénézuéla, vous avez remarqué que, d'après les dispositions de sa Constitution, ni le Congrès ni l'Exécutif n'avaient qualité pour aliéner aucune partie du territoire de Vénézuéla et que, partant, le Gouvernement ne pouvait entrer en aucun arrangement qui impliquerait la cession du territoire réclamé comme étant propriété de Vénézuéla. J'ai l'honneur à présent de vous dire que l'objet de la proposition faite au Gouvernement de Vénézuéla par celui de Sa Majesté pour l'arrangement de cette question, fut de fixer les limites exactes entre Vénézuéla et la Colonie de la Guyane Britannique, et non d'obtenir la cession d'aucune partie du territoire Vénézuélien.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : GRANVILLE.

---

**Le Général Guzman Blanco au Comte Granville.**

Londres, le 30 décembre 1884.

Excellence,

J'ai pris note du contenu de la note de Votre Excellence, du 24 du mois courant.

Dans cette note, me rappelant une remarque faite par moi à l'entrevue du 25 octobre, sur la manière de mettre fin à la question des limites pendante, Votre Excellence me dit que l'objet des propositions faites par le Gouvernement Britannique à celui du Vénézuéla pour l'arrangement de la question, fut de fixer les limites exactes entre la République et la Colonie de la Guyane Britannique, et non d'obtenir la cession d'aucune partie du territoire Vénézuélien.

A cette conférence je n'ai fait qu'indiquer la difficulté, car on y traita principalement d'autres affaires. Plus tard, je me suis expliqué plus clairement à une conférence que j'ai eue avec Sir Julian Pauncefote, et je lui ai même laissé un mémorandum dans lequel j'ai développé ma pensée.

Je m'expliquerai mieux. L'article 3 de votre Constitution est de la teneur suivante : — « Les limites des Etats-Unis de la Confédération de Vénézuéla

sont les mêmes qui, en 1810, étaient celles de l'ancienne Capitainerie Générale de Vénézuéla. »

Par le traité de paix et de reconnaissance, conclu le 30 mai 1845 entre Vénézuéla et l'Espagne, S. M. C. renonça en faveur de la République à la souveraineté, droits et actions qu'elle avait sur le territoire américain, connu sous le nom de Capitainerie Générale de Vénézuéla. En conséquence, S. M. C. a reconnu la République de Vénézuéla comme une nation libre, souveraine et indépendante, laquelle est composée des provinces et territoires nommés dans sa Constitution et autres lois postérieures, à savoir : Margarita, la Guyane, Cumana, Barcelonne, Caracas, Carabobo, Borquissimeto, Baririnas, Apure, Mérida, Trujillo, Coro et Maracaibo et autres territoires ou îles quelconques qui puissent lui appartenir.

Par l'article 13 de notre Constitution il est établi, comme une des bases de l'Union — « 4<sup>e</sup> que les Etats s'engagent à n'aliéner à aucune Puissance étrangère aucune partie de leur territoire. »

Maintenant, en combinant les dispositions mentionnées, on comprendra facilement la difficulté pour Vénézuéla, d'arranger une question de limites autrement que par l'arbitrage. La République entend que les limites de l'ancienne Capitainerie Générale s'étendaient jusqu'à l'Essequibo, tandis que la Grande-Bretagne contredit cette idée. En conséquence, si la République acceptait une ligne différente, quel qu'en fût le motif, ceci impliquerait une cession ou aliénation de territoire. Ni l'une ni l'autre partie, étant comme elles sont, parties intéressées, ne peuvent décider impartialement de cette dispute ; mais, si on la soumet à la décision d'un tribunal de jurisconsultes, qui examinerait les titres des deux nations, celui-ci prononcerait de conformité avec les preuves présentées, et chacune des deux parties aurait à se soumettre à la perte d'un terrain auquel, d'après la sentence, elle n'aurait aucun droit, et à se contenter du territoire que celle-ci déclarerait lui appartenir, sans que l'opinion publique ni le Congrès Fédéral de ma Patrie pussent croire qu'il y a eu cession du territoire national, laquelle est défendue d'une façon absolue et irrévocable par la Constitution de Vénézuéla.

En vue de toutes les raisons qui ont été exposées, le Gouvernement de la République proposa à celui de Sa Majesté l'arbitrage d'une nation amie ; mais, comme cette proposition n'a pas été acceptée, j'ai reçu l'ordre de proposer que cette question soit soumise à la décision d'un Tribunal de Droit, composé de personnes élues par les deux parties. C'est la même chose que j'ai exprimée dans un mémorandum que j'ai placé entre les mains de Sir Julian Pauncefote, lequel, d'après ce que celui-ci m'a dit, sera soumis au Secrétaire d'Etat dans le Département des Colonies.

Cette affaire est d'une telle importance pour Vénézuéla, qu'elle est un des principaux motifs de ma venue en Angleterre, pour traiter sur la solution initiée par cette République depuis 1841. Je me permets donc de recommander la dernière proposition à la prompte considération de Votre Excellence, dans l'espoir cette fois de laisser cette difficulté en voie de conclusion, comme le désire vivement la République

Je renouvelle, etc.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

**Le Comte Granville au Général Guzman Blanco.**

Le 24 janvier 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 20 du mois dernier, laquelle est parvenue à ce Ministère le 17 du mois courant, et qui a trait à la question des limites entre Vénézuéla et la Guyane Britannique; et en réponse je me permets de vous informer qu'elle recevra toute la considération du Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : GRANVILLE.

**Le Comte Granville au Général Guzman Blanco.**

Le 13 Février 1885.

Monsieur le Ministre,

M'en rapportant à ma communication du 24 du mois dernier, j'ai l'honneur de vous dire que le Gouvernement de Sa Majesté a soigneusement considéré la proposition à lui faite le 30 Décembre, de confier l'arrangement des limites disputées entre la Guyane Britannique et Vénézuéla, à une Commission de Jurisconsultes nommée par les Gouvernements Britannique et de Vénézuéla et dont la décision serait définitive.

Je regrette d'avoir à vous informer, Monsieur le Ministre, que cette proposition présente des difficultés constitutionnelles qui empêchent le Gouvernement de Sa Majesté d'y accéder, et que celui-ci n'est pas disposé à s'écarter de la méthode proposée par le Gouvernement de Vénézuéla en 1877 et acceptée par celui de Sa Majesté, de décider la question en adoptant une limite conventionnelle fixée d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : GRANVILLE.

**Mémoire présenté à Lord Granville par le général Guzman Blanco le 22 janvier 1885.**

Le Gouvernement des Etats-Unis du Vénézuéla et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant mettre un terme aux différends qui se sont élevés relativement à la signification du Traité conclu entre la République de la Colombie et la Grande-Bretagne le 18 avril 1825, adopté et confirmé par celui que signèrent le Vénézuéla et la Grande-Bretagne le 29 octobre 1834, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir : le Gouvernement du Vénézuéla.....

Et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.....

Lesquels, après s'être donné communication de leurs pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Ce préambule ne diffère point de celui qui a été proposé dernièrement par le Gouvernement de Sa Majesté.

Article premier. — (Tel qu'il est dans l'ancien Traité.)

Art. 2. — (Tel qu'il est.)

Art. 3. — (Tel qu'il est.)

Art. 4. — (Tel qu'il est.)

Pour étendre aux Colonies et possessions de Sa Majesté Britannique, comme son Gouvernement le désire, les avantages concédés à la Métropole en matière de navigation et de commerce, on propose d'ajouter entre le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> article, un article de la teneur suivante :

« Les stipulations des articles antérieurs s'étendront à toutes les Colonies et possessions de Sa Majesté Britannique. »

Art. 5. — (Comme celui de l'ancien Traité.)

Art. 6. — (Tel qu'il est.)

Art. 7. — Seront considérés comme Vénézuéliens dans la Grande-Bretagne, et comme Anglais dans les Etats-Unis de Vénézuéla, pour tous leurs effets, les navires qui navigueront sous leurs pavillons respectifs, portant leurs papiers de bord et les documents qu'exigent les lois de chacun des deux Etats pour la justification des navires marchands.

On propose de substituer par l'article antérieur le 7<sup>e</sup> du Traité, parce que les dispositions de celui-ci ne paraissent pas applicables à une République comme Vénézuéla, si distincte de la Grande-Colombie de 1825, et qui, au lieu de mettre des entraves à l'extension de sa marine, doit au contraire chercher les moyens de l'augmenter. Si pour considérer un navire comme Vénézuélien, il est nécessaire qu'il ait été construit en Vénézuéla, comme l'industrie navale y est encore dans l'enfance, les navires de nationalité Vénézuélienne seraient en très petit nombre, et à peine si son Pavillon ondoierait sur des eaux étrangères. D'autre part, si on ne considérait pas comme Vénézuéliens les navires achetés par le Gouvernement, ou ceux pris sur l'ennemi, ou ceux confisqués conformément à ses lois, la République manquerait des moyens nécessaires de défense, ou de la faculté de punir la violation de ses lois.

Art. 8. — (Comme il est de l'ancien Traité.)

Art. 9. — (Comme celui du Traité.)

Art. 10. — (Le même du Traité.)

Art. 11. — (Celui du Traité.)

Art. 12. — Cet article n'est pas nécessaire actuellement, parce que depuis 1825 la législation a varié de telle façon qu'il existe en Vénézuéla complète liberté de cultes ; et de plus on considère et punit comme un délit la perturbation de l'exercice de cette liberté. D'autre part les cimetières sont actuellement dans la République des lieux destinés à enterrer les nationaux et les étrangers, sans distinction de religion.

Art. 13. — Aujourd'hui cet article n'est pas nécessaire parce que le 15 mars 1839, s'est accomplie la promesse qu'il renferme par la célébration d'un traité entre Vénézuéla et Sa Majesté Britannique pour l'abolition de la traite d'esclaves.

L'article 14 n'a pas de raison d'être dans cette occasion où l'on va remplir ce qui fut omis en 1825.

Le contenu de l'article 15 pourra être rédigé dans cette forme : « Le présent Traité d'amitié, de commerce et de navigation sera ratifié conformément à la Constitution et aux lois de la République des Etats-Unis de Vénézuéla, et par Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le terme de six mois, à compter de ce jour, ou avant, si cela est possible. »

On croit convenable d'ajouter un article qui fixe le terme de la durée du Traité.

Le présent Traité qui, à partir de l'époque de sa ratification, se substituera à celui conclu par la Colombie le 18 avril 1825, et renouvelé avec Vénézuéla le 29 octobre 1834, expirera cinq ans après l'échange de ses ratifications; mais, si avant l'époque fixée pour son terme, il n'est dénoncé par aucune des parties, il continuera en vigueur un an de plus, et ainsi successivement d'année en année jusqu'à ce que l'on fasse cette notification.

### Le Comte Granville au Général Guzman Blanco.

28 Janvier 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai examiné soigneusement le projet de traité entre la Grande Bretagne et Vénézuéla, que Votre Excellence a eu la bonté de communiquer à Lord Edmund Fitzmaurice le 22 du courant.

Le projet dont il est question est principalement une reproduction du traité de 1825, mais avec quelques articles de plus relativement à l'extension du traité aux Colonies de sa Majesté, et à la durée du traité lui-même, et d'autres relatifs à des modifications de quelques dispositions du traité, que le Gouvernement de Vénézuéla considère comme nécessitant une rectification.

Le Gouvernement de Sa Majesté opine que le Traité de 1825, sous beaucoup de rapports, n'est pas d'accord avec les nécessités modernes; et qu'il pourrait avantageusement se refondre en beaucoup de points. Par conséquent, le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas qu'il soit prudent ni opportun de reproduire textuellement ces anciens articles dans un nouveau traité.

Je désire, cependant, rappeler à Votre Excellence que les deux questions qui ont constitué le sujet de la présente négociation sont la durée du Traité et la signification de l'article relatif aux Colonies. Quant au premier point, le terme de cinq ans que l'on propose comme minimum de la durée du Traité dans l'article final du projet paraît au Gouvernement de Sa Majesté être d'une brièveté inusitée et il espère que dans tout nouveau Traité, le Gouvernement de Vénézuéla consentira à une durée de dix ans au moins.

Il ne paraît pas au Gouvernement de Sa Majesté, que l'addition que l'on propose de faire à l'article 4<sup>me</sup> dans lequel il est question des Colonies Britanniques, réponde avec une suffisante clarté aux circonstances actuelles. Le principal objet que se propose le Gouvernement de Sa Majesté, en consentant à modifier le traité actuel, a été d'assurer la suppression des droits différentiels qui grèvent les marchandises importées des Antilles en Vénézuéla. Le Gouvernement de Sa Majesté a toujours soutenu et soutient encore, que l'imposition de ces droits constitue une infraction au Traité de 1825; mais le Gouvernement de Vénézuéla a essayé de justifier ce qui a été fait en appliquant aux articles du Traité existant, des interprétations relativement auxquelles le Gouvernement de Sa Majesté n'a pu être d'accord. En premier lieu, le Gouvernement de Vénézuéla a soutenu que le Traité ne s'applique pas aux Colonies. En ce qui touche ce débat, l'addition que l'on propose de faire à l'article 4<sup>me</sup> lèvera, sans doute, toute incertitude sur cette matière. Mais en second lieu le Gouvernement de Vénézuéla a soutenu, que quand même le traité s'appliquerait aux Colonies, les droits différentiels n'enfreignent point le traitement qui a été stipulé dans l'article

4<sup>me</sup> ainsi que dans sa note du 7 Janvier 1882. Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères fit la manifestation suivante au Ministre de Sa Majesté à Caracas : « La nouvelle loi, il est vrai, impose un droit différentiel aux marchandises provenant des Antilles ; mais ce droit s'impose « aux marchandises de toutes les nations, Vénézuéla y inclus ; de manière « que même les produits Vénézuéliens importés de ces îles sont assujétis « au droit additionnel. Ainsi il n'existe point l'inégalité de traitement que « vous alléguiez dans vos observations. »

De nouveau dans sa note du 15 Mars de la même année, Son Excellence dit : « La Grande Bretagne a droit à ce l'on n'impose pas d'autres droits ou « de plus élevés à l'importation d'articles du produit national, productions « ou objets manufacturés soit de la Métropole ou des domaines Britanniques, que ceux que l'on impose à de semblables produits de la Métropole ou des Domaines de n'importe quel autre pays étranger.

« Notre loi, en chargeant d'un impôt additionnel les marchandises « provenant des Antilles ne fait pas de différence relativement au lieu d'où « elles proviennent originairement ; de manière que les marchandises Britanniques provenant des Antilles sont soumises au même droit additionnel que celles des autres nations provenant aussi des Antilles ; il ne se « fait point de différence en faveur d'aucun pays en particulier. Ainsi donc, « le droit de parfaite égalité de traitement que nous sommes obligés par « notre traité d'étendre à la Grande Bretagne se maintient intact. »

Le Gouvernement de Sa Majesté est d'un avis absolument contraire à cette interprétation de l'article de la nation la plus favorisée.

Une semblable interprétation invaliderait certainement cet article ; parce qu'elle justifierait l'imposition de droits différentiels en faveur de la France, par exemple, au moyen d'une loi qui déclarerait qu'il serait payé des droits moindres pour des marchandises importées de France en Vénézuéla, que pour de pareilles marchandises importées d'Angleterre. Dans ce cas, on pourrait dire également que toutes les marchandises provenant de France ou d'Angleterre se traitaient de la même manière, parce que les marchandises Françaises envoyées en Vénézuéla par voie d'Angleterre payeraient un droit aussi élevé que les marchandises anglaises, tandis que des marchandises anglaises envoyées par voie de France à Vénézuéla pourraient obtenir le bénéfice des droits les plus faibles.

Il ne paraît point au Gouvernement de Sa Majesté que les additions à l'article 4<sup>me</sup> que vous m'avez fait l'honneur de me proposer dans le projet du Traité excluraient l'interprétation antérieure. Le Gouvernement de Sa Majesté sait cependant par les assurances données au Ministre de Sa Majesté à Caracas, et lesquelles sans doute ont été communiquées à Votre Excellence, que les deux Gouvernements sont déjà pratiquement d'accord sur l'article Colonial ; et j'ai l'honneur d'inclure copie des propositions envoyées par lui le 28 Mai dernier à Monsieur Vicente Amengual et acceptées par ce dernier comme base d'arrangement.

Ces propositions contiennent d'une part, le désir du Gouvernement de Sa Majesté de sauvegarder les intérêts des Colonies de Sa Majesté, et d'autre part, de satisfaire le désir du Gouvernement de Vénézuéla de pourvoir à un moyen de terminer le présent Traité.

A ce projet de Traité j'ai ajouté la clause usitée, insérée dans tous les Traités que le Gouvernement de Sa Majesté a conclus récemment, et qui permet l'accession des Colonies qui se gouvernent elles-mêmes.

Lord Edmund Fitzmaurice me communique l'assurance que vous lui donnâtes, et que j'ai reçue avec beaucoup de satisfaction, que le Gouvernement de Vénézuéla était empressé de voir cette question, depuis si longtemps pendante, s'arranger le plus tôt possible.

A ce désir correspond entièrement le Gouvernement de Sa Majesté, et je puis rappeler à Votre Excellence que durant longtemps il a insisté pour son arrangement ; dans ces circonstances il espère que vous pourrez accepter immédiatement le Traité en projet ci-dessus mentionné, et terminer ainsi la présente controverse.

Pour conclure, je prends la liberté de faire observer que les propositions que Votre Excellence communiqua à Lord Edmund Fitzmaurice démontrent de la part du Gouvernement de Vénézuéla un désir de conclure un Traité complet et révisé avec la Grande Bretagne. La préalable et immédiate conclusion de l'arrangement proposé ne s'opposera en aucune façon à ce désir ; et j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté se réjouira de négocier un Traité de cette espèce en son temps, sur les mêmes bases que celui qui a été célébré dernièrement avec la République du Paraguay. Je m'honore de vous envoyer ci-inclus un exemplaire de ce Traité et de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté prendra en considération dans un esprit amical tout nouveau point que le Gouvernement de Vénézuéla désirera présenter à sa considération.

Pour éviter toute possibilité d'erreur dans l'interprétation de l'article relatif à la nation la plus favorisée, le Gouvernement de Sa Majesté doit insérer dans l'article relatif à la nation la plus favorisée du traité ci-dessus mentionné les paroles : de quelque lieu qu'arrivent, (*Whencesoever arriving*), quoiqu'il ne croie pas que l'article sans ces paroles ou de semblables aurait le sens qu'essaye de lui donner le Gouvernement de Vénézuéla.

J'ai l'honneur etc.,

(Signé) : GRANVILLE.

#### Le Général Guzman Blanco au comte Granville.

Londres, le 21 Mars 1885.

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence du 28 Janvier relative au projet du nouveau traité de Commerce entre Vénézuéla et Sa Majesté Britannique que je remis entre les mains de Lord Fitzmaurice le 22 du même mois. Également me parvinrent par la même occasion la minute de la proposition du Gouvernement de Votre Excellence et l'exemplaire du Traité conclu entre lui et celui du Paraguay le 16 Octobre 1884.

L'objet de la présente négociation est d'arranger d'une part la controverse sur la durée du traité de commerce fait avec la Colombie en 1825 et renouvelé avec Vénézuéla en 1834 ; et d'autre part, la question des droits additionnels établis dans la République sur les importations provenant des Antilles.

Je crus que les deux points pourraient être matière d'un seul traité, et pour cela j'ai rédigé une minute dans laquelle se conservent la plus grande partie des anciens articles ; il est introduit une addition qui résoud la difficulté existante, et il y est indiqué la convenance d'en mettre d'autres d'accord avec l'état actuel des choses.

Votre Excellence me dit maintenant, que, comme le Traité de 1825 ne s'accorde point sous beaucoup de rapports avec les nécessités modernes

et pourrait avantageusement se refondre dans un autre, le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis qu'il ne convient point de reproduire textuellement les anciens articles dans un nouveau Traité.

Mais Votre Excellence fait observer que l'addition proposée par moi ne remplit pas assez explicitement les besoins du cas présent, c'est-à-dire l'abolition des droits différentiels mentionnés, attendu les interprétations données par Vénézuéla au Traité de 1825, et Votre Excellence ajoute, que déjà les deux Gouvernements sont d'accord pratiquement au sujet de l'article touchant les Colonies, puisque Monsieur Vicente Amengual, Ministre des Affaires Etrangères, accepta comme base d'arrangement la proposition envoyée par Monsieur Mansfield. Le Ministre des Affaires Etrangères répondit à ce Monsieur : « Le Président de la République voit avec satisfaction que le Gouvernement de Sa Majesté suit un chemin de bonne intelligence et de cordialité qui prépare une heureuse solution à ces points, et aux autres points de désaccord entre les deux pays. »

« A cette date Votre Excellence sait que l'Illustre Américain Monsieur le Général Guzman Blanco, qui en sa qualité de Président a initié et dirigé ces questions, va à Londres représenter Vénézuéla comme Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. Une des missions qui lui sont confiées a trait aux affaires dont il est question, et par cela même il paraîtra naturel et logique à Votre Excellence que le Président ratifie la négociation dans cette Capitale. Avant de faire cette nomination, elle avait été communiquée à Votre Excellence. »

« Ainsi donc, en disant à Votre Excellence que l'Illustre Américain ne tardera pas à communiquer la réponse du Gouvernement, et en exprimant de nouveau sa satisfaction au sujet de la tournure que prennent les choses, je renouvelle à Votre Excellence l'expression de ma plus haute considération. »

Cette réponse est celle que j'ai faite à Votre Excellence en proposant un Traité par lequel on fixe un terme au Traité de 1825, et en même temps on stipule la dérogation des droits additionnels.

De plus, puisque Votre Excellence a manifesté sa disposition à substituer à l'ancien pacte de 1825 un autre correspondant aux nécessités modernes, et m'a envoyé comme type le Traité conclu entre Sa Majesté Britannique et le Paraguay le 16 Octobre 1884, je l'accepte, me réservant de présenter en son temps les modifications, suppressions ou additions que nos circonstances particulières exigent.

Là on pourra insérer la clause touchant les Colonies avec toute la clarté désirable, de sorte qu'elle produise l'abrogation des droits différentiels.

Je répète maintenant ce que je dis à Lord E. Fitzmaurice lorsque je remis ma minute entre ses mains, à savoir, que je suis pressé de conclure le plus tôt possible cette négociation, pour que le commerce de Trinidad, qui se manifeste ami de la paix de Vénézuéla, reçoive bientôt les bénéfices de la suppression de ces droits. J'ajoute à ceci la considération de ce que le Corps Législatif de la République, dont les sessions annuelles durent seulement soixante et dix jours, et en cas de prorogation, quatre-vingt-dix, s'est réuni le 25 Février, et par cela même il lui reste peu de temps pour considérer et approuver, avec les formalités constitutionnelles, dans chaque chambre, le Traité que nous concluerons.

Je renouvelle à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute et plus distinguée considération.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

## Le Comte Granville au Général Guzman Blanco.

Le 2 avril 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 21 du mois dernier qui se réfère au Traité de relations entre le Gouvernement de Sa Majesté et la République de Vénézuéla.

Dans ma note du 28 janvier dernier, j'ai eu l'honneur de vous signaler les points par lesquels le projet de Traité que vous avez communiqué à Lord Edmund Fitzmaurice était insuffisant à mettre un terme aux différends qui sont survenus par rapport à l'interprétation du Traité de 1825 ; et je vous y ai inclus un projet de Convention qui avait déjà été soumis à la considération du Cabinet de Caracas.

Pendant tout le temps de la discussion de cette question, le Gouvernement de Sa Majesté a montré la plus vive anxiété d'aller à l'encontre des légitimes désirs du Gouvernement de la République ; en conséquence de cela, il a immédiatement acquiescé au désir de celui-ci de faire un nouveau Traité, et il a proposé de négocier un Traité complet d'accord avec les précédents modernes, après signature de la Convention. Mais il ne prévoyait pas que son action en faisant ceci serait la source d'un nouveau délai. Il regrette donc, que dans votre note, à laquelle j'ai l'honneur de répondre, et où la proposition de négocier un Traité entièrement nouveau est acceptée, il ne soit pas dit en même temps si le Gouvernement de Vénézuéla accepte enfin le projet de Convention ou les raisons pour lesquelles il le repousse, si tant est que telle soit son intention. Le Gouvernement de Sa Majesté regrette également que, en même temps que le Traité avec Paraguay est accepté comme base du nouveau Traité, il ne soit pas dit dans quels points le Gouvernement de Vénézuéla désirerait qu'il y fût fait des changements.

Je crains qu'à cause du délai qui a eu lieu, il ne soit impossible de décider des changements, s'il y en a, qu'il serait nécessaire de faire, à temps pour que le Traité soit approuvé par le Congrès Vénézuélien pendant la présente session. Ceci étant, j'espère, Monsieur le Ministre, que vous pourriez procéder immédiatement à la signature du projet de Convention, telle que le Gouvernement de Vénézuéla la connaît déjà. La signature n'a pas besoin d'intervenir avec la négociation ultérieure d'un Traité entièrement nouveau.

Mais, que vous puissiez ou non accepter immédiatement la Convention, j'espère que pour prévenir toute perte de temps entre la signature de la Convention définitive et la suppression des droits différentiels, vous voudriez bien presser votre Gouvernement par le télégraphe, de prendre d'avance tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires avant la clôture de la session Législative pour supprimer ces droits aussitôt que le Traité ou une autre convention sera signé. Ce Traité ou Convention pourrait alors être soumis à la considération du Congrès à sa prochaine session.

L'adoption par Vénézuéla d'une interprétation de la clause de la nation la plus favorisée qui établit des droits différentiels contre une partie des domaines de Sa Majesté, et qui est tout à fait différente de celle qui jusqu'à présent a été généralement adoptée, ne saurait être considérée par le Gouvernement de Sa Majesté autrement que comme une action contraire à l'amitié. Il remarque, cependant, avec satisfaction, l'expression de votre

désir d'arranger l'affaire, et il est convaincu que comme une preuve de ce même désir, vous voudrez bien user de votre grande influence sur le Gouvernement de Vénézuéla, pour empêcher qu'il n'y ait un nouveau délai dans l'état actuel des négociations, lorsque chacune des deux parties connaît les désirs de l'autre et a heureusement trouvé le moyen d'y accéder.

Je me permets de vous dire que cette affaire excite un intérêt très vif au Parlement, et que le Gouvernement de Sa Majesté se verra bientôt dans l'obligation de lui présenter des papiers sur elle.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : GRANVILLE.

### Le Général Guzman Blanco au Comte Granville.

Londres, le 6 avril 1886.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence que j'ai reçu sa note en date du 2 de ce mois-ci au sujet du traité d'amitié et de commerce entre le Vénézuéla et la Grande-Bretagne.

Depuis mon arrivée à ce pays, dans la première entrevue que j'ai eue avec Votre Excellence, je lui ai manifesté que le Gouvernement de la République se trouvait prêt à terminer comme le souhaitait celui de S. M. Britannique les trois points qu'avait indiqués Monsieur Mansfield dans sa note du 15 Octobre 1883, à savoir : Limites entre le Vénézuéla et la Guyane Britannique ; Droits différentiels imposés aux marchandises provenant des Colonies Britanniques ; et enfin réclamations contre la République.

Votre Excellence m'a renvoyé pour la discussion des détails à Lord E. Fitzmaurice et à Sir Julian Pauncefoot. J'ai eu avec ces Messieurs plusieurs conférences sur tous les points dont je vais hâter la conclusion dans le plus bref délai.

Me bornant ici à l'affaire du traité, qu'il me soit permis de vous rappeler que c'est moi qui ai présenté la première formule de solution aux difficultés survenues. Votre Excellence la trouva insuffisante et déclara en même temps que beaucoup d'entre les dispositions du traité de 1823, n'étaient pas d'accord avec les nécessités actuelles, et m'envoya des exemplaires du traité conclu avec le Paraguay en date du 16 Octobre 1884, pour qu'il pût servir de modèle.

Par la même occasion Votre Excellence m'assurait que les deux Gouvernements étaient déjà arrivés à un accord pratique à l'égard de l'article concernant les colonies, car Monsieur Amengual avait accepté comme base d'arrangement les propositions présentées par Monsieur le Colonel Mansfield.

Votre Excellence m'a adressé ces propositions indiquées avec une nouvelle clause relative à l'accession des colonies qui ont un Gouvernement propre.

Toutes ces circonstances m'ont imposé le devoir de consulter mon Gouvernement, surtout parce que ce que Votre Excellence m'assurait au sujet de l'acceptation de la proposition de Monsieur Mansfield n'était pas d'accord avec mes instructions. Aussitôt que j'ai eu une réponse, j'adressai à Votre Excellence la note du 21 Mars. De sorte que, si dans le cours de la négociation il y a eu du retard, ce n'est pas par ma faute, mais la conséquence de la tournure qu'ont prise les choses.

Autant que le Gouvernement de Sa Majesté, mon Gouvernement est

anxieux de terminer cette affaire du moment qu'il m'a envoyé ici à cet effet.

Depuis les nouvelles instructions que j'ai reçues, il ne m'est pas possible de traiter du projet de convention indiqué, et je dois laisser pour une autre époque la poursuite de la négociation d'un nouveau traité. Je dois uniquement activer la célébration de ce dernier, parce que de cette façon non-seulement on termine les désaccords actuels, mais aussi d'une fois et pour toujours on établit les bases d'une solide et bonne intelligence entre les deux parties, en outre, nous arrivons à simplifier notre travail en le faisant d'une seule fois au lieu de le diviser.

En conséquence de ce que je viens d'exposer, je remets à Votre Excellence le projet du traité que je suis autorisé à accepter et à signer aussitôt que Votre Excellence le voudra. Il est identique dans la plupart de ses articles avec la convention du Paraguay que Votre Excellence m'a envoyée comme modèle, et l'on a fait seulement quelques altérations dans les articles 2 et 4, et l'on a introduit un article nouveau sur la nécessité de l'arbitrage, comme le seul moyen d'arriver à éviter tout désaccord qui puisse affecter les rapports d'amitié entre les deux pays.

La convention que je présente remplacerait celle de 1834, aussitôt que les ratifications seraient échangées, et cette convention produirait les effets souhaités par les deux parties.

Aussitôt signée, j'en ferais part par télégraphe à mon gouvernement, et je suis certain qu'il engagerait le Congrès à proroger ses séances actuelles afin d'examiner et d'approuver le pacte. Dans tous les cas, les droits différentiels seraient supprimés, de sorte que sur ce point il n'y a pas de difficultés à craindre.

Je renouvelle à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

### Projet de traité.

Article 2. — Les Parties contractantes conviennent que, dans toutes les affaires relatives au commerce et à la navigation, tout privilège, toute faveur, toute immunité, différents de ceux stipulés dans l'article 3, qu'une des parties contractantes ait positivement accordés ou accordera à l'avenir aux sujets ou aux citoyens d'un autre Etat, s'étendra immédiatement aux sujets ou aux citoyens de l'autre Partie contractante, inconditionnellement, s'ils sont inconditionnels, et avec le même équivalent, s'ils sont conditionnels; leur intention étant que le trafic et la navigation de chaque pays soient mis sous tous les rapports par l'autre, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 4. — Les navires anglais et leurs chargements, dans les Etats-Unis de Vénézuéla, et les navires vénézuéliens et leurs chargements dans les domaines et les possessions de Sa Majesté Britannique, quels que soient le lieu d'où ils arriveraient et le lieu de l'origine ou de destination de leurs chargements, seront traités sous tous les rapports comme navires nationaux, de même que leurs chargements.

La précédente stipulation est applicable au traitement local, droits, impôts de port, mouillages, darses, rades et baies des deux pays, pilotage et généralement à tout ce qui est relatif à la navigation; mais elle ne comprend ni la navigation intérieure des rivières, ni le commerce de cabotage.

Toute faveur ou exemption à ce sujet ou tout privilège relatif à la navigation, à l'exception de ce qui a rapport à celui stipulé dans l'article 3, qu'une des Parties contractantes accorde à une troisième puissance, s'étendra immédiate-

ment à l'autre partie inconditionnels, et avec le même équivalent s'ils sont conditionnels.

Tous les navires qui, selon les lois anglaises doivent être réputés navires anglais, et tous les navires qui, selon les lois des Etats-Unis de Vénézuéla, doivent être réputés navires vénézuéliens, pour les fins de ce traité seront réputés navires anglais ou navires vénézuéliens.

Art. 16. — Si, comme il est à désirer que cela n'arrive pas, il se présentait entre le Vénézuéla et la Grande-Bretagne un différend quelconque qui ne pourrait pas se régler par les moyens accoutumés de négociation amiable, les Parties contractantes conviennent de soumettre la décision d'un tel différend à l'arbitrage d'une troisième puissance amie des susdites Parties contractantes, sans recourir à la guerre.

Art. 17. — Le présent traité, qui à partir de la date de l'échange de ses ratifications, se substituera à celui qui a été célébré entre la Colombie et la Grande-Bretagne, le 18 avril 1825, et renouvelé avec le Vénézuéla, le 29 octobre 1834, continuera d'avoir force et vigueur pendant dix ans à partir de la date antérieure, et dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait pas notifié, douze mois avant l'échéance du dit terme, son intention de terminer le présent traité, il continuera d'être en vigueur jusqu'à ce que l'espace d'un an se sera écoulé à partir de la date où l'une des deux Parties contractantes aura fait une telle notification.

### Le comte Granville au général Guzman Blanco.

Le 15 avril 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 6 courant, par laquelle vous m'informez ne pouvoir signer la convention proposée pour régler *ad interim*, jusqu'à la négociation d'un traité complet, les désaccords survenus à l'égard de l'interprétation des traités existants entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla.

Le Gouvernement de Sa Majesté opine que la Convention proposée aurait été le chemin le plus expéditif pour résoudre la question ; mais il désire, autant que possible, venir au devant des désirs de votre gouvernement, et s'accorder pour la célébration immédiate d'un traité complet.

Le Gouvernement de Sa Majesté remarque avec satisfaction l'assurance que vous donnez qu'on peut ratifier le traité durant les séances actuelles du Congrès du Vénézuéla.

La proposition d'arranger au moyen de l'arbitrage les questions qui surgiraient entre les deux nations, a tout l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté. Pourtant, l'expérience démontre que lorsqu'il est survenu un désaccord, il est souvent difficile de s'entendre sur la route à suivre pour le choix effectif de l'arbitre ou des arbitres, et sur la manière de procéder de la commission ou tribunal d'arbitrage une fois nommé.

Le Gouvernement de Sa Majesté indique donc l'adoption de l'article plus complet ajouté comme protocole au traité conclu le 15 juin 1883 entre Sa Majesté la Reine et Sa Majesté le Roi d'Italie. J'ai l'honneur de vous envoyer une copie dudit traité.

Les articles projetés deuxième et quatrième inclus dans votre susdite note du 6 courant concéderaient au trafic et commerce des hautes parties contractantes un traitement seulement conditionnel de la nation la plus favorisée. La politique suivie par le Gouvernement de Sa Majesté en matière de législation commerciale et économique est telle qu'il lui semble

que nulle condition de la nature de celle qui est proposée ne puisse être exigée par le Vénézuéla à l'égard du trafic anglais dans la République, et lui, de son côté désire en toute circonstance étendre au trafic du Vénézuéla toute faveur ou privilège qu'il puisse accorder à quelque nation que ce soit. Vous êtes au courant, sans doute, que dans ce pays toute restriction ou droit protecteur ont été abolis ; les droits de douane sont exigés seulement pour former la rente, et lorsque l'on exige des droits sur des marchandises étrangères qui se produisent aussi dans le Royaume-Uni, on exige un droit de consommation ou d'entrée pour l'article également produit chez nous ; même le trafic de cabotage et celui entre la mère-patrie et les colonies sont absolument ouverts aux étrangers et aux navires étrangers, et enfin toute concession faite à une Puissance s'étend immédiatement et inconditionnellement à toutes les autres, même en faveur de celles qui n'ont pas de traité de commerce avec la Grande-Bretagne. Les intérêts du Vénézuéla dans les colonies qui ont un Gouvernement propre sont assez protégés par l'article relatif aux colonies, parce que celle qui accèderait au traité et se ferait par le fait créancière au traitement absolu de la nation la plus favorisée en faveur de son trafic avec le Vénézuéla, serait obligée d'accorder le même traitement au trafic du Vénézuéla.

La Grande-Bretagne, ayant déjà fait toutes les concessions possibles au trafic étranger, ne pourrait faire les concessions équivalentes ou similaires exigées dans les articles proposés au nom du Vénézuéla. Dans chaque cas, on trouverait qu'elle avait déjà concédé librement et inconditionnellement le même avantage qui avait été acheté par quelque autre puissance possédant une politique commerciale moins libérale.

J'aime à croire que la considération de ces circonstances, Monsieur le Ministre, vous convaincra que les clauses restreintes de la nation la plus favorisée, qui sont proposées, ne sont pas nécessaires dans un traité avec la Grande-Bretagne et que, dès lors, vous pourrez accepter qu'elles restent comme dans le traité avec le Paraguay.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) GRANVILLE.

### Le général Guzman Blanco au comte Granville.

Londres, le 6 mai 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence en date du 15 du mois dernier, en réponse à la mienne du 6.

Votre Excellence accepte, et je lui en suis infiniment reconnaissant, de vouloir bien, comme je l'avais proposé, procéder de suite à la conclusion d'un traité complet qui embrasse aussi l'arrangement des désaccords émanés du décret du Vénézuéla sur la création d'un droit additionnel frappant les marchandises provenant des Antilles.

Les observations de Votre Excellence se rapportent à l'article de l'arbitrage et à celui de la nation la plus favorisée.

Au sujet du premier, je me suis exprimé ainsi ;

« Si, comme il est à espérer que cela n'arrive, il surgissait entre le Vénézuéla et la Grande-Bretagne quelque désaccord qui ne pût être réglé par les moyens ordinaires d'une négociation amiable, les deux parties contractantes conviendront de soumettre la décision dudit désaccord

« à l'arbitrage d'une autre Puissance amie commune des deux, sans recourir à la guerre. »

Votre Excellence me donne l'assurance que la proposition d'arranger par l'arbitrage les questions qui se présenteraient entre les deux pays, obtient tout l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté, et, après avoir fait observer que l'expérience a démontré que le désaccord, une fois produit, il est souvent difficile d'arriver à s'entendre sur la méthode à suivre en ce qui concerne l'élection efficace de l'arbitre ou des arbitres, et sur la marche à suivre par la commission ou tribunal d'arbitrage une fois qu'ils ont été nommés, elle indique l'adoption de l'article plus complet qui a été ajouté comme protocole au traité passé, le 15 juin 1883, entre Sa Majesté la Reine et Sa Majesté le Roi d'Italie.

Ce protocole dit : « Toute controverse qui puisse survenir au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité ou par conséquence de quelque infraction, sera soumise, aussitôt épuisés les moyens de l'arranger directement par un accord amiable, à la décision de commissions d'arbitrage, et le résultat de l'arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements. »

Les membres de ces commissions seront élus par les deux Gouvernements d'un commun accord et, à défaut de celui-ci, chacune des parties nommera un arbitre ou un nombre pareil d'arbitres, et ceux-ci, ainsi élus, désigneront à leur tour un sur-arbitre.

« La procédure arbitrale sera dans chaque cas déterminée par les parties contractantes, autrement il est entendu que la commission d'arbitrage se trouve autorisée par elle-même pour la déterminer à l'avance. »

Cela fait seulement référence aux controverses émanées de l'intelligence ou accomplissement de la convention à passer, mais non pas à celles qui auraient une autre source. En outre, il semble que les commissions arbitrales dont on parle ne seraient pas formées de puissances, mais seulement de particuliers.

Or la clause que la Constitution Fédérale prescrit à la République est celle-ci. Article 109. « Dans les traités internationaux de commerce et d'amitié, on mettra une clause déclarant que *tous différends entre les parties contractantes devront être décidés, sans avoir recours à la guerre, par l'arbitrage d'une ou plusieurs puissances amies.* »

Le Vénézuéla l'a ainsi établi avec la Colombie, l'Italie, le Danemarck, la Belgique, l'Espagne, le Salvador et la Bolivie.

Me conformant à la teneur dudit article, j'ai écrit celui qui stipule l'arbitrage d'une manière générale et se rapportant à de tierces puissances.

Je ne doute pas que Votre Excellence, en vue de ces réflexions, ne trouve juste que j'appelle de nouveau son attention à la phraséologie de la clause sur l'arbitrage, avec l'espoir que cela produira tous les résultats désirables. Pour ce qui est du reste, je conviens volontiers de ce qui concerne le moyen indiqué par Votre Excellence pour combler les lacunes que l'expérience a démontrées dans la pratique.

Me rapportant maintenant à la clause concernant la nation la plus favorisée, je dois faire remarquer à Votre Excellence que le Vénézuéla n'est pas encore arrivé à un développement tel qu'il lui soit permis d'entrer dans le système économique adopté par la Grande-Bretagne.

Ainsi, sa législation étant fondée sur des principes contraires, il serait

nécessaire de la changer radicalement pour faire place au nouveau système Britannique.

Par exemple, l'article 1<sup>er</sup> de la loi 18 du code des Finances, définit ainsi le commerce de cabotage : « Le commerce intérieur, maritime, de cabotage ou côtier, est celui qui se fait entre les ports ouverts à l'importation et les autres points du littoral du Vénézuéla, *sur des navires nationaux*, soit avec des marchandises étrangères qui ont déjà acquitté les droits, ou bien avec des denrées ou productions du pays. »

D'accord avec ceci, il a été établi, dans un traité passé entre le Vénézuéla et l'Espagne, le 20 mai 1882, que la navigation de la côte ou de cabotage, des deux pays, restait exclusivement réservée au pavillon national.

De même dans toutes les autres conventions.

Il existe entre toutes les nations des motifs spéciaux qui déterminent certains actes. A ce sujet, je citerai un exemple pris du traité que le Vénézuéla et la nouvelle Grenade ont signé le 23 juillet 1842, et dont l'article 26 dit :

« La République du Vénézuéla et celle de la nouvelle Grenade, afin d'éviter toute interprétation contraire à leurs intentions, déclarent que tout avantage que l'une ou l'autre ou toutes les deux remporteraient des stipulations antérieures, sont et doivent s'entendre comme l'effet naturel des connexions politiques qu'elles ont contractées auparavant unies en un seul corps de nation, et comme compensation de l'alliance qu'elles ont conclue pour soutenir leur indépendance. »

Voilà non seulement une cause, mais plusieurs causes qui ont autorisé la concession réciproque de faveurs exceptionnelles entre les deux républiques, et on en peut ajouter une autre de grande importance concernant la navigation des rivières, à savoir : la circonstance de traverser quelques-unes d'entr'elles les deux nations et d'avoir des affluents qui naissent dans le territoire de l'autre.

De sorte qu'il n'y aurait aucune raison pour étendre les stipulations exigées à d'autres puissances qui ne se trouvent pas en pareilles circonstances.

Je conclus donc que, tant que le Vénézuéla ne sera pas arrivé à l'état de développement et de prospérité atteint par la Grande-Bretagne, il ne lui est pas possible de convenir de la clause selon le désir de Votre Excellence.

Dans cette impossibilité je propose de conserver l'article 9 de l'ancien traité avec la Colombie ; ou bien de supprimer le mot « *inconditionnellement* » des articles 2 et 4 de la convention avec le Paraguay, et du 4<sup>me</sup> le mot « *rivieres* » ; et d'ajouter que le commerce de cabotage n'entre pas dans les concessions exprimées.

Je réitère à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

---

Le Comte Granville au Général Guzman Blanco.

15 mai 1885.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que le 12 du courant j'ai reçu votre note du 6 du même mois, concernant le nouveau Traité proposé entre la Grande-Bretagne et le Vénézuéla.

J'ai l'honneur de vous informer en réponse, que le Gouvernement de

S. M. convient de substituer la parole « Puissance » qui sera choisie par les Hautes Parties contractantes au lieu de « Arbitres, » dans l'article relatif à l'arbitrage, et que de plus il convient de ce que l'obligation de soumettre les différends à un arbitrage inclura tous les différends qui s'élèveront entre les Hautes Parties contractantes, et non point seulement ceux qui proviendront de l'interprétation du Traité.

Le Gouvernement de S. M. se trouve aussi disposé à être d'accord avec tous les désirs du Gouvernement du Vénézuéla pour ce qui a rapport à la navigation des rivières et au commerce de cabotage dans ses rapports avec elle ; mais il demande la permission de faire observer que cette exception du traitement national ou de la nation la plus favorisée ne doit point s'opposer à ce que les vapeurs qui naviguent sur l'Océan touchent consécutivement dans deux ou dans un plus grand nombre de ports de la République.

Quant aux arrangements faits par le Vénézuéla avec la Colombie, j'ai l'honneur de dire que le Gouvernement de S. M. consentira à ce que les dispositions de l'article de la nation la plus favorisée, par lui proposé, n'inclueront point les arrangements spéciaux concernant le commerce local, conclus par le Vénézuéla avec les pays voisins en ce qui est relatif au trafic par la frontière de terre.

J'ai l'espoir que ces modifications satisferont votre manière de voir et que promptement j'apprendrai de vous que l'on peut préparer pour le soumettre à votre approbation un projet formel de Traité formé sur celui du Paraguay, avec addition d'un article relatif à l'arbitrage et les changements actuellement indiqués dans les stipulations sur la nation la plus favorisée.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

### Le Général Guzman Blanco au Comte Granville.

Londres, le 8 juin 1885.

Excellence,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai reçu la note de Votre Excellence du 15 du mois dernier, par laquelle elle veut bien m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté consent à substituer la phrase « Puissance » qui doit être employée par les Hautes Parties contractantes, à la place d'« Arbitres » dans l'article relatif à l'arbitrage ; et de plus à ce que l'obligation de référer les différends à l'arbitrage comprenne toutes celles qui existeront entre les Hautes Parties contractantes, et non pas seulement celles qui proviennent de l'interprétation du traité.

Votre Excellence ajoute que le Gouvernement de S. M. est aussi disposé à concourir généralement avec les désirs du Gouvernement du Vénézuéla quant à « la navigation des rivières » et au commerce de cabotage dans ses connexions avec elle ; mais il est bien entendu que cette exception du traitement national ou de la nation la plus favorisée n'empêche pas les bateaux à vapeur qui traversent l'Océan de toucher consécutivement dans deux ou plusieurs ports de la République.

En dernier lieu Votre Excellence m'expose que le Gouvernement de Sa Majesté conviendra de ce que les dispositions de l'article de la nation la plus favorisée par lui proposées ne comprendront pas les règlements spéciaux célébrés par le Vénézuéla avec des pays voisins sur le trafic par la frontière terrestre.

Ces prémisses une fois établies, et ayant en vue ce qui a rapport à la navigation des rivières et au commerce de cabotage, que les lois fiscales de la République permettent aux navires étrangers de laisser des marchandises ou des passagers dans deux ou plusieurs ports ouverts ou d'en prendre, je vois que la négociation est sur le point d'être terminée d'une manière satisfaisante.

En conséquence, dans l'opinion que nous sommes d'accord sur les points exposés et sur ceux qui n'ont pas été l'objet d'une observation particulière, j'espère que Votre Excellence, comme elle me l'indique à la fin de sa note, voudra bien faire préparer et remettre pour y être examiné un projet formel de traité modelé sur celui conclu entre la Grande-Bretagne et le Paraguay, le 18 Octobre 1884, et sur ceux résultant de la négociation que nous avons suivie.

Pour faciliter de mon côté l'accomplissement de ce travail, j'ajoute un projet de traité, en me rapportant aux dites bases.

Agréez, etc., etc.

(Signé) : GUZMAN BLANCO.

(A' suivre).

---



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### EGYPTE

#### Etablissement d'une haute Cour administrative.

19 février 1887

Nous, Khédivé d'Egypte, sur la proposition de notre conseil des ministres, le Conseil législatif entendu; décrétons :

Article premier. — Les ministres, les chefs d'administration ou tous autres hauts fonctionnaires qui auraient ordonné des paiements pour des dépenses engagées par eux, en dehors des crédits alloués, ou opéré des virements entre les chapitres du budget sans une autorisation préalable de notre conseil des ministres, ou pris des mesures contraires aux lois et règlements en vigueur, pourront être tenus à répondre devant une haute Cour administrative.

Art. 2. — La haute Cour administrative sera présidée par le président de notre Conseil des ministres, et, en cas d'empêchement, par le doyen d'âge des membres du ministère.

Elle sera composée des ministres non impliqués dans la poursuite, du conseiller financier et d'un conseiller khédivial, désigné par nous.

Art. 3. — La haute Cour administrative sera saisie de la poursuite à la requête de notre Conseil des ministres.

A partir de ce moment, le ministre, le chef d'administration ou le haut fonctionnaire poursuivis demeureront suspendus de leurs fonctions.

Art. 4. — La haute Cour administrative règlera elle-même la procédure à suivre devant elle.

Elle jugera d'après sa conviction, sans être astreinte à des règles déterminées au point de vue de la preuve, après avoir, en tout cas, invité l'inculpé à présenter personnellement et verbalement sa défense.

Art. 5. — En cas de culpabilité, l'arrêt motivé de la haute Cour administrative établira la responsabilité pécuniaire de l'inculpé, et prononcera le blâme ou la révocation sans préjudice, en aucun cas, de l'action pénale ou civile à exercer.

Art. 6. — Nul recours ne sera admis contre l'arrêt de la haute Cour administrative.

Art. 7. — La démission du ministre, du chef d'administration ou du

haut fonctionnaire traduit devant la haute Cour administrative ne pourra pas être acceptée avant la solution de la poursuite.

Art. 8. — Tous nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais d'Abdine, le 19 février 1887 (26 gamad-ewel 1304).

Signé : MEHEMET TEWFIK.

Par le khédive, le président du conseil des ministres, signé : N. NUBAR.

## FRANCE

### Loi concernant les droits d'entrée sur les alcools étrangers.

5 juillet 1887 (1).

Article premier. — Le tableau A du tarif d'entrée, tarif général des douanes, est ainsi modifié :

#### *Alcools.*

Eaux-de-vie en bouteilles : l'hectolitre de liquide, 70 fr.

Eaux-de-vie autrement qu'en bouteilles : l'hectolitre d'alcool pur, 70 fr.

Autres : l'hectolitre d'alcool pur, 70 fr.

Art. 2. — Cette disposition aura son effet jusqu'au 30 novembre prochain. A cette époque, les droits antérieurs à la présente loi rentreront en vigueur, s'il n'en a été autrement ordonné.

— Cette loi a été votée sur la proposition d'un député. Voici comment elle a été motivée par le rapporteur de la Commission nommée par la Chambre pour l'examiner.

*Séance du 5 juillet.* — M. Marty. — Messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise est motivée par la situation qui va résulter pour notre marché intérieur des mesures législatives récemment adoptées par l'Allemagne.

Ce pays vient aujourd'hui de modifier profondément sa législation en matière d'alcools.

Sans entrer dans l'examen de la législation définitive qui sera appliquée en Allemagne à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, il importe de se préoccuper d'urgence de la situation qui est faite à nos producteurs d'alcool pendant la période transitoire comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> octobre 1887.

Il a été décidé en effet par le Reichstag que pendant ces trois mois, l'impôt sur la cuve matière au taux actuel sera triplé et que le remboursement de l'impôt pour l'alcool qui sera exporté du territoire douanier de l'Allemagne sera porté à 48 marks par hectolitre d'alcool pur, c'est-à-dire à 60 fr.

Or, comme il n'est pas établi de distinction entre les alcools fabriqués antérieurement au 1<sup>er</sup> juillet et ceux fabriqués postérieurement, il résulte de cette disposition transitoire que les alcools fabriqués antérieurement à cette date recevront à l'exportation une prime de sortie de 48 marks ou de 60 fr. par hectolitre, bien qu'ils n'aient payé que l'impôt existant au moment de leur fabrication, c'est-à-dire 16 marks ou 20 fr.

(1) Promulguée dans le *Journal officiel*, du 6 juillet 1887.

En dernière analyse, l'exportateur allemand va recevoir par hectolitre d'alcool 32 marks ou 40 fr., qui ne sont la représentation d'aucun impôt perçu. Il y a là une véritable prime gratuite donnée par l'Allemagne à ses exportateurs d'alcool.

Si nous n'avons pas à rechercher les motifs qui ont déterminé le législateur allemand à agir ainsi, il est certain qu'il est du devoir du législateur français de se préoccuper des conséquences de cette mesure au point de vue de nos industries.

Ces conséquences sont faciles à prévoir.

C'est l'écrasement complet de nos cours. C'est la ruine de nos distilleries agricoles et industrielles.

Comment, en effet, se défendre avec la faible barrière d'un droit de 30 fr. contre l'invasion d'un produit qui gagne 40 fr., par cela seul qu'il quitte le territoire allemand.

Fatalement notre marché doit être envahi;

Fatalement il doit servir de débouché à une masse énorme d'alcool qui viendra annihiler pour longtemps notre travail national.

La proposition de loi qui vous est soumise et qui élève de 30 fr. à 70 fr. les droits sur les alcools étrangers nous a paru de nature à conjurer ces dangers, en plaçant nos nationaux dans une situation égale à celle qu'ils avaient avant le vote du Reichstag.

Aussi votre Commission vous propose-t-elle de l'adopter.

Nous devons ajouter que M. Jules Roche, auteur d'un amendement qui élevait le droit à 75 fr., a déclaré, après un échange d'observations dans le sein de la Commission, se rallier au chiffre de 70 fr. adopté par elle.

Jusqu'à ce jour c'est un droit de 30 fr. qui a protégé nos industries nationales. Aujourd'hui, en face d'une prime de sortie de 40 fr. par hectolitre gratuitement donnée par l'Allemagne aux alcools qui peuvent venir en France, c'est par un droit de 70 fr. qu'on assurera à ces mêmes industries une protection équivalente. En d'autres termes, le but uniquement poursuivi est de mettre notre tarification douanière en harmonie avec la législation de nos voisins. Il reste bien entendu d'ailleurs que la proposition de loi, telle qu'elle est formulée par son auteur, ne vise qu'une modification du tarif général.

Mais par cela même qu'il s'agit de parer aux dangers d'une situation transitoire, on ne saurait donner à la loi proposée une durée indéfinie. L'intérêt du consommateur exige que la surtaxe cesse alors que la cause qui l'a motivée aura cessé. Agir autrement serait favoriser la spéculation en la rendant indéfiniment maîtresse de notre marché intérieur.

Aussi votre Commission vous propose-t-elle de limiter la durée de la loi qui vous est soumise fin novembre prochain, sauf à discuter dans l'intervalle les bases d'une tarification douanière qui sera mise en rapport avec les modifications apportées par les autres nations dans leur régime des alcools.

Aujourd'hui il importe surtout d'agir vite parce qu'il y a un péril imminent à conjurer.

C'est pourquoi aussi votre Commission vous demande l'urgence et la discussion immédiate de la loi qui vous est soumise. On ne doit pas oublier, en effet, qu'il s'agit d'arrêter une invasion qui nous menace et que tout retard apporté dans l'établissement d'une mesure de préservation peut avoir des conséquences irrémédiables pour notre marché intérieur.

(La loi a été votée par 518 voix contre 2.)

---

## RUSSIE

## Le droit de propriété des étrangers.

Oukase du 14 mars (1).

Depuis 1864, il a été promulgué toute une série de mesures législatives tendant à consolider, dans la zone limitrophe occidentale de l'Empire, la propriété foncière russe et à rapprocher cette zone des autres parties de l'Etat. Nous avons reconnu bon actuellement d'établir, à titre provisoire et en concordance avec les mesures susdites, ainsi qu'en vue de leur développement ultérieur, des règles spéciales relatives à l'acquisition, par des ressortissants étrangers, de biens immeubles soit en toute propriété, soit en jouissance à terme, dans certaines provinces de la zone occidentale de la Russie.

En vertu de ce qui précède et conformément aux conclusions du comité des ministres.

Nous avons ordonné et ordonnons, savoir :

1. Dans les dix provinces du royaume de Pologne, ainsi que dans les provinces de Bessarabie, Vilna, Vitebsk, Volhynie, Grodno, Kiew, Kovno, Courlande, Livonie, Minsk et Podolie, les ressortissants étrangers ne pourront acquérir désormais, par n'importe quelle voie et sur la base de n'importe quelle stipulation légale, soit générale, soit locale, en dehors des ports et des villes (à l'exception des cas prévus par l'article 3 du présent oukase), aucun droit de propriété sur les immeubles ni aucun droit de jouissance des immeubles susdits indépendant du droit de propriété en général et découlant d'un bail en affermage en particulier.

NOTE 1. — Dans les provinces du royaume de Pologne, il est interdit aussi aux ressortissants étrangers de gérer des biens immeubles situés en dehors des villes, en qualité de fondés de pouvoirs ou d'intendants (directeurs).

NOTE 2. — La restriction des droits des ressortissants étrangers établie par l'article 1<sup>er</sup>, relativement à la possession et la jouissance des immeubles sis en dehors des ports et des villes, ne s'étend point à la location de maisons, logements et maisons de campagne pour leur usage temporaire et leur résidence personnelle.

2. Dans les localités indiquées par l'article 1<sup>er</sup> du présent oukase, les ressortissants étrangers peuvent assurer le paiement de créances à eux dues en acceptant à titre de gage des immeubles, mais des garanties de ce genre et en général le recouvrement de créances ne sauraient avoir, pour les ressortissants étrangers, comme suite, ni acquisition de l'immeuble engagé, ni entrée en jouissance de propriété effective (code judiciaire de l'Empereur Alexandre II, procédure civile, articles 1063, 1064, 1129, 1171, 1173, 1175 et 1209; lois civiles des provinces du royaume de Pologne, articles 2071, 2072 et 2085, 2091; lois locales des provinces baltiques, section civile, articles 1336, 1412 et 1457).

3. Par rapport aux droits des ressortissants étrangers héritant d'immeubles sis en dehors des ports et des villes, les restrictions suivantes sont établies pour les contrées énumérées dans l'article 1<sup>er</sup> :

a. L'héritage en ligne directe descendante et entre époux de biens laissés par un ressortissant étranger décédé, est de droit si l'héritier a établi sa résidence en Russie préalablement à la promulgation du présent oukase.

b. Dans tous les autres cas de l'héritage, soit en vertu des lois établies, soit en

(1) *Journal de Saint-Petersbourg* du 14/26 mai 1887.

vertu de dispositions testamentaires, le ressortissant étranger est tenu de vendre à un sujet russe, dans l'espace de trois ans, les biens dont il a hérité.

c. En cas de non-exécution de l'alinéa b, le bien hérité est pris en tutelle par mesure administrative de l'autorité provinciale et vendu aux enchères publiques par la chambre provinciale respective. Le produit de cette vente, déduction faite des frais de tutelle, est remis à l'héritier.

4. L'action des restrictions indiquées dans les alinéas b et c de l'article précédent s'étend aussi aux cas d'acquisition par des ressortissants étrangers de droits de propriété sur des immeubles, en vertu d'actes intervenus avant la promulgation du présent oukase, si le propriétaire n'est pas encore entré en jouissance effective du bien immeuble acquis par lui.

5. Les actes et contrats conclus dans l'ordre légal établi pour un délai déterminé et en vertu desquels des ressortissants étrangers ont acquis, dans les localités énumérées par l'article 1<sup>er</sup>, antérieurement à la promulgation du présent oukase, des droits de propriété ou de jouissance d'immeubles en dehors des ports et des villes, ne sauraient être, une fois ce terme écoulé, ni renouvelés, ni prorogés (en dehors des contrats indiqués dans la note 2 du premier article et dans l'article 2 du présent oukase).

6. L'action des articles précédents s'étend aussi aux Associations, Compagnies commerciales et industrielles et Sociétés en commandite constituées en vertu de lois étrangères, quand même elles seraient autorisées à fonctionner dans les limites de la Russie.

7. Toute transaction conclue dans le but d'enfreindre ou d'éluder le présent oukase est nulle et non avenue.

8. Si une transaction dont il est parlé dans l'article 7 est découverte par l'autorité locale, soit générale, soit provinciale, le gouverneur général ou le gouverneur de la province, après avoir recueilli toutes les informations nécessaires, que sont tenus de lui fournir les tribunaux et toutes les autres autorités et fonctionnaires, intente par le ministère des fondés de pouvoirs spéciaux (le parquet pour le royaume de Pologne, les substituts de procureurs pour la Livonie et la Courlande), devant les tribunaux un procès en annulation de la transaction ou de l'acte incriminés. Les procès de ce genre sont jugés d'après les règles spéciales instituées pour les procès intentés par les administrations de l'Etat.

Le sénat dirigeant veillera à l'exécution des présentes.

Signé : ALEXANDRE.

Donné à Gatchina, le 14 mars 1887.

## ESPAGNE

### Loi concernant la répression des infractions à la Convention internationale pour la protection des câbles sous-marins (1).

12 janvier 1887 (2).

Article premier. — Tous les câbles sous-marins qui atterriront ou seront amarrés en territoire espagnol auront de la mer jusqu'au point d'atterrissement une zone de 50 mètres de chaque côté du câble ; dans

(1) Pour cette convention qui a été signée à Paris le 14 mars 1884, v. *Archives* 1885. III, p. 15.

(2) V. lois analogues, *Archives*, 1885. III, p. 103 ; 1886. III, p. 112 et IV, p. 207.

cette zone, il sera défendu de tirer à terre des embarcations et il sera également défendu d'extraire du sable et des coquillages, de tendre des filets et, en général, de faire toute sorte d'opérations pouvant nuire au câble.

Art. 2. — Les câbles sous-marins posés dans les eaux juridictionnelles d'Espagne pourront être entourés de bouées par leur propriétaire, de sorte que les navigateurs puissent reconnaître l'endroit où ils se trouvent, et ils auront une zone étendue d'un quart de mille maritime de chaque côté, dans le rayon de laquelle les embarcations ne pourront pas jeter l'ancre, ni traîner des filets ou autres engins qui pourraient endommager ou détruire le câble.

Art. 3. — La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin faite volontairement ou par négligence coupable et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques est punissable de prison correctionnelle en son degré moyen au maximum.

Cet article ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations. En tous cas, l'action civile en dommages et intérêts restera entière.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de *quinze à cinq cents* francs :

1° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins qui n'observeraient pas les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptés, d'un commun accord, en vue de prévenir les abordages ;

2° Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles qui ne termineraient pas leurs occupations dans le plus bref délai possible ;

3° Les bâtiments qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir les signaux d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble, ne se retireraient pas, ou ne se tiendraient pas éloignés d'un mille marin au moins dudit navire afin de ne pas entraver ses opérations.

4° Les bateaux de pêche qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir les signaux d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble, ne maintiendraient pas leurs engins et filets à la même distance d'un mille marin. Ces barques de pêche auront pour se conformer à l'avertissement donné au moyen desdits signaux le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, délai dont la durée ne devra pas dépasser vingt-quatre heures.

5° Les bâtiments qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir les bouées destinées à indiquer la position des câbles en cas de pose, de dérangement ou de rupture, ne se tiendraient pas éloignés de ces bouées d'un quart de mille marin au moins.

6° Les pêcheurs qui, dans le même cas, ne tiendraient pas leurs engins et filets à la même distance.

Art. 5. — Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 2 de la Convention internationale.

Art. 6. — Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche

pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible, qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage, et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

Art. 7. — Sera puni d'une amende de 25 à 100 francs le capitaine ou le patron d'un bâtiment qui, sans intention de causer un dommage, ferait volontairement des mouvements de nature à amener la détérioration ou la destruction d'un câble balisé ou dont il connaîtrait l'existence. Si le capitaine ou le patron a agi intentionnellement, le fait sera considéré comme délit manqué et sera puni d'arrêts majeurs du degré moyen, ou de la prison correctionnelle en son degré minimum. Si le délinquant était coupable pour la seconde fois, il serait considéré comme ayant agi avec l'intention de nuire, sans que la preuve du contraire puisse être admise.

Art. 8. — Sera considéré toujours comme criminellement responsable, à moins de preuves contraires, sans préjudice de l'action civile de dommages et intérêts contre qui il appartiendra, le capitaine ou le patron commandant le navire qui aura causé ou tenté de causer le dommage.

Art. 9. — L'action à engager par suite des infractions prévues dans les articles 2, 5 et 6 de la présente loi sera exercée par l'Etat ou en son nom.

Art. 10. — Les infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés pour la pose, la réparation ou la surveillance des câbles de l'une des Hautes Parties contractantes, auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment qui ne serait pas un navire de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse ; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles ; ces déclarations devront être dûment signées.

Art. 11. — La procédure et le jugement des infractions indiquées dans cette loi seront de la compétence de la juridiction maritime. Sera compétent en première instance le tribunal du lieu où le délit ou l'infraction

aura été commis : le Commandant de marine ou le Consul du port de relâche devra transmettre à ce tribunal les premiers actes de la procédure.

Si le délit ou l'infraction était commise en dehors du territoire ou des eaux juridictionnelles d'Espagne, sera compétent le tribunal du port d'arrivée, s'il se trouve dans des possessions espagnoles. Dans le cas où le port d'arrivée serait un port étranger, le tribunal compétent sera celui du port d'attache du bâtiment, et le consul du port d'arrivée devra adresser à ce tribunal les premières pièces de la procédure.

## GUATÉMALA

### Loi sur la répression des infractions à la Convention internationale pour la protection des câbles sous-marins.

5 avril 1887 (1).

Article premier. — Sera puni de prison (*Arresto mayor*) au degré supérieur ou de réclusion correctionnelle au degré inférieur quiconque coupera volontairement et dolosivement un câble sous-marin ou le détériorera de manière à interrompre ou à entraver les communications, en tout ou en partie.

Art. 2. — Seront punis de prison (*Arresto mayor*) :

1° Quiconque, par imprudence ou par négligence coupable, coupera un câble ou le détériorera de manière à interrompre ou à entraver les communications, en tout ou en partie ;

2° Le capitaine de tout navire employé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui, par inobservation des règles sur les signaux adoptés ou qui seraient adoptés pour prévenir les collisions, sera cause qu'un câble sous-marin aura été coupé ou détérioré par un autre bâtiment.

La personne responsable du délit défini dans le premier alinéa du présent article doit, dans les vingt-quatre heures après son arrivée, donner avis aux autorités locales du premier port où mouille le navire à bord duquel il se trouve, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin ; à défaut de cette déclaration, la peine sera doublée.

Art. 3. — Sera puni de détention (*Arresto menor*) :

1° Le capitaine d'un bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin qui n'observera pas les signaux adoptés ou qui seront adoptés pour prévenir les collisions ;

2° Le capitaine ou le patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se maintiendra pas à la distance d'un mille marin au moins du navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se maintiendra pas à la distance d'un quart de mille marin au moins de la ligne des bouées ;

(1) V. plus haut, p. , note

4° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui jette l'ancre à moins d'un quart de mille d'un câble sous-marin dont il a pu connaître la position au moyen des lignes de bouées ou de toute autre façon ;

5° Le capitaine de tout bateau de pêche qui ne tient pas ses filets ou engins à un quart de mille au moins de la ligne des bouées qui indique la position des câbles sous-marins ;

6° Le capitaine de tout bateau de pêche qui ne maintiendra pas ses filets ou engins à la distance d'un mille au moins d'un navire occupé à la pose ou à la réparation d'un câble. Toutefois, si le bateau était occupé à des opérations de pêche, il ne sera encouru aucune peine par le capitaine ou patron qui, dans un délai de vingt-quatre heures à partir du moment où il aura vu ou aura été en mesure de voir le navire télégraphique qui porte les signaux adoptés, se retire à la distance ci-dessus indiquée.

Art. 4. — Les peines corporelles mentionnées plus haut pourront être, en tout ou en partie, suivant les circonstances, converties en amende à raison de cinquante centavos à cinq piastres par jour de détention.

Art. 5. — Il sera connu des contraventions énoncées dans les articles précédents : si elles ont été commises hors des eaux territoriales et par des hommes faisant partie de l'équipage d'un bâtiment national, par le juge du premier port de relâche dudit bâtiment ; si elles ont été commises dans les eaux territoriales par des hommes faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, national ou étranger, par le juge du premier endroit où abordera le navire, ou par le juge du lieu où les délits ont été commis.

Art. 6. — La présente loi cessera d'être obligatoire, dès que la Convention du 14 mars 1884 cessera elle-même d'être obligatoire dans la République du Guatemala.

---

## BELGIQUE

### Réception des Actes de l'Etat-Civil par les Agents Diplomatiques et les Consuls.

Arrêté royal du 29 avril 1886 (1).

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Un arrêté royal du 14 mars 1857 a réglé la réception et la rédaction des actes de l'état civil dans les légations et les consulats de Belgique.

Il est désirable, Sire, d'introduire dans les dispositions de cet arrêté — dont l'application a démontré et démontre chaque jour la grande utilité pour les familles — quelques modifications indiquées par l'expérience.

Tel est l'objet du projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la haute approbation de Votre Majesté.

Il serait superflu, Sire, de commenter les divers articles d'un projet dont les termes, clairs par eux-mêmes, ne sont en grande partie que la

(1) *Moniteur Belge*, du 28 mai 1886.

reproduction des dispositions de l'arrêté de 1857. La plupart des changements proposés se rapportent principalement aux devoirs à remplir par les consuls, quant à la conservation des documents qui leur sont remis à l'appui des déclarations d'état civil et à la constatation des naissances et des décès survenus à bord de navires belges. Un point essentiel exige cependant quelques mots d'explication.

Aux termes de l'article 169 du Code civil, il est loisible au Roi *et aux officiers qu'il préposera à cet effet*, de dispenser de la seconde publication de mariage pour des causes graves, par exemple dans l'hypothèse d'un voyage impossible à retarder, ou lorsque l'un des époux se trouve en danger de mort ou encore pour éviter un accouchement avant le mariage et la nécessité d'une légitimation. L'article 18 de l'arrêté du 14 mars 1857 confère aux chefs de mission et aux consuls généraux, en vertu de la mesure législative prémentionnée, le pouvoir de dispenser de la seconde publication.

L'article 18 du projet annexé au présent rapport accorde cette faculté aux chefs de mission, aux consuls de carrière et aux agents non rétribués du corps consulaire jusqu'au grade de vice-consul inclusivement, pour autant que ces derniers ne résident pas au siège d'une légation ou d'un consulat de carrière.

Les Belges établis loin d'une légation ou d'un consulat de carrière — dans des régions où il n'existe pas de moyens de communication rapides et peu coûteux — seraient, en réalité, privés du bénéfice de l'article 169 du Code civil, s'ils ne pouvaient s'adresser directement au consul ou au vice-consul du lieu de leur résidence. En maintes circonstances, le recours au chef de mission ou au consul de carrière prendrait, en effet, un temps plus long que celui de la seconde publication.

Pareille disposition est surtout devenue indispensable depuis que le nombre annuel des mariages contractés dans les chancelleries diplomatiques et consulaires s'est accru, grâce à la loi du 20 mai 1882, permettant aux agents du service extérieur — spécialement autorisés à cet effet — de célébrer les unions entre belges et étrangères.

Plusieurs puissances européennes et notamment la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, ont aussi permis à leurs consuls et vice-consuls chargés d'exercer les fonctions d'officier de l'état civil d'accorder, pour des motifs graves et urgents, la dispense dont il s'agit.

De nouvelles instructions détaillées, accompagnées de modèles pratiques et d'extraits des lois et arrêtés y cités, seront envoyées aux agents diplomatiques et aux consuls, en même temps que l'arrêté ci-joint.

Je suis avec le plus profond respect.

Sire,

De Votre Majesté,

Le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur,

Le Prince DE CHIMAY.

Bruzelles, le 21 avril 1886,

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Vu le titre II et le titre V du livre 1<sup>er</sup> du Code civil :

Vu l'article 10 de la loi du 31 décembre 1851 ;

Vu l'article 2 de la loi du 16 décembre 1851 ;  
Vu la loi du 20 mai 1882 ;  
Revu l'article 3 de l'arrêté du 29 janvier 1818, l'arrêté du 8 juin 1823, l'arrêté du 27 septembre 1831 et l'arrêté du 14 mars 1857 ;  
Sur la proposition de Notre Ministre des affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Nos consuls auront soin de se conformer pour la réception et la rédaction des actes de l'état civil, aux règles prescrites par le Code civil et les lois sur la matière.

Art. 2. — Les actes de l'état civil seront tous inscrits de suite, sans aucun blanc, dans chaque consulat, sur un ou plusieurs registres tenus doubles.

Art. 3. — Les registres seront cotés par première et dernière et parafés sur chaque feuille par Notre Ministre des affaires étrangères ou par le fonctionnaire de son département qu'il aura délégué à cet effet.

Art. 4. — Immédiatement après avoir dressé un acte de l'état civil, le consul en enverra une expédition à Notre Ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Lorsqu'il s'agira d'un acte de décès, le consul, en envoyant l'expédition mentionnée à l'article précédent, fera connaître, autant que possible, s'il y a des héritiers mineurs ou absents.

Art. 6. — Les extraits des registres de l'état civil délivrés par les consuls seront légalisés par Notre Ministre des affaires étrangères ou par le fonctionnaire de son département qu'il aura délégué.

Art. 7. — Les consuls se feront remettre par les capitaines des bâtiments qui aborderont dans le port de leur résidence, deux expéditions des actes de naissance ou de décès qui auraient été rédigés pendant le cours de la navigation ; ils déposeront l'une de ces expéditions dans les archives du consulat et transmettront l'autre à Notre Ministre des affaires étrangères qui la mettra à la disposition du département ministériel auquel ressortit la direction de la marine.

Art. 8. — Lorsque, dans le cas prévu par l'article précédent, les consuls recevront le dépôt d'un acte de naissance ou de décès dressé pendant une traversée, ils auront soin, dans le procès-verbal du dépôt, de constater, à telles fins que de droit, les différentes irrégularités qu'ils y auront remarquées.

Art. 9. — Si les consuls découvrent, soit par le rapport, soit par l'interrogatoire des gens de l'équipage ou par tout autre moyen, qu'un capitaine a négligé de dresser les actes des naissances ou des décès survenus pendant la traversée, ils en rédigeront un procès-verbal dans lequel ils inséreront aussi les renseignements qui pourraient servir à constater légalement ces naissances ou ces décès.

Ils feront signer ce procès-verbal par les témoins qui leur auront révélé les faits et en adresseront une copie à Notre Ministre des affaires étrangères pour que les avis nécessaires soient donnés par ses soins aux personnes intéressées et qu'il soit pris à l'égard du contrevenant telle mesure qu'il appartiendra.

Art. 10. — A la fin de chaque année, les registres de l'état civil seront clos et arrêtés par les consuls.

Un des doubles restera déposé à la chancellerie, et l'autre sera expédié dans le mois, si faire se peut, au Ministère des affaires étrangères pour y rester déposé.

Si les consuls n'ont rédigé aucun acte, ils clôtureront les registres, mais ils n'expédieront pas un des doubles. Ils se borneront à dresser un certificat négatif et le transmettront à Notre Ministre susmentionné.

Les procurations et autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil seront envoyées, après qu'elles auront été parafées par la personne qui les aura produites et par le consul à Notre Ministre des affaires étrangères, avec le double des registres dont la transmission doit avoir lieu. Avant d'expédier ces pièces, le consul en fera une copie dûment certifiée et l'annexera au double des registres qu'il conserve dans ses archives.

Art. 11. — Lorsque l'envoi des registres et des pièces annexées sera fait par voie de mer, le consul les consignera entre les mains du capitaine ; il fera mention du dépôt sur le rôle d'équipage et procès-verbal en sera dressé en chancellerie.

Art. 12. — Lorsque les envois devront avoir lieu par la voie de terre, les consuls prendront les précautions qui leur seront spécialement indiquées, suivant les lieux et les circonstances, par Notre Ministre des affaires étrangères.

Art. 13. — Le procureur du roi près le tribunal de première instance de Bruxelles vérifiera chaque année l'état des registres : il dressera procès-verbal sommaire de la vérification et dénoncera les irrégularités qu'il aura constatées.

Art. 14. — En cas d'accident qui aurait détruit les registres, en tout ou en partie, le consul en dressera un procès-verbal et il l'enverra à Notre Ministre des affaires étrangères, dont il attendra les instructions sur les moyens à prendre pour réparer cette destruction.

Art. 15. — Aucun acte de l'état civil reçu dans les consulats ne pourra, sous prétexte d'omissions, d'erreurs, ou de lacunes, être rectifié que d'après un jugement émané des tribunaux compétents.

Lorsque, par une cause quelconque, des actes n'auront pas été portés sur les registres, le consul ne pourra y suppléer, sauf également à être statué ce que de droit par les tribunaux compétents.

Les consuls recueilleront avec soin et transmettront à Notre Ministre des affaires étrangères, soit au moyen d'acte de notoriété, soit de toute autre manière, les renseignements qui pourraient être utiles pour rectifier les actes dressés dans leurs consulats ou pour y suppléer.

Art. 16. — Les jugements de rectification des actes de l'état civil seront inscrits sur les registres courants, par le consul, aussitôt qu'ils lui seront parvenus et, en outre, mention en sera faite en marge de l'acte rectifié dans les deux registres où il est inscrit.

Il en sera de même des jugements rendus pour réparer l'omission de l'acte.

Il sera également fait mention, en marge de l'acte de naissance, de l'acte de reconnaissance de l'enfant naturel.

Si l'acte rectifié ou l'acte de naissance appartiennent à une année déjà close, le consul, après avoir écrit la mention en marge de l'acte dans le registre resté en sa possession, enverra aussitôt à Notre Ministre des

affaires étrangères le texte de cette mention et les indications nécessaires.

Notre Ministre des affaires étrangères tiendra la main à ce que la mention soit uniformément reproduite sur l'autre registre déposé aux archives de son département, et, s'il y a lieu, sur les registres de l'état civil de la commune belge où une expédition de l'acte aurait été transcrite.

Art. 17. — Les publications et affiches de mariage prescrites par le Code civil seront faites, les premières devant la porte de la chancellerie, les secondes dans le lieu le plus apparent de la chancellerie du consulat.

Les publications seront transcrites à leur date sur un seul registre coté et parafé, comme il est dit dans l'article 3 du présent arrêté.

Ce registre sera expédié à la fin de chaque année au Ministère des affaires étrangères pour y rester déposé.

Lorsque aucune publication n'aura été faite dans le courant de l'année, les consuls agiront comme il est dit à l'article 10, § 3.

Art. 18. — Nos chefs de mission et consuls de carrière sont autorisés à dispenser pour des causes graves de la seconde publication.

La même faculté est accordée aux agents non rétribués du corps consulaire jusqu'au grade de vice-consul inclusivement pour autant qu'ils ne résident pas au siège d'une légation ou d'un consulat de carrière, sauf à eux à rendre immédiatement compte des causes de la dispense à la légation ou au consulat de carrière dont ils relèvent.

Les dispenses de seconde publication se sont conservées dans les archives de la chancellerie et une expédition en sera annexée à l'acte de célébration du mariage pour être transmise au ministère des affaires étrangères conformément à l'article 10, § 4, du présent arrêté.

Art. 19. — Avant de célébrer un mariage, les consuls s'assureront qu'en outre des publications qui doivent être faites dans leur résidence, les futurs époux se sont soumis aux prescriptions de la loi relativement aux publications à faire à leur domicile en Belgique et au domicile des personnes dont l'autorisation est nécessaire à l'une des parties ou à toutes deux pour pouvoir contracter mariage.

Art. 20. — Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du présent arrêté seront également applicables à nos agents diplomatiques.

Art. 21. — Notre ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1886.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre des affaires étrangères,*  
Le Prince DE CHIMAY.

Circulaire à MM. les Agents diplomatiques, Consuls de carrière, Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls de Belgique.

Bruxelles, le 13 mai 1886.

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire de l'arrêté que le Roi a signé le

29 avril dernier, pour régler la réception des actes de l'état civil dans les légations et les consulats.

L'arrêté royal du 14 mars 1837, relatif au même objet, a donc cessé d'être en vigueur.

J'ai l'honneur de vous adresser aussi, avec prière de vous y conformer ponctuellement, le texte des instructions et des modèles que mon département vient d'adopter en vue d'assurer l'exécution régulière et uniforme du nouvel arrêté.

Ces instructions remplacent les dispositions que renferment les règlements consulaires, édition de 1837, pages 141 à 169; édition de 1868, pages 146 à 180.

Agréez, etc.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
Le Prince DE CHIMAY.

### Instructions et modèles concernant la réception des actes de l'état civil dans les légations et les consulats de Belgique.

Les Belges ont, à l'étranger, deux moyens de faire constater leur état civil.

Ils peuvent s'adresser aux autorités du pays où ils se trouvent. L'acte de l'état civil, rédigé selon les formes usitées dans le pays, fera foi en Belgique. (Art. 47 du Code civil.)

Ils peuvent aussi recourir aux agents diplomatiques ou consulaires belges. (Art. 48 du Code civil, art. 10 de la loi du 31 décembre 1831) (1).

Les attributions dont les diplomates et les consuls belges sont investis en matière d'état civil, sont spécialement réglées par les titres II et V du livre I<sup>er</sup> du Code civil, par l'arrêté royal du 29 avril 1886 et par la loi du 20 mai 1882. Le présent résumé a pour but d'aider les agents du gouvernement du Roi à en faire usage.

Il s'occupe d'abord des principes communs à tous les actes de l'état civil.

Il expose ensuite les règles particulières aux actes de naissance, de reconnaissance d'enfant naturel, de mariage et de décès.

Il ne traite pas du divorce et de l'adoption. Les agents belges à l'étranger ne peuvent avoir ni à insérer un jugement d'adoption, ni à prononcer un divorce. Les formules des actes qui se présentent le plus fréquemment dans la pratique terminent le travail (2).

### SOMMAIRE

#### I. — Principes communs à tous les actes de l'état civil :

- a. Formalités communes à tous les actes.
- b. Conditions communes à tous les actes.

(1) Dans les contrées où les actes de l'état civil ne sont pas dressés par les soins ou sous le contrôle des autorités locales, il sera bon, chaque fois que l'occasion s'en présentera, de faire connaître ces dispositions légales aux Belges et d'attirer leur attention sur les désagréments et les frais auxquels ils seraient exposés à leur retour dans la patrie, s'ils ne faisaient pas constater régulièrement les mutations qui surviennent dans leur état civil.

Les Belges peuvent être invités également à remettre à l'agent diplomatique ou au consul de leur résidence, pour être transmise, dûment légalisée, au ministère des affaires étrangères, avec les renseignements que comporte la circonstance, une copie authentique des actes qu'ils font dresser par les autorités étrangères, civiles ou ecclésiastiques. Ces documents sont envoyés, par les soins dudit département, au lieu du domicile légal, en Belgique, des personnes qu'ils concernent, aux fins de transcription dans les registres de l'état civil. Il est facile ainsi aux intéressés de se procurer ultérieurement, à peu de frais, les expéditions dont la production deviendrait nécessaire.

(2) Nous ne croyons pas devoir reproduire ces formules (N. de la R.).

- c. Envoi des registres au ministère des affaires étrangères.
- d. Actes de l'état civil reçus en mer.
- e. Rectification des actes de l'état civil; omission des actes sur les registres.
- f. Extrait des registres de l'état civil.
- II. — Principes particuliers aux actes de naissance.
- III. — Principes particuliers à la reconnaissance des enfants naturels.
- IV. — Principes particuliers aux actes de mariage :
  - a. Prescriptions à suivre avant le mariage :
    - 1<sup>o</sup> Publications.
    - 2<sup>o</sup> Consentements.
    - 3<sup>o</sup> Obstacles et empêchements.
    - 4<sup>o</sup> Oppositions au mariage.
    - 5<sup>o</sup> Pièces qui doivent être déposées entre les mains de l'officier de l'état civil.
  - b. Célébration du mariage.
- V. — Principes particuliers aux mariages entre Belges et étrangers :
  - a. Instructions du 1<sup>er</sup> juillet 1882.
  - b. Loi du 20 mai 1882 relative à la célébration des mariages de Belges en pays étrangers.
- VI. — Principes particuliers à la légitimation des enfants naturels.
- VII. — Principes particuliers aux actes de décès.

## I. — PRINCIPES COMMUNS A TOUTS LES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

### A. — Formalités communes à tous les actes,

Dans le but de rendre l'authenticité des actes de l'état civil incontestable, de s'assurer qu'aucun changement n'y a été apporté depuis leur rédaction et d'éviter les suites fâcheuses qu'entraînerait la destruction ou la perte d'un registre *unique*, la loi ordonne que tous les actes soient inscrits sur un ou plusieurs registres tenus doubles, c'est-à-dire qu'il est dressé deux originaux identiques de chaque acte. (Art. 40 du Code civil, art. 2 de l'arrêté du 29 avril 1886.)

Ces registres, cotés et parafés par le ministre des affaires étrangères, ou le fonctionnaire délégué à cet effet, sont envoyés aux consuls par les soins du département des affaires étrangères. (Art. 3 du même arrêté.)

Au commencement de chaque année, les registres seront ouverts par les consuls. (Modèle A.)

Les actes dressés par les consuls ou par leurs délégués doivent être inscrits sur les registres gratuitement, *à mesure qu'ils sont reçus, sans aucun blanc*. (Art. 42 du Code civil; art. 2 du même arrêté.) Les consuls auront soin de remplir par des traits de plume les lignes et les parties de lignes restées en blanc, d'écrire jusqu'au bas des pages et de ne pas laisser d'intervalle entre les signatures d'un acte et le commencement de l'autre.

Les actes doivent être numérotés en marge du registre. Sous chaque numéro on indique la nature de l'acte et les noms des personnes qu'il concerne. Les numéros d'ordre servent à la confection des tables annuelles. Il importe toutefois que ces inscriptions ne prennent pas trop de place, afin de conserver l'espace nécessaire pour les autres indications que l'on aurait à insérer dans la colonne marginale.

Toujours dans le but d'éviter, autant que possible, les fraudes et les erreurs, *il est ordonné de n'employer ni abréviations, ni chiffres*.

Les insertions en interligne, les surcharges et les grattages sont également interdits. Les énonciations omises peuvent être ajoutées sous forme de renvoi; quant aux mots à annuler, il convient de les raturer, c'est-à-dire de les rayer

séparément par des traits de plume de manière que l'on puisse en constater le nombre. (Modèle V.)

Les ratures et les renvois que les consuls seraient dans le cas de faire, doivent être *approuvés et signés* de la même manière que le corps de l'acte. (Art. 42 du Code civil.)

Il n'est question, bien entendu, que du redressement des méprises dont on s'aperçoit au moment qui suit l'inscription de l'acte et alors que toutes les personnes ayant concouru à sa rédaction sont encore présentes. Hormis ce cas, la rectification des actes de l'état civil qui contiennent des erreurs ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement émané des tribunaux belges compétents. (Art. 15 et 16 du même arrêté.)

Sous aucun prétexte, on ne peut dresser des actes de l'état civil sur feuille volante ou ajouter des pages aux registres. La violation de ces dispositions exposerait les contrevenants aux conséquences que prévoit l'article 52 du Code civil, sans préjudice des peines portées au Code pénal contre les délinquants.

À la fin de chaque année, les registres sont clos et arrêtés (Modèle D.) (Art. 43 du Code civil, art. 10, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté.)

Lorsque aucun acte n'a été reçu, la clôture n'en sera pas moins nécessaire, bien que, dans ce cas, elle suive immédiatement l'ouverture.

Lorsque par suite d'un accident les registres ont été détruits en tout ou en partie, le consul dresse procès-verbal du fait. (Modèle C.) (Art. 14 de l'arrêté.) Une expédition de ce procès-verbal est immédiatement transmise au ministère des affaires étrangères.

Les dépositaires des registres doivent veiller à leur conservation et à leur intégrité. Ils sont responsables des altérations qui y surviendraient sauf leur recours, s'il y a lieu, contre les auteurs des dites altérations. (Art. 51 du Code civil.) Dans les contrées où le climat ou la nature des constructions l'exigent, les registres seront renfermés dans des caisses ou boîtes en fer qui les garantissent des atteintes de l'humidité ou des flammes. (Art. 70 du règlement du 9 juin 1876 pour le service des archives du ministère des affaires étrangères, des légations et des consulats.)

#### B. — Conditions communes à tous les actes.

Outre ces formalités, pour ainsi dire matérielles, de la tenue des registres, la loi exige encore certaines conditions communes à tous les actes de l'état civil.

Le commencement de chaque acte indiquera l'année, le jour et l'heure de la réception.

Le consul énoncera la qualité en vertu de laquelle il agit.

Les actes doivent contenir les prénoms, les noms, l'âge, la profession, le domicile de tous ceux qui y sont dénommés. (Art. 34 du Code civil.)

Ces personnes sont de quatre catégories : les parties, les déclarants, les témoins et les fondés de pouvoirs des parties.

Les témoins doivent réunir les conditions suivantes (Art. 37 du Code civil) :

- a. Être mâles ;
- b. Agés de 21 ans au moins ;
- c. Être capables, c'est-à-dire n'avoir pas été condamnés à l'interdiction dans les cas prévus par le Code pénal (1).

(1) Art. 31 du Code pénal : « Tous arrêts de condamnation à la peine de mort ou aux travaux forcés prononcés, contre les condamnés, l'interdiction à perpétuité du droit :

1° .....

4° D'être... témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ;...

Art. 32 du même Code : « Les cours d'assises pourront interdire, en tout ou en partie, à perpétuité ou pour dix ans à vingt ans, l'exercice des droits énumérés dans l'article précédent, aux condamnés à la réclusion ou à la détention. »

Les témoins peuvent être Belges ou étrangers, parents ou non. Ils sont choisis par les parties. Si les parties ne les choisissent pas, le consul les désignera lui-même.

En cas de comparution d'un fondé de pouvoir, le consul exprime les noms, prénoms, professions, âges et domiciles, tant du mandant que du mandataire, la date de la procuration, le fonctionnaire qui l'a reçue et son enregistrement. (Voir plus loin les conditions nécessaires dans cette circonstance.)

Le consul ne saurait apporter trop d'attention à l'orthographe des noms propres. Il ne doit, dans les actes qu'il est appelé à dresser, accorder aux parties que les noms et prénoms exprimés dans leurs actes de naissance. Il ne peut ni y apporter une modification ou un changement quelconque, ni y ajouter des surnoms ou titres de quelque espèce qu'ils soient, à moins que les intéressés ne produisent une expédition authentique des arrêts, jugements, diplômes ou autres documents de nature à autoriser clairement le changement ou l'addition de nom et l'emploi d'un titre de noblesse ou autre (1).

Avant de donner la qualification de conjoints dans un acte de l'état civil, il est bon de s'assurer que les intéressés y ont droit.

L'acte énoncera le lieu du dernier domicile en Belgique de la personne qu'il concerne chaque fois que cette indication pourra être fournie.

Lorsque l'acte est dressé, il doit être lu aux parties et aux témoins, et porter la mention expresse de l'accomplissement de cette formalité. (Art. 38 du Code civil.)

Les actes seront signés par le consul, les comparants et les témoins. (Art. 39 du Code civil.) Remarquons que les signatures du consul, des témoins et des parties ou de leurs fondés de pouvoir doivent être apposées dans le même ordre sur chacun des registres, c'est-à-dire sur chaque exemplaire de l'acte. Si les parties ou les témoins ne savent ou ne peuvent signer, il sera fait, sur chaque double, mention de la cause qui les en empêche (2).

Les marques ou croix apposées en guise de signatures ne peuvent être admises.

On ne peut insérer dans les actes de l'état civil que ce qui doit être déclaré par les comparants. (Art. 35 du Code civil.) Chacun des actes de l'état civil est destiné à faire la preuve d'une circonstance spéciale de l'état civil des citoyens, telle que la naissance, le décès, etc. Toute allégation étrangère à l'objet que les actes sont destinés à prouver est de nulle valeur. Il est donc prudent de s'en abstenir.

Art. 33 du même Code : « Les cours et tribunaux pourront, dans les cas prévus par la loi, interdire, en tout ou en partie, aux condamnés correctionnels, l'exercice des droits énumérés en l'art. 31, pour un terme de cinq ans à dix ans. »

Art. 34 du même Code : « La durée de l'interdiction, fixée par le jugement ou par l'arrêt de condamnation, courra du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine.

« L'interdiction produira, en outre, ses effets, à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable. »

(1) Circulaire du ministère de la justice du 26 juin 1879 :

« L'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II défend expressément de prendre des noms et des prénoms autres que ceux exprimés dans les actes de naissance ; l'art. 2 de la même loi défend d'ajouter aucun surnom à son nom propre, à moins qu'il n'ait servi jusqu'à l'époque du 6 fructidor an II à désigner les membres d'une même famille. D'après l'art. 4 de la loi du 11 germinal an XI, les personnes qui auraient quelque raison de changer de nom doivent en adresser la demande motivée au gouvernement. On doit procéder de même lorsqu'il s'agit d'une addition à son nom patronymique. L'art. 231 du Code pénal punit d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 25 à 300 fr., ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura publiquement pris un nom qui ne lui appartient pas. D'accord avec l'art. 75 de la Constitution, l'art. 230 du Code pénal punit d'une amende de 200 à 1,000 fr. quiconque se sera publiquement attribué des titres de noblesse qui ne lui appartiennent pas. Enfin l'art. 232 du même Code porte : « Tout fonctionnaire, tout officier public qui, dans ses actes, attribuera, aux personnes y dénommées, des noms ou des titres de noblesse qui ne leur appartiennent pas, sera puni, en cas de connivence, d'une amende de 200 à 1,000 fr. »

(2) Voy. le modèle J, note 7.

Il convient aussi, autant que possible, que l'on n'y fasse pas usage d'appellations en langues étrangères pour les prénoms, les dénominations des voies publiques, etc.

Les consuls n'ont qualité que pour recevoir les actes de l'état civil des Belges. Ainsi ils ne procéderont point aux publications ou à la célébration du mariage si l'un des deux futurs époux est étranger. En pareille circonstance, ils engageront les parties intéressées à s'adresser aux autorités locales. Toutefois, par exception à ce principe général, il est permis aux seuls agents *qui en ont obtenu l'autorisation spéciale du ministre des affaires étrangères*, de marier un Belge avec une femme d'une autre nationalité dans les circonstances et suivant les règles déterminées par la circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1882, dont le texte se trouve reproduit plus loin.

Il va sans dire que les consuls sont également incompétents à l'égard des personnes qui ont perdu la qualité de Belge. (Voir les articles 17 et suivants du Code civil.) Tels sont, par exemple, les émigrants qui acquièrent, dans certains cas, la nationalité du pays où ils s'établissent (1).

Les consuls n'ont pas qualité non plus pour recevoir les actes qui les concernent personnellement ou qui concernent leur épouse, leur père, leur mère ou leurs enfants. (Art. 4 de l'arrêté du 8 juin 1823 (2). Dans cette hypothèse, ils doivent ou recourir à l'autorité étrangère compétente, ou se faire remplacer soit par le vice-consul, soit par une autre personne désignée à cet effet (art. 6 de la loi du 31 décembre 1851) par un acte spécial (modèle T), dont une expédition est annexée à chacun des doubles du registre. Mention de la délégation est faite dans l'acte. (Modèle U.)

Les parties, lorsque la loi ne les oblige pas à comparaître en personne (3), peuvent se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

On entend par procuration spéciale et authentique celle qui est donnée devant un notaire pour un objet déterminé. Ces procurations demeurent également annexées aux registres de l'état civil. Comme toutes les pièces qui doivent être annexées aux registres, elles sont paraphées par le Consul et par les personnes qui les lui présentent (Art. 44 du Code civil; art. 10, § 4, de l'arrêté du 29 avril 1886).

Immédiatement après avoir dressé un acte, le Consul en envoie une copie au Ministre des affaires étrangères (Art. 4 du même arrêté). (Modèle I).

### C. — Envoi des registres au ministère des affaires étrangères.

Lorsque le Consul a reçu des actes, il adresse dans le courant de janvier un des doubles des registres dûment clos au gouvernement du roi : il choisit pour cette expédition la voie la plus sûre et, autant que possible, la plus économique.

Si l'envoi doit avoir lieu par la voie de mer, il consigne le registre, quand le navire est belge, entre les mains du capitaine, et il fait mention du dépôt sur le rôle d'équipage (Art. 11 de l'arrêté).

Si l'envoi a lieu par terre, le Consul prend les mesures que la prudence lui suggère pour garantir les registres contre les chances de perte et de destruction, à moins que des instructions spéciales ne lui aient été données (Art. 12 de l'arrêté).

(1) La loi du 21 juin 1863, qui abroge le n° 2 de l'art. 17 et l'art. 21 du Code civil, stipule que les individus qui auront perdu la qualité de Belge, en vertu des dispositions abrogées, la recouvreront de plein droit pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis la mise en vigueur de la loi.

(2) Art. 4 de l'arrêté du 8 juin 1823 : « Les officiers de l'état civil ne pourront recevoir aucun acte qui les concerne personnellement ou qui concernerait leurs épouses, leur père et mère ou leurs enfants. »

(3) On verra, à propos de chaque espèce d'actes, si les parties doivent comparaître en personne ou non.

En même temps que les registres, les agents du service extérieur font parvenir au Gouvernement les procurations et autres pièces qui doivent y demeurer annexées.

Avant d'expédier ces pièces, le Consul en fera une copie dûment certifiée et l'annexera au double des registres qu'il conserve dans ses archives (Art. 10, § 4 de l'arrêté).

Lorsque aucun acte n'a été reçu, les Consuls clôturent les registres, mais n'envoient pas un des exemplaires. Ils se bornent à transmettre au Gouvernement un certificat négatif (Modèle E). (Art. 10, § 3 de l'arrêté).

Dans le même cas, les registres clôturés sont ouverts de nouveau, d'après le modèle A et servent pour une autre année.

Lorsqu'il y a lieu d'expédier les registres au ministère des affaires étrangères, de nouveaux registres sont envoyés aux Consuls.

Quand les registres sont remplis avant la fin de l'année, les officiers de l'état civil doivent les clore et arrêter, et adresser au Gouvernement une demande de nouveaux registres. Il en est de même s'ils sont obligés d'envoyer les registres courants au département des affaires étrangères pour être communiqués à un tribunal qui se trouve dans le cas de devoir les consulter.

Dans ces trois hypothèses, les Consuls doivent avoir soin d'adresser cette demande en temps utile, afin d'être toujours en mesure de remplir leurs fonctions d'officier de l'état civil (1).

#### D. — Actes de l'état civil reçus en mer.

Les Consuls ont aussi des devoirs à remplir relativement aux actes de l'état civil reçus en mer par les capitaines, en exécution des articles 60 et 87 du Code civil. Les capitaines de navires belges doivent leur remettre deux expéditions de ces actes (Art. 3 de l'arrêté royal du 11 mars 1857 et art. 7 de l'arrêté du 29 avril 1886). L'une des expéditions est conservée dans les archives du Consulat ; l'autre expédiée par la voie ordinaire au Ministre des affaires étrangères, qui l'envoie au département ministériel auquel ressortit la direction de la marine.

Le Consul dresse un procès-verbal de cette remise (2) (Modèle F). S'il y a lieu, il fait mention des irrégularités qu'il aurait remarquées dans les actes dressés par les capitaines (Art. 8 de l'arrêté du 29 avril 1886). Il est bien entendu que ce procès-verbal n'est pas un acte de l'état civil et que, par conséquent, il ne doit pas être inscrit au registre ; il peut être dressé sur une feuille volante. Le Consul est en droit d'exiger la remise des deux expéditions dont il s'agit (Art. 7 du même arrêté). Le capitaine s'exposerait, par son refus, à l'application des peines comminées par l'article 25 du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, peines qui lui seraient appliquées à son retour en Belgique. Le Consul dresserait, à cet effet, procès-verbal du refus et l'enverrait sans délai au ministère des affaires étrangères (Modèle G).

La compétence des capitaines est limitée aux cas où le navire ne peut communiquer avec les autorités civiles à terre. Les Consuls sont donc tenus de dresser les actes des naissances et des décès qui surviennent à bord pendant que le navire se trouve en rade ou dans le port de leur résidence, mais pour autant seulement qu'il s'agisse de Belges et qu'il soit possible de s'assurer *de visu* de la naissance ou du décès dont la déclaration leur est faite.

Il se peut que le capitaine ait négligé de dresser l'acte d'une naissance ou d'un décès survenu en mer. Le Consul découvrira cette omission, soit par le rapport qui lui en sera fait, soit par l'interrogatoire des gens de l'équipage, ou par tout autre moyen. Il la constatera par un procès-verbal (modèle H) qui contiendra, en outre, les renseignements qui paraîtraient propres à suppléer à l'ab-

(1) La circulaire relative à l'envoi de registres de réserve ne modifie pas ces instructions.

(2) Il est bon, outre les registres et les procès-verbaux de dépôt, de dresser deux tables, l'une, des actes de l'état civil reçus à la chancellerie, l'autre, des actes déposés par les capitaines.

sence de ce titre légal. Une expédition en sera immédiatement transmise au ministère des affaires étrangères.

Quant aux actes de l'état-civil que les capitaines de navires étrangers présenteront en conformité de l'article 47 de l'arrêté royal du 15 décembre 1876, sur le transport des émigrants, le Consul en acceptera le dépôt, quelle que soit la nationalité des personnes qu'ils concerneront, et les transmettra sans retard au département des affaires étrangères en mentionnant les renseignements que les circonstances pourraient rendre nécessaires notamment le pays d'origine et les lieux du dernier domicile des personnes auxquelles les actes se rapportent.

Il est défendu aux Consuls de délivrer aux personnes intéressées ou à toute autre des expéditions ou des extraits des actes dressés en mer et qui leur sont remis par des capitaines de navires. Cette délivrance ne peut être faite que par les officiers de l'état civil de la localité où ces actes ont été transcrits en vertu des articles 60 et 87 du Code civil.

*E. — Rectification des actes de l'état civil. — Omission des actes sur les registres.*

Il se peut, dans certains cas, qu'il y ait lieu de rectifier les actes de l'état civil. Il n'est jamais permis au Consul de faire cette rectification de sa propre autorité, sous quelque prétexte que ce soit (Art. 15 de l'arrêté). Un jugement doit intervenir. Ce jugement, rendu par les Tribunaux belges compétents, sera transcrit sur les registres courants par le Consul aussitôt qu'il lui sera parvenu (modèle S), et mention de la rectification sera faite à la requête des parties intéressées en marge de l'acte réformé (Art. 16 de l'arrêté (Modèle B)). Aucun changement ne peut être fait sur l'acte même.

Les mentions marginales doivent être inscrites en encre rouge, datées et signées par le Consul. Il importe de les rédiger de telle sorte qu'elles ne laissent aucun doute sur la rectification ordonnée, afin de dispenser les personnes qui obtiennent des expéditions de ces actes de lever en même temps une copie du jugement de rectification.

A partir de la rectification, les Consuls ne peuvent délivrer aucune expédition de l'acte sans y ajouter la mention placée en marge. Si les deux registres sont encore déposés en la Chancellerie, le Consul inscrit la mention lui-même sur tous les deux. Si, au contraire, l'un des registres a déjà été envoyé en Belgique, il inscrit la mention, en marge de l'acte rectifié, sur le registre conservé en sa Chancellerie et en transmet immédiatement le texte au ministère des affaires étrangères, afin que la même mention soit faite sur le registre déjà revenu en Belgique.

Rappelons encore, à cette occasion, qu'une expédition de tous les actes doit être envoyée au ministère des affaires étrangères. Par conséquent aussi, une expédition du jugement de rectification.

Il est également interdit aux Consuls de réparer l'omission d'un acte de l'état civil sur les registres des Consuls (Art. 15, § 2 de l'arrêté) (1).

Dans les deux cas précédents, les Consuls recueilleront tous les renseignements qui pourraient être utiles pour réparer l'erreur et l'omission, et les transmettront, dans le plus bref délai, au département des affaires étrangères (Art. 15, § 3 de l'arrêté).

Les jugements de rectification et les jugements rendus pour réparer l'omission d'un acte doivent demeurer annexés au registre dans lequel ils sont transcrits (Art. 10, § 4 de l'arrêté).

(1) Les omissions d'actes de l'état civil ne peuvent être réparées qu'en vertu de jugements rendus à la requête des parties intéressées, sauf le droit qu'a le ministère public d'intervenir d'office, en cette matière, dans les circonstances qui intéressent l'ordre public (Avis du Conseil d'Etat du 12 brumaire an xi (3 novembre 1802)).

F. — *Extraits des registres de l'état civil.*

Toute personne belge ou étrangère a le droit de se faire délivrer des extraits des registres de l'état civil (Art. 45 du Code civil).

Les Consuls dressent les actes de l'état civil, c'est-à-dire les inscrivent dans les registres gratuitement; mais le tarif leur alloue, pour les expéditions ou extraits délivrés par eux, des taxes dont on indiquera plus loin le taux sous la rubrique particulière à chaque acte.

Les dépositaires des registres de l'état civil doivent veiller scrupuleusement à ce que les extraits soient textuellement conformes aux registres, y compris, le cas échéant, les mentions marginales. Ils se garderont d'écrire en chiffres les dates qui seraient indiquées en toutes lettres, d'employer aucune abréviation, de faire aucune addition, aucun rebranchement (Modèle I).

## II. — PRINCIPES PARTICULIERS AUX ACTES DE NAISSANCE.

Ces actes (modèle J) sont dressés par le Consul (art. 55 du Code civil) sur la déclaration de l'une des personnes désignées à l'art. 56 du Code civil, devant deux témoins, dans les trois jours depuis et non compris celui de l'accouchement. L'enfant doit être présenté au Consul ou à la personne désignée par lui pour constater la naissance au domicile de la mère. Le cas échéant, cette personne remettra au Consul un certificat de la vérification (modèle W), lequel sera transmis, à l'expiration de l'année, au ministère des affaires étrangères avec un double du registre (Art. 55 du Code civil).

Après l'expiration du délai de trois jours, le Consul ne peut plus rédiger l'acte de naissance qu'en vertu d'un jugement qui le lui prescrive (Art. 45, §§ 2 et 16 § 2 de l'arrêté royal du 29 avril 1836). Lorsque ce cas se présente, il est bon de dresser un procès-verbal de la circonstance, avec mention de témoins, relatant les motifs du refus de passer l'acte. Ce procès-verbal doit être fait autant que possible en présence des déclarants et signé par eux; il va de soi qu'on ne le transcrit pas dans les registres.

Il n'est permis de s'écarter de ces règles que dans certaines situations tout à fait exceptionnelles, par exemple si la naissance a eu lieu à une distance considérable du siège du Consulat et que l'on n'a pu s'y transporter en temps utile.

En pareil cas, et s'il n'existe aucun indice de nature à faire suspecter la sincérité de la déclaration, le Consul pourra en dresser acte, après constatation du sexe de l'enfant, jusqu'à l'expiration du 8<sup>e</sup> jour à partir de celui de l'accouchement si, bien entendu, il est prouvé qu'il y a eu impossibilité de respecter le délai de trois jours prescrit par l'art. 55 du Code civil et à la condition de mentionner expressément dans l'acte de naissance les causes de cette impossibilité (Loi du 31 décembre 1831, art. 16).

La naissance de jumeaux doit être constatée par des actes séparés.

On ne peut donner à un enfant nouveau-né d'autres prénoms que ceux qui sont en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne.

Il est rappelé plus haut que le Consul est tenu de s'assurer de la manière dont s'orthographient les noms de famille. Cela est surtout important pour les actes de naissance, parce que les erreurs commises dans ces actes peuvent se reproduire plus tard dans les actes de mariage et de décès de l'enfant.

L'article 57 du Code civil énumère les énonciations que doit contenir l'acte de naissance, outre ce que renferment tous les actes.

En indiquant le lieu de naissance, le Consul a soin de faire connaître le nom de la localité, la dénomination de la voie publique et le numéro de la maison où l'enfant est né.

S'il s'agit d'un enfant naturel, et que le père ne soit pas présent ou dûment représenté pour reconnaître l'enfant, son nom ne doit pas être mentionné.

Si le nom de la mère n'était pas déclaré dans le même cas, l'officier de l'état civil, après avoir fait envisager aux déclarants l'importance de cette omission

pour l'enfant, les renverrait, sur leur refus persistant, devant les autorités locales.

Si le Consul sait, lors de la déclaration de naissance d'un enfant naturel par le père, que cet enfant est né d'un commerce incestueux ou adultérin, il doit refuser de recevoir la déclaration du père et n'inscrire dans l'acte que le nom de la mère (Art. 333 du Code civil) (1).

Un enfant conçu pendant le mariage et dont un autre que le mari se prétend le père, n'en doit pas moins être inscrit sous le nom de la mère et de son mari (Art. 312 du Code civil).

Le tarif consulaire alloue, pour les expéditions de ces actes, les taxes suivantes :

	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
N <sup>o</sup> 19. Expédition d'un acte de naissance.....	3 fr.	5 fr.
N <sup>o</sup> 20. Expédition d'un acte de naissance avec mention de la reconnaissance d'enfant naturel faite par acte subséquent...	6 fr.	10 fr.

Si le cadavre d'un enfant qu'on dit mort-né est présenté, le Consul se borne à inscrire dans l'acte que l'enfant a été présenté sans vie. Il ne constate pas que l'enfant est mort-né ou mort peu de temps après sa naissance. Il reçoit la déclaration des témoins touchant les noms, prénoms, qualités et demeures des père et mère de l'enfant, et la désignation du jour et de l'heure auxquels celui-ci est sorti du sein de la mère. L'acte ainsi dressé est inscrit à sa date sur les registres (Décret du 4 juillet 1806). En un mot, l'acte sera rédigé dans la forme ordinaire (Modèle R).

Il n'y a lieu de dresser acte que des déclarations relatives aux enfants issus de la mère après le 180<sup>e</sup> jour (6<sup>e</sup> mois) de la gestation. Les fœtus de moins de six mois n'étant pas considérés comme mort-nés ne peuvent être portés sur les registres de l'état civil.

Le Consul consigne, autant que possible, dans les actes de naissance le lieu du dernier domicile en Belgique du père de l'enfant ou de la mère, s'il s'agit d'un enfant naturel non reconnu par le père.

### III. — PRINCIPES PARTICULIERS A LA RECONNAISSANCE DES ENFANTS NATURELS.

La reconnaissance des enfants naturels, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, peut avoir lieu (art. 331 et 334 du Code civil) devant les Consuls de trois manières :

A. Dans l'acte de naissance ;

B. Par acte séparé ;

C. Dans l'acte de mariage des parents.

a. Si la reconnaissance a lieu dans la forme ordinaire, on suivra le modèle J. Seulement avant les mots *en foi de quoi*, etc., on intercalera la phrase qu'indique la 6<sup>e</sup> note du même modèle.

b. Si la reconnaissance a lieu par acte séparé, le Consul adoptera la rédaction du modèle K.

Cet acte, de même que les autres actes de l'état civil dressés par le Consul, est inscrit à sa date sur les registres courants et mention en est faite en marge de l'acte de naissance (article 62 du Code civil). Une copie de la mention marginale doit être annexée à l'expédition de l'acte à transmettre au ministère des affaires étrangères en conformité de l'article 4 de l'arrêté royal du 29 avril 1886.

c. Si la reconnaissance a lieu dans l'acte de mariage, le Consul se conformera aux règles relatives à la légitimation des enfants naturels (Voir ci-après).

La reconnaissance peut encore avoir lieu par acte authentique. Dans ce cas, l'officier de l'état civil ne doit pas copier dans ses registres l'acte authentique

(1) L'enfant est le fruit d'un commerce incestueux lorsqu'il est né de deux personnes qui sont parentes ou alliées à un degré où le mariage est prohibé par la loi. Il est adultérin lorsqu'il est issu de deux personnes qui ne sont pas mariées ensemble et dont l'une au moins était engagée dans les liens du mariage au moment de la conception de l'enfant.

qui lui est présenté. Il se bornera à relater la reconnaissance en marge de l'acte de naissance dans les deux registres où il est inscrit et à joindre l'acte authentique, muni des parafes prescrits par l'article 10 de l'arrêté précité, au double du registre à envoyer au ministère des affaires étrangères à la fin de l'année.

Si l'un des registres a déjà été expédié en Belgique, le Consul, après avoir inscrit la reconnaissance en marge de l'acte dans le registre resté en sa possession, enverra immédiatement au ministère des affaires étrangères le texte de cet émargement, ainsi que l'acte authentique (Art. 16 du même arrêté).

A partir de là, le Consul ne délivre plus d'expédition de l'acte de naissance sans la mention de la reconnaissance.

Le tarif alloue, pour l'expédition d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, les taxes suivantes :

	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
N <sup>o</sup> 20. <i>Par expédition d'acte</i> .....	6 fr.	10 fr.

Comme officier de l'état civil, le Consul ne peut dresser l'acte de reconnaissance, par un Belge, d'enfants nés de celui-ci et d'une étrangère.

Les parties doivent, dans ce cas, faire leur déclaration, soit devant les autorités locales compétentes, soit par acte authentique, passé devant un notaire ou tout autre officier ayant qualité, suivant les lois du pays, pour recevoir de semblables déclarations.

#### IV. — PRINCIPES PARTICULIERS AUX ACTES DE MARIAGE (1).

A. Il y a des prescriptions à remplir avant le mariage.

B. Il y a ensuite la célébration même du mariage.

##### A. — *Prescriptions à suivre avant le mariage.*

1<sup>o</sup> PUBLICATIONS. — Le consul ne peut célébrer le mariage que si l'une des parties a son domicile dans l'arrondissement consulaire. Six mois d'habitation continue suffisent pour constituer le domicile quant au mariage. La preuve de l'habitation depuis six mois peut se faire par témoins ou autrement.

Les publications à faire consistent dans l'annonce verbale du mariage qui va être célébré, devant la porte de la chancellerie du consulat, un jour de dimanche. Elles doivent être répétées à huit jours d'intervalle, c'est à-dire le dimanche suivant. Il est dressé acte de chaque publication. (Modèle L; article 63 du Code civil; art. 17 de l'arrêté royal du 29 avril 1886).

Les actes de ces publications doivent être inscrits sur un registre spécial qui n'est pas tenu en double, mais auquel les règles des registres ordinaires de l'état-civil sont, d'ailleurs, applicables. (Art. 17 de l'arrêté.)

Un extrait de l'acte de la première publication doit rester affiché dans le lieu le plus apparent de la chancellerie, pendant les huit jours d'intervalle entre les deux publications. (Art. 64 du Code civil.)

L'extrait est rédigé dans la même forme que l'acte (modèle L), moins la formule en foi de quoi, etc.

Avant de procéder aux publications de mariage des individus âgés de 19 à 36 ans accomplis, l'officier de l'état-civil doit se faire remettre un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées par les lois sur la milice (2).

(1) Dans aucun cas, les consuls n'ont qualité pour célébrer le mariage d'un étranger et d'une Belge. Il n'y a que les consuls spécialement autorisés à cet effet par le département des affaires étrangères qui puissent prêter leur ministère pour les mariages entre Belges et étrangers. (Loi du 20 mai 1882.)

(2) Loi du 3 juin 1870, art. 103 : « Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de 19 à 36 ans accomplis ne peuvent être mariés que sur la production d'un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées, soit par les lois antérieures sur la milice, soit par la présente loi. Il est défendu, dans ce cas, à tout officier de l'état-civil de procéder aux publications de mariage, sous peine d'une amende correctionnelle de 300 à 800 francs. »

Le tarif consulaire alloue, pour les affiches de publications, les taxes suivantes :

	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
N <sup>o</sup> 22. Par affiche de publication.....	fr. 1 50	fr. 2 00

Les consuls s'assureront qu'en outre des publications qui doivent être faites dans leur résidence, les futurs époux se sont soumis aux prescriptions de la loi relativement aux publications à faire à leur domicile en Belgique et au domicile des personnes dont l'autorisation est nécessaire à l'une des parties ou à toutes deux pour pouvoir contracter mariage. (Art. 19 de l'arrêté.)

Si l'une des parties ne réside pas dans l'arrondissement, des publications doivent être faites au lieu de sa résidence.

Si l'une des parties a dans l'arrondissement consulaire moins de six mois de résidence, les publications doivent être faites aussi au lieu de sa résidence antérieure.

Dans tous les cas, il est nécessaire de publier le mariage dans la localité belge où les futurs époux ont eu chacun leur dernier domicile légal. (Loi du 20 mai 1882.)

Des publications doivent encore être faites au domicile des personnes sous la puissance desquelles les parties contractantes ou l'une d'elles se trouvent relativement au mariage (art. 168 du Code civil; art. 19 de l'arrêté). On verra plus loin quelles sont ces personnes.

Pour faciliter les publications à faire ailleurs que dans la chancellerie où le mariage doit être célébré, le consul peut délivrer des certificats de publication. (Modèle M)

Le tarif consulaire alloue, pour la délivrance de ce certificat, les taxes suivantes :

	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
N <sup>o</sup> 22. Par certificat .....	fr. 1 50	fr. 2 00

Le mariage ne peut être célébré avant le troisième jour depuis et non compris celui de la seconde publication. (Art. 64 du Code civil.)

Si le mariage n'a pas eu lieu dans l'année à compter de l'expiration du délai des publications, il ne pourra plus être célébré qu'après que de nouvelles publications auront été faites. (Art. 65 du Code civil.)

Les chefs de mission et consuls de carrière sont autorisés à dispenser, pour des causes graves, de la seconde publication.

La même faculté est accordée aux agents non rétribués du corps consulaire jusqu'au grade de vice-consul inclusivement, pour autant qu'ils ne résident pas au siège d'une légation ou d'un consulat de carrière, sauf à eux à rendre immédiatement compte des causes de la dispense à la légation ou au consulat de carrière dont ils relèvent. (Art. 18 de l'arrêté royal du 29 avril 1886.)

Les dépenses de seconde publication seront conservées en chancellerie et une expédition, munie des parafes prescrits par l'article 10, § 4, du même arrêté, en sera annexée à l'acte de célébration du mariage pour être transmise, à la fin de l'année, au ministère des affaires étrangères avec le double registre d'état-civil.

2<sup>e</sup> CONSENTEMENT — Il doit être justifié devant le consul du consentement des personnes à l'autorité desquelles les futurs sont soumis quant au mariage.

Les règles du consentement diffèrent selon qu'il s'agit d'enfants légitimes ou d'enfants naturels.

Quant aux enfants légitimes, les personnes qui doivent consentir sont :

a. Le père et la mère. En cas de partage, le consentement du père suffit. (Code civil, art. 148.)

Si l'un d'eux est mort ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté (1), le consentement de l'autre suffit. (Code civil, art. 149.)

(1) L'impossibilité de manifester sa volonté résulte de l'absence, et de l'interdiction judiciaire pour cause de démence, d'imbécillité ou de fureur. (Code civil, art. 489 et suivants.) Les pièces constatant juridiquement cet état demeurent annexées à l'acte de mariage.

L'individu condamné à une peine emportant interdiction légale (Code pénal, art. 20 à

Il est nécessaire que le père et la mère consentent au mariage de leur enfant ou, en cas de dissentiment, que l'acte fasse mention du refus de la mère. Si donc le père est seul présent au mariage pour y consentir, le consul doit exiger la preuve authentique que le consentement de la mère a été demandé, puisque le consentement du père ne suffit qu'en cas de dissentiment.

Le consentement doit être exprès et ne peut se déduire de circonstances telles que la constitution d'une dot dans le contrat, ou d'autres indices qui pourraient le faire supposer.

Rien n'empêche les parents qui ont donné leur consentement de le retirer des mains de l'enfant. Si l'acte ne leur est pas rendu, ils ont la ressource de former opposition.

Si l'ascendant qui avait consenti vient à mourir ou à être interdit avant la célébration, le futur époux est tenu de demander l'assentiment des personnes qui doivent l'autoriser à son défaut, le consentement devant exister au moment du mariage.

b. A défaut de père et de mère ou s'ils sont tous deux dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules doivent consentir. En cas de dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, le consentement de l'aïeul suffit.

En cas de dissentiment entre les deux lignes, ce partage emporte consentement. (Art. 150 du Code civil.)

Dans les deux cas, le dissentiment doit être prouvé à l'officier de l'état-civil.

c. S'il n'y a plus ni père ni mère, ni aïeuls ni aïeules, ou s'ils sont tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les enfants âgés de moins de 21 ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille. (Art. 160 du Code civil.)

Passé cet âge, ils ne sont plus tenus de demander le consentement de personne, ce qu'ils prouveront par les actes de décès de ceux qui devraient consentir, s'ils vivaient, ou par le jugement de présomption ou de déclaration d'absence, ou par le jugement qui place les ascendants en état d'interdiction.

Toutefois, lorsque des majeurs déclarent qu'ils sont dans l'impossibilité de prouver le décès ou l'absence de leur père et mère, aïeuls ou aïeules, cette déclaration faite sous serment et attestée par les quatre témoins du mariage devant l'officier de l'état-civil est suffisante. Mention de ladite déclaration doit être faite dans l'acte de mariage. (Avis du conseil d'Etat du 4 thermidor an XIII.) (1)

Les personnes qui doivent consentir au mariage des *enfants naturels* sont :

a. Le père et la mère, lorsqu'ils ont reconnu l'enfant. Si l'un des deux est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit. En cas de dissentiment, le consentement du père suffit. (Art. 148, 149 et 158 du Code civil.) (2)

24) conserve le droit de consentir ou de former opposition au mariage de ses enfants, sauf dans les cas prévus par les articles 378 et 382 du même Code.

(1) Avis du conseil d'Etat du 27 messidor an XIII, approuvé le 4 thermidor suivant (23 juillet 1805) : ... « Il n'est pas nécessaire de produire les *actes de décès* des père et mère des futurs mariés lorsque les aïeuls et aïeules attestent ce décès, et, dans ce cas, il doit être fait mention de leur attestation dans l'acte de mariage.

« Si les père, mère, aïeuls ou aïeules, dont le consentement ou conseil est requis, sont décédés, et si l'on est dans l'impossibilité de produire leur acte de décès ou la preuve de leur absence, faute de connaître leur dernier domicile, il peut être procédé à la célébration du mariage des majeurs sur leur déclaration à serment que le lieu du décès et celui du dernier domicile de leurs ascendants leur sont inconnus. Cette déclaration doit être certifiée aussi par serment des quatre témoins de l'acte de mariage, lesquels affirment que, quoiqu'ils connaissent les futurs époux, ils ignorent le lieu du décès de leurs ascendants et leur dernier domicile. Les officiers de l'état-civil doivent faire mention, dans l'acte de mariage, desdites déclarations. »

(2) Le consentement des aïeuls ou aïeules n'est pas nécessaire, attendu que les enfants naturels n'ont pas, aux yeux de la loi, d'ascendants autres que le père et la mère qui les reconnaissent.

b. Lorsque l'enfant n'a pas été reconnu, ou lorsque son père et sa mère sont tous deux décédés, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, il doit être nommé à l'enfant naturel, âgé de moins de vingt-et-un ans révolus, un tuteur *ad hoc*. (Code civil, art. 159.) (1)

Passé cet âge, il n'a plus besoin du consentement de personne. (Code civil, article 160.)

L'acte du consentement doit contenir les énonciations exigées par l'article 73 du Code civil.

Toutefois, dans certains cas, la preuve du consentement n'est pas indispensable.

a. Lorsqu'il n'est pas spontanément donné, les hommes de plus de vingt-cinq ans et de moins de trente, les femmes de plus de vingt-et-un ans et de moins de vingt-cinq peuvent demander, par un acte respectueux, le conseil de leur père et mère ou, lorsque les père et mère sont décédés ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, de leurs aïeuls et aïeules. (Code civil, art. 151.)

En cas de refus, l'acte respectueux doit être renouvelé deux autres fois de mois en mois. Un mois après le troisième acte, il sera passé outre à la célébration du mariage. (Code civil, art. 152.)

b. Depuis l'âge de trente ans pour les hommes et de vingt-cinq ans pour les femmes, un seul acte respectueux suffira. (Code civil, art. 153.) Il sera passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

Ces dispositions sont applicables aux enfants naturels légalement reconnus, sauf que ceux-ci, lorsque les père et mère sont morts ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté, n'ont pas à demander le conseil d'aïeuls ni d'aïeules. (Code civil, art. 158.)

L'article 154 du Code civil contient les règles relatives à la notification des actes respectueux.

3° OBSTACLES ET EMPÊCHEMENTS. — Le consul doit s'assurer qu'il n'y a pas d'obstacles au mariage.

Les obstacles au mariage sont les suivants :

a. Le défaut d'âge. (Code civil, art. 144.) Il est toutefois permis de se marier avant l'âge fixé par cet article, lorsque le roi, pour des motifs graves, a accordé, par arrêté, une dispense qui doit demeurer annexée à l'acte de célébration du mariage. (Code civil, art. 145.)

b. L'existence d'un précédent mariage. (Code civil, art. 147.) Si les époux allèguent la nullité de leur mariage antérieur, elle doit être jugée auparavant. Un consul n'a pas qualité pour prononcer sur la validité d'un mariage. La décision de ces questions est du ressort des tribunaux.

c. La parenté et l'affinité à certains degrés.

En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne. (Code civil, article 161.) (2)

En ligne collatérale :

1° Entre le frère et la sœur légitimes ou naturels. La parenté adultérine ou incestueuse produit les mêmes effets que la parenté naturelle. (Code civil, art. 162.)

2° Entre les alliés au degré de frère et de sœur. (Code civil, art. 162.)

3° Entre l'oncle ou le grand-oncle et la nièce ou la petite-nièce ; entre la tante ou la grand-tante et le neveu ou le petit-neveu.

Néanmoins, il est loisible au Roi de lever ces deux derniers empêchements pour des motifs graves. (Code civil, art. 174. Loi du 28 février 1831.) (3)

(1) Le tuteur *ad hoc* sera nommé par le conseil de famille ou plutôt par un conseil d'amis, puisque l'enfant naturel n'a pas de famille.

(2) Le Code civil définit les degrés de parenté, les lignes et la manière de compter les degrés en ligne directe et en ligne collatérale. (Art. 735 et 738.)

(3) Loi du 28 février 1831 : « Il est loisible au Roi de lever, pour des causes graves, la

Copie de l'arrêté royal qui lève ces empêchements doit demeurer annexée à l'acte de célébration du mariage.

d. Les consuls ne marieront point les personnes en état de démence ou qui seraient dans l'impossibilité de manifester librement leur consentement, par suite d'une violence exercée sur elles ou pour toute autre cause. (Code civil, art. 146.)

e. Il est défendu de célébrer un mariage contre la volonté des personnes dont le consentement est nécessaire. Ce consentement se constatera par l'acte qui en aura été dressé, si les personnes n'assistent pas au mariage. Si elles y assistent, elles donneront leur consentement de vive voix. Les règles sur le consentement ont été tracées plus haut.

f. L'article 348 du Code civil énumère les empêchements au mariage entre les deux familles de l'adoptant et de l'adopté.

g. Les époux qui divorceront ne pourront plus se réunir. (Code civil, art. 295.)

h. En cas de divorce par consentement mutuel, les époux ne pourront contracter un nouveau mariage que trois ans après le prononcé du divorce. (Code civil, art. 297.)

i. Dans tous les cas, la femme ne peut contracter un nouveau mariage avant dix mois depuis la dissolution du premier. (Code civil, art. 228 et 296.)

j. Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice. (Code civil, art. 298.)

k. L'enfant naturel âgé de moins de vingt-et-un ans ne peut se marier, lorsqu'il n'est pas en puissance de parents, sans le consentement d'un tuteur *ad hoc* qui lui sera nommé.

Les règles sur le consentement au mariage de l'enfant naturel ont déjà été indiquées.

l. Lors même que les enfants ont l'âge fixé par l'art. 148 du Code civil, le mariage, si les parents refusent leur conseil, ne sera célébré qu'après l'accomplissement des actes respectueux.

Indépendamment des empêchements dont il vient d'être question, la loi a prescrit certaines mesures pour le mariage des militaires et des individus soumis aux obligations relatives à la milice.

Aux termes d'un décret du 16 juin 1808, les *officiers de l'armée* ne peuvent contracter mariage qu'après en avoir obtenu la permission par écrit du ministre de la guerre.

Les *volontaires* doivent produire une autorisation du commandant du corps auquel ils appartiennent s'ils veulent se marier pendant la durée de leur engagement.

Une autorisation est également nécessaire aux *miliciens, remplaçants et volontaires* avec prime qui n'ont pas achevé leur quatrième année dans la partie active du contingent ou leur troisième année dans la réserve. (Art. 83 de la loi du 3 juin 1870.)

Ces termes se comptent, pour les hommes des diverses catégories, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent.

Pour ceux qui, pendant le service, se sont trouvés en état de détention ou qui sont envoyés dans une compagnie de correction, l'époque à laquelle il leur est permis de se marier sans autorisation est retardée d'un laps de temps égal à celui de la détention ou de l'incorporation dans une compagnie de discipline.

Dans tous les cas, les hommes âgés de 19 à 36 ans accomplis doivent fournir un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux lois sur la milice. Ce certificat est requis non seulement pour la célébration du mariage, mais aussi pour les publications du mariage. Les militaires restent soumis, comme tout autre indi-

prohibition consacrée par l'article 162 du Code civil pour le mariage entre alliés au degré de frère et sœur.

« Néanmoins, les dispenses ne pourront être accordées que lorsque le mariage est dissout par la mort naturelle de l'un des époux. »

vidu, à l'obligation de le produire. (Art. 103 de la loi du 3 juin 1870 ; art. 264 du Code pénal.) (1)

4° **OPPOSITION AU MARIAGE.** — Le consul ne peut célébrer un mariage en cas d'opposition.

L'opposition signée par les opposants ou leur fondé de procuration spéciale et authentique doit lui être signifiée. Il met son visa sur l'original. (Code civil, art. 66.)

Le droit de former opposition appartient :

a. Au conjoint d'un des futurs époux. (Code civil, art. 172.)

b. Au père et à défaut du père, à la mère, et, à leur défaut, aux aïeules et aux aïeules. (Code civil, art. 173.)

Les ascendants peuvent former opposition *même en l'absence de tout empêchement.*

c. A défaut d'ascendants, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin-germain ou la cousine-germaine majeurs peuvent former opposition. (Code civil, art. 174) : mais seulement quand le consentement du conseil de famille, exigé par l'article 160 du Code civil, n'a pas été obtenu ou en se fondant sur l'état de démence du futur.

d. Le tuteur et le curateur peuvent user du même droit dans les deux cas précités ; mais seulement après y avoir été autorisés par le conseil de famille convoqué à cet effet.

L'opposition est recevable jusqu'à la célébration du mariage.

L'article 176 du Code civil énonce ce que doivent contenir les actes d'opposition.

En cas d'opposition, la loi impose au consul les devoirs suivants :

a. Faire mention sommaire de l'opposition sur le registre des publications. (Code civil, art. 67.) (Modèle O<sup>1</sup>)

b. Le consul n'est jamais juge du mérite de l'opposition. Il doit donc surseoir au mariage jusqu'à ce que mainlevée de l'opposition ait été régulièrement consentie par les opposants ou ordonnée par le tribunal belge.

Lorsqu'on appelle d'un jugement de première instance prononçant la mainlevée d'une opposition, et que l'appel est dûment signifié avec sommation de surseoir à l'exécution du jugement, l'officier de l'état-civil doit attendre que la cour d'appel ait statué. Si l'on se pourvoit en cassation contre un arrêt prononçant la mainlevée d'une opposition, ce recours ne peut apporter aucun obstacle à ce que le mariage soit célébré, attendu qu'il n'est pas suspensif.

c. Faire mention, en marge des inscriptions d'opposition, des jugements ou des actes de mainlevée dont expédition lui aura été remise. (Modèle O<sup>2</sup>.)

Si aucune opposition n'a été formée devant le consul et que les parties lui demandent de l'attester, il délivre un certificat. (Modèle N.) La délivrance de ce certificat ne peut avoir lieu que le troisième jour depuis et non compris celui de la seconde publication.

Le tarif consulaire alloue à cet effet les taxes suivantes :

1<sup>re</sup> cat.      2<sup>e</sup> cat.

N<sup>o</sup> 22. *Par certificat de non opposition..* ..... fr. 1 50    fr. 2 00

5° **PIÈCES QUI DOIVENT ÊTRE DÉPOSÉES ENTRE LES MAINS DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT-CIVIL.** — Dans le but de mettre le consul en mesure de savoir si toutes les conditions exigées par la loi sont exactement remplies, il est prescrit de déposer les pièces suivantes, qui sont parafées par le consul et les personnes qui les lui remettent. (Code civil, art. 44, et art. 10, § 4 de l'arrêté royal du 29 avril 1886.)

a. Les certificats attestant qu'il n'y a point eu d'opposition. Ces certificats

(1) L'article 103 de la loi du 3 juin 1870 se trouve reproduit aux prescriptions relatives aux publications, Code pénal, art. 234 : « Sera puni d'une amende de 25 à 500 francs, l'officier de l'état-civil qui... a procédé à la célébration d'un mariage sans exiger la preuve que le futur époux a satisfait aux lois sur la milice nationale, »

sont délivrés par les officiers de l'état-civil qui ont dû faire d'autres publications. (Code civil, art. 69.)

En cas d'opposition, les actes ou jugements de mainlevée. (Code civil, art. 68.)

b. Un extrait de l'acte de naissance de chacun des futurs époux ou, si l'acte de naissance n'existe pas, d'un acte de notoriété qui le remplace. (Code civil, art. 70.) (1)

En cas d'indigence constatée, il est permis de suppléer à l'acte de notoriété au moyen d'un extrait d'acte de baptême (arrêtés du 30 octobre 1814 et du 7 mai 1815.)

c. Les actes de décès des père et mère, aïeuls et aïeules, s'il y a lieu (2).

Il est rappelé sous le n° IV, 2° consentements, que la production des actes de décès des père et mère des futurs mariés n'est pas nécessaire lorsque les aïeuls attestent ce décès au moment de la célébration du mariage; et que les futurs époux majeurs peuvent suppléer à l'acte de décès de leurs ascendants en affirmant sous serment qu'ils ignorent le lieu du décès et du dernier domicile de ces ascendants. Cette déclaration doit être attestée par les quatre témoins du mariage. (Avis du conseil d'Etat du 4 thermidor an xiii-23 juillet 1805.)

d. L'acte du consentement des personnes qui doivent consentir au mariage, à moins que ces personnes ne comparaissent elles-mêmes pour déclarer leur volonté. (Code civil, art. 75.) L'acte du consentement est remplacé, le cas échéant, par l'acte ou les actes respectueux.

e. Le certificat constatant que l'on a satisfait à la milice nationale. Toutefois, ce document n'est pas exigé des individus âgés de 36 ans accomplis. (Art. 103 de la loi du 3 juin 1870.)

f. S'il s'agissait d'un Belge servant dans l'armée nationale, la permission de ses supérieurs.

g. L'autorisation du ministre des finances, s'il s'agit d'un commis des accises de 4<sup>e</sup> classe ou d'un préposé de douanes dont le traitement est inférieur à 1,000 francs. (Arrêté royal du 5 décembre 1870.)

h. Une expédition authentique des dispenses d'âge, de parenté ou de publications qui auraient été accordées.

i. Si l'un des futurs époux a déjà été marié, l'acte constatant la dissolution du précédent mariage (Code civil, art. 147.) Le mariage se dissout par la mort de l'un des époux et par le divorce légalement prononcé. (Code civil, art. 227.) Les veufs et les veuves remettront l'acte mortuaire authentique de leur premier conjoint. Les époux divorcés auront à fournir, outre une expédition de l'acte de divorce, *une copie en due forme du jugement qui a admis leur divorce.*

La production de cette dernière pièce est prescrite par une circulaire du département de la justice en date du 27 mai 1872, afin que l'on n'élude pas les prohibitions résultant des articles 297 et 298 du Code civil.

### B. — Célébration du mariage.

a. Le mariage sera célébré publiquement dans la chancellerie du consulat. (Code civil, art. 145.) Le lieu où le mariage est célébré doit être accessible à tout le monde.

(1) Lorsque le nom d'un des futurs époux n'est pas orthographié dans son acte de naissance, comme celui de son père, et dans le cas où l'on y aurait omis l'un des prénoms de ses parents, le témoignage des père et mère ou aïeuls assistant au mariage et attestant l'identité suffit pour procéder à la célébration. Si les père et mère ou aïeuls n'assistent pas au mariage, ils peuvent attester l'identité dans leur consentement donné suivant la forme légale. En cas de décès ou d'absence de tous les ascendants, l'identité est valablement attestée pour les mineurs par le conseil de famille ou le tuteur *ad hoc*, et pour les majeurs par les quatre témoins de l'acte de mariage. (Avis du conseil d'Etat des 19-30 mars 1808.)

(2) Si une lettre ou un prénom se trouvent omis dans l'acte de décès des père, mère ou aïeuls, la déclaration sous serment des personnes dont le consentement est nécessaire pour les mineurs, et celle des parties et des témoins pour les majeurs suffisent pour attester l'identité de la personne décédée avec celle qui est désignée dans l'acte de décès. (Avis du conseil d'Etat des 19-30 mars 1808.)

b. Les parties choisissent le jour qui leur convient. (Code civil, art. 75.)

c. Le consul, dans la chancellerie du consulat, fera lecture aux parties, en présence de quatre témoins, des pièces relatives à leur état et aux formalités du mariage. Ce sont les pièces mentionnées ci-dessus que les parties doivent remettre à l'officier de l'état-civil et qui demeurent annexées aux actes. Le consul leur fera également lecture du chapitre VI du titre V du livre 1<sup>er</sup> du Code civil relatif aux droits et aux devoirs respectifs des époux. (Code civil, art. 75.)

d. Il recevra, de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et pour femme. (Code civil, art. 75.)

e. Il prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage. (Code civil, art. 75.)

f. Il en dressera acte sur-le-champ. (Modèle P.)

L'article 76 du Code civil apprendra au consul ce que doit contenir cet acte. Celui-ci doit renfermer, en outre, la date des conventions matrimoniales des époux et l'indication de l'officier ministériel devant lequel elles ont été passées. (Code civil, article additionnel à l'article 76. Article 2 de la loi sur le régime hypothécaire du 16 décembre 1851.)

Ce sont là les énonciations les plus ordinaires. Il faudrait, bien entendu, y ajouter encore celles que les circonstances particulières pourraient exiger, telles que les déclarations faites par les parties, les témoins et les ascendants pour suppléer à certains actes de décès ou constater l'identité lorsque des noms sont mal orthographiés dans les pièces produites, la mention des dispenses d'âge, de parenté, d'alliance ou de publications s'il en a été accordé, le nom, les prénoms, le lieu et la date du décès du premier conjoint si l'un des époux est en état de viduité, etc.

Le tarif consulaire alloue, pour l'expédition des actes de mariage, les taxes suivantes :

	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
N <sup>o</sup> 20. Expédition d'un acte de mariage .....	fr. 6	fr. 40
N <sup>o</sup> 21. Expédition d'un acte de mariage comprenant reconnaissance d'enfant naturel .....	fr. 9	fr. 45

#### V. — PRINCIPES PARTICULIERS AUX MARIAGES ENTRE BELGES ET ÉTRANGÈRES.

Quelques consuls sont autorisés par le ministre des affaires étrangères, conformément à la loi du 20 mai 1882 (1), à procéder au mariage, bien que la future épouse n'ait pas la qualité de Belge.

Des recommandations spéciales ont été adressées à ce sujet aux agents du service extérieur, par une circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1882, dont le texte suit :

#### *Circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1882.*

Monsieur...

Les agents diplomatiques et les consuls de Belgique exercent les fonctions d'officier de l'état-civil en vertu de l'article 48 du Code civil et de l'article 40 de la loi du 31 décembre 1831 sur les consulats et la juridiction consulaire. Ils ne sont compétents qu'à l'égard des Belges et ne peuvent conséquemment procéder à la célébration du mariage quand l'un des futurs époux est d'une autre nationalité.

Cette interprétation, fondée sur la doctrine et la jurisprudence, ne laisse aux Belges, éloignés de leur patrie, qu'un seul moyen de se marier avec une étrangère : celui de faire célébrer leur union par les autorités compétentes du lieu de leur résidence. Mais le recours aux formes locales, possible partout où l'état-civil est bien organisé, rencontre de sérieux obstacles sur la plus grande partie du globe, à raison de la différence des mœurs, des religions et des institutions administratives.

(1) Cette loi a été publiée par les *Archives*, 1882-83. III, p. 263.

Dans la pensée d'apporter un juste tempérament à la rigueur des principes qui ont prévalu jusqu'ici, la législature vient d'adopter la loi dont le texte se trouve à la suite de la présente circulaire et qui porte la date du 20 mai dernier.

Point n'est besoin de vous entretenir des numéros 1 et 2 de ladite loi : ils reproduisent simplement les règles des articles 170 et 46 du Code civil.

L'innovation consiste dans le numéro 3, aux termes duquel « les agents diplomatiques et les consuls de Belgique pourront célébrer les mariages entre Belges et étrangers, s'ils en ont obtenu l'autorisation spéciale du ministre des affaires étrangères ».

Je vais indiquer comment doit être comprise cette disposition nouvelle, dont l'importance ne saurait vous échapper.

Veuillez remarquer d'abord que, loin de comporter une extension de la compétence des agents du service extérieur *en général*, la loi ne crée qu'une juridiction exceptionnelle, subordonnée à une autorisation spéciale du ministre des affaires étrangères, à qui incombe le soin de décider dans quelles circonstances et pour quelles localités il conviendra de l'accorder. Sans l'autorisation dont il s'agit, les agents doivent, en conformité des instructions antérieures de mon département, continuer à s'abstenir de procéder à la célébration du mariage lorsque l'un des futurs conjoints ne possède pas la qualité de Belge.

Bien que le numéro 3 qui nous occupe soit formel, je noterai que l'autorisation n'est applicable qu'au mariage d'un Belge avec une *étrangère*, une telle union constituant l'acte initial d'une famille exclusivement belge (art. 10 et 12 du Code civil). Quant à la célébration du mariage d'un *étranger* avec une femme belge, tous les agents diplomatiques et consulaires restent, comme par le passé, absolument incompétents.

Un autre point mérite toute votre attention : si le mariage célébré suivant les formes usitées au lieu de la résidence des contractants (numéro 1 de la loi) est valable partout en vertu du principe du droit romain : « *Locus regit actum* », il n'en est pas de même du mariage contracté entre un Belge et une *étrangère* devant un agent diplomatique ou un consul de Belgique (numéro 3 de la loi.)

Les mariages de cette dernière catégorie courent le risque d'être considérés à l'étranger comme inexistantes, attendu que nos lois n'ont pas le pouvoir d'établir au-delà du territoire, sans le concours de la souveraineté étrangère, des autorités publiques ayant juridiction sur des personnes n'appartenant pas à la nationalité belge.

La distinction que je viens d'établir vous permettra de juger, Monsieur... combien il importe de donner aux futurs époux le conseil de recourir aux autorités locales. Ce n'est qu'après avoir constaté que ce recours est impraticable ou n'offre aucune des garanties nécessaires, qu'il peut y avoir lieu de suivre la voie exceptionnelle, admise par le législateur dans le double intérêt des familles et de la morale. Mais, dans ce dernier cas, l'agent diplomatique ou le consul ne doit pas omettre d'avertir les intéressés que leur mariage ne sera *nécessairement* valable qu'en Belgique.

Quels sont les autres devoirs principaux à remplir par l'agent diplomatique ou le consul dont le ministère est réclamé pour la célébration du mariage d'un Belge avec une étrangère ?

La nationalité des parties contractantes étant prouvée, il doit s'assurer si elles remplissent les conditions requises par les dispositions légales qui déterminent leur capacité matrimoniale respective. Quelques explications à ce sujet ne seront pas sans utilité.

Aux termes de l'article 3 § 3 du Code civil, les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Belges partout où ils résident. Par application du principe de réciprocité généralement admis, en cette matière, chez les nations policées, les étrangers restent également soumis à leur loi nationale, dans les limites prévues par les articles 3 § 1 et 6 du Code civil, pour tout ce qui concerne leur aptitude à contracter mariage. Telle est la raison du numéro 6 de la loi du 29 mai écoulé qui porte : « La capacité de la femme étrangère est réglée par son statut personnel. »

La question de savoir si les parties ont l'âge requis pour se marier, si elles ont besoin du consentement de leurs ascendants ou de toute autre autorisation, devra donc être appréciée pour le futur d'après la loi belge et pour la future selon la loi en vigueur dans sa patrie.

Je sais bien que l'on ne peut exiger des agents du service extérieur la connaissance de toutes les législations matrimoniales étrangères; aussi mon département fera-t-il en sorte de faciliter l'exécution de l'article 6, en leur procurant ultérieurement un aperçu des dispositions essentielles relatives au mariage des femmes dans les différents Etats du monde.

En attendant que le ministère des affaires étrangères ait réuni les éléments nécessaires à la rédaction de ce travail, l'agent qui ne connaîtrait pas suffisamment les principes dont il aurait à faire l'application pourrait — afin de savoir si la future est apte à se marier — exiger la production d'un certificat délivré par les autorités compétentes de son pays et contenant le texte des lois personnelles qui la régissent.

Une distinction doit être faite entre la capacité des futurs époux et les *formes* du mariage, c'est-à-dire les publications préalables, la célébration publique, la rédaction de l'acte, en double original, dans les registres de l'état-civil et le nombre des témoins. Ici les agents diplomatiques et les consuls n'ont à suivre que les prescriptions de la loi belge, qui sont indiquées, avec un grand soin, dans les règlements consulaires (édition de 1837, pages 150 à 152 et 158, édition de 1868, pages 156 à 158 et 164) et dont je ne saurais trop vous recommander la scrupuleuse observation (1).

Vous y trouverez notamment des instructions très utiles en ce qui concerne les publications ordonnées par le numéro 4 de la loi à laquelle se rapporte ma circulaire.

Agréez,

Signé : FRÈRE-ORBAN.

#### VI. — PRINCIPES PARTICULIERS A LA LÉGITIMATION DES ENFANTS NATURELS.

Il peut se présenter dans la célébration du mariage une circonstance de plus, c'est celle où il y a des enfants à légitimer.

Le Code civil porte, art. 331 : Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus *avant leur mariage* ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de la célébration.

Si les enfants ont été légalement reconnus (art. 62 et 334 du Code civil) par leurs père et mère, avant le mariage, il n'est pas indispensable de faire mention de la légitimation dans l'acte de mariage, parce que, dans ce cas, la légitimation a lieu de plein droit.

Mais comme la double reconnaissance de l'enfant pourrait être ou viciieuse ou constatée par des actes plus ou moins irréguliers, le consul devra engager les futurs époux à la réitérer dans l'acte de mariage.

Par conséquent, chaque fois que les parties contractantes déclareront avoir des enfants à légitimer, *qu'ils aient été déjà reconnus ou non*, le consul intercalera dans l'acte de mariage avant les mots : *En foi de ce qui précède, etc.*, la mention qui fait l'objet de la note 7 du modèle P.

Le consul aura soin de prévenir les futurs époux qui auraient des enfants naturels non reconnus, qu'après le mariage il serait trop tard pour les légitimer.

Mention de la reconnaissance et de la légitimation doit être faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant (Code civil, art. 62; arrêté royal du 29 avril 1886, art. 16).

(1) Ces instructions sont remplacées par celles qui précèdent.

## VII. — PRINCIPES PARTICULIERS AUX ACTES DE DÉCÈS.

L'acte de décès sera dressé par le consul sur la déclaration de témoins (Code civil, art. 78).

Le consul fera constater le décès par un homme de l'art, sauf à lui allouer une rétribution modérée. Cette constatation fera l'objet d'un certificat (modèle X) qui sera remis au consul pour être expédié à la fin de l'année au ministère des affaires étrangères avec un double des registres.

A défaut d'un médecin, le consul s'assurera par lui-même de la réalité de la mort (Code civil, art. 77).

Si, à raison de la distance, il est impossible de vérifier le décès, l'acte devra être dressé par les autorités locales.

La constatation du décès aura lieu au moyen d'un examen complet et minutieux du cadavre. Le décès des mort-nés ou des enfants du premier âge exigera surtout une vérification particulièrement attentive.

Lorsqu'il y aura des signes de mort violente ou d'autres circonstances qui donneront lieu de la soupçonner, le consul veillera à ce qu'il soit dressé, conformément à l'article 81 du Code civil, un procès-verbal de l'état et de l'identité du cadavre. En pays chrétien, le consul devra requérir à cet effet l'intervention de l'autorité judiciaire territoriale. En pays non chrétien, il peut agir seul, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie.

L'article 79 du Code civil indique ce que doit contenir l'acte de décès, indépendamment de ce que renferment tous les actes de l'état civil. Il convient d'y relater aussi le lieu du dernier domicile en Belgique de la personne décédée ainsi que le jour, l'heure et le lieu du décès. (Nom de la localité, nom de la voie publique et numéro de la maison où la personne est morte).

Un acte spécial doit être rédigé pour chaque décès. La loi ne permet pas de constater la mort de plusieurs personnes par un seul et même acte. (Modèle Q).

En transmettant une expédition de cet acte au ministère des affaires étrangères, conformément à l'art. 4 de l'arrêté royal du 29 avril 1886, le consul fait connaître, autant que possible, s'il y a des héritiers mineurs ou absents. (Article additionnel à l'art. 79 du Code civil, art. 2, de la loi sur le régime hypothécaire et art. 5 du même arrêté).

Le gouvernement se charge de faire parvenir cet acte à l'officier de l'état civil du domicile du défunt.

Il a été dit plus haut que le décès doit être constaté *de visu*. Il résulte de là que l'officier de l'état civil ne doit point rédiger l'acte de décès d'une personne dont le cadavre ne serait point représenté, par exemple en cas d'incendie, de naufrage, etc. Dans ce cas, le consul dresse un procès-verbal qui est annexé aux registres des actes de l'état civil, si les tribunaux en donnent l'autorisation.

Dans les cas de mort violente, de décès dans les prisons ou maisons de réclusion, d'exécution capitale, il ne sera fait aucune mention de ces circonstances dans les registres, et les actes de décès seront rédigés dans les formes ordinaires. Il en est de même en cas de suicide et de duel.

Les agents belges n'ont pas qualité pour recevoir les actes de décès des matelots d'origine étrangère, débarqués des navires belges et qui viendraient à décéder dans leur résidence. Il se borneront à veiller à ce que le décès soit inscrit sur le rôle d'équipage.

Le tarif consulaire alloue pour l'expédition des actes des décès, les taxes suivantes :

	1 <sup>re</sup> catégorie.	2 <sup>e</sup> catégorie.
N <sup>o</sup> 19. Par expédition d'acte. . . . .	fr. 3 00	fr. 5 00

Telles sont les directions générales que les agents belges ont à suivre. Ce résumé n'expose pas la théorie complète des actes de l'état civil. Il trace seulement les règles applicables aux hypothèses qui se rencontrent le plus ordinairement.

Il sera donc toujours utile de connaître les prescriptions légales qui n'ont pas été nominativement citées. C'est dans ce but qu'un exemplaire du Code civil est envoyé à chaque consulat.

### Instructions et modèles concernant la réception des déclarations de nationalité dans les légations et consulats de Belgique.

*Circulaire à M.M. les agents diplomatiques, consuls de carrière, consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique.*

Bruzelles, le 15 mai 1886.

Monsieur...

Parmi les déclarations requises par les lois en vue d'acquérir la qualité de Belge, il en est que les intéressés, s'ils se trouvent en pays étranger, peuvent faire devant l'agent diplomatique ou le consul de Belgique du lieu de leur résidence. (Code civil, art. 48; loi du 31 décembre 1831 sur les consulats et la juridiction consulaire, art. 10 et 15).

Les déclarations que les agents du service extérieur ont qualité pour recevoir sont de quatre espèces, savoir : les options de patrie, prévues par l'article 9 du Code civil (1); les déclarations qui font l'objet de l'article 10, § 2, du même Code (2); les déclarations auxquelles se rapportent l'article 4, § 3, de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1879, et la disposition spéciale § 2 de la loi du 6 août 1881 (3 et 4), et enfin les déclarations prévues par l'art. 4 de la loi du 6 août 1881 (4).

(1) *Code civil, art. 9.* — Tout individu né en Belgique d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Belge, pourvu que, dans le cas où il résiderait en Belgique, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en Belgique son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission.

(2) *Code civil, art. 10, § 2.* — Tout enfant né en pays étranger d'un Belge qui aurait perdu la qualité de Belge pourra toujours recouvrer cette qualité en remplissant les formalités prescrites par l'article 9.

(3) *Loi du 1<sup>er</sup> avril 1879. — Art 1<sup>er</sup>.* — L'individu né en Belgique d'un étranger qui aura négligé de faire, devant l'autorité compétente, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité, la déclaration prescrite par l'art. 9 du Code civil ou qui aura fait une déclaration nulle ou insuffisante sera admis à faire encore sa déclaration dans le délai d'une année à compter du jour de la publication de la présente loi.

*Art. 4.* — Ceux qui deviendront Belges dans les cas prévus par les articles précédents ne pourront se prévaloir de cette qualité qu'après avoir rempli les conditions qui leur sont imposées par ces articles et seulement pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

Leurs enfants et leurs descendants majeurs seront admis à réclamer la qualité de Belge dans le délai d'une année, à compter de la publication de la présente loi, en remplissant les formalités prescrites par les lois citées. (Art. 9 du Code civil).

Leurs enfants et leurs descendants mineurs seront admis à faire cette réclamation moyennant l'accomplissement des mêmes formalités dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité.

(4) *Loi du 6 août 1881 sur la naturalisation. — Art. 4.* — La naturalisation du père assure à ses enfants mineurs la faculté de jouir du même avantage, pourvu qu'ils déclarent, dans l'année de leur majorité, devant l'autorité communale du lieu où ils ont leur domicile ou leur résidence..., que leur intention est de jouir du bénéfice de la présente disposition.

Si le père est décédé, la naturalisation de la mère assure à ses enfants ou descendants les mêmes avantages.

*Disposition spéciale.* — L'individu né en Belgique d'un étranger qui aura négligé de faire, devant l'autorité compétente, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité, la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil ou qui aura fait une déclaration nulle ou insuffisante sera, s'il a satisfait, en Belgique, aux obligations de la loi de la milice, admis à

Je crois utile, M. . . . , d'exposer ici les règles principales qu'il y a lieu d'observer dans l'état actuel de la législation, relativement à cette partie de vos attributions.

I. — *Age des déclarants. — Pièces à produire.* — Il convient de noter d'abord que l'article 10, § 2 du Code civil ne limite pas à une année l'exercice du droit qu'il confère aux enfants nés d'un Belge qui a perdu sa nationalité. Les personnes appartenant à cette catégorie peuvent réclamer la qualité de Belge pendant toute leur vie, à partir de l'époque de leur majorité bien entendu.

Quant aux personnes se trouvant dans le cas de remplir les formalités prescrites par les autres dispositions légales prémentionnées, elles doivent le faire dans l'année qui suit l'époque de leur majorité. Comment faut-il interpréter ces derniers mots ? S'agit-il de la majorité belge ? S'agit-il, au contraire, de l'époque où l'intéressé né en pays étranger devient majeur suivant la loi du pays ? Le législateur n'a pas précisé. Si, d'après la jurisprudence généralement admise, les tribunaux considèrent comme inopérante l'option de patrie faite par un étranger qui a accompli sa 22<sup>e</sup> année, aucune loi n'a cependant encore tranché la controverse qui divise la doctrine sur le point de savoir à quelle majorité se réfère l'article 9 du Code civil.

Dans cette situation, il est bon de recevoir les déclarations qui se feraient tant sur le pied de la majorité étrangère que sur celui de la majorité belge (Instructions du département de la justice du 28 avril 1879).

Bien que la réception des déclarations ne doive pas être subordonnée à la production préalable d'actes de l'état civil, vous voudrez bien vous faire remettre — chaque fois que la chose sera possible — une copie en due forme de l'acte de naissance de l'intéressé et, le cas échéant, de l'acte de naissance de son père et de son aïeul.

Ces documents, parafés par vous et par la personne qui les aura produits, resteront annexés à l'un des registres dont la tenue est prescrite plus loin.

Remarquez bien que vous ne pourriez refuser de recevoir une déclaration sous prétexte que l'intéressé serait sans qualité pour la faire. Le droit de statuer sur des questions de nationalité est du ressort exclusif des tribunaux (Constitution belge, art. 92). La déclaration n'est d'ailleurs qu'une mesure conservatoire; elle ne préjuge rien par elle-même et reste, dès lors, sans effet, si elle émane d'une personne ne réunissant pas les conditions voulues par la loi.

II. — *Forme des déclarations. — Tenue des registres.* — Le Gouvernement considère les déclarations de naturalité comme se rattachant à l'état civil. Cela ne signifie pas qu'elles doivent à tous égards être assimilées aux actes de l'état civil, mais qu'il faut s'inspirer des règles essentielles établies pour ceux-ci et étendre conséquemment aux déclarations de naturalité les articles 34 et suivants du Code civil, qui tendent à prévenir la fraude et à assurer la conservation des actes de l'état civil.

Afin que ces principes — dont il a été fait application dans un arrêté royal du 8 décembre 1880 et que le département de la justice a rappelés par ses circulaires du 27 février et du 14 juillet 1882 — puissent être observés, le cas échéant, en votre chancellerie, j'ai l'honneur de vous transmettre, cotés et parafés par le fonctionnaire du ministère des affaires étrangères dûment délégué à cet effet, deux registres identiques dans lesquels vous aurez à rédiger dorénavant, en double original, les actes de déclarations d'option de patrie pour la réception desquels votre intervention serait réclamée.

Il faudra, M. . . . , ouvrir les dits registres dès qu'ils vous seront parvenus, en inscrivant en tête du premier feuillet la formule suivante :

faire encore sa déclaration dans le délai de deux ans, à compter du jour de la publication de la présente loi.

L'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1879 lui sera applicable, ainsi qu'à ses enfants et descendants.

L'an mil huit cent. ...., le .... jour du mois de ...., nous (nom et prénoms) .... (qualité) de Belgique à ...., avons ouvert le présent registre contenant quatre feuillets et destiné à renfermer les actes de déclarations de naturalité reçus à la chancellerie d .... de Belgique à ....

(L. S.)

Le .... de Belgique à ....  
(Signature).

Les actes de déclarations que vous pourriez être appelé à recevoir seront inscrits *gratuitement* (décret du 12 juillet 1807, art. 4) sur les deux registres (un acte original dans chaque registre) en présence du déclarant et de deux témoins du sexe masculin, âgés de 21 ans au moins. Ils ne pourront contenir ni blanc ni énonciations en abrégé ou en chiffres, ni surcharges, ni grattages, ni mentions en interligne. Les erreurs ou les omissions commises au moment de l'inscription devront être réparées, *séance tenante* (1), au moyen de ratures et de renvois dûment approuvés et *signés* par vous et par les comparants. Lecture des actes sera donnée à ceux ci (Code civil, art. 37, 38, 40 et 42).

Si aucune déclaration n'est faite durant l'année, vous en informerez mon département, dans les premiers jours de l'année suivante, par l'envoi du certificat négatif modèle litt. A ci-joint.

Des formules pour les différents actes de déclarations de naturalité à dresser éventuellement par les agents du service extérieur se trouvent également à la suite de la présente circulaire (modèles litt. B à E). Il est fort désirable, M. ...., que vous vous y conformiez ponctuellement, le cas échéant. Un point sur lequel j'appelle toute votre attention, c'est que les actes doivent absolument mentionner d'une manière expresse que l'intéressé s'est engagé à établir son domicile en Belgique. A défaut de cette mention, la déclaration court le risque d'être considérée comme nulle et inopérante pour vice de forme (arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 12 février 1872). A l'expiration de l'année pendant laquelle les registres auront servi à la rédaction d'un ou de plusieurs actes, vous aurez soin de les clore en ces termes :

L'an mil huit cent. ...., le trente et unième jour du mois de décembre, nous .... (noms et prénoms) .... (qualité) de Belgique à ...., avons clos le présent registre, renfermant .... (indiquer le nombre d'actes que contient le registre) actes de déclarations de naturalité reçus à la chancellerie d .... de Belgique à ...., au nombre de quatre feuillets.

(L. S.)

Le .... de Belgique à ....  
(Signature).

Les registres étant clos, vous voudrez bien expédier, sans retard, au ministère des affaires étrangères, pour y rester en dépôt, un des doubles du registre, ainsi que les différents documents produits à l'appui des déclarations y inscrites. Il conviendra de suivre pour cet envoi les recommandations que renferme le chapitre 1<sup>er</sup>, litt. C, des instructions annexées à ma circulaire du 13 mai courant.

III. — *Extraits des registres.* — Immédiatement après avoir dressé un acte de naturalité, l'agent diplomatique ou le Consul est tenu d'en établir, suivant le modèle litt. F. ci-joint, une expédition certifiée, qu'il enverra au département des affaires étrangères, lequel, à son tour, en fera la transmission en justice, où se tient le tableau général de toutes les déclarations de l'espèce reçues en vertu des dispositions légales sur la matière.

Les expéditions que les agents du service extérieur pourront avoir à délivrer à la demande de particuliers, conformément à l'article 43 du Code civil, seront

(1) Plus tard les erreurs ne pourraient plus être rectifiées qu'en vertu d'un jugement rendu par les tribunaux belges compétents, à la requête des parties intéressées (Code civil, art. 99 et 100).

établies dans la même forme et donneront lieu, dans les consulats et vice-consulats, à la perception des taxes fixées par le n° 39 du tarif annexé à la loi du 16 mars 1854.

Les intéressés devront être informés, lors de la remise des dites expéditions, qu'avant de pouvoir en faire usage en Belgique, ils auront à les soumettre à la double formalité du timbre et de l'enregistrement (loi du 13 brumaire an VII, art. 12 et 13; loi du 22 frimaire an VII, art. 7, § 5; instructions du département de la justice du 19 juillet 1879 et du 25 juillet 1882). En cas d'indigence dûment constatée, ces formalités sont remplies gratuitement, par application de l'arrêté-loi du 20 juin 1815, concernant la rectification des actes de l'état civil des indigents.

Il est à peine besoin d'ajouter que les extraits auxquels je viens de faire allusion doivent reproduire littéralement et fidèlement, sans aucun blanc, sans abréviation, ni énonciations en chiffres, sans surcharges, etc., les actes consignés dans les registres. Les erreurs qui pourraient exister dans ceux-ci doivent même être copiées, sauf aux intéressés à en demander, s'ils le jugent utile, la rectification aux autorités judiciaires compétentes.

IV. — *Déclarants décorés d'ordres étrangers.* — L'article 9 de la loi du 11 juillet 1832 dispose que la décoration d'aucun ordre, autre que l'Ordre de Léopold, ne peut être portée par un Belge sans l'autorisation du Roi. Cette règle trouve sa sanction dans l'article 229 du Code pénal comminant certaines pénalités contre le Belge qui aura publiquement porté la décoration, le ruban ou autre insigne d'un ordre étranger avant d'avoir obtenu l'autorisation précitée.

La généralité des termes de ces dispositions semble indiquer que ceux qui deviennent Belges par le bénéfice de la loi ont à solliciter du Roi l'autorisation de porter en Belgique toutes les décorations autres que l'ordre national (Circulaire du ministère de l'intérieur du 26 novembre 1883).

Je vous prie, M. . . . , d'instruire de cette obligation les personnes qui se présenteraient en votre chancellerie pour faire l'une des déclarations dont je viens de vous entretenir.

Veuillez m'accuser réception du présent envoi et agréer, etc.

Le Prince de CHIMAY.

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### BELGIQUE

##### La question du service personnel.

Elle a été vivement discutée comme celle des fortifications de la Meuse, V. plus haut, p. 95 et suiv. Nous ne rapportons que les passages les plus importants des débats qui se sont poursuivis à la Chambre des Représentants du 5 au 14 juillet.

La question a été soulevée par une proposition de M. d'Oultremont demandant l'établissement du service personnel. Dans la séance du 5 juillet, au début de la discussion, M. Beernaert, président du Conseil, s'est expliqué au sujet de la proposition :

Le gouvernement est partisan du principe même du service personnel. Il le déclare hautement. Il faut seulement ne pas l'appliquer de façon à enlever à l'armée sa consistance et sa solidité.

Le ministre repousse le service absolument universel. L'intérêt des professions libérales, du service du culte et de l'instruction publique ne doit pas être sacrifié à l'utopie démocratique de la nation armée. Il y a des nécessités sociales dont il faut tenir compte. Ce n'est pas à dire que le projet de loi ait des tendances aussi destructives. Il est certain que les besoins de la défense nationale ont créé de nouvelles exigences.

Le ministre les développe. Il expose tous les services auxiliaires auxquels chacun pourra être employé selon ses facultés et sa profession. Mais de graves intérêts civils s'opposent à ce que tout le monde soit soldat, dans le sens militairement compris du mot. L'honorable ministre rappelle la récente discussion à la Chambre française sur le service de trois ans. Le service de trois ans a été voté, mais malgré l'avis de généraux compétents qu'il suffit de nommer, Chanzy, Ducrot, Farre, etc. D'ailleurs, l'application strictement exacte du service égal pour tous, et comme mode d'instruction et comme durée, ce serait la ruine du budget. Il n'y a pas de nation assez riche, on l'a dit justement, pour y suffire. Et comment, dans ce cas, avoir des sous-officiers, — la vraie force d'une armée, — Gambetta le disait lui-même.

Le ministre fait une comparaison entre le système militaire de la Suisse, nation neutre comme la Belgique, et le système proposé. La Suisse, défendue par ses montagnes, ses lacs, ses défilés, n'est pas dans une situation qui nous permette de chercher chez elle des exemples ou des analogies.

La défense de la patrie est un devoir; le service militaire est un devoir. Personne n'a en principe le droit de s'y soustraire, mais comme il est matériellement impossible que tout le monde soit soldat, comme ce serait inutile, le tirage au sort égal pour tous est encore la plus juste des mesures. Le ministre se prononce nettement pour la suppression du remplacement.

Il rappelle en passant que c'est la première République qui l'a établi. Le

service personnel est l'œuvre de Fichte après Léna; c'est seulement en 1866 et en 1870 que le service personnel a fait ses preuves. Les hommes du métier, nos généraux à nous, comme les autres, n'y croyaient guère.

M. Wæste. — En 1867, une commission spéciale l'a catégoriquement repoussé.

M. Beernaert. — Mais, en 1873, une autre commission, éclairée par les événements, a émis un avis tout contraire. Tels en France, les mêmes hommes qui, comme M. Thiers, étaient les défenseurs résolus de la loi de 1832, se sont ralliés au service obligatoire.

Le ministre fait l'éloge de l'armée actuelle, de son esprit, de son sentiment de la discipline et de sa valeur; mais la question mérite d'être examinée à un point de vue plus élevé. L'armée est bonne, mais peut-être deviendrait-elle meilleure encore par l'introduction dans ses rangs de jeunes gens intelligents, instruits qui en relèveraient le niveau intellectuel et moral. Et puis c'est une mesure de justice sociale. Et à l'heure où nous sommes il faut enlever aux masses, dont les passions sont en travail, jusqu'à l'apparence du prétexte qui pourrait les faire se considérer comme victimes. Dans l'espèce, il y a plus qu'une apparence, et le contrat de remplacement est immoral au premier chef. Un homme se vend à un autre homme. (Violentes interruptions et murmures prolongés à droite).

C'est cela, en définitive; puisque, à prix d'argent un homme se décharge d'un service public dangereux et en met un autre à sa place. (Nouveaux murmures à droite).

Il y a, il y aura toujours des inégalités de fortune. Et ce sont des rêveurs ceux qui croient ou qui prêchent qu'il en sera jamais autrement.

Mais le remplacement est une injustice sociale et il y a un intérêt social à y mettre fin.

Sous un régime comme le nôtre où le pouvoir s'exerce au nom de tous, mais par quelques-uns seulement, il ne faut pas que certaines classes puissent être accusées d'imposer aux autres des charges dont elles ne veulent pas pour leurs enfants. L'armée est une grande école, une école de patriotisme, de discipline et d'honneur; et ceux qui y passeront n'auront qu'à y gagner. Le service personnel s'impose. Il y a des mouvements d'idées auxquels il serait imprudent de chercher à résister. Le service personnel est de ceux-là. Et s'il faut se garder de tout ce qui pourrait nuire au développement moral, intellectuel et industriel du pays, s'il faut sauvegarder par des dispenses intelligentes tous ces grands intérêts sociaux, — il faut aussi qu'en temps de guerre le pays sache qu'il peut compter sur tous ses enfants.

M. Wæste demande des détails sur les dispenses que la loi autorisera.

M. Beernaert. — Le ministre ne veut pas développer aujourd'hui le nombre et la forme des dispenses qui pourront être accordées. De grands tempéraments seront apportés bien certainement. Ce que le gouvernement veut bien établir, c'est qu'il est complètement rallié au principe.

La France a adopté le service personnel après les désastres de Metz et de Sedan. Pareils désastres nous ont été épargnés, mais ils avaient fait naître un grand mouvement d'opinion. J'avais espéré qu'en Belgique un mouvement d'opinion amènerait une sorte de rapprochement des partis parlementaires, marquant dans notre pays une ère politique nouvelle. J'ai eu le regret de ne pas obtenir cette union de tous les partis pour la réalisation d'une réforme patriotique. Ce mouvement se manifestera-t-il? C'est ce que la discussion qui va s'ouvrir nous apprendra.

On entend ensuite M. d'Oultremont qui indique les grandes lignes de son projet, différent de celui du ministre, et un adversaire du système proposé.

— Dans la séance du 7 juillet, M. Léon Visart s'élève contre cette idée que la Belgique perdrait son originalité en rompant avec ses traditions séculaires pour imiter l'étranger. S'il n'accepte pas l'imitation systématique de l'étranger,

il ne voit pas pourquoi on hésiterait à emprunter à l'étranger ce qu'il a de bon, lui laissant ce qu'il a de mauvais.

Répondant ensuite à M. Reynaert, l'orateur (ancien officier) veut bien admettre que le remplaçant n'est pas coupable de tous les méfaits qu'on lui impute; mais il ne saurait l'assimiler au milicien. Mercenaire il est, mercenaire il restera. De là son infériorité vis-à-vis de ses camarades.

Il proteste contre le langage décourageant de M. Meyers, qui pourrait donner à penser que les Belges sont mûrs pour l'annexion. (Approbation à gauche). S'il est vrai qu'à moins d'être un poltron on ne mérite que l'épithète de sauvage, — sauvage Ambiorix! Sauvage Frédéric de Mérode — il souhaite à la Belgique beaucoup de sauvages de cette taille. Il croit devoir réagir contre la dangereuse confiance qu'une longue paix et une longue prospérité ont fini par inspirer au pays.

M. L. Visart aborde ensuite la discussion des inconvénients que peut offrir le service personnel. Il reconnaît la nécessité de donner certaines garanties dans l'intérêt des carrières libérales par certaines réductions et exemptions. Quant au recrutement du clergé, il ne le voit pas compromis par cette réforme. Il conseille au clergé de cesser son opposition à une idée dont le triomphe est certain. Le remplacement est condamné.

Au point de vue moral d'ailleurs, son influence est mauvaise sur l'armée, et l'église ne saurait l'approuver. Quant toutes les classes de la société seront représentées dans l'armée, sa moralité y gagnera, et l'esprit d'ordre y sera en progrès. Les revendications sociales sont à l'ordre du jour. Les agitateurs exploitent au profit d'utopies dangereuses toute sorte de griefs. Quant ils sont fondés, il faut les redresser. Celui-ci l'est sans contredit.

Le service personnel est juste, nécessaire au point de vue militaire, politique et social. Son heure a sonné. Le principe a pour lui l'opinion publique. Si le principe est admis, il y aura lieu de former une commission spéciale pour en organiser l'application. L'orateur indique cette organisation telle qu'il la comprend :

Maintien du tirage au sort; service d'un an pour les hommes qui auraient fait preuve d'une instruction suffisante; augmentation du contingent pour que les 130,000 hommes soient une réalité; augmentation de solde pour ceux qui serviraient 3 ans, garanties nécessaires au recrutement des carrières libérales et du clergé. (Très bien! à gauche).

M. Meeus considère le projet comme une aggravation notable de l'asservissement militaire. Les garanties dont on parle lui paraissent peu sérieuses. Les congés seront sans doute peu nombreux. Le service d'un an ne sera qu'une exception très rare. Il n'y a pas lieu d'en faire état. L'orateur estime que cette aggravation n'est nullement justifiée. Pourquoi renforcer l'armée, puisque la Belgique ne peut se défendre toute seule?

Au lieu de voter le projet d'Oultremont, mieux vaudrait réaliser quelques réformes qui résultent du reste comme nécessaires des développements de M. d'Oultremont lui-même : réduction du cadre trop nombreux des officiers, modification au régime d'avancement, la mise à la retraite prématurée des officiers, l'augmentation du traitement après un certain nombre d'années de grade, un meilleur traitement des soldats, voilà autant de points qui méritent l'attention du gouvernement et des chefs de l'armée.

Il faut se préoccuper surtout pour le jeune soldat du danger moral et religieux qui le menace au régiment, de l'oisiveté de la caserne si dangereuse pour la moralité.

L'orateur combat le service personnel : la trop grande égalité entraîne l'injustice. L'honorable membre fait l'apologie du remplacement. Il est regrettable qu'on répande dans le peuple des idées comme celle de l'injustice du remplacement.

D'ailleurs le projet d'Oultremont laisse subsister des inégalités, puisqu'il admet des dispenses.

M. d'Oultremont. — Le projet n'admet pas de dispenses au jour du danger.

M. Meeus. — La vérité est que le service militaire est un service public. Peu importe qui le fait, pourvu qu'il soit bien fait.

Si vous admettez les jeunes gens de famille dans l'armée, ils se déchargeront du service moyennant finance.

L'orateur demande l'essai loyal du volontariat. (Très bien ! à droite).

M. Buisson pense que le pays attend du Parlement un sérieux effort pour résoudre une question de justice. Il espère que nous nous mettrons au-dessus des mesquines querelles de parti et des préoccupations électorales et que nous ferons disparaître un des griefs les plus sérieux de la classe ouvrière.

La force du service personnel se manifeste par la faiblesse des arguments qu'on lui oppose. Le rapporteur, M. Wæste, nous dit que ce n'est pas à son système militaire que la Prusse doit ses victoires, mais au talent de ses généraux. Il oublie que ces généraux étaient avant tout des organisateurs.

Si la Belgique avait été vaincue, le patriotisme de la Chambre ne refuserait pas le service personnel. N'attendons pas la leçon des événements. Imitons l'Autriche et l'Italie qui n'ont pas attendu d'être vaincues pour adopter le service personnel.

M. Wæste. — Non, presque pas ; elles avaient reçu une série de piles formidables.

M. Buisson. — Et ainsi nous donnerons une belle preuve de notre prévoyance.

Le gouvernement a fait appel à l'union des partis pour la réalisation de cette réforme. La gauche ne marchande pas son concours au chef du cabinet. S'il n'obtient pas le concours de la majorité, qu'il cède le pouvoir à celui qui conduit réellement la droite.

M. Wæste n'admet pas le service général obligatoire à cause des charges budgétaires. Mais M. Wæste semble atteint d'une véritable aberration. Ne dit-il pas qu'il ne comprend pas en quoi le fait de permettre au riche de se racheter du service militaire à prix d'argent puisse blesser l'égalité ? Ne laissez donc pas dire par le peuple qu'auprès du législateur, les souffrances des petits ne pèsent rien. Ne mettez pas sur la même ligne ceux qui payent de leur personne et ceux qui payent de leur bourse, ceux qui versent leur sang et ceux qui versent le prix de leur remplacement. La seule manière de défendre son pays, c'est de prendre un fusil. (Très bien ! à gauche). Et en repoussant la loi, vous manquez de patriotisme et vous commettez une injustice très dangereuse.

M. Wæste. — On nous accuse de manquer de patriotisme. L'Angleterre, la Hollande, les Etats-Unis, manquent de patriotisme aussi, puisqu'ils n'ont pas service personnel.

Eh quoi, nous manquons de patriotisme, parce que nous voulons que, chaque année, 1,500 Belges qui ont la vocation militaire puissent servir dans l'armée à la place de 1,500 autres Belges qui n'ont pas cette vocation.

Personne de nous ne soutient que notre système militaire soit la perfection. Mais nous n'avons cessé de défendre le remplacement. Il y a trois ans, les partisans du service personnel étaient bien rares dans cette Chambre, et quand, en 1884, M. Frère-Orban déposa son projet en le présentant comme une forme du service personnel, il y eut sur nos bancs une protestation presque unanime.

Et le lendemain, quand s'ouvrit la période électorale, la lutte contre le projet de M. Frère et par cela même contre le principe du service personnel fut un des éléments de notre campagne et contribua beaucoup à notre victoire.

Aujourd'hui, on nous demande de renier notre passé et de voter le principe que nous avons combattu. Et quand un vaste pétitionnement s'est organisé dans nos associations contre le service personnel, on a dit bien absurdement

que c'était antipatriotique, anticonstitutionnel. Il ne serait permis que de parler pour.

L'abolition du remplacement ne donnera pas un homme de plus à l'armée. Et les chiffres des désertions en 1870. on les invoque à tort. Jadis on acceptait tous les représentants qui se présentaient. Aujourd'hui, on exige des garanties de moralité et la qualité des remplaçants s'est singulièrement améliorée.

Est-ce que nos troupes ne se sont pas bien montrées lors des grèves de 1886 et de 1887 ? Avez-vous en à vous plaindre des remplaçants ?

Nos adversaires ne tiennent donc pour rien la discipline ? Est-ce que qu'on osera dire que c'est parce qu'on porte le nom de remplaçant que la voix du devoir ne se fera pas entendre ?

— M. Wœste a continué son discours dans la séance du 8. Les considérations purement politiques y ont tenu la plus grande partie.

Depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette enceinte, dit en terminant l'orateur, toutes les mesures utiles à l'armée, je les ai votées ; je me crois le droit de donner à qui de droit un avertissement. Ne sentez-vous donc pas le mouvement profond qui s'agit pour l'organisation de ce que la démocratie avancée appelle la nation armée. Le service personnel entraînerait avec lui tout ce qui reste de notre organisation passée, et le jour où vous l'aurez voté, tout notre système militaire aura vécu.

Ce n'est pas dans l'intérêt de l'armée seulement, c'est dans celui du parti conservateur que l'orateur fait appel aux réflexions de ses collègues de la droite. S'il a été forcé de se séparer en cette circonstance d'un cabinet conservateur et où il compte tant d'amis, séparation douloureuse, il ne l'a fait que parce qu'il est des questions tellement hautes et qui engagent de si délicates responsabilités de conscience, qu'il faut avoir le courage de faire à l'expression sincère de sa pensée les plus cruels sacrifices. (Vifs applaudissements à droite).

M. Nothomb (de la droite) parle vivement en faveur du service personnel et proteste contre l'espèce d'excommunication lancée par M. Wœste, contre les membres de son parti que le voterait.

Dans la séance du 12 juillet, le général Pontus, ministre de la guerre, donne des explications.

Les différents systèmes de recrutement peuvent se grouper en cinq grandes classes.

Le premier système est celui dans lequel les remplacés sont dispensés de tout service en temps de guerre comme en temps de paix.

Le second est celui où les remplaçants ne sont exemptés qu'en temps de paix.

Le troisième, c'est l'exonération sans remplacement, à la condition d'être inscrits sur les contrôles d'une garde nationale mobile. C'est le système du maréchal Niel. Il n'est plus aujourd'hui appliqué qu'en Espagne.

Le quatrième, c'est le service par le tirage au sort, distinction du contingent par portion.

Le cinquième, c'est le système français, italien, allemand, — européen depuis la dernière guerre. Il est certainement le plus élastique. C'est celui qui prête le plus aux tempéraments.

Le principe du service personnel ne comptait qu'un petit nombre d'adhérents quand la campagne de Sadowa en révéla la puissance et la force. Quelques hommes pourtant ne s'y rallièrent pas, comme M. Thiers, que rien ne pouvait détacher de la loi du maréchal Soult. L'année 1870 devait cruellement le détromper. Il s'inclina pourtant devant la leçon des événements, et l'Assemblée nationale vota l'organisation nouvelle de l'armée française. Le ministre de la guerre fait deux citations de M. le duc d'Aumale et de Mgr Dupanloup, qui, tous deux, éloquentement, ont flétri le remplacement.

Aux dangers éventuels du dehors est venu s'ajouter le malaise d'une situation

intérieure difficile. L'armée est la seule barrière qu'on puisse opposer à l'anarchie et à la révolution. Il y a un parti prêt à tout pour appliquer à notre armée ses tentatives d'embauchage. Le danger peut devenir sérieux. On ne rejette pas impunément, a dit le général Chazal, une mesure juste et mûre. Quant à l'armée de volontaires qu'a naguère préconisée M. Meeus, ce serait, à proprement parler, la généralisation du remplacement au lieu d'en être la suppression. Le ministre s'étend sur les inconvénients très graves de garnisons composées exclusivement de volontaires. Une telle armée serait en même temps plus onéreuse et moins solide.

La Belgique est désormais, avec les Pays-Bas, la seule nation où l'on n'ait pas tenu compte des doctrines nouvelles. En Espagne et en Portugal même, où le service personnel n'existe pas encore, le remplacement est au moins supprimé.

La défense de la patrie est le plus rigoureux des devoirs sociaux. Le contrat de remplacement, comme le disait en 1848 le général Lamoricière, est immoral et monstrueux.

Le ministre n'accepte en aucune façon la statistique développée par M. Woeste au sujet des professions des remplacés. La vérité, c'est que la plupart des remplacés appartiennent à l'aristocratie de la naissance ou du travail.

On a objecté que l'adoption du service personnel jetterait le désarroi dans les familles, par l'interruption des études.

C'est une crainte sans aucun fondement. L'habitude de la discipline garantirait, au contraire, nos jeunes gens d'entraînements auxquels ils cèdent trop facilement. D'ailleurs, il serait peut-être possible de réduire à un an le service militaire des étudiants. Quant à la profession religieuse, le ministre croit qu'elle doit en effet être mise à l'abri en toute circonstance. La loi ne peut faire le vide dans la commune en lui enlevant le prêtre et l'instituteur.

Dans tous les pays on a su respecter ce grand intérêt moral, même en temps de guerre. Et la Belgique n'y faillira pas.

Si au moins les motifs qui déterminent le remplaçant avaient leurs bases dans l'amour filial ou dans une louable préoccupation d'avenir, mais la loi de précaution que le Parlement a votée l'an dernier pour rendre la prime de remplacement incessable et insaisissable, prouve exactement le contraire.

On est forcé de reconnaître que le remplaçant est d'une moralité bien inférieure à celle des miliciens. Ils fournissent dans une proportion de trois fois plus le contingent des peines disciplinaires, correctionnelles et des maladies honteuses. Quelques individualités font exception, mais, pris en bloc, le remplaçant est un mauvais soldat.

Qu'on ne conclue pas de là rien qui diminue la valeur et la renommée de notre armée qui a fait ses preuves. Mais le service personnel en doublera la force en y introduisant le sentiment de l'émulation et de l'égalité des devoirs envers la patrie.

Le projet proposé supprime d'abord le remplacement. A ceci le gouvernement s'est rallié. Il organise, d'autre part, l'engagement conditionnel d'un an et le service de trois ans, avec l'organisation de congés spéciaux.

Le ministre entre dans des explications techniques au sujet de cette organisation.

Il termine en relevant les accusations irréfutables portées contre la moralité du régime militaire. Pourquoi les contempteurs de l'armée sont-ils toujours ceux qui la connaissent le moins? Un homme qui la connaissait bien et qui l'aimait, disait d'elle, en 1873, qu'elle était une école pratique des sentiments d'honneur, de patriotisme et de discipline. L'armée c'est le cœur, le bras, la jeunesse, la santé du pays. Ces paroles ont été prononcées par M. Charles Rogier.

— Dans la séance du 13 juillet, M. Beernaert, président du conseil, a repro-

duit ses déclarations en faveur du service personnel. M. Jacobs a expliqué l'attitude de la grande majorité de la droite dans cette question et à l'égard du ministère.

— Dans la séance du 14, un membre de la gauche, M. Guillery, explique l'attitude qu'a prise la commission du travail, dont il affirme la compétence. Cette commission a conseillé au gouvernement de faire droit à une réclamation juste des ouvriers. On a contesté la sincérité, la spontanéité de leurs déclarations, « apprises par cœur, » a-t-on dit. La dynastie des perroquets est ancienne et nombreuse. Mais lorsque des gens du peuple viennent dire : « Le remplacement est une des plus graves atteintes à notre dignité. Ou bien le service militaire est une corvée, et alors vous n'avez pas le droit de nous l'imposer. Et s'il s'agit d'honneur, n'en avez-vous pas, vous qui vous faites remplacer? » Je ne trouve pas qu'on puisse plaisanter ni équivoquer sur de pareilles déclarations. Tout peuple qui repose sur une iniquité commise au préjudice de ceux qui n'ont rien et au profit de ceux qui possèdent est un peuple perdu ! (Très bien !)

La Belgique est un pays essentiellement démocratique. En 1830, toute la nation est consultée, toutes les classes ont été mêlées, le sang de tous s'est mélangé pour la défense de la patrie. Voilà la démocratie, non pas cette démocratie ignorante et folle qui voudrait fonder une société en dehors de la société, mais la démocratie qui est née de la corruption de la société romaine, la démocratie chrétienne. Dire à cette démocratie, au jour du danger : « Allez à la frontière, mes fils resteront chez eux. Le danger passé, si vous n'êtes pas tués, je vous prendrai à mon service. » Cela est inadmissible.

Si la caserne était déshonorante, vous n'auriez pas attendu cinquante ans pour le dire. Le général Chazal a eu raison de le dire : le service militaire anoblit l'homme ! Dans la société, l'ancien militaire est l'un des facteurs les plus précieux.

Après avoir contesté la thèse de la neutralité désarmée, en rappelant que le devoir de la défense nationale est la condition de notre nationalité, cela de l'aveu de tous les hommes éminents de 1830 ; après avoir refusé pour la Belgique le rôle de nation protégée, en rappelant que les hésitations du peuple belge à organiser une milice, malgré les conseils de Dumouriez et de Malou (père du ministre), ont amené la conquête et l'annexion à la première République française, l'orateur constate qu'il n'est pas question d'une augmentation du contingent annuel, mais seulement d'un principe d'équité : le devoir personnel du service militaire rempli par tous à l'heure du danger. Il s'agit de savoir si l'armée belge aura la solidité qui caractérise les autres armées de l'Europe, ou si le législateur la maintiendra dans une situation d'infériorité qui ne permet pas même la comparaison. s'il lui refusera le concours de toutes les classes sociales indispensable à son prestige.

Mais, a-t-on dit, la religion sera compromise, car les prêtres ne peuvent être tenus de servir, et si vous leur imposez une obligation contraire à leur foi, vous compromettez votre œuvre. Il faut respecter la foi de chacun. Le despotisme même, en eût-il le pouvoir, compromettrait sa couronne et l'intégrité de sa nation s'il ne respectait pas la religion de son peuple.

Mais où est la difficulté ? Rien de plus aisé que de concilier tous les intérêts. Il n'est pas question d'immunités ecclésiastiques. Le mot est faux. Quand le service personnel sera établi, qu'on demande à chacun ce qu'il peut faire. Pourquoi le clergé ne ferait-il pas partie de cet état-major de la bienfaisance où il peut rendre de grands services, où il prodiguera des consolations qui seront acceptées par tous avec reconnaissance ? On n'a pas le droit de les refuser à nos populations.

La question des immunités ecclésiastiques a été résolue jadis contre le clergé. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'agissait que de lui faire faire l'économie de quelques milliers de francs. Il s'agit aujourd'hui de tout autre chose. Il s'agit de la dignité du culte et de l'intérêt des citoyens, car je réclame pour mes concitoyens catholiques le droit d'être assistés sur le champ de bataille !

Les partis politiques sont souvent aveugles, mais il y a des situations où la loyauté s'impose.

Invoquant l'opinion de M. Malou, l'orateur estime que si l'on fait au clergé la situation qui lui revient, le projet sera indestructible.

Il termine en adjurant la droite d'oublier de prétendus engagements et à suivre l'impulsion nationale du moment, à s'élever à la hauteur de son devoir patriotique. La situation est analogue à celle de 1848. Elle réclame une affirmation analogue au point de vue de la défense du territoire et de la justice sociale.

— Le principe du service personnel a été rejeté par 69 voix contre 62 et 4 abstentions.

## FRANCE

### L'Union internationale de la propriété industrielle.

Dans la séance de la Chambre des députés du 16 juillet, M. Bourgeois, député du Jura, a questionné le Ministre des affaires étrangères et le ministre du commerce au sujet de cette Union. Voici les explications données par le Ministre des affaires étrangères, M. Flourens :

L'honorable M. Bourgeois pose au gouvernement deux questions relativement aux conventions pour la protection de la propriété industrielle.

La première de ces questions, si je l'ai bien comprise, est celle-ci : Actuellement sommes-nous sous l'empire de la convention de 1883, telle qu'elle se poursuivait et comportait à cette époque, ou sommes-nous sous l'empire de la convention de 1883 modifiée par les articles additionnels qui avaient été adoptés par la conférence de Rome en 1886?

Sur ce point ma réponse est très simple. Nous sommes sous l'empire exclusif de la convention de 1883, telle qu'elle se poursuivait et comportait dans son texte primitif. La réunion des délégués, qui a eu lieu à Rome en 1886, n'avait pas qualité pour procéder à la confection d'un instrument diplomatique; les délégués n'avaient pas de pouvoirs pour signer une convention additionnelle : ils se sont bornés à rédiger un projet de convention additionnelle que, conformément aux traditions diplomatiques, puisque la conférence s'était réunie à Rome, le gouvernement italien s'est chargé de transmettre aux différents gouvernements signataires de la convention de 1883, en leur demandant de vouloir bien lui faire savoir s'ils étaient disposés à donner leur adhésion.

Or, parmi les signataires de la convention de 1883, cinq, non compris la France, ont jusqu'à présent manifesté l'intention d'adhérer; les autres ont répondu en faisant des réserves soit quant au fond, soit quant à la forme. Les négociations se poursuivent en ce moment. Le gouvernement ne peut pas, par conséquent, s'engager sur le fond même du débat et, du reste, ce n'est pas sur le fond même du débat que M. Bourgeois a fait porter sa question.

Je crois avoir répondu sur ce premier point en disant que les articles additionnels ne sont pas encore signés par les puissances qui ont adhéré à la convention de 1883. La question reste donc absolument entière.

En ce qui concerne le second point, l'accession des Etats-Unis d'Amérique à la convention de 1883, voici quel est l'état de la question.

Il est exact que les Etats-Unis d'Amérique ont fait un acte d'adhésion à la convention de 1883; mais cette accession soulève, à notre sens, des questions qui ne sont pas encore résolues : c'est d'abord la question de savoir sous l'empire de quelle législation se trouveraient les nationaux des puissances contractantes ayant leur résidence dans les Etats-Unis d'Amérique.

En effet, en vertu de la constitution des Etats-Unis d'Amérique, la législation

sur la propriété industrielle, à la différence de la législation sur la propriété littéraire ou de la législation sur les brevets d'invention, n'est pas une législation fédérale, mais une législation des Etats. C'est ce qui a été jugé par la Cour suprême des Etats-Unis en 1879 : un arrêt a déclaré inconstitutionnelle la loi fédérale du 4 juillet 1870 sur les marques de fabrique. Il s'agit donc de rechercher sous l'empire de quelle législation, dans chaque Etat, se trouveraient placés les nationaux des différenes puissances signataires de la convention.

Par contre, au point de vue international, les Etats-Unis d'Amérique ont reconnu et admis que les règles sur la propriété industrielle, applicables aux étrangers non résidents aux Etats-Unis, rentraient dans le domaine exclusif de la législation fédérale. Ils ont, en conséquence, édicté sur cette matière une loi du 3 mars 1881, mais cette loi n'est pas d'accord avec les dispositions de la convention de 1883, notamment sur un point important, sur le point de savoir si le simple dépôt d'une signature peut être, au profit du requérant, considéré comme un dépôt de marque de fabrique.

En présence de ces divergences, l'accession des Etats-Unis soulève des difficultés qui ne sont pas encore tranchées et qui forment l'objet d'une correspondance diplomatique.

L'incident est déclaré clos.

---

La conférence relative à la protection des câbles sous-marins, qui s'était réunie à Paris au mois de décembre dernier (V. *Archives*, 1887, I, p. 89), a repris ses travaux.

La première séance de cette nouvelle session a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet, à trois heures, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Les représentants des diverses puissances contractantes ont décidé de signer un protocole fixant au 1<sup>er</sup> mai 1888 l'entrée en vigueur de la convention du 14 mars 1884, sous la réserve que les cinq Etats signataires, qui n'ont pas encore voté les lois prévues à l'art. 12 de la convention, auront à cette date adopté les mesures destinées à assurer l'exécution de cet arrangement international.

---

Nous croyons utile de reproduire un rapport fait à la Chambre des députés par le marquis de la Ferronnays au nom de la Commission des Pétitions. Il s'agit d'une question d'une grande importance pratique :

De nombreux armateurs, marins et habitants de divers ports de mer, demandent que la loi internationale relative aux abordages soit réformée et qu'il soit créé des tribunaux maritimes internationaux.

*Motifs de la Commission.* — Un grand nombre de pétitions, classées toutes sous cette rubrique, sont parvenues aux 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> commissions et ont été remises à cette dernière. Bien que le dépôt en remonte à une date assez reculée, juillet et octobre 1886, le retard qu'elles ont subi avant d'être rapportées avait été sollicité par les pétitionnaires eux-mêmes ou, plutôt, par M. Riodel, le véritable instigateur du pétitionnement ; il désirait, en effet, avant que cette affaire ne fût portée devant la Chambre, pouvoir terminer des tournées qu'il avait projeté de faire dans tous les ports de notre littoral, afin de soumettre ses idées en matière de réformes maritimes à l'appréciation et au jugement de tous les intéressés.

Aujourd'hui, cette discussion préparatoire est terminée ; partout les réformes que nous allons exposer ont reçu l'accueil le plus favorable de tous ceux que leur profession met en présence des questions maritimes : à Nantes, à Cherbourg, au Havre, à Saint-Nazaire, à Granville, à Caen, à Bayonne, à Rochefort, à La Rochelle, à Calais, à Dunkerque, à Abbeville, à Dieppe, à Rouen, à Bordeaux, avec le patronage des chambres de commerce, des conseils municipaux,

des sociétés savantes, M. Riodel a pu exposer son système devant de nombreux auditoires ; il a recueilli partout une adhésion formelle, plusieurs chambres de commerce et des conseils municipaux ont tenu à formuler leur approbation dans des délibérations.

En un mot, il s'est créé sur tout le littoral un mouvement d'opinion qui mérite de fixer sérieusement l'attention de la Chambre.

Il semble incontestable que les règles établies à diverses époques pour diminuer les chances d'abordage en mer doivent se modifier, à mesure que se modifient les conditions de la navigation usuelle, à mesure que des éléments nouveaux viennent changer les termes du problème à résoudre. Autrefois, avec les navires à voiles, les probabilités d'abordage étaient minimes, les routes qu'imposait la direction du vent étaient toutes sensiblement parallèles, ou telles, du moins, que les rencontres pouvaient être facilement évitées ; à cette époque, d'ailleurs, les navires construits en bois, d'un tonnage médiocre et animés de vitesses relativement faibles, ne subissaient, par suite des collisions fort rares qui se produisaient, que des avaries généralement peu graves.

Avec la navigation à vapeur, les conditions de la sécurité à la mer n'ont plus été les mêmes, et dès 1858, on sentait la nécessité de prescrire certaines précautions, jugées inutiles jusqu'à cette époque. — Avec la vapeur, en effet, les routes n'ont plus à compter qu'avec la règle de la moindre distance, car tout mille parcouru inutilement représente une dépense de combustible, c'est-à-dire une perte pour l'armateur ; désormais les itinéraires se croisent dans tous les sens ; des navires dont la vitesse et le tonnage augmentent d'années en années en vertu des lois mêmes de la concurrence commerciale y circulent jour et nuit ; des parages peu fréquentés jadis à cause des vents ou des brumes qui y règnent continuellement, sont le théâtre d'un trafic des plus actifs, parce qu'ils se trouvent sur les lignes de moindre distance ; toutes les conditions, en un mot, se réunissent pour rendre plus périlleuse la pratique des professions maritimes. — Des sinistres presque journaliers viennent rappeler, à chaque instant, le danger ; il ne s'écoule pas de semaine où l'on n'ait à enregistrer des catastrophes dans lesquelles la mer engloutit à la fois, avec de trop nombreuses victimes, la fortune des armateurs et les espérances du commerce.

Cette situation, dont nous n'exagérons pas la peinture, comme le prouvent des désastres malheureusement trop récents, cette situation ne peut que s'aggraver. Chaque type de navire construit par les grandes compagnies de navigation est immédiatement remplacé par un type plus puissant, plus rapide, construit par une compagnie rivale. La compagnie transatlantique, par exemple, avait à peine terminé l'armement de la *Normandie*, qu'elle meltait en chantier la *Champagne* et la *Bretagne* d'un modèle bien plus grand, et voilà, qu'au dire des journaux maritimes, les constructeurs anglais vont établir des navires dont la vitesse sera double de celle de nos plus rapides paquebots.

Où s'arrêtera-t-on dans cette voie ? Nul ne peut le prédire, dans un siècle où les applications industrielles de la science ont produit tant de prodiges ; or, inévitablement, avec la vitesse et le tonnage, augmentent les chances de collision et la gravité des catastrophes.

Déjà, en 1862, en 1873, en 1879 et en 1884, la réglementation de 1858 a dû être améliorée. — D'accord avec M. Riodel, les pétitionnaires pensent que le moment est venu où une réforme nouvelle doit être entreprise, et ils estiment qu'elle doit porter sur les points suivants :

1° Déterminer et rendre obligatoires certains itinéraires dans les parages très fréquentés où les sinistres sont habituels, tels que les routes transatlantiques, la Manche, les estuaires où se trouvent les grands ports ;

2° Imposer dans ces parages, réputés dangereux, des limites de vitesse qui, étant les mêmes pour tous, ne modifieraient pas les conditions de la concurrence ;

3° Améliorer les dispositions adoptées pour l'éclairage des navires, en augmentant la portée des feux ou même en en changeant la nature ;

4° Exercer avec l'aide des navires de guerre une surveillance constante sur

toutes les mers, mais principalement dans les parages dangereux afin d'imposer la stricte observation des règlements ;

3° Enfin, soumettre les contestations que soulèvent les abordages à un tribunal international seul capable d'apprécier avec une impartialité absolue les responsabilités encourues,

Nous allons examiner rapidement les arguments invoqués à l'appui de ces diverses propositions.

1° Déterminer et rendre obligatoires certains itinéraires, c'est appliquer à la navigation une règle depuis longtemps en vigueur pour la circulation sur terre ; dans les passages trop étroits ou facilement encombrés, n'oblige-t-on pas, en effet, les voitures à suivre, dans chaque sens, un côté différent de la chaussée ? N'est-ce point encore ce qui se pratique sur les chemins de fer à grand trafic, où il existe une voie montante et une voie descendante ? Aujourd'hui, quand la recherche des moindres distances a rendu la mer trop étroite pour ainsi dire, toute la navigation à vapeur s'entassant sur les mêmes routes, la prudence la plus élémentaire semble indiquer la nécessité de mesures analogues à celles auxquelles a donné lieu la circulation terrestre, et grâce aux moyens de direction dont disposent les navires de nos jours, une telle réglementation n'est pas plus difficile à appliquer sur mer que sur terre.

2° Imposer dans les parages dangereux des vitesses maxima. — Ce sera le cas qui se produira aux abords des grands ports, ou bien lorsque deux itinéraires déterminés se croiseront, ou bien encore lorsque la brume empêchera les signaux optiques d'être perçus, les signaux acoustiques occasionnant de fréquentes erreurs.

Les comparaisons et les explications présentées dans le paragraphe précédent, s'appliquent encore à celui-ci et la réalisation de cette mesure présenterait encore moins de difficulté, puisque la vitesse de tous les navires étant diminuée et ramenée à une limite déterminée, il n'en résulterait pour aucun des concurrents ni avantage, ni inconvénient.

3° Améliorer ou modifier l'éclairage. — Depuis 1862, les navires à vapeur sont tenus à s'éclairer pendant la nuit au moyen de trois feux ou fanaux. Un feu blanc d'une portée de cinq milles fixé à six mètres au moins au-dessus du pont, sur le mât d'avant ou mât de misaine. A tribord, c'est-à-dire à droite dans le sens de la marche, un feu vert ; à babord, c'est-à-dire à gauche, un feu rouge : ces deux feux de couleur n'ayant qu'une portée de deux milles. Enfin, lorsqu'un remorqueur entraîne une chaîne de bâtiments, ceux-ci ne portent que les feux de couleur et le remorqueur, au lieu d'un feu blanc seulement, en allume deux superposés en haut de son mât de misaine.

Les reproches que les pétitionnaires font à ces dispositions sont les suivants : trop faible portée des feux ; en effet, deux navires marchant l'un sur l'autre, avec les vitesses actuelles, franchiront si rapidement la distance qui les sépare lorsqu'ils auront reconnu le sens de leur marche qu'ils n'auront souvent pas le temps de manœuvrer pour s'éviter ; inconvénient des feux de couleur : cet inconvénient résulte surtout de l'affection connue sous le nom de daltonisme et qui empêche de distinguer les couleurs complémentaires ; les cas en sont relativement fréquents et les malades qui en sont atteints ne font pas la différence entre le rouge et le vert ; les erreurs résultant de cette disposition anormale de la vue ont été souvent la cause de collisions en mer ; enfin, nécessité d'éclairer une chaîne de bâtiments remorqués de telle façon que la position de chacun de ces bâtiments soit facile à préciser, en même temps qu'un signe spécial indiquera l'impossibilité où il se trouve de manœuvrer.

4° L'utilité d'une surveillance sur mer est trop évidente pour qu'il y ait lieu de la démontrer. Sur terre, les règlements de police relatifs à la circulation des voitures ne sont appliquées que parce que des agents relèvent les contraventions dont ensuite les tribunaux poursuivent la répression. — Des mesures analogues doivent nécessairement être appliquées à la circulation sur les grandes routes maritimes, et cela serait très facile à obtenir, si l'on voulait y employer quelques petits navires des marines militaires.

5° Enfin, soumettre les contestations qui résultent d'abordages à un tribunal international, serait soustraire la marine entière à l'arbitraire des tribunaux anglais, les seuls compétents dans la plupart des cas avec la législation actuelle. — En effet, la grande étendue des possessions coloniales anglaises oblige le plus souvent le navire abordé à se réfugier dans un port anglais, parce que c'est le port le plus voisin et dès lors, conformément à la législation internationale, les questions juridiques qui se rattachent au sinistre sont soumises à la juridiction anglaise, c'est-à-dire au tribunal de *Trinity house*, siégeant à Londres ; or, comme trop souvent, l'un des navires engagés dans une collision est anglais, grâce au trafic maritime plus considérable de nos voisins et à l'imprudence plus grande de leurs capitaines, les décisions de ce tribunal sont fréquemment d'une déplorable partialité.

A cette situation, les pétitionnaires demandent qu'il soit remédié par la création d'un conseil international formé de juges expérimentés, appartenant à toutes les nations qui auraient pris part à l'acte international que l'on sollicite. — Cette disposition, pensent-ils, assurerait des garanties sévères aux intéressés.

Telles sont, en résumé, les réformes que sollicitent les nombreux pétitionnaires dont nous avons eu à examiner les réclamations et, pour montrer la portée du mouvement créé par M. le commandant Riondel, nous avons cru devoir joindre au dossier les délibérations suivantes prises par les diverses sociétés savantes ou commerciales qui toutes donnent leur approbation aux modifications qui sont soumises à la Chambre et dont elles proclament la nécessité urgente :

Conseil municipal de Rochefort ;  
Chambre de commerce de Saint-Nazaire ;  
Chambre de commerce de Rouen ;  
Chambre de commerce de Dunkerque ;  
Chambre de commerce de Dieppe ;  
Chambre de commerce de Calais ;  
Société de géographie commerciale de Bordeaux ;  
Société de géographie de Rochefort.

En présence d'une si imposante manifestation, à laquelle, on peut le dire, s'est associée, par ses organes les plus autorisés, toute la population maritime de notre littoral, la commission a pensé qu'il y avait lieu d'appeler très particulièrement l'attention de la Chambre sur cette grave question.

Il s'agit ici des intérêts les plus sacrés : la vie humaine, exposée journellement par l'insuffisance d'une législation surannée ou du moins considérée comme telle par des hommes éminemment compétents ; la sécurité du commerce, chaque jour plus menacée, une partie de la fortune publique, livrée inutilement à des périls croissants d'année en année, voilà à quoi l'on vous demande de porter remède.

Il n'appartient pas à la commission de se prononcer sur la valeur des réformes proposées ; mais elle pense qu'elles ne sauraient être rejetées sans avoir préalablement été examinées. Si cette étude permet de constater leur nécessité et leur efficacité, le Gouvernement, nous n'en doutons pas, considérera que l'honneur de la France lui impose le devoir d'en poursuivre la réalisation en provoquant des conférences internationales qui seules peuvent amener l'adoption d'une législation nouvelle.

La commission propose donc le renvoi du dossier de ces pétitions aux ministres de la marine, du commerce et, ultérieurement, s'il y a lieu, au ministre des affaires étrangères. (Renvoi aux ministres de la marine, du commerce et des affaires étrangères.)

## GRANDE-BRETAGNE

## Questions diverses.

**CHAMBRE DES COMMUNES (Séance du 5 Juillet).** — Sir J. Fergusson déclare que, dans le cas où la convention anglo-turque échouerait, aucun autre arrangement ne sera conclu. En tout cas, il n'existe pas de note secrète modifiant le sens de la convention ou endossant à l'Angleterre une obligation quelconque. Quoique le délai déjà prolongé pour la ratification soit écoulé, l'Angleterre désire ardemment exécuter ses intentions vis-à-vis du Sultan et des puissances et ne repousserait nullement la ratification, si celle-ci était offerte avant le départ de sir H. D.-Wolff, départ qui aura lieu certainement dans quelques jours.

Sir H. Fergusson déclare que récemment la France a reconnu formellement le protectorat de la Grande-Bretagne sur Dongarita.

En ce qui concerne la convention relative à la vente des spiritueux dans les ports de la mer du Nord, on attend les communications des Pays-Bas qui arriveront aussitôt que le gouvernement néerlandais connaîtra les vues de la Belgique, du Danemark et de la France sur les modifications qui ont été proposées par l'Allemagne et auxquelles l'Angleterre s'est déjà ralliée.

**Séance du 7 Juillet.** — Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, interrogé encore par M. Bryce, a répondu que l'article 31 du traité conclu le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne, et l'article 22 du traité conclu le 12 juillet 1883 entre l'Espagne et l'Allemagne, assurent à la France et à l'Allemagne, dans les colonies espagnoles, le traitement de la nation la plus favorisée, tandis que d'autres articles accordent à ces deux nations ce même traitement en Espagne. Ces stipulations ont été étendues à l'Angleterre par la convention signée avec l'Espagne le 26 avril 1886. En outre, l'Angleterre a obtenu à diverses reprises du gouvernement espagnol l'assurance que l'Angleterre recevra dans les colonies le traitement accordé aux Etats-Unis. Il n'a jamais été question d'accorder aux Etats-Unis, dans la Péninsule, un traitement plus favorable qu'aux autres nations.

**Séance du 15 Juillet.** — A l'occasion de la discussion des crédits du budget civil, M. Bryce, libéral, dit que la prolongation du séjour de sir H. D.-Wolff à Constantinople porte atteinte à l'honneur et à la dignité de l'Angleterre.

Sir J. Fergusson repousse ce reproche. Il n'a pas reçu avis que la convention anglo-turque ait été ratifiée par le Sultan ; si elle ne l'est pas, sir H. D.-Wolff partira ce soir même.

Sir J. Fergusson ajoute : « Il ne faut pas attacher une trop grande importance à la convention. Elle a été inspirée par notre sincère désir de remplir nos engagements internationaux et de faire aux autres puissances des concessions compatibles avec nos devoirs. Ces devoirs, nous devons les remplir. Que la convention soit ratifiée ou qu'elle ne le soit pas, l'évacuation par nos troupes n'en sera ni avancée ni retardée. »

(Le Sultan n'ayant pas ratifié la Convention, sir H. D.-Wolff a effectivement quitté Constantinople le 16 juillet.)

**Séance du 19 Juillet.** — Sir J. Fergusson déclare que les négociations concernant la ratification de la convention anglo-turque, relative à l'Egypte, sont actuellement suspendues et qu'il n'est pas probable qu'elles soient reprises prochainement.

Sir H. D.-Wolff n'a pas eu à remettre à la Reine la convention définitive, puisqu'il n'y a pas eu ratification de la part du Sultan. En conséquence, il n'y a

pas lieu pour l'Angleterre de retirer le projet de convention, frappé naturellement de caducité par le seul fait que les ratifications n'ont pas été échangées.

En ce qui concerne l'élection du prince de Saxe-Cobourg au trône de Bulgarie, les puissances signataires du traité de Berlin n'ont pas à approuver l'élection, tant qu'elle n'aura pas reçu la sanction préalable du Sultan.

*Séance du 22 juillet.* — Sir James Fergusson, répondant à M. Bryce, a dit qu'il avait reçu du commissaire anglais à Honolulu un télégramme lui annonçant qu'un mouvement populaire a eu lieu le 30 juin dernier, dans le but de renverser le ministère et de modifier la constitution.

Le roi, après avoir pris conseil des représentants de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis et du Portugal, a fait droit aux réclamations populaires.

La constitution de la nouvelle administration n'a entraîné aucun désordre. L'ancien ministre a été arrêté, sous l'inculpation de détournements de propriétés publiques.

En prévision de troubles éventuels, le commissaire anglais, a ajouté sir James Fergusson, a demandé à l'amiral commandant la station du Pacifique, de venir protéger ses nationaux. Deux vaisseaux seront bientôt à Honolulu. Un navire américain est déjà arrivé.

*CHAMBRE DES LORDS (Séance du 25 juillet).* — Le marquis de Bristol a appelé l'attention sur la question de l'arbitrage international. Il a proposé une résolution déclarant désirable la formation d'un tribunal international auquel seraient renvoyées toutes les difficultés internationales.

Lord Salisbury a répondu que tout le monde doit certainement être sympathique au but visé par le marquis de Bristol. Mais, a dit ensuite le chef du cabinet, si l'on doit vivement désirer de voir les horreurs de la guerre empêchées par l'établissement d'un tribunal international, la réalisation de ce dernier paraît fort éloignée, plus éloignée même que dans ces dernières années. Aucune des personnes en mesure d'observer les difficultés croissantes sur le continent et les tendances des différents Etats ne saurait dire que l'esprit de paix augmente ou que les chances d'éviter la guerre diminuent. Je ne crois pas que l'on puisse espérer, pour le moment, l'établissement d'un tribunal international. Il n'existe pas de législature pour faire les lois qui devraient le régir et il n'existe pas d'autorité pour exécuter ses décrets.

Après cette déclaration de lord Salisbury, le marquis de Bristol a retiré sa motion.

*Séance du 29 juillet.* — Lord Napier de Magdala a demandé s'il était exact que le gouvernement de la Reine avait l'intention d'offrir sa médiation entre l'Italie et l'Abyssinie.

Lord Salisbury a répondu que le gouvernement a entretenu de bonnes relations avec le Négus et que le cabinet n'a aucun sujet de plainte à élever contre ce dernier. D'autre part, l'amitié de l'Angleterre et de l'Italie date de loin et remonte à l'origine du royaume d'Italie; on ne se souvient pas que, depuis cette époque, aucun nuage se soit élevé entre ces deux puissances.

Dans cette situation, a dit le chef du cabinet, l'Angleterre verrait avec douleur surgir des événements pouvant jeter l'Italie et l'Abyssinie dans une guerre sanguinaire.

L'Italie sait bien que, s'il est possible de maintenir la paix, l'Angleterre saisira avec joie l'occasion de lui prêter son concours. Au surplus, l'offre d'une médiation n'est possible que si l'on est assuré que la puissance à laquelle on veut la faire accepter.

Lord Salisbury a ajouté que l'Angleterre emploiera tous ses efforts pour le maintien de la paix entre l'Italie et l'Abyssinie.

On a distribué au Parlement anglais un Livre bleu contenant la correspondance échangée entre les cabinets de Londres et de Paris, au sujet de la participation de l'Angleterre à l'Exposition universelle de 1889.

Le premier document de ce Livre bleu date du mois de novembre 1884 ; lord Lyons communique au cabinet anglais le décret du Président de la République française fixant l'ouverture, à Paris, d'une Exposition universelle au 5 mai 1889. Lord Lyons appelle en même temps l'attention de son gouvernement sur le fait que, d'après le rapport ministériel qui précède le décret du président, l'année 1889 a été choisie pour l'Exposition, surtout à cause de sa coïncidence avec le centenaire de la Révolution française de 1789.

Au mois de février 1886, le chef du Foreign-Office pose à lord Lyons, d'une façon catégorique, cette question : « L'Exposition projetée a-t-elle pour but de célébrer la Révolution de 1789 ? »

L'ambassadeur anglais répond en reproduisant la partie du rapport ministériel qui a trait à cette question et qui contient le passage suivant : « Cette date (de 1889) semblait, en effet, indiquée par la périodicité de onze à douze ans qui s'était établie entre les dernières Expositions. Elle l'était bien plus encore parce qu'elle devait coïncider avec le centenaire d'une hégire chère au patriotisme français. »

Au mois de juillet 1886, lord Lyons communique à son gouvernement la loi relative à l'Exposition universelle de 1889 qui venait d'être votée par les Chambres et les décrets relatifs à son organisation, et, le 21 mars 1887, M. Waddington écrivait en ces termes à lord Salisbury pour lui demander la réponse du gouvernement anglais :

« Mon gouvernement me charge de notifier au gouvernement de la Reine l'ouverture de cette Exposition, en faisant appel à sa coopération. Il attacherait un prix tout particulier à ce que la Grande-Bretagne, et avec elle toutes ses colonies, y participassent largement ; de leur concours si précieux dépend, en effet, pour une grande part, le succès de cette œuvre de paix et de travail.

« Au cas où l'intervention officielle du gouvernement de la Reine ne pourrait être accordée, l'assurance de son appui officieux en vue de donner aux documents relatifs à l'Exposition toute la publicité désirable et de garantir à ses nationaux toutes facilités, notamment en matière de transports et de règlements douaniers, serait accueillie avec satisfaction par le gouvernement français. »

Le marquis de Salisbury répondit, le 28 mars, que la question allait être soigneusement examinée, et, le 6 mai, il donnait à M. Waddington la réponse définitive suivante :

Foreign-Office, 6 mai 1887.

« Monsieur l'Ambassadeur,

« En me référant à ma lettre du 28 mars, j'ai aujourd'hui l'honneur d'informer Votre Excellence que le gouvernement de la Reine n'a pas l'intention de profiter de l'invitation que le gouvernement français a bien voulu lui adresser de participer officiellement à l'Exposition internationale qui doit avoir lieu à Paris en 1889.

« En vous faisant cette communication, Monsieur l'Ambassadeur, je puis vous assurer, et vous prie de vouloir bien transmettre cette assurance au gouvernement français, que le gouvernement de la Reine sera très heureux d'octroyer toutes facilités aux exposants qui désireraient envoyer leurs produits ou contribuer, sous d'autres rapports, à l'œuvre projetée.

« Agréé, etc.

SALISBURY. »

Le 18 juillet, le gouvernement anglais a fait distribuer à la Chambre des Communes un Livre bleu contenant la correspondance diplomatique relative aux affaires de l'Égypte, du 4 novembre 1886 au 17 juin 1887.

Le recueil commence par une note verbale du Foreign-Office à Rustem Pacha. Dans cette note, l'Angleterre déclare qu'elle n'a aucun désir de prolonger son

occupation au-delà du temps nécessaire; mais elle ne peut pas fixer de date tant que les conditions connues n'aurent pas été garanties. La note spécifie alors ces conditions à inscrire dans l'arrangement avec la Porte, et les concessions à faire aux puissances particulièrement intéressées dans la question.

Une dépêche de Saïd Pacha à Rustem Pacha objecte, au sujet de l'idée de négocier avec les puissances, que la question n'est pendante qu'entre la Porte et l'Angleterre. Elle ajoute que, aussitôt après l'évacuation, le Khédive soumettrait ses projets de réforme à la Porte, qui se concerterait avec les Puissances.

Une dépêche de lord Salisbury du 15 janvier contient des instructions à sir Henry Drummond Wolff sur sa mission à Constantinople. Il y est dit que le but des puissances, aussi bien que celui de l'Angleterre, est la neutralisation de l'Egypte, mais avec les réserves nécessaires pour assurer à l'Angleterre le bénéfice d'une situation créée par ses sacrifices. L'Angleterre doit conserver le droit d'intervenir en cas de désordres; elle n'en userait toutefois que dans le cas d'une nécessité impérieuse.

Dans la dépêche suivante, la Porte cherche à subordonner la fixation de la date d'évacuation aux négociations des puissances; elle s'oppose aussi à la réoccupation en cas de troubles. La Porte ne croit pas que les puissances consentiraient à modifier les Capitulations. Elle demanda d'abord de fixer à un an le délai d'évacuation et de remplacer les officiers anglais par des officiers turcs.

D'autres dépêches traitent de la neutralisation, pour laquelle la Porte paraissait mieux disposée, ainsi que de l'importance de l'armée égyptienne après l'évacuation.

Sir Henry Drummond Wolff fixe à 10.000 hommes le chiffre de cette armée, que la Porte voulait porter à 12.000. Le Soltan craignait le mot « neutralisation ». Sir Henry Drummond Wolff lui substitua une phrase sur la sûreté territoriale, demandée par Abdul-Hamid.

La Porte s'opposait au maintien des pouvoirs du conseiller financier auprès du gouvernement égyptien.

Les dernières dépêches de sir Henry Drummond Wolff mettent en lumière les rigueurs que le système financier et le service des intérêts de la Dette infligent au peuple égyptien.

Un *Livre bleu* contient les procès-verbaux de la Conférence coloniale qui s'est tenue à Londres au printemps dernier. La question qui intéresse le plus la politique extérieure est celle des *Nouvelles-Hébrides*.

M. Service, délégué pour l'Australie, parlant des Nouvelles-Hébrides, avait demandé ce que devrait faire l'Australie, si la France se montrait disposée à prendre d'autres groupes d'îles dans le Pacifique. Sir Henry Holland, au nom du gouvernement, s'est borné à dire qu'il ne pouvait discuter cette question, ni donner de plus amples explications à ce sujet et il s'en référait, en ce qui concernait spécialement les Nouvelles-Hébrides, à un résumé de la négociation qui était en cours avec la France.

Voici la traduction de ce résumé :

« En janvier 1878, l'ambassadeur de France auprès de cette cour attira l'attention du secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères sur certains articles parus quelque temps auparavant dans la presse d'Australie, demandant l'annexion des Nouvelles-Hébrides à la couronne d'Angleterre, en vue de prévenir toute action du gouvernement français dans ces parages.

« Le comte d'Harcourt disait que, sans attacher grande importance à ce mouvement, son gouvernement se croyait tenu de déclarer qu'il n'avait pas l'intention de rien entreprendre contre l'indépendance de ce groupe et il ajoutait qu'il serait heureux d'apprendre que le gouvernement de Sa Majesté était également disposé à en respecter l'indépendance.

« La réponse du gouvernement de Sa Majesté faisait savoir qu'il n'avait pas l'intention de proposer au Parlement des mesures qui pourraient changer quoi que ce fût à l'indépendance dont jouissait le groupe.

« Cette correspondance fut envoyée aux gouverneurs des colonies australiennes, et forma l'entente (à laquelle on s'est référé souvent et qu'un échange de notes verbales a renouvelées en 1883), sur laquelle s'est appuyé le gouvernement de Sa Majesté, toutes les fois que des appréhensions se sont élevées en Australie ou ailleurs, touchant l'attitude de la presse coloniale française ou les mouvements des vaisseaux de guerre français.

« En janvier 1886, le gouvernement français demanda si le gouvernement de Sa Majesté consentirait à renoncer à s'opposer à l'établissement de la domination française aux Nouvelles-Hébrides, si le gouvernement français s'engageait à ne plus déporter de condamnés dans le Pacifique. Ayant égard aux énergiques protestations des colonies australiennes contre la transportation, le gouvernement de Sa Majesté estima que cette proposition méritait d'être prise en sérieuse considération, spécialement si le gouvernement français consentait à la cession de l'île de Rapa; mais en présence des assurances répétées données aux colonies que l'entente de 1878 serait maintenue par les deux gouvernements, le gouvernement de Sa Majesté se considéra comme forcé de ne pas discuter une telle proposition sans avoir consulté les gouvernements coloniaux. Les colonies furent consultées et firent des objections si graves à la proposition, qu'on se décida à la rejeter.

« En juin 1886, le gouvernement de Sa Majesté reçut des télégrammes d'Australie annonçant que des vaisseaux français se dirigeaient de la Nouvelle-Calédonie sur les Nouvelles-Hébrides avec des troupes, des provisions et des matériaux pour construire des baraques.

« On en référa au gouvernement français, et M. de Freycinet répondit que des outrages ayant été commis par des indigènes des Nouvelles-Hébrides sur des sujets français engagés par une Compagnie française qui avait demandé la protection des troupes de la Nouvelle-Calédonie, il avait été nécessaire d'envoyer des vaisseaux avec des troupes. Elles devaient occuper les localités où les Français étaient en danger et, s'il était nécessaire, y demeurer jusqu'à ce que tout danger eût disparu et que la tranquillité fût rétablie. C'était l'explication qui avait été télégraphiée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie au ministre de la marine française.

« M. de Freycinet ajoutait qu'un poste temporaire serait peut-être installé jusqu'à ce que le calme soit rétabli, mais que les mesures prises n'avaient aucune signification politique; il disait de plus qu'il n'était pas question d'occuper les Nouvelles-Hébrides et qu'on n'avait pas l'intention de s'écarter des obligations contractées par la France envers la Grande-Bretagne en ce qui concernait l'indépendance du groupe.

« Un télégramme du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie était envoyé de Sydney, le 15 juillet 1886, au ministère français de la marine qui donnait la liste des agents de la Compagnie française tués par les indigènes des Nouvelles-Hébrides : 4 en 1882, 2 en 1883, 3 en 1884, 7 en 1885, 2 en 1886; au total 15.

« En outre, d'autres personnes avaient été attaquées ou blessées.

« Le gouvernement de Sa Majesté, tout en étant bien convaincu de l'importance qu'il y a à maintenir intégralement l'entente de 1878, ne pouvait à aucun titre s'opposer à une action du gouvernement français en vue de protéger les troupes françaises ou leurs intérêts aux Nouvelles-Hébrides, ni marquer le moment où les corps français devraient les évacuer, et il ne jugeait ni nécessaire ni désirable d'envoyer dans le groupe d'îles des détachements correspondants de troupes anglaises, en présence des assurances répétées du gouvernement français qu'il n'avait ni le désir, ni l'intention d'enfreindre l'entente. Il sentit pourtant qu'il était bon que les intérêts britanniques fussent maintenus concurremment avec les intérêts français aux Nouvelles-Hébrides; aussi, l'autourne dernier, il proposa qu'une commission navale franco-anglaise fût nommée pour la protection des sujets français et anglais.

« Cette proposition fut acceptée par le gouvernement français, qui demanda

que l'évacuation des îles par les troupes françaises n'ait lieu que moyennant l'approbation par les deux gouvernements des règlements prescrits à la commission navale.

Des bases d'accommodement écrites furent expédiées en octobre par le gouvernement de Sa Majesté, pour être soumises au gouvernement français, et le 1<sup>er</sup> novembre le gouvernement français communiqua ses contre-propositions qui furent considérées par le gouvernement de Sa Majesté comme pouvant être en partie acceptées. La réponse fut faite à l'ambassadeur de France le 26 novembre, et pendant assez longtemps on ne reçut à cet égard aucune communication du gouvernement français, empêché par des événements de politique intérieure. Une dépêche fut adressée par lord Salisbury à lord Lyons, le 19 février, exprimant son regret de n'avoir pas reçu de réponse, malgré l'attitude amicale qu'avait prise le gouvernement de Sa Majesté, et demandant de hâter cette réponse.

« Le gouvernement français répliqua qu'il allait envoyer sa réponse au premier jour.

« Lord Lyons a donc fait savoir, dans une dépêche du 9 mars, que M. Flourens l'avait informé qu'il avait examiné l'arrangement proposé et qu'il était sur le point d'envoyer à cet égard ses instructions à l'ambassadeur de France à Londres. Lord Lyons a demandé instamment qu'il n'y ait pas de retard de la part du gouvernement français. »

23 avril 1887.

Les instructions reçues par M. Waddington et la suite des négociations n'ont pas été publiées ; il n'en a été rien dit d'officiel à la conférence coloniale, et sir Henry Holland a eu soin d'avertir que toute nouvelle donnée par les journaux dans l'affaire des Nouvelles-Hébrides serait regrettable d'abord, et ensuite forcément incomplète.

## ITALIE

*Séance du 7 juillet.* — Le Sénat a discuté le crédit de vingt millions pour l'expédition d'Afrique.

M. de Robilant, ex-ministre des affaires étrangères croit de son devoir d'exposer au Sénat les principes qui ont guidé son administration dans les événements d'Afrique.

Il déclare qu'il n'a pas été favorable à l'occupation d'Assab et de Massouah ; il manifesta son opinion à cet égard, comme sa situation lui permettait de le faire, et il refusa un portefeuille pour ce motif au printemps de 1885.

L'orateur donne des explications détaillées sur la mission du général Pozzolini auprès du Négus. L'Italie désirerait entretenir des rapports amicaux avec l'Abyssinie ; mais les faits ont prouvé que le Négus ne voulait pas la paix. M. de Robilant acquit la conviction que le général Pozzolini ne reviendrait pas de sa mission et que l'Italie serait alors obligée de faire une expédition au cœur de l'Abyssinie. Convaincu qu'il n'y avait rien à espérer de l'Abyssinie, M. de Robilant prescrivit au général Gené une attitude ferme et prudente. L'expédition de l'ingénieur Salimbeni offrit au Négus l'occasion qui lui avait échappé avec le général Pozzolini.

Personne ne voudrait provoquer le rappel des troupes de Massouah ; l'opinion publique y est opposée. L'Abyssinie ne prétend pas avoir Massouah ; mais elle voudrait que les environs de ce poste fussent occupés par des tribus amies. Dans ces conditions, il n'est pas permis d'espérer la paix avec elle ; il faut donc rester à Massouah, forts et redoutés, mais sans parler d'une revanche, qui n'est pas nécessaire pour l'honneur de l'Italie.

M. de Robilant doute que vingt millions suffisent ; mais le peu d'importance du crédit demandé lui fait espérer que le gouvernement ne veut pas étendre

son action. Il conclut en souhaitant que l'Italie, en cas de complications européennes, ne se trouve pas engagée dans une guerre en Afrique.

M. Corte combat le crédit. Une action même limitée peut entraîner l'Italie dans une guerre. Aussi serait-il suffisant de voter les vingt millions dans quelques mois. M. Corte présente en conséquence un ordre du jour tendant à l'ajournement du crédit.

Cet ordre du jour est rejeté.

MM. Massarini et Errante parlent en faveur du projet.

Après eux, le ministre de la guerre déclare que le crédit de vingt millions suffira, à moins d'événements imprévus, pour atteindre le but que le gouvernement se propose.

Le ministre conclut en disant que les conditions générales de l'Europe ne permettent pas les entreprises dont les conséquences n'ont pas été longuement pesées.

Le gouvernement, qui a connaissance de sa responsabilité et des engagements qu'il a pris en Europe, sera très prudent. Il demande au Sénat d'imiter la Chambre des députés et de lui témoigner sa confiance à une grande majorité.

M. Corte déclare qu'en présence des déclarations du gouvernement, il aurait retiré son ordre du jour, si le Sénat n'avait déjà exprimé un vote à son sujet. Il ajoute qu'il votera le crédit.

M. Pierantoni parle dans le même sens.

M. Crispi expose les précédents et comment l'Angleterre amena l'occupation de Massouah. Il ne redira pas les motifs de cette occupation ; il lui suffira de rappeler que les conditions du Soudan faisaient désirer cette position par d'autres nations et que la notification du blocus d'Abyssinie fût admise par toutes les nations.

— Dans la séance du 8 juillet, le Sénat a voté le crédit par 79 voix contre 12.

## SAINT-SIÈGE

Le 23 mai le Pape a tenu un Consistoire, dans lequel il a prononcé l'allocution suivante :

Vénérables Frères,

Avant de combler aujourd'hui par de nouveaux choix les vides qui se sont produits dans l'épiscopat et dans le Sacré-Collège, Nous voulons prendre la parole un instant principalement pour vous entretenir d'un sujet qui vous est sans doute bien connu, mais dont il vous plaira, croyons-nous, d'entendre traiter à cause de sa très grande importance, en ce lieu et de Notre bouche. Il s'agit de ce qui a été fait dans ces derniers temps, pour rendre meilleure la situation du catholicisme en Prusse. Grâce à Dieu, cette longue et difficile affaire a été réglée ; Nous y avons donné tous nos soins et, laissant de côté toute considération secondaire, Nous avons eu, comme il convenait, pour suprême loi le salut des âmes.

Vous n'ignorez pas où en étaient les choses depuis déjà de nombreuses années ; bien souvent vous avez amèrement déploré avec Nous que les Eglises fussent laissées sans évêques et les paroisses sans curés ; que la liberté du culte fût amoindrie ; que les séminaires fussent interdits ; que le manque de prêtres, qui en résultait nécessairement, fût tel que plusieurs de nos Frères dans l'épiscopat n'eussent pas le moyen de pourvoir aux fonctions du service divin et à l'administration des sacrements.

Notre angoisse était d'autant plus grande devant la gravité de ces maux que Nous ne pouvions, à Nous seul, ni les guérir ni y apporter le soulagement, sur-tout Notre pouvoir se trouvant entravé de mille façons.

Nous primes donc la résolution d'aller chercher le remède là où il était, et cela avec d'autant plus de confiance que Nous savions devoir trouver de sincères et utiles auxiliaires non-seulement dans les évêques, mais aussi dans les députés catholiques, ces hommes si constants dans la défense de la meilleure des causes, et dont la persévérance et l'union ont rendu de si grands services et lui en promettent de pareils pour l'avenir. Nos intentions et Nos espérances furent encore puissamment encouragées par la certitude que Nous avions de l'esprit d'équité et du désir de pacification qui animaient l'auguste empereur d'Allemagne et son gouvernement.

Aussi les moyens de remédier aux maux les plus graves furent d'abord mûrement étudiés ; l'accord se fit ensuite peu à peu sur divers points ; enfin, la nouvelle législation qui, vous le savez, vient d'être adoptée, a totalement abrogé une partie des lois primitives et grandement mitigé le reste. Il est certain que la lutte si âpre qui a affligé l'Eglise n'a pas été moins funeste à l'Etat, a pris fin. Nous Nous réjouissons d'avoir obtenu, à force de soins, et aidé de vos conseils, ces résultats, et Nous rendons à Dieu consolateur et appui de son Eglise de justes et particulières actions de grâces.

Que s'il reste encore, sur plusieurs points, à satisfaire les vœux légitimes des catholiques, il faut se souvenir que les résultats acquis sont plus nombreux et beaucoup plus importants. Le principal est que le pouvoir du Pontife romain, dans l'administration de l'Eglise, n'est plus considéré, en Prusse, comme un pouvoir étranger, et qu'il a été pourvu à son plein et libre exercice dorénavant. Et vous comprenez, Vénérables Frères, qu'il n'est pas d'une moindre conséquence que les évêques aient recouvré leur liberté pour la gestion des affaires de leurs diocèses ; que les séminaires aient été rétablis ; que plusieurs ordres religieux aient été relevés de la proscription. Pour le reste, Nous poursuivons l'accomplissement de Notre tâche, et, connaissant la volonté de l'auguste Souverain, comme aussi les dispositions de ses ministres, Nous avons de bonnes raisons de vouloir que les catholiques de ce pays prennent courage et confiance ; car Nous ne désespérons pas de voir la situation s'améliorer.

C'est également une satisfaction pour nous de jeter Nos regards sur les autres parties de l'Allemagne. Nous avons, en effet, des motifs d'espérer sérieusement qu'en dehors même des frontières de la Prusse, les catholiques vont être traités avec plus d'équité. Cet espoir est fortifié par les dispositions qu'a tout récemment témoignées le grand-duc de Hesse-Darmstadt, qui, ces derniers jours, Nous a délégué un représentant pour examiner la question d'une revision des lois de sa principauté dans le sens de la liberté de l'Eglise catholique. Il est à peine besoin de dire combien cette démarche répondait à Nos propres vœux et à Nos aspirations ; car Nous ne désirons rien si ardemment que d'obtenir de la divine Providence assez de prolongation de vie et assez de force dans Notre administration pour que Nous puissions voir le catholicisme jouir d'une paix parfaite dans l'Allemagne entière et progresser sans entraves dans son action salutaire, sûr de son droit et sous la protection des lois.

Mais Nos préoccupations ne s'arrêtent pas aux limites de l'Allemagne. Partout où l'autorité du Pontife romain est reconnue, s'étendent Notre sollicitude, Nos soins et Notre vigilance ; et, sans distinction de pays ni de race, Notre charité embrasse d'un amour égal, comme c'est notre devoir, tous ceux qu'unit la Foi catholique. Sous l'impulsion de cette charité, Nous Nous efforçons d'améliorer la condition des catholiques dans d'autres pays encore que ceux dont il vient d'être fait mention. Il faut prier Dieu avec ferveur pour que spécialement, dans les affaires en cours, il daigne nous accorder un heureux succès.

Ce désir de pacification dont Nous sommes animés envers tous les peuples, puisse-t-il, dans la mesure où Nous devons Nous y attacher, profiter à l'Italie, que Dieu a si étroitement unie par un lien nécessaire au Pontificat romain, et que la nature même nous rend si chère ! Comme Nous l'avons fréquemment

déclaré, Nous souhaitons depuis longtemps et avec ardeur que dans l'Italie tout entière les esprits jouissent d'une paix assurée et que disparaisse ce funeste antagonisme avec le Pontificat romain ; mais sans que ce soit au détriment de la justice et de la dignité du Siège Apostolique, qui sont violées moins par l'hostilité du peuple que par la conjuration des sectes principalement. Il faut donc, comme achèvement vers la concorde, établir un état de choses où le Pontife romain ne soit dans la dépendance d'aucun pouvoir et jouisse d'une liberté absolue et vraiment digne de ce nom, comme le réclament les droits de tous. Non-seulement, si l'on veut apprécier sagement la question, il n'en résulterait aucun dommage pour les intérêts de l'Italie, mais ce pays y trouverait un puissant secours pour son salut et sa prospérité.

Cela dit, Nous avons décrété de conférer les honneurs de votre Collègue à deux hommes dont les vertus et les mérites vous sont connus : Louis Pallotti, auditeur de Notre Chambre apostolique, qui, dans des emplois divers, a toujours uni le dévouement et l'habileté avec l'attachement au Siège Apostolique, et Augustin Bausa, religieux dominicain, maître de Notre sacré Palais apostolique, qui rehausse ses mérites de piété et de science par l'humilité.

Que vous en semble ?

C'est pourquoi, par l'autorité du Dieu Tout-Puissant, des saints apôtres Pierre et Paul et par la Nôtre, Nous créons et publions cardinaux diacres de la Sainte Eglise romaine :

Louis PALLOTTI,  
Augustin BAUSA,

avec dispenses, dérogations et clauses nécessaires et opportunes.

Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il !

Le Pape a adressé au cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore, un bref relatif à la fondation d'une université catholique aux Etats-Unis. En voici la traduction d'après le journal *le Monde* :

Léon XIII, Pape, Notre Cher Fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

Le vœu unanime adopté dans la dernière assemblée tenue à Baltimore en 1884 par nos vénérables Frères les évêques de l'Amérique septentrionale, touchant l'érection d'une Université d'études dans cette République sollicite vivement votre esprit et celui des autres Pasteurs de ces Eglises, comme il nous apparaît par la Lettre collective que vous Nous avez adressée le 25 octobre dernier.

Nous nous sommes vivement réjoui de ce témoignage éclatant de votre foi et de cette sincère manifestation de votre dévouement envers ce Siège Apostolique, au patronage et à la tutelle duquel vous avez recommandé dès le principe votre institution académique.

La gloire des pasteurs de l'Eglise et principalement des Souverains Pontifes fut toujours d'encourager fortement la vraie science et de veiller avec soin à ce que les études — les études théologiques et philosophiques surtout — soient si bien enseignées dans les écoles conformément à la règle de la foi, qu'un rempart invincible de la foi soit constitué par les forces unies de la révélation et de la raison.

C'est pourquoi Nos prédécesseurs, ardemment soucieux de l'instruction du peuple chrétien, n'épargnèrent, dans les temps passés, nuls soins et nulles fatigues pour faire surgir dans les principales cités de l'Europe des asiles illustres de la science, des Académies d'études, qui, tant au moyen-âge que dans les siècles suivants, produisirent pour le bien de la République chrétienne et de la société civile, une florissante moisson de savants.

A cette fin, Nous aussi, en même temps que nous prenions les rênes du gouvernement de l'Eglise, Nous donnions nos plus précieux soins à la restauration d'es études, et notamment au rétablissement de la doctrine de Saint Thomas d'Aquin dans son ancien éclat, veillant à ce que, dans la culture des hautes

sciences, tout en tenant soigneusement compte de tout ce que, dans les temps modernes, le génie des savants a découvert, la science philosophique fût ramenée à la sagesse ancienne et suivit docilement la direction du Docteur Angélique. Nous étions pleinement convaincu que cette restauration des sciences étant accomplie, l'étude des lettres et des autres connaissances humaines, unies au culte de la vraie piété, pourraient procurer de nombreux avantages à la société civile.

Cela est d'une évidence manifeste en présence des périls auxquels la jeunesse est exposée, à notre époque, dans les pays de l'Europe, et vous-mêmes, considérant l'état des choses dans l'Amérique du Nord, vous en avez clairement reconnu la haute et grave importance.

En effet, une liberté excessive de penser et d'écrire, provenant, dans votre pays comme en Europe, de la façon mauvaise très répandue de concevoir les choses divines et humaines, est le principe et la source d'opinions effrénées. Bannissant presque partout la religion, des hommes pervers, sous le couvert d'une trompeuse philosophie, travaillent audacieusement à éteindre dans les jeunes âmes la foi chrétienne, pour y allumer à la place la torche de l'impiété. C'est pourquoi il est nécessaire de nourrir la jeunesse avec plus de soin que jamais de l'aliment de la saine doctrine, et principalement de munir les jeunes gens destinés à devenir des ministres de l'Eglise de toutes les armes qui les mettront en état de se défendre victorieusement la vérité catholique.

Aussi Nous avons accueilli et Nous approuvons de grand cœur la résolution que vous ont inspirée votre zèle pour votre salut commun et votre souci pour le bien être de l'illustre République des Etats-Unis de fonder une Université. Mais, pour que cette très noble fondation réussisse et que cet institut se développe, il faut qu'il soit placé à perpétuité sous la prospérité et sous la garde de tous les évêques de ce pays, de telle façon qu'il soit entièrement administré par les évêques que leurs collègues auront délégués à cet effet, et qui auront la charge de rédiger le programme des études, de régler la discipline, de choisir les professeurs et les divers employés et de prendre toutes les autres mesures convenables au bon gouvernement de l'institution.

Il est juste que ce qui sera décidé au sujet de cette organisation soit soumis à l'examen de ce Siège Apostolique et soit approuvé par son autorité. Quant au choix de la ville dans laquelle l'Université sera érigée, Nous désirons que l'affaire soit concertée entre tous les évêques des Etats-Unis et que la décision soit prise après avoir recueilli l'avis de chacun d'eux.

Poursuivez donc votre entreprise, Notre Cher Fils, d'accord avec les autres évêques de cette partie de l'Amérique, et que la difficulté ni le labeur n'effraient aucun d'entre vous, soutenus que vous devez être par l'assurance des fruits abondants que vous ne manquerez pas de recueillir lorsque vous aurez établi les moyens d'avoir de dignes ministres de la religion pour procurer le salut des fidèles et propager la piété catholique, et de préparer à l'Etat d'excellents citoyens.

Pour Nous, Nous prions Dieu ardemment qu'il daigne, du haut de son trône, vous envoyer l'assistance de sa sagesse pour diriger vos esprits et vos cœurs, et comme gage des dons célestes et témoignage de Notre particulière bienveillance, Nous vous donnons affectueusement, à vous, Notre Cher Fils, à tous Nos Vénérables Frères les archevêques et évêques des Etats-Unis, et à toutes les autres personnes qui vous ont aidé de leurs libéralités dans l'œuvre entreprise, la Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 10 avril 1887, la dixième année de Notre Pontificat.

## SUISSE

**Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la réorganisation du Conseil fédéral.**

(Du 5 avril 1887):

Monsieur le Président et Messieurs,

En 1848, l'organisation du Conseil fédéral a été réglée par une loi. En 1878, l'Assemblée fédérale, envisageant que cette organisation était une simple mesure d'ordre intérieur, en a fait l'objet d'un arrêté non soumis au referendum (Rec. Off., III, 455) et y a introduit un art. 30 portant :

« Le Conseil fédéral est autorisé à modifier exceptionnellement l'organisation « qui précède, pour certaines affaires ou catégories d'affaires. Ces modifications « seront portées à la connaissance de l'Assemblée fédérale. »

Aujourd'hui, nous sommes dans le cas de vous annoncer que nous avons l'intention de modifier, à titre d'essai, l'organisation actuelle, sous la réserve que nous vous ferons rapport, dans le courant de la prochaine période législative, sur les résultats obtenus par cet essai.

Les inconvénients du système actuel, dont on se plaint depuis plus ou moins longtemps, sont les suivants :

En vertu de ce système, le président de la Confédération est nécessairement obligé de prendre la direction du département politique, le plus petit des départements; sinon il lui serait impossible de faire face aux obligations multiples qui lui incombent dans la présente organisation. Il en résulte qu'il doit abandonner le département qu'il occupe au moment de son élection à la présidence, ce qui, suivant les circonstances, peut porter préjudice aux projets mis par lui à l'étude et qui perdrait à passer sous une nouvelle direction. Si le président sortant de charge ne reprend pas le département laissé vacant par le président nouveau, d'autres remaniements deviennent indispensables et provoquent une perturbation plus profonde. Enfin, le département politique, voué à changer de chef chaque année, non-seulement n'est susceptible d'aucun développement, mais manque de l'esprit de suite et de la tradition si nécessaires dans la conduite des affaires extérieures : les négociations de longue haleine se trouvent compromises par le fait que chaque chef nouveau hésite à aborder des questions dont il ne verra pas la fin, et c'est ainsi que l'on a trouvé parfois dans ce département des affaires arriérées de cinq, dix, vingt ans et plus, qu'on ne savait comment reprendre, attendu que les bonnes occasions pour les régler n'avaient pas été mises à profit.

Tandis que le département politique est ainsi resté depuis 1848 dans un état stationnaire, tous les autres ont vu considérablement grandir leur champ d'activité. Depuis la dernière réorganisation, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1879, deux départements se sont surtout développés d'une manière rapide : celui des finances, par l'exécution des lois sur la taxe d'exemption militaire et sur l'émission des billets de banque, lois auxquelles viendra s'ajouter celle sur les spiritueux ; — celui du commerce et de l'agriculture, qui a été chargé dès lors de l'exécution des lois suivantes : émigration ; convention phylloxérique internationale ; marques de fabrique et de commerce ; contrôle des ouvrages d'or et d'argent ; responsabilité civile des fabricants ; allumettes ; feuille et registre du commerce ; propriété littéraire et artistique ; enseignement professionnel ; amélioration de l'agriculture ; convention internationale pour la propriété industrielle ; assurances ; commerce des déchets d'or et d'argent, etc., sans compter les questions qu'il doit étudier et qui donneront lieu à de nouvelles augmentations de compétence, telles que l'assurance obligatoire contre les accidents et les brevets d'invention. On doit mentionner aussi que le département de l'intérieur a élaboré la révision constitutionnelle et la législation sur l'alcool et doit participer d'une manière de plus en plus effective à diverses œuvres d'utilité

publique ou concernant la pédagogie, la science et les arts; que le département de justice et police poursuit d'importants travaux sur l'unification du droit, tels que la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, les lois sur les droits politiques, sur les élections, sur la double imposition et sur le droit des établis, ainsi que le code pénal militaire; que le département militaire doit s'occuper de l'organisation du landsturm; que le département des postes et des chemins de fer a fait la loi sur la comptabilité des compagnies et travaille à la question du rachat de notre réseau ferré. Tout autant d'œuvres nouvelles qui sont venues s'ajouter aux branches de service existant en 1878.

Ainsi, changements continuels entre les membres du Conseil fédéral, développement plus ou moins considérable de tous les départements, sauf du département politique, et répartition inégale des affaires entre les départements, tels sont les inconvénients du système actuel.

Pour remédier à cet état de choses, une réorganisation est indispensable; nous en avons étudié soigneusement les bases, mais il ne nous a pas été possible de nous faire une opinion définitive sur tous les détails que cette réorganisation comporte, et ce n'est qu'en la faisant fonctionner que nous pourrions nous rendre compte des modifications qu'elle devra subir.

La première question qui nous a préoccupés est celle de la situation future du président de la Confédération. Comment pourra-t-il faire face à ses fonctions présidentielles tout en dirigeant un département passablement chargé? Nous envisageons que cela est possible, moyennant certaines réformes dans la tractation des affaires; ce sera d'abord le cas si on le soulage de nombreuses affaires de pure forme (par exemple transmissions d'actes relatifs aux extraditions, aux rapatriements, aux frais d'entretien de malades pauvres, aux naturalisations, aux contraventions à la police des chemins de fer, etc.), qui lui prennent inutilement un temps précieux et que les départements respectifs peuvent soigner eux-mêmes. D'autre part, il n'aura plus les audiences incessantes qui incombent au département politique, s'il est à la tête d'un autre département. Par conséquent, le fardeau de la présidence joint à celui d'un département quelconque ne sera plus trop lourd.

La situation du président demeurera d'ailleurs celle qui lui est assignée par l'art. 13 de l'arrêté du 21 août 1878: « Le président ouvre toutes les pièces adressées au Conseil fédéral, les renvoie aux départements que cela concerne » ou les soumet au Conseil fédéral, et veille à ce que les affaires soient promptement expédiées. »

Quant à la répartition aussi égale que possible des affaires entre les sept départements, voici, dans ses grandes lignes, la combinaison qui nous paraît devoir être adoptée, sous réserve des modifications que l'expérience pourra faire reconnaître nécessaires. Nous nous sommes attachés à réunir autant que possible les affaires de même nature et à éviter de remanier l'organisation actuelle du personnel des différents dicastères, c'est-à-dire qu'il n'en résultera pas la création de nouvelles fonctions.

Les sept départements seraient ainsi constitués :

#### 1. POLITIQUE ET COMMERCE

Ce département se composera dorénavant de trois divisions: 1<sup>re</sup> le département politique actuel; 2<sup>e</sup> le commerce et les colonies; 3<sup>e</sup> l'émigration. Ces deux dernières divisions seront détachées telles quelles du département du commerce et de l'agriculture, dont le nom sera modifié en conséquence (*Industrie et agriculture*) et qui demeurera l'un des plus chargés de l'administration, avec la perspective d'augmentations notables d'affaires, résultant entre autres du développement de la législation sociale.

Le département politique et du commerce, qu'on pourrait aussi appeler *département des relations extérieures*, aura ainsi dans son ressort la plupart des questions qui concernent nos rapports avec l'étranger; il réunira les branches qui, aujourd'hui, sont séparées d'une manière désavantageuse, en particulier celle des consulats, qui prend une importance croissante.

## 2. INTÉRIEUR ET TRAVAUX PUBLICS.

A ce département sera attribuée, le cas échéant, la surveillance sur l'application de l'art. 13 de la loi fédérale sur les spiritueux, si elle est adoptée dans la votation populaire.

## 3. JUSTICE ET POLICE.

Ce département prendra le registre du commerce, qui était jusqu'ici au département du commerce, ainsi que l'état civil et le mariage, dont jusqu'à présent l'intérieur était chargé.

## 4. MILITAIRE.

On ajoutera à ce département, pour soulager celui des finances et des péages, l'administration des poudres et l'exécution de la loi concernant la taxe d'exemption du service militaire.

## 5. FINANCES ET PÉAGES.

En plus, l'administration de l'alcool.

## 6. INDUSTRIE ET AGRICULTURE.

Il reste à ce département quatre divisions importantes : 1<sup>re</sup> industrie, 2<sup>o</sup> agriculture, 3<sup>o</sup> forêts, chasse et pêche, 4<sup>o</sup> assurances, sans compter celles qui pourront venir s'y ajouter, comme nous l'avons dit plus haut.

## 7. CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Sans changement.

Nous déterminerons, par un règlement général et par des règlements spéciaux, les détails de l'organisation dont les grandes lignes sont tracées ci-dessus. Une fois l'expérience faite, et si d'ailleurs elle répond à nos prévisions et justifie nos espérances, nous retoucherons cette organisation sur les points où cela sera nécessaire.

La réorganisation projetée entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1888.

Une question qui nous a également occupés est celle de savoir s'il faudrait prévoir, dès maintenant, une certaine obligation de changer de temps à autre les chefs de départements, afin de ne pas tomber dans un excès contraire à celui dont nous souffrons aujourd'hui par suite des changements continuels qui ont lieu. Nous croyons pouvoir faire abstraction d'une telle disposition, puisqu'il ne s'agit pour le moment que d'un essai, mais nous nous réservons de vous faire rapport sur ce point lorsque nous nous serons fixés sur un projet d'organisation définitive.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 5 avril 1887.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,*  
Droz.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.

A la fin de juillet, ont eu lieu à Genève les fêtes du Tir fédéral. Le 28, le banquet d'usage a été offert aux autorités fédérales et au Corps diplomatique.

Voici les passages principaux du discours de M. Numa Droz, président de la Confédération :

Après les bruits de guerre qui ont rempli les premiers mois de l'année, félicitons-nous de pouvoir célébrer notre fête nationale au milieu de la paix européenne. Il me sera permis, en présence de Messieurs les diplomates assis à notre

banquet, d'exprimer l'espoir que cette paix sera maintenue et consolidée par la sagesse de leurs gouvernements. Les peuples, dans leur très grande majorité, ne veulent pas de guerre; ils désirent voir prendre fin les charges accablantes et l'insécurité des affaires qui résultent de notre état de paix armée; ils attendent de la diplomatie qu'elle saura régler les questions pendantes sans recourir à l'effusion du sang. En agissant ainsi, la diplomatie épargnera à l'Europe les revendications de la misère et de la faim qui suivent toujours les grands bouleversements politiques: elle fera donc œuvre d'humanité et de bonne conservation sociale.

Messieurs nos hôtes, la voix que je fais entendre ici est celle d'un petit pays neutre, ami des autres peuples, mais résolu à tous les sacrifices pour le maintien de ses droits et pour l'accomplissement de ses devoirs internationaux. Notre indépendance, conquise par nos efforts, est devenue pour chacun de nos voisins une condition de sa sécurité. Nous voulons remplir fidèlement la mission qui nous incombe; nous souvenant que l'on ne respecte que ceux qui sont en état de se faire respecter. nous chercherons toujours la sauvegarde de notre neutralité, non pas seulement dans le texte des traités, mais dans notre propre énergie, dans le perfectionnement de nos institutions militaires, dans nos exercices de tir, dans l'éducation virile de notre jeunesse et surtout dans notre esprit d'union, dans le patriotisme qui décuple la force d'une armée de citoyens défendant l'intégrité de leurs foyers.

Pour développer cet esprit d'union, il faut que notre politique intérieure s'inspire toujours plus des idées de justice, de support réciproque et de saine conciliation qui ont heureusement pris le dessus dans les dernières années. Sans laisser porter aucune atteinte aux principes de liberté de conscience, de liberté religieuse, politique et civile, inscrits dans notre Constitution et qui sont le fondement nécessaire de l'Etat moderne, nous voulons, d'un autre côté, nous montrer larges envers la minorité, suivant cette maxime sublime: « Tout ce que vous voulez que les autres vous fassent, faites-le leur aussi de même », car ce n'est pas là seulement la loi et les prophètes, c'est aussi l'Evangile du vrai républicain.

C'est grâce à l'apaisement des partis que le peuple suisse a pu, d'un commun accord, inaugurer l'ère des réformes économiques et sociales par ses votes mémorables sur l'alcool et sur les brevets d'invention. La solidarité est une plante de nos montagnes qui se plaît à fleurir sur l'éboulement d'Elm comme sur les rives désolées du lac de Zoug: elle doit s'épanouir également dans toute notre législation. Nous voulons, sans utopies et sans bouleversements, que les rapports du travail et du capital, des patrons et des ouvriers soient de plus en plus réglés dans un esprit d'entente cordiale, que le paupérisme soit attaqué dans ses causes comme dans ses effets, que les victimes du travail soient efficacement soulagées, l'épargne stimulée, le principe fécond de l'assurance généralisé; nous voulons, en un mot, que notre démocratie assure aux citoyens le maximum non-seulement des droits et des libertés, mais aussi du bien être individuel et collectif.

M. Droz a ensuite parlé des affaires intérieures de la Suisse et a terminé par cette péroraison, qui a été vivement applaudie:

Je termine. Depuis le Grütli, à travers bientôt six siècles, nos pères ont maintes fois répété et scellé de leur sang le serment de leur alliance indissoluble, le serment d'être un peuple de frères, de ne se séparer jamais dans les bons ni dans les mauvais jours. Aujourd'hui, dans cette circonstance solennelle et devant les incertitudes que renferme encore la situation générale, ce serment de nos pères nous allons le redire à la face du ciel. Nous jurons, ô Patrie, de te garder libre, forte et respectée, libre et forte au dedans par l'union de tes fils, respectée au dehors par leur patriotisme et par le spectacle d'une démocratie toujours sage, laborieuse et progressive. Nous jurons de t'aimer par-dessus tout, toi qui résumes toutes nos affections, et de te servir fidèlement dans toutes les circonstances de notre vie.

Confédérés! Levons tous ensemble nos verres pour boire à la Patrie. Trois fois, qu'elle vive!

Après lui M. Vauthier, président du tir, a pris la parole :

Messieurs les membres du Corps diplomatique en Suisse,

Je viens, au nom du Comité du Tir fédéral, au nom du canton de Genève tout entier, vous souhaiter la bienvenue à notre grande fête nationale.

Nous sommes heureux de vous voir tous assis à la table de la fraternité.

Notre pays, quoique petit, ne demande nul agrandissement de territoire, et avec le maintien de celui que nous possédons aujourd'hui nous ne demandons qu'une chose, c'est la continuation de la confiance et de la sympathie que les pays que vous représentez nous accordent.

Maintes fois déjà nous avons apprécié cette confiance, nous en avons eu des preuves irrécusables.

De grands intérêts internationaux ont été réglés sur notre territoire, particulièrement à Genève :

Tout d'abord, l'honneur de la fondation de la Société de la Croix-Rouge, cette grande œuvre humanitaire.

Puis un conflit existant entre deux grandes puissances, l'Amérique et l'Angleterre, qui aurait pu amener une guerre terrible, le conflit de l'*Alabama*, a été terminé par un arbitrage, grand exemple donné au monde que tous les puissants de la terre devraient bien chercher à imiter ; il nous assurerait la paix universelle si ardemment désirée par le monde entier.

Dans nos discours de fête, nous parlons de l'exercice du tir pour la défense de nos frontières ; dans d'autres pays, l'art du tir se développe également toujours au bénéfice de la défense du pays. C'est beau, mais quel plus beau spectacle encore nous apporterait le jour où nos fêtes n'auraient plus pour but que la récompense à l'adresse et la conquête du laurier pacifique, le jour où les balles ne seraient plus dirigées sur nos semblables, où le plomb ne percerait jamais que nos cartons et ne trouverait que la poitrine de nos mannequins!

Qu'il serait beau de voir disparaître du dictionnaire le mot affreux de guerre et de le remplacer par celui si doux de paix, qui évoque, au lieu du bruit de la fusillade et de la canonnade, l'harmonie de la concorde et de la fraternité ! Et conserver par ce fait les immenses ressources de toutes les nations pour le développement du travail et de l'intelligence, pour la résolution des problèmes sociaux, ne serait-ce pas avoir bien mérité de l'humanité tout entière ?

Emportez, Messieurs, dans vos foyers l'expression des sentiments exprimés à cette tribune pendant la durée de notre grande fête nationale, et gardez-en un bon souvenir, c'est notre vœu le plus cher.

M. Emmanuel Arago, ambassadeur de France, est ensuite monté à la tribune, où il a été accueilli par une triple salve d'applaudissements. Voici son discours :

Messieurs,

Jamais, comme doyen du Corps diplomatique accrédité à Berne, je n'avais abordé sans hésitation l'imposante tribune de vos tirs fédéraux. Ici, nulle frayeur, car j'y voyais jadis le chaleureux accueil dont les plus célèbres savants ont honoré mon père; et quand je m'y retrouve, après beaucoup d'années, j'imaginais, je rêve que je les reconnais.

Peindre la Suisse aimée, respectée, nécessaire aux gouvernements sages, il me faut l'essayer, malgré le superbe tableau de M. le président Numa Droz, qu'eût salué Jean-Jacques. Mais, touché du discours éloquent civique de M. Moïse Vauthier, je noterai d'avance le remarquable rang occupé par Genève dans le monde idéal qui n'a point de limites, la patrie des sciences, des lettres et des arts.

Tandis que son foyer d'attrayantes lumières appelait et fixait d'illustres professeurs, étrangers d'origine, aujourd'hui ses enfants, combien de Genevois, l'Europe visitée, lui sont revenus, hommes d'Etat, géologues, chimistes, écrivains, statuaires ou zélés astronomes! Esprits divers, riches d'études aussi

variées que profondes, et maîtres fraternels. Ajoutons qu'en pays heureux de les garder, s'en attachant plusieurs, vous ne les perdez pas; on les naturalise académiciens.

Cela dit, l'examen des faits commerciaux jugés par M. Droz m'entraînerait trop loin. J'atteste seulement que, si les industriels s'étendent ou languissent suivant leurs visées d'avenir, aucun nuage ne menace votre clair horizon; perspective serene ouverte aux travailleurs médaillés à Zurich, en 1883, sous le rayonnement du Polytechnicum, et qui triompheront à l'universel rendez-vous de 1889.

Comprenez, cependant, ma thèse réfléchie, lorsque je vous annonce la grande lutte bienfaisante, lorsque je préconise l'œuvre fertile de la paix; ne me supposez pas plus qu'à vos gouvernants cette fausse doctrine que, politiquement, une puissance neutre — la Suisse, la Belgique — doit être et demeurer une puissance inerte. Oh! non, sa dignité, le rôle européen qu'elle tient des traités internationaux, la veulent attentive; elle est — pardonnez-moi l'assimilation — l'organe ménagé dans nos admirables machines pour éviter les chocs, pour adoucir les frottements.

Martens, Calvo, de Clercq, le professeur Bluntschli, votre compatriote, expliquent, déterminent ses droits actifs éventuels, ceux que vous pratiquez, et nos états-majors affirment chaque automne, affirmeront demain, vers Zurich, Winterthour, Bülach et Frauenfeld, les qualités solides de vos braves milices.

Armés, quoique certains du calme social inattaqué chez vous; armés, quoique certains de ne jamais subir des atteintes quelconques aux justes privilèges qui vous sont garantis: prêts contre l'improbable et même l'impossible, allez, persévérez, nous vous désirons tous — je répète le mot, tous — fermes, conciliants, secourables et forts.

Quel peuple ignorerait le noble caractère et les mâles vertus, le génie de la Suisse? Quels ingrats oublieraient votre croix fédérale précédant la croix rouge!

A la Suisse, Messieurs, à ses vingt-deux cantons rivaux étroitement unis.

Au Conseil fédéral, pleiade généreuse qui brillerait partout.

Toast enfin à son gouvernement; expression d'un vœu pour lequel s'associent le Corps diplomatique et le Corps consulaire: que les 28 juillet leur rappellent longtemps l'affectueux hommage de notre haute estime.

Des acclamations frénétiques se sont fait entendre à ce moment et les musiques ont joué la *Marseillaise*.

Le Conseil fédéral Suisse a envoyé à tous les Etats confédérés la circulaire suivante concernant le mariage des citoyens américains en Suisse:

#### Fidèles et chers confédérés,

Dans l'intention de faciliter le mariage des citoyens américains en Suisse, le Ministre résident des Etats-Unis, se fondant sur les instructions officielles reçues à cet égard de son gouvernement, déclare que, suivant une maxime de droit reconnue dans tout le territoire de l'Union et mise en pratique par tous les tribunaux de ce pays, les mariages contractés à l'étranger sont considérés comme valables, pourvu qu'ils aient été conclus conformément à la législation en vigueur au lieu de leur célébration. Suivant cette déclaration, tout mariage contracté en Suisse par un citoyen des Etats-Unis est valable, à la « seule » condition que les lois de notre pays aient été observées; c'est du reste aux tribunaux qu'appartient exclusivement le droit d'en juger.

La légation des Etats-Unis nous informe, en outre, qu'un seul d'entre les 39 Etats de l'Union prescrit la « publication des mariages » et que, même pour les ressortissants ou habitants de cet Etat, la publication n'est pas nécessaire lorsque le mariage est conclu à l'étranger.

En présence de cette déclaration de la légation, les conditions renfermées aux articles 29 et 37, quatrième alinéa, de la loi fédérale du 24 décembre 1874 peu-

vent être considérées comme « remplies » d'une manière générale par tous les citoyens des Etats-Unis, et il suffira donc, dans ces cas-là, de veiller à ce que les autres dispositions de la loi fédérale suisse soient appliquées.

Nous ne vous en recommandons cependant pas moins de continuer, comme jusqu'ici, à réclamer pour la célébration la présence d'un agent consulaire américain.

En vous communiquant ce qui précède pour votre gouverne, nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 19 juillet 1887.

## TURQUIE

Le Ministre de l'intérieur de Turquie a déterminé, dans une circulaire adressée récemment aux autorités de l'empire, les droits de propriété et de succession des femmes ottomanes mariées avec des sujets étrangers.

D'après le droit international en vigueur, toute femme mariée acquiert la sujétion de son mari. En conséquence, la femme, sujette ottomane, qui se mariera avec un sujet étranger, est considérée comme appartenant à la nationalité de son mari, et dès lors les dispositions de la loi qui règle les droits de propriété et de succession des étrangers en Turquie sont entièrement applicables aux femmes de cette condition.

La circulaire ajoute que les enfants et les parents de nationalité étrangère d'un sujet ottoman resté tel jusqu'à sa mort n'ont aucun droit de succession à sa fortune mobilière et immobilière, et cela, en conformité de l'ordonnance insérée dans le 4<sup>e</sup> volume du *Destour*.

(Le *Mémorial diplomatique* du 16 juillet.)

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

### La Société d'histoire diplomatique.

La *Société d'histoire diplomatique* a tenu son assemblée annuelle le 4<sup>er</sup> juin dernier, dans la salle de la Société de Géographie de Paris. Une nombreuse assistance se pressait dans la salle.

Le duc de Broglie présidait, assisté de MM. les marquis de Vogüé et de Beaucourt, vice-présidents; de M. de Maulde, fondateur de la Société et son secrétaire général; du comte de Barral, secrétaire archiviste.

M. le comte de la Ferrière a lu un exposé de la politique de Catherine de Médicis; M. Rothan, un curieux récit des négociations poursuivies, au nom du royaume de Wurtemberg, par M. de Varnbühler, au lendemain de Sadowa.

Le président de la Société, duc de Broglie, a prononcé l'allocution suivante :

Messieurs,

Quand la liste des membres de la Société, qui tient aujourd'hui sa première assemblée générale, vous sera distribuée, vous serez étonnés peut-être de vous trouver déjà en si nombreuse et si illustre compagnie. Fondée, il y a un an à peine, par quelques amis des lettres, curieuse des souvenirs et respectueuse des monuments du passé, la *Société d'histoire diplomatique* compte déjà près de quatre cent cinquante membres actifs, et dans presque toutes les capitales d'Europe des correspondants choisis parmi les érudits les plus renommés : des personnes royales, des princes, des hommes d'Etat l'honorent de leur patronage. Jamais succès ne fut si rapide. Jamais appel n'a été si promptement entendu.

A quelle cause attribuer cette fortune inespérée de notre Société ? C'est avant

tout, sans doute, aux efforts et au zèle de ses premiers fondateurs : mérite auquel je rends d'autant plus volontiers hommage que, placé à leur tête par un honneur dont je n'étais pas et ne me suis nullement rendu digne, je ne puis leur en disputer la moindre part. Mais c'est aussi, ils me permettront bien de le dire, à l'attrait particulier qu'exerce autour de nous le genre d'études auquel la Société s'est consacrée. Vous ne l'ignorez pas, en effet, la science historique, déjà cultivée avec tant d'éclat depuis le commencement de ce siècle, a reçu, dans ces derniers temps, par la mise en valeur et en lumière des richesses enfouies dans les archives diplomatiques de tous les pays, comme une impulsion nouvelle. Elle a vu s'ouvrir devant elle une mine à peu près complètement inexplorée où chacun se presse de pénétrer, avec l'espérance d'y goûter le plaisir de la découverte et peut-être aussi de le faire partager au public.

Naguère encore, on le sait, la raison d'Etat veillait, avec une susceptibilité ombrageuse, à la porte de toutes les grandes archives nationales pour en interdire ou en disputer l'entrée à l'histoire. Chaque génération se regardant, par un sentiment peut-être respectable, comme solidaire de toutes celles dont elle avait recueilli l'héritage, craignait de laisser pénétrer dans le détail de la vie intime de ses aïeux des regards curieux et malveillants. Il y avait eu peut-être, pensait-on, dans ces temps reculés, des faiblesses que le respect filial défendait de dévoiler ; peut-être aussi y trouverait-on la trace de desseins inachevés dont on compromettrait la suite en les révélant. Des traditions politiques, transmises de père en fils, étaient pour chaque nation comme ces secrets de famille qu'on ne livre pas volontiers à des étrangers. Tout est changé aujourd'hui ; les révolutions, en brisant presque partout le fil qui rattachait le présent au passé ; les formes sociales nouvelles, en mettant presque partout aussi le jeu de la politique à découvert, nous ont ôté, avec le motif principal de cette réserve, le sentiment même qui l'inspirait. Quand on dit et quand on sait tout ce qui se fait autour de soi, on craint moins, en racontant ce qui se faisait hier, de nuire à ce qui restera à faire demain, et la publicité, qui est devenue la loi des nations modernes exerce ainsi un empire rétrospectif. On peut contester l'avantage de cette profusion, peut-être indiscrete, de lumières, et les gouvernements surtout peuvent quelquefois la trouver assez peu commode. On ne peut nier ni son profit pour l'histoire, ni son agrément pour l'historien. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, l'exemple est devenu trop général pour ne pas être partout suivi. Ce n'est pas à Paris seulement (Paris s'est décidé plus tard et moins largement que d'autres), c'est à Berlin, à Turin, à Saint-Petersbourg, à Londres que les publications de correspondances diplomatiques se multiplient, et que les arcanes cachés dans des ténèbres séculaires sont produits aux regards des profanes et des curieux.

Le charme mêlé de surprise que nous réservent ces révélations explique assez l'intérêt qu'elles excitent et l'ardeur qu'on met à les propager. Les correspondances diplomatiques, traitant des plus hautes matières d'Etat, portent la signature des hommes politiques les plus illustres ou de ceux qui les ont approchés de plus près. On ne connaissait ces grands personnages que sous la face qu'ils voulaient eux-mêmes montrer aux spectateurs et en quelque sorte dans leur tenue officielle, à peu près comme la foule les voyait passer à distance dans les cérémonies publiques. On entre maintenant dans leur intérieur et l'on vit familièrement avec eux. Ceux même qui ont le plus soigneusement cherché et le mieux réussi à éblouir la postérité, se mettent tout à leur aise et se montrent en quelque sorte en négligé devant nous. Rappelez-vous quel étonnement on a éprouvé au siècle dernier, quand des fouilles heureuses ayant produit au jour les vieilles cités enfouies sous la lave ou les cendres d'un volcan, on a pu descendre pour la première fois dans le détail de la vie quotidienne et bourgeoise de ces sociétés antiques, qu'on ne connaissait jusque-là que par les ruines majestueuses de leurs édifices ou par les statues mollement drapées de leurs grands citoyens et de leurs empereurs. Et, de nos jours, quel ravissement ne nous cause-t-on pas, lorsqu'on nous raconte que, dans les profondeurs creusées au pied des monuments funéraires de l'Egypte, on vient de retrouver quelque

mort fameux, conservé avec la perfection de ses traits et presque l'expression de son visage, et entouré, suivant une pieuse coutume, de tous les objets qui ont fait le charme ou l'occupation de son existence. Des correspondances d'hommes célèbres, lues pour la première fois, causent une satisfaction du même genre elles aussi secouent la poudre du passé et éclairent ses souterrains.

Ce n'est pas cependant seulement à savourer, en amateur, ce plaisir délicat que la Société d'histoire diplomatique convie ceux qu'elle veut réunir. Le but de cette association est plus élevé et d'un intérêt plus général. De toutes ces révélations qui partent en ce moment des divers points de l'horizon, aucune, prise isolément, ne peut mériter une confiance absolue ; car chacune d'elles ne peut représenter qu'un côté de la vérité. Emanant en outre de personnes et de pays qui se trouvaient engagés dans des luttes ardentes, animés de passions hostiles et enrôlés sous des drapeaux opposés, elles se contredisent en plus d'un point, et toutes sont empreintes de cet aveuglement, de cette tendance à se glorifier soi-même et à croire facilement le mal de ses adversaires qui est le propre de la nature humaine, de cet égoïsme national en un mot, qu'on n'ose pas qualifier trop sévèrement, parce que, dans les jours de péril public, c'est souvent le patriotisme qui l'entretient et par là même le justifie en certaine mesure. En un mot, ce sont toujours des témoins intéressés.

Chacun de ces centres, de ces foyers d'informations nous envoyant un rayon coloré d'une nuance particulière, c'est leur réunion seule qui peut faire luire le véritable jour dont l'histoire doit s'éclairer. C'est sinon à opérer elle-même, au moins à préparer cette œuvre de concentration et de contrôle, qu'une Société comme la nôtre peut travailler avec fruit, soit en faisant connaître et apprécier, en mettant entre les mains de ses lecteurs toutes les publications qui voient le jour, soit, et mieux encore, en établissant des rapports personnels et familiers entre ceux qui poursuivent dans les diverses archives d'Europe ce travail d'investigation. Le choix de ces correspondants étrangers est à ce point de vue peut-être la partie la plus utile de sa tâche, et je suis heureux de constater que c'est celle aussi qui a été jusqu'ici le mieux comprise et le mieux secondée.

Aussi espérons-nous que plusieurs de ces associés voudront bien nous faire parvenir des communications, que nous serons toujours empressés à accueillir. Les deux numéros de la *Revue*, déjà parus, contiennent plusieurs articles dus à la plume de publicistes étrangers. Plus ces envois se multiplieront, mieux le recueil lui-même répondra à son but et à nos espérances. Si, dans ces travaux émanés de sources et quelquefois empreints de sentiments un peu différents, se rencontrent soit des assertions, soit des jugements qui prêtent à la contestation ou à la critique, nous tiendrons toujours la porte ouverte aux rectifications, aux discussions loyales, à tout ce qui pourra ramener l'union des esprits par l'échange des idées, et conserver à notre œuvre le caractère de haute impartialité qui peut seule lui donner quelque prix.

Serait-il enfin trop ambitieux d'espérer que la *Société d'histoire diplomatique*, tout en s'abstenant rigoureusement, comme ses statuts lui en font une loi, de se mêler aux débats de la politique contemporaine, pourra rendre encore quelque service même à ceux qui de nos jours aspirent à diriger les Etats et sont appelés par là même à régler les rapports ou à terminer les différends internationaux ? Tout est changé, disai-je tout à l'heure, et le présent qui passe sous nos yeux ressemble bien peu au passé que nous étudions. Pourtant ce qui change le moins, ce sont les intérêts et les passions que ces intérêts font naître. La carte de l'Europe a été remaniée à plusieurs reprises depuis un siècle, et chacune des nations qui composent cette société européenne a été, dans sa constitution intérieure, profondément modifiée. N'avons-nous pas vu pourtant, sur plus d'un théâtre, renaître entre les peuples les mêmes conflits d'ambition qui divisaient autrefois les princes, et finir par ramener les mêmes armées sur les mêmes champs de bataille ? L'étude de l'histoire diplomatique peut donc avoir son utilité pour les conseils qu'on y peut chercher et les leçons qu'on y peut recevoir, et si elle est dirigée avec cette largeur d'aspect, cette absence de

préjugés auxquelles nous prétendons, elle peut aider la diplomatie présente dans la tâche de conciliation dont on lui demande de s'acquitter toutes fois que les peuples sont menacés de perdre les bienfaits de la paix, et qu'on ne peut, quoi qu'on en dise, attendre que d'elle. On n'a, en effet, pas encore trouvé le moyen d'établir ce tribunal international, rêve de quelques esprits généreux, qui devrait terminer tous les différends par une sentence pacifique; il lui manque deux choses qu'on n'a pas pu encore se procurer : des juges n'appartenant à aucun pays pour rendre les arrêts, et des gendarmes ne portant l'uniforme d'aucune armée pour les exécuter. En attendant, quand un conflit s'élève, il faut bien recourir à la diplomatie pour le résoudre si l'on ne préfère que ce soit la force seulement qui le tranche.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> juillet. — *M. de Metternich et la Sainte-Alliance. La politique du chancelier à Carlsbad, à Laybach et à Vérone. La guerre d'Orient en 1828*, par Ch. de Mazade. — *L'état politique de l'Allemagne*, par E. Lavisse (à propos d'un livre récent, *l'Allemagne actuelle*).

15. — *La situation monétaire en 1886 : la France et l'Union latine*, par André Cochut. — *L'Empereur Frédéric II*, par Alfred Rambaud (à propos du grand ouvrage de M. Zeller).

### La Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> juillet. — *Edg.-Raoul-Duval : Origine et avenir de la Droite républicaine*, par Henri des Houx.

15. — *La fin d'une guerre*, par Hector Pessard (il s'agit de la guerre de 1870). — *Les relations diplomatiques de l'Angleterre et de la Papauté*, par Denis Weill (Etude historique approfondie).

### Revue internationale.

10 juillet. — *La France jugée par la Russie*, par Michel Delines. (Fragment d'un ouvrage destiné à montrer comment les Russes ont apprécié de tout temps le caractère français, la politique, les arts et les lettres en France. Il s'agit ici de l'opinion du parti libéral et des idées du célèbre romancier Dostoïewski.) — *Souvenirs d'un voyage en Grèce*, par A. Mézières, de l'Académie française. (Lettres écrites à la fin de 1831 et au commencement de 1832; l'auteur était alors élève de l'Ecole d'Athènes.) — *Constantin-le-Grand et sa mère Hélène*, par L. de Laiguc. (Traduction d'un roman-légende de la décadence latine.)

25. — *Le surmenage scolaire*, par Emile Cère. — *Constantin-le-Grand et sa mère Hélène* (fin), par L. de Laiguc.

### Le Correspondant.

10 juillet. — *La monarchie représentative*, par E. Vacherot. — *Les émigrés et la Société française sous le règne de Napoléon I<sup>er</sup>*, par H. Forneron. (Fragment d'un ouvrage destiné à compléter *l'Histoire des émigrés*, publiée par l'auteur, qui est mort l'année dernière; beaucoup d'anecdotes piquantes.) — *Joseph de Maistre intime*, par M. de Lescure.

25. — *Les émigrés et la Société française sous Napoléon I<sup>er</sup>* (suite), par H. Forneron. — *Joseph de Maistre intime* (suite). — *Le Chapelain du Cénacle de 1830*, Victor Pavie, par Anatole Langlois (Etude d'histoire littéraire très intéressante, lettres de Victor Hugo, Sainte-Beuve, etc.).

## Revue britannique.

Juillet. — *Etude de la vie contemporaine en Irlande*, par Em. Lawless.

## Revue historique.

Juillet-août. — *Etudes sur l'histoire de Marie Stuart, les lettres de la Cassette*, par Martin Philippon. (Analyse critique de diverses publications récentes en ce qui concerne les événements des années 1566 et 1567. Il s'agit de prétendues lettres qui établiraient la complicité de la Reine dans le meurtre de Darnley. L'auteur conclut en faveur de Marie Stuart.)

## Revue française de l'étranger et des colonies.

Juillet. — Russie Occidentale : *A qui profitera l'Ukase du 14 mars 1887?* (C'est l'Ukase relatif à la propriété des sujets étrangers. Suivant l'auteur anonyme de l'article, cet Ukase établit le bon plaisir du tzar, n'est nullement dirigé contre l'Allemagne, sera plutôt profitable aux Allemands fixés en Russie et fera faire un pas de plus à la judaïsation du Royaume de Pologne.) — *A propos de Madagascar : Missionnaires anglais et français*, par Fr. Sarcey.

## Revue politique et littéraire.

2 juillet. — *Le Sénat et le suffrage universel. — Réformes politiques et administratives : renouvellement partiel, affranchissement des ministres, le droit de dissolution*, par T. Colani.

9. — *La Reine Victoria*, par Léo Quesnel. — *Le prince Georges Bibesco et la retraite des six mille*, par Alfred Naquet. — *L'instinct d'imitation*, par Paul Laffitte. (Etude de psychologie politique, d'après un ouvrage récent du duc d'Harcourt; *Quelques réflexions sur les lois sociales*, que M. Laffitte engage vivement à lire.)

23. — *La trahison d'Etienne Marcel*, par Ch. Benoist. — *Le Maroc* (d'après l'ouvrage du regretté Gabriel Charmes).

30. — *La politique d'annexion en Océanie. — Les Etats-Unis et l'Archipel Hawaïen*, par C. de Varigny. — *La diplomatie française en Orient au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par Alfred Rambaud (à propos d'ouvrages récents sur le marquis de Villemeuve et Choiseul-Gouffier, ambassadeurs de France à Constantinople et sur Sémoaville chargé d'une mission par Dumouriez. — *Le premier nihiliste, Tschoglokoïff*, par Sacher-Masoch.

## Revue maritime et coloniale.

Juillet. — *Expédition autrichienne à l'île Jan-Mayen* (Trad. de l'allemand). — *La Légion d'honneur*, par J. Delarbre (Fin d'un travail très étendu).

## Revue de géographie.

Juillet. — *Les deux Buache*, par Drapeyron. (Ce sont deux géographes du Roi qui vivaient au siècle dernier; M. Drapeyron leur attribue l'origine de l'enseignement géographique par versants et par bassins.) — *Distribution de la température à la surface du globe*, par J. Girard. — *Les colonies allemandes dans l'Afrique Occidentale : historique général, la mission du Dr Nachtigall*, par Gaudefroy-Demonhynes (Travail fait avec soin d'après les documents officiels). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud. (Expédition de Stanley, événements en Tunisie et au Sénégal.)

### La Propriété industrielle.

Juillet. — *La protection des marques de fabrique aux Etats-Unis.* (Réponse à des objections soulevées à propos de l'entrée des Etats-Unis dans l'Union de la propriété industrielle.) — Statistique de la propriété industrielle pour 1886 en Portugal et en Serbie.

### Annales de l'Ecole libre des sciences politiques.

15 juillet. — *L'influence de Jean-Jacques Rousseau en Allemagne*, par Lévy-Bruhl. (Elle a été très grande, ainsi que l'explique très bien l'auteur.) — *Les Canadiens français et le développement des idées parlementaires au Canada*, par Etienne Huet. — *Deux thèses de M. Henry Sumner-Maine*, par Em. Boutmy. (Il s'agit de thèses soutenues dans un livre récemment traduit du savant Anglais, l'une relative à la démocratie en général et l'autre à la Constitution des Etats-Unis; les observations de M. Boutmy sur le dernier sujet méritent particulièrement l'attention.) — Bibliographie des finances du XVIII<sup>e</sup> siècle, par R. Stourm. — *La mission du marquis d'Eguilles en Ecosse auprès de Charles-Edouard*, par Germain Lefèvre-Pontalis. — *Les lois sur l'enseignement primaire en Belgique*, par L. de Germon. — Compte-rendu d'importants ouvrages d'histoire diplomatique. — Travaux de l'Ecole.

### Revue d'histoire diplomatique.

1887, III. — Discours du duc de Broglie à l'Assemblée générale de la Société. — *Les Unions internationales*, par René Lavollée. (Elegant résumé de ce qui a été fait pour amener une entente internationale sur des principes d'intérêt général.) — *Philippe III et le duc de Lerne*, par Ed. Roti. — *Le traité de Cateau-Cambrésis*, par le baron A. de Ruble. — *Etat de la cour de Brandebourg en 1694*. (Fin d'un très curieux manuscrit publié par M. Schefer.) — *La candidature du duc de Leuchtenberg au trône de Belgique*, par Kervyn de Lettenhove. (Il s'agit du prince, fils d'Eugène Beauharnais, qui est devenu roi de Portugal.) — *Un souper chez le czar Pierre III.* (Récit curieux par le baron de Breteuil, ambassadeur à Saint-Petersbourg.) — *Du droit d'occupation d'une terre sans seigneur selon Louis XI*, par J. Valson. (Dépêche du roi.) — *Inscription commémorative du meurtre de deux ambassadeurs Chinois au Tibet (en 1752).* — *Lettre de Joannikios II, patriarche de Constantinople en faveur d'un Capucin français (mai 1653).* — Comptes-rendus bibliographiques.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1887, II. — *Communications relatives à l'Institut de droit international.* (Travaux préparatoires de la session qui doit se tenir à Heidelberg en septembre prochain.) — *L'Eglise et l'Etat dans l'Empire franc*, par H. Brocher de la Fléchère. — Chronique des faits internationaux : *Amérique Espagnole*, par Pradier-Fodéré. (L'esclavage au Brésil; le différend italo-colombien et l'arbitrage international; le conflit anglo-vénézien; l'Amérique Espagnole et l'Europe.) — Quelques documents relatifs à la *Question Bulgare*, publiés et annotés par G. Rolin-Jaequemyns (Mission du général Kaulbars).

### Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée.

1887, III-IV. — *De l'impuissance de la législation anglaise à punir les nationaux pour crimes ou délits commis à l'étranger*, par J.-F. Stephen. (L'auteur, membre de la haute Cour de justice, explique historiquement l'état de la législation britannique; il montre les conséquences qui se produisent, mais sans trop les regretter, semble-t-il.) — *Le droit international privé dans la législation du Chili*, par J.-C. Fabris, sénateur et doyen de la Faculté de droit de l'Université de Santiago du Chili (1<sup>re</sup> partie d'un travail étendu). — *L'assis-*

*tance judiciaire et les étrangers en France*, par Rouard de Card (Exposé de la législation et des traités). — *Du mariage célébré à l'étranger suivant la législation italienne*, par Pasquale Fiore. — *De la protection en Allemagne des marques de fabrique ou de commerce étrangères*, par le Dr Kohler. — *De la faculté pour les notaires d'instrumenter à bord des navires marchands étrangers*, par V. de Rossi. (Question spéciale qui se rattache à la théorie générale de la condition des navires de commerce dans les eaux étrangères et qui, par cela même, est d'un grand intérêt). — *Du droit pour les étrangers d'ester en justice devant les Tribunaux russes*, par J. Barkouski. — *Condition des Sociétés étrangères en Hongrie*, par L. Beauchet. — Dictionnaire de la jurisprudence française en matière de droit international (aliéné, capacité des étrangers, décoration étrangère, faillite, femme étrangère, légitimation, litispendance, mariage de Français à l'étranger, régime matrimonial). — Bulletin de la jurisprudence allemande en matière commerciale et maritime, par L. Beauchet. — Bulletin de la jurisprudence anglaise (immunité diplomatique, longue discussion; créanciers anglais et étrangers, égalité de situation). — Bulletin de la jurisprudence belge (Compétence à l'égard des étrangers, caractère illicite d'un contrat ayant pour objet la contrebande à l'étranger, faillite à l'étranger, jugement étranger, impôts dus par une Société étrangère). — Bulletin de la jurisprudence danoise, par L. Beauchet. — Egypte : arrêt de la Cour mixte d'Alexandrie sur l'autorité en Egypte des jugements étrangers. — Etats-Unis : arrêt d'une Cour de Californie tranchant diverses questions importantes sur la nationalité et la condition des individus nés aux Etats-Unis de parents Chinois. — Bulletin de la jurisprudence italienne en matière commerciale et maritime, par MM. Gianzana et Chrétien (Lettre de change tirée à l'étranger). — Bulletin de la jurisprudence des Pays-Bas en matière commerciale et maritime, par Molengraaff. — *Faits et informations*.

### Revue critique de législation et de jurisprudence.

Juillet-août. — *La proposition de loi sur la nationalité au Sénat*, par André Weiss (Travail d'ensemble fort utile, qui résume avec beaucoup de clarté et de précision les nombreuses questions soulevées par la proposition).

### Revue Algérienne et Tunisienne.

Juillet. — Le statut réel français en Algérie, par Eyssautier (Suite d'un important travail sur lequel nous avons appelé l'attention à plusieurs reprises).

### Archiv für öffentliches Recht.

1887, II. — *Das Referendum im schweizerischen Staatsrecht*, par le docteur Hilty, professeur à Berne (Dernière partie d'un travail étendu où cette importante question du *Referendum* est examinée dans le droit cantonal comme dans le droit fédéral). — *Beiträge zum Budgetrecht und zur Lehre von den formellen Gesetzen*, par le docteur G. Prazák, professeur à Prague. — *Die constitutionnelle Stellung des schwedischen Staatsrathes*, par le docteur Grenander (avec comparaison des institutions analogues en Angleterre, en Danemark et en Norvège). — *Die Gemeindeverfassung in Frankreich*, par André Weiss, professeur à Dijon et G. Blondel, professeur à Lyon (Analyse de la loi française du 5 avril 1884).

### Annales de droit commercial français, étranger et international.

Juillet. — *Du transport en droit international et d'un projet de convention diplomatique*, par E. Thaller. Fin de l'importante étude consacrée par le savant professeur de Lyon à la Convention de Berne; les principes généraux de la matière sont bien mis en lumière. — Chroniques de législation, de doctrine

et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel (1885-1886) : Suisse, Portugal.

### Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge.

Juillet. — Note sur le rôle du Comité international et sur les relations des Comités centraux de la Croix-Rouge. — Projet d'érection à Genève d'un monument de la Croix-Rouge. — Programme de la Conférence des Sociétés de la Croix-Rouge qui doit se tenir à Carlsruhe en septembre prochain. — Notes sur les opérations des Sociétés de la Croix-Rouge en Autriche, en Grèce, en Hongrie, en Italie, en Suède, pendant l'année 1886. — Le Brésil et la convention de Genève. (Le Brésil est un des rares Etats qui n'ont pas encore adhéré à la convention; appel éloquent de M. Pradier-Fodéré à l'intervention éclairée de l'Empereur du Brésil.)

### Le Mémorial diplomatique.

2 juillet. — *La France et la convention anglo-turque.* — Traités de la France avec la République Dominicaine; traité de commerce entre la Russie et la Roumanie.

9. — *La Papauté et l'Italie.* — Les affaires de Bulgarie.

16. — *La consolidation du ministère.* — Interpellation à la Chambre des députés sur la politique du ministère. — *Les droits des belligérants sur mer.* (Note relative à la célèbre affaire du *Springbok* et extrait du *Digest of international Law* de Fr. Wharton.) — Panama restera-t-il français?

23. — *Echec de la convention anglo-turque.* — Programme du nouveau ministère serbe.

30. — *La France et l'opinion publique de l'Europe.* — Discours du ministre de l'instruction publique à l'inauguration de la statue d'Armand Carrel. — Discours de M. Jules Ferry à la réunion des Sociétés de tir vosgiennes. — La question des Nouvelles-Hébrides à la Conférence coloniale de Londres.

### Revue du Cercle militaire.

3 juin. — *La prochaine guerre franco-allemande* (Fin de l'analyse de l'ouvrage du colonel Koettschau).

12. — *Etude sur la préparation de la campagne de Bonaparte en Italie, en 1800, et sur les mouvements qui ont précédé la bataille de Marengo.* — Délibération parlementaire sur le projet de loi organique militaire.

19. — *Etude sur la préparation de la campagne de Bonaparte (suite).*

26. — *L'armée coloniale néerlandaise des Indes.*

3 juillet. — *L'armée du Choa.* (Le Choa, qui fait partie des plateaux éthiopiens, est tributaire de l'Abyssinie; il entretient des relations commerciales avec la colonie française d'Obok, la colonie italienne d'Assab, les colonies britanniques de Harrar et de Zéila.)

10. — *Sujets de Conférences militaires traités pendant l'hiver 1886-1887 dans les cercles militaires de l'Autriche-Hongrie.* (Il est intéressant de voir quelles sont les préoccupations principales de ces cercles; l'histoire politique, le droit constitutionnel, le droit international appellent avec raison l'attention des militaires.)

17. — Le règlement russe sur le commandement des places fortes. — Analyse de divers projets de lois militaires en France. — Le soldat allemand jugé par un diplomate espagnol.

24. — Débats parlementaires en France sur divers projets de lois militaires.

31. — Une revue à Dijon en 1815. (Il s'agit d'une revue des troupes autrichiennes qui occupaient la Bourgogne.)

## L'Économiste français.

2 juillet. — *Les Etats et l'alcoolisme*, par Paul Leroy-Beaulieu (Renseignements statistiques). — *Le mouvement économique et financier en Allemagne*, par M. Block (Le commerce allemand en 1886). — *La législation des faillites et les réformes qu'elle réclame*, par G. Michel. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (Le régime des chemins de fer). — *L'avenir de la France dans l'Afrique du Nord*. (Conclusion de l'ouvrage de M. P. Leroy-Beaulieu sur l'Algérie et la Tunisie.)

9. — *Les Etats et l'alcoolisme*, par P. Leroy-Beaulieu (Propositions de la Commission du Sénat). — *La Roumanie, ses ressources et son commerce extérieur*, par J. Chailley.

16. — *La situation réelle de l'entreprise de Panama : les trois milliards que, par les procédés actuels, coûtera le Canal*, par Paul Leroy-Beaulieu. — *L'immigration et les tendances nouvelles des Etats-Unis*, par J. Chailley. (Article des plus intéressants : faits, correspondance diplomatique, statistique.)

23. — *La situation réelle de l'entreprise de Panama, le transit probable, la solution nécessaire*, par Paul Leroy-Beaulieu. (Conclusion défavorable ; l'entreprise est destinée à périr, si on n'emploie des remèdes héroïques.) — *La condition présente du Brésil*, par Joseph Chailley (d'après d'importantes publications faites récemment en Angleterre et en France). — Les distances entre l'Europe et les principaux pays de l'Asie et de l'Océanie par la voie de Panama et par celle de Suez. — Analyse d'un traité important, signé le 16 février 1887, entre les Républiques du Centre-Amérique.

30. — *Les devoirs et les droits des nations envers les étrangers*, par Paul Leroy-Beaulieu. (Protestation contre les tendances exclusives qui commencent à se faire jour dans plusieurs pays et qui peuvent ouvrir une nouvelle période de conflits internationaux). — *Le commerce extérieur de l'Angleterre et de la France pendant les six premiers mois de 1887*. — *Un Chapitre de l'histoire du Travail : les syndicats et les corporations*, par G. Michel. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis et au Canada*, par J. Chailley. (Une répudiation de dettes aux Etats-Unis ; le tarif douanier du Canada en Angleterre et aux Etats-Unis, le conflit du Canada et de l'Etat de Manitoba.)

## Bulletin de statistique et de législation comparée.

Juin. — *France* : Loi du 27 mai 1887 sur les sucres ; situations annuelles de la Banque de France depuis 1800. — *Angleterre* : le budget des postes et des télégraphes (Discussions à la Chambre des communes) ; rapport sur les opérations de la monnaie de Londres en 1886 ; nouvelles effigies des monnaies (avec photographie) ; campagne en faveur de la monnaie décimale. — *Allemagne* : les crédits supplémentaires de l'exercice 1887-88. — *Autriche-Hongrie* : le renouvellement du pacte austro-hongrois (Sommaire des six lois qui constituent ce pacte et traduction de la loi révisant le tarif douanier). — *Italie* : les dettes des communes et des provinces. — *Russie* : Oukase sur la propriété foncière dans la zone frontière occidentale ; les mesures fiscales nouvelles. — *Turquie* : le commerce extérieur des six dernières années.

Juillet. — *France* : Loi augmentant les droits sur les alcools étrangers ; décret concernant l'octroi de mer en Algérie ; le mouvement des impôts et le commerce extérieur pendant le premier semestre de 1887 ; projet de budget de la ville de Paris pour 1888 ; établissement à la Réunion d'une taxe de séjour sur les étrangers de race asiatique ou africaine. — *Angleterre* : l'administration du revenu intérieur (Discours intéressant d'un haut fonctionnaire sur les progrès accomplis depuis 50 ans). — *Belgique* : les réformes fiscales, les questions ouvrières (Texte de divers projets de lois). — *Allemagne* : la révision du régime des alcools et du régime des sucres ; le commerce extérieur en 1886 et 1885 ; résultats de l'exercice financier 1886-1887. — *Suisse* : le commerce extérieur en 1886 et 1885. — *Italie* : le budget de 1887-1888 ; le tarif douanier. — *Serbie* : le budget

de 1886-87. — *Etats-Unis* : résultats de l'exercice 1886-87 (la dette a été réduite de près de 110 millions de dollars).

### Bulletins consulaires.

#### I. — FRANÇAIS.

Août. — République Dominicaine (1883-85), commerce et navigation. — Anvers (1886), commerce et navigation. — Serbie (1885), mouvement commercial. — Gand (1885), commerce et industrie. — Santander (1885), commerce et navigation.

Mai-juin. — Liège (1885-86), mouvement commercial. — Colonies australiennes (1885). — Québec (1886), mouvement du port. — Bombay (1884-85), commerce et navigation. — Newcastle (1886), constructions navales. — Orizaba (Mexique), commerce du café. — Chicago (1886), commerce et industrie. — Statistique de la marine allemande en 1885 et 1886. — Hambourg (1886), commerce et navigation. — Belgique, industrie houillère en 1886.

#### II. — ANGLAIS.

N<sup>os</sup> 195. Autriche-Hongrie. — Commerce et relations commerciales avec l'étranger.

179. Brésil. — Commerce de Pernambuco (1886).

183. Chine. — Commerce de Swatow (1886).

190. Chine. — Commerce de Tien-Tsin (1886).

191. Chine. — Commerce de Hankow (1886).

196. Egypte. — Commerce d'Alexandrie (1886).

189. France. — Commerce de Nice (1886).

180. Allemagne. — Commerce de Francfort-le-Main en 1886.

184. Allemagne. — Budget de l'Empire, 1887-88.

194. Grèce. — Finances du royaume.

193. Grèce. — Commerce de Syra en 1886.

52. Haïti. — Commerce et finances de la République.

54. Italie. — Premier Congrès national des Banques d'épargne italiennes, tenu à Florence en 1886.

56. Japon. — Règlements sur les maisons de change.

198. Japon. — Commerce de Hakodate en 1886.

184. Maroc. — Commerce de Mazador en 1886.

188. Portugal. — Finances du Portugal.

53. Portugal. — Lois sur les mines pour l'Afrique méridionale.

187. Portugal. — Commerce de Lisbonne en 1886.

55. Russie. — Une visite à Karkoff.

192. Turquie. — Commerce de Erzeroum.

197. Turquie. — Commerce de Constantinople en 1886.

185. Turquie. — Commerce de la Roumélie Orientale en 1886.

182. Etats-Unis. — Commerce de New-York en 1886.

186. Etats-Unis. — Commerce de San-Francisco en 1886.

Commercial, n<sup>o</sup> 21 (1886). — Lois sur la responsabilité des patrons dans les différents pays étrangers.

#### III. — ITALIEN.

Mai. — Commerce extérieur de la Roumanie en 1885. — La colonisation en Serbie. — Rapport sur les industries textiles dans le Département du Nord. — Rapport sur la Norvège pour 1886. — Commerce de Singapour en 1885. — Mouvement commercial du port de Cardiff. — L'émigration en Irlande en 1886. — Situation économique du royaume de Pologne. — Mouvement du port de Malte. — Exportation agricole de l'Espagne.

Juin. — Exposition coloniale de l'Inde à Londres en 1886. — Commerce et agriculture de la Palestine. — Commerce et navigation de Trebizonde. — Com-

merce et navigation de l'Italie avec Stettin. — Mouvement commercial dans le port et la présidence de Bombay.

**Catalogue of the Works relative to the law of Nations and Diplomacy in the library of the Department of State, A.-C., Washington, Government Printing office, 1887.**

Nous croyons devoir signaler ce Catalogue qui fait honneur au bibliothécaire du *State-Department* des Etats-Unis et qui est de nature à être utile même à ceux qui ne sauraient songer à visiter le dépôt confié à ses soins. Ce Catalogue donne en effet les renseignements les plus précis et les plus complets sur les ouvrages qui concernent le droit des gens et l'histoire politique ou diplomatique, même sur les articles de revues. Ainsi au mot *Collections de Documents inédits sur l'histoire de France*, on trouve l'indication de tous les documents publiés avec la date, le nom de l'éditeur, etc. Au mot *Glunet* (Edouard), on a le relevé des brochures et articles de notre excellent confrère. Ce Catalogue, une fois terminé, sera d'un précieux secours à tous ceux qu'intéressent ces matières; il formera un très joli volume, car il fait honneur à l'imprimeur comme au rédacteur, le texte est d'une netteté et d'une élégance parfaites. Ajoutons que le Catalogue prend la bibliothèque dans l'état où elle était le 30 juin 1886; à partir de cette date, des Catalogues périodiques tiennent au courant des livres et documents qui entrent dans la bibliothèque. Nous souhaitons aux Ministères des affaires étrangères d'Europe des bibliothécaires aussi intelligents et aussi zélés.

L. R.

**La propriété littéraire et la Convention de Berne**, par Renée Lavollée, docteur ès-lettres, ancien consul-général. Br. in-8°, Paris, 1887. Librairie Guillaumin.

Nul n'était mieux qualifié que M. Lavollée pour parler avec compétence de la Nouvelle Union internationale; il a pris, en effet, une part très importante, soit aux négociations, soit aux délibérations qui ont préparé la convention signée à Berne, le 9 septembre 1886. Après un aperçu général sur la tendance actuelle du droit international, l'auteur fait l'histoire de la convention et analyse ses principales dispositions. Il en apprécie le caractère en rendant un juste hommage à M. Numa Droz, le Président actuel de la Confédération Suisse, qui a dirigé avec une autorité et une courtoisie au-dessus de tout éloge, les Conférences internationales de 1883, de 1884 et de 1885. Il montre, en terminant, les progrès qui restent à accomplir pour que les droits des auteurs soient pleinement reconnus et fait justice des objections des adversaires de ces droits. Nous recommandons vivement la lecture de cette brochure, qui est un exposé précis et élégant de la question de la propriété littéraire dans son état actuel.

L. R.

**J.-C. Bratiano. L'ère nouvelle. La Dictature**, par Frédéric Damé. Br in-8°, Paris, 1886, librairie Wesshauer. — **Quinze mois de régime libéral en Roumanie**. Un vol. gr. in-8°, Paris, 1886, *La Nouvelle Revue*.

Ces deux ouvrages ont ce caractère commun de constituer de véritables réquisitoires contre le gouvernement de M. Bratiano. Celui-ci mérite-t-il tout ou partie des reproches qu'on lui adresse? Le grief le plus sérieux de l'opposition n'est-il pas la durée exceptionnelle du Cabinet présidé par M. Bratiano? On comprend que nous ne puissions pas prendre parti dans cette querelle; nous n'avons aucun moyen d'apprécier l'attaque et la défense. La brochure de M. Damé est d'une lecture agréable. Elle n'est que la réunion d'une série d'articles publiés

dans l'*Indépendance roumaine* et rangés sous quatre divisions : I. *Pastels à la sanguine*, portraits des principaux membres du parti libéral ; II. *Révision de la Constitution* ; III. *La Dotation royale* ; IV. *Les Brutalités de la rue*. L'auteur dit lui-même qu'il n'a pas entendu faire un livre d'histoire, mais donner des impressions personnelles.

Le volume intitulé : *Quinze mois de régime libéral*, est dû à un Roumain qui garde l'anonyme. Il donne les plus grands détails sur les discussions qui ont eu lieu en Roumanie pour la révision de la Constitution, la dotation de la Couronne et la question du Danube. Il contient beaucoup de documents, d'extraits des débats parlementaires et à ce titre est fort utile, quelque opinion qu'on ait sur les critiques adressées au parti libéral.

**De l'autorité et de l'exécution des jugements étrangers** en matière civile et commerciale en France et dans les divers pays, par Christian Daguin, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris. Un vol. in-8°, Paris, 1887, librairie Pichon.

Nous signalons ce livre comme étant de nature à rendre de grands services à ceux qui veulent faire une étude de législation comparée sur cette matière si importante de l'effet dans un pays des jugements rendus dans un autre pays. Nous aurions des réserves à faire au sujet de la partie consacrée à la législation française, l'auteur ayant, selon nous, admis un système absolu qui ne cadre ni avec les intentions des auteurs de nos Codes ni avec les nécessités pratiques. Mais nous recommandons la partie relative aux législations étrangères qui n'avait pas encore, croyons-nous, été traitée aussi complètement. Non-seulement la littérature du sujet déjà très riche a été mise à contribution, mais M. Daguin s'est mis en rapport avec des jurisconsultes d'un grand nombre de pays, de sorte qu'il peut nous donner des renseignements précis sur *vingt-neuf législations*. Il y a donc là une abondante source d'informations bonne à connaître.

**L'Europe en 1887**, par sir Charles Dilke, avec une préface de l'auteur, écrite spécialement pour l'édition française. — Un fort volume in-8°, Paris, 1887, maison Quantin.

On se rappelle les études sur la politique européenne publiées par sir Charles Dilke simultanément dans la *Fortnightly Review* à Londres et dans la *Nouvelle Revue* à Paris. et qui ont attiré l'attention générale en même temps que soulevé de vives polémiques. Sous le titre : *L'Europe en 1887*, la maison Quantin les rassemble aujourd'hui en un volume, augmenté de trois chapitres inédits. Un très grand intérêt s'attache à cet exposé de faits dont, ainsi que le dit expressément l'auteur, il ne veut ni rechercher les causes, ni discuter la moralité. La prodigieuse somme d'informations que sir Ch. Dilke doit à sa connaissance approfondie de l'Europe entière et aux grandes situations politiques qu'il a occupées dans son pays. lui donne une autorité et une compétence rares pour traiter ces graves questions internationales dont dépend la paix du monde. En outre, il est particulièrement instructif pour nous d'apprendre ce qu'un étranger aussi éminent pense de questions sur lesquelles nous sommes souvent enclins à ne pas porter un jugement suffisamment désintéressé. Dans une courte introduction, sir Ch. Dilke se défend de toute supposition de malveillance à l'égard de la France, pour laquelle au contraire il professe de sa sympathie. Ce qu'il a voulu avant tout, c'est écrire sans passion, sans préjugés ni parti-pris et, si ses assertions peuvent être discutées, on ne saurait dire qu'il se soit départi de cette règle qui fait de son remarquable ouvrage un précieux document sur la situation actuelle de l'Europe.

L'ouvrage renferme six chapitres : *Allemagne, France, Russie, Autriche-Hongrie, Italie, Grande-Bretagne* et une *Conclusion* où l'auteur discute quelques-unes des objections soulevées par ses articles.

Nous voulons donner quelques extraits pour faire comprendre le vif intérêt qu'offre la lecture de ce livre. Voici ce qui a trait à la France et à ses rapports avec l'Angleterre :

« La France ne peut compter que sur ses propres forces militaires et navales, car elle n'a pas d'amis en Europe. Tout en éprouvant pour la République française peu de sympathie, l'empereur de Russie serait naturellement assez disposé à utiliser son concours dans une certaine mesure; le sultan emboîte le pas derrière le tzar. Mais où trouver, en Europe, des gouvernements vraiment sympathiques à la France? Elle a détruit l'effet de l'amitié traditionnelle de la Suède par son entente avec la Russie, l'ennemie héréditaire de cette puissance. Dans une guerre générale, partagée entre ses inclinations de longue date pour la France et son désir de reprendre la Finlande à la Russie, la Suède se déciderait à demeurer neutre, comme elle l'a fait pendant la guerre de Crimée, alors que cependant la tentation était plus forte. L'Autriche marche avec l'Allemagne; l'Italie est irrémédiablement brouillée avec la France; l'Espagne est condamnée à l'impuissance, tant par sa situation intérieure que par sa position géographique. Le gouvernement actuel y est impopulaire, à cause de l'origine étrangère de la reine, et la nation espagnole se divise en deux partis : les indifférents et les républicains, ceux-ci l'emportant sur ceux-là. Il est vrai que, si la France ne doit pas compter sur l'Espagne comme alliée, d'autre part, elle est certaine de ne pas l'avoir pour ennemie, tant qu'elle saura résister à la tentation d'occuper le Maroc. »

Cette énumération pessimiste conduit sir Charles Dilke à examiner quels sont les rapports de la France avec l'Angleterre et à traiter, par conséquent, de la question d'Egypte, dont il fait l'historique et dont il s'efforce d'atténuer l'importance, pour arriver à cet exposé et à ces pronostics hypothétiques :

« Pour le moment, voici où en est la question : Quand la France nous demande de fixer une date pour l'évacuation de l'Egypte, nous répondons qu'un gouvernement national aussi faible que celui du khédive est impuissant à maintenir l'ordre dans le pays, tant que les nombreux Européens de bas étage résidant à Alexandrie, et en moins grande quantité dans les autres villes, ne seront pas soumis à la loi commune. Or, on sait la France peu encline à laisser modifier le régime des capitulations; aussi lui reprochons-nous non-seulement de ne rien faire pour nous faciliter cette évacuation qu'elle réclame, mais même d'être responsable des difficultés qui rendent nécessaire notre présence dans le pays.

« Au surplus, on peut dire de l'occupation anglaise qu'elle ne prendra pas fin tant que la France continuera à protester avec cette véhémence. Les plus sensés et les plus modérés des journaux français l'ont déclaré eux-mêmes, c'est avec l'assentiment de l'Europe que l'Angleterre est allée en Egypte pour y établir l'ordre, et elle y est allée seule, à ses risques et périls, au prix de sérieux sacrifices. Ils pourraient ajouter qu'elle avait au préalable demandé à la France d'abord, puis à l'Italie, un concours qui lui a été refusé, en Italie par le gouvernement, en France par la Chambre après acceptation du gouvernement. Ces journaux disent encore que l'Angleterre est seule juge de l'opportunité d'une évacuation qui est incontestablement dans ses desseins, et que ce serait folie à la France de continuer à se faire répondre par les fins de non-recevoir que lui attirent ses demandes trop pressantes, plus encore de prendre les armes pour une telle cause. »

C'est le groupe opportuniste, dit notre auteur, qui s'est associé avec le plus de violence aux clameurs anti-anglaises.

« A peine Gambetta était-il mort que ses partisans s'étaient déjà ralliés à l'idée d'un rapprochement avec la Russie, que leur chef avait détestée au point de se tourner vers l'Allemagne pour lui faire échec. De même, tandis que, suivant les errements des anciens hommes d'Etat français, Gambetta voulait

annihiler la suprématie ottomane en Afrique, son parti s'est empressé après lui de pousser les Turcs à reconquérir, au détriment des Anglais, leur situation au Caire. »

Toutefois, sir Charles Dilke ne croit pas que le gouvernement ait encouragé le langage agressif de la presse vis-à-vis de l'Angleterre. La vérité, dit-il, est qu'il s'est mis à la remorque de l'opinion au lieu de la diriger, et voici quelle est sa situation vis-à-vis de l'Angleterre :

« La France, qui a fait le canal et a de forts capitaux engagés dans cette entreprise, qui de plus a toujours, par tradition, porté à l'Egypte un intérêt sentimental, rappelle à l'Angleterre sa promesse d'évacuer le pays sinon à une date fixe, du moins à une époque approximativement déterminée à l'avance; en retour, elle s'engage à ne pas envoyer de troupes en Egypte et à garantir l'absolue neutralité de ce pays ou même, ce que le gouvernement britannique a toujours déclaré avoir pour unique objectif, à y établir le « *status quo ante Arabi* » avec des sécurités contre les Arabi futurs. Ces exigences, d'ailleurs, ne sont aussi modérées que parce que la France ne s'est sentie soutenue d'aucun côté, sauf à Constantinople, dans ses tentatives d'intimidation, sans quoi elle l'eût pris sur un ton plus haut.

Les appréciations de la presse française sur les affaires d'Egypte sont fort exagérées. Il est généralement admis dans le pays — les hommes qui président à ses destinées ne partagent pas ce préjugé populaire — que la nation anglaise est essentiellement conquérante et serait disposée à s'approprier toutes les régions disponibles du monde si, de temps à autre, l'Allemagne et la France n'y mettaient bon ordre. Il est pourtant de fait que, depuis bien des années, la Grande-Bretagne n'a fait aucune tentative en vue de nouvelles annexions, excepté lorsqu'elle était en droit de légitime défense contre la politique française ou allemande, comme dans le cas de l'expédition de Birmanie, provoquée par les manœuvres de l'agent de la France. Elle a même repoussé à plusieurs reprises des conquêtes qui s'offraient à elle, telles que celles du pays des Camerouns, de Zanzibar, de l'Egypte même, pour ne citer que celles-là.

J'ai dit que, malgré sa mauvaise humeur, la France n'a pas l'intention de tirer l'épée pour l'Egypte. Si elle entendait les affaires et si elle était résolue à tout braver, elle se déciderait à prendre une mesure qui hante depuis longtemps l'esprit de ses hommes politiques : enlever à l'Angleterre le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée et, d'autre part, admettre librement certaines catégories de filés de coton indispensables à son industrie. Tout ce que la France tire de chez nous elle le trouverait aussi bien en Belgique et en Allemagne, et la légère surélévation de prix qui en résulterait pour certains produits serait un inconvénient analogue à ceux qu'entraîne déjà pour elle l'application des droits protecteurs. Elle pourrait encore faire autre chose : trouver prétexte à une intervention en Egypte, ce qui lui serait facile ; débarquer sur quelque point de la côte un corps expéditionnaire, officiellement dirigé contre le gouvernement khédival, avec forces assurances amicales à notre adresse, mais avec l'intention bien arrêtée d'occuper le pays aussi longtemps que nous y resterions nous-mêmes. Sans doute, notre puissance navale combinée avec celle de l'Italie mettrait toujours obstacle à une invasion française en Egypte et rendrait impossible à la France de se maintenir sur le Nil en cas de guerre avec nous, — quoique, à vrai dire, en pareille conjoncture, nous n'aurions pas grand avantage à être maîtres de ce pays. Mais ni l'Italie ni nous-mêmes ne pourrions jamais empêcher la France d'y débarquer des troupes sans couleur de redresser quelque grief d'un de ses nationaux, au détriment de qui auraient été violées des capitulations. En ce cas, la seule issue possible serait la neutralité égyptienne, réclamée par la France et dont l'Angleterre s'effraie bien à tort, selon moi, car, moyennant des garanties sérieuses, elle pourrait qu'y trouver son avantage. »

Revenant de ces hardies hypothèses, sir Charles Dilke se prononce en faveur de la neutralisation de l'Egypte, ou tout au moins du Canal de Suez, et passe à notre politique coloniale, qu'il condamne et dans notre intérêt, et pour les cau-

ses de conflit qu'elle fournit entre la France et l'Angleterre ; « l'ancien ministre » touche ainsi à la question du Tonkin, à celle de Madagascar, à celle enfin des Iles du Pacifique, qui lui paraissent devoir provoquer de sérieuses difficultés avec l'Australie, à cause des récidivistes que nous voulons y établir.

En concluant, l'auteur s'étonne que, malgré tous ces litiges, dont deux, celui de Madagascar et celui des Nouvelles-Hébrides, ont eu ou possèdent encore un caractère fort grave, la France et l'Angleterre aient pu vivre en paix. Il fait remonter l'honneur de cette mutuelle tolérance à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, à lord Lyons.

— Voici maintenant un passage relatif à la Russie :

« Lorsqu'on discute la possibilité d'un futur empire universel, c'est généralement aux Etats-Unis que l'on pense : ce devrait plutôt être à la Russie. Les Russes parlent volontiers du temps où ils seront les maîtres du monde ; et si, au lieu de m'occuper de questions contemporaines, je me laissais entraîner à des prophéties sur ce qui se passera au siècle prochain, je serais amené à reconnaître qu'en négligeant l'Amérique et l'Australie pour ne tenir compte que du vieux monde seul, leur rêve pourrait bien quelque jour devenir une réalité.

Il nous faut examiner maintenant la situation militaire de la Russie comparée avec celle des puissances voisines. Malgré l'énormité de sa dette et ses lourdes charges annuelles, l'empire russe devient chaque jour plus fort, et cette force, considérable en soi, est accrue du prestige qui s'attache à l'inconnu. Son armée est la plus formidable du monde : en état de complète mobilisation, elle ne compte pas sur le papier moins de quatre millions d'hommes au début et de six millions par la suite. D'aucuns inclinent à croire que ces chiffres sont fictifs ; mais, depuis 1878, la Russie a fait de grands progrès. Elle possède autant de bouches à feu que l'Allemagne ou la France ; sa cavalerie est aussi considérable peut-être que celle de ces deux puissances réunies, plus considérable à coup sûr que celle des armées allemande et autrichienne combinées, et elle est reconnue la meilleure de toutes pour le service auquel, dans la guerre moderne, est limité l'emploi de cette arme. Avec un peu de sagesse, les ressources de la Russie ne peuvent qu'aller toujours grandissant, car c'est un pays jeune à bien des égards, et, au point de vue territorial, la Sibérie équivaut presque à d'autres Etats-Unis. Avec les avantages naturels que lui donne sa position et sa merveilleuse ligne de places fortes sur la frontière d'Allemagne, la Russie pourra toujours user la patience germanique. »

Les forces militaires de l'empire moscovite étant telles, Sir Ch. Dilke examine les chances d'une guerre entre cette puissance et l'Allemagne :

« Le seul étranger qui existe pour le pays anrusse est l'Allemand, au point que ce nom est pour lui synonyme du mot « étranger ». et sa haine pour les « hommes muets », comme il les appelle, est profonde et vivace. Il ne connaît guère les Anglais. Le sentiment des masses est qu'un jour une guerre éclatera entre la Russie et l'Allemagne, auprès de laquelle celle de 1870 n'aura été qu'un jeu d'enfants, disent les soldats, et qui, si l'issue en était favorable aux Allemands, recommencerait à la première occasion, jusqu'à l'anéantissement de l'empire germanique. La Cour tient en bride dans une certaine mesure cette opinion populaire à laquelle elle se ralliera peut-être plus tard pour en tirer profit ; mais, actuellement, c'est moins à l'Allemagne qu'elle en veut qu'à l'Autriche.

Il est curieux de rapprocher des protestations amicales échangées à plusieurs reprises, dans ces dernières années, par les empereurs de Russie et d'Allemagne ce fait que, depuis 1870, Königsberg a été transformé en un immense camp retranché, les forts de Thorn ont été armés de tourelles cuirassées, les défenses de Dantzig ont été augmentées, celles de Posen également, et qu'en ce moment on travaille activement à celles de Custrin et de Glogau.

Ce que la Russie gagne chaque jour en puissance militaire l'emporte dans la balance sur ce que l'Allemagne peut emprunter à l'Autriche pour essayer de rétablir l'équilibre. On peut affirmer, en toute sûreté, que désormais il ne sera

plus possible aux Allemands de frapper tous leurs ennemis à la fois. Attaquer soit la Russie, soit la France serait aujourd'hui de leur part un acte de folie, pour ne pas dire un suicide.

Aussi, poursuit sir Charles Dilke en tenant compte de l'éventualité d'une guerre austro-russe, la question pour M. de Bismarck n'en reste pas moins celle-ci : additionner les forces de la France avec celles de la Russie pour en déduire ensuite celles de l'Allemagne et de l'Autriche, l'attitude de l'Angleterre et celle de l'Italie demeurant à l'état d'élément inconnu et celle de la Turquie d'élément trop connu du problème. Si l'Autriche s'appuyait sur une coalition de ces trois puissances, le chancelier pourrait la laisser provoquer une guerre générale. Mais, dans l'état actuel des choses, la Turquie inféodée à la Russie et l'Autriche ne voulant consentir qu'à la dernière extrémité à faire à l'Italie une cession de territoire, il ne peut tenir à la monarchie austro-hongroise un autre langage que celui-ci : « Battez-vous si vous vous sentez en état de tenir tête à la Russie avec vos seules forces. La France et l'Allemagne seront juges du camp, et vous vous débrouillerez comme vous pourrez. » La politique étrangère de M. de Bismarck n'a rien à voir avec la ruse et l'astuce : elle est simple, claire, nette et se résume en chiffres. »

Sir Ch. Dilke passe ensuite à des questions plus particulièrement britanniques en examinant les chances de victoire qu'aurait l'Angleterre si elle était attaquée dans l'Inde par deux armées russes parties, l'une de Hérat pour Candahar, l'autre de la Sibérie pour Balkh et le Pendjab. Dans cette occurrence, le ministre libéral estime que l'avantage finirait par rester à ses compatriotes, après, il est vrai, des efforts qui épuiserait leurs ressources, à condition de renoncer à défendre l'Égypte contre les puissances méditerranéennes, de faire donner dans la lutte toutes les forces vives de la nation et de modifier, par conséquent, les institutions militaires anglaises et d'exécuter une diversion dans les provinces russes du Pacifique. En vue de cette éventualité, Sir Ch. Dilke plaide en faveur d'une alliance avec la Chine.

« L'alliance de la Chine nous serait indispensable, et il faudrait l'acquérir même au prix de nos conquêtes sur le Pacifique ou de la Haute Birmanie. La Chine et l'Angleterre ont des intérêts identiques en Asie et sont également menacées par la Russie. Notre commerce avec la Chine est considérable et les liens qui en dérivent nous unissent étroitement. Ces considérations devraient sûrement faire pencher la balance en faveur d'une alliance. L'Angleterre ne saurait trouver à redire à l'augmentation de l'influence allemande en Chine ; d'ailleurs, l'état de notre ascendant à Pékin pourra être connu de temps en temps par le choix des personnes appelées à succéder à Sir R. Hart. »

---

# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Pages

1852

Juin . . . .	10-20	Turquie. Traduction d'une version arabe d'un prince impérial adressée au gouverneur général d'Egypte, Abbas Hilmy Pacha. . . . .	168
--------------	-------	--	-----

1872-1875

—	—	Grande-Bretagne — Russie. Négociations relatives à la délimitation afghane . . . . .	193
---	---	--	-----

1878

Août. . . .	28	Egypte. Rescrit adressé à Nubar Pacha par Sa Hautesse Ismail Pacha . . . . .	154
-------------	----	--	-----

1883

Octobre . .	15	Grande-Bretagne. M. Mansfield, ministre à Caracas, à M. R. Seijas, ministre des affaires étrangères du Venezuela. . . . .	249
Novembre .	15	Venezuela. M. R. Seijas à Mansfield . . . . .	150
—	19	Grande-Bretagne. M. Mansfield à M. R. Seijas . . . . .	253
—	—	Venezuela. M. Seijas à M. Mansfield . . . . .	254
—	23	Grande-Bretagne. M. Mansfield à M. R. Seijas . . . . .	255

1884

Mars. . . .	1	Belgique — Venezuela. Traité d'amitié, de commerce et de navigation . . . . .	135
—	11	Grande-Bretagne. M. Mansfield à M. R. Seijas . . . . .	255
—	13	Belgique — Venezuela. Convention d'extradition. . . . .	143
—	13	Venezuela. M. R. Seijas à M. Mansfield . . . . .	256
—	29	Grande-Bretagne. M. Mansfield à M. R. Seijas . . . . .	256
Avril. . . .	2	Venezuela. M. R. Seijas à M. Mansfield . . . . .	257
—	7	Grande-Bretagne. M. Mansfield à M. R. Seijas . . . . .	258
—	8	M. Mansfield à M. R. Seijas . . . . .	258

		Pages
—	9 <i>Venezuela</i> . M. R. Seijas à M. Mansfield. . . . .	259
—	16 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Mansfield à M. R. Seijas. . . . .	261
Mai. . . . .	28 M. Mansfield au général Amengual. . . . .	262
—	31 <i>Venezuela</i> . Le général Amengual à M. Mansfield. . . . .	264
Août. . . . .	6 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Mansfield au général Amengual, ministre des affaires étrangères du Venezuela. . . . .	262
Décembre . . . . .	24 Le comte Granville au général Guzman Blanco, envoyé du Venezuela à Londres . . . . .	265
—	30 <i>Venezuela</i> . Le général Guzman Blanco au comte Gran- ville . . . . .	265

## 1885

Janvier. . . . .	5/17 <i>Belgique</i> — <i>Serbie</i> . Traité de commerce. . . . .	23
—	— Convention consulaire. . . . .	28
—	22 <i>Venezuela</i> . Memorandum présenté au comte Granville par le général Guzman Blanco. . . . .	267
—	24 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte Granville au général Guzman Blanco. . . . .	267
—	28 Le comte Granville au général Guzman Blanco . . . . .	269
Février. . . . .	13 Le comte Granville au général Guzman Blanco . . . . .	267
Mars. . . . .	21 Le général Guzman Blanco à lord Granville. . . . .	271
Avril. . . . .	2 Le comte Granville au général Guzman Blanco . . . . .	273
—	15 Le comte Granville au général Guzman Blanco . . . . .	276
Mai . . . . .	6 <i>Venezuela</i> . Le général Guzman Blanco au comte Gran- ville . . . . .	277
—	15 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte Granville au général Guz- man Blanco. . . . .	279
Juin. . . . .	8 <i>Venezuela</i> . Le général Guzman Blanco au comte Gran- ville . . . . .	280
Juillet . . . . .	4 <i>Grande-Bretagne</i> — <i>Guatemala</i> . Traité pour la livrai- son mutuelle des criminels fugitifs. . . . .	131

## 1886

Février. . . . .	2 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery. . . . .	36
—	9 <i>Turquie</i> . Extrait de la notification officielle adressée par les contributions indirectes aux représentants des puissances signataires des traités de commerce du 17 avril 1863. . . . .	56
Mars. . . . .	1 Les Compagnies et agents principaux à Port-Saïd à M. Caillard . . . . .	56
—	3 Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery . . . . .	51
—	26 Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery. . . . .	61
Avril. . . . .	6 <i>Venezuela</i> . Le général Guzman Blanco au comte Gran- ville . . . . .	274
—	18 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery. . . . .	147
—	21 <i>Belgique</i> . Rapport du ministre des affaires étrangères, M. de Chimay, au Roi sur la réception des actes de l'état civil par les agents diplomatiques et consulaires. . . . .	291
—	26 <i>Belgique</i> . Arrêté royal . . . . .	292

		Pages
Mai. . . . .	13 Circulaire aux agents diplomatiques et consulaires. . . . .	295
—	15 Circulaire aux agents diplomatiques et consulaires. . . . .	316
Juin. . . . .	4 <i>Corée</i> — <i>France</i> . Traité d'amitié, de commerce et de navigation . . . . .	5
—	18 <i>Etats-Unis</i> . A.-K. Cutting à Emigdio Medina di Paso del Norte. . . . .	180
—	23 M. Cutting à M. Brigham. . . . .	180
—	25 M. Brigham au juge de la seconde Cour, Paso del Norte. . . . .	180
Juillet. . . . .	1 M. Brigham, consul à Mexico à M. Porter. . . . .	178
—	3 M. Brigham à M. Parker. . . . .	185
—	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery. . . . .	155
—	7 <i>Mexique</i> . Note du consul général Warner P. Sutton. . . . .	179
—	8 <i>Etats-Unis</i> . M. Jackson, ministre au Mexique, à M. Bayard. . . . .	186
—	17 M. Brigham à M. Parker. . . . .	186
—	19 M. Brigham à M. Jackson. . . . .	186
—	20 M. Bayard à M. Jackson. . . . .	186
—	21 M. Jackson à M. Bayard. . . . .	188
—	22 M. Jackson à M. Adee. . . . .	188
—	M. Adee, secrétaire de service, à M. Jackson. . . . .	188
—	M. Brigham à M. Bayard. . . . .	189
—	M. Adee à M. Brigham. . . . .	189
—	M. Jackson à M. Bayard. . . . .	191
—	26 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery . . . . .	162
—	— <i>Etats-Unis</i> . M. Brigham à M. Bayard. . . . .	189
—	27 M. Bayard à M. Jackson. . . . .	189
Août. . . . .	2 Rapport du secrétaire d'Etat relativement à l'affaire Cutting . . . . .	176
—	— Message du président en réponse à la résolution du Senat, du 26 juillet, sur le rapport du secrétaire d'Etat relatif à l'affaire A.-K. Cutting. . . . .	176
Décembre . . . . .	12 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir Ev. Baring au comte d'Iddesleigh . . . . .	37
—	— <i>Suisse</i> . Rapport présenté à l'assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion en 1886. . . . .	69

## 1887

Janvier . . . . .	12 <i>Espagne</i> . Loi concernant la répression des infractions à la convention internationale pour la protection de câbles sous-marins. . . . .	287
Février. . . . .	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Drummond Wolff au comte de Rosebery. . . . .	170
—	19 <i>Egypte</i> . Etablissement d'une haute Cour administrative. . . . .	283
Mars. . . . .	14 <i>Russie</i> . Droit de propriété des étrangers. . . . .	286
Avril. . . . .	5 <i>Guatemala</i> . Loi sur la répression des infractions à la convention internationale pour la protection des câbles sous-marins. . . . .	290
Mai . . . . .	22 <i>Turquie</i> . Les plénipotentiaires ottomans à sir H. Drummond Wolff. . . . .	235
—	— <i>Grande-Bretagne</i> . Sir H. Drummond Wolff aux plénipotentiaires ottomans . . . . .	235

		Pages
—	— <i>Grande-Bretagne</i> — <i>Turquie</i> . Convention relative à l'Égypte . . . . .	232
—	23 <i>Allemagne</i> — <i>France</i> . Arrangement pour l'établissement d'un régime douanier dans les possessions des deux Etats situées sur la côte des Esclaves. . . . .	32
—	31 <i>Belgique</i> — <i>France</i> . Déclaration pour le paiement des salaires et les successions des marins. . . . .	129
Juin . . . .	13 <i>Saint-Siège</i> . Le pape Léon XIII au cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat . . . . .	236
—	22 Le cardinal Rampolla aux nonces pontificaux. . . . .	245
Juillet . . .	5 <i>France</i> . Loi concernant les droits d'entrée sur les alcools étrangers. . . . .	284

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*